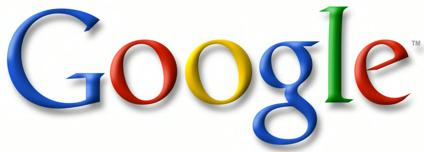
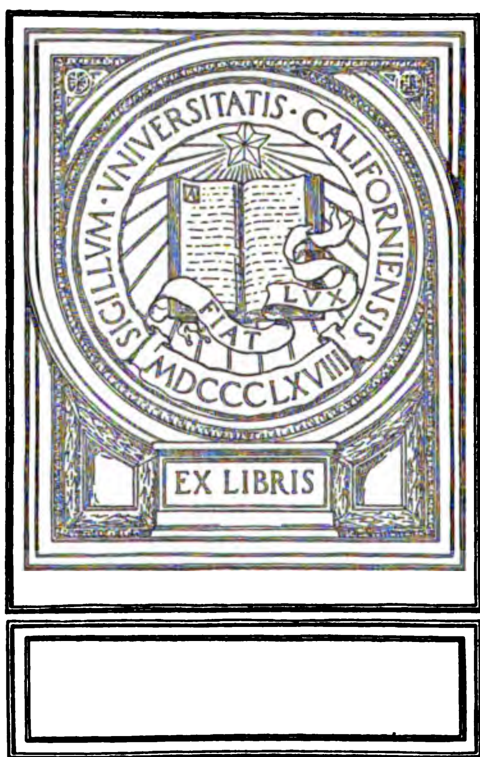



SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
LVX
FIAT
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS

A Monsieur le professeur Aulard
hommage de l'éditeur M. Kovalevsky

I DISPACCI
DEGLI
AMBASCIATORI VENETI
ALLA
CORTE DI FRANCIA
DURANTE LA RIVOLUZIONE

EDITI DA

MASSIMO KOVALEVSKY

VOLUME I



TORINO
FRATELLI BOCCA EDITORI
LIBRAI DI S. M. IL RE D'ITALIA

SUCCURSALI:
ROMA — Corso 216-217
FIRENZE — Via Cerretani, 8

DEPOSITI:
PALERMO — Università, 12 (N. Carosio)
MESSINA — Daly
CATANIA — Sª Maria al Rº, 23 (N. Carosio)

1895

I DISPACCI

DEGLI

AMBASCIATORI VENETI

ALLA

CORTE DI FRANCIA

I DISPACCI

DEGLI

AMBASCIATORI VENETI

ALLA

CORTE DI FRANCIA

DURANTE LA RIVOLUZIONE

EDITI DA

MASSIMO KOVALEVSKY

VOLUME I



TORINO
FRATELLI BOCCA EDITORI
LIBRAI DI S. M. IL RE D'ITALIA

SUCCURSALI:
ROMA — Corso 216-217
FIRENZE — Via Cerretani, 8

DEPOSITI:
PALERMO — Università, 12 (N. Carosio)
MESSINA — Daly
CATANIA — S. Maria al R°, 23 (N. Carosio)

1895

PINEROLO, TIPOGRAFIA CHIANTORE-MASCARELLI.

INTRODUCTION

Nous possédons pas mal d'histoires de la Révolution française, mais elles sont loin d'atteindre à l'idéal rêvé par les maîtres de la science et de l'érudition moderne. Certes, il n'est point de méthode plus sûre que celle, dont Taine et Aulard se sont fait les apôtres. Professer un scepticisme intelligent vis-à-vis des auteurs des mémoires, soit-dit contemporains, contrôler le récit des journalistes et des pamphlétaires, toujours empreints de parti-pris, s'attacher surtout aux documents de l'époque : notes, correspondances, etc., ne sont-ce pas là les vrais moyens d'arriver à la connaissance minutieuse des faits, dont se compose le grand drame ?

Mais à côté de la réalité se place la légende. Elle demande aussi à être étudiée dans ses sources. Il n'est point indifférant de savoir comment s'est formé l'opinion de l'Europe sur les visées des révolutionnaires

et la nécessité de les combattre à tout prix. Ce sont les diplomates et les agents secrets qui ont le plus contribué à former cette légende; la presse quotidienne et les pamphlétaires n'arrivent qu'en second ordre. Il faut s'attacher par conséquent à l'étude de la correspondance des ministres étrangers avec leurs Cours; il faut rechercher aux archives les comptes rendus, envoyés par les « hommes de confiance », les « confidenti », selon le terme, employé à Venise. Cette source d'informations est loin d'être épuisée. On ne connait que depuis quelques années, du moins dans toute leur ampleur, le journal privé et la correspondance de Morris, le célèbre diplomate américain. Ce n'est que tout récemment qu'a été publié un document de premier ordre — les lettres adressées par le comte Mercy-d'Argenteau à Joseph II et à Léopold. L'ami et le conseiller de Marie-Antoinette méritait depuis longtemps une place à part dans les archives révolutionnaires, mises à la portée du public. Ses rapports nous révèlent plus d'un point obscure dans la marche des évènements. Nous savons maintenant à quoi nous en tenir sur le chapitre du célèbre comité autrichien, et nous voilà à même de rendre une tardive justice à l'esprit politique et au grand amour de la paix, qui dirigèrent la conduite des fils de Marie Thérèse. — Moins importante et tout de même fort curieuse, riche en anecdotes et en appréciations piquantes est la correspondance secrète, que M.r de Lescure a eu la bonne chance de retrouver dans le département des manuscripts de la bibliothèque im-

périale de Saint Pétersbourg. Je crois pouvoir placer à ses côtés celle de William Augustus Miles, diplomate anglais très sympathique aux débuts révolutionnaires, y voyant un présage de la chute prochaine des petits tyrans qui opprimaient l'Allemagne, mais se raidissant de plus en plus contre l'esprit nouveau au fur et à mesure que le peuple de Paris apparait sur la scène. — Les dépêches de Lord Gower et les Notes envoyées par le célèbre Mallet du Pan à l'empereur d'Autriche en 1794, 1795 et 1796, ferment cette liste plus que mince de publications capables de nous renseigner sur les sentiments de l'Europe monarchique pour la France révolutionnaire.

Mon intention est de joindre à ces documents, encore peu nombreux, un nouveau recueil — celui des dépêches vénitiennes. Elles sont adressées tant au Sénat, ou Pregadi, qu'aux Inquisiteurs, ou « Tribunal Suprême » de la République. Choisis parmi les hommes d'État le plus en vue et ayant déjà fait leur apprentissage politique dans les divers offices et missions étrangeres, les *« nobili di Francia »,* tel était le titre des diplomates accrédités à la Cour de Versailles, envisagent les évènements non en théoriciens ou philosophes, mais en hommes pratiques, ayant l'usage des affaires et l'esprit de gouvernement. Antonio Capello, Almorò Pisani et Alvise Querini, les trois ambassadeurs venitiens qui se sont succédé à Paris pendant l'époque révolutionnaire, nous donnent pour cette raison des appréciations fort judicieuses de la marche des évènements, quelquefois même des

prophécies que le temps s'est chargé de confirmer. Assez sobres dans leur peinture des mœurs et de la vie sociale, ils renchérissent sur tout ce qui de près ou de loin regarde l'ordre politique. Car leur rapport journalier avec les hommes d'État, leur souci du détail et des ressorts cachés, qui décident de la conduite des partis, leur permettent d'envisager la situation sous des points de vue inaccessibles à des gens moins attentifs ou moins bien renseignés. Très remuants et peu scrupuleux dans le choix des moyens, ils ont des accointances avec les milieux les plus divers. Ils tirent parti de toutes les indiscrétions, de tous les mauvais vouloirs, de tous les vices et de toutes les trahisons. Suivant en cela l'exemple de leurs illustres devanciers du XVI .et du XVII siècles, des Navagero, des Barbaro et des Contarini, ils s'arrangent de façon à être bien avec tout le monde; courtisans et révolutionnaires les fréquentent et les reçoivent chez eux. Ils sont toujours au mieux avec le corps diplomatique et vont ingénument demander à leurs collègues mieux renseignés ce qu'ils savent des affaires courantes et des intrigues cachées. Ne voit on pas Almorò Pisani rechercher l'amitié de Morris à la seule fin de lui arracher le secret de la contre-révolution qui pendant des mois se prépare dans les salons aristocratiques sans jamais aboutir à rien de sérieux (1). Mais c'est surtout à des compatriotes établis en France et mêlés aux intrigues des partis,

(1) Voyez *Diary and letters of Gouverneur Morris*. 1r vol., p. 550, 554, 570, 576 et 577.

ou encore à des indigènes pauvres, dont la misère ou le mauvais vouloir ont aiguisé l'ouie et ouvert la bouche, que l'envoyé de Venise va demander des informations sur les événements qui se préparent. Obligé de quiter le pays à la suite de la révolution du 10 août 1792, Pisani s'empresse de recomander aux inquisiteurs des agents payés, les uns français d'origine et conspirant contre l'ordre nouveau, les autres vénitiens, plus ou moins ruinés par la baisse des assignats (1). Son successeur, Alvise Querini, entretient pour la même raison des relations suivies avec ceux de ses compatriotes, qui lui sont signalés comme jacobins. Tel est le cas d'un certain Zenobio, poursuivi par le « Tribunal Suprême ». Il est on ne peut mieux reçu par l'ambassade, car Querini n'ignore point son caractère d'agent secret au service de l'Angleterre (2). C'est encore par l'intermédiaire d'un personnage tout aussi louche, un certain Wiscowitch, qu'Alvise Querini essaye d'acheter Barras et lui arrache la promesse de faire évacuer la « Terre ferme » par les troupes françaises et les démagogues, venus à leur suite.

Le diplomate vénitien ne reste point enfermé dans l'enceinte de son palais, si non les jours d'émeute populaire, tels que le 14 et le 15 juin 1789, alors que Capello s'attendait à voir ses appartements en-

(1) Archivio di Stato. *Inquisitori. Confidenti.* Busta N. 625.

(2) Bibl. Querini Stampaglia. *Dispacci di Alvise Querini agli Inquisitori di Stato.* Dépêche du 10 août 1795, du 28 août et du 11 septembre de la même année.

vahis par la foule et sa maison brulée par des incendiaires plus ou moins imaginaires. A peine le calme renaissait-il à Paris, qu'on voyait le noble vénitien reparaitre dans les fêtes publiques, fréquenter les salons et les théâtres, assister aux réunions populaires. Aussi trouve-t-on dans les dépêches, écrites aux Inquisiteurs d'État, des détails sur la mélodie de la Marseillaise, l'enthousiasme et l'à propos des foules qui savent sousligner de leurs applaudissements non seulement les tirades patriotiques, mais encore les moindres allusions aux événements du jour et à ceux qui les conduisent.

Capello et Pisani ne sont pas moins assidus dans leurs lectures, pamphlets politiques, livres, journaux, passent par leurs mains avant d'arriver à ceux des Inquisiteurs d'État en qualité de « spécimens des aberrations multiples de l'esprit public ». Ce qui préoccupe de plus la signorie de Venise et son représentant à Paris c'est l'influence que les idées révolutionnaires peuvent avoir au dehors et plus particulièrement en Italie, dans la « Terre ferme ». Aussi suivent-ils de près tout ce qui se dit au cercle des Jacobins où à la société de 1789. La manifestation ridicule organisée par Anacharsis Clootz est loin de rencontrer de leur part le mépris qu'elle mérite. Un de ses résultats les plus facheux a été de mettre en garde les cabinets européens contre les visées cosmopolitiques des démagogues parisiens. Le mot de propagande révolutionnaire a été prononcé pour la première fois,

à la suite de cette promenade pacifique des « représentants de l'humanité », en costumes plus ou moins éxotiques. Capello annonce le 21 juillet, dans un rapport chiffré envoyé aux inquisiteurs, l'existence à Paris d'un cercle de propagande libérale (club *de propaganda libertate),* et son successeur n'arrive qu'avec difficulté à réduire ce fantôme à des proportions réelles, en parlant de quelques émissaires envoyés en Allemagne, en Suisse et en Italie par les cercles populaires (1).

Une vieille coutume exigeait de la part d'un ambassadeur rentré de sa mission une espèce de compte rendu général, connu sous le nom de relation. Cette relation était lue en public devant les membres du Sénat, les ainsi dits Pregadi. Capello s'acquitte de cette charge, en écrivant un exposé lumineux des principes de 1789. Sa façon de juger la Déclaration des droits et les lois constitutionnelles, édictées par la Chambre, ne cède point en sagacité et en verve aux dures critiques adressées par Burke. Cette pièce déjà imprimée plus d'une fois en Italie, n'à point été insérée dans notre recueil. Aussi croyons nous utile d'en dire quelques mots. Elle nous fera connaitre les idées générales de cet antagoniste de la révolution et nous permettra de mieux juger de la valeur de ses appréciations particulières. Capello est loin d'admettre les théories politiques de Montesquieu ou de Rousseau. On ne peut le compter au nombre des partisans, d'ailleurs nombreux, que la division des pou-

(1) Dépêche de Pisani aux Inquisiteurs d'État du 21 janvier 1791.

voirs et la souveraineté du peuple avaient trouvés en Italie. Mais ce n'est point non plus par un enthousiaste de l'ancien régime, ni par un détracteur systhématique de l'esprit nouveau qu'ont été écrites ces pages merveilleuses, ou l'anarchie et le despotisme paraissent comme les aboutissants directes d'une constitution qui prévient la possibilité de toute entente entre les pouvoirs, empêche les ministres d'entrer au sein de l'Assemblée et leur enlève l'initiative des réformes. Rien de plus juste que les critiques adressées par Capello à l'esprit métaphisique de la célèbre déclaration, au vague des promesses faites par la noblesse et le clergé la nuit du 4 août, et au manque complet d'expérience administrative, dont l'assemblée a donné une preuve évidente, en déclarant que les municipalités seules avaient le droit de requérir la force armée en cas de désordres. Ce n'est pas à cause de ses préjugés aristocratiques ou de sa haine de l'égalité que Capello se présente en adversaire de la constitution de 1791, c'est parcequ'il la trouve impraticable. L'histoire a confirmé son verdict.

Tout d'ailleurs contribuait à faire naître chez les ambassadeurs des préventions contre l'esprit nouveau, à commencer par le manque complet d'égards que le peuple souverain mettait dans ses rapports avec les représentants de la vieille Europe monarchique et nobiliaire. On se figure difficilement l'ahurissement qui devait s'emparer de ces gardiens fidèles de la tradition et de l'étiquette à la vue de salons ministeriels envahis par la foule et du ministre Mont-

morin réduit à recevoir de gros baisers de la part de simples poissardes (1).

Quelle devait être l'irritation de ces personnages augustes, accoutumés à ne rencontrer sur leur passage que les marques de la plus haute considération, toutes les fois que le peuple par esprit d'égalité les forçait à descendre de leurs carosses et à continuer la promenade à pieds. Il fallait avoir l'à propos de Morris, parlant à la foule de ses jambes perdues au service de la démocratie, pour être quitte d'un pareil affront, ou demander au ministre le droit de tenir une escorte armée (2). On trouve dans une des dépêches de Capello l'énumération plus ou moins complète de toutes les « humiliations » qui lui ont été infligées depuis l'ouverture des états généraux. Ne l'a-t-on pas forcé à payer sa capitation, à illuminer son palais les jours de fêtes nationales, à se soumettre à la visite toutes les fois qu'il s'est agi de franchir les barrières. N'est-on pas arrivé à la fin à lui demander un service actif dans les rangs de la garde parisienne, toujours sous le prétexte de l'égalité, n'admettant ni exceptions ni privilèges.

Plus le flot révolutionnaire montait, et plus croissait l'embarras des diplomates. Ils ne savaient plus s'ils devaient aller aux Tuilleries, où Louis XVI, depuis l'affaire de Varenne, vivait plutôt à l'état de prisonnier que de chef du pouvoir éxécutif. Ils crai-

(1) Voyez ce qu'en dit le comte Gower dans sa dépèche du 1r avril 1791 (*The despatches of earl Gower*, p. 75).

(2) Dépèche de Capello au Sénat, écrite le 16 novembre 1789.

gnaient d'autre part à se rendre à des fêtes nationales aux quelles la Cour ne les avait point conviés, et qui certes n'étaient point faites pour lui plaire. Ils avaient beau se plaindre de l'ouverture de leurs lettres et du manque d'égards pour leurs propres personnes. N'avait-on pas vu en effet un abbé arrêté, fouillé, privé de ses papiers et cela pour nul autre motif que celui d'une ressemblance facheuse avec le ministre de la Sardaigne, suspect de menées antirévolutionnaires? Les réclamations, on ne peut plus justes, que le corps diplomatique adressait au ministre Montmorin, restaient la plupart du temps sans réponse. Souvent aussi les solliciteurs étaient éconduits par des promesses vagues et peu efficaces. Quant à punir les coupables, on n'osait y songer, leur crime après tout n'étant qu'un « excès de civisme ».

Placés dans un milieu peu sympathique et tout à fait en dehors de leurs habitudes, les diplomates ne demandaient que de voir arriver le terme de leur mission. C'est ainsi que Capello, appelant l'attention de la Signorie sur les dangers auxquels ils se croyait exposé, insista à plusieurs reprises sur son droit de rentrer à Venise. Quant à Almorò Pisani, il n'envisagea jamais la haute charge dont-il fut investi que comme une corvée et un sacrifice. Quand le 10 août arriva, tous les membres du corps diplomatique prirent le parti de quitter la France. Ils avaient été accrédités près de la Cour, et cette Cour n'existant plus, leur présence par cela même devenait inutile.

Le ministre plénipotentiaire des États Unis, Governour Morris, fut le seul à garder son poste. Il ne craignit point d'exposer sa vie aux rancunes des démagogues, que ses vives critiques avaient fini par mécontenter. Il fit la sourde oreille à toutes les insinuations de Brissot, qui dans l'espoir d'avancer le moment où la république serait reconnue par les États Unis, lui faisait entendre que jusques là il ferait bien de demeurer à l'étranger. Morris ne fit rien de ce qui lui fut demandé et continua à résider dans son hôtel, situé au centre du quartier Saint Germain, attendant tranquillement les nouvelles instructions (1). L'internonce apostolique, Monseigneur Salómon, resta également à Paris, mais seulement par impossibilité d'en sortir (2), réduit à chercher auprès d'amis fidèles un refuge contre la Terreur. Quant aux autres diplomates, ils s'empressèrent de gagner la frontière. Mais pour y arriver il fallait encore être munis d'un passeport, délivré par l'Assemblée Nationale. Très soupçonneux, le peuple de Paris s'opposait au départ des étrangers et les arrêtait en route. Ce fut le cas de Pisani. Morris parle de sa mésaventure dans les termes suivants: l'ambassadeur de Venise a été ramené et traité d'une façon indigne. Ses papiers, à l'en croire, ont été examinés. «Ceci est trop fort et je suis à me demander si je ne ferais pas bien de témoigner mon ressentiment en quittant ce pays (24

(1) Consultez le *Diary and letters of Governour Morris*, 31 août 1792, pag. 581.

(2) Les mémoires de l'internonce pendant la terreur. Introduction.

août 1792) (1) ». Deux jours plus tard le diplomate américain écrit dans son journal : je dine avec l'ambassadeur d'Angleterre. Le soir nous voyons apparaître le ministre plénipotentiaire de Venise, suivi de M.r Tronchin. Ce dernier nous déclare que l'Assemblée Nationale a autorisé le départ des membres du corps diplomatique. Tous les autres étrangers sont privés de ce droit (2). Cette fois le voyage du noble de Venise s'affectua sans arrêt. Arrivé à Londres, il écrivit aux Inquisiteurs pour leur recommander les services de quelques agents, entre autres ceux d'un certain Giovanni Pavolari établi à Paris, le quel à commencer du 30 octobre se mit en effet à renseigner régulièrement le Tribunal Suprême sur la marche des affaires en France (3).

La chute de Robespierre et le triomphe du parti modéré, dont elle fut suivie, eurent, parmi tant d'autres résultats heureux, celui de rétablir les rapports diplomatiques entre les deux républiques. Celle de Saint Marc consentit à admettre la présence à Venise d'abord de deux secrétaires d'ambassade, Hénin et Jacobe, et puis d'un ministre plénipotentiaire, le sieur Lallement. Elle chargea en même temps Alvise Querini du soin de représenter ses intérêts en France. Arrivé à Paris, le *« nobile di Francia »* eut de la peine à se faire reconnaître par la Convention à cause de

(1) 1r vol., p. 576.
(2) Ibid., p. 577.
(3) Ses dépêches se trouvent aux Archives d'État de Venise. *(Inquisitori di Stato. Riferte dei Confidenti.* Busta N. 625).

son titre, « la noblesse ayant été détruite en France ». Il y parvint tout de même, fut reçu au sein de l'assemblée, parla du bon vouloir de la république pour sa sœur cadette et reçut de la bouche même du président l'assurance d'une amitié tout aussi parfaite. Sous le directoire le gouvernement français chercha à se rapprocher de Venise et lui offrit à plusieurs reprises un traité d'alliance offensive et défensive. Le ministre De La Croix et le directeur Rewbell firent entendre à Querini qu'une entente cordiale entre les deux républiques, tout en aidant la France à repousser les Autrichiens de l'Italie, procurerait à Venise le moyen de s'agrandir du côté de la Lombardie et de l'Istrie. Lallemant parla même un jour du projet de livrer Trieste, lequel d'ailleurs était aux mains des Autrichiens. Toutes ces offres furent repoussées. Venise ne voulut point faire les sacrifices d'argent qu'exigeait une politique guerrière. Malgré les sages conseils de Francesco Pesaro, elle s'attacha à garder une neutralité désarmée vis-à-vis des deux rivaux. Elle eut tout lieu de le regretter, car précédés par les autrichiens, qui s'étaient emparé de Peschiera, les français entrèrent dans les confins de la Terre Ferme et, tout en poursuivant l'ennemi jusque dans les montagnes du Tirol, établirent une garnison à Verone afin de se garantir la possibilité d'une retraite en cas d'insuccès. L'occupation française exigea d'énormes sacrifices de la part des populations rurales et finit par les aigrir. Des deux belligerants, ce furent les français qui inspirèrent aux vénitiens le plus d'a-

nimosité. On craignit l'agitation que leurs idées et leur exemple devaient produire à la longue dans un milieu, déjà miné par la propagande des sociétés secrètes et plus particuliairement par celle des francs massons. L'avenir confirma la justesse de ces appréhensions. Soutenus si non par les chefs, du moins par des officiers subalternes, tels que Landrieux, membre d'un comité révolutionnaire établi à Milan, les démagogues de Bergame, de Brescia et de Crème donnèrent le signal de l'attaque. Le régime quasi patriarcal de Venise tomba, regretté par le peuple des campagnes, denigré par la bourgeoisie et la noblesse de la Terre Ferme, que le pouvoir ombrageux de la République de Saint Marc avait privées de toute participation aux affaires publiques.

Tout le temps que dura cette spoliation d'une puissance neutre par l'armée de Bonaparte, Alvise Querini fut chargé du soin d'adresser des réclamations au ministre et au directoire. On lui répondit par de bonnes paroles, entremêlées quèlquefois de tendres reproches et de nouvelles offres d'alliance. Un moment on crut à Venise que tout était sauvé. Le directeur Barras, au dire de son homme de confiance, Wiscowich, se chargeait à raison de 600.000 francs de réinstaller la République de Saint Marc dans ses anciennes limites, Alvise Querini signa des lettres de change sur Gènes. Il le fit non sans avoir pris au préalable l'avis de son gouvernement et directement conseillé par quelques amis et parents, au nombre des quels il faut placer son gendre Gasparo

Lippomano (1). En effet nous trouvons dans la correspondance de ce dernier des paroles qui ne laissent aucun doute quant à l'entente préalable qui s'était faite à ce sujet entre le gouvernement de Venise et son représentant à Paris. « J'ai fait savoir à M.r Giacomo Baldù le contenu de votre lettre quant à l'influence que l'argent pourrait avoir dans les circonstances présentes — écrit Lippomano —. Si vous croyez avoir besoin de quelques pleins pouvoirs supplémentaires, vous pourrez en parler à leurs excellences, mais d'une façon délicate. Tout de même il faut leur faire entendre clairement et sans craindre « le mauvais vouloir du juste », l'usage auquel cet argent est destiné (2) ».

On chercherait en vain dans les dépositions de Querini le nom de celui des membres du directoire qui se laissa gagner par lui. Le soupçon plana quelque temps sur Rewbell, celui des directeurs qui avait été plus particulièrement chargé des rapports avec le *nobile di Francia.* Dans des mémoires nouvellement publiés Lareveillère Lepèaux essaie de disculper son collègue

(1) Frère de la célèbre Mariette, très versée dans les langues et la peinture. (Voyez ROMANIN, *Storia documentata di Venezia,* vol. IX, ch. 1).

(2) Al signor Giacomo Baldù ho fatto conoscer il cenno che mi fate nella vostra delli 11 circa l'influenza che può aver il dinaro. Se credeste necessaria qualche facoltà potreste farne a SS. Ecc. cauto delicato cenno, facendo però loro conoscer chiaro e senza equivoco alla malignità del giusto l'uso. Dico questo perchè non restate senza un mezzo, se lo credeste necessario al bene del vostro paese, avvisandomi primo se lo farette per quanto potresti influire. (Venezia, Bibl. Querini, Stampalia. Class. VII, Cod. 78. — Lettre envoyée de Venise le 26 juin 1796). Voyez aussi la *Raccolta Cronologico-Ragionata* de TENTORI, V. II, p. 195 et 211.

et fait retomber la responsabilité sur Barras. Rewbell l'accusa de cette ignominie en disant dans son rapport : « Sans l'évasion de l'ambassadeur vénitien, favorisée par des ordres secrets de Barras, j'aurais bien forcé Querini de le nommer. Au reste la déclaration de Barras faite en plein Directoire, d'avoir été lié avec Wiscowich, et l'aveu fait par Wiscowich de ne m'avoir jamais vu ni connu, ni aucun de mes alentours, désignaient assez Barras, et quand le ministre portugais, d'Aranguo, déclara ensuite que le même Wiscowich lui avait demandé de l'argent pour Barras, afin de faciliter la paix avec le Portugal, il ne put rester aucun doute sur le directeur, dont Wiscowich était l'entremetteur dans l'affaire de Querini (1) ». A toutes ces charges je puis en joindre une qui me parait décisive. Barras est nommé directement dans la correspondance de Lippomano. Ce dernier parle en effet d'un ordre que Barras s'est chargé d'envoyer à Bonaparte pour arrêter sa marche sur Venise. La dépêche de Querini qui annonce cette bonne nouvelle arrive au moment même où la fusillade venait de commencer à Fusine. On n'avait donc pas lieu d'espérer que cette fois encore Bonaparte ne se joua des directeurs et de leurs injonctions (2). Ainsi le crime de Barras consiste d'avoir accepté

(1) *Mémoires de Lareveillère-Lépeaux,* tome deuxième, p. 245.

(2) Lettre de Lippomano à Querini du 4 mai 1797. In mezzo allo sviluppo delle maggiori disgrazie, ed al punto estremo, vedete qual conto ed impressione qui si riceve d'un'ordine di Barras al Buonaparte, che vuol far da sè e niente considera, e che arriva al punto che si fa fuoco a Fusina e si contano le bombe (Ibid.).

une forte somme en récompense d'une lettre qu'il s'engageait d'écrire et qui certes ne fut jamais envoyée. Même dans le cas contraire elle aurait été incapable d'empêcher l'éxécution d'un projet arrêté depuis longtemps, lors des premiers pourparlers à Léoben, et que le traité de Campo-Formio venait de consacrer d'une façon définitive.

Aussi ne reste-t-il plus à Querini qu'à se tirer lui-même d'embarras et à refuser le payement de la lettre de change qu'il venait de faire, en prétextant l'inéxecution de la clause, sous laquelle l'argent avait été promis. C'est là exactement le conseil que lui donne Lippomano, en déclarant dans sa lettre : « J'espère que vous saurez vous dégager en donnant pour raison que les faits contredisent les promesses, qui seules avaient occasionné l'émission de la lettre de change (1) ». Querini n'eut rien de plus pressé que d'agir en conséquence. Mais il était trop tard. La lettre de change fut protestée et sur l'ordre de Bonaparte on arrêta Querini lors de son passage par la Lombardie. Il fallut toutes les instances de son frère Andrea près du gouvernement autrichien (2), devenu par la paix de Campo-Formio celui de Venise, et tous les sacrifices d'argent, apportés par sa famille pour tirer le dernier « *nobile di Francia* » de l'impasse où l'avait poussé

(1) Io voglio sperare che voi riuscirete a disimbarassarvi : la ragione è il fatto tanto contrario all'impegno per cui avete rilasciato le cambiali (ibid.).

(2) Voyez la correspondence d'Andrea Querini avec son frère Gérôme. Bibl. Querini Stampaglia. Class. VII, cod. 86. Lettres de Vienne du 9 et du 20 janvier 1798.

son excès de patriotisme et la confiance aveugle que lui inspiraient les agents secrets. — Telle fut la conclusion tragi-comique d'une ambassade, sur laquelle Venise avait placé ses dernières espérances de liberté et d'indépendence.

Beaulieu, villa Batava, le 12 mars 1895.

MAXIME KOVALEVSKY.

DISPACCI

DI

ANTONIO CAPELLO

PRIMO CAVALIERE AMBASCIATORE

ALLA CORTE DI FRANCIA

N. 135.

SERENISSIMO PRINCIPE,

Crescendo sempre più in tutto il Regno i disordini, e la resistenza ai nuovi Editti, il Governo piegò finalmente alla domanda de' Parlamenti e di tutti gli Ordini, annunciando con un Decreto del Consiglio di Stato la prossima convocazione degli Stati Generali. Ma siccome questa convocazione prossima, ma indeterminata, non potrebbe, per le stesse disposizioni del Decreto, aver luogo che verso la fine dell'anno venturo, quando anche si procedesse con buona fede per parte del Ministero, questo sonnifero non produsse l'effetto contemplato di calmar la Nazione. Quindi gli affari vanno sempre di mal in peggio, il corso della Giustizia non potendosi sospendere per tanto tempo senza una rovina generale, e la Nazione resistendo alla nuova formazione dei Bailaggi, della Corte Plenaria, non si sa più qual espediente temporaneo possa prendere il Ministero, senza far perdere l'autorità al Sovrano, e

senza far crescere la combustione del Regno. Quest'è l'effetto di aver mancato di previdenza, così necessaria a chi governa Stati: ed un *Governo è sempre senza fermezza, quando è senza maturità.* Si crede che il Ministero voglia distruggere affatto tutti i Parlamenti, tal era l'intenzione la settimana passata: ma, siccome oggi tutto si cambia da un giorno all'altro, potrebbe darsi che meglio riflettesse ai pericoli di un passo così azzardato nelle circostanze presenti, ed in tanta vicinanza alla tenuta degli Stati Generali. Questa convocazione ordinata sotto la sferza di tutti gli Ordini, che trova la Nazione irritata, porterà certamente delle grandi conseguenze oggi incalcolabili. Se non l'autorità del Re, ne soffrirà certamente molto il Ministero. Tale è la dottrina antica, che questa Assemblea, che rappresenta in sè la podestà di tutta la Nazione, ha due fini: il primo di rappresentar al Principe tutti gli abusi e i disordini; il secondo di soccorrerlo dei mezzi necessari a sopportar il peso dello Stato. E chi sa mai sotto nome di abusi o di disordini cosa possasi introdurre? E chi sa mai, per livellar la spesa alla rendita, quali mezzi possasi proporne? Frattanto gli effetti reali oggi sono più bassi di quello sieno mai stati prima.

Parigi, 14 luglio 1788.

ANTONIO CAPELLO *p.mo Cav.re Amb.re*

N. 143.

Non poteva più presto verificarsi quanto mi sono dato l'onore di scrivere, e certamente le cose non potevano più lungo tempo continuare in quello stato. Già la Bretagna aveva risoluto in un'Assemblea di non pagare più le imposizioni sino agli Stati Generali, ed altre Provincie avrebbero senza dubbio seguitato questo esempio. Tutto minacciando una insurrezione generale, il Conte di Artois, già disgustato nel suo particolare del Principal Ministro, si assunse di disingannare il Re facendogli co-

noscere con carte e con prove i pericoli dell'attuale sua situazione. Non essendovi Sovrano che possa andar contro alla Nazione intiera, siccome ho riflettuto altra volta, fu d'uopo sacrificare l'Arcivescovo di Sens all'odio pubblico, e colla di lui dimissione far succedere un nuovo ordine di cose. Ma poichè la Regina, che l'aveva messo in posto, lo sosteneva, non fu poco che siasi reso all'estrema necessità, però si è voluto dimetterlo non solo senza segno di disgrazia, ma anzi con tutte le marche di soddisfazione, essendosi scritto a Roma per farlo Cardinale, e fatto Coadiutore di Sens un suo giovine nipote, con una ricca Abbazia in aggiunta, ed una sua nipote dama di Corte della Regina. Però non ricevette gli stessi onori a Parigi, dove fu impiccato in effigie in due o tre piazze, vestito da Prelato e da Cardinale. Non vi è più principal Ministro, ma, essendosi fatto dimettere anche il sig. Lambert Controllor Generale, il Re ha dichiarato Ministro di Stato e Direttore Generale delle finanze il sig. Necker. Il ritiro dell'Arcivescovo ed il ritorno di Necker è incredibile a dirsi quanta improvvisa allegrezza abbiano generato in tutti gli ordini di persone, essendo quest'ultimo affatto necessario al credito publico. Da per tutto sorge la malevolenza e l'invidia, ma presto o tardi si rende giustizia agli uomini onesti. Tutto il mondo applaudì alla scelta, e quando si publicò alla Borsa il nuovo Ministro, un generale battimento di mani seguì il nome di Necker, e gli effetti reali in quel momento stesso sbalzarono di un dieci per cento e l'ultimo imprestito sino a venticinque per cento. Ma, siccome il Popolo è sempre senza misura nei suoi trasporti, quest'allegrezza medesima produsse dei gravi disordini. I fuochi di gioia rendendo la moltitudine impertinente, fu forza vietarli. La Guardia Urbana si è mal condotta facendo fuoco per contenere il Popolo e questo, per vendetta di alquanti rimasti morti e feriti, fece varii eccessi, bruciò di notte alcuni alloggiamenti di Corpi di guardia, obbligando i soldati a domandar perdono in ginocchione; ed occupato il Ponte Nuovo, gridando viva il Re e viva Necker, sforzò tutte le vetture a fermarsi per far riverenza alla statua di Enrico IV. Finalmente solo avanti ieri, col mezzo di più di due mila soldati

a piedi ed a cavallo e di moltissime guardie fatte camminare tutta la notte, riuscì di metter fine ai disordini, dopo aver preso sette od otto tumultuanti, che subiranno l'ultimo supplizio. Questo passaggio improvviso da una grande tristezza ad una soverchia allegrezza non si vede che in Francia, atteso il carattere incostante e leggero della Nazione. Il nuovo Ministro può bene far risorgere il credito, ma non può far che non esista il *Deficit*, e che il Tesoro Reale non resti vuoto, giacchè alla consegna non vi erano che duecentomila lire. Si è in grande aspettativa di vedere quali misure sarà egli per prendere in questi momenti, massime riguardo all'ultimo Editto sulla sospensione dei pagamenti, che ha allarmato tutto il mondo. Quello che io tengo per fermo si è, che si rimetteranno ben presto i Parlamenti, come prima, sospendendosi ogni idea di riforma sino agli Stati Generali. In questo modo si sarà fatto e disfatto tutto. Ma quello che pesa ai Francesi patriotti, cioè a quelli che non hanno danaro sui fondi pubblici, e che non tirano stipendi o pagamenti di alcun genere dal Tesoro Reale, si è la vergogna che la Francia sia in necessità di un forestiero per risorgere dalla sua rovina.

Parigi, addì 1° settembre 1788.

N. 146.

Dopo il ritiro del sig. Lamoignon, Guarda Sigilli, ricominciarono i fuochi di allegrezza, siccome a quello del Principal Ministro, gli stessi attruppamenti popolari e gli stessi disordini che un maggior numero di morti e di feriti resero vieppiù dolorosi, onde fu d'uopo tener giorno e notte tutta la soldatesca in moto per far cessare ogni tumulto. Si sospetta però, non senza fondamento, che tutta questa plebaglia sia stata mossa dai Membri Parlamentari, poichè in mezzo alla turba di questi tumultuosi vi si vedevano persone con figure contraffatte che spargevano molto danaro fra il Popolo.

Il Parlamento si vuol far credere necessario alla tranquillità. Alla carica importante di Guarda Sigilli fu sostituito il sig. Barentin, stretto amico del Ministro Necker, ma questa nomina dispiace al Parlamento per non esser Egli uno dei suoi Membri. Insomma, il Parlamento oggi vuol dar la legge al Re in ogni cosa, non solo vuol entrare con tutti gli onori e con tutti gli abusi come prima, ma domanda imperiosamente per preliminare la libertà di tutti i suoi Membri esiliati, senza di che non vuol riassumere le sue funzioni. Vostre Eccellenze possono facilmente comprendere gli imbarazzi dei Ministri attuali, in forza dei quali non si è sin'ora fatto rientrar il Parlamento, ma con dolore e con vergogna bisognerà finalmente cedere, se non si vuol rinnovare i pericoli d'innanzi. Frattanto il sig. Necker ha rivocato l'Editto 16 agosto sul pagamento in carta a un anno di una porzione degli esborsi del Tesoro Reale, ed il nuovo Editto promette che non vi sarà se non un ritardo di pagamenti, ma che tutto si pagherà a danaro contante come prima. Però tutte le casse essendo vuote, poichè l'Arcivescovo ha messo una mano non sacra anche sui Depositi e persino sulla lotteria di quegli infelici rovinati dalla tempesta, il Tesoro Reale, che ora non paga se non delle miserie, ha bisogno di un pronto soccorso. Fu sospesa l'esportazione dei grani in tutto il Regno sulle domande delle Assemblee Provinciali.

Parigi, 22 settembre 1788.

N. 153.

L'apertura dell'Assemblea dei Notabili è seguita giovedì. Il discorso che ha risvegliato la più grande attenzione è stato quello del signor Necker, e fece tale impressione che mosse le lagrime a molti dei Notabili.

Non si può parlare con più chiarezza, nobiltà e verità. Dopo aver provato che tutte le forme della tenuta degli Stati Generali del 1614 non sono applicabili dopo un intervallo di

quasi due secoli, nel quale le opinioni politiche e morali hanno provato le più grandi rivoluzioni, ed alcune Provincie furono riunite alla Monarchia posteriormente a quell'epoca, a quattro punti principali richiama gli esami dell'Assemblea, cioè sulla composizione degli Stati Generali, sulla forma delle convocazioni, sull'ordine delle elezioni e sulla maniera di regolare la tenuta delle diverse Assemblee, che devono deliberare sopra le istruzioni dei Deputati agli Stati Generali. Non si può presentar meglio tutti questi dettagli. Il primo Presidente dissertando sull'oggetto dell'Assemblea non ha fatto in certo modo che la parafrasi dell'ultimo Decreto del Parlamento, relativamente agli Stati del 1614, ed ha lodato il Clero del suo zelo, la nobiltà della sua generosità, ed il Parlamento dei suoi lumi, ma non ha mai nominato il terzo Stato: tutto ciò che non è Clero, Nobiltà e Magistratura ha designato con la parola di *cittadini*, ma con questa parola ha forse detto di più di quello che dir voleva.

Parigi, li 10 novembre 1788.

N. 155.

Nell'Assemblea dei Notabili non regna quell'unanimità che sarebbe desiderabile per la cosa pubblica. Importa sommamente che il terzo stato abbia un numero di Deputati agli Stati Generali che faccia contrapeso a quello del Clero e della Nobiltà. Questa è la grande questione, che ora vi si agita con gran calore da tutte le parti e con dubbio successo. Quello che vi è di più certo si è, che quest'Assemblea anderà in lungo sino alla metà di dicembre, e in conseguenza gli Stati Generali non potranno più essere convocati per il mese di gennaro. Ma, non posso non ripeterlo, dalla forma dell'organizzazione dipende tutto il frutto della tenuta dell'Assemblea Nazionale.

Parigi, 24 novembre 1788.

N. 156.

Solo verso la fine della settimana ventura si saprà con certezza la decisione dell'Assemblea dei Notabili. È voce che gli Stati Generali saranno forse convocati come nel 1614, ma con quelle modificazioni che esigono la popolazione attuale del Regno e le nuove Provincie riunite dopo quest'epoca alla Monarchia. Il terzo Stato reclama i diritti imprescrittibili dei quali la barbaria del Dominio Feudale lo aveva spogliato, e domanda di rappresentare in numero eguale agli altri due ordini. Il Delfinato ha dato l'esempio di questa proporzione, dopo di che è facile che quasi tutte le Provincie facciano la stessa domanda. Questo è il voto pure del Governo a cui il Clero e la Nobiltà, soliti sin ora a dar la legge al terzo Stato, fanno la più grande resistenza. Trovandosi la Spagna in grande carestia di grani ha domandato dei soccorsi a questa Corte in genere di farine, ma il signor Necker ha avuto il rammarico di non potervi aderire, attese le angustie attuali per le quali con recente Decreto non solo furono rigorosamente proibite l'esportazioni dei grani e le speculazioni dei negozianti, con l'obbligo ingiunto di non vendere e di non comprare che nei mercati, ma anche fu promessa la protezione più particolare all'importazione di biade estere nel Regno. Il Conte Brienne, fratello dell'Arcivescovo di Sens, ha dato avanti ieri la sua dimissione di Ministro della guerra, e fu rimpiazzato dal sig. di Puysegur.

Parigi, primo dicembre 1788.

N. 158.

I Notabili si sono separati venerdì, ed il maggior numero hanno opinato per la forma degli Stati Generali del 1614, che portò tante reclamazioni e che poi terminò senza fare nulla. Questo sentimento dei Nobili fa nascere una grande fermentazione in tutto il Regno, essendo che il terzo Stato, che è

incomparabilmente più numeroso del Clero e della Nobiltà, reclama per ogni angolo quei diritti che il sistema feudale nell'antepassato secolo gli ha usurpato. Cresciuti ora grandemente il dominio, la popolazione, il commercio e le arti della Francia, un'infinità di cittadini, meritevoli per tutti i riguardi di essere ammessi nell'Assemblea Nazionale, vogliono essere contentati per qualche cosa e vogliono essere rappresentati da persone del loro ordine, ricordevoli che nel 1614 il terzo Stato deputò cento ottantaquattro membri, centotrentadue dei quali furono della Nobiltà. In questo conflitto di opinioni, o piuttosto d'interessi, non si sa qual decisione sarà per prendere il Sovrano: ma se segue l'opinione dei Notabili vi è pericolo di una generale insurrezione nel Popolo in quasi tutte le Provincie. Ma ciò che devo ora rimarcare si è la condotta del Parlamento, che, quantunque rassembri stravagante e contradditoria, ha però dei forti motivi nascosti. Il Parlamento nell'Assemblea dei Notabili col sostenere la forma del 1614 ha tenuto le parti del Clero e della Nobiltà, e questo Parlamento medesimo con la Deliberazione del 5 di questo mese abbandona la sua opinione e dichiara formalmente che dipende dal Re il dare all'uno degli ordini quel numero di rappresentanti che le circostanze ed il voto Nazionale potranno indicare alla sua giustizia. Egli non ha voluto rendersi odioso alla Nazione ed ha temuto per sè del risultato dell'Assemblea degli Stati Generali in cui il terzo Stato, secondo tutte le apparenze, avrà forse una influenza preponderante.

Parigi, 15 dicembre 1788.

N. 159.

La guerra interna spetialmente fra la Nobiltà ed il terzo Stato sopra il numero dei loro Rappresentanti agli Stati Generali diviene ogni dì più grande e più minacciante pericolose conseguenze. La vera definizione del terzo Stato è questa: ch'Egli è la Nazione, meno la Nobiltà ed il Clero. Tutta la

questione in poche parole si è, che la Nobiltà non vuol pagare, e fondandosi sopra antichi privilegi ed abusi derivati dal regime feudale si rifiuta alle imposizioni. È sparsa da per tutto la risposta, che uno del terzo Stato ha dato ad un Gentilhuomo Bretone che vantava il sangue versato dai suoi antenati: ebbene, gli disse, credete voi dunque che noi versiamo dell'acqua? Non si tratta già di togliere alla Nobiltà le sue distinzioni personali e le sue prerogative di occupare i primi impieghi, sopra tutto nel militare e nel clero medesimo, ma solo di farla contribuire al mantenimento dello Stato che non può essere tutto a carico degli altri cittadini e del Popolo. In questo conflitto d'interessi, un'inondazione di scritti trattano dei grandi interessi della Nazione, o piuttosto trattano la causa dell'uno o dell'altro ordine: questi pretesi diritti della Nobiltà, che si perdono nelle tenebre dei secoli, chi li chiama privilegi e chi pregiudizii. Frattanto Sua Maestà non ha fatto sin'hora conoscere la sua determinatione sulla consultazione dei Notabili, che ha generato una grande fermentazione nelle Provincie. Solo al momento delle lettere di convocazione degli Stati Generali si saprà la decisione della somma questione sul numero de' rappresentanti del terzo Stato. Però, se il Re volesse seguitar l'opinione della maggior parte dei Notabili, vi sarebbe pericolo di una generale sollevazione nel Regno, a questa misura sono le teste sublimate. E se la nobiltà guadagnasse sarebbe un rimettere il sistema feudale che costò tanto al Cardinale di Richelieu ad abolire. Ma quand'anche il terzo Stato avesse un numero di rappresentanti eguale agli altri due Ordini uniti, non per questo la preponderanza nell'Assemblea si potrebbe dir decisa in favore suo, massime se si consideri che il corrompere è più proprio dei potenti e dei ricchi che dei poveri e subordinati. Ora così grande incidente genera dell'inquietudini e mette in alarme. Quattro Principi del sangue, col Conte di Artois alla testa, eccettuati *Monsieur*, ed il Duca d'Orleans, hanno presentato una memoria al Re che non è che il Commentario della mozione del Principe di Conti. Questa, col domandar che le forme antiche sieno mantenute nella loro integrità e che i nuovi

sistemi sieno proscritti per sempre, non tende che a sostenere le pretese della Nobiltà contro il terzo Stato. Tutto il mondo aspetta con impazienza la risposta del Re ai Principi del sangue. Due oggetti ha la prossima Assemblea Nazionale, quello del *Déficit* e quello di una Legislazione, giacchè la Francia non ha havuto sin ora una Costituzione fissa che garantisca i diritti del Principe e quelli dei sudditi. Ma se la Nàzione raccolta si sciogliesse senza concertarsi sul *Déficit* che è il punto più essenziale e più urgente, la Bancarotta ne verrebbe in conseguenza, poichè il Tesoro Reale resterebbe senza mezzi per soddisfare ai propri impegni. Un freddo estraordinario, di cui non vi è memoria in Parigi, spezialmente nel principio di dicembre, e le riforme fatte da molti signori ad esempio della Corte, hanno moltiplicato il numero degli infelici senza mezzi di sussistenza, ed in conseguenza anche i furti e gli assassinj nella Capitale, così che è forza per la sicurezza pubblica aumentare considerabilmente tanto le guardie a piedi che quelle a cavallo.

Parigi, li 22 dicembre 1788.

N. 163.

Una grande scissione in tutto il Regno e spezialmente nella Bretagna e nella Borgogna genera la nota decisione di questo Sovrano sulla forma della convocazione degli Stati Generali. Clero, Nobiltà e Parlamenti da una parte ed il terzo Stato, o sia tutto il resto della Nazione dall'altra, minacciano di portarsi agli estremi e si è già formata una potente cabala dei primi contro il sig. Necker. Il sig. di Premenil (1), membro assai noto del Parlamento, portò il riscaldamento a segno di voler denunziare alle Camere Unite il signor Necker, ma il primo Presidente dichiarò che ogni denunziazione non sarebbe che

(1) Duval d'Espréménil, consigliere al Parlamento di Parigi, deputato all'Assemblea Nazionale del 1789.

funesta al ben pubblico e che Egli si ritirerebbe subito, se taluno fosse tentato di alzar la voce contro i Ministri di Sua Maestà. Le lettere di convocazione per l'Assemblea degli Stati Generali si espediranno al più tardi la settimana ventura: la grande questione, che ora si agita, è se debbasi votar per ordine o per testa. Il Delfinato ha risolto di non inviar Deputati agli Stati Generali, se non vi si deve opinar per testa. Se i principj, che il terzo Stato vuole adottati, hanno luogo, non può negarsi che la Francia si accosti ad una Repubblica Democratica.

Frattanto il sig. Necker, per supplire ai giornalieri bisogni dell'Erario, si è fatto dar ad imprestito dalla Cassa dello sconto 25.000.000 a 5 per cento d'interesse per mesi quindici, ciò che porta rumore ed anche discredito nelle azioni, essendo che il Tesoro Reale è ora debitore della grandiosa somma di 95.000.000 a questa Compagnia.

Parigi, 19 gennaro 1788, modo veneto.

N. 164.

La Francia non ha che delle disgrazie da per tutto. A causa dei ghiacci e delle nevi la Loira, che è il maggior fiume di Francia, gonfiata considerabilmente fece un'inondazione terribile ad alcune leghe di distanza principalmente a Orleans ed a Blois; qualche migliaja di persone ne furono le vittime, tutti i bestiami furono perduti, e così pure tutte le vigne.

Parigi, 26 gennaio 1788. m. v.

N. 165.

L'aperta scissione fra il Clero e la Nobiltà di Francia da una parte ed il terzo Stato dall'altra, che insorge alla vigilia della convocazione degli Stati Generali, è fatalissima non solo

riguardo all'importanza degli oggetti da deliberarsi nell'Assemblea Nazionale, ma anche in vista dell'avvenire, poichè questa discordia resa perpetua fra i tre ordini minaccia delle pericolose conseguenze senza limite di misura nè di tempo. È male che il Popolo sia spogliato dei suoi diritti, ma è male egualmente che li conosca troppo. I torbidi in Bretagna sempre più aumentano malgrado le saggie precauzioni del Governo per arrestarne i progressi. Le ultime notizie affligenti portano che la fermentazione a Rennes vi ha fatto un'esplosione crudele e che, venuti alle mani i due opposti partiti, molte persone restarono morte e ferite. Non saprei dire se le altre Provincie imiteranno piuttosto l'esempio buono del Delfinato, o quello cattivo dei Bretoni. Dopo molte discussioni si è stabilita a Versaglies la tenuta degli Stati Generali, contro il parere del sig. Necker che preferiva Parigi.

Parigi, 2 febbraio 1788. m. v.

N. 167.

Le lettere di convocazione degli Stati Generali per il giorno 27 aprile a Versaglies sono ora partite, nè è da stupire di qualche seguito retardo, poichè non vi è voluto niente meno che 156.000 lettere in ragione di 49.000 Parrocchie a tre lettere per ciascheduna, aggiunte quelle che sono destinate per tutti i luoghi e governi incaricati di distribuirle. Estese con molta saviezza, i limiti di un riverente dispaccio non permettono che d'indicar i motivi spiegati da S. M. per convocar l'Assemblea degli Stati di tutte le Provincie sotto la sua obbedienza, i quali motivi riguardano lo stato delle finanze e lo stabilimento di un ordine costante e invariabile in tutte le parti del Governo, che interessano il bene dei sudditi e la prosperità del Regno. Un'infinità di argomenti abbraccia il rimedio efficace ai mali dello Stato e la riforma degli abusi di ogni genere che vi sono espressamente denotati. Questo caos

di materie a discutersi da mille persone di tutti gli ordini e d'interessi affatto opposti mette in ragionevole apprensione tutti quelli che non si abbandonano leggermente a delle facili speranze, e perciò non dà luogo a presagire che un'Assemblea assai tempestosa. Per altro ora per un effetto di quei subiti cambiamenti, che non si vedono che in Francia, la fermentazione va molto diminuendo anche nella Bretagna medesima, che è la Provincia più tumultuosa, e quasi da per tutto il Clero e la Nobiltà cominciano a convenire nel principio della perfetta eguaglianza delle imposizioni. Quindi gli effetti Reali vanno riprendendo miglior credito.

Parigi, 9 febbraio 1788. m. v.

N. 168.

L'interna fermentazione ora va crescendo ed ora diminuendo a misura degli avvenimenti del giorno e dell'incostanza naturale dei Francesi, niente diversa da quella del loro clima, e gli uomini stessi i più illuminati e di maggior antivedimento non possono in oggi prudentemente presagire il domani. Ora si censura ogni cosa, le lettere di convocazione ed il regolamento che le accompagna somministrano bastante materia alle interpretazioni maligne, ed il Ministro delle finanze, che col suo credito sostiene la Francia, è in mezzo ad una tal guerra che guai Egli vi soccomba o solamente anche che si stanchi. Il Parlamento ha condannato il libro intitolato *Istoria secreta della Corte di Berlino* ad essere lacerato e bruciato per mano dell'Esecutore dell'Alta Giustizia, ed in questa maniera si è dato soddisfazione alle note tre Corti che avevano reclamato contro.

Parigi, li 16 febb. 1788. m. v.

N. 174.

Mentre qui non si parla che di elezioni di deputati alli Stati Generali, è cosa che merita somma riflessione, che una gran parte dei Bailagi nelle commissioni ai loro Deputati ingiungono ad essi di non acconsentire ad imposizioni, se prima non vengono decisi i punti, che rispettivamente formano l'oggetto delle loro querele, e se non venga ad essi resa giustizia. Questa condizionale, che tende a riservar per ultima cosa quella che oggidì deve esser la prima, se fosse accolta dalla maggiorità dell'Assemblea Nazionale, potrebbe esser ferace di pessime conseguenze, che io non rileverò maggiormente alla Sapienza Pubblica. Ho scritto ancora che questa nuova legislazione che si crede dare alla Francia, e questo Caos di materie nell'atto di coprire il *Deficit* mi sembrano pericolosi. Le istruzioni date dal Duca d'Orleans ai suoi procuratori alle Assemblee dei Bailagi, relativi agli Stati Generali, sono troppo interessanti perchè io non abbia almeno ad indicarne i principali fra i sedici articoli che le contengono. Il primo è la libertà individuale, cioè che ogni Francese abbia la libertà di vivere dove crede e venire senza impedimento e senza bisogno di permissione, che nessuno possa essere arrestato che in virtù di un Decreto dei Giudici ordinarj; e che, se gli Stati Generali giudicassero in alcuni casi necessaria la prigionia improvvisa, la persona in questo modo arrestata sia posta dentro ventiquattro ore nelle mani dei Giudici Naturali, restando a chi si sia proibito di attentare alla libertà di alcun cittadino in virtù di qualunque ordine, ch'esser potesse, sotto pena di morte o almeno di punizione corporale.

Susseguita a questo la libertà indefinita della Stampa. Vuole anche responsabili i Ministri agli Stati Generali dell'impiego dei fondi loro confidati, e della loro condotta relativamente alle leggi del Regno. Domanda la Riforma della Legislazione Civile e Criminale; e domanda che si stabilisca il Divorzio, come solo mezzo di evitar lo scandalo dei matrimonj mal uniti e delle separazioni.

Parigi, li 30 marzo 1789.

N. 175.

Il sig. Necker non solo nel Clero, nella Nobiltà e nei Parlamenti, ma persino nella Famiglia Reale ha dei potenti nemici. Chi vuol mantenersi nel possesso di non pagare, e chi vuol mantenersi in quello di dissipare l'Erario. La malevolenza e l'invidia, che non hanno niente di sacro, avvelenano quanto Egli fa di bene, e non trovando cosa da rimproverargli, lo attaccano con calunnie, che costano poco a taluni, ma che giustamente rivoltano tutte le oneste Persone. Però questo Uomo, raro sotto tutti i rapporti, e da cui solo oggi dipende la salute della Francia, non si lascia intimorire dalle dicerie della cabala, e dopo avere con nobile patriottismo versato tutta la sua fortuna nel Tesoro Reale, continua a travagliare per la Cosa Pubblica in modo, che non lascia nemmeno il neccessario riposo alla natura. Tale è il bisogno che questo Regno ha oggi di lui, che se debole il Re lo dimettesse, o se anche i suoi nemici lo stancassero, non esagero certamente a dire, che seguirebbe subito una guerra civile ed una Bancarotta. Questo è il prospetto presente della Francia.

Parigi, li 6 aprile 1789.

N. 176.

È noto che gli Parlamenti hanno domandato li Stati Generali, senza veramente volerli, ma solo per contrariare l'Amministrazione e per mettersi in grazia della Nazione, non credendo mai che il Ministero si determinasse a radunarli. Ma rifiutato essendosi tanto ad imposizione di ogni genere, che ad imprestiti, cioè a tutti i mezzi di provvedere ai bisogni dello Stato, il sig. Nécher si trovò nella necessità non solo di convocare l'Assemblea Nazionale, ma anche di convocarla subito. Fu al tempo stesso che si scopersero le vere intenzioni dei Parlamenti, tanto nella loro qualità di corpi, che

in quella d'individui, temendo nella prima per la loro autorità tanto arbitrariamente estesa, e temendo nella seconda di dover esser sottoposti alle imposizioni in uguaglianza a tutti gli altri cittadini. Perciò, essendosi in ultimo luogo attaccati al partito della Nobiltà, cadettero nel discredito e nell'odio pubblico, con pericolo di quelle conseguenze, che possono risultarne. Basta dire, che in tutto il Regno non sono stati eletti deputati agli Stati Generali che due o tre membri Parlamentarj. Il basso Clero, nemico dell'altro per quel vizio già comune ai Governi, che i piccoli portano il peso dei grandi, nella massima parte de' Baliagi si vedono eletti per deputati all'Assemblea Generale dei Parrochi invece che dei Vescovi. Tutte queste cose, delle quali il Ministro sa tirarne il profitto, VV. EE. ben vedono di quale influenza esser possono nelle deliberazioni dell'Assemblea, e a queste vi si aggiunge altra circostanza favorevole. Il sig. di Calonne, che in una lettera da lui pubblicata ultimamente si è dichiarato in favore della Nobiltà contro il terzo Stato al fine di essere contrario al signor Necker, partito alcune settimane fa da Londra, è apparso nella Fiandra Francese tre leghe in circa di qua di Duncherque con molta speranza di essere eletto Deputato per la Nobiltà agli Stati Generali, ma la maniera, con cui quel popolo si disponeva a riceverlo, lo persuase a rimettersi bentosto alla vela, ed a salvarsi un'altra volta in Inghilterra dopo aver dato una nuova prova della sua leggerezza. Ma ciò che oggidì agita maggiormente l'animo del Ministro delle finanze è la somma penuria dei grani, massime nelle provincie interiori: ed abbenchè il Governo abbia pubblicato nei giorni passati, che nei porti della Linguadoca e della Provenza vi arriva successivamente una grande provvisione di questo genere, e che Sua Maestà ha ottenuto la libertà di asportarne una quantita considerabile dalla Sardegna per la Francia, il dispendio ed il tempo necessario per far circolare questi grani nei luoghi più lontani, fanno mancar la derrata, o la rendono più cara; continui timori d'insurrezione nelle Provincie, tanto più che si sparge già perito il seminato dell'autunno passato a motivo

della pessima stagione; il qual timore però io lo credo sin'ora assai più esagerato dall'interesse privato, che vero e reale.

Parigi, li 13 aprile 1789.

N. 177.

La carestia del pane e il caro prezzo dei viveri hanno fatto nascere in molte Città del Regno, nell'infima classe del Popolo, dei tumulti e delli eccessi. Sopratutto a Marsiglia, attruppatosi il popolo, ha voluto per forza la diminuzione di quattro soldi per lira sulla carne, e di due soldi sul pane. In questa maniera quella Città soffre una considerabile giornaliera perdita per la sforzata diminuzione del prezzo dei commestibili. Degli altri movimenti sediziosi per le cause medesime si videro a Dix *(sic)* (1) ed a Tolone. Ora però il Governo fa credere che questi ammutinamenti, esagerati già secondo il solito, sono quasi affatto cessati. Il non vedersi quasi niun Membro Parlamentario eletto Deputato alli Stati Generali, in un tempo massime che dopo quasi due secoli d'interruzione questa convocazione nasce per opera loro, è una gran prova del loro decadimento nell'opinion pubblica, in conseguenza di che tutta quella immensa autorità, di cui si erano investiti, sarà in avvenire verisimilmente limitata alla sola giudicatura delle cause. Così degli animi effervescenti, che hanno fatto sempre prevalere nelle deliberazioni ai consigli maturi i consigli caldi, avranno prodotto la rovina dei loro Corpi. Il Re ha detto a questo Monsignor Nunzio che sperava di vedere gli Ambasciatori all'apertura degli Stati Generali, fissata già nel giorno 27 aprile. Preso consiglio fra noi, abbiamo creduto di prestarci ben volentieri al desiderio di Sua Maestà, ma però in un modo conveniente alla nostra Dignità, e quindi abbiamo domandato un luogo distinto nell'Assemblea per andarvi in

(1) Aix in Provenza.

corpo, e coll'Introduttore delli Ambasciatori alla testa, onde essere riconosciuti e non confusi nella folla. Ne attendiamo quanto prima la risposta.

Parigi, li 20 aprile 1789.

N. 178.

L'apertura degli Stati Generali, che doveva seguire in oggi, è stata differita, non si sa precisamente in qual giornata, ma certamente prima di oggi ottavo giorno non potrà aver luogo. L'elezione dei deputati della città di Parigi in numero di quaranta, cioè dieci del Clero, dieci della Nobiltà e venti del terzo Stato, ha portato molto in lungo, e non è ancora terminata. I minuti dettagli riuscirebbero troppo lunghi: basta sapere che la Nobiltà, benchè abbia dichiarato di rinunziare ai privilegj pecuniarj, non è però meno opposta al terzo Stato: le venti Assemblee, ch'essa ha avuto nei vari distretti, furono poco numerose, ed in taluna di queste il numero dei votanti fu così scarso, che tutti si sono nominati Elettori dei Deputati. Essa ha anche protestato contro il Regolamento del Re, per cui è stata separata dalla Comunità di Parigi. Il terzo Stato si è unito in sessanta varj distretti, e non ha voluto ricevere nè Nobili, nè Privilegiati, e mentre alcuni di questi volevano dire delle loro ragioni un grido generale li ha bruscamente allontanati senza ascoltarli. Con tutto ciò nacquero molto meno disordini di quello che si temeva. Nelle Provincie la Brettagna è la sola che dia dell'imbarazzo al governo. Uniti insieme i due Ordini, Clero e Nobiltà non hanno assolutamente voluto nominar deputati agli Stati Generali, ed hanno protestato contro la forma della convocazione: il terzo Stato ha già nominato i suoi, che sono già in cammino per Versaglies. Non si sa quale espediente prenderà il Sovrano, se di far presentare quella Provincia dal solo Terzo Stato, giacchè li altri due Ordini non hanno voluto intervenirvi, oppure se invece dell'alto Clero sarà che elegga il basso e invece dei

Nobili i Nobilitati. Ma il male più grande si è, che nel Consiglio di Stato del Re vi regna un uguale divisone di sentimenti, e il sig. Necker ha la fatalità di vedersi tutti i Ministri contro di lui, eccetto che il Co: di Montmorin, a cui però il Sovrano è sopra tutti li altri attaccato. In conseguenza di ciò si parla di un vicino cambiamento di Ministero, ma in questi momenti con grande dubbietà. La materia dei grani angustia sempre più, e così pure la carità dei prezzi. Basta dir questo, che dopo l'epoca del mio arrivo a Parigi il pane, che allora costava otto soldi e mezzo, oggi costa quattordici e mezzo, la qual differenza è troppo sensibile in un genere di prima necessità, ed in qualche Provincia il pane è ancora più caro che a Parigi. Ora si attendono dalla Sicilia delle tratte di grano per approvisionare la Linguadoca, e per non mancar di tutte le providenze un nuovo Editto raddoppia dal primo Maggio sino al primo Settembre venturo i premi accordati con quello di Gennaro passato all'importazione dei grani e farine, che saranno di trenta soldi per ogni quintal di formento, e di quaranta per ogni quintal di farina, indistintamente da tutti i bastimenti per il detto tempo, i quali goderanno inoltre di altre esenzioni, ciò che ho creduto non inutile di connotare per lume del commercio.

Parigi, li 27 aprile 1789.

N. 179.

Una sollevazione di circa tre mila, parte lavoranti e parte facinorosi, ha posto nei giorni passati la costernazione in questo sobborgo di Sant'Antonio. La cagione, o il pretesto, fu che il Capo di una Manifattura (1), in un'Assemblea del Terzo Stato, ha detto che bisognava che i generi di prima necessità fossero a prezzi tali, che un lavorante potesse vivere con

(1) Di carte pinte, chiamato Réveillon.

quindici soldi al giorno; le quali parole, alterate col passar di varie bocche ed avvelenate da gente male intenzionata, fecero nascere l'incendio, che si sospetta fomentato da Persone non volgari, abbenchè un piccolo Abbate, nemico di quel Negoziante, ne apparisca il solo Autore, e non si sa bene se sia fuggito o se si sia data la morte. Questi sediziosi hanno voluto a tutta forza abbruciar la di lui casa, li effetti e la Manifattura, malgrado l'opposizione della Truppa Francese e Svizzera accorsa, e vennero con essa alle mani; quelli gettando dall'alto dei tetti sopra i soldati pietre, tavole e tutto ciò, che loro si presentava; e questa sparando i fucili con molta maestria sopra le case e sopra gli ammutinati. Non pochi di questi restarono morti; alcuni furono presi ed appiccati sull'istante; gli altri si dispersero, ed anche fra i soldati alcuni ne restarono morti ed altri feriti. Con questa occasione nacquero delli inconvenienti anche in qualche altro sobborgo, onde il Governo per allontanare ulteriori disordini ha fatto venire molta altra truppa dalle Città vicine, e si sono raddoppiate le Guardie in tutti i Luoghi principali e più importanti di Parigi. Oggi si è fatta a Versaglies la Processione Generale per implorare la benedizione del Cielo, e domani seguirà l'apertura delli Stati Generali. Avendo il Re destinato alli Ambasciatori un luogo distinto in una Tribuna apposita, dopo segnato questo riverente dispaccio mi recherò a Versaglies in mezzo ad un mondo infinito. La sala dell'Assemblea contiene tre mila Persone, cioè mille duecento Deputati e mille ottocento Spettatori. In mezzo ad un numero tale si lagnano a ragione i Forestieri di qualità di non essere stati considerati, perchè non furono dati alli Ambasciatori e Ministri Esteri che soli ventisette biglietti per tutti i Forestieri che si trovano a Parigi. Quindi dei Personaggi assai distinti sono privi di vedere uno spettacolo così raro e così imponente: io veramente, avendo domandato tre biglietti, gli ho avuti tutti tre.

Parigi, li 4 maggio 1789.

N. 180.

È arrivato il momento intieramente decisivo per la Francia, e martedì passato a Versaglies cominciò l'apertura degli Stati dopo una interruzione di centosettantacinque anni. Lo spettacolo fu un colpo d'occhio superbo, e veramente non si può veder niente di più maestoso quanto la Nazione Francese raccolta. Il Gran Maestro delle Cerimonie conobbe l'inconvenienza di dar ventisette biglietti ai Forastieri di tutta Europa concorsi (giacchè il solo Ambasciatore d'Inghilterra ne aveva domandati ventiquattro, ed aveva assai più di qualche altro fatto querele sopra una così pubblica mancanza di considerazione per l'Estere Nazioni), ma la conobbe alquanto tardi perchè, riservatosi in quella mattina medesima di dar all'Introduttore degli Ambasciatori con modi esuberanti quanti biglietti avesse ricercato per Essi, e non trovandosi a Versaglies i Forestieri, che non credevano di aver biglietto, tale gentilezza fu come se fatta non fosse, essendo restate vacue da circa quaranta piazze. Il Re nel montar sul Trono riscosse più fiate degli Evviva universali, e la Regina, assisa in una sedia dietro di lui, solo alla partenza ebbe delli applausi parziali. Sua Maestà stette qualche momento in silenzio, e poi con molta dignità pronunziò un discorso non lungo, ma nobile e commovente; ho creduto di far piacere coll'inserirlo. Quindi il Guarda Sigilli (1) prese la parola per ispiegar più amplamente le intenzioni Sovrane, ma la sua maniera frasesca non piacque, e non fu inteso dai tre quarti dell'Assemblea. Finalmente il Direttore Generale delle Finanze signor Necker ne espose lo stato per ordine del Re, ma egli fu più applaudito quando entrò nella sala, che quando terminò di far leggere il suo discorso. Per dir il vero, avendo questo durato più di tre ore, riuscì sommamente lungo e con molte ripetizioni ed adulazioni; non che nel fondo e nella massima parte delle cose non sia stato eccellente, ma il suo discorso sarebbe stato assai bello, se ne avesse troncato la metà. Egli esperimentò quello

(1) Barentin.

che succede quasi sempre in casi simili, che, quando si crede piacere a due contrarj partiti, non si contenta nè l'uno, nè l'altro.

Non è affar di un dispaccio l'epitome, non che l'analisi di un ragionamento di questa mole, che forma un libro: quello che importa sommamente di sapere si è, che il *Deficit* attuale della Francia, che ha fatto tanto strepito nel mondo, ora è ridotto a soli cinquantasei milioni; e il signor Necker propone delli espedienti e dei miglioramenti, che potrebbero attenuarlo di molto. Ma una prospettiva, che doveva essere così consolante, non ha potuto calmare in parte alcuna l'agitazione delli spiriti: i due primi ordini dello Stato, la disposizione dei quali di rinunziare ai privilegi pecuniarj non è che mascherata, non anelano che la caduta del Ministro; ed il Ministro, col dimostrarsi sulli altri punti favorevole alla Nobiltà, ha perduto in gran parte il favore del Terzo Stato, ch'era il suo solo appoggio. Non vi è antivedenza che possa in queste circostanze saviamente pronosticare il futuro: tutto è in combustione, e nell'Assemblea ora si questiona, e si questionerà ancora per molti giorni, sulla verificazione dei poteri dei Deputati, altri volendola fatta in comune, altri nelli Ordini rispettivi. Ma io ritorno al mio principio, sul quale però desidero d'ingannarmi, poichè onestà il richiede. Ho scritto più d'una volta a Vostre Eccellenze, che mi dispiaceva l'idea di dare in questi momenti una Legislazione alla Francia, e che mentre l'oggetto principale era quello di coprire il *Deficit,* un Caos di materie estranee non serviva che a spaventarmi poichè, se la inevitabile diversità delle opinioni e delli interessi fa da se sola riscaldare li spiriti, molto più ne apprendevo le conseguenze a Nazione in discordia. L'avvenire farà conoscere se il signor Necher, con tutta la rettitudine delle sue intenzioni, abbia mancato di previdenza in questa parte.

Frattanto non nascono che disordini in questo Regno; il pretesto dei grani ha generato delle dissenzioni in molte Città, ma oggi merita tutta l'attenzione del Governo ciò che successe in Marsiglia. Già da due mesi vi si era sollevato il po-

polo, ed avendo ottenuto ciò che domandava, vi era luogo a credere che la sedizione cessar dovesse. Ma la troppa dolcezza incoraggì la licenza, ed un corpo di quasi tre mila uomini, sempre sull'armi col pretesto di difendersi e di guardar la Città, dava Leggi ai Magistrati e comandava. Fu distaccato l'intendente e messo prezzo alla sua testa: levati i dazj d'ogni genere, e tolte alla Città le rendite sue naturali. Finalmente si portò l'eccesso ad impadronirsi con effusione di sangue dei Castelli, delle Porte, e di formar come una Repubblica a parte, indipendente da ogni autorità. Essendo ultimamente arrivati in quel Porto da quasi cinquantamila sacchi di grano dalla Sardegna per farlo circolare nel Regno, vi è timore che se lo approprino. anche senza pagarlo. Il Governatore di Tolone non ha voluto accorrere colla sua Truppa a Tolone, perchè ha temuto un egual sollevazione in questa Città, se fosse rimasta senza la forza militare. Il Governo ha ordinato la pronta marchia di alquanti Reggimenti per Marsiglia, e domani si attendono delle nuove Truppe in Parigi per maggior sicurezza della Capitale in questi tempi tumultuosi. Da per tutto calamità.

Parigi, li 11 maggio 1789.

N. 181.

Gli affari nell'Assemblea degli Stati Generali non prendono il più felice aspetto: nulla si è fatto nella settimana decorsa. Si tratta se i deputati di una stessa Nazione debbano esaminar uniti o separati i loro titoli e i loro poteri. Il Terzo Stato domanda che la verificazione si faccia in comune, la Nobiltà che si verifichi negli ordini rispettivi, ognuno nella sua camera, ed il clero in apparenza sospeso probabilmente finirà per essere del sentimento della Nobiltà. Ognuno degli ordini qualifica questa questione d'inconseguente, e con tutto ciò niuno vuol cedere. Ma la vera ragione di questa reciproca ostinazione si è perchè l'una e l'altra parte teme d'inferir pregiu-

dizio alla grande questione che si manifesterà in seguito, che è se si debba votar per ordine o per testa.

Parigi, 18 maggio 1789.

N. 182.

Il dettaglio di tutto ciò che segue all'Assemblea degli Stati Generali sarebbe più lungo che utile. In questa vista mi limiterò sempre al solo racconto delle cose sostanziali. Poco si è fatto nella settimana decorsa, però il clero, che era restato come neutrale nella questione sulla verificazione dei poteri fra la Nobiltà ed il Terzo Stato, fece una proposizione conciliatoria che fu accolta dagli altri due ordini, e questa fu che le tre Camere nominassero dei Commissarj per discutere fra di Essi la questione della verificazione dei poteri in comune. Il risultato di questi Commissarj conciliatori può andar ancora in lungo. La Nobiltà ha dichiarato di rinunziare ai privilegi pecuniarii, ma con una maliziosa riserva a quando si tratterà d'imposizione nell'Assemblea Generale, che si vuol poi l'ultimo punto da trattarsi, non senza speranza che questa riserva possa rendere irrito l'effetto della dichiarazione.

Parigi, 25 maggio 1789.

N. 183.

I Commissarj Conciliatori hanno per lo spazio di molti giorni travagliato in vano a fine di cercar i mezzi di stabilire la pace e la concordia e si sono separati senza niente concludere, poichè l'animosità dei due partiti faceva sempre più perdere le speranze di condurre all'armonia la Nobiltà ed il Terzo Stato. Allora Sua Maestà col mezzo di una lettera fece sapere il suo desiderio, che i Commissarj Conciliatori dei tre Ordini ripigliassero le loro conferenze il giorno dopo in presenza del

Guardasigilli e di altri quattro Commissarj che ha nominato a questo effetto. Frattanto la Nobiltà ed il Terzo Stato hanno preso ciascuno nella sua Camera una deliberazione diametralmente opposta, e che allontana sempre più la conciliazione. La Nobiltà con grandissima pluralità di voti ha deciso di voler mantenere con fermezza l'uso di deliberar per ordine, ch'essa riguarda come appartenente alla Costituzione nazionale. Sedici soli membri hanno protestato contro questa deliberazione e 22 non hanno voluto opinare. Il Terzo Stato, o sia la Camera dei Comuni, vuole al contrario che si deliberi per testa, almeno in certi punti. Il Clero è restato se non altro in apparenza sin'ora Neutrale per poter far da mediatore, ma già pare che inclini alla Nobiltà, abbenchè sin'ora non abbia preso alcuna deliberazione.

Parigi, 2 giugno 1789.

N. 184.

Nemmeno i Commissarj, nominati dal Re per far ripigliare in loro presenza le Conferenze con i Commissarj Conciliatori, poterono riuscire sin'ora a far adottare dai tre Ordini un espediente di conciliazione. Ora si questiona di parole, perchè non è tempo ancora di disputar di cose, e la Nobiltà non vuole che il Terzo Stato si chiami i *Comuni*, il qual titolo datogli da Filippo il Bello gli fu sempre continuato da tutti i suoi successori. Sua Maestà ha dichiarato per mezzo del grande Cancelliere che, poichè le Conferenze non riducevano la pace e l'armonía, aveva creduto Ella stessa di occuparsi a cercar i mezzi di una pacificazione e quindi il Direttore Generale delle Finanze ne propose il progetto.

Il primo articolo è che i tre Ordini, dopo che avranno verificato i loro titoli separatamente, se li comunichino reciprocamente. Il secondo che, se nascono delle contestazioni, i Commissarj dei tre Ordini ne prendano conoscenza e ne faccino il rapporto alle loro Camere, dove elleno saranno sepa-

ratamente giudicate. Il terzo che, se i tre Ordini giudicano differentemente sullo stesso soggetto, Sua Maestà allora ne prenda conoscenza e pronunzî definitivamente. Il Clero ha accettato queste proposizioni assolutamente e per intiero. La Nobiltà con alcune riserve; ma il Terzo Stato vuole che, in caso di differenza di opinioni, la deliberazione decisiva sia rimessa all'Assemblea dei tre Ordini uniti insieme, invece che sia fatta dal Re.

Una nuova Conferenza da tenersi domani sopra questo soggetto. Dopo lunga malattia il Real Delfino, mostrando un senso di morire affatto superiore alla sua età, terminò i suoi giorni giovedì 4 del corrente, e questo sfortunato Erede della Corona, che non conobbe della vita che il soffrire, fu generalmente compianto. Ora per un effetto delle umane vicissitudini par che tutto concorra a combattere l'animo di questo Sovrano, a cui non resta di figli maschi che il Duca di Normandia, che ha preso il titolo di Delfino.

Parigi, 8 giugno 1789.

N. 185.

Tutti gli sforzi dei Commissarj nominati dal Re per una conciliazione rimasero fin ora senza successo, e le Conferenze dei Commissarj Conciliatorii si sono rotte senza niente concludere. È deplorabile che in ogni uno dei tre Ordini vi sono molti Onorabili Membri interessati a mantenere la discordia. Quaranta e più giorni sono passati senza che questa questione d'ordine sulla verificazione dei poteri in comune, o a parte, abbia potuto in alcuna maniera terminarsi. Il Terzo Stato si è diviso in venti *Comité* di trenta deputati ciascuno affine di esaminare e di maturare le varie materie. Questa Camera dopo molti dibattimenti ha invitati per l'ultima volta gli altri due Ordini a portarsi nella Sala delli Stati per assistere, concorrere e sottomettersi ugualmente alla verificazione comune dei poteri, ed ha esposto al Re, per mezzo di una Deputazione,

i motivi di questa risoluzione. Il Clero e la Nobiltà non avevano sino a questa mattina dato una risposta categorica al Terzo Stato; e Sua Maestà ha risposto laconicamente ai di lui deputati, che avrebbe fatto sapere ad essi le sue intenzioni. Il Clero e la Nobiltà si tengono le loro sessioni nel segreto delle loro Camere; ma il terzo Stato le tiene in pubblico, siccome si accostuma in Inghilterra, ciò che fa concorrere quantità di mondo a Versaglies; e questo metodo, che ha per dir vero i suoi beni, ha pure i suoi inconvenienti. Frattanto consola il Governo la Notizia che ora a Marsiglia tutto è tranquillo, e che alla comparsa delle Truppe il popolo è subito rientrato in dovere.

N. 186.

Poichè il Clero e la Nobiltà non hanno categoricamente risposto alla nota invitazione del Terzo Stato di unirsi nella Sala delli Stati per la verificazione comune dei poteri, questa ultima Camera, dopo aver terminato l'esame dei titoli dei suoi componenti, ha preso, alla grande maggiorità di quattrocento ottanta voti contro ottanta nove, una deliberazione assai forte, cioè quella di costituirsi da per se in Assemblea Nazionale, presa per numero, indipendente dall'absenza delli altri due primi ordini, e colla sola riserva di ricevere nel suo seno tutti i Deputati absenti per concorrere con essi, dopo la verificazione dei loro poteri, ai mezzi di procurare la rigenerazione della Francia. Quindi, riguardandosi come Rappresentanti le novantasei parti della Nazione, presa per numero, e non per ordine, hanno fatto un'altra deliberazione riguardo alle imposizioni, ai creditori dello Stato, ed alla penuria dei grani. Quanto alle prime consente il Terzo Stato, col titolo di Assemblea Nazionale, che le contribuzioni attuali, abbenchè illegali, perchè non consentite dalla Nazione, continuino provvisionalmente e solamente sin al giorno della separazione dell'Assemblea, dopo del quale cesseranno intieramente in tutte

le Provincie del Regno, se non saranno nominatamente e liberamente accordate dalla Nazione. Riguardo alla consolidazione del debito Pubblico assicura da questo momento i Creditori dello Stato, mettendoli sotto la protezione dell'onore e della lealtà Francese. Quanto finalmente alla mancanza dei grani ha stabilito un *Comité* per occuparsi di questo importante oggetto. I due primi Ordini, in vista di novità così grandi ed alteranti la Costituzione del Governo Francese, ebbero dei lunghi dibattimenti nelle loro Camere. In quella del Clero vi furono centoventinove voti contro centotrentasette per unirsi al Terzo Stato, e passarvi alla verificazione dei poteri in comune, ma niente fin'ora fu preso definitivamente. Solo alcuni Parrochi andarono nella Sala del Terzo Stato per verificare i loro titoli. La Nobiltà ha deliberato ad una grande pluralità di presentare una supplica al Re per la conservazione delle loro prerogative e della costituzione. In questo grande imbarazzo di cose Sua Maestà, dopo di avere apostrofato la Nobiltà e il Terzo Stato della loro resistenza ai mezzi di conciliazione da lui proposti, ha risoluto di tener un'Assemblea Reale alli Stati Generali oggidì 22 del corrente ed ha sospeso l'Assemblea delli Stati sin dopo la tenuta di questa Assemblea Reale. Per quanto dicesi quest'Assemblea non ha avuto luogo in oggi, ed è trasferita a dimani. *Monsieur* e Monsignor il Conte d'Artois sono entrati jeri al Consiglio del Re, che ha durato dalle sette ore fino alle undici. La risposta di Sua Maestà alla Deputazione della Nobiltà fu, che Ella sosterrebbe egualmente i loro diritti e quelli del Terzo Stato. Domani è una giornata decisiva.

Seguita la morte del Delfino per un destino costante, che i Primogeniti di Francia non diventano Re, questo buon Sovrano e Padre, colpito dal più profondo dolore, malgrado le circostanze del momento, che necessitano distrazioni e divertimenti, massime nella Capitale, ha voluto subito chiusi i Teatri e gli spettacoli di ogni genere fin che gli fossero resi gli onori funebri, ciò che seguì il giorno 13, dopo essere stato per nove giorni esposto a Meudon, ove morì. Quindi fu sepellito con le solite lugubri formalità a San Dionigi, nella

Tomba dei Principi della Casa Reale, e il giorno dopo Sua Maestà, bisognoso di quiete, è partito con la Corte per Marlì. L'Eccellentissimo Senato può essere persuaso che senza riflettere a spesa io ho adempito a tutte le usate cerimonie, e che non ho risparmiato stazioni, ne viaggi; oltre di che ordinato il lutto per due mesi e mezzo in gran doliato, dovuto all'esempio di tutti li altri Ambasciatori e Forastieri Ministri vestire a lutto tutta la numerosa Famiglia, e persino le carozze, con un aggravio estraordinario ed affatto superiore alle forze di una fortuna assai mediocre e consunta da nove anni di dispendioso non interrotto servizio. Per queste due classi di spese, che lascio alla discretezza di Vostre Eccellenze il giudicare, ho bisogno, più che in ogni altra occasione, di quel suffragio voluto dalle Pubbliche Leggi e sempre accordato in casi simili della morte di un Delfino di Francia, suffragio, che umilmente imploro dalla Giustizia ed equità dell'Eccellentissimo Senato, e che, servendo di sollievo in parte, farà che la mia privata economia non risenta tutto il peso di questo estraordinario dispendio pubblico.

Parigi, li 22 giugno 1789.

N. 187.

La giornata di Martedì 23 del cadente fu interessantissima, siccome ho prevenuto l'Eccellentissimo Senato col riverente dispaccio. Sua Maestà alle ore 9 della mattina tenne l'Assemblea Reale. Dopo un breve discorso, in cui disse ch'era tempo di arrestare l'effetto delle pretese esagerate, che doveva alla Costituzione del Regno il reprimere gli attentati che vi erano portati, il Guarda-Sigilli lesse una dichiarazione del Re contenente trentacinque articoli; e questa annulla le deliberazioni prese dal Terzo Stato. Quindi dichiarò il Sovrano ch'egli andava a manifestare le sue volontà, espresse in quindici articoli, dei quali il Guarda-Sigilli fece pure la lettura che io mi onoro di accompagnare a Vostre Eccellenze, sì gli uni che

gli altri, coll'acclusa stampa. Le intenzioni del Re e le cose comandate erano veramente ottime in se stesse, ma non era questo il momento di farle. Terminata l'Assemblea Generale il Terzo Stato, o siano i Comuni, sono restati nella Sala ed hanno preso quasi all'unanimità di dichiarare che *L'Assemblea Nazionale persisteva nelle precedenti sue deliberazioni.* Siccome questa Assemblea Generale si è tenuta contra il parere del signor Necker, che ben ne apprendeva le conseguenze, Egli ha pregato il Re di dispensarlo dall'esser presente all'Assemblea, terminata la quale domandò subito la sua dimissione. Il Re esitava tra l'accordargliela o no quando, un'ora innanzi mezzanotte, il Popolo di Versaglies, instrutto delle cose incorse in quel giorno, si affollò in grandissimo numero al Castello gridando Evviva Necker. Allora il Re e la Regina mandarono a chiamarlo, e non fu che alla vista di lui, il quale li assicurò che avrebbe continuato nel Ministero, che la moltitudine si disperse. Fu sparso che, costernati i Principi alla vista di un Popolo quasi minacciante, gridassero all'armi, e che i Soldati non vollero ubbidire, ma ciò è falso. È ben vero che le Guardie Francesi, uscite da tutti i limiti della subordinazione, diedero un grande scandalo in Parigi, correndo ubbriachi tutta la città, e gridando: Viva il Terzo Stato; ciò che ha servito ad animar maggiormente il Popolo effrenato. Il fine però di questa Rivoluzione, che minacciò la tranquillità pubblica, fu felice. Già la pluralità del Clero il giorno dopo dell'Assemblea Reale hanno eseguito la prudente risoluzione di unirsi al Terzo Stato, dove furono accolti con trasporti di gioia. Giovedì il Duca d'Orleans e una parte della Nobiltà, in numero di quarantasette, vennero pure ad unirsi ai due ordini, cioè al Terzo Stato ed alla pluralità del Clero, e vi furono ricevuti con le lagrime agli occhi. Allorchè l'Assemblea si occupò della verificazione dei poteri in comune, e prese delle deliberazioni delle quali occorrerà parlare in altro tempo. Per rendere completa questa unione nella Sala delli Stati Generali dei tre Ordini, Sua Maestà sabato mattina scrisse una lettera alla maggiorità della Nobiltà ed alla minorità del Clero, e sì gli uni, che gli altri presero in quel

giorno la risoluzione di deferire all'invitazione del Re, e di rendersi subito, senza riserve o proteste, nella Sala Comune per unirsi all'Assemblea Nazionale. Quando il Popolo seppe la novella della riunione intiera, ebbro di gioia, si portò in folla verso il Palazzo in tutte le Corti del Castello gridando Evviva il Re; e quando il Re e poi la Regina si fecero vedere dai balconi, si sono raddoppiate le acclamazioni, a segno che i Sovrani piansero per tenerezza. Questa notizia medesima, subito sparsa in Parigi, produsse una grande allegrezza, massime nell'Ordine del Terzo Stato; ma ora la questione somma sarà quella, se debbasi votar per Ordine o per Testa, e bisogna poi vedere come si comporterà il Terzo Stato dopo questa vittoria, la moderazione non essendo la virtù del Popolo.

Parigi, li 29 giugno 1789.

N. 188.

La moderazione non essendo la virtù del popolo, con le quali precise parole ho terminato l'antecedente mio dispaccio, la prima vittoria riportata nell'Assemblea Nazionale, che le fece conoscere la sua forza, rese vieppiù insolente e temeraria la moltitudine a segno di rompere tutti i cancelli delle leggi e dell'ordine pubblico. Disordini di ogni genere, attentatori non solo alla pubblica tranquillità, ma anche all'autorità Reale, si sono commessi nei giorni passati con timore di tutti i buoni e con pericolo di peggiori conseguenze. Ma ciò che è orribile a dirsi, il soldato francese, uscito dalla subordinazione, non ascolta più la voce di chi lo comanda. Due Granatieri a Versaglies essendo stati posti in prigione per ordine del loro Colonnello, tutti gli altri soldati si rivoltarono ed il Re, alla vista di questa sollevazione, fu obbligato permettere ad essi di andar a prenderseli dalla carcere. Pure in Parigi in queste prigioni dell'Abbazia di S. Germano, essendo stati posti undici soldati delle Guardie Francesi per il fatto dell'insubordinazione già da me precedentemente ragguagliato, si riunì una gran mol-

titudine, composta di tumultuanti e di soldati, e da tutti i rei che vi erano detenuti. Dopo si sollecitò la mediazione dell'Assemblea nazionale per ottenere dal Re la grazia per i soldati ch'erano stati levati dalla prigione e l'Assemblea Nazionale in quell'occasione si è veramente condotta con somma saviezza e prudenza, tanto nella risposta alle persone venute da Parigi per domandar la grazia, quanto nel modo di rivolgersi al Re per invocar la sua clemenza, in una circostanza in cui ogni punizione sarebbe stata sommamente irritante e pericolosa. Accompagno a Vostre Eccellenze questa deliberazione dell'Assemblea Nazionale, che diede adito a Sua Maestà, previa una formalità di giudizio, di perdonare senza derogar alla sua dignità; ma è ben deplorabile la condizione di un Sovrano, quando non può impedire i delitti nè punirli. Il Palazzo Reale, dove è il più grande concorso, è la pietra dello scandalo che fomenta la fermentazione. Il Duca d'Orleans, che ne è il Padrone, ha ora acquistato una grande popolarità col mostrarsi in favore della causa del popolo, ma le sue intenzioni sono sospette e l'indifferente sua tolleranza per tutto ciò che si passa si può dire in casa sua è condannata da tutte le savie persone. Da per tutto attruppamenti, mattina e sera dei temerari oratori montano sulle panche e vi fanno delle mozioni sediziose per animar maggiormente il Popolo e per farsi batter le mani, non vi è orrore che non si permetta e che non riscuota applauso, e questi predicatori, che non si ardisce toccare, sono senza dubbio pagati per questo indegno Ministero. Quest'anarchia, così comoda agli scellerati, incomoda tutte le oneste persone, e se questo spirito di licenza, invece di cadere, prendesse dell'accrescimento, le cose arriverebbero all'ultime estremità. Acerba notizia ieri arrivata di una sollevazione a Lione pone in angustie maggiori il Governo. Duecento dragoni hanno havuto il merito principale di sedarla, ma vi fu del sangue sparso da una parte e dall'altra, e le prime lettere hanno portato la nuova ma non il dettaglio.

Parigi, 6 luglio 1789.

N. 189.

Dolente dispaccio, in mezzo a grande e giusta inquietudine, devo oggi far pervenire all'Eccellentissimo Senato. Ah! pur troppo sfortunatamente presago, quante volte nelle mie relazioni fin dall'anno passato non ho espresso i miei timori anticipatamente riprovando l'idea di volere in queste circostanze dar una nuova Costituzione alla Francia sotto il nome fatale di rigenerazione! Ecco il Re di Francia in pericolo di perdere la Corona, od almeno tutta la sua autorità, ecco attizzata una Guerra Civile, ecco una Democrazia nascente, ed ecco nell'Anarchia attuale il miserabile aspetto di tutti gli orrori e di tutti li disordini. È impossibile in una lettera tutto ragguagliare, a che non basterebbe un volume; nell'agitazione e nel pericolo in cui mi trovo farlo non posso tranquillamente, nè serbar ordine e metodo nello scrivere. L'Assemblea Reale del giorno 23 Giugno passato, che annulla le deliberazioni prese sino allora dal Terzo Stato, seguì contro il parere del Necker che non volle intervenirvi, e domandò subito dopo la sua dimissione. È noto, che il popolo di Versaglies accorso con minaccie al Palazzo Reale obbligò Sua Maestà a ritenere il signor Necker nel Ministero, e pareva che il Re avesse dovuto intendere abbastanza la necessità di questo uomo, e pareva anche che gli continuasse la sua confidenza. Ma li potenti Nemici di questo Ministro, che abusano della tenerezza e che conoscono il debole ed il cuore del Sovrano, in mezzo ad una apparente calma, preparavano grande improvvisa procella. Sotto pretesto di mantenere l'ordine nella Capitale si fecero venire nuove truppe, in massima parte forastiere, le quali crescendo di giorno in giorno formarono nei contorni di Parigi e di Versaglies campi quasi tutti di Cavalleria e provveduti d'Artiglieria. Tutti questi apparati più di guerra che di tranquillità cominciarono ad allarmare generalmente, e l'Assemblea Generale, sotto eccitamento del Conte di Mirabeau quasi unanimamente accolto, si è rivolta a Sua Maestà, rappresentando lo spavento che un treno d'Artiglieria

e numero di Truppe in prossimità di Parigi e di Versaglies non lasciavano di giustamente incutere, e domandando il proposto allontanamento dell'Artiglieria e delle Truppe, non solo in vista dell'attuale penuria e caro prezzo dei grani, ma anche della libertà e dell'onore dell'Assemblea Nazionale, che non doveva essere messa in paura nelle sue deliberazioni.

Sua Maestà ha risposto, ed accludo queste due carte interessanti, che i disordini e le scene scandalose ripetute a Parigi ed a Versaglies sono stati i soli motivi di questo aumento di truppe, e che assicurava l'Assemblea delli Stati Generali, che elleno non sono state destinate che a reprimere o piuttosto a prevenire dei nuovi disordini, a mantenere il buon ordine, ed a proteggere anche la libertà delle deliberazioni delli Stati Generali. Che, se per altro la presenza necessaria delle Truppe dava nonostante dell'ombra, Egli sulla domanda dell'Assemblea concorrerebbe a trasferire gli Stati Generali a Noyon o a Soissons.

Ma due giorni dopo scoppiò il fulmine e si smascherò l'oggetto dell'ammasso delle Artiglierie e delle Truppe.

Avanti jeri tre ore dopo mezzogiorno il signor Necker ebbe una lettera dal Re, in cui dicevasi che Sua Maestà non aveva più bisogno dei suoi servizij, ordinandoli di partire subito dalla Francia in maniera occulta, e perchè il Conte di Montmorin era stato sempre attaccato ai sentimenti di Necker se gli mandò nel giorno medesimo la sua dimissione, e si fece lo stesso anche del Conte di St. Priest, Ministro di Stato che ultimamente si era unito a questi due Ministri sostenendo con libertà e con zelo le misure proposte dal Signor Necker, mentre tutti gli altri Ministri e li Principi della Casa Reale erano ferocemente contrarj. Al Conte di Montmorin si sostituì per gli affari Forastieri il Duca della Vauguyon, Ambasciatore in Spagna, ch'è qui con congedo, ed il Barone di Bréteuil si rimpiazzò nel Ministero, dicesi in luogo del Signor Necker, che andò negli Svizzeri, la di cui partenza non si divulgò a Parigi che jeri dopo mezzogiorno; nel dopo pranzo una gran turba di tumultuanti dell'infima lega del Popolo fecero chiudere per forza tutti li spettacoli, siccome giorno di pubblica

calamità, e portarono per la città le statue del Signor Necker e del Duca d'Orleans con le bandiere nere in doglio. Quindi si diedero in preda a tutti gli eccessi, bruciarono le barriere e qualche convento che poi saccheggiarono, e misero la costernazione in tutta la Città. Avendo fatto prendere le armi a molti altri volevano andare a Versaglies; ma nella Piazza di Luigi Quindici ed in tutte le strade che conducono a Versaglies eravi quantità di cavalleria con cannoni per opporvisi. L'oggetto di aver fatto venire tante Truppe è di sostenere con mano armata le nuove deliberazioni. Le Guardie Francesi hanno già preso decisamente il partito del Terzo Stato, e non volendo vedere Truppe Forastiere in Parigi, ed avendo avuto contesa con il Reggimento Reale Tedesco di Cavalleria, si unirono al Popolo e si portarono contro, con mortalità reciproca, che sin'ora non si sa di preciso. Allora tutte le Truppe si portarono a Versaglies per sicurezza di quella residenza. Ora tutto il Popolo ed i Borghesi hanno preso le armi, chi per turbare la Pubblica tranquillità, e chi per difenderla. I mal intenzionati non esercitano che rapine e incendj: oggi avevano formato il progetto di bruciare il Teatro dell'Opera, ch'è il muro medesimo della mia Casa, e ciò per levare questo divertimento alla Nobiltà. Non è sicura la Casa, ed è più mal sicuro l'uscire. Una coccarda verde è il segnale di essere per il Terzo Stato, e chi non la porta corre pericolo. Nessuna onesta persona sortendo oggi di casa, niente so di Versaglies, nè delle deliberazioni che averà preso l'Assemblea Nazionale.

Ma questa rivolta non è probabilmente la sola, e nelle Provincie, dove quasi tutti sono addestrati all'armi, possono nascere delle stragi maggiori. L'umanità di Vostre Eccellenze ben vide in quali condizioni si trovi il loro Ambasciatore. Obbligato a delle precauzioni per difendere non solo la mia Casa, ma la mia stessa persona o la dignità dei miei caratteri, ho bisogno dei caritatevoli riflessi pubblici, e Vostre Eccellenze comanderanno se ho da uniformarmi all'esempio delli altri Ambasciatori, o prenderanno sulla mia persona quelle disposizioni, che vagliano a tormi dalli attuali pericoli.

Parigi, li 13 Luglio 1789.

N. 190.

La strepitosa rivolta di Parigi, che sarà memorabile nella storia del secolo, ebbe principio non accidentale da una moltitudine di tumultuanti della più bassa lega del Popolo col solo oggetto di incendiare e di rubare, ma fu poi ben tosto continuata e sostenuta dai Borghesi e si può dire da tutta la città, con un accordo maraviglioso di tutti i cittadini, che vollero difendere la loro causa, ma non con mezzi da scellerati. Mai più rivolta contra il Sovrano fu meglio condotta, mai più fu sparso meno sangue e mai più fu terminata in così breve tempo. Mentre la Capitale era in preda a saccheggi, e mentre niuna onesta persona osava uscire di casa, i cittadini delle rispettive parocchie a suono di campane si unirono nelle chiese per mettere ordine nella città e per impadronirsi del Governo. Già senza dubbio consigliati segretamente dai Deputati del Terzo Stato dell'Assemblea Nazionale, le prime misure furono di assicurare il riposo interno, e quindi, stabilito un *Comité* permanente in un'Assemblea Generale tenuta nella casa della città, fu formato un Corpo di Milizia Urbana per ora di 48.000 cittadini, la qual milizia a Parigi esisteva già anticamente. La sua marca distintiva è una cocarda bleu e rossa, colori della città, ed il Marchese de la Faiette all'unanimità ne è stato nominato Comandante Generale. Subito infinite numerose pattuglie si viddero ad ogni istante camminar giorno e notte per la città per sicurezza pubblica e quelli che si trovavano col furto in mano venivano sul momento impiccati. Dispersa in questo modo la turba dei malfattori che non cercavano che incendii e saccheggi, ad una rivolta di scellerati successe (per così dire) una rivolta nobile di tutti i cittadini. Tutta la città non pareva che l'accordo di una sola famiglia, in un momento 200.000 persone presero l'armi, tutte le guardie francesi, la Guardia Urbana a piedi ed a cavallo e persino i Reggimenti Svizzeri si misero da canto della città e del Popolo, ed il Re fu abbandonato per sino da una parte delle sue truppe. Non era più un mistero l'oggetto dell'ammasso di tante truppe nei contorni di Parigi e di Versaglies;

si voleva sostenere con mano armata l'espulsione di Necker, la dissoluzione delli Stati Generali e la dichiarazione d'una Bancarotta. Volendo la sollevata popolazione di Parigi resistere alla forza colla forza, la prima impresa che fecero martedì scorso fu di andar a sospendere con le Guardie Francesi la Casa degli Invalidi, i quali misero subito a basso le armi, onde senza resistenza asportarono da quel Deposito una grande quantità non solo di cannoni e di armi, ma anche di farine ivi riposte per sostentamento delle truppe. Di là passarono all'Arsenale e presero tutto ciò che vi hanno trovato, e ben provveduti di fucili, di cannoni e di polvere, sotto la direzione delle guardie francesi, andarono ad assaltar la Bastiglia, poichè senza esser padrone di questo Castello non si è padrone di Parigi. Il Governatore della Bastiglia Sig. di Launey aveva già ricevuto ordine di difendersi coi suoi soldati e di far fuoco sopra il Popolo, ed era stato assicurato di un soccorso dentro 24 ore di 10.000 huomini per mezzo dei sotterranei che vanno sino a due leghe di distanza. Ma, non potendo lungo tempo resistere al valore ed all'impeto delle Guardie Francesi e di un immenso popolo ben armato e ben condotto, nè potendo far uso dei cannoni poichè gli assalitori erano perpendicolarmente alle Porte, immaginò un perfido stratagemma, che gli fu fatale, di spiegar bandiera bianca, ed avendo lasciato entrare nelle corti della Bastiglia sotto buona fede i cittadini, fece levar i ponti e fece tirar sopra tutti quelli che erano entrati. Allora lo sdegno di questo tradimento riaccese ancora più il coraggio francese, in mezzo ai maggiori pericoli riuscirono in un momento a riaprire i ponti per far entrare gli altri loro compagni, e si avventarono contro il Governatore, e presolo gli tagliarono subito la testa, e fecero lo stesso del suo luogotenente e di un altro ufficiale subalterno, e queste tre teste appese ad una picca le condussero in trionfo al Palazzo Reale. Lo stesso fecero del Prevosto dei Mercanti perchè faceva passar le lettere e gli ordini di Versaglies al Governatore della Bastiglia. La presa di questa non durò che 4 ore e non costò che 50 uomini appena, e quanto ho scritto sin qui non fu fatto che in un solo giorno. Nel Castello e nei

sotterranei vi trovarono quantità di cannoni, di polvere, di soldati nascosti e di carte, contenenti alti segreti di Stato. Hanno preso subito il partito di demolir tutto, e di non voler più che la Bastiglia serva ai Ministri di un mezzo di privata vendetta, e già gli Architetti ingegneri travagliano a questa demolizione. Fattisi forti in questa maniera, il pensiere dell'abbondanza dei viveri non recò loro inquietudine nè fatica. Le farine preparate per le truppe del Re e prese agli Invalidi, il grano ritrovato massime in molti Conventi, che ne avevano incettato sino per sette ed otto anni, hanno convertito la penuria in una quantità così grande di questo genere, che Parigi non ha mai veduto un'abbondanza simile. Incendiate ed aperte le barriere e fuggiti i Commessi degli Appaltatori, entrando tutto senza pagamento di diritti, è incredibile la quantità di buoi e di altri carnami, di vino e di tutte le cose necessarie alla vita che ben presto sono entrate in Parigi. Si presero allora tutte le precauzioni contro una irruzione di truppe e contro il tradimento. Chiusi i Teatri sino al giorno presente, tutte le famiglie nobili obbligate a starsene nelle loro Case, impedito a chiunque l'uscire di città, permesso a tutti l'entrarvi con le necessarie cautele, non più carrozze per la città, se non qualcheduna di affitto, che veniva quasi ad ogni passo fermata e visitata, aperte tutte le lettere di ogni parte, trattenuti tutti i corrieri andanti e venienti e fra questi due della Regina con molte lettere per Parigi, con questa gelosia si ha continuato per molti giorni. Convenne a tutti indistintamente prendere la cocarda del Terzo Stato che fu cambiata dal verde al rosso, perchè il color verde è la livrea del Co: di Artois divenuto l'oggetto dell'odio pubblico, e noi altri ministri forastieri per evitar ogni disordine abbiamo tutti ordinato ai nostri domestici di portar la cocarda che noi stessi abbiamo preso. Era già nel piano fatale del Ministero ora passato, siccome VV. EE. potranno meglio conoscere dall'acclusa stampa, di far con orribile massacro lunedì notte fra i 13 e 14 di questo mese per la montagna di Montmartre entrare le truppe in Parigi col fuoco e col ferro, onde i cittadini si erano preparati alla difesa con can-

noni e con fucili: tutta la città era in armi, avevano fatto delle barricate per impedire il passaggio alla Cavalleria, e persino le femmine nelle case avevano fatto prodigiosa raccolta di pietre e di pesanti tavole per gittarle dalle finestre sopra i soldati. Fu fatta persino una mozione in un Distretto, fortunatamente non approvata, per cui si proponeva di fare dei Principi del sangue e degli Ambasciatori come una prima fila di soldati, onde arrestare con questo mezzo le truppe nemiche, ed accludo la copia di questa mozione. Ma un'egual paura che avevasi a Versaglies che centomila Cittadini armati di Parigi andassero contra il castello del Re, la presa della Bastiglia, che sconcertava il piano, una tanta difesa fatta in un momento, la defezione di non picciola parte delle truppe che passavano invece ad unirsi alla città, tutto ciò fece conoscere l'impossibilità dell'esecuzione del disegno e che non vi sono truppe che bastino contro più di venti milioni di sudditi uniti. Frattanto l'Assemblea Nazionale alla vista di questi disastri aveva lo stesso lunedì inviato una Deputazione al Re per fargli una pittura della situazione orribile della Capitale, e per supplicarlo di ritirar le truppe; ma la risposta non essendo stata soddisfacente, ed avendo Sua Maestà spiegato la sua intenzione di far una Bancarotta, l'Assemblea Nazionale unanime robustamente ha deliberato sui termini seguenti: Che essa, interprete dei sentimenti della Nazione, dichiara che il Sig. Necker e gli altri Ministri espulsi portano con essi la sua stima ed il suo dispiacere. Dichiara che non cesserà d'insistere sull'allontanamento delle Truppe raccolte presso Parigi e Versaglies. Dichiara che non può esservi intermediario nelle sue comunicazioni con il Re. Dichiara che gli agenti civili e militari dell'Autorità sono responsabili di ogni intrapresa contraria ai diritti della Nazione ed ai Decreti dell'Assemblea Nazionale. Dichiara che i Ministri attuali ed i Consiglieri di Sua Maestà, di qualunque rango e stato, sono personalmente responsabili dei mali presenti e futuri. Dichiara che, il debito pubblico, essendo stato posto sotto la salvaguardia dell'onore e della lealtà francese, nessuno ha il diritto di pronunziare il nome infame di Bancarotta e niun potere ha il diritto di

mancare alla fede pubblica. In fine dichiara di persistere nei suoi precedenti Decreti e che la presente deliberazione del suo Presidente sia rimessa al Re e sia resa pubblica colla stampa. Dalla fermezza sempre più grande dell'Assemblea Nazionale, da quanto è nato a Parigi, e da quanto si dovea temere nelle Provincie ben conobbe Sua Maestà il suo stato ed il pericolo in cui si trovava e che non vi era più tempo da perdere, e mercordì 15 del corrente senza alcuna solennità, accompagnato solo dai suoi reali fratelli, si portò all'Assemblea ed assicurando di aver dato ordine alle truppe di allontanarsi da Parigi e da Versaglies, pregando la medesima di aiutarlo per assicurar la salute dello Stato, terminò con mettersi in braccia della Nazione. Grande fu allora l'allegrezza che gli fu manifestata a Versaglies con acclamazioni. L'Assemblea Nazionale spedì a Parigi una Deputazione con questa lieta notizia, e con l'altra che il Re sarebbe venuto Venerdì a Parigi per calmare le inquietudini e per godere della presenza e dell'amore del suo Popolo. I cittadini di Parigi ricevettero in gran folla il loro Re, ma però coll'armi in mano. Lo spettacolo fu maraviglioso, il Re sorpreso e non senza timore, ed il Popolo gridava al suo arrivo *evviva la Nazione*. Sua Maestà è andato nella Gran Sala della Casa della Città, accompagnato dall'Assemblea Nazionale, e quando si è presentato a una finestra con la Cocarda del Terzo Stato sul cappello, non si sentirono che gridi generali di *Evviva il Re, evviva la Nazione,* che lo accompagnarono anche alla sua partenza. Il Re assicurò di avere scritto al Sig. Necker perchè ritorni al suo posto, e l'Assemblea Nazionale lo pregò di questo; tutti i Ministri hanno domandato la loro dimissione, il Conte di Montmorin fu rimesso per gli affari forastieri, ed il Conte di St. Priest fu fatto Ministro di Stato. Alla Duchessa di Polignac si è tolto l'impiego di Governante dei figli di Francia, ed è andata fuori del Regno con il marito. Qualche altra persona intima della Regina si è absentata dalla Corte e dalla città. Il Conte di Artois con i suoi figliuoli è partito e (credesi) per Torino. Il Re sin'hora non ha ripreso il comando a Parigi, che continua a governarsi in Repubblica. Una rivoluzione di questa

natura, che riduce la Francia ad una democrazia sotto un Re, e che nasce in un istante e si può dire senza effusione di sangue, la posterità averà della pena a crederla. Riservo ad altro dispaccio ciò che è avvenuto nelle Provincie in un modo quasi analogo. Tutti gli Ambasciatori ed esteri Ministri in paura ed in pericolo, non potendo prendere una risoluzione unita, eravamo costretti a comunicar con lettere e con messi; alcuni avevano proposto di esponer le armi dei rispettivi Sovrani sopra le Porte delle nostre case, acciò fossero conosciute e rispettate; ma altri riflettendo che il mezzo, benchè dispendioso; di una guardia urbana accordata dalla città agli Ambasciatori che l'hanno domandata era senza dubbio più efficace e più sicuro che l'esposizione dell'Arma; hanno poi temuto delle conseguenze, che la novità dei Ministri pubblici in Parigi di metter l'Arma fuori della casa avrebbe potuto in queste circostanze far nascere, offendendo il popolo e mettendolo in sospetto; ed io sono stato costantemente di questo secondo sentimento che ha prevalso. Nelle due notti che temevasi l'irruzione delle truppe in Parigi furono dalla città ordinate illuminazioni dall'alto al basso di tutte le case, onde vedere l'inimico come di giorno. Poi nuove illuminazioni si fecero per festeggiare la pace e la venuta di Sua Maestà in Parigi, ed a questo tutto il Corpo diplomatico si prestò con molto piacere. Inoltre la città ha posto un'imposizione o sia capitazione da pagarsi da tutti i capi di famiglia a misura del loro stato per via di soscrizione, onde momentaneamente provvedere al mantenimento del nuovo corpo di milizia urbana e ad altri urgenti bisogni. Sarebbe stato sommamente imprudente in questi momenti, contestando diritti, irritar un Popolo armato che governa, e che nella causa comune riguarda come Cittadini indistintamente tutti quelli che hanno domicilio. Non dubito che l'umanità non solo, ma anche la giustizia e la saviezza dell'Ecc.mo Senato approverà, in un caso così estraordinario ed anzi nuovo, le misure che ho prese ad esempio degli altri Ambasciatori per il decoro della mia rappresentanza, non meno che per preservare dai sovrastanti pericoli tanto la mia casa e la mia persona, quanto maggiormente quell'illustre

carattere, di cui da tanto tempo piacque a V. E. di pregiarmi. Dopo combinazioni crudeli di un genere così estraordinario, che mi hanno accompagnato in tutto il corso di quest'Ambasciata, e che non dubito averanno penetrato la sensibilità di V. E., e mentre dentro pochissimi mesi ho già compito il periodo legale di questo uffizio, sebben con tutta riverenza non so nascondere il mio sconforto, che spero compatito, non solo di non aver il mio sollievo nel termine dalle leggi voluto, ma persino di non vedermi fin'ora nominato alcun successore, dopo il qual nuovo cenno, estorto dall'orribile circostanza attuale, mi farò sacra legge della più perfetta rassegnazione e del più rispettoso silenzio.

Parigi, li 20 luglio 1789.

N. 191.

Da poichè questo Sovrano, con una risoluzione veramente dura, ma unica delle circostanze, si è dato a discrezione della Nazione, doveva sperarsi, se non altro, restituita la tranquillità; ma le proscrizioni crudeli, effetto ordinario della vittoria nelle contese civili, presentarono di nuovo delle scene cruenti. I proscritti, che sono gli Autori e cooperatori principali della strage che voleva farsi in Parigi, sono in numero di ottanta, e già sin da questi primi momenti la Corte e la Capitale si risentono del vuoto di tante e così grandi Famiglie profughe dalla Francia, che andarono a cercar un asilo nei Paesi forastieri. Il Conte d'Artois, che ha rovinato se stesso e le speranze dei suoi figliuoli, i Principi del sangue di Condè, Conti e Borbone, che a lui si collegarono in questa causa fatale, i Ministri d'allora, abbenchè quasi tutti di pochi giorni, ma voluti responsabili dall'Assemblea Nazionale, andarono tutti a gara per fuggire i primi chi da una parte, chi dall'altra, quasi tutti in Inghilterra e nel Paese degli Svizzeri, ed il Conte d'Artois a Torino. Ma il Signor Foulon, ch'era sostituito nelle Finanze al Signor Necker, e l'intendente di Parigi

Signor Bertier non furono così felici d'involarsi al furore del Popolo. Arrestati, il primo a poca distanza da una sua terra, e l'altro a Compiegne, il Popolo di Parigi, istrutto di queste notizie, al loro arrivo in Città in grandissimo numero strapparono i prigionieri dalle mani dei soldati ed impazienti di ogni sorte di giudizio diedero loro la morte più orribile in mezzo ad ogni sorta di tormenti, già tagliate le teste, cavati i cuori e grondanti di sangue, portando in trionfo per tutta la Città uno spettacolo così rivoltante. Stanno sempre attendendo delle nuove vittime, accostumati senza alcuna formalità di giudizio a tagliar le teste per acclamazione; ora però l'Assemblea Nazionale sta prendendo delle misure per arrestare queste barbare esecuzioni, e non resta che a desiderare che queste misure sieno efficaci. I rappresentanti della Nazione hanno anche dichiarato che sarà istituito un Tribunale, dinnanzi a cui sarà tradotta ogni persona, accusata di Colpe di *Lesa Nazione*, per essere legalmente giudicata. Un fatto atroce di questa natura, che giustamente accresce la collera del popolo, è nato nella Franca Contea. Un Consigliere al Parlamento di Besanzone ha invitato un gran numero di persone dei due sessi ad una festa nel suo Castello, ed in mezzo alla festa il Castello è saltato in aria e moltissimi sono restati morti, essendo il Padrone fuggito. Il Popolo in vendetta è andato a mettere il fuoco in molti castelli circonvicini, siccome vostre Eccellenze potranno meglio istruirsi dall'inserta relazione. L'Assemblea Nazionale ha domandato a Sua Maestà di ordinare a tutti i suoi Ministri nelle Corti Forastiere di non lasciar alcun asilo al colpevole. L'abbondanza del grano trovato in Parigi fu tale, che si è subito diminuito di due soldi e si diminuirà sempre più il prezzo del pane. Il Popolo con tutta Giustizia si è scatenato contro i principali inchiettatori, che in tempi di calamità e di così caro prezzo tenevano nascosto il grano, e li vuol presi, ma sono fuggiti. Certamente il pericolo della Capitale, l'indispensabile massacro dei Cittadini spaventano il solo pensiero, e riesce cosa non so se più incredibile, o deplorabile, che dei Consiglieri scellerati abbiano potuto persuadere al migliore dei Re un pro-

getto così orribile e così lontano dalla clemenza dell'animo suo. Guai se i talenti di queste persone avessero eguagliato la loro mala volontà, e se per difetto di previdenza non fossero stati costretti ad abbandonare l'impresa, anche prima di eseguirla. I soldati sono popolo, e vollero mostrarsi Cittadini e non carnefici del popolo; e questo esempio fu possente anche in una parte delle Truppe Forastiere, che protestarono essere al servizio della Francia contro i di lui nemici, ma non contro i Francesi medesimi. Questo passaggio da una Monarchia, dirò assoluta, ad una Democrazia, una rivoluzione così grande non fu che l'affar di un momento, ed il Popolo in Francia cominciò a sortire dal suo niente per farsi padrone di tutto. La Regina è ammalata, e ha ragione di esserlo; le sue Lettere sono in mano dell'Assemblea Nazionale, e le persone a lei più vicine sono fuggite. Questo Ambasciatore Cesareo è stato in somma paura e pericolo; oltre l'essere stato attaccato con Carte stampate, si visitavano con sommo rigore le persone andanti e venienti dalla sua Casa, ed Egli, che non si fidava abbastanza sul diritto delle Genti, continuò ad illuminare tutte le sere il suo palazzo onde cattivarsi il Popolo e fargli credere di partecipare alla sua esaltazione. Il Re non ha più che il Titolo, e più non comanda nè nella Capitale, nè nelle Provincie, e da per tutto il popolo si è impadronito dell'Autorità. I diritti medesimi si percepiscono per conto della Città. A Rennes in Brettagna alla notizia della partenza del Signor Necker hanno sospeso tutte le imposizioni, hanno esportato armi e cannoni e, secondati da alcuni Reggimenti, quaranta mila uomini erano accorsi al cenno, e sono ancora pronti ad accorrere al primo cenno in soccorso di Parigi. Il Comandante di quella Città ha fatto marciar delle Truppe contro di Essi, ma quando ha ordinato a queste di far fuoco i Soldati hanno gridato *Evviva il Terzo Stato* ed hanno messo abbasso le armi. Anche di ciò accludo un'estesa relazione, poichè devo restringermi per abbondanza di cose. Dal più al meno non diversificano gran fatto le notizie pervenute da altre provincie, che provano essere generale la fermentazione. È da sperare la tranquillità all'arrivo del Signor Necker, che seguirà senza dubbio

dentro due o tre giorni, siccome assicura l'Ambasciator di Svezia suo Genero. Ieri il Residente di Francia in Ginevra è stato fermato in vettura al Ponte Reale, e la prima cosa che fece fu di lacerar una Lettera che aveva seco. Gli fu presa questa lettera in pezzi insieme con un piego e fu trovata una Lettera, che questo Ambasciatore d'Inghilterra duca di Dorset scriveva al Conte d'Artois con cui è intimamente legato. Dicesi però che questa non contenga che notizie; ma è molto rimarcabile che, insorta nell'Assemblea Nazionale questione sulla inviolabilità di queste carte, fu sostenuto e fu deciso che questa non può applicarsi alle lettere, che si sospettano *scritte da Nemici a Nemici della libertà Nazionale.* Vostre Eccellenze ben vedono quanto sieno odiose queste espressioni, che hanno dato luogo a molti discorsi, che io per altro reputo imprudenti ed inverosimili. Ma altro ingrato avvenimento viene ad accrescerli, e forse con più sospetto che fondamento. Le ultime notizie di Brest portano che fu tentato di dar fuoco a quell'Arsenale, ma che fu impedito a tempo. L'odio fa che sempre si sospettino li Inglesi, ma, lasciando la verità a suo luogo, dirò che furono subito comandate a Brest ed a Tolone le maggiori precauzioni ad un simile disastro. Finalmente si accusano le male intenzioni delli Inglesi perciò che delle Fregate di quella Regia Marina visitano nella Manica i Bastimenti Francesi, ma io non credo per altra causa che dei Tabacchi. Se fallo nelle mie congetture l'avvenire lo farà conoscere ben presto.

Parigi, li 27 luglio 1789.

N. 192.

In fra i più tragici spettacoli lieto ma breve intermezzo comparve all'arrivo del Signor Necker, per cui passò in un momento il popolo da un sommo furore ad una somma allegrezza, che durò anch'essa un momento. Il suo ingresso in Parigi fu un trionfo; già una numerosa Guardia Urbana a

piedi ed a cavallo è andata a ricevere fuori della Città il Signor Necker che aveva nella sua carrozza il Conte di St. Priest, fatto non molti giorni prima Ministro al Dipartimento di Parigi. Tradotto alla Casa della Città in mezzo ai trasporti di giubilo di un immenso popolo, fu accolto coi trasporti medesimi dai Centoventi Rappresentanti del comune di Parigi e dall'Assemblea degli Elettori; non è possibile render conto dei discorsi e delle espressioni commoventi da una parte e dall'altra, sovente interrotte da applausi universali; gli fu presentata la coccarda coll'indicativo dei colori della libertà, ch'egli ha posta sul suo cappello; il Popolo sulla Piazza di Grève impaziente ha voluto vederlo sulle finestre, e per una stravaganza di onore Madama Necker e sua figlia l'Ambasciatrice di Svezia lo hanno accompagnato per tutto, per tutto partecipando delle dimostrazioni universali d'interesse e di stima pubblica del marito e del padre. In mezzo a tutto questo entusiasmo per lui Egli cercò d'interessare l'umanità di tutti i Cittadini per quelli che hanno incorso l'odio della Nazione e che possono temere di essere le vittime della vendetta pubblica. A questo passo Egli ha esposto che, avendo inteso per viaggio che il Barone di Bezenval (di cui fu scoperta la corrispondenza col Governatore della Bastiglia dalle lettere trovate appresso di questo) veniva di essere arrestato, strada facendo per gli Svizzeri, sua Patria, dove Egli si ritirava col beneplacito del Re, aveva perciò scritto subito alli Uffiziali municipali del luogo per pregarli di lasciare questo Uffiziale Generale e di lasciargli continuar il suo viaggio, ma che non era stata fatta attenzione alcuna alla sua domanda, e che si preparavano a condurlo sotto sicura scorta a Parigi. Egli ha fatto sentire tutti li incovenienti di ciò, scongiurandoli ad impiegare tutti i loro sforzi per prevenire dei mali simili, dei quali bisognerebbe, se si potesse, cancellarne la memoria; che queste esecuzioni sanguinose, senza giudizi, senza forme, senza Leggi, oltraggiavano ugualmente la giustizia, e l'umanità, e l'ordine pubblico, e l'onore Nazionale. Fu molto applaudito il suo discorso, ma dopo molti incidenti e dibattimenti il risultato fu che il Barone di Bezenval non è stato posto in li-

bertà, e fu ordinato che sia giudicato innanzi al Tribunale stabilito a questo effetto. Un'amnistia generale era il voto dell'Assemblea degli Elettori, ed era il voto di tutti gli Amici della Pubblica tranquillità, ma sfortunatamente l'Assemblea Nazionale ha creduto non aver il diritto di accordar il perdono ai Nemici della Nazione, e che i di lei Rappresentanti sono strettamente obbligati di far giudicare e punire quelli, che saranno accusati e convinti di avere attentato alla salute, alla libertà, ed al riposo pubblico. Si continua a perseguitare chi è in odio; furono tolti al Principe di Condè a Chantilly quarantasette cannoni, e portati in trionfo alla Casa della Città; furono trattenuti gli Equipaggi appartenenti al Principe di Lambesc; ed il Duca de la Vauguyon fu fermato ad Havre insieme con suo Figlio, che sotto mentite spoglie e sotto mentiti nomi s'imbarcavano per l'Inghilterra. La comandata responsabilità dei Ministri sembra veramente un pregiudizio contro di lui, ma l'essere stato Ministro degli Affari Forastieri due soli giorni e, si può dire, il non esservi mai stato, poichè non ha nemmeno prestato il giuramento, non può dar materia contro di lui, e lo si disapprova di non essere francamente ritornato in Ispagna nella sua qualità d'Ambasciatore. Però fu deciso dall'Assemblea Nazionale, che il suo affare sia rimesso al Conte di Montmorin. Questo Sovrano, tuttora spogliato di ogni potere sia legislativo, che esecutivo, il primo dei quali sta nell'Assemblea Nazionale e l'altro nel Corpo della Città, seguita a non avere che un'ombra di Sovranità; non ha sin'ora rimpiazzato nè il Guarda Sigilli, nè il Ministro della Guerra, ed il Tesoro Reale, privo della percezione delle sospese imposizioni, non riscuote e non paga quasi più niente. Ho già prevenuto l'Eccellentissimo Senato nell'antecedente ossequioso mio numero, che credevo mal fondate le inquietudini riguardo all'Inghilterra, poichè un tradimento non è nel carattere nè del Ministero Brittanico, nè del suo Ambasciatore. Il Duca di Dorset, offeso dai discorsi ingiuriosi alla sua Nazione ed a lui, ha scritto una lettera al Ministro degli Affari Forastieri, acciò la comunichi all'Assemblea Nazionale, dalla quale risulta che anzi Egli è stato

quello, che ha avvisato il Conte di Montmorin di un complotto contro il Porto di Brest, la qual proposizione fu da lui ripulsata con orrore e con approvazione della sua Corte. Questi scellerati dimandarono per questa impresa alcuni soccorsi ed un asilo in Inghilterra. L'Ambasciatore esige che si renda giustizia ai sentimenti della sua Corte ed al suo carattere personale contro le disseminazioni insidiose, che si è cercato di spargere. Queste lettere hanno calmato li animi di questa Nazione, più impetuosa che riflessiva, e Vostre Eccellenze potranno leggerle nell'accluso foglio, che si pubblica per soscrizione, e che è un compendio di quanto settimanalmente si agita e si delibera nell'Assemblea Nazionale, e che per un testimonio della mia attenzione includerò periodicamente in ogni ordinario per tutto il tempo, che dureranno gli Stati Generali. Questo metodo abbrevierà anche la lettura dei miei imperfetti dispacci, i quali, contenendo solo l'Epitome delle cose più importanti, non lascieranno desiderare nemmeno i dettagli, non possibili a contenersi nei riverenti limiti di una lettera.

Parigi, li 3 Agosto 1789.

N. 193.

La tranquillità in Parigi è ancora ben lungi dal ristabilirsi; il Popolo sospettoso sempre teme tradimenti ad ogni avvenimento, e quel che è peggio dimostra una ferocia degna più di una Nazione affatto barbara, che di quella, che si vanta per la più colta di tutte. Giorni sono una barca carica di polvere, destinata per la strada dei Negri al Senegal, passò di notte per questa Città e fu arrestata, mentre doveva navigar per la Senna. Poichè si cercava di far ciò nelle tenebre, la moltitudine montata in furia lo ha creduto un tradimento, tanto più che il Marchese della Sala, Comandante in secondo, vi ingiunse l'altra imprudenza di dire, che ne aveva dato l'ordine il Marchese di La Fayette, il quale supremo comandante

lo negò. Bastò questo perchè il Popolo inferocito volesse subito senza forma di giudizio tagliar la testa al Marchese della Sala, se il Marchese di La Fayette medesimo, per sottrarlo al furore del Popolo, non lo avesse fatto mettere in prigione sotto buona custodia per essere giudicato. Questo fatto, che fece grande strepito, riaccese l'incendio coperto, ma non estinto. Dal Principe di Conti asportarono con giubilo diciasette cannoni, e lo stesso fecero in tutti i Castelli dove ve n'erano, cosicchè ora la Città ha una provvigione assai abbondante di questo genere. Il Comité di Parigi senza dubbio se la intende con le Provincie del Regno, le quali in caso di bisogno venivano già tutte in soccorso della Capitale, cioè di quelli, che avessero avuto la sorte di sopravvivere al massacro, che far dovevano le Truppe Reali unitamente all'Artiglieria. Questo Comité, i Cittadini benestanti, i Borghesi in generale con perfetto accordo cercano di rimettere la sicurezza, la tranquillità, il buon ordine, ma sono contrariati da un gran numero di scellerati di ogni genere, che non hanno niente da perdere e che hanno interesse nel mantenere le turbolenze civili. Sua Maestà ha nominato la Marchesa di Tourzel per governante dei Figli di Francia in luogo della Duchessa di Polignac. Quindi passò a riempire i posti vacanti nel Ministero. Ha dato all'Arcivescovo di Bordò quello di Guarda Sigilli, il quale da duecent'anni non era occupato da nessun Ecclesiastico. Ha dato il foglio dei Benefizj all'Arcivescovo di Vienna. Ha nominato il Conte de La Tour du-Pin Segretario di Stato al dipartimento della Guerra, ed ha chiamato al Consiglio di Stato il Maresciallo di Beauvau. Voleva inoltre nominare Principal Ministro il signor Necker, che lo pregò a dispensarlo ad assumere alcun altro rango, nè titolo, ed anzi domandò di essere sollevato di una gran parte del Dipartimento delle Finanze, facendo ristabilire l'uffizio di Controllor Generale, che fu dato di nuovo al signor Lambert. Questo farà il suo travaglio con il Re in presenza del signor Necker, primo Ministro delle Finanze, il quale si è riservato il Tesoro Reale e la nomina agli Impieghi. Tutte queste nominazioni, promosse dal

merito, e non dal favore e dalla cabala, furono partecipate dal Re al Presidente dell'Assemblea Nazionale con una lettera di mano propria, in cui rimarca, il Sovrano, che la scelta di questi Ministri, tratti dall'Assemblea Nazionale, è una prova di mantenere con Essa la più costante e la più amichevole armonia. Tutti questi tratti di saviezza e di prudenza in circostanze così critiche, certamente consigliati al Re dal signor Necker, piacquero molto all'Assemblea Nazionale, che mandò subito una deputazione con rendimento di grazie a Sua Maestà. Questa Assemblea fu assai tumultuosa, sin che la maggior parte della Nobiltà ed una parte del Clero credevano di arrivare ai loro fini col disturbare le deliberazioni, ma dopo l'epoca della sorprendente successa rivoluzione cangiarono, o mostrarono di cangiar di sentimenti; tanto è vero che una buona paura fa talvolta dei buoni effetti. Più non si questionò di votar per ordine; più non si fece obbietto sui mandati imperativi, che legavano i Deputati e che esigevano nuovi poteri dai loro committenti; non più proteste e riserve contro la riunione intiera, e tutti i tre Ordini non parvero occuparsi che del bene Nazionale. Il gran numero era quello della Costituzione, che chiamarono rigenerazione dello Stato, nel che le opinioni furono diverse, altri piantandola sul desiderio di una nuova costituzione, altri sullo stabilimento e sulla riforma della Costituzione già esistente da quattordici secoli. Ma siccome vi erano dei principij, sui quali tutti convenivano, si cominciò la costituzione dal risultato di quelli ch'erano fuori di controversia, e vi si pose in testa la dichiarazione dei diritti dell'uomo e del Cittadino. I due fogli inserti cominciano a mettere in luce questa materia voluminosa per cui questo riverente dispaccio, ed i susseguenti, che in ogni ordinario mi onorerò d'includere, l'abbraccieranno per intero. Ma la sessione della notte 4 del corrente sarà per sempre memorabile alla Francia per i generosi sacrificj fatti dal Clero e dalla Nobiltà. Il Visconte di Noailles ne ha avuto il merito principale, poichè a mezzanotte, avendo cominciato a parlare sulle turbolenze che rovinano la Francia, accagionate da flagelli e da disgrazie di tutti i generi, e che non possono essere cal-

mate che per mezzo di soccorsi e di beneficj, ha proposto l'abolizione dei Diritti Feudali, che pesano sulle persone, e il riscatto di quelli, che sono imposti sulle terre. Questa mozione, non solo fu generalmente applaudita, ma anche ha eccitato una gara di generosità, cosicchè l'Assemblea ha giudicato quella notte stessa fra le altre cose, che Vostre Eccellenze leggeranno nel Foglio venturo, l'abolizione delle Giustizie Signorili, il riscatto dei diritti Signoriali del Clero, l'abolizione del Diritto di caccia, quella delle decime Signoriali, quella di tutte le pensioni, non motivate sopra servizj provati, una ripartizione attuale ed eguale sulle imposizioni sopra ogni natura di terre, la Giustizia resa gratuitamente, già soppressa la venalità e l'Eredità delli Offici di Giustizia, e l'abolizione di tutti i privilegi di tutte le Provincie. Alcuni Parrochi di due Beneficj ne hanno lasciato uno, e molti Baroni hanno fatto rinunzia alla Nazione delle loro Baronie. In fine fu proposto dal Duca di Liancourt di consacrare un tale avvenimento con una Medaglia con questa iscrizione: All'Abolizione di tutti i Privilegij ed alla perfetta Riunione di tutte le Provincie e di tutti i Cittadini; e l'Arcivescovo di Parigi ha proposto di cantare il *Te Deum*. Venerdì passato tutti i Ministri del Re resisi all'Assemblea Nazionale, il Guarda Sigilli le domandò ch'Ella rendesse all'Autorità, da per tutto indebolita, la forza necessaria per difendere la libertà e la sicurezza pubblica, da per tutto attaccata e violata. Poscia il signor Necker ha fatto un discorso per far valere come, nel mentre che gli omicidj, e le ruberie, e gl'incendi rovinano la Francia, le contribuzioni da per tutto diminuite o intieramente rifiutate la mettono assolutamente fuori di Stato a soddisfare ai suoi bisogni ed ai suoi impegni, e terminò col domandare un prestito di trenta millioni, bastanti solo per il mese di agosto e settembre. L'Assemblea lo ha accordato al quattro e mezzo per cento, netto da ogni trattenimento. Nella settimana ventura inserirò pure questo discorso interessante e VV. EE. vedranno lo stato commovente della Francia, per bocca del suo stesso Ministro.

N. 194.

I disordini in tutta la Francia sono grandi e spargono la costernazione da per tutto; l'ordine sociale è intieramente sconvolto, una licenza effrenata ha preso il nome di libertà, e da una estremità all'altra del Regno le proprietà e le persone sono attaccate e violate. Delle truppe di scellerati rovinano le Provincie, e nel solo Delfinato saccheggiarono ed abbruciarono da cinquanta Castelli di Signori. Il Re di Sardegna con termine ha fatto marciare ai confini della Savoia sette Battaglioni di Cavalleria, ed ha dichiarato a questa Corte che, quando arde la casa del vicino, prudenza vuole di prendere tutte le neccessarie precauzioni in casa propria. Una anarchia orribile è il primo frutto della rigenerazione, che si vuol dare alla Francia; non vi è più poter esecutivo, non leggi, non Magistrati, e non ciò che in Francese dicesi *Police.* L'Assemblea Nazionale dopo le cose deliberate nella famosa notte dei quattro del corrente mese, i quali sacrifizj del Clero e della Nobiltà furono in massima parte estorti dalla paura, ha dato a Luigi Sedici il titolo di *Restauratore della Libertà Francese,* che diventa quasi una burla nelle circostanze presenti. Ma non bisogna giudicare della prosperità degli affari dalle medaglie, dai titoli, nè dai *Te Deum*, che si cantano. Anche sull'esecuzione di quelle deliberazioni nacquero molte difficoltà nell'Assemblea Nazionale, che hanno dato luogo al disordine ed all'interrompersi gli uni con gli altri. Si è disputato se erasi ristabilito il riscatto o l'abolizione delle Decime Ecclesiastiche. Chi sosteneva la massima, che i beni Ecclesiastici appartengono alla Nazione e che la proprietà di questi è differente da tutti gli altri, chi diceva essere uno scherzo l'asserzione, che la Decima Ecclesiastica non fosse una proprietà, aggiungendo che tutti quelli che hanno comperato dei beni fondi hanno sottratto al prezzo della compera tuttociò che la Decima diminuisce dalle rendite. Finalmente per la ragione medesima del timore il Clero ha dato il suo acconsentimento dell'abolizione delle Decime in natura, rimettendosi intieramente alla Giustizia della Na-

zione per il trattamento a farsi ai suoi Membri, che ne sono spogliati. Ma questo, ch'è un benefizio dei Proprietarj, non è un sollievo del Popolo, ed anzi è un peso grande alla Nazione, che si calcola di Cinquanta Millioni pel mantenimento dei Curati e sotto Curati. Poi si vuol sopprimere tutti gli ordini Monastici dell'uno e dell'altro sesso, e prendendo possesso dei beni passar una pensione vitalizia alli individui. Si porta la falce anche sull'ordine di Malta riguardo alle Decime e riguardo ai censi perpetui di qualunque sorte, in natura o in denaro, i quali si potranno redimere, e certamente l'Ordine di Malta, ricchissimo in Francia, dopo questo spoglio non potrebbe più sussistere. Si vuol che il Corpo Militare presti giuramento alla Nazione ed al Re, dando a se stessa la preminenza sul Sovrano e limitando al Sovrano lo stesso potere esecutivo, col levargli i mezzi di farsi ubbidire. Fu proposto di abolire i Parlamenti, e fu anche proposto di levare tutte le Primogeniture e Maggiorati. Questa non è che una parte delle cose ora adottate e proposte, poichè a dir tutto non basta un dispaccio. *E Vostre Eccellenze avranno letto dai fogli che settimanalmente vado accludendo.* L'Assemblea sin ora si è occupata piuttosto a distruggere che a fare; è probabile che queste proposizioni passino tutte o quasi tutte, poichè la pluralità dell'Assemblea, un solo voto di più, decide di tutte le deliberazioni. E siccome il Terzo Stato ha un numero di deputati uguale alli altri due ordini presi colletivamente, e oltre di ciò tutto il Basso Clero è dell'istesso suo Ordine, egli è il Sovrano nell'Assemblea. Questa distruzione, questo rovesciamento di cose, che non può operarsi senza convulsioni e senza scosse violente, chi sa a quali conseguenze possano condurre! La Francia ha più bisogno di costumi che di Leggi, ed Essa fa delle Leggi che depravano sempre più i costumi. Io non potrò porgere che dei riflessi rapidi sopra ciò che offende il diritto, la ragione, la giustizia in una legislazione, che nasce in mezzo all'effervescenza delli spiriti. Vostre Eccellenze per la loro virtù rimarcheranno in primo luogo che questi rappresentanti della Nazione, senza alcuna menzione di Leggi Saliche, o di altre Leggi fondamentali, esi-

stenti da quattordici secoli, neppur di quelle che vogliono mantenere, ponendo tutto fra le cose non avvenute, fanno la nuova Costituzione come se, ritornati nello stato di natura, volessero stabilire una Società Politica. Il Diritto di acconsentire alle imposizioni, riservato senza dubbio alla Nazione, non le dà poi quello di distruggere tutte le Leggi e le prerogative del Sovrano, restituendola alla libertà Naturale; e l'Arcivescovo di Bordò nuovo Guarda Sigilli, in un discorso *che inserisco unitamente a quello del signor Necker*, ha detto con ammirabile felicità all'Assemblea Nazionale, che il disprezzo delle Leggi esistenti minaccierebbe ben presto quelle che vanno a succedere ad esse.

Parigi, li 17 agosto 1789.

N. 195.

Non è possibile dare un'idea giusta della situazione attuale della Francia. La Storia non somministra un esempio simile di un Governo senza governo; bisogna vederlo per crederlo, ed io sono costretto alla confessione umiliante di non saperlo descrivere. Il potere Legislativo, quello non già di mantenere le Leggi e la forma con qualche necessaria modificazione, ma di tutto distruggere e di tutto rifondere di nuovo, è esercitato dall'Assemblea Nazionale, dove certamente un solo ordine, cioè il Terzo Stato, è preponderante, e un solo voto di più distrugge o forma una Legge fondamentale. Il Potere Esecutivo, tolto al Sovrano col fatto e colla sottrazione dei mezzi, è usurpato da tanti, senza che niuno abbia autorità, nè forza bastante per reprimere i delitti ed i disordini di tutto il Regno. Il Governo Giudiziario è sospeso ed in abbandono da per tutto. Questa Anarchia perfetta, che invita ai delitti e che renderebbe dolce in questo momento il Dispotismo e la Tirannide medesima, non è forse il maggiore dei mali della Francia: la discordia del Terzo Stato fra di esso potrebbe produrre delle conseguenze ancora più funeste di quelle

della discordia con la Nobiltà. Municipalità e Distretti; Distretti e Distretti; Provincie e Provincie si contrastano tra loro; e par veramente che l'ira del Cielo si sia scatenata contro di questo Regno. Dodici mila Uomini senza travaglio, da varie Provincie concorsi da qualche tempo a Parigi, il Governo per dar loro da vivere l'impiegò al governo della strada di Montmartre, ma il Tesoro Reale non potendo nelle presenti angustie sopportare un accrescimento di spesa di dodici mila lire al giorno, e potendo essi in questa stagione impiegarsi ai lavori della campagna, gli licenziò, accordando loro tre soldi per lega, onde ritornar alle loro case. Ma costoro non volevano innanzi lavorare, ed ora non vogliono partire, almeno in massima parte, cosicchè questo diventerà ben presto un seminario di malfattori. Il Comitè di Parigi ha stabilito di tenere per la Guardia della Città un Corpo permanente di trentamila uomini, ventiquattro mila di cittadini e seimila di truppa regolata; i Cittadini serviranno per turno e senza stipendio, e la Truppa regolata sarà pagata in ragione di venti soldi al giorno per Soldato; ed il numero dei Soldati, che sono venuti ad offrirsi alla Città a condizioni così vantaggiose, sorpassa di molto il bisogno. Il decretato imprestito di trenta millioni va male, non essendo montate le soscrizioni nemmeno a otto millioni; il signor Necker, oltre a tutti i motivi Patriottichi, troppo deboli in questi tempi, aveva creduto di non poter offrir meno d'interesse di un cinque per cento, ed in mezzo le speranze apprendeva tuttavia le difficoltà di riempirlo. Ma l'Assemblea Nazionale, per inopportuno malinteso zelo di economia, lo ha ridotto al quattro e mezzo. Dopo domani questo Ministro delle Finanze si porterà all'Assemblea Nazionale, per rappresentare ad Essa lo stato rovinoso delli Affari, che non ammette più dilazione, e che il Tesoro Reale non solo non puo soddisfare ai contratti impegni, ma neppure può supplire ai giornalieri urgenti bisogni dello Stato. Infatti, non riscuotendo più un soldo di gabella, il qual reddito è di sessanta millioni per anno, e le imposizioni essendo sospese in quasi tutte le Provincie, non è possibile tirar avanti. La giornata dunque di mercordì sarà interessantissima, poichè,

se l'imprestito non si verifica immediatamente, una sospensione totale di pagamenti n'è l'indispensabile conseguenza, e probabilmente allora il signor Necker a ragione disgustato vorrebbe la sua dimissione. Questo Ministro, tanto onorato in Francia, che non vi è esempio che un Cittadino stesso, non che un forastiere, lo sia mai stato, in mezzo al giubilo ed all'entusiasmo per il suo ritorno domanda in grazia la libertà di un Ufficiale Generale di sua Nazione, sopra di cui non hanno che dei sospetti, e gliela negano; propone un imprestito, della di cui neccessità convince tutti, e gli guastano il suo piano improvvidamente per ogni vista. Questi sono i Francesi. Mentre tale è la crisi delli affari, i Rappresentanti della Nazione amano perdere il tempo in questioni accademiche, ed è un mese che disputano per una prefazione sulla dichiarazione dei diritti dell'uomo. Ma in vece di metter alla testa della Costituzione i Diritti dell'uomo, sarebbe stato meglio piuttosto i doveri del Cittadino: i primi non fanno, a dar luogo delle non neccessarie e pericolose questioni sulla loro estensione, altra cosa, essendo l'uomo allo stato di natura ed altra sotto una Società Civile; laddove i secondi, assai più utili, insegnano l'amore al Governo, l'obbedienza alle Leggi, il rispetto al Sovrano, e questa è la maniera di perpetuare la Costituzione, che deve essere lo scopo principale di un Legislatore. Quindi si comincia a censurar molto l'Assemblea Nazionale, e la rinunzia di tutti i privilegj dispiace a molte Provincie, e specialmente alla Bretagna. Darà anche argomento di pensiero all'Assemblea la domanda ora fatta dalla Colonia di S. Dominico, la quale riflettendo alla preponderanza di forze degli Inglesi in quella parte del Mondo, per cui quella possessione Francese non è che troppo esposta ad una invasione, domanda per sicurezza propria vascelli e truppe.

Parigi, li 24 agosto 1789.

N. 196.

Non avendo potuto il signor Necker mercordì passato tradursi all'Assemblea Nazionale per incomodo di salute, il giorno dopo le comunicò per iscritto quanto aveva a dirle. Dopo aver reso conto delle cause che hanno fatto mancar l'imprestito dei trenta millioni, le quali veramente devonsi imputare in gran parte all'Assemblea, propone un altro imprestito al cinque per cento di ottanta millioni, metà in denaro e metà in effetti Reali portanti l'interesse del cinque per cento. Quindi estendendo le sue viste più lontano fa vedere che un imprestito non puo avere una riuscita sicura che per via del credito, che il credito non può fondarsi che sulla confidenza, e la confidenza che sopra una rendita Nazionale che sia sufficiente a tutte le spese e a tutti i pagamenti. E mentre sparge in tutta la sua Carta un sentimento consolatorio convince della necessità di rifondere tutto il sistema delle percezioni pubbliche. La forma di questo imprestito è veramente assai bene immaginata, giacchè un imprestito patriottico non poteva essere che un illusione dei tempi del Secolo d'oro. Ora bisogna muovere gli uomini alla molla dell'interesse, e pochi volevano investir al quattro e mezzo, quando possono avere il cinque, e quando inoltre possono comprar gli effetti all'undici per cento di meno del loro valore, alla qual perdita si trovavano giorni sono gli Effetti Reali. Ma la maniera ora proposta dal signor Necker ha tutti i vantaggi seguenti, che assicura la verificazione dell'Imprestito e guadagna di più tutto quello che gli effetti perdono; gli effetti Reali medesimi nell'affluenza dei compratori acquistano credito ed alzano in proporzione; e la Cassa Pubblica guadagna se ritiene i quaranta millioni in carta e, se ha neccessità di venderla, è certa di avere altri quaranta millioni al solo cinque per cento. Questa bella operazione di Finanza proposta in una scrittura lodatissima dal signor Necker, che con molta delicatezza fa conoscere all'Assemblea la di lei ignoranza in questa materia, dopo molti dibattimenti fu finalmente decretata dalla medesima, lasciandone intieramente la forma al Ministro. Quindi

rinnovando le deliberazioni, che assicurano i Creditori dello Stato, ha dichiarato che in nessun caso o sotto nessun pretesto si farà mai ritenuta alcuna o riduzione sul debito pubblico. L'effetto di questo Decreto fu quale esser doveva; nei soli due giorni susseguenti li effetti Reali alzarono di un sei per cento e diciotto millioni entrarono così subito nell'Erario. Infatti in così urgenti bisogni non vi era tempo da perdere, ed i soccorsi medesimi erano inutili se erano tardivi. Se la Assemblea Nazionale avesse lasciato mancarè anche questa operazione, Ella avrebbe dovuto temer tutto per sè, e secondo le apparenze una grande sollevazione contro i Deputati avrebbe minacciati i loro giorni, e già si era sparso un libretto, assai bene scritto, diretto ai Deputati e avente per titolo: *Salvate Noi, o salvatevi Voi.* Veramente quest'Assemblea perde ogni giorno nell'opinione pubblica, non vi regna che disordine e tumulto; una dozzina di Deputati, che hanno il pericoloso talento dell'Eloquenza, conducono l'Assemblea a loro modo; vi è più metafisica che ragione, e più amor proprio che amor pubblico. In una supplica da presentarsi al Re che comincia colla solita formula: *L'Assemblea porta ai piedi di Vostra Maestà,* etc.; fu interotta la lettura coi gridi *no ai piedi, no ai piedi,* e convenne sopprimere queste parole. Il Re ha dovuto ordinare che le Truppe facciano giuramento alla Nazione, al Re ed alle Leggi, cedendo la preferenza ai suoi sudditi, ed ha dovuto pubblicar il perdono ai soldati che lo hanno abbandonato. Avendo congedato le tremila seicento Guardie Francesi, che furono l'istrumento principale della rivoluzione, queste passarono al Servizio della Città di Parigi con maggior paga e con generose gratificazioni. Le Città del Regno, erette in Municipalità averanno tutte la Guardia Nazionale, e lo stesso Palazzo Reale a Versaglies è guardato dai Borghesi e dai Cittadini di quella Città. Ora si mette in dubbio nell'Assemblea Nazionale persino se sia necessaria alla legislazione la sanzione Reale, alla quale il Sovrano sarebbe costretto come a tutte le altre cose. Per colmo di umiliazione il Duca d'Orleans a Versaglies, con una insolenza veramente stomachevole in un Borbone ed in un Primo Principe del Sangue,

nel giorno di gala del Re, era il solo che avesse la Cocarda del Terzo Stato accompagnando Sua Maestà. La Libertà ora ha invaso li spiriti francesi. Questa parola è stata sempre il pretesto di tutti li attentati contro l'autorità legittima, ed anche Catilina, alla testa di tutti gli scellerati di Roma, diceva di combattere per la Libertà della Patria, ch'egli cercava di opprimere. Se la Libertà consistesse nell'indipendenza, bisognerebbe sopprimere le Leggi, che senza dubbio restringono la libertà, bisognerebbe sopprimere la forza pubblica, che mette in ceppi la libertà; e senza leggi, e senza forza pubblica si viverebbe peggio che in un bosco di assassini. L'esempio contagioso della Francia è passato ben presto a Liegi, dove nacque l'istessa rivoluzione sui principj medesimi della libertà e di rigenerazione, col segnale della coccorda patriottica, ma senza spargimento di sangue e senza opposizione per parte del Principe Vescovo. Faccia il Cielo per la tranquillità d'Europa, che questo male epidemico maggiormente non si dilati. I fogli pubblici risuonano di disordini particolari nelle provincie della Francia, i quali io non ho spazio di descrivere, costretto a limitarmi alli avvenimenti più importanti di Parigi e di Versaglies. La Contessa di Artois fra pochi giorni passerà a Torino, e il marito l'attenderà in Savoia per ivi portarsi unitamente. La conseguenza della lontananza delle più ricche famiglie si risente gravemente. L'anarchia continua. Gli interessi e le volontà sono diverse, e l'avvenire è involto nelle più dense tenebre. L'esempio seguente valerà più di tutto a far conoscere lo scompaginamento attuale delle cose e la situazione poco felice di chi ora ha l'onore di trovarsi con qual si sia carattere in questa Città. Bisogna che il mio distretto di S. Martino sia più barbaro di tutti li altri, e che io sia sempre riservato a casi estraordinarj, giacchè nella settimana decorsa con il Biglietto, che inserisco, lasciato in mano del mio Svizzero, che non voleva riceverlo, mi fu intimato di portarmi il giorno dopo alle ore otto della sera al Quartiere Generale per montar la Guardia di ventiquattro ore. Sorpreso da un caso forse nuovo nella Storia delle Nazioni, ma riflettendo alla prudenza necessaria in mezzo a un popolo

brutale, e che non vi è ora autorità a cui ricorrere, ho creduto che non vi era altro uso a fare di detto biglietto, che quello di una commedia, che lo avrebbe fatto giungere anche a notizia del Re ed al Ministero, giacchè non dovevo dissimularlo, nè riguardo all'intelligenza e armonia coi miei Colleghi, nè in vista forse di simili ripetute procedure. Perciò la domenica all'Assemblea delli Ambasciatori mostrai loro il biglietto, che servendo di comico trattenimento promosse le risa universali, solo tema che abbia fatto ridere in questi tempi. La Corte stessa non poteva far diversamente, e portatomi il giorno di S. Luigi a Versaglies, il Conte di Montmorin amichevolmente mi venne incontro, mentre mi trattenevo colli Ambasciatori di Spagna e di Napoli, e ridendo mi disse che dubitava di vedermi quel giorno perchè dubitava che fossi a montar la guardia. La mia direzione in tale circostanza fu approvata dal Corpo Diplomatico, e sono quasi sicuro che la commedia non si ripeterà una seconda volta.

Parigi, li 31 agosto 1789.

N. 197.

Poco mancò che nella settimana passata si realizasse una nuova sollevazione con una orribile macchinazione. Il Marchese di Sant Hurugue con altri sediziosi alla testa ha fatto al Palazzo Reale una mozione barbara e sanguinaria col pretesto che il partito detto Aristocratico cercasse di prevalere nell'Assemblea Nazionale, e propose di andare a Versaglies di assicurarsi delle Persone del Re e del Delfino, i quali si sarebbero fatti venire al Louvre, come per ostaggio; di mettere la Regina nel Comando di S. Ciro e di uccidere da centocinquanta Membri dell'Assemblea Nazionale, da lui proscritti; e questa mozione, aggiunta a delli scritti incendiarj già divulgati, aveva prodotto un'insurrezione assai viva nel Popolo. E spinse tant'oltre l'audacia di scrivere al Presidente dell'Assemblea Nazionale una Lettera segnata da lui e da alcuni

altri nomi, in cui si dice ch'è nota la coalizzazione formata nell'Assemblea Nazionale fra il Clero, la Nobiltà, e centoventi membri del Terzo Stato per far passare la sanzione Reale e tutto ciò, ch'è valevole a far rinascere l'aristocrazia estinta; ma che, se questa coalizione ottenesse il suo fine, quindicimila uomini sono pronti a marchiare a Versaglies per abbruciare il Castello e per far subire ai Deputati, che tradissero la Patria, la stessa sorte di Foulon e di Berthier. A questa lettera inorridì l'Assemblea, e sopra questi funesti rapporti uno dei Deputati colse l'occasione per render conto di una lettera, ch'Egli ha ricevuta da un Ecclesiastico, il quale privo di un Canonicato, di un'Abbazia e di una pensione in forza della abolizione delle decime, della quale egli è stato il promotore, lo minaccia di morte, se non solo lo indennizza di tutto ciò, che gli ha tolto. In vista di tutto ciò furono prese le necessarie precauzioni; si accrebbe la guardia, si mandarono a Sevre, cioè a mezza strada di Versaglies, molti cannoni e cinquemila Uomini, e l'Assemblea dei Rappresentanti il Comune di Parigi, avendo repubblicato le sue inibizioni contro li attruppamenti e le mozioni del Palazzo Reale, ha commesso al Comandante Generale di far arrestare i perturbatori del riposo pubblico, acciò sia fatto loro il processo. In conseguenza di ciò il Marchese di Saint Hurugue ed un Abbate, autori principali di queste turbolenze, furono posti in prigione, e fra non molto probabilmente subiranno l'ultimo supplizio.

I gran punti, che ora si agitano nell'Assemblea delli Stati Generali, sono: se l'Assemblea sarà permanente o periodica; se averà due Camere o una sola; e se si darà al Re il *Veto* assoluto o il sospensivo, oppure nè l'uno nè l'altro. Sulla prima questione par decisa l'opinione per la permanenza, ed in questa maniera i Francesi inconseguenti, volendo distruggere l'aristocrazia, ne piantano un'altra. Sulle altre due sembrano più fluttuanti i pareri. Ma, innamorati della Costituzione Inglese e Americana, par che vogliano prendere l'una e l'altra per modello della loro e riunendole insieme perfezionarla a loro credere. Col tempo si vedrà se averanno co-

retta, o corrotta la costituzione che ha durato quindici secoli. Oltre i soliti fogli accompagno anche il rapporto lodatissimo del signor Necker, dove questo Ministro, non senza qualche prudente riserva, ma però con un velo abbastanza trasparente, fa vedere lo stato misero delle Finanze e poscia anima a non disperare, ma non so se per maggior confidenza dei Capitalisti vi fosse stato bisogno di un positivo. Propone inoltre di raddolcire l' imposizione disastrosa sul sale, e di ridurne la vendita a sei soldi la lira. Ma l'Assemblea si occupa piuttosto sui diritti primitivi dell'Uomo che sui bisogni urgenti dello Stato, e merita l'applicazione: *Dum ea consultant Romani jam periit Saguntum.*

Parigi, li 7 settembre 1789.

N. 198.

Dopo di esser stati severamente puniti gli attruppamenti e le mozioni, non più con soli affissi, ma con raddoppiata truppa e con Guardia Nazionale, penetrante in mezzo a tutti i circoli del Palazzo Reale in Parigi, vi è molto più calma in apparenza, ma ogni poco che si rifletta non si può rifiutarsi all'evidenza che gli affari di giorno in giorno vanno peggiorando. I sessanta distretti della Capitale non possono nè accordarsi nei principj, nè concertarsi nella loro marcia. La Guardia Nazionale si organizza lentamente ed il potere civile, che deve dirigerla, non ha regola nè esistenza legale. Parigi dopo l'epoca famosa di luglio sino alla settimana passata ha rilasciato la somma prodigiosa di duecento mila passaporti, è vero che una gran parte non sono che andati in campagna, ma non tutti ritorneranno in città, ed il più gran numero dei passaporti è di quelli che sono usciti dalla Francia, tanto francesi che forastieri. L'absensa e la riforma che si va facendo da molti rendono quantità di gente senza servitio, i manifattori massime di lusso restano senza lavoro, e l'industria arenata in tutti i suoi rami; si prepara la rovina di una

moltitudine di uomini laboriosi ed utili che diventeranno a carico per la loro miseria, seppure non si renderanno formidabili per le loro violenze. Il popolo fa consistere la libertà nel libertinaggio e nel non pagar più le imposizioni. La libertà della stampa non produce che scritti incendiarii per ogni parte. Il danaro stagnante impedisce la circolazione ed il danaro mancante il Tesoro reale lascia in molte angustie. Intercettata in tutti i suoi canali la rendita pubblica ed accresciuto enormemente il *deficit*, anche dalla passata carestia, l'Erario non paga che picciole somme, tanto che dir si possa che paga. È indispensabile un dono gratuito Nazionale onde accorrere prontamente in soccorso dello Stato, ma bisogna vederne il risultato. Le Provincie, parte acquistate e parte venute in dedizione con patti proprj, non vogliono tutto convenire nella rinunzia totale ai loro privilegii. Quella di Artois, che ha sin'hora pagato il sale a un soldo alla libbra, non vuol acconsentire di pagarlo a sei. Varie Provincie spaventate dalla carestia dei mesi passati non vogliono lasciar circolare il grano nell'interno del Regno, la qual'opposizione se continuasse molto tempo porterebbe sommo imbarazzo alla sussistenza di Parigi nell'inverno venturo. Molte altre si lagnano che Parigi voglia dar la legge a tutto il Regno, come se la Francia consistesse in una sola città. La Colonia di S. Domenico reclama dall'Assemblea Nazionale la permissione di tirar dal Continente dell'America delle farine forastiere ed altre sussistenze, per la qual permissione, accordata in questi ultimi tempi, fu richiamato quel Governatore Marchese di Chideau. L'America vorrà ben presto esser libera, come tutto il resto della Francia. Tale è lo stato miserabile degli affari. Questo è un corpo scomposto in tutte le sue parti: fuori di equilibrio non si può star lungo tempo, ed in questa situazione non possono restar le cose. Io dico con asseveranza, l'attuale rivoluzione necessita un'altra rivoluzione. Io non saprei fissarne l'epoca precisa, ma certamente non può essere così lontana, che tutti noi, anche nella più canuta età, non possiamo vederla. Più presto o meno, dipenderà dall'impulso delle circostanze. I Deputati agli Stati Generali disputano

sopra ogni parola, ma senza quei riguardi dovuti dalla decenza, cosicchè quella sembra piuttosto una taverna che una Assemblea di Rappresentanti della Nazione. Il suo Presidente Vescovo di Langres ha dato la sua dimissione, levando la sessione a mezza mattina e lasciando l'Assemblea senza Capo. L'Assemblea Nazionale fu decretata permanente, ma si cambierà ogni biennio. Sulla questione, se vi saranno una o due camere, 849 voti contro duecento e tanti hanno deliberato che il Corpo legislativo in Francia non sarà composto che di una Camera sola. Venerdì passato il signor Necker scrisse all'Assemblea Nazionale una lettera, con cui le annunziò che sulle discussioni sulla sanzione Reale Sua Maestà presentava all'Assemblea delle considerazioni che avrebbero forse potuto avvicinare gli spiriti, ed unì questa memoria alla sua lettera. Si questionò molto se si doveva leggere questa Memoria inserta, ma dopo molti dibattimenti si rifiutò di leggere una carta spedita dal Re col mezzo del suo Ministro. Per renderla publica il sig. Necker la fece imprimere, e la sostanza è, che Egli, abbandonando il *Veto* assoluto o sia indefinito, prova poi essere indispensabile che il *Veto* sospensivo, o sia il rifiuto della sanzione alle leggi, che stabiliscono la Costituzione, duri per tre legislazioni, o sia per tre Assemblee Nazionali differenti. Conchiude coll'indicar il suo ritiro, se vedrà l'eccidio dello Stato. Dopo domani si deciderà il gran punto, per quante Legislazioni durerà il rifiuto sospensivo della Sanzione Reale.

Principe Serenissimo, esige il zelo, esige l'Uffizio che, senza limitarmi ai soli fatti, io faccia un volo più alto sulle cause di questa grande rivoluzione interessantissima per tutte le Potenze. Gli spiriti forti cominciarono dalla Religione innanzi che di attaccare i Governi, e passando dal Cielo alla terra calpestarono egualmente tutte le opinioni religiose e civili tanto necessarie alla conservazione dello stato sociale. Questi sono i frutti dei lumi del secolo in una Nazione dove le arti e le scienze certamente hanno fatto i maggiori incrementi e dove la stampa è divenuta il mezzo più sicuro di una rapida

fortuna. Ma i politici dei nostri tempi preposti al Ministero siccome a specola dello Stato, non furono assai perspicaci per discernere che il disprezzo del Sovrano del Cielo minacciava ben tosto quello dei Sovrani della Terra. Tolto il freno della religione si cercò di togliere anche quello del Sovrano. La Francia ne ha fatto la prima funesta esperienza e l'attuale sua rivoluzione ha origine senza dubbio dai libri. Questa moderna filosofia, i di cui brillanti effetti sono di sollevare i sudditi contro i Sovrani e di attaccare la costituzione e la tranquillità dei Governi; questa estensione di lumi, che rende filosofi il popolo e i soldati, e che fa ragionare chi deve ubbidire, queste nuove dottrine, contrarie a tutte le massime del Diritto Pubblico, a tutti i doveri del Cittadino ed a tutti i riguardi della publica pace, non tendono che alla sovversione generale di tutti gli Imperj. Fortunatamente per gli altri Popoli, abbenchè sfortunatamente per la Francia, questa libertà che produce l'anarchia e tutti i disordini che l'accompagnano, questa libertà che espropria le famiglie più ricche, e che mette in fuga i Forastieri, questa libertà che tiene sempre in alarme di nuove sollevazioni, questa libertà francese in somma, quanto falsa ne' suoi principii, altrettanto fatale ne' suoi risultati, non può certamente far invidia alle altre Nazioni. È utile, è necessario illuminare tutti i popoli, che questa rivoluzione, ben lungi dal rendere i Francesi più comodi e più felici, ha costato anzi la rovina della Francia, almeno per moltissimo tempo, che nessun individuo ha guadagnato altro che dei timori e dei sospetti, e seppure alcuni hanno qualche cosa guadagnato nel disordine, questi non sono che degli scellerati; finalmente che la diminuzione della spezie e quella delle manifatture e del commercio non lasciano altra prospettiva che di un avvenire ancora più infelice. Questa pittura sarà più toccante di ogni più sublime ragionamento.

Parigi, li 14 settembre 1789.

N. 199.

Mentre il punto assai importante sulla durata del rifiuto sospensivo della Sanzione Reale non è ancora deciso, l'Assemblea Nazionale col mezzo del suo Presidente ha domandato il consentimento del Re ai famosi decreti della notte 4 agosto, non assai maturati in quel momento di entusiasmo ed assentiti e precipitati dalla paura. S. M. ha risposto lodando lo spirito generale dei Decreti, ed approvando ogni uno degli articoli in se stessi vi annunzia la sua sanzione per molti, e non si esprime in termini sospensivi riguardo agli altri, se non perchè le leggi, dalle quali esser devono susseguitati, gli sembrano nelle attuali circostanze di una esecuzione difficile a conciliarsi colla sua giustizia. Le riflessioni che fa il Re col suo Consiglio, in una lettera all'Assemblea Nazionale, che merita di essere accompagnata a VV. EE. coi soliti fogli, sono veramente eccellenti, e provano chiaramente essere assai circoscritta la sfera delle cognizioni di questa Assemblea. Sull'articolo dei Diritti feudali convince essere ingiusto abolir tutto senza indennizzazione alcuna e per sino ogni sorte di censi pecuniarii, divenuti da gran tempo proprietà trasmissibili, venduti e comprati in buona fede. Passa ad osservare che fra i diritti signoriali, che si vuol abolire senza compensazione, alcuni appartengono a dei Principi forastieri che hanno grande possessioni nell'Alsazia e che li godono sotto la fede e la garantia dei trattati i più solenni, i quali Principi hanno già fatto delle reclamazioni degne della più seria attenzione. E, mentre approva altri articoli con alcune modificazioni, che io non posso abracciare in una riverente lettera, si estende principalmente sull'articolo delle decime ecclesiastiche, ed esaminando il risultato di questa abolizione di cui calcola il valore da 60 a 80 millioni per anno, fa vedere che questa immensa liberalità, figlia dello spoglio del Clero, non ridonderebbe in alcun benefizio della massima parte dei cittadini e numerosi abitanti del Regno, ma in solo vantaggio dei proprietarj delle terre che accrescerebbero le loro rendite senz'aver diritto a questa grazia esclusiva e senza potersela

aspettare in un tempo che la situazione delle finanze esige tutte le risorse dello Stato. Che anche nell'ipotesi che si volesse sostituire un'altra imposizione sulle terre soggette alla decima, sarebbe importante il conoscere se tolte le decime il resto dei beni del Clero fosse sufficiente alle spese della Chiesa e ad altri compensi indispensabili, cosichè non fosse necessario qualche supplimento a peso dei Popoli. Sulle decime poi possesse dai Commendatori di Malta considera che una parte delle rendite dell'Ordine essendo composta di censi che i Commendatori spediscono a Malta, dei motivi politici devono far mettere in bilancia disposizioni le quali scemerebbero il prodotto di questi beni e le risorse di una Potenza utile al Commercio del Regno. In conseguenza di tutto ciò conclude il Re che molti motivi di saviezza invitano a prendere in nuovo esame il decreto dell'Assemblea relativo alla disposizione delle decime ecclesiastiche. Anche su quello che riguarda la Corte di Roma, che chiamasi l'articolo delle annate, osserva che questa retribuzione, essendo fondata sopra il Concordato della Francia colla Santa Sede, una sola delle parti contrattanti non può annullarlo; ma che il voto dell'Assemblea lo impegnerà a mettere questo affare in negoziazione con Roma. Questa lettera o risposta di S. M. non piacque all'Assemblea Nazionale, che non trovò questa la forma, con cui il Re doveva rispondere alla sanzione domandatagli delle sue leggi, e dopo varie discussioni ha incaricato il suo presidente di portarsi dal Re per supplicarlo di ordinar senza indugio la promulgazione dei Decreti 4 agosto, e per assicurarlo che l'Assemblea Nazionale, allora quando si occuperà delle leggi di dettaglio, prenderà in intiera considerazione le riflessioni ed osservazioni di S. M. Il Re ha promesso al Presidente di dargli la risposta l'indimani sera. In mezzo a questi incidenti l'Assemblea ha decretato che la persona del Re è inviolabile e sacra, che il Trono è indivisibile, che la Corona è ereditaria nella stirpe regnante di maschio in maschio con ordine di primogenitura ad esclusione perpetua delle femmine e loro discendenti. Ma mentre si stabilì, o piuttosto si confermò quest'ordine di successione, che ha origine sino dalla legge

salica, una questione inopportuna ed imprudente si agitò da alcuni membri dell'Assemblea sul diritto che potrebbe competere ai discendenti del Duca d'Angiò, o sia del ramo dei Borboni esistente in Ispagna, in un tempo che Filippo V ha fatto per sè ed eredi la più solenne e la più precisa rinunzia a tutte le sue ragioni sulla Corona di Francia nel Trattato di Utrecht, la qual rinunzia alla riunione dei due regni restituì la tranquillità all'Europa. È vero che questi deputati, dopo aver molti giorni disputato, vollero aggiungervi per correttivo la clausola: *senza intendere di portar alcun pregiudizio sull'effetto delle rinunzie,* ma furono assai imprudenti ed impolitici i dubbj che hanno introdotto questione sopra cosa che è fuori di questione, dando in qualche modo vita a dei diritti estinti, e preparando forse un giorno alla Francia ed all'Europa dei semi di una nuova guerra. Questa Assemblea che si è fatta permanente costa alla Nazione mille luigi per giorno. Ma i Deputati sono mossi più dall'ambizione e dall'interesse privato che dalla cosa pubblica. Il disordine è estremo e mentre deliberano sopra una cosa insorge un Membro acciò si deliberi sopra un'altra, e questi uomini liberi tolgono la libertà di parlare ai loro eguali. Fuor che venir alle mani, che sin'ora non lo hanno fatto, i Deputati si sono tutto permesso; pubblicano gli applausi che ricevono da qualche città o piccola provincia e nascondono i rimproveri delle provincie principali. La Normandia sdegnata coi suoi Deputati ha fatto al Re proposizione di accoglierlo nella sua Provincia e di sostenerlo con 60.000 uomini in sua difesa. Ogni prospettiva è in nero, e la fame, la bancarotta e la guerra civile minacciano Parigi e la Francia. Non vi aggiungerò il pericolo di peste, ma i ladri ed i perturbatori del riposo pubblico sono così affollati in queste prigioni, siccome formiche nei ceppi degli alberi, e un'aria mefitica vi genera delle febbri contagiose. Una popolazione siccome quella di Parigi consuma una grande quantità di farina per giorno e delle Municipalità spaventate dalla passata penuria non vogliono lasciar circolare i grani, la qual resistenza continuando mancherebbe la sussistenza alla Capitale. Il nuovo imprestito di 80 millioni

prometteva molto i primi giorni, ma, per quanto bella sia una operazione di Finanza, senza credito non si tira danaro. Tutti gli effetti alla borsa cadono sempre più di valore e sopra tutto nella giornata d'oggi, ed il Tesoro Reale, non percependo più imposizioni, nè altri diritti, non ha danaro bastante nemmeno per pagar le truppe, cosicchè, avvicinandosi il mese di ottobre, temo che il signor Necker possa essere costretto ad una sospensione totale di pagamenti, ch'egli però farà tutto il possibile di evitare. La cassa dello sconto, che non può reggere all'affluenza giornaliera delle cariche della realizzazione dei suoi biglietti, e che nulla riscuote dal tesoro reale, sarebbe in necessità di far lo stesso, ed allora questa scossa generale di tutte le fortune porterebbe un eccidio, e tutte quelle terribili conseguenze che la virtù di VV. EE. ben conosce. Era riservato alla mia Ambasciata, anche in linea di sicurezza, d'invidiar Costantinopoli a Parigi; là in tempo di guerra le sette Torri minacciano la libertà per un certo tompo, qua in mezzo alla pace la vita e la proprietà sono in sommo pericolo, e certamente, sopravvenendo una guerra civile, il semplice saccheggio della casa sarebbe la più grande fortuna. Tenuto consiglio con molti dei miei Colleghi siamo convenuti per riguardi di prudenza di unirsi tutti in conferenza solamente quando vedessimo disperato il caso, e allora di concerto con gli altri Ambasciatori prenderò quelle misure, alle quali fosse per costringermi un momento imperioso che non ammette dilazione.

Parigi, 21 settembre 1789.

N. 200.

Questo Sovrano in vista delle circostanze ha piegato alle replicate domande dell'Assemblea Nazionale sulla Sanzione Reale ai Decreti 4 agosto e prese per motivo che avendo egli approvato il loro spiritito generale, e la maggior parte degli articoli per intiero, poichè l'Assemblea erasi impegnata di

prendere in considerazione le di lui osservazioni nell'estesa delle leggi di dettaglio, Egli ne ordinava la pubblicazione in tutto il Regno. Anche l'Assemblea Nazionale dopo questa grata risposta decise il gran punto sulla durata del *Veto* sospensivo, fissandola alla seconda Legislazione dopo quella in cui la legge sarà stata proposta, che è quanto dire alla terza legislazione, ossia alla terza Assemblea Nazionale differente, siccome ha domandato il Re col mezzo del Sig. Necker. Ma questo miglioramento dello Stato degli affari non è che un respiro momentaneo, mentre dall'altra parte le Finanze senza più illusione nè velo sono pubblicamente confessate in una rovina irreparabile. Mercordì passato il sig. Necker ha fatto all'Assemblea Nazionale il dolente rapporto che ha generato la più viva impressione. Annunziando che il credito della Francia è affatto perduto, rende conto che dall'imprestito aperto ultimamente non vi sono che undici o 12 millioni di realizzati, poichè li forastieri non hanno voluto mettervi, che il Tesoro Reale non ha che tre o 4 millioni in cassa, e che ne ha bisogno di trenta per il solo mese di ottobre e di circa 80 per arrivare al fine dell'anno. Istantanei i bisogni, non potendosi più calcolar sugli imprestiti, propone dei mezzi per accorrere prontamente in soccorso dello Stato. Oltre delle maggiori economie in tutte le classi di spese, che l'eccesso dei mali farà operare non più con una mano timida, come per lo innanzi, economie di cui danno l'esempio il Re e la Regina medesima col ridurre ad una sola le loro Case, oltre l'estendere le imposizioni sopra tutte le terre del Regno, senza più privilegiati, oltre l'invito di portar alle zecche tutte le argenterie con promessa di soddisfare quando si potrà, oltre alcuni soccorsi dalla cassa dello Stato che si vuol trasformare in una Banca Nazionale, oltre il far servire ai bisogni della Patria una parte delle abolite decime ecclesiastiche, oltre tutti questi mezzi estremi, propone l'altro di una contribuzione per una volta tanto della quarta parte della rendita di un anno, sia in beni stabili, sia in censi, pensioni, e rendite di ogni sorta, niuna eccettuata dal Tesoro Reale. Fa sapere che il Re e la Regina, in vista dei presenti bisogni e della scarsezza del

numerario, hanno mandato alla zecca i loro argenti e che i Ministri hanno fatto lo stesso. A questa pittura delle Finanze l'Assemblea restò grandemente commossa, ed avendo adottato in massima tutti questi espedienti abbandonò al Ministro la cura di occuparsi del dettaglio di tutte queste ordinazioni che saranno poi sottoposte ai di lei esami prima della loro verificazione. Il sacrifizio di una quarta parte della rendita, abbenchè per un anno, è veramente sensibile per quelli che non hanno una grande fortuna; questa deliberazione può incontrare delle difficoltà e delle opposizioni nella esecuzione ed è assai dubbio se piacerà a tutte le provincie. In mezzo all'incertezza della riuscita di questi mezzi si sospetta che la piena deferenza dell'Assemblea al Ministro sia derivata dal desiderio d'imbarazzarlo e di mettere a di lui carico, senza alcuna responsabilità per sè, tutte quelle misure, che forse non avessero effetto, o fossero insufficienti a salvare lo Stato dalla minacciata rovina. L'Assemblea Nazionale riceve tutti i doni patriottici e per maggior eccitamento all'offerte pubblica tutti i nomi di quelli che contribuiscono. Ma la generosità si manifesta più in quelli che sono già a portata d'invocarla c h di farla, ed il leggere sulla lista che una femmina ha dato allo Stato il suo ditale d'argento ed un soldato le sue fibbie, tutte queste miserie che sono in grandissimo numero, ben lungi dall'essere di alcun soccorso reale, servono piuttosto al ridicolo, assimilando la Francia ad un pitocco costretto dalla fame a prendere ogni cosa.

Parigi, 28 settembre 1789.

N. 201.

Non vi è una differenza assai grande negli affari della settimana decorsa, ed i timori sono pressochè gli stessi. Se non che questa mattina, mancando la quantità di pane necessaria al giornaliero consumo, nacque una insurrezione di femmine, che strascinando per forza quante altre femmine trovavano

per le strade, portarono la costernazione nella Casa della città per ivi domandar giustizia. Anche questo sesso a Parigi non vuol esser meno dell'altro nel sollevarsi. L'Assemblea Nazionale ha decretato mercordì passato tre articoli importanti della costituzione e sono i seguenti. Che il Re può invitar l'Assemblea Nazionale a prender una materia in considerazione, ma che il proporre le leggi appartiene esclusivamente ai Rappresentanti della Nazione. Che il potere esecutivo non può far legge alcuna, nemmeno provisionalmente, ma solamente delle proclamazioni conformi alle leggi, a fine di ordinarne o rinnovarne l'esecuzione. E che la creazione e la soppressione degli uffizij non potranno aver luogo che in virtù di Atti del Corpo Legislativo che avessero la Sanzione Reale. Altro articolo fu aggiunto il giorno dopo alla costituzione ed è il diritto della Nazione non più di acconsentir solamente, ma di stabilire le imposizioni, così che nessuna contribuzione in natura o in danaro potrà esser levata, nessun imprestito fatto, che per un Decreto espresso dall'Assemblea Nazionale. Il sig. Necher ha portato all'Assemblea il suo piano supplicandola di accelerare una operazione che ogni istante rende più urgente, e per dar Egli l'esempio ha offerto centomila lire, somma certamente superiore al quarto delle sue rendite. Ma questa vuole che il Re dia il suo consentimento alla costituzione, sebbene non ancora finita, innanzi che di occuparsi della situazione delle finanze e di parlar d'imposizioni, e non vuol conoscere il pericolo che l'ammalato perisca per mancanza di rimedi in tempo. Tutto dipende dalla verificazione del pagamento del quarto della rendita; Parigi, che assorbe moltissimo dalla Cassa Reale, par che non faccia difficoltà, ma bisogna vedere se le Provincie, che non hanno tanto interesse nella bancarotta, saranno dello stesso sentimento. Frattanto fu ordinato portarsi alla Zecca l'argenteria delle Chiese, abbenchè oggetto non assai grande, come altrove, e il piano del sig. Necker è riguardato come l'unica speranza che resti alla Francia. I Benedettini del mio distretto di S. Martino dell'ordine di Clugnì, che hanno un millione ed 800 mille lire di rendita, con una lettera scritta all'Assemblea Nazionale

che fu subito stampata con molti elogi, ne abbandonarono una metà alla Nazione. Due giorni dopo una seconda lettera del Generale e del Procuratore dell'Ordine dei Benedettini ritratta la generosità della prima e dice che l'abbandono dei beni non è stato fatto da quelli ai quali questi appartengono, che questa fu una manovra dei Religiosi giovani che hanno ubbriacato i vecchi per sorprendere ad essi le segnature, e che hanno coperto col velo del patriottismo il desiderio di essere liberi ed indipendenti siccome la Nazione. Ora si apre al pubblico una contestazione così scandalosa, e l'Assemblea Nazionale ha rimesso questo affare ai Tribunali di giustizia ed al potere esecutivo. Bisogna dirlo, una frenesia generale ha invaso ora tutti i Francesi, e questo evidentemente è un castigo del Cielo. E perchè non vi sia alcun dominio della Francia tranquillo, vi sono delle turbolenze persino in Corsica, e il Comandante dell'Isola ha domandato un rinforzo di otto battaglioni che il Governo non può spedire.

Dopo segnato questo riverente dispaccio la voce pubblica, di cui dubitar non posso, mi porge funeste notizie. Preso motivo dalla mancanza del pane di questa mattina, le femmine avendo suscitato gli uomini a sollevarsi, da trenta mila persone tre ore fa presero le armi ed andarono a Versaglies con il Marchese della Fayette alla testa, il quale fu a ciò costretto dalla violenza della moltitudine. Persino le femmine più crudeli degli uomini, armate di spade, hanno voluto marciar con essi. Il Popolo ignorante e brutale è sempre sospettoso: chi dà la colpa al Re ed alla Regina della mancanza del pane, e chi agli Stati Generali. Poichè molti dicono molte cose, in questo momento nulla posso accertare del loro disegno.

Parigi, 5 ottobre 1789.

N. 202.

Cominciata lunedì mattina 5 del corr. la scritta sollevazione dalle femmine, che noi diressimo *rivendigole,* le quali suscitarono gli uomini, le campane a martello suonate in moltis-

sime chiese, ed il tamburo che chiamava ad armi tutti i soldati della Guardia Nazionale, misero ben tosto in movimento un grandissimo numero di cittadini armati, più non si parlò di pane, di cui si provava piuttosto ritardo che mancanza, e si trattò solo di andare a Versaglies senza sapersi i motivi di questa spedizione. Il Comandante Generale Marchese della Fayette, non potendo resistere a questa impulsione generale, cercò di guadagnar tempo, ma dopo vari inutili tentativi minacciato della lanterna, o sia a nostro modo d'intendere, di esser posto fra le colonne, dovette cedere all'impeto delle circostanze e mettersi la sera medesima alla testa di questa truppa. Arrivato a Versaglies pose l'Armata in ordine di battaglia, ma siccome l'intenzione di tutto questo inumerabile popolo, concorso con armi e con ventiquattro cannoni, era di assicurarsi della persona del Re trasferendolo a Parigi, Egli per evitare un massacro, volle prima andar a parlare con il Re medesimo. Ma le femmine portando il furore e la costernazione da per tutto entrarono di notte nell'Assemblea Nazionale, domandando del pane, e quindi si permisero di andar al castello e di penetrare persino nell'appartamento della Regina, già determinate di volerla uccidere. Le Guardie del Corpo che avevano prima ricevuto ordine dal Comandante Generale di Versaglies Conte di Estaing di non far resistenza, rinculavano di luogo in luogo, ma quando le viddero sforzar la porta della camera dove dormiva la Regina fecero fuoco sopra le medesime ed amazzarono cinque o sei ed una di queste guardie entrò nella Camera della Regina per avvisarla del suo pericolo. La Regina costernata sbalzò dal letto in camicia per correre nella camera del marito e svenne in cammino. Ma la truppa di Parigi irritata volle vendicare la morte delle sue femmine e cominciando anch'essa a far fuoco uccise alcune Guardie Nobili del Corpo, ed avendone preso due tagliò loro la testa. Tale però fu la prudenza dei due Generali di Parigi e di Versaglies che impedirono una strage che pareva inevitabile. Le circostanze tutte rappresentate al Re dal Marchese della Fayette persuasero Sua Maestà ad acconsentire alla volontà dei Parigini, ed avendo le Guardie del Corpo

gettato le loro bandoliere, preso la coccarda Nazionale e prestato giuramento alla Nazione ed al Re cessarono le ostilità da ogni parte. Però la truppa Nazionale non ha voluto partire da Versaglies senza scortare il Re sino a Parigi ed in conseguenza quel giorno medesimo Sua Maestà partì insieme con la Regina, con il Delfino e la Reale famiglia e venne a far la sua residenza alle Tuilerie più in figura di prigioniero che di Re. Per la strada gridavano: evviva la Nazione, i preti e la Regina alla lanterna. Ma la penuria del pane fu il pretesto e non la vera causa di questa sollevazione. A Versaglies vi fu un pranzo ed una festa militare data dalle Guardie del Corpo agli Uffiziali delle truppe che sono in quella città ed in quel baccanale si sono permessi delle imprecazioni contro l'Assemblea Nazionale e furono calpestate le coccarde nazionali e sostituite in loro vece delle coccarde nere e bianche, ed è certo che il Re e la Regina comparvero a questa festa. Queste novelle di Versaglies produssero a Parigi una grande fermentazione, dei discorsi imprudenti ed immaturi fecero prendere delle precauzioni; ed è pubblica voce e fama, che stasse preparata una controrivoluzione per uccidere la Truppa Regolata di Parigi, e per dar al saccheggio ed alle fiamme una prodigiosa quantità di case, e che questa controrivoluzione sarebbe stata operata dalle truppe del Re e da sessanta mila abitanti di Parigi affine di rimettere l'autorità Reale. Io certamente non oso garantire la verità di questo progetto, di cui si vuole forse rendere principale attrice la Regina, ma posso dire con certezza, che alquante persone sospette di complicità furono poste in prigione, e che avanti jeri furono arrestati due uomini, che segnavano le case. È certo egualmente, che in gran numero sono le case marcate, e che quella dell'Ambasciatore di Sardegna ha tutti due i segni del saccheggio e del fuoco. Ma questo progetto, quando anche avesse esistito nel modo supposto, tale è l'attuale vigilanza, che secondo tutte le considerazioni deve essere abortito. Però a chi abita Parigi tutto questo non lascia delle giuste inquietudini d'infondere. Questo Monsignor Nunzio andando martedì a Versaglies fu arrestato nel cammino da quelli che portavano in

trionfo le due teste delle due guardie del Corpo, glie le presentarono ancora grondanti di sangue, e gli domandarono del danaro. Pieno di orrore e di paura cercò di mettersi in sicuro dagli insulti del popolo e dicesi che abbia scritto alla Corte per lasciare questa Nunziatura.

In mezzo alle più giuste agitazioni sulla presente mia situazione in questa Capitale, divenuta il *Flagello del Cielo*, mi riesce di sommo conforto l'ossequiata Ducale 19 del passato, che con sensi di clemenza mi partecipa la mia nuova destinazione all'Ambasciata di Roma, senza meriti, ma egualmente senza rimorsi non ho termini bastanti da spiegare la mia riconoscenza e pronto a servir sempre la Patria, per quanto mi sarà concesso di vita, farò ogni sforzo per superare la mia insufficienza.

Parigi, 12 ottobre 1789.

N. 203.

Ho pena a scrivere le cose della Francia, che disonorano la Nazione e persino il secolo che le produce e che si vuol far passare per quello della filosofia. Ma uno Stato senza religione e senza costumi bisogna necessariamente che cada in rovina. Si è scoperto all'occasione delle ultime scritte turbolenze una congiura machinata dal Duca d'Orleans, il quale non si è mostrato difensore della causa del popolo, se non per farsi strada ai suoi rei disegni. Mi riservo in altro tempo a render conto dal principio sin al fine della cospirazione di questo principe malvagio, allora quando potrò farlo con intiera cognizione di cosa; quello che pare al presente si è che istrutto egli di un progetto, per cui il Re innanzi di venire sforzatamente ad abitar Parigi doveva abbandonar Versaglies per trasportarsi a Metz, il qual progetto dicesi era formato dalla Regina, questo primo Principe del sangue avesse tutto disposto per far perire nel viaggio il Re e la Reale famiglia, e quindi col favore di una sollevazione che stava per iscop-

piare a Parigi farsi nominare Luogotenente Generale del Regno. Il saccheggio di una gran parte della Capitale era il premio dei congiurati. Il Duca d'Orleans ha speso delle somme non indifferenti per ingagiar sotto mano dei soldati e per farsi un partito, si è trovato un deposito di cartocci a doppie palle, ed un solo fabbricatore s'era impegnato di fornire quattordici mille fucili. Il Comandante Generale Marchese della Fayette doveva essere la prima vittima, già stavano marcate infinite case condannate al fuoco e fra queste, con una violazione del diritto delle genti, che non ha esempio fra i popoli i più barbari, vi erano le case dei tre Ambasciatori di Sardegna, di Svezia e di Malta; le deposizioni di molte persone arrestate hanno messo tutto in chiaro e fatto conoscere il capo ed i suoi complici. Dopo di che si sono prese tutte le precauzioni, si è tenuto in continua attività la truppa regolata e la Milizia Nazionale, e non si è permesso a chi si sia l'uscire da Parigi sino alla giornata di avanti ieri. Ma siccome nelle combustioni presenti sarebbe stato troppo pericoloso l'infligere al Duca d'Orleans il meritato castigo, oltre di che siccome Deputato dell'Assemblea Nazionale Egli è inviolabile e sacro in questa qualità, così non si pensò che ad allontanarlo. Per coprir ciò si pretestò una commissione particolare datagli dal Re per Sua Maestà Britannica, col qual motivo così spiegato gli fu subito dato un Passaporto dal Conte di Montmorin, un'altro dall'Assemblea Nazionale ed un altro dalla città di Parigi. Ma malgrado tutti questi passaporti arrivato a Bologne fu arrestato tanto dal partito che gli è favorevole, quanto da quello che non è tale. Il primo per sentimento di veder absentarsi in questi momenti dalla Francia un Principe, secondo essi, così caro alla Nazione, e l'altro per dubbio sull'autenticità dei passaporti, così che si spedirono dei Corrieri a Parigi per accertarsene. Ma questi hanno portato a Bologne l'ordine positivo di lasciarlo partire e lo si computa nel giorno d'oggi arrivato a Londra. Egli ha degli aderenti anche nell'Assemblea Nazionale e fra questi si nomina principalmente il Conte di Mirabeau. Dopo la venuta di S. M. a Parigi un altro incidente poco mancò di far

nascere una nuova sollevazione ed una strage. Il giorno seguente una falange di femmine nell'atto di veder la Regina domandarono la sua interposizione per ottenere la restituzione gratuita dal Monte di Pietà di tutti i pegni che sono al di sotto di un luigi e la Regina non rispose loro che con espressioni generali di bontà, giacchè tale grazia non dipendeva da essa. Ma queste, interpretando a promessa la risposta della Regina, andarono la mattina dopo al Monte di Pietà per recuperar i pegni coi soli bullettini, ed unite a molto numero di uomini avevano già incominciato a sforzare il Monte di Pietà per dargli il sacco. Fu forza mandar tutta la truppa regolare per opporsi e, fattasi una proclamazione che tutte le oneste persone avessero a ritirarsi, l'ordine positivo di tirar sopra tutti quelli che fossero restati mise tutta questa grandissima truppa in dovere. La domanda fatta era un oggetto di trenta millioni e le circostanze presenti dell'Erario non potevano far condiscendere ad una generosità che sarebbe poi stata ferace di un pessimo esempio. Ma questo buon Sovrano, che non respira se non sentimenti di beneficenza, con i suoi propri danari destinati al suo mantenimento, volle verificate le speranze concepite nelle parole generali della Regina, e per proporzionarsi alle sue forze limitò la grazia ai pegni di maggior necessità, siccome sono le camicie ed i vestiti d'inverno. I Membri dell'Assemblea Nazionale avevano paura di venir a Parigi per tener le loro Sessioni, ma poichè ebbero decretato di non mai separarsi dalla persona del Re convenne ad essi cedere agli inviti di Sua Maestà e del Comune di Parigi. Oggi vi hanno tenuto la prima Assemblea e si accrebbe la guardia della città per prevenire ogni disordine e tumulto.

Parigi, 19 ottobre 1789.

N. 204.

Un caso barbaro che caratterizza la ferocia di questo popolo ha ributtato tutta la città. Qualche scellerato nemico di un fornajo avendo sparso che egli teneva del pane nascosto

in casa, una moltitudine di plebaglia si è introdotta nella sua stessa camera, lo strascinò per le strade e senza alcuna forma di giudizio fu impiccato e la sua testa condotta con allegrezza a passeggiar per la città. Non contenti di questo, ritornarono alla casa dell'infelice e presentarono la sua testa ancora fresca alla di lui moglie gravida, che svenne a tal vista e restò in pericolo di vita. In questa maniera questo popolo di filosofi di fatto proprio si fa giudice e carnefice a un tempo istesso. Fu grande la commozione che generò questo eccesso di un esempio terribile, e fu ancora più grande quando si seppe che il fornaio era innocente ed aveva fama di uomo dabbene. Non essendovi più alcuna onesta persona sicura in casa propria convenne summariamente giudicare questo fatto atroce, onde far succedere qualche immediato castigo, e fu punito con ugual morte quello che lo ha impiccato, essendo anche stato arrestato quello ch'è imputato di avergli tagliata la testa, acciò abbia a subire il dovuto processo. Ma questi movimenti popolari moltiplicandosi sempre più con perdita della pubblica tranquillità, l'Assemblea Nazionale è venuta alla decretazione della legge marziale per tutto il Regno. Questa Legge, fatta contro tutti gli attruppamenti, ed a cui il Re ha dato la sua sanzione, dichiara che quando la tranquillità pubblica sarà in pericolo subito sarà dispiegata la forza militare: una bandiera rossa ne sarà il segnale, ed allora le Guardie Nazionali e la Truppa regolata marcieranno subito; uno delli Ufficiali Municipali domanderà alle persone attruppate quale ne sia la causa, e queste saranno autorizzate ad esporre la loro reclamazione, ma, se non si separeranno subito dopo, se gli faranno dalli Ufficiali medesimi tre intimazioni di ritirarsi tranquillamente alle loro case, e con l'avviso che si va a far fuoco, dopo di che si tirerà su tutti quelli che non si fossero ritirati. Però bisogna vedere se questa legge marziale sarà sufficiente, ed anche se veramente sarà eseguita, poichè in sostanza è il popolo che dee tirare contro il popolo. Un affar serio è anche quello della Bretagna. Già la Nobiltà di quella Provincia ha protestato contro tutto ciò che sarebbe fatto alli Stati Generali. Ma il Vescovo di Treguier è andato più

avanti, ed ha pubblicato ai Popoli della sua Diocesi, che l'attuale rivoluzione è una sovverzione e che si vuole annichilire l'autorità del Re, distruggere la Religione e togliere le proprietà. Egli dedica all'esecrazione pubblica i Decreti dell'Assemblea Nazionale, senza per altro nominarli espressamente, ed invita tutti a rientrare sotto le antiche Leggi e sotto l'antico ordine di cose. Questo mandato del Vescovo ha fatto un grandissimo effetto; i paesani della campagna hanno suonato campana a martello, ed armati di bastoni e di forche si sono portati nella Cattedrale di Treguier, giurando di esterminare l'Assemblea Nazionale. Questa ha decretato, che il mandato del Vescovo sia fatto passare al Tribunale, che giudica provisionalmente dei delitti di lesa nazione. Il Delfinato alla notizia della traslazione del Re a Parigi, dov'è guardato a guisa di prigioniero, ha preso di convocare per il giorno due di novembre gli Stati della Provincia, nella persuasione che la libertà della persona del Re esiga una protezione solenne per parte delle Provincie. I Deputati del Delfinato alla Assemblea Nazionale fanno ogni sforzo per impedire questa convocazione, ed in una Lettera stampata, scritta ai loro committenti, in cui dipingono le cose con colori assai belli, fanno vedere l'illegalità ed i pericoli di questa convocazione. Fin ora è incerto se sopra tali rimostranze la Provincia cangierà la sua risoluzione. Il più bel Regno d'Europa è in una specie di dissoluzione.

Parigi, li 27 Ottobre 1789.

N. 205.

Gli affari sono in grande fermentazione nelle Provincie, ma ciò che più interessa nel momento si è, se la scritta dell'Assemblea straordinaria del Delfinato, convocata per il giorno d'oggi, avrà o no avuto effetto, tanto più che la Linguadoca era pronta a seguitar l'esempio del Delfinato. L'Assemblea Nazionale ha decretato che tutte le convocazioni di Pro-

vincie e di Stati saranno sospese, sin che essa, con l'accettazione del Re, abbia fissato il modo di farle. Se questo decreto dei Rappresentanti della Nazione non è ubbidito, delle risoluzioni ferme usciranno senza dubbio da queste adunanze. La situazione del Re allarma queste due Próvincie, e malgrado le più belle parole di rispetto e di amore, con le quali la Città di Parigi colora il passo di averlo levato dalla sua residenza di Versaglies, esse non possono non conoscere, che Egli è tenuto non in qualità di Re, ma di prigioniero. Giorni sono Egli voleva andare alla caccia, unico suo divertimento, e non gli fu permesso di andare, ma gli fu aggiunto, che un'altra volta bisogna che avvisi qualche giorno prima, per poter aver in pronto un corpo di quattromila uomini in sua scorta e difesa. Nel luogo ove provvisionalmente fa le sue riduzioni l'Assemblea Nazionale, mal sicure le gallerie fatte in fretta per gli spettatori, caduta una tribuna, il pericolo fu più grande per quelli ch'erano di sotto che per quelli che caderono: alcuni Deputati restarono feriti, e taluno gravemente, ma senza altra maggiore conseguenza. I Ministri del Re hanno presentato alli Stati Generali una memoria sopra il Decreto, con cui l'Assemblea, nell'atto di domandar ad essi tutto ciò ch'essa può fare dal canto suo per assicurare la sussistenza del Regno, e massime della Capitale, dichiara responsabili i Ministri medesimi, dopo che averà fatto tutto ciò che le averanno domandato. Questa Carta, superiormente scritta, in cui i Ministri convincono dell'ingiustizia di questa pretesa responsabilità, meritando di essere letta da Vostre Eccellenze, mi do l'onore di includerla; estesa con quella nobile franchezza, che inspira la buona coscienza, fa vedere la penuria del grano, in cui si versa, e la difficoltà della loro interna circolazione, mette in vista i mali della Francia, e chiede con questa verità che oggi vi vuol meno virtù ad abbandonare i loro posti, che a ritenerli. Appunto perchè bella, questa risposta non piacque all'Assemblea Nazionale, che non avendo voluto farla stampare, siccome tutto il resto, fu fatta stampare dai Ministri. Inquietudini di ogni genere sono com-

pagne indivisibili di chi ora vive in questa Capitale. Per renderle ancora maggiori il Comune di Parigi con una proclamazione, che troveranno in una delle quattro inserte, ha pubblicato che, convinto che esistono delle trame e dei complotti, e che uno delli ostacoli al ritorno della tranquillità è il mistero con cui si nascondono i loro colpevoli autori, invita tutti i buoni Cittadini a dar lumi per discoprirli, ed inoltre promette una ricompensa da cento scudi a mille luigi, a misura dell'importanza dei fatti denunziati, non meno che la grazia per ogni persona, che fosse autore o complice della trama. Onde garantirsi da questa la Guardia Nazionale in doppio numero gira la Città, e Parigi è così chiaro di notte siccome fosse di giorno, poichè è stato ordinato a tutti li abitanti di illuminare fino a nuovo ordine le loro case. Quest'ordine, incominciato il 23 del passato mese, di illuminare le case per un tempo indeterminato nelle notti più lunghe dell'anno, che porta un dispendio non indifferente, viene eseguito da tutti quelli che possono farlo, nè vi è alcuno Ambasciatore, o Ministro Forastiere, che abbia creduto dispensarsene. Assentiti dalla Giustizia Pubblica li scritti dispendij sofferti in una circostanza così straordinaria di un'epoca nuova nella storia, e comandato anche con la recente Ducale *10 Ottobre* di conformarmi per l'avvenire all'esempio delli altri Forastieri Ministri, dubitar non posso della pubblica approvazione anche nel caso presente. Se l'Eccellentissimo Senato credesse non neccessaria ai suoi rispetti l'attuale mia dimora in questa Corte, siccome ella è pericolosa per me, cesserebbe la molestia di simili domande, che, sebbene appoggiate anche sull'esempio delli altri, io faccio non volentieri e solo per necessità; e vi aggiungerò il riverente riflesso che, terminato al ricevere delle risposte pubbliche il legale periodo di quest'Ambasciata, anche indipendentemente dalle circostanze attuali, il Decreto 19 settembre 1693 mi autorizzerebbe di rimpatriare, previa la pubblica permissione. Mentre in tal parte dipenderò dai comandi di Vostre Eccellenze con quella rassegnazione, ch'è del mio istituto, per esattezza le accompagno il Giornale di Parigi, che fa prova dell'ordine suddetto, de-

mandato in oltre al Comandante Generale per la sua esecuzione, e quando si pubblicherà pure quello di cessare lo includerò per confronto, e quindi spedirò la nota di tutte queste estraordinarie spese, giustificata nel miglior modo possibile, e che averà per base i Comandi Pubblici.

Parigi, li 2 Novembre 1789.

N. 206.

Continua l'Assemblea Nazionale nel suo sistema di distruzione e di sovverzione generale. La questione sui beni Ecclesiastici, agitata per più di un mese, è stata decisa contro del Clero, ed abbenchè non si abbia più annunziato nel decretivo che appartengono alla Nazione, fu dichiarato nondimeno che sono alla disposizione della Nazione. Così, dopo di avere tacitamente riconosciuto la proprietà del Clero, l'hanno tanto e tanto attaccata. Nel giorno dei Morti hanno data la morte ai beni Ecclesiastici; questa legge passò alla maggiorità di cinquecento sessantotto voti contro trecento quarantasei, quaranta restati essendo, a nostro modo di dire, non sinceri. Essa contiene due articoli: 1° Che tutti i beni Ecclesiastici sono alla disposizione della Nazione, con carico di provvedere convenevolmente alle spese del culto, al mantenimento dei suoi Ministri, col sollievo dei poveri sotto la ispezione delle Provincie. 2° Che nelle disposizioni riguardo al mantenimento dei Ministri della Religione non possa essere assegnato ai Curati meno di mille duecento franchi all'anno, oltre la casa ed il giardino. Quest' ultimo articolo è stato posto maliziosamente, onde attirarsi i suffragi dei Curati ed assicurarsi di una grande maggiorità, e certamente i Curati non vi perdono a questo cambio. Poichè l'abolizione delle Decime Ecclesiastiche, oggetto di quasi ottanta millioni per anno, era già decretata, non credo che, il tutto ben calcolato, non tireranno grandissimo profitto da questo odioso spoglio generale. Ma delle altre viste hanno guidato quelli che conducono

a loro talento l'Assemblea, dove vi è un grandissimo numero di Protestanti e di miscredenti. Avendo voluto proscrivere gli Ordini in tutto il Regno, se il Clero restava proprietario, gli Ordini non sarebbero più distrutti, e le Assemblee del Clero diventando neccessarie a causa dei beni, egli avrebbe conservato un'esistenza separata dalla Nazione. Vi è ancora di più, ed io assicuro l'Eccellentissimo Senato incapace di scrivere per certo delle cose dubbiose. Si vuol distruggere dopo il Sovrano anche la Religione Cattolica. Poichè dispensa da certi doveri, molti preferiscono la Religione Protestante, siccome la più comoda, e moltissimi poi trovano più comoda nessuna Religione. Sperano che da qui in cinque o sei anni la Religione Cattolica non sarà più la Religione dominante, che si vuol che diventi il Calvinismo. Si è data giorni sono alla Commedia Francese una Tragedia Nuova intitolata *Carlo Nono*, che fa la fortuna di quel Teatro. Nella Storia di questo Re, allusiva alla giornata di S. Bartolomeo, non si cerca che d'infiammare il Popolo sulle circostanze attuali, e si mette in continuo ridicolo la Religione Cattolica, di una maniera abbominevole e rivoltante, persino introducendosi sulla Scena il Cardinal di Lorena vestito pontificalmente, che dà la benedizione a quelli che vanno a fare strage delli Ugonotti, e che rappresenta il più odioso personaggio di perfido Ministro e d'impostore. La moltitudine nelli applausi segue l'impulso che l'Autore vuol darle. Ora l'Assemblea Nazionale porta la falce sui Parlamenti. Nemica di tutti i Corpi e di tutte le aristocrazie, che non sono create da essa, il suo sistema non le permette di lasciar sussistere dei Corpi così possenti, e non bastandole l'animo di riformarli, vuole distruggerli. Perciò ha pubblicato che tutti i Parlamenti del Regno continueranno a star in vacanze sino al momento ch'essa possa occuparsi della nuova organizzazione del potere giudiziario, e quest'ordine riguardasi come la vigilia della loro distruzione. Sua Maestà, cui non resta altro che approvar tutto, ha dato il suo consentimento sui beni Ecclesiastici e sui Parlamenti, così pure a quello sulla sospensione provisionale dei voti religiosi. I Ministri del Re hanno scritta una lettera all'Assemblea Na-

zionale, con cui convincono della necessità di stabilire una differenza tra l'Amministrazione del Regno e quella delle Colonie; che la Francia ha dei possedimenti nelle altre parti del mondo, dove il clima, le produzioni, lo stato civile, e per sino la specie fisica della maggior parte delli uomini sono differenti; che per queste considerazioni medesime le altre Nazioni d'Europa riguardano tali possessioni lontane come stati distinti, che hanno bisogno di altre Leggi che quelle della madre patria, e che molti Decreti dell'Assemblea Nazionale, che tendono ad assicurar il bene o la libertà dei Francesi, produrebbero forse una rivoluzione funesta in paesi dove, fra undici parti di uomini, dieci cessando di essere schiavi, resterebbero senza alcuna proprietà e senza mezzi di sussistenza. Un punto di così alta importanza era scappato alle riflessioni dell'Assemblea Nazionale, che ha demandato la lettera suddetta al *Comité*, acciò ne faccia il rapporto. Non si parla che di cospirazioni e di delitti da per tutto. In Parigi vi sono certamente delle persone, che usano tutte le male arti, acciò vi manchi il pane. Nella Fiandra Francese, sopra delazione di una femmina, furono arrestati 2 uomini, che dalle carte ritrovate appresso di essi appare che avessero formato il progetto di uccidere il Re. In conclusione i Francesi sono sempre gli antichi Galli feroci; Lodovico XIV, che cercò di toglierli dalla barbarie, non ha potuto dare ad essi che una vernice esteriore, che col tempo si è consumata.

Parigi, 9 novembre 1789.

N. 207.

Materie che riguardano l'illustre Rappresentanza dell'Ecc.^mo^ Senato in comunione con le altre Corti di Europa meritano bene la preferenza alle notizie particolari di questo Regno, che non lasciano di essere sempre affligenti. Gli Ambasciatori ed Esteri Ministri, che hanno l'honore, ora non molto invidiabile, di risiedere in questa Corte, non hanno al certo a rim-

proverarsi di non essersi diportati tutti con quella maggior moderazione e prudenza che esigeva una circostanza veramente nuova nella storia politica diplomatica. Sin dal primo momento della successa rivoluzione, calcolando noi la differenza che non può non esistere fra un tempo permanente di ordine ed un tempo passeggero di disordine, abbiamo sorpassato di far alcuna reclamazione sopra l'infrazione di quei privilegi, che il *Jus* delle genti, rispettato anche fra popoli barbari, accorda ai Ministri Publici. Ci siamo invece sottomessi a dei sacrificii di ogni genere affine di renderci grati e non sospetti alla Nazione. Abbiamo preso noi tutti e le nostre famiglie la cocarda nazionale, la ricompensarono generosamente, abbiamo contribuito sebben a titolo di carità fatta passare al distretto o al parroco alla ricerca fattaci per la imposta capitazione, abbiamo fatto illuminazioni quante volte ci è venuto l'avviso, l'ultimo essendo stato per un tempo indeterminato, abbiamo tollerato di essere visitati alle barriere e di essere fermati in città nelle nostre carrozze per domandarci se avevamo niente contro la Nazione ed abbiamo dissimulato molte altre indegnità, siccome l'intimazione personale di montar la guardia e cose simili, arrivate all'uno od all'altro. Oltre di ciò, poi che pareva che la solita Assemblea Diplomatica, che si teneva in tutte le domeniche per turno, ora adombrasse il popolo sospettoso di tutto, l'abbiamo per prudenza sospesa, abbandonando un distintivo pubblico che è il solo che qui restasse agli Ambasciatori esclusivamente. Tale era il nostro sistema di moderazione e d'indolenza, alloraquando l'Assemblea Nazionale, sopra domanda del Comune di Parigi di far delle ricerche nelle case privilegiate, ha spiccato il seguente Decreto: « *Che sotto* » *l'impero della legge e della libertà non vi possono più esi-* » *stere case nè persone privilegiate, e che tutto deve essere* » *aperto alle perquisizioni della giustizia per la stessa ra-* » *gione che tutto è chiuso alle inquisizioni del dispotismo* ». In forza di questa deliberazione non vi è più persona sicura in casa propria e basta un pretesto o un sospetto di armi, di polvere, di farina, o di qualche corrispondenza di lettere, perchè la giustizia o il popolo, che si fa giustizia, violi ogni

asilo. Fu allora che, dopo una legge così generica unita ad una conosciuta mala volontà, il Corpo Diplomatico non trovandosi più in sicurezza, nemmeno in casa propria, fece qualche segreta conferenza per concretarsi se doveva in tale circostanza domandar per se un'eccezione della regola che non ci era nel decreto. Alcuni Ambasciatori più timidi avevano già prevenuto quasi tutto il Corpo e persuaso facilmente a Mons. Nunzio di presentar una Memoria in nome comune. E poichè i Ministri del secondo ordine si riportavano a quelli del primo, non vi furono che due soli Ambasciatori di diversa opinione, cioè l'Ambasciatore di Sardegna e quello di VV. EE., mentre quello di Spagna in allora al più era titubante. A me veramente pareva meglio, piuttosto che reclamar sopra una legge che non doveva credersi riguardar il Corpo Diplomatico, aspettar di reclamare sopra un caso a cui si fosse data una tale estensione alla legge. Chè il Corpo Diplomatico non ha bisogno di un'eccezione particolare che gli dà il diritto delle genti. Riflettevo che in un Paese, dove più non si rispetta il Sovrano medesimo, non resta a sperar molto per gli Ambasciatori e che non trovavo della dignità di tutte le Corti Europa azzardarsi ad una risposta, forse non soddisfacente, dell'Assemblea Nazionale, giacchè si sa bene che il Ministro degli affari forastieri non può che servir di organo in questo affare. L'Ambasciatore di Sardegna opinava della stessa maniera, e vi aggiunse che Egli desiderava di essere visitato in casa propria, perchè così il giorno dopo se ne sarebbe andato a Torino. Allora l'Ambasciatore di Spagna dichiarò che, mentre non eravamo tutti dello stesso sentimento, si soprassedeva da ogni passo e si abbandonava l'idea di presentar una Memoria, ma l'esser poi alcune settimane dopo stato visitato egli alle barriere con dirgli che non vi sono più privilegi, ed altro incidente, che ora sono per riferire, fecero risorgere di nuovo, e con maggior calore di prima, il progetto di domandare una dichiarazione positiva riguardo al Corpo Diplomatico. Un foglio periodico intitolato l'*Osservatore,* che credo diligente di accludere, comincia il suo N. 37 con dire che l'alta Diplomazia inferiore, per cui denota i Segretarj d'Ambasciata, pensa

diversamente, che i primi tanto uomini che femmine non fanno che far la cabala con gli aristocrati e fanno partire spesso dei corrieri; ma che le loro Corti saranno ben ingannate nelle relazioni che ricevono, essendo che i dispacci non sono dettati che dalle picciole passioni dei loro Ministri. L'oggetto di questo foglio è senza dubbio di accendere il popolo contro i Ministri Pubblici delle altre Corti, e potrebbe certamente esser ferace di gravi conseguenze. Ecco come l'opinione già prima abbandonata di far delle reclamazioni tornò in campo e trovò un grande appoggio massime nell'Ambasciatore di Spagna. Fu detto dunque che non è più equivoca l'interpretazione che il Comune di Parigi da al decreto dell'Assemblea Nazionale, sopra gli aboliti privilegi, che oggi tutto ciò, non si può sapere cosa si farà domani, che la licenza ogni giorno guadagna terreno, e che non è in nostro potere l'abbandonare la dignità delle nostre Corti. Io veramente non trovavo in questi due fatti posteriori bastante base per cambiar sistema e la massima convenuta giorni prima che l'essere stato ultimamente visitato l'Ambasciatore di Spagna alle barriere non è che un fatto di più aggiunto ai precedenti, e che la voce di un commesso riguardo ai privilegi non doveva farci autorità. E quanto al foglio stampato mi pareva più savio il disprezzar le parole di un *Osservatore* non osservato ed oscuro piuttosto che metterci in forse di ricevere una risposta aggradevole, che ci avrebbero potuto dire; che poichè è permessa la libertà della stampa e poichè si parla dei Principi come si pensa, l'Assemblea Nazionale non può fare un'eccezione alla legge per i soli Ambasciatori. Finalmente considerai apertamente che una risposta negativa più o meno dolce ci avrebbe necessitati ad altri passi, e che nel caso che le disseminazioni e le calunnie contro gli Ambasciatori facessero qualche impressione nel popolo (ciò che per verità sin ora non appare), trovavo miglior espediente quello di domandare un congedo alle nostre Corti, che certamente non potrebbero negarlo in tale circostanza. Ma trovandomi solo in opinione, poichè lo stesso Ambasciatore di Sardegna aveva per deferenza disertato dalla sua, ho cesso sull'istante all'autorità dei Colleghi

dai quali non mi volli in alcuna maniera disgiungere acciò non si facesse carico sopra di me, tanto più che non seguitavo che le pubbliche costanti massime generali ed anche la venerata Ducale 10 ottobre passato, che mi fa un positivo precetto di conformarmi a quanto sarà per addottarsi dagli altri forastieri Ministri. Estesa la memoria dall'Ambasciatore di Spagna, che veramente conteneva dei lunghi dettagli, che indicava gli esborsi da noi fatti, e che individuando le imputazioni date agli Ambasciatori dal foglio *Osservatore* domandava una formale riparazione, ogni uno vi ha dato il suo nome, ed io pure senza voler farmi autore di altre difficoltà. Non restava che l'assenso dell'Ambasciatore Cesareo, il quale, dopo la successa rivoluzione e le cose a lui particolarmente arrivate a Parigi, andato in campagna per paura vi passerà anche l'inverno. Egli però non fece obbietto che sul modo dell'estesa, quale dopo una conferenza da lui avuta coll'Ambasciatore di Spagna fu ridotta molto più breve, essendosi molte cose regolate, ed anche l'articolo della reclamazione sul foglio periodico che si è posto in calce della memoria senza nominarlo particolarmente e senza rilevar niente più che delle espressioni di sensibilità. La Nota che domani sarà presentata al Co: di Montmorin, e che mi onoro di spedire, domanda insomma una dichiarazione positiva, dopo la quale il Corpo Diplomatico possa essere tranquillo sull'intiera conservazione dei diritti dei quali godono in tutte le Corti d'Europa i Ministri di Francia.

Parigi, 16 novembre 1789.

N. 208.

Quantunque il Delfinato abbia portato ad un'epoca più lontana la scritta convocazione de' suoi Stati, cioè dai due di novembre ai 14 di dicembre prossimo, cio non ostante l'Assemblea Nazionale non lascia di trovarsi in sommi imbarazzi da ogni parte, necessaria conseguenza di un rovesciamento to-

tale di cose in una nazione composta di tanti diversi interessi. Dei fatti successi in varie Provincie pongono in angustia i deputati della Nazione. La Camera di vacanze del Parlamento di Roano ha registrato il Decreto dell'Assemblea Nazionale sui Parlamenti, ma senza mai nominarla, e rappresentando la situazione del Regno e quella del Re, protesta di non registrare provisionalmente la proroga delle sue funzioni se non per dare a Sua Maestà delle prove del suo rispetto, e nel timore di accrescere con una giusta resistenza le turbolenze orribili che lacerano la Monarchia. Il Re con somma prudenza ha proscritto l'atto di quella Camera e ha domandato all'Assemblea Nazionale la grazia per li Magistrati di Roano e l'ha ottenuta. Dopo lunghi dibattimenti il Parlamento di Metz ha registrato senza riserva il Decreto che tiene i Parlamenti in vacanza, ma vi esprime il suo timore che il Re non sia libero nel dar la sanzione alle leggi, sopra di che gli Stati Generali hanno comandato ai Magistrati del Parlamento di Metz, che furono presenti a tale deliberazione, di comparire all'Assemblea per render conto della loro condotta. Gli Stati di Cambrai, scontenti del decreto sui Beni Ecclesiastici, ricusano di obbedire alle Leggi dell'Assemblea Nazionale, siccome attentatori alla proprietà, ed hanno ritirato i poteri che hanno dato ai loro Deputati all'Assemblea Nazionale. Il fatto seguente farà sempre meglio conoscere la situazione del Re. Egli dopo le ultime cose di Versaglies ha allontanato da se le Guardie Nobili del Corpo e poi sulle rappresentanze del Comune di Parigi in loro favore si era determinato a riprenderle, ma molti distretti della Capitale non lo hanno voluto, e Sua Maestà è restato con la sola Guardia Nazionale, a differenza di tutti gli altri Sovrani. Questa è la libertà del Re e questa è la concordia fra il Comune di Parigi e i sessanta Distretti. Però questo sistema passivo e indolente che non può essere più compassionevole è, io lo credo, l'unico nelle circostanze attuali per far risorgere l'autorità reale, purchè ciò si lasci nascere dal bisogno e da sè, senza imprudentemente provocarlo innanzi tempo. Neppure la finanza presenta un aspetto migliore, abbenchè vi si impieghino tutti i mezzi estremi e poco

degni di una grande Nazione. I Deputati dell'Assemblea Nazionale si sono tutti levati le fibbie d'argento per mandarle alla zecca, dando con poco un esempio di patriottismo. Ha convenuto a tutti gli abitanti di Parigi di far lo stesso, e se trovano alcuno nelle strade colle fibbie d'argento gliele levano. Il Corpo diplomatico rispetta questa che è divenuta legge generale. Dopo che l'Assemblea Nazionale ha assicurato li creditori dello Stato del pagamento intiero senza alcuna diminuzione il sig. Necker ha insinuato agli Olandesi, Genovesi, e Svizzeri di far qualche servizio in favore delle finanze, siccome quelli che hanno un grande interesse che la Bancarotta non segua. Non so cosa faranno li Genovesi e gli Olandesi che non sono prodighi del loro danaro, ma so di certo che li Svizzeri hanno promesso di dare un millione di lire. Il primo Ministro delle finanze avendo bisogno di 100 millioni di più per l'anno venturo, ne ha presentato la domanda all'Assemblea Nazionale dopo di avere rappresentato lo stato suo vacillante che tiene tutti in allarme. Mi riservo in altro dispaccio a scrivere sopra questo grande affare, alloraquando l'Assemblea avrà deliberato sul piano.

Parigi, 23 novembre 1789.

N. 209.

L'affare del Parlamento di Metz e quello degli Stati di Cambrai terminarono senza maggiori conseguenze. Quanto al primo in virtù di un maneggio il Parlamento di Metz ritrattò quella deliberazione che aveva offeso l'Assemblea Nazionale, e questa dispensò i Membri del Parlamento dal venir a render conto della loro condotta, e quanto al secondo, attribuendo ad ignoranza la decisione degli Stati di Cambrai, fu creduto prudente contentarsi di discioglierli invitando il Popolo della Provincia alla pace, e sollecitando a questo effetto l'intervenzione del potere esecutivo. Si è fatto credere al popolo che nel dì 25 novembre doveva scoppiare una contrarivoluzione a Parigi

e perciò mercoledì passato si tenne in continuo movimento tutta la truppa e la Guardia Nazionale; ma le persone un poco illuminate si accorsero anche prima che arrivasse quel giorno che questo era un artifizio. Non essendovi oggi nè potere, nè persone, nè verisimiglianza, l'oggetto di questa divulgazione non fu che di unir per la paura quelli che cominciavano a disunirsi per gli interessi e per la stanchezza. Si sa che i 60 distretti della Capitale non sono d'accordo fra di essi, e che i borghesi cominciano a stancarsi della guardia nella stagione rigorosa. Ma se questo specifico non si userà con molta sobrietà invece di giovare recherà danno. Dopo la dichiarazione dei diritti dell'uomo i Negri cominciano a voler essere trattati da uomini e non da bestie: alla Martinica hanno fatto una sollevazione, ed abbenchè dicasi che siano stati posti a dovere dai bianchi, io non posso non vedere in pericolo quelle possessioni francesi. L'Assemblea Nazionale non ha dato risposta alla lettera dei Ministri del Re sulle Colonie, ne ha preso alcuna providenza per ivi stabilire un'amministrazione differente da quella del Regno, a similitudine degli altri Governi che hanno stabilimenti in quella parte del mondo. Essa decretò che in avvenire il Re non abbia più ad intitolarsi *Luigi per la grazia di Dio Re di Francia e di Navarra*, ma bensì *Luigi per la grazia di Dio e per la legge costituzionale dello stato Re dei Francesi* e così S. M. cominciò a chiamarsi. Ognuno sa che i titoli che prendono e si danno rispettivamente i Sovrani sono generalmente fondati sopra trattati e convenzioni. I titoli che sono parte del cerimoniale e del rango furono sempre riguardati con grande gelosia e per un solo titolo senza possesso sono insorte nei tempi passati delle grandi questioni fra Principi e persino si passò all'armi. Ora tutto al contrario la Francia vuole che il suo Re perda quei titoli sotto i quali è riconosciuto dagli altri Sovrani, cosicchè non vi sarà in avvenire che il solo Re d'Inghilterra che si chiami Re di Francia. Ma siccome nessuna segreteria mai si diparte dal formulario stabilito, conviene che la Corte di Francia lo domandi ella stessa, senza che le altre Corti certamente non faranno alterazione ai loro metodi. Io

però non mancherò di attenzione nemmeno su questo articolo delicato, onde l'Ecc.[mo] Senato abbia a conformarsi all'esempio degli altri. Questa metamorfosi da Re di Francia a Re dei Francesi, che fu per più giorni tema dell'Assemblea Nazionale, probabilmente non formerà l'occupazione delle altre Nazioni, ma i Francesi, trattando le cose piccole con dignità e le grandi con leggerezza, sono grandi sulle cose piccole e piccioli nelle grandi.

Parigi, 30 novembre 1789.

N. 210.

L'organizzazione delle Municipalità ha occupato molte sessioni dell'Assemblea Nazionale ed io risparmio a VV. EE. il dettaglio lungo e noioso, poichè questo è già contenuto nei fogli stampati che settimanalmente accludo. Osserverò solo che in questo nuovo sistema le Municipalità sono il Sovrano. Dalle perquisizioni praticate per iscoprire gli autori delle atrocità commesse a Versaglies nella mattina 6 ottobre risulta che tra la falange di femmine, che sforzarono le porte per uccidere la Regina, vi erano tre Deputati dell'Assemblea Nazionale confusi con esse e vestiti in ispoglie femminili, di cui si sanno i nomi, due per odio particolare con essa, e l'altro per essere affetto al Duca d'Orleans, per cui è passato a Londra. Vi sono due partiti nell'Assemblea Nazionale, uno che vorrebbe la cosa sepolta in silenzio, e l'altro che fossero denunziati i colpevoli e punito l'orribile attentato. Sin'ora ha guadagnato il primo. Cominciano a moltiplicarsi gli scritti in favore del Re, ed i disordini dell'anarchia guadagnano dei partigiani all'Autorità Reale. Vi sono delle grandi inquietudini riguardo alle Colonie, ed è facile che a S. Domenico sia nato lo stesso che alla Martinica, dove le cose sono (per quanto dicesi) in una critica situazione. Nata l'insurrezione in Corsica contro le truppe, perchè i Corsi vogliono avere la Milizia Nazionale siccome i Francesi, e godere della stessa li-

bertà, l'Assemblea Nazionale decretò che la Corsica sarebbe in avvenire riguardata come una parte dell'Impero Francese e che tutti i Corsi esiliati solo per aver difeso la libertà potranno ritornarvi e godere di tutti i diritti di Cittadini. Dopo la partenza del Duca d'Orleans vi è assai più tranquillità a Parigi, non più attruppamenti e non più mozioni al Palazzo Reale. Furono prese dalla città e dal Governo delle grandi providenze, acciò più non manchi il pane, e credesi assicurata in Parigi la sussistenza per sei mesi. Anche l'affare importantissimo delle finanze par che prenda aspetto e speranze migliori, sopra di che probabilmente avrò a trattenere l'Ecc.mo Sen.° nell'ordinario venturo.

Parigi, 7 dicembre 1789.

N. 211.

Il Clero ha offerto all'Assemblea Nazionale 400 millioni, cento dei quali pagabili in gennaro prossimo a condizione di ritenere il possesso dei suoi beni, e che sia rivocato l'Editto sulle decime; ma piuttosto che condiscendere alle di lui proposizioni si preferisce di continuare nell'imbarazzo in tanta vicinanza del primo d'anno, a fine di non lasciar sussistere il Clero in forma di corpo. Nel punto più urgente, che è quello delle finanze, non è stato sin'ora adottato alcun piano dei molti esibiti; par rimessa alla settimana presente la decisione di questo affare, ma siccome oggi sono le cose niente si può asserire di certo. Degli Avvocati, dei Procuratori, che senza molte fortune e senza molta delicatezza hanno però il talento della parola, sono padroni delle deliberazioni dell'Assemblea Nazionale, le persone più oneste trovando la loro opposizione inutile se ne stanno in silenzio e quel che è peggio non sempre compariscono all'Assemblea. Il *Comité* delle ricerche ha abbruciato tutte le deposizioni e le scoperte fatte sopra gli autori delle atrocità commesse a Versaglies allora quando il Re fu costretto di venire a Parigi, poichè fra questi vi erano

alcuni Deputati dell'Assemblea Nazionale. È nata una rivolta a Tolone, che si è anche sedata, e sulla quale non parlerò, giacchè il parlar di rivolte in questi tempi è come parlar ogni giorno del caldo e del freddo.

Parigi, 14 dicembre 1789.

N. 212.

I dieci Commissarj che hanno esaminato il piano del signor Necker, quello del sig. Laborde, ed altri sulle finanze, che furono presentati all'Assemblea Nazionale, ne hanno fatto il rapporto alla medesima, adottando in parte quello del sig. Necker con delle modificazioni e parte combinandolo con quello del sig. Laborde. Dopo grandi dibattimenti ha finalmente prevalso di larghissimi voti la proposizione di questo *Comitè* che in conclusione è di conservare la Cassa dello sconto, ma come una semplice cassa senza garanzia nazionale, senza titolo di banca nazionale, senza privilegi, di tirar da questa cassa, aggrandita di venticinque mila nuove azioni, i soccorsi urgenti o sia i 170 millioni, dei quali lo Stato ha bisogno, e di darle per sicurezza i Dominj Reali, che la Nazione alienerà ed i Beni Ecclesiastici, che l'Assemblea Nazionale ha dichiarati a sua disposizione. Gli articoli di dettaglio proposti e decretati VV. EE. gli averanno dai soliti fogli stampati che acluderò nell'ordinario venturo. Giova sperare che questo piano riuscirà nell'esecuzione e che si riempiranno le 25.000 nuove azioni, con tutto che gli effetti alla Borsa dopo questo Decreto tanto aspettato abbiano piuttosto ribassato. Ma anche in questa ipotesi il gran punto per le finanze sta a vedere se le Provincie pagheranno le imposizioni, disuso, a cui si accostuma ben presto. Una scoperta che interessa non solo l'Eccelentissimo Senato, ma ancora tutti i Principi devo far publica e mi trovo in grado di garantirne la certitudine. Alcuni Deputati dell'Assemblea Nazionale, dei più fanatici sulle idee popolari, alla testa dei quali vi è il Conte di Mirabeau, hanno

compilato un Codice che insegna a tutti i popoli i diritti dei sudditi in faccia ai loro Sovrani. Questo catechismo di libertà ora si è qui stampato in tutte le lingue e persino nella russa e se ne sono fatti degli esemplari infiniti per ispargerli in gran copia in tutti i Potentati. Nemici della tranquillità di tutti i Governi e di tutti i popoli che vorrebbero involti tutti nelle loro stesse calamità, dei Missionari Francesi e dei libri vanno a propagare la loro venefica dottrina da per tutto. Bisogna avere gli occhi aperti sull'introduzione di queste stampe, siccome su tutti i Francesi, che non sono di un rango assai elevato. Non essendo possibile nascondere al popolo la rivoluzione francese e farne un mistero, che senza ottenerne l'intento non servirebbe che a manifestar la paura, la politica anzi la carità dei sovrani dee consistere in toglierlo dall'errore col mettergli innanzi lo specchio stesso della Francia. Un Re senza potere, un popolo senza libertà, ordini senza esecuzione, esecuzioni senza ordine, la forza pubblica, le leggi, i giudizj, l'armata, l'industria, il commercio, ogni cosa senza attività, i Francesi insomma meno ricchi e meno felici di prima, questo è lo stato attuale della Francia, che non può certamente innamorare le altre Nazioni. So di aver toccato in altro dispaccio questo argomento, che non credo vano ora ripetere; e poichè una grande potenza si è adesso innalzata, che è la potenza del popolo, bisogna bene far conoscere il risultato di questa libertà chimerica che è l'anarchia, ed i libri che publicassero tutte queste verità, io li crederei utili e necessarj.

Parigi, 21 dicembre 1789.

N. 213.

Poichè sempre qui si parla di complotti e di tradimenti, nuovo singolare avvenimento ora è il soggetto di tutti i discorsi di Parigi. La libertà della stampa, che non è che la libertà della calunnia, ha fatto uscire venerdì passato una carta

che si vendeva publicamente, in cui annunziandosi l'arresto del Marchese di Favras fatto seguire dal *Comité* delle ricerche vi si agginnse esserne il motivo un piano ch'egli aveva fatto di far sollevare 30,000 uomini per far assassinare il Marchese de la Fayette ed il Maire di Parigi, ed in seguito di tagliar i viveri alla città e che *Monsieur* fratello del Re n'era alla testa. *Monsieur* il giorno dopo è comparso innanzi ai Rappresentanti il Comune ed ha fatto il discorso che mi onoro di accludere, in cui dichiara in sostanza ch'egli non ha altri rapporti col sig. di Favras, se non in quanto avendo bisogno di trovar del danaro per pagar le spese della sua casa del primo di gennaro, egli si era offerto di fargli imprestar due millioni da due banchieri Olandesi. E quanto all'imputazione infame di un delitto così basso, che la sua condotta publica ed i suoi sentimenti conosciuti lo mettevano al di sopra di tali sospetti, e che dopo la seconda Assemblea dei Notabili egli aveva preveduto la rivoluzione e che in ogni occasione erasi mostrato l'amico della libertà e del ben pubblico, e che egli ha sempre pensato che l'Autorità Reale doveva essere lo scudo della libertà Nazionale, e la libertà Nazionale la base dell'Autorità Reale. Un discorso così rimarcabile per i suoi modi è stato applaudito con i trasporti i più vivi, ed accompagno anche la risposta fattagli dal sig. Bailly. Malgrado la grazia domandata da *Monsieur* si cercano i colpevoli che lo hanno offeso e furono anche arrestate alcune persone. Però non tutti riguardano della stessa maniera nè le espressioni del suo discorso, nè la comparsa dinanzi il Comune di Parigi di un fratello del Re, ma senza decidere se le circostanze lo giustifichino abbastanza, egli è certo che si è guadagnato al maggior segno il favore dèl popolo. Vi vorrebbe un libro e non un dispaccio per ragguagliare i gravi disordini della Capitale e del Regno, frutto dell'anarchia, mai più tanti ladri e tanti poveri a Parigi, nella campagna delle truppe di scellerati tagliano le foreste, nelle città abbrucciano le barriere siccome hanno fatto nella Lorena e nell'Alsazia e facendosi in molti luoghi il contrabbando a mano armata, l'erario più

non riscuote i diritti d'entrata, mentre le imposizioni sotto un pretesto o l'altro sono quasi da per tutto sospese. In somma in questa Nazione di filosofi non si odono che delitti che raccapricciano. A Senlis un artefice di orologi, per vendetta di non essere stato ammesso ad un impiego nel giorno della benedizione delle insegne, in cui tutti i Corpi della città passarono dinanzi alla sua casa, tirò dalle finestre molti colpi di fucile che uccisero altrettanti cittadini. Dati subito gli ordini per assicurarsi dell'assassino, mentre si rompevano le porte per arrivar alla sua camera, la casa è saltata in aria per l'effetto di una mina da lui preparata molti giorni prima e ventinove, la maggior parte militari e padri di famiglia, restarono morti sotto le ruine e 27 feriti pericolosamente. Con un'atrocità di questa sorte pensò di vender cara la sua vita. L'Assemblea Nazionale con decreto della settimana decorsa ammise i non cattolici a tutti gli impieghi civili e militari ed ha comandato che non si esiggeranno da chi si sia altre condizioni di eligibilità che quelle che sono stabilite dalla costituzione. I non cattolici, la qual espressione abbraccia gli uomini tutti di qualunque religione, saranno dunque ammessi alle cariche municipali, all'Assemblea legislativa, alle funzioni giudiziarie ed al Ministero publico. Ogni forastiero può diventar francese lo stesso giorno che arriva in Francia, solo che si sottometta ai carichi publici e paghi un marco d'argento, sotto le quali sole condizioni acquista tutti i diritti di cittadino, onde un negro, un Turco, un'idolatra ed anche i corsari di Salé e di Tunisi possono essere rappresentanti della Nazione e Ministri del Gabinetto di Francia. I commedianti e tutti quelli che esercitano delle professioni infami, non eccettuato nemmeno il carnefice, goderanno delle stesse liberalità di poter elegere ed essere eletti, onde gli istrioni sarebbero spesso costretti ad interrompere le maestose e serie funzioni di Deputati all'Assemblea Nazionale per andar a far i buffoni in su la scena. La decisione su gli ebrei fu veramente rimessa ad altra giornata, ma l'Assemblea Nazionale sarebbe implicante colle sue massime se solamente contro l'ebreo volesse far un'eccezione dei diritti dell'uomo. Queste che sem-

brano più invenzioni per far ridere che verità, e che urtano tutti i principj, sono il bel frutto della filosofia moderna, e frattanto questi legislatori sfidandosi spesso fra loro a duello, scrivono le loro leggi prima col sangue che coll'inchiostro.

Parigi, 28 dicembre 1789.

N. 214.

Le leggi senza la forza esecutrice essendo un nullo, i disordini dell'anarchia sempre più incomodano e disgustano, ma la maggiorità dell'Assemblea Nazionale ha paura nel rimettere al Re il potere esecutivo e questo contrasto non ristabilisce gli affari. Il clero, la nobiltà, i Parlamenti e tutti quelli che tirano pensioni od altre rendite dal Tesoro Reale sono nemici di una gran parte delle cose deliberate dall'Assemblea Nazionale e tutti questi interessi formano un grandissimo corpo assai potente. Una porzione del popolo, che sperava gran vantaggio dalla rivoluzione, trovandosi in peggiore stato di prima, comincia a desiderare il ritorno dell'antico ordine di cose. Insultati i Decreti dei Rappresentanti della Nazione ed i suoi stessi individui con libelli infamanti che si vendono alle porte dell'Assemblea medesima, l'anarchia presente che rende vana l'opera della loro legislazione, non dovendo, nè potendo durar lunghissimo tempo, e le Provincie inviato avendo più di 200 persone a Parigi per vegliar sui loro Deputati e sulla loro condotta nell'Assemblea Nazionale, tutti questi intoppi per progredire servono di freno ai promotori principali delle massime popolari e li costringono a dei riguardi per l'opinione pubblica, che si manifesta contro di essi, e quindi ora si mostrano disposti a dei mezzi conciliatorj con l'altro partito più savio dell'Assemblea, ma che è della minorità. Già furono nominati dei Commissarj per una parte e per l'altra a fine di portar parole di pace, e se l'unione dei due partiti contrarj seguisse, questa sarebbe la sola salute della Francia e gli affari potrebbero tuttavia facilmente

raddrizzarsi. I principj troppo avanzati potrebbero modificarsi nell'applicazione e nelle leggi di dettaglio. In mezzo a queste dubbie speranze un manifesto terribile è stato affisso questa mattina al Palazzo Reale per parte dei numerosi abitanti del sobborgo di S. Antonio, i quali, nel caso che arrivasse qualche sinistro al Comandante Generale Marchese de la Fayette, minacciano di far perire tutti gli individui del clero e della nobiltà. L'Assemblea Nazionale ha rifiutato il regalo dei Ginevrini quasi all'unanimità e senza nemmeno ringraziarli. Si ricorderanno VV. EE. che ho scritto esser nata l'offerta ad insinuazione del sig. Necker, fatta pure agli Olandesi ed ai Genovesi che fecero i sordi. Ma il motivo del rifiuto non fu già un atto di magnanimità, ma bensì il volere che anche i forastieri paghino il quarto della loro rendita in Francia, e siccome i Ginevrini tirano dal Tesoro Reale da 22 o 23 millioni per anno, hanno rifiutato un millione per fargliene pagare cinque e mezzo.

Parigi, 4 gennaro 1789 m. v.

N. 215.

I tentativi per una conciliazione fra i due partiti dell'Assemblea Nazionale, ò almeno di una coalizione preponderante dei membri più moderati del Terzo Stato sono sventuratamente abortiti a causa massime dell'animosità e della diffidenza o del timore. La legislazione senza il potere esecutivo non è che un pezzo di carta, non si vuol per paura restituire al Re il potere esecutivo, e non essendovi più subordinazione, nè forza, gli affari pubblici restano in una pestifera stagnazione e più non camminano. Dei pericoli presenti, dei mali futuri sono la sola prospettiva che ora dà la Francia al mondo attonito. Ho scritto più volte sugli effetti rovinosi dell'anarchia, non meno che sui timori di una bancarotta o di una guerra civile, ma questi ben lungi dal diminuirsi, anzi piuttosto si accrescono per quanto VV. EE. sono per intendere.

È noto, che la Camera di vacanze del Parlamento di Rennes ha rifiutato di registrare il decreto che proroga le vacanze del Parlamento. Chiamata questa Camera a render conto all'Assemblea Nazionale della sua disubbidienza, essa vi comparve con la maggior intrepidezza, mostrando di essere venuta solo per ubbidire il Re, ed il suo Presidente vi ha pronunziato un discorso in cui sostenne principalmente che la Bretagna è una Nazione associata alla Nazione Francese e che nel contratto di questa associazione è stipulato espressamente che non solo le imposizioni, ma ancora ogni cambiamento nell'ordine pubblico dev'essere acconsentito dagli Stati della Provincia, che tutti i Comuni della Bretagna, nominando i loro deputati agli Stati Generali, gli hanno vincolati nei loro mandati all'obbligo di conservare i diritti e franchigie della Bretagna e specialmente di acconsentire negli Stati della Provincia le imposizioni ed ogni cangiamento nell'ordine pubblico; e che in conseguenza i Magistrati del Parlamento di Rennes, che hanno il giuramento di mantenere la costituzione della loro Provincia, hanno dovuto per non essere spergiuri rifiutar il registro di un decreto per cui l'ordine giudiziario della Bretagna è intieramente cambiato. Questa difesa essendo parsa temeraria al maggior numero dell'Assemblea, nacquero delle dispute calde e dei pareri violenti furono proposti; finalmente due ore sono fu preso il seguente decreto, con cui disapprovando la condotta dei Magistrati di Rennes ed i motivi allegati per loro giustificazione, dichiara che la loro resistenza alla legge gli rende inabili a riempiere ogni sorte di funzioni, sino a che non prestino il giuramento di fedeltà alla costituzione, decretata dall'Assemblea Nazionale ed accettata dal Re. Probabilmente domani saranno chiamati dinanzi all'Assemblea per intendere questo decreto dalla voce del suo Presidente ed è interessantissima la direzione che teneranno in seguito questi parlamentarj; clero, nobiltà e Parlamenti hanno grandissima forza nella Bretagna. Questa provincia considerabile è composta di 42 città, 31 contro 11 sono in favore dei Parlamenti e dicesi che se l'Assemblea Nazionale vuol sostenere tutti i suoi decreti, sono già determinate a separarsi

dalla Francia ed a formar un Governo a parte. Bisogna poi vedere come pensa il popolo nelle campagne. Il punto delle imposizioni può generar anch'esso delle gravi conseguenze. Le operazioni dell'Assemblea Nazionale hanno diminuito la rendita pubblica di 115 millioni. Bisogna dunque accrescere le imposizioni di tutta questa grandiosa somma, e quando i popoli, che speravano un sollievo dal nuovo ordine di cose, si vedranno invece doppiamente aggravati, chi può assicurare che pagheranno e che resteranno tranquilli? Se l'Erario non riscuote le sue rendite non può soddisfare ai suoi impegni, resi sin'ora maggiori per i nuovi soccorsi della Cassa dello sconto, che in tal caso mancherebbe anch'essa e strascinerebbe la rovina di tutte le fortune. La bancarotta e la guerra civile, queste due cose sono così unite siccome la causa e l'effetto, e l'una diviene conseguenza dell'altra. L'Assemblea Nazionale ha fatto un decreto tagliente sulle pensioni, e che toglie il sostentamento a tante benemerite persone e famiglie. Questo decreto disonorante riduce le pensioni a tre mila lire al più sino a nuova deliberazione. Quindi un altro numero di malcontenti, e d'infelici, che sempre più si accrescono. A Versaglies sollevatosi il popolo ha voluto la diminuzione di un terzo sul pane, ed ha convenuto accordargliela sul momento. Oggi vi si è mandato un rinforzo di truppa per rimetterlo sul prezzo di prima. Si teme che a Parigi vogliano lo stesso e perciò si è raddoppiata la Guardia Nazionale. Ma il maggiore dei mali è il temerli sempre tutti.

Parigi, 11 gennaro 1789 m. v.

N. 216.

Il Parlamento di Bretagna, essendosi presentato all'Assemblea Nzionale per sentirsi a leggere il noto decreto, chinò la testa senza proferir parola e se ne ritornò nella sua Provincia. Dentro alcune settimane si saprà l'effetto che averà ivi prodotto. In generale non apparisce la miglior disposi-

tione per eseguire tutti i decreti dell'Assemblea Nazionale. Le sue operazioni sono screditate in molti libelli, che sempre in maggior numero compariscono. La riscosssione del quarto della rendita procede assai stentatamente ed abbandonata alla coscienza, non produce quanto si credeva. Le spese dell'amministrazione in questi tempi di disordine crescono maggiormente, mentre per l'altra parte tutti i fonti delle rendite pubbliche vengone meno. Immenso dunque e incalcolabile è il *deficit* senza più palliativi e malgrado il nuovo imprestito sulla Cassa dello Sconto i pagamenti del Tesoro Reale continuano nella stagnazione medesima. L'Assemblea Nazionale ha pensato più a tirar danaro che a stabilire il credito, ed ha accresciuto le piaghe dello Stato in luogo di sanarle. La cauzione data ai creditori sui beni ecclesiastici prima della verificazione del decreto è troppo aerea perchè soggetta a molti pericoli. Si comincia a temere che l'ultima operazione sulla Cassa dello Sconto non faccia che tirar in lungo la bancarotta e farla più bella. Questa produrebbe una grande insurrezione nella Capitale, ma non così nelle Provincie, che non hanno voluto ricevere la Carta, anzi vi sono alcune provincie che desiderano la bancarotta, siccome il mezzo sicuro di una grande risorsa per la Francia. Infatti tirando gli Olandesi da 32 millioni all'anno di interessi, gli Svizzeri più di 22 ed i Genovesi più di 10, si calcola che la Francia paghi in pieno ai forastieri di tutte le Nazioni di circa cento millioni per anno d'interessi, ciò che forma un capitale immenso ed una tentazione assai grande. Da alcuni mesi ho fatto noto, che credevo mal sicure le Possessioni Francesi in America e con tutto che dopo la scritta sollevazione non sia sin'ora nato alcun altro avvenimento, le ultime lettere di S. Domenico, arrivate nei giorni passati, sono assai inquietanti. L'Assemblea Nazionale fu prudente in questo che non diede alcuna risposta alla nota lettera degli Stati del Brabante, e non diede nemmen luogo nel suo seno a dispute accademiche sopra tale delicato argomento.

Parigi, 18 gennaro 1789. m. v.

N. 217.

Finalmente mi trovo in grado di render conto all'Ecc.mo Senato del come è terminato l'affare della reclamazione generale del Corpo Diplomatico per la conservazione di quei privilegi che il *jus* delle genti e la costante pratica di tutte le Corti accordano ai Ministri Pubblici. Ne ho diffusamente trattato l'argomento nell'ossequioso mio dispaccio 207, che inoltre ragguaglia il mio particolar sentimento differente da quello degli altri quanto alla modalità e si confermerà sempre più che si può esser solo in opinione e tuttavia averla buona. Presentata nel giorno 17 novembre da M.r Nunzio a nome di tutti la nota memoria al Conte di Montmorin, che già non serviva che di organo in questo affare, egli non ebbe molta fretta nel darle sfogo e non prima delli 11 del dicembre ne ha comunicato con lettera il contenuto all'Assemblea Naziozione. Il suo Presidente il giorno dopo ne fece parte alla medesima, ed usando di somma desterità sbrigò la cosa in due minuti per non aprir adito a discussioni, e fece dichiarare che l'Assemblea nel decreto di ottobre non ha mai inteso di offendere il diritto delle genti. Ma questa decisione cavata dal S.r di Freteau per via di sorpresa, dispiacque ad alcune teste le più sublimate, ed il Conte di Mirabeau nel suo foglio che stampa periodicamente al N. 78 ne rese conto in una maniera assai disavantaggiosa, qualificandola presa senza maturità, senza riflessione e senza attenzione alle conseguenze. Servendosi di una erudizione cavata dalla storia della Regina Anna d'Inghilterra, passa ad una quantità d'interrogazioni nella teoria e nella pratica, sulla prima domandando in qual codice sono queste disposizioni che riguardano i privilegi in favore dei Ministri Pubblici, e da chi ha egli ricevuto la sua autorità e simili altre questioni, sulla seconda, se questi privilegi sono così chiari e così definiti, o se piuttosto variano secondo i luoghi, i tempi, l'umore dei Ministri e quello ancora dei Principi. Poichè ora qui non si cerca che di fermentar tutto, questo foglio produsse discorsi, e forse anche pentimenti, e l'effetto fu, che malgrado la dichiarazione dell'Assemblea Na-

zionale il Corpo diplomatico al primo dell'anno non aveva ricevuto risposta alcuna alla sua Memoria. Essendo ciò sommamente indecoroso alla dignità di tutte le Corti unite in una medesima causa, l'Ambasciatore di Spagna propose di pulsar la risposta, e siccome tutto il Corpo diplomatico andava quel giorno dopo la Corte a complimentar il Ministro degli affari forastieri, egli si assunse a domandarla in nome comune, mentre eravamo presenti. Il Co: di Montmorin si scusò, che il Presidente per diverse circostanze gliela ritardava, e poichè questo ritardo si rendeva troppo lungo e troppo osservabile, gli Ambasciatori di famiglia, diversi giorni dopo, ne fecero amara doglianza col Ministro medesimo. Finalmente bisognava rispondere e sotto il giorno 17 gennaio, cioè 2 mesi dopo, il Conte di Montmorin con lettera scritta a M.r Nunzio gli mandò copia della risposta del Presidente, e del relativo decreto preso dall'Assemblea Nazionale, incaricandolo della comunicazione a tutti i suoi membri. Io mi onoro di rassegnare inserte tutte queste carte a V. E. Non si poteva più dire di non voler riconoscere le immunità ministeriali, derivanti dal *jus* delle genti, ma doleva l'accordarle, e necessitati alla risposta hanno voluto far rimarcare il dispiacere della domanda. La risposta del Presidente comincia da un rimprovero a tutto il Corpo diplomatico, che non conosce lo spirito di giustizia e di saviezza che animano l'Assemblea Nazionale. Questa risposta, abbenchè per una parte debba garantire agli Esteri Ministri i loro privilegi inviolabili, riesce però giustamente poco grata a tutto il Corpo diplomatico e poco degna dell'associazione di tutte le Corti, e quegli Ambasciatori medesimi, che hanno promosso la domanda, ora conoscono che sarebbe stato meglio invece che far rimostranze sopra un decreto che non poteva riguardar il Corpo diplomatico, aspettar di reclamare sopra un caso a cui si fosse data una tale estensione al decreto. Le parole poi di sensibilità sopra le espressioni ingiuriose del foglio *Osservatore*, che feriscono gli Ambasciatori, non furono nemmeno rilevate nella risposta.

Questo Ministro di Genova ha fatto una specie di reclamazione sul Decreto dell'Assemblea Nazionale per cui la Corsica

fu incorporata nella nuova Costituzione Francese. Sostiene che per i trattati Genova può ricuperar la Corsica, che è stata cessa alla Francia niente più che in via di pegno delle spese da essa fatte, e che nei trattati medesimi la Francia si è obbligata di niente cangiare nel regime politico della Corsica senza il consenso della sua Republica. La pretesa, che la Francia non abbia la sovranità della Corsica, ha prodotta una grande agitazione negli spiriti fervidi dei Rappresentanti della Nazione. Uno di essi, accusando i Genovesi di orgoglio e di ambizione e rammemorando che Luigi XIV ha fatto venir il Doge di Genova a Versaglies, fece la mozione che si chiami il Doge di Genova attuale a venir a render conto della sua condotta. Questa mozione, veramente ridicola nei tempi e nelle circostanze odierne, non fu accolta dall'Assemblea, ma però essa ha confermato il suo antecedente decreto, che unisce la Corsica alla Monarchia Francese.

Parigi, 25 gennaro 1789.

N. 219.

In mezzo alle dolorose circostanze di questo Regno abbastanza note a VV. EE. per i miei dispacci, S. M. giovedì passato comparve nell'Assemblea Nazionale e vi pronunziò il discorso che ho l'onore d'inserire. Principia da una breve analisi sull'orribile situazione della Francia, parla dei cambiamenti che avrebbe voluto operare per gradi e d'una maniera più dolce e che l'Assemblea Nazionale ha fatto rapidamente, accenna i mali provenuti dalla penuria, dalla situazione delle finanze, dal discredito, dalla mancanza del numerario e dal deperimento delle percezioni, accenna i soccorsi che ha somministrato, massime nella Capitale, ad una folla d'infelici mancanti di lavoro e finalmente la pace al di fuori che ha conservato con tutte le potenze di Europa, malgrado l'interna situazione generalmente nota e malgrado le tempeste politiche che agitano molte altre Nazioni. Da questo passa a far conoscere il disegno che l'ha condotto fra i rappresentanti della

Nazione, che è quello di associarsi di una maniera più espressa e più pubblica all'esecuzione di tutto ciò che fu decretato dall'Assemblea Nazionale per il bene della Francia, e lodando le deliberazioni che egli dettaglia, invita tutti i cittadini alla concordia a cui chiama un interesse eminente anche con delle opinioni differenti. Vuol che si sappia da per tutto che il Monarca ed i Rappresentanti della Nazione sono intimamente uniti e come mettendosi egli alla testa della rivoluzione promette di difendere e di mantenere la libertà costituzionale, ed inoltre di concerto colla Regina, che ha i suoi stessi sentimenti, promette di preparar di buon ora lo spirito ed il cuore del Delfino al nuovo ordine di cose. Quindi fa vedere la necessità di assodare il potere esecutivo, non già per lui che non conta per niente, ciò che gli è personale, ma per il bene della Patria, senza della qual autorità non vi può essere nè ordine al di dentro, nè considerazione al di fuori. Ed in fine eccita l'Assemblea ad occuparsi seriamente del ristabilimento dell'ordine nelle finanze rilevando la quantità innumerabile dei cittadini che sono uniti con qualche legame alla fortuna pubblica. Questo discorso ebbe nell'Assemblea più applausi che frutto; quelle parti che accomodarono si ricevettero con effetto, le altre si lasciarono sin ora in dimenticanza. L'impegno di amare, di mantenere e di difendere la costituzione si consacrò nella più solenne maniera, si mandò una Deputazione per ringraziare il Re é la Regina, si ordinarono illuminazioni per tutta la città, si fece pronunziare il giuramento civico onde legar tutti i cittadini alla nuova Costituzione, l'Assemblea medesima individualmente giurò e con un monumento apposito in tavola di bronzo si vuol perpetuare l'accettazione del Re per tramandarla ai posteri. Ma quanto al rimettere nelle mani del Re il potere esecutivo, e quanto al ristabilir l'ordine nelle finanze per ora non se ne parla. Però il passo fatto dal Sovrano, ed un abbandono tale senza alcuna speranza nè frutto non piacque a tutti. Io, senza farmi giudice, dirò per l'effetto ch'egli ha dispiaciuto a molti buoni e non ha guadagnato alcuno dei cattivi.

Parigi, 8 febbraio 1789 m. v.

N. 220.

Se mi accingessi a trattenere l'Ecc.^{mo} Senato sui disòrdini particolari delle Città e delle Provincie francesi eccederei in tutte le settimane i riverenti limiti di un dispaccio: io non posso che accennarli generalmente di tratto in tratto e perciò non descriverò oggi nè una nuova sollevazione di quattro mille lavoranti a Lione, nè la dejezione di quella città la più mercantile del Regno, nè una carnificina a Saumur fatta dalla truppa regolata sopra una grossa banda di briganti. Mi restringerò alla Capitale ed alle recenti deliberazioni più importanti dell'Assemblea Nazionale, oltre a quanto sull'esterno mi darò l'onore di riferire. Il decreto più strepitoso di questi giorni e che accora Mr Nunzio nel doverlo scrivere a Roma fu quello emanato sopra i voti religiosi dopo una sessione lunga e ancora più tumultuosa. Con esso i voti monastici dell'uno e dell'altro sesso sono riconosciuti anticostituzionali e dichiarato in conseguenza che gli Ordini e le Congregazioni Religiose dove si fanno simili voti restano soppresse in Francia senza potersene più stabilire in avvenire. Che tutti gli individui dei due sessi esistenti nei Monasteri e Case religiose potranno sortirne, facendo le loro dichiarazioni alla municipalità del luogo, e che sarà provveduto ai medesimi con una pensione. Che saranno assegnate delle Case nelle quali potranno ritirarsi quelli che non vorranno approffittare della disposizione della legge. Che niente sarà cangiato per ora riguardo alle Case incaricate dell'educazione pubblica e degli Stabilimenti di carità, e ciò sin tanto non sia preso un partito sopra questo oggetto. In fine, che le Religiose potranno restar nelle Case nelle quali si trovano, ad eccezione dei Religiosi obbligati a riunire molte Case in una sola. Si vedrà fra poco, se i Religiosi dei Monasteri dell'uno e dell'altro sesso che rinunzieranno al beneflzio del decreto saranno in maggior numero. Un altro decreto, ma parziale, ha reso l'Assemblea Nazionale sopra gli Ebrei, ammettendo gli Ebrei di Bordeaux ai diritti di cittadini attivi. Questa mostruosità che accorda ad una parte ciò che si nega all'altra, offende il buon senso. Un Ebreo

di Bordeaux goderà dei diritti dell'uomo, e non un Ebreo della Lorena e dell'Alsazia.

Parigi, 15 febbraio 1789 m. v.

N. 221.

Crescono maggiormente le turbolenze nelle Provincie e la Francia va a diventar una Nazione di briganti. Le Municipalità non possono, e talvolta anche non vogliono, reprimere i delitti, ed il potere esecutivo senza attività è spettatore impotente delle colpe. Necessario essendo dispiegare tutte le forze della Monarchia per contenere latrocinj e sollevazioni universali, un membro ha proposto, che all'esempio dell'Inghilterra fosse accordato dall'Assemblea Nazionale al Re il diritto di fare durante le turbolenze delle proclamazioni, cioè delle leggi emanate dalla sola volontà del Re, ed eseguite, senza che la loro esecuzione sia sottomessa ad alcuna responsabilità. Un altro ha fatto la mozione, che qualunque ordine emanato dal Re sia eseguito senz'alcuna opposizione da tutti i rami della potenza esecutrice, dipartimenti e distretti, e che ogni resistenza sia punita come un misfatto, salva la responsabilità dei Ministri. Ma siccome vi sono moltissimi nell'Assemblea che preferiscono piuttosto i mali che i rimedi della mano del Re, oggi si è moltissimo disputato e nulla deciso. L'Assemblea Nazionale, non avendo voluto sin'ora occuparsi seriamente delle finanze, già diminuite notabilmente le rendite pubbliche, e sospese quasi da per tutto le imposizioni, l'Erario trovasi in somme angustie a segno che è imbarazzato persino a pagar la marina. La bancarotta par inevitabile, siccome ho scritto da molto tempo e malgrado tante belle dichiarazioni dell'Assemblea Nazionale moltissimi individui in secreto la vogliono. Io quasi assicurerei, che almeno una lunga sospensione di pagamenti sarà per nascere dentro alcuni mesi. Molti credono che quando le imposizioni saranno percepite l'Erario potrà soddisfare ai suoi impegni, ma le imposizioni ordinarie non

possono a ciò bastare dopo le cose decretate, e credo un sogno che la Nazione voglia ora assoggettarsi ad imposizioni più forti di prima. In mezzo a tanti motivi di dolore un deputato della nobiltà, il sig. di Cazales propose all'Assemblea Nazionale di disciogliersi e di farsi rimpiazzare da nuovi delegati della Nazione, ai quali essa darà un potere speziale per approvare o per modificare l'opera fatta. Disse, che nella Costituzione decretata i Deputati hanno ecceduto i poteri dati dalla Nazione, che bisognava togliere alle Provincie i dubbj sulla libertà dell'Assemblea Nazionale e del Re nel suo soggiorno nella Capitale, e che i membri della Legislatura presente, spediti con mandati opposti da chi aveva interessi differenti, inaspriti gli uni contro degli altri, devono riconoscersi incapaci di travagliar di concerto alla perfezione di una Costituzione nata in mezzo a tante tempeste. È facile l'immaginarsi con qual agitazione fu intesa questa proposizione, che non fu accolta dall'Assemblea, le di cui conseguenze per verità sarebbero state un'intiera sovversione delle cose fatte, una incertezza ed una confusione generale. Con tutto ciò questa mozione potrebbe far qualche effetto in qualche Provincia. L'Alsazia reclama contro la soppressione dei religiosi.

Parigi, 22 febbraio 1789 m. v.

N. 222.

Non averanno dimenticato Vostre Eccellenze che appena successa la fatale rivoluzione di questo Regno, io ho subito spiegato le mie apprensioni sulle Colonie francesi d'America. Nè tardò molto a verificarsi quanto ho già preveduto. Le ultime lettere di S. Domingo in data 19 gennaro passato cagionano grande tristezza, e la Francia è minacciata di perdere quella preziosa possessione. Già al Capo Francese un'Assemblea, col titolo di Assemblea Provinciale del Nord, non riconoscendo più alcune autorità, ha cacciato via il Governatore, ha fatto prestar alle truppe il giuramento nazionale, ha in-

timato al Direttore delle finanze di S. Domingo di rendergliene conto, e portarono la rivolta sino a rendersi padroni assoluti delle chiavi di tutte le casse. Ma ciò che è ancora più rovinoso per la Francia, si è, che hanno aperto i porti ai forastieri, cosicchè alla partenza di queste lettere stavano già ancorati alcuni bastimenti inglesi. Quella Colonia è divisa in tre partiti, l'uno, senza riconoscere i decreti dell'Assemblea Nazionale, vuole governarsi con leggi proprie, ed essere soggetto solo al Re, quando però abbia ripreso il potere esecutivo, ma colla condizione di avere il commercio libero, l'altro vuol rendersi affatto indipendente e mettersi sotto la protezione dell'Inghilterra; e vi è finalmente un terzo partito, che senza correr l'azzardo di una insurrezione, desidera temperamenti ed espedienti. Ma ciò che fa temer maggiormente si è lo spirito sedizioso ed intraprendente del sig. de La Chevalerie (1) che ora governa i Consigli e comanda le truppe del Capo. La somma difficoltà consisterà a organizzare l'amministrazione delle Colonie e le leggi proibitive del loro commercio, e certamente, quand'anche le Colonie non si separassero dalla metropoli, solo che il loro commercio restasse libero, la marina ed il commercio della Francia, e tutte le arti che il commercio e la marina nutriscono, caderebbero senza dubbio in rovina. I decreti di libertà dell'Assemblea Nazionale che emanati senza alcuna eccezione di spezie fisica di uomini andavano ad estendersi anche sopra i negri, allarmarono i bianchi. Sono gli Africani che coltivano le terre dell'America, e la loro schiavitù forma la ricchezza dei proprietari, e se i Negri fossero resi liberi, una libertà senza mezzi d'esistenza potrebbe essere un dono funesto anche per quei medesimi che vivono della servitù. L'America francese, minacciata da una perdita grande non può veder tranquilla un'innovazione sulla schiavitù e sulla tratta dei negri, e non solo l'America, ma vi si oppone anche l'interesse del Regno. Due deputazioni perciò si presentarono all'Assemblea Nazionale. La deputazione del Com-

(1) Persona privata, che si era impadronita del potere e aveva radunato un'assemblea provinciale (Guérin, *Histoire maritime de la France* (V. p. 249).

mercio del Regno e quella dei Cittadini armati di Bordeaux. Tutte due dipinsero con vivi colori le perdite del commercio; la sospensione dei lavori nelle manifatture, il disparire del numerario, i vasti porti, prima coperti di vascelli, ed ora deserti, un popolo immenso di artefici ridomandando la sua sussistenza con gridi che si perdono fra i gridi di quelli che festeggiano la creazione della libertà. Tutte due terminarono le loro arringhe patetiche domandando all'Assemblea Nazionale un decreto che mantenga la tratta e la schiavitù dei negri nelle Colonie. Il Ministro della marina ha fatto pervenir oggi all'Assemblea Nazionale tutte le lettere e carte dell'America, relative alla rivolta del Capo, e questa sera comincieranno i grandi dibattimenti sopra un argomento della più alta conseguenza per la Francia. Io ho raccolto dai migliori fonti quanto ho scritto, che per altro comunemente in differenti maniere si racconta. Domani si saprà tutto con certezza e con precisione, e con il primo dispaccio potrò aggiungere, correggere o confermare intieramente. Dove la costituzione nascente è contrariata da insurrezioni nelle Provincie, dove la proprietà è attaccata da bande di briganti armati, ma nulla di meno i rappresentanti della Nazione continuano intrepidi il loro treno, e per quante mozioni siano state fatte, e per quanti mali siano stati rappresentati, non hanno voluto i rimedj per non rimettere al Re il potere esecutivo e vogliono continuare in tutti gli orrori dell'anarchia. Frattanto le imposizioni non si riscuotono, poichè manca la potenza esecutrice; i sudditi si accostumano a non pagare, l'Erario è tutti i giorni agli espedienti, niente più che per tirar in lungo il governo e l'amministrazione, ed il discredito sempre più cresce.

Parigi, primo marzo 1790.

N. 223.

L'affare gravissimo delle Colonie fece molta impressione nell'Assemblea Nazionale per le conseguenze che può produrre

e per la responsabilità sua in faccia alla Nazione, e perciò non fu trattato colla solita rabbiosa precipitanza, ma la discussione essendo così delicata e difficile come importante, fu stabilito un *Comité* di dodici deputati per lo spoglio di tutte le lettere dell'America e per l'esame di tutta la materia. Questo *Comité* ha fatto oggi il suo rapporto, ed oggi cominciano le gravi dispute sull'argomento. È vero che la Martinica offre ora un orizzonte assai meno tempestoso che San Domingo, ma però le stesse querele vi si cominciano sordamente, e vi si scorge uno spirito d'inquietudine. La costituzione militare fu decretata dall'Assemblea Nazionale e fu ordinato in sostanza che l'Armata francese in tempo di pace sarà composta di circa 143.000 uomini fra infanteria, cavalleria ed un corpo di artiglieria e del genio, e che 84 millioni basteranno a tutta la spesa. Avendo per viste di economia ridotto l'Armata terrestre ed il numero e la paga degli ufficiali, per viste poi di giustizia ha accresciuto la paga dei soldati di più di due soldi al giorno. Una recente memoria del signor Necker all'Assemblea Nazionale forma oggi il soggetto di tutti i discorsi e mette in allarme. Questo Ministro, rovinato nella salute per afflizioni d'animo, vi dipinge lo stato delle finanze in modo che denota più disperazione che speranza. Senza farne un esatto dettaglio, che mi renderebbe troppo prolisso, uno degli articoli più interessanti a sapersi si è che mancano al tesoro reale duecento novanta quattro millioni per arrivare alla fine di questo anno. Egli propone dei rimedi e degli espedienti, ma molto incerti nella riuscita e nei calcoli, e non so se affatto bene immaginati o spiegati. Quindi propone la soppressione del Ministro delle Finanze istituendo in suo luogo per l'amministrazione dell'Erario un *Comité* composto di tal numero di soggetti che crederà il Re, i quali col titolo di Commissarj della tesoreria sarebbero i soli Ministri del Re in questo dipartimento, ed i quali sarebbero per la maggior parte presi dal Corpo dell'Assemblea Nazionale. E in un momento, ch'egli dichiara dell'ultimo pericolo, previene che lo stato pericoloso della sua salute lo obbligherà

nel corso della primavera ad andar a prendere le acque, senza rispondere di poter ripigliare le forze sufficienti per abbandonarsi di nuovo ai travagli. Siccome si sa che vuol andar a prendere le acque negli Svizzeri, sua patria, pochi sono quelli che credono che vorrà più ritornare in Francia, ed i più attribuiscono la causa meno alla sua salute che alla disperazione degli affari, e riguardano quest'ultima sua memoria siccome il suo testamento. L'opinione pubblica non è più tanto in suo favore; se i suoi progetti finanziarii non sono riusciti, nemmeno la sua memoria e la sua dichiarazione gli guadagnano una generale approvazione. I Principi della Germania, riguardando la rivoluzione francese siccome una pestilenza, hanno fatto tirare un cordone di truppe sulle frontiere affine d'impedire ai missionari francesi l'ingresso nei loro Stati per propagar la loro dottrina e per operare la defezione delle truppe medesime.

Martedì della settimana scorsa giunse corriere estraordinario colla notizia della morte dell'Imperatore, che già non poteva non attendersi, e che portò sommo cordoglio a questi Sovrani. La Regina, che da molti mesi sopporta con ammirabile costanza tante sciagure, non può mostrar egual fermezza sulla perdita di un fratello, da essa teneramente amato. Questo Ambasciatore Conte di Mercy non avendo ancora ricevuto nuove credenziali del nuovo Sovrano, poichè il Gran Duca il 20 febbraio, giorno della morte di Cesare, era tuttavia a Firenze, non ha potuto sin'ora compiere la formalità della partecipazione a questa Corte. Una tal morte porta un grande cambiamento nella politica, e quantunque gli affari sotto certi aspetti possano con essa maggiormente imbrogliarsi, ciò non ostante egli è certo che il Gran Duca senza disonore può far dei passi indietro, che far non poteva l'Imperatore.

Parigi, 8 marzo 1790.

N. 224.

L'Assemblea Nazionale nel decidere sull'affare gravissimo delle Colonie pronunziò contro i suoi principj, piuttosto che sollevar l'America e tutte le città commercianti del Regno, ed in questa occasione la paura ha imposto alla filosofia. Invano il Conte di Mirabeau voleva approvare all'Assemblea la contraddizione delle sue massime col decreto proposto: non se gli permise di parlare e si evitò qualunque discussione sulla materia. Si adottò il parere del *Comité* e si è dichiarato che l'Assemblea Nazionale, considerando le Colonie come una parte dell'Impero Francese e desiderando farle godere dei frutti della felice rigenerazione che si è operata, non ha però mai inteso di comprenderle nella costituzione decretata per il Regno, e di assoggettarle a delle leggi che potrebbero essere incompatibili con le loro convenienze locali e particolari. Quindi si autorizza ogni Colonia a costituirsi col mezzo delle Assemblee Coloniali, ed a farsi quella legislazione ed amministrazione che crederà meglio, salvo però di sottometterle all'Assemblea Nazionale per essere esaminate, decretate da essa e presentate all'accettazione ed alla sanzione del Re. Ma siccome le Colonie non solo vogliono la schiavitù e la tratta dei Negri, ma anche il commercio libero, è indubitato che questa libertà di commercio americano porterà la rovina del commercio della Francia, quello della sua marina e così pure quello di tutte le arti che il commercio e la marina nutriscono. E siccome ora tutte le città commercianti del Regno hanno reclamato contro la libertà dei negri, che era una conseguenza dei diritti dell'uomo attesa la costituzione, queste città medesime bentosto si scateneranno contro la libertà del commercio delle Colonie che sarà in vantaggio dei forastieri, massime degli Inglesi ed in discapito dei Francesi. L'Assemblea ha decretato la soppressione della gabella, o sia dell'imposizione sul sale, che rendeva 60 millioni per anno, ma ora è imbarazzata a rimpiazzar questa imposizione. Ecco dunque una nuova perdita per le finanze, che non si sa in qual modo sarà compensata, ed ecco un'altra operazione almeno immatura che ac-

cresce il *déficit* e con esso il discredito. La bancarotta che io sempre ho temuto par ora quasi inevitabile, gli affari sempre peggiorano e, quand'anche non nasca una guerra civile, la Francia è perduta almeno per lunghissima serie di anni.

Parigi, 15 marzo 1790.

N. 225.

La scritta memoria del sig. Necker all'Assemblea Nazionale, se non incontrò grande persuasione nell'universale, ebbe un accoglimento assai peggiore nell'Assemblea medesima, dove senza riguardi fu intieramente combattuta e discreditata. Il *Comité* incaricato di farne il rapporto non è d'accordo con lui nè sui calcoli nè sui mezzi, trova esagerati i bisogni del rimanente dell'anno portati a 294 millioni, e che egli riduce a soli 132, e non approva nè le anticipazioni nè gli imprestiti, nè il modo di pagare, nè il *Comité* della Tesoreria proposto. La poca riuscita dei piani di questo Ministro l'ha fatto molto decadere nell'opinione pubblica, gli uomini giusti gli accordano delle rette intenzioni, i suoi estimatori continuano a crederlo grande nella finanza, ma nessuno per verità riconosce in lui le viste politiche necessarie ad un uomo di Stato. Non si può infatti negare ch'egli, col dar la doppia rappresentanza al Terzo Stato, la quale lo rese arbitro delle deliberazioni, abbia fatto nascere la rivoluzione della Francia, sebbene senza volerlo; la sua intenzione è stata di togliere i privilegi in materia d'imposizioni e di far che il clero e la nobiltà contribuiscano anch'essi ai carichi pubblici, ma non si è accorto che dando le armi in mano ad un furioso non si poteva sapere sin dove questo fosse per ispingerle, e che egli allora non sarebbe più padrone di toglierle. Questi sono i rimproveri che giustamente gli si fanno e che lo rendono odioso al clero ed alla nobiltà, mentre dall'altra parte il popolo, per natura incostante e che non fa tanti riflessi, ora lo riguarda piuttosto come un Ministro del Re che come il

difensore dei suoi interessi. Il signor Necker, mortificato nel suo amor proprio, ed ammalato ancora più di spirito che di corpo, col pretesto di andar in maggio a prender le acque credesi che farà seguire il suo ritiro, e se l'ambizione lo ritenesse ancora non garantirei che fosse impossibile che egli finisse male in Francia. Il Congresso attuale dei Paesi Bassi ha scritto un'altra lettera a questo Sovrano, che egli non ha voluto aprire, ma che ha fatto invece passare all'Assemblea Nazionale. Questa non ha sin'ora preso alcuna deliberazione in tale delicato argomento, ma è ben da osservarsi che il Gabinetto di Francia sia ridotto a demandare per sino gli affari politici all'Assemblea legislativa. S'egli non ha più influenza al di fuori, non ha nemmeno facoltà al di dentro, ed ecco risposto ai quesiti dell'ossequiata ducale 27 febbraio decorso. La Francia oggi è nulla nella politica esterna, e non può aver alcun arcano, poichè i Rappresentanti della Nazione trattano di tutti gli affari in presenza di tutto il mondo.

Parigi, li 22 marzo 1790.

N. 226.

Si è verificato nei giorni passati anche la soppressione di tutti i Parlamenti del Regno, sulla quale ho già prevenuto da molti mesi VV. EE. L'Assemblea Nazionale non si è ancora occupata sul modo del rimborso di questi Uffizij venduti e vendibili sin dalla loro istituzione e trasfusi siccome ogni altra proprietà. Ma in ogni modo questo è un nuovo peso che gravita sullo Stato e che nel momento attuale rende sempre più orrida la prospettiva delle finanze. Questa non è niente più ridente nemmeno dopo alcune deliberazioni recenti dell'Assemblea, in forza delle quali lasciando indietro infinità di debiti si pagherà ciò che si è lasciato in corrente, con dell'altra carta in sostanza. Questo non è che un espediente per tirar in lungo, mentre le difficoltà intrinseche restano sempre le stesse Si è promesso ai creditori dello Stato per la loro cau-

zione i Beni Ecclesiastici, ma questa ipoteca troppo vaga ed aerea è tanto più incerta quanto che l'Assemblea medesima non conosce lo stato attivo, nè il passivo di detti beni. È vero per una parte che le possessioni ecclesiastiche sono assai grandi in Francia, ma è egualmente vero per l'altra che le loro rendite sono molto diminuite per l'abolizione delle decime e di tanti altri diritti e che ora sono aggravate anche del mantenimento di tutti gli individui degli ordini mendicanti e dell'accrescimento fatto ai parrochi, oltre che delle pensioni a tutti i religiosi, e delle spese del culto. L'Amministrazione dei loro beni, passando in altre mani, non è sperabile che la loro sorte sia migliore, e la vendita stessa non offre speranze di vantaggi in mezzo ad una diffidenza generale e ad una prodigiosa quantità di altri beni che restano da molto tempo invenduti. Fatte tutte queste detrazioni il sopra più sarà per i creditori dello Stato, ma questo sopra più, se anche non è contingente, è certamente affatto insufficiente, e si è attribuito a malizia dell'Assemblea Nazionale di non aver voluto verificare lo stato attivo e passivo dei beni ecclesiastici che doveva precedere l'ipoteca fatta ai creditori. Frattanto, rendendosi sempre più grande la scarsezza del numerario, poichè i luigi si pagano sino a 30 soldi l'uno di più, ed in questa angustia generale gli artefici restando senza lavoro, dei movimenti sordi nel basso popolo cominciano da alquanti giorni a manifestarsi in questa Capitale e qualche attruppamento ieri si vidde di nuovo al Palazzo Reale. Ma è ancora più riflessibile che alla porta dell'Assemblea Nazionale è stato affisso un cartello in cui si dice che, se l'Assemblea dentro pochi giorni non metterà rimedio alla miseria che affligge Parigi, 30.000 persone unite sono pronte a farsene render conto dall'Assemblea medesima. È certo che basta un solo ad affiggere un cartello, il quale potrebbe forse non meritar caso se il malcontento in fatti non esistesse. Questi filosofi, che non arrivano a saper leggere, non hanno imparato che la filosofia è stata sempre povera. Il pane essendo assai più caro nelle Provincie che nella Capitale, dove si ha più paura, dei paesani della campagna vengono in folla a Parigi per accrescervi la

miseria. Il Comune di Parigi non manca veramente di dar dei soccorsi, ma i suoi mezzi sono di gran lunga insufficienti al bisogno. Fu gran fortuna che l'inverno sia stato il più dolce che qui siasi mai provato, poichè la povertà si è sentita assai meno, e la comunicazione dei fiumi non essendo stata interrotta dai ghiacci, la Capitale è stata bastantemente approvisionata.

Parigi, 29 marzo 1790.

N. 227.

Il Conte di Maillebois, Generale francese al servizio dell'Olanda, pieno di vasti progetti, aveva formato un piano di contro rivoluzione, per cui i Re di Spagna, di Napoli e di Sardegna somministrando proporzionatamente danari e truppe, queste sotto il comando del Principe di Condé sarebbero entrate in Francia e, secondate dal partito realista e da quello dei malcontenti, avrebbero operato una contro rivoluzione. Il suo secretario, spedito a Parigi per comunicare il piano ai suoi amici. fu quello che lo tradì, ed il Conte di Maillebois ch'era in un suo luogo di campagna fu appena a tempo di fuggire dalla Francia. Questo fatto è certo, ma è poi molto incerto se le Corti di Spagna, di Napoli e di Sardegna fossero nemmeno consapevoli di questo piano. Si dee credere che questa fosse niente più che una sua immaginazione, però il maggior numero del sospettoso popolo giudica diversamente e ne crede anche partecipi i tre rispettivi Ambasciatori qui residenti. I Grigioni che fanno parte della Confederazione elvetica hanno fatto passare all'Assemblea Nazionale una memoria, in cui dopo molte lodi sulle di lei operazioni si lagnano dell'antica amministrazione della Francia, che ha impiegato l'oro e l'argento per corrompere i principj democratici del loro governo. Dopo dispute di alcuni giorni sulla Compagnia delle Indie, i principj medesimi di libertà, indistintamente applicati alle persone ed alle cose, prevalsero finalmente nel maggior

numero dell'Assemblea Nazionalede e, cretando che il commercio di là dal Capo di Buona Speranza sarebbe libero, si è soppressa una compagnia commerciale, che avrebbe potuto prosperare. Il Principe di Conti, arrivato venerdì a Parigi, è andato subito a prestare il giuramento civico al suo distretto, e questo è il primo Principe del Sangue ritornato in Francia dopo la rivoluzione.

Parigi, 5 aprile 1790.

N. 228.

L'anarchia, in cui è miseramente caduta questa Capitale, ha scosso e risvegliato persino il Comune di Parigi. L'autorità legitima essendo senza forza, molte autorità rivali s'innalzano le une a canto dell'altre e s'incrocicchiano in tutti i modi, e questi disordini funesti fanno conoscere la necessità di ricondurre tutti i poteri a un centro comune. I 240 rappresentanti il Comune di Parigi, a motivo di questa mala intelligenza fra i distretti, hanno dato la loro dimissione ed hanno presentato una supplica all'Assemblea Nazionale per rappresentarle la situazione della città di Parigi e la necessità di organizzare prontamente la Municipalità. Nè l'Assemblea Nazionale è più felice nel suo seno medesimo, le di cui ultime sessioni furono ancora più tumultuose che mai, e chiamate scandalose dai più fanatici suoi partigiani. Ieri il Clero, per zelo di religione, ha protestato di più non assistere alla Assemblea se così continua, ed un gran numero di ecclesiastici si erano mossi per sortir subito dalla sala. Il sig. Necker ha domandato all'Assemblea Nazionale 40 millioni per arrivar niente più che all'ultimo di maggio e ciò non per pagar i debiti già arretrati, ma solo per tirar in lungo l'amministrazione. La cosa pubblica che ogni giorno perisce necessita dei pronti espedienti ed ora l'Assemblea, temendo un'insurrezione universale, si occupa seriamente delle finanze. Il suo *Comité*, che ne ha il Dipartimento, ha proposto di creare degli asse-

gnati aventi corso di moneta in tutto il Regno, i quali averanno l'ipoteca sui Beni Ecclesiastici, ed un interesse di quattro e mezzo per cento all'anno sino alla loro estinzione. Questa averà luogo successivamente per via di sorte, subito che vi comincierà ad essere un millione in denaro dal ritratto della vendita dei beni ecclesiastici. La somma proposta di assegnati è di quattrocento millioni, ma pare che l'Assemblea, attesi i bisogni, voglia portarla ad 800. In questo modo sperano di provvedere anche alla mancanza del numerario e che quelli che ora lo tengono sepolto lo restituiranno alla circolazione nell'acquisto dei beni medesimi. La questione è se questi assegnati debbano essere sforzati o no e l'Assemblea Nazionale deciderà questo argomento oggi o domani. L'effetto si vedrà dall'esperienza, ma l'aggiungere a tanta carta un'altra gran massa di carta, massime se la quantità fosse di 800 millioni, non so se forse potesse produrre delle conseguenze conclusive, difficile essendo che nel corso la carta abbia lo stesso valore che il denaro.

Quattro Reggimenti Francesi a Lille (1), due nella città e due fuori, si sono battuti fra loro, e 38 soldati restarono morti o gravemente feriti. Lo scritto affare del Conte di Maillebois si va proseguendo con secrete perquisizioni; si sostiene essere stato da lui spedito a Torino un uffiziale con il piano della contro rivoluzione, e che questo uffiziale sia anche ritornato a Parigi, ma le ricerche per rinvenirlo furono sin'ora senza effetto. Senza riserva furono publicati degli scritti licenziosi contro i tre noti Ambasciatori. So di certo che l'Ambasciatore di Sardegna non ha voluto fare rappresentazione alcuna, ma quello di Spagna ne ha fatto querela.

Parigi, li 12 aprile 1790.

(1) Si tratta dei reggimenti « *Royal de Vaisseau et de la Couronne* di una parte et dei *Chasseurs de Normandie* et i *Hussards Colonel-General* » (*Histoire de Lille*, par Victor Derode, VIII, p. 28 31).

N. 229.

Al momento che l'Assemblea Nazionale era per decretare gli scritti assegnati sui beni del Clero e che era per togliere agli Ecclesiastici l'amministrazione dei beni che in novembre passato furono dichiarati alla disposizione della Nazione, si cercò da molti membri del clero e della nobiltà, che sono della minorità dell'Assemblea, di disturbare questa deliberazione in tutti i modi possibili. Si voleva da questi che l'Assemblea dichiarasse espressamente che la religione cattolica, apostolica e romana è la sola religione della Nazione e la sola che avrà un culto publico. La maggiorità dell'Assemblea, sotto speziosi pretesti riguardando un tal Decreto come inutile, decise di non voler deliberare cosa alcuna in materia di religione. I membri della minorità, che per altro sono in numero di più di duecento Deputati, dissero di voler protestare formalmente a quanto sarà per decretar l'Assemblea Nazionale e di voler informar le Provincie sui motivi dei loro protesti. Nella Linguadoca si è già tentato di sollevare cattolici e protestanti, ed è evidente che, innestando a tante cause di divisione anche il pretesto della religione, non si cerca che di far nascere una guerra civile. Ma la rivoluzione è troppo generalmente consolidata negli animi e negli interessi, e tutti gli sforzi, che si facessero contro un numero incomparabilmente maggiore a fine di distruggere le cose decretate, ricaderebbero a danno dei loro autori. E l'idea di far nascere una guerra di religione in un paese senza religione, oltrecchè ripugnante, è anche stravagante. Alcuni giorni sono tre Deputati fra i più ardenti aristocratici, il Visconte di Mirabeau, il sig. di Casales e l'Abbate Mauri sortendo dall'Assemblea Nazionale furono insultati dal popolo e non fu che per la protezione della Guardia Nazionale, fortunatamente accorsa, che poterono salvar la vita. Questo esempio dovrebbe far paura anche agli altri del partito medesimo, ma non si sa sin'ora se abbiano rinunziato alla sopradetta protestazione in corpo ed agli altri passi verso le Provincie, i quali potrebbero generare gravi conseguenze. La vivacità dei Francesi li rende

sempre incapaci di profonda riflessione. Anche il disegno di impedire il decreto sugli assegnati mancò loro e dopo lunghissime dispute sulla loro forma fu deciso di creare per 400 millioni di assegnati che devono aver corso di moneta per tutto il Regno, che portano ipoteca ed interesse di tre per cento e che comincieranno ad essere rimborsati per via di sorte subito che vi comincierà ad essere un millione in danaro dal ritratto della vendita sui beni ecclesiastici. Il primo impiego di questi 400 millioni è di pagare la cassa dello sconto dei suoi cento sessanta che la Nazione deve alla medesima. Bisogna vedere l'effetto di questa operazione, però i fondi reali alla borsa hanno cresciuto di un 10 p. %.

Parigi, 19 aprile 1790.

N. 230.

I due partiti che dividono l'Assemblea Nazionale, chiamati uno degli Aristocratici e l'altro degli Arrabbiati, tengono le loro Assemblee particolari in due diversi luoghi: i primi erano soliti radunarsi ai Cappuccini e gli altri ai Domenicani, ma quantunque gli Aristocratici tenessero le loro sessioni quasi pubbliche a differenza degli Arabbiati, che le tengono secrete, ciò non ostante il popolo si scatenò contro l'Assemblea aristocratica, cui convenne abbandonare il Convento dei Cappuccini. Ad onta di così cattivi trattamenti questi Membri della Minorità dell'Assemblea Nazionale, però in numero di quasi 270 deputati del clero e della nobiltà, perseverano nel voler fare una dichiarazione sulla religione e nel protestar sulla vendita dei Beni Ecclesiastici. Il Re non vuol accettare dichiarazione nè protestazione alcuna, ma la faranno per quanto dicesi nel seno dell'Assemblea Nazionale medesima. Il partito che gode la maggiorità dell'Assemblea ha preso le sue misure nelle Provincie, prevenendole sopra un tal passo di quelli della minorità. L'Assemblea Nazionale ha però eccettuato l'ordine di Malta dalla legge sui beni ecclesiastici, riconoscendolo pro-

prietario dei suoi beni, e quanto alle decime che gli ha tolto antecedentemente, colla qual deliberazione viene a perdere la metà delle sue rendite, ha risolto d'indennizzarlo. Così l'Ordine di Malta probabilmente non verrà più a perdere cosa alcuna ed è debitore di ciò meno alla giustizia indubitata delle sue ragioni, che alle vive istanze e proteste in suo favore delle città marittime della Francia e spezialmente di Marsiglia, il commercio delle quali risente molto vantaggio della sussistenza di quest'Ordine.

Parigi, 26 aprile 1790.

N. 231.

I Membri della minorità dell'Assemblea Nazionale sottoscritti, in numero di circa 290 tra Deputati del Clero, della Nobiltà ed anche del Terzo Stato, pubblicarono la loro dichiarazione sopra il noto decreto 13 aprile riguardante la religione, ma però in modi assai temperati. Essa non è che istorico delle discussioni corse sulla materia a fine di manifestare i loro sentimenti, e di farli conoscere ai loro commettenti. Tutto versa sul rifiuto reiterato della maggiorità dell'Assemblea Nazionale di dichiarar solennemente che la Religione Cattolica, Apostolica e Romana è la religione dello Stato. Però la voce sparsa in tutto il Regno di una protestazione di un numero così considerabile di Deputati ha prodotto anticipatamente dei mali effetti, e poichè non poteva già produrne di buoni, era più desiderabile e più prudente che imaginata e che fatta non fosse. Secondo la diversità delle opinioni e degli interessi dove riscaldò gli spiriti e dove promosse le vendette. Si sa in qual modo l'Assemblea dell'aristocrazia, che si teneva ai Cappuccini, fu trattata dal popolo di Parigi. Succede peggio nelle Provincie per questa divisione dell'Assemblea Nazionale. A Saumur un nobile di 73 anni fu gitato abbasso dalla finestra dell'Assemblea ed anche un Curato fu ucciso dal Terzo Stato. In qualche Provincia già cominciasi

a bruciar delle ville. Da un'altra parte Chalons sopra Marna domanda la conservazione delle sue Case religiose, Tolosa protesta solennemente contro la vendita dei beni del clero. In Linguadoca vi è della fermentazione fra cattolici e protestanti. Molte città e molte municipalità in preda ai disordini dell'anarchia domandano all'Assemblea Nazionale il ritorno e l'azione del potere esecutivo, ma essa seguita a far la sorda. Nemmeno le Colonie Francesi porgono motivi di consolazione. Nell'isola di S. Domingo continua a regnar l'anarchia più che mai, e vi sono due partiti in favore e contra la passata amministrazione. Nella città del Capo tutto è in combustione. A S. Marco vi è stata un'insurrezione di quelli generati da Indiani e Mori che può occasionare delle conseguenze funeste. Anche alla Martinica le cose non sono tranquille.

Parigi, 3 maggio 1790.

N. 232.

I disordini nelle Provincie sono più grandi che nella Capitale. In Corsica ed a Marsiglia il popolo ha tagliato la testa al Comandante, ed in quest'ultima città si è anche impadronito dei Forti di S. Nicolò e di S. Giovanni. Tutto essendo in arbitrio delle passioni popolari, si odono troppo frequentemente degli avvenimenti che fanno fremere l'umanità. L'Assemblea Nazionale ora si occupa del potere giudiziario e dell'organizzazione della Municipalità di Parigi. A pretesto che il potere giudiziario deve essere separato dal potere esecutivo fu tolta al Re anche l'elezione dei Giudici. Il *Chatelet*, che è il Tribunale destinato a giudicar i delitti di lesa Nazione, forma processo sulle cose arrivate a Versaglies nel giorno 6 ottobre in cui la vita massime della Regina è stata in pericolo. Siccome questa informazione severa implica molte persone distinte e fra le altre il Duca d'Orleans, il *Chatelet* si è attirato delle reclamazioni e dei nemici potenti che hanno qualificato le sue direzioni di *Antirevoluzionari* ed hanno fatto ogni tentativo

per far domandare ad un'altra Corte Nazionale la conoscenza dei delitti di lesa Nazione. Però la sua inquisizione non fu che limitata agli avvenimenti di quel solo giorno e questa è una guerra terribile fra il partito del Duca d'Orleans ed il Comandante generale Marchese de la Fayette, che ha scoperto la cospirazione di cui egli pure doveva essere vittima.

Parigi, li 10 maggio 1790.

N. 234.

Dopo otto giorni consecutivi di calde dispute sulla questione da chi debba essere esercitato il diritto di dichiarare la guerra, se dall'Assemblea Legislativa o dal potere esecutivo, finalmente avanti ieri si è preso il decreto seguente, proposto dal Conte Mirabeau, il quale in sostanza fa concorrere i due poteri insieme nel diritto di dichiarare la guerra, e così pure nel fare i trattati di pace, di alleanza, e di commercio, e questo decreto, che rende comune alla Nazione questa prerogativa reale, è però il più temperato di tutti quelli che furono proposti sui principj democratici ora vigenti, per lo che il Conte di Mirabeau fu imputato di essersi venduto. Il risultato di questa legge costituzionale è, che il diritto della pace e della guerra appartiene alla Nazione, ma che la guerra non potrà essere decisa che per un decreto del Corpo Legislativo, che deve essere reso sulla proposizione del Re e sanzionato da lui. Che egli solo può stabilire delle relazioni politiche esterne, condurre le negoziazioni, fare dei preparativi di guerra, distribuire le forze di terra e di mare e regolarne la direzione in caso di guerra. Che nel caso di ostilità imminenti o cominciate il Re sarà tenuto di darne tosto notificazione al Corpo legislativo con le cause ed i motivi, e che allora, se il Corpo legislativo giudicherà che le ostilità cominciate sono un'aggressione colpevole per parte dei Ministri, l'autore sarà perseguitato siccome reo di lesa Nazione, l'Assemblea Nazionale dichiarando per ciò che la Nazione rinunzia ad ogni am-

bizione di conquista, e che ella non impiegherà mai le sue forze contro la libertà di alcun popolo. Che sulla stessa notificazione, se il Corpo Legislativo deciderà che la guerra non debba esser fatta, il potere esecutivo prenderà subito le misure necessarie per far cessare o prevenire le ostilità, restando responsabili i Ministri del ritardo. Che per tutto il corso della guerra il Corpo legislativo potrà ricercare il potere esecutivo di negoziare la pace. Che apparterrà al Re di far e segnare con le Potenze forestiere tutte le convenzioni che crederà necessarie al bene dello Stato, ma che i trattati di pace, di alleanza e di commercio non saranno eseguiti, che dopo di essere ratificati dal Corpo legislativo. Finalmente l'ultimo articolo riguarda il congedo delle truppe estraordinarie subito dopo cessata la guerra. Non dovendo in un dispaccio i ragionamenti prendere il luogo sopra i fatti interessanti, riservo ad altro giorno le riflessioni sopra questa deliberazione che ha tenuto in grande aspettativa tutta la città e che con una contraddizione niente estraordinaria nei tempi presenti, mentre subito dopo presa per una parte il popolo l'ha festeggiata publicamente ed indecentemente con trasporti di allegrezza siccome una vittoria sopra del Re, per l'altra il popolo medesimo voleva sacrificare l'autore del decreto preso siccome traditore della Nazione.

Continuano i torbidi nelle Provincie, una grande fermentazione regna da Strasburgo a Nimes e da Brest a Tolone. I disordini più grandi si fecero vedere a Marsiglia ed a Montauban, ed a Valenza nel Delfinato il più orribile omicidio del Comandante ingiustamente e barbaramente eseguito dal popolo. Appena l'incendio si estingue in un luogo che si accende in un altro e non vi è Provincia nel Regno in cui una qualche città non offra l'aspetto di una guerra civile. L'Alsazia non cessa dalle sue reclamazioni contro i noti decreti, e so da un suo deputato che non è lontana dal minacciare di volersi separare dalla Francia.

Parigi, 24 maggio 1790.

N. 235.

Il Conte di Mirabeau, che è stato l'autore del Decreto preso sul diritto di far la pace e la guerra, ha poi proposto all'Assemblea Nazionale di formare un *Comité*, sotto il di cui esame dovessero sottoporsi tutti i trattati ed alleanze sussistenti tra la Francia e le Potenze forastiere, per quindi pronunziare sulla sorte di quelli che dovessero essere mantenuti o riformati. Ma questa mozione non è stata accolta per viste di prudenza e per non alarmare l'estere Corti nelle circostanze attuali, però anche in mezzo a questi travestimenti traspira lo spirito ora dominante. Poichè è delegato al Re il vegliare sull'interna sicurezza del Regno ed il fare i preparativi di guerra proporzionati a quelli delli Stati vicini. Si armano nei porti di Tolone e di Brest 14 navi di linea, 14 fregate ed un egual numero di bastimenti leggeri. Ma avendo S. M. domandato i sussidj occorrenti per questo armamento, già approvato, che sono 2 millioni e più per il primo mese e più di un millione per ogni uno delli altri mesi susseguenti, l'Assemblea Nazionale, piuttosto che accordarli subito, ne ha commesso i rapporti al suo *Comité*. Le divisioni ed i disordini che sorgono in ogni parte del Regno hanno fatto nascere una proclamazione del Re che esorta tutti i Francesi all'unione, alla concordia ed a portar la cocarda Nazionale ch'egli stesso ha preso. Il popolo di Parigi, ritornato alle esecuzioni sanguinarie e ad essere nello stesso tempo parte giudice e carnefice, ha impiccato cinque infelici imputati ma non convinti di furto, nè giudicati. Il Comandante Generale Marchese de la Fayette lanciatosi solo in mezzo alla moltitudine ebbe il coraggio di arrestar colle sue mani uno di questi boja cittadini, cui fece subire il giorno dopo legalmente il supplizio medesimo, ed arringato il popolo e rimproveratogli il suo trapasso, la sua sola autorità gli impose e lo mise in dovere, e fu poi accompagnato alla sua carrozza da tutti quei sediziosi che gridarono *Evvira la Fayette*. È deciso che S. M., uno di

questi giorni, si porterà a S. Cloud per ivi restare alcune settimane.

Parigi, li 31 maggio 1790.

N. 236.

Mentre ogni Provincia del Regno, abbenchè con incendi sinora solamente locali, è più o meno in fuoco in qualche sua parte, il disordine funesto che regna nell'Armata è tale che minaccia l'estrema rovina della Francia. Il Ministro della guerra incaricato di un messaggio del Re all'Assemblea Nazionale si espresse nel modo seguente: delle insegne strappate, degli uffiziali maltrattati, prigionieri nel loro Corpo, i Comandanti fatti morire, la disciplina negletta, gli ordini del Re disprezzati, tale è la pittura, signori, che io devo farvi. Aggiunge poi che S. M. per portar rimedio a' mali così gravi ha autorizzato i reggimenti a far dei patti di confederazione con le Guardie Nazionali. Il Re ha creduto, che i patti federativi fra l'Armata e le Guardie Nazionali sono il rimedio che si può applicare a questa piaga mortale, ma vi sono delle altre considerazioni a farsi relativamente alle circostanze presenti, ed anche indipendentemente da queste non è sfuggito dalla ricordanza che queste confederazioni furono così funeste alla Francia nel secolo decorso. I principj di libertà e di egualianza, tanto nel civile che nel militare, ed attesa la fatale introdotta denominazione di Aristocrati e di Democrati, nemici i soldati degli uffiziali che li comandano, non è stupore se si vede a sorgere anche una democrazia militare. Questa non essendo in generale che una guerra dei poveri contro i ricchi, colorita sotto speziosi pretesti, in qualche luogo molte persone spinsero l'arditezza persino a publicar la legge agraria, di cui per fortuna altre persone più sensate fecero conoscere non tanto l'ingiustizia, quanto l'impraticabilità, attesi gli inconvenienti che ne sarebbero necessaria conseguenza.

Parigi, 7 giugno 1790.

N. 237.

Una confederazione generale delle Guardie Nazionali e dei Corpi tutti dell'Armata in presenza dell'Assemblea Nazionale è stata decretata da essa, e questo giorno solenne, in cui un infinito numero di Deputati di tutto il Regno si troverà a Parigi per giurare questa Confederazione patriottica, è stato fissato al 14 luglio, anniversario della rivoluzione e della presa della Bastiglia. Il Re, eccitato dall'Assemblea Nazionale a determinare la somma per la sua lista civile, o sia per le spese della sua casa civile e militare, ha domandato 25 millioni all'anno e 4 millioni all'anno di vedovanza della Regina. L'una e l'altra domanda fu decretata subito senz'alcuna opposizione. L'organizzazione del clero futuro occupa le sessioni di tutta questa settimana e nell'ordinario venturo renderò conto dei risultati più importanti. L'Assemblea Nazionale ha decretato per acclamazione di portar per tre giorni il lutto per la morte di Franklin, come uno dei fondatori della libertà americana.

Parigi, 14 giugno 1790.

N. 238.

Le cose più rimarcabili nella nuova organizzazione del Clero sono in succinto, che gli Arcivescovi ed i Vescovi eletti dal popolo averanno in avvenire un trattamento assai scarso. Che i Vescovi si prenderanno dai Curati ciò che porta in conseguenza un'esclusione implicita della Nobiltà dall'alto Clero. Che finalmente è proibito ai Vescovi di far intervenire il Papa nella loro elezione a fine di ottenerne la confermazione. Tutto quello che è permesso ai Vescovi eletti è di darne comunicazione al Capo supremo della Chiesa se vogliono. M'interdico ogni riflesso su questa materia per passar di volo ad altre strepitose deliberazioni dell'Assemblea Nazionale. Non vi sono più titoli, nè dignità in Francia, e tutti gli ordini sono aboliti fuori che quello di S. Luigi, seppure in seguito non vor-

ranno sopprimere anche ogni distinzione militare. Tale è il decreto reso: Che la Nobiltà Ereditaria è per sempre abolita, e che in conseguenza tutti i titoli di Principe, Duca, Conte, Marchese, ecc. non saranno più presi, nè dati in avvenire. Che tutti i cittadini non potranno prendere che il vero nome della loro famiglia. Che alcuno non potrà portare, nè far portare la livrea, nè aver armi sulla carrozza. Che il titolo di Monsignore non sarà dato ad alcun individuo, nè corpo, siccome neppure i titoli di Eccellenza, di Altezza, e neppure quello di Abbate. Ecco distrutta la nobiltà in Francia, ed ecco portata la rabbia persino a rovinar le manifatture. Delle migliaia di uomini vivevano del solo mestiere di far i galloni, e questi, restando senza lavoro, restano senza mezzi di sussistenza. Una gran parte della nobiltà nell'Assemblea Nazionale ha protestato contro questo decreto, ma è vano il resistere alla forza, e talvolta è anche pericoloso. L'esempio seguente farà meglio conoscere sin dove arriva la demenza. Siccome a Parigi vi sono dei forastieri di tutte le Nazioni non solo europee, ma anche delle altre parti della terra, e la maggior parte vagabondi ed esuli dalle patrie loro, si sollecitarono un gran numero di questi, chi con insurrezioni e chi con danaro, a presentarsi in corpo all'Assemblea Nazionale per dar ad intendere a tutto il mondo, che una deputazione numerosa, composta di tutti li stranieri di tutte le Nazioni dimoranti a Parigi, sono venuti a felicitar l'Assemblea Nazionale sopra i suoi travagli, e sul ritorno della libertà acquistata per mezzo della rivoluzione, ed hanno formato il desiderio, che tutti gli altri popoli imitassero il loro esempio. Un affare importante occupa in questo momento li spiriti francesi. Avignone vuol darsi alla Francia, sebbene poche settimane sono quegli abitanti hanno rinnovato il giuramento di fedeltà al Papa. Quattro deputati sono in cammino per Parigi, e si vedrà al loro arrivo se l'Assemblea Nazionale accetta le loro offerte. Ma poichè la tragica insurrezione in quella città è stata opera del partito predominante dell'Assemblea medesima, che con pochi danari sparsi sotto mano ha sedotto e guadagnato il popolo, credo che resterà solo a sapersi il modo con cui essa inten-

derà di far questa incorporazione al dominio francese; però vi è un ostacolo, che se Avignone vuole unirsi alla Francia, la Contea del Venaissin non è dello stesso sentimento. Infatti quei sudditi, non pagando imposizioni di sorta alcuna, sono felici sotto un Principe lontano, che non conserva che un'ombra di sovranità, laddove incorporati alla Francia sarebbero oppressi da imposizioni. L'Assemblea Nazionale, se fosse conseguente a se stessa, del che per altro si cura poco, dovrebbe trovarsi imbarazzata dopo che ultimamente ha dichiarato, siccome è noto, che la Francia in avvenire non farà più conquiste e non prenderà niente sopra i suoi vicini, ed il prendere un territorio sopra un altro Principe sarebbe senza dubbio una contravvenzione alle massime solennemente dichiarate. Forse i rappresentanti della Nazione eccettueranno il caso di una dedizione che chiameranno volontaria, giacchè tutto si interpreta siccome meglio accomoda, o forse troveranno di proporre un'indennizzazione, ma bisognerebbe almeno che tutta la Contea fosse d'accordo nel voler darsi alla Francia.

Parigi, 21 giugno 1790.

N. 239.

L'abolizione della nobiltà ereditaria, dei titoli, dell'armi e della livrea, questo spirito di tutto distruggere senza vantaggio di alcuno, e di attaccare una proprietà sacra siccome tutte le altre, questo cambiamento di cognomi, che non lascia più conoscere le persone e che promove il ridicolo, gli stessi Principi del sangue ed i fratelli del Re, spogli di ogni titolo, dovendo accattarsi un altro cognome, tutte queste deliberazioni che sono quintessenza della rabbia e della follia, non vengono generalmente approvate dalla Nazione. Non già che io creda per questo, che l'Assemblea Nazionale sarà costretta a tornar indietro sul suo decreto, poichè si conosce che per sicurezza di una Costituzione che torna troppo a conto a conservare è necessario che l'Assemblea Nazionale ed i suoi de-

creti siano rispettati ed eseguiti, ma i nobili sopra tutto delle Provincie, che non vivono che del fumo della loro nobiltà, accenderanno tutto l'incendio possibile, e non si udiranno, che reclamazioni e protestazioni sempre più laceranti la Monarchia. Tutti quelli che a Parigi travagliano in guernigione di livrea e che sono rovinati dalla proibizione hanno inviato una deputazione all'Assemblea Nazionale, che con un atto di assoluto dispotismo non volle ascoltarla. L'Assemblea conosce lo sproposito fatto, ma non vuole confessarlo, siccome farebbe col ripararlo. Perciò ha cercato uno scaltro espediente. Siccome senza la sanzione od accettazione del Re ogni legge o decreto rimane sospeso, così essa ha privatamente fatto insinuare al Sovrano di non accettare il decreto in questione. Altra fortissima ragione l'ha determinata a questo passo. Si sostiene l'invalidità delle nuove leggi, atteso che il Re non è libero nel dar la sanzione. Subito che avesse ricusato di accettarne una, avrebbe fatto vedere che è libero e che veramente approva tutte le altre. Ma questo stratagemma non riuscì all'Assemblea e S. M. continuando nel suo sistema di sanzionare tutto accettò il decreto. Necker voleva condurre il Re nel desiderio dell'Assemblea, ma tutti gli altri Ministri, ma tutti quelli che più l'avvicinano lo hanno ottimamente disuaso dal servir di gioco in questo affare. Forse crescendo ogni giorno la disapprovazione l'Assemblea spontaneamente farà qualche modificazione meglio spiegando il decreto. Mentre l'esecuzione di questa non è comandata che per il 14 luglio, festa anniversaria della libertà, la canaglia ha incominciato dal primo giorno ad insultar le carrozze, gridando: abbasso armi, abbasso livrea, e lo stesso fu fatto a qualche Assemblea, forse senza conoscerlo. Il decreto eccettua tutti i forastieri generalmente, ma non bastando ciò a garantire dall'impertinenza del popolo e non dovendo gli Esteri Ministri esporsi a veder compromesso il loro carattere con la feccia della moltitudine, abbiamo tutti domandato al Conte di Montmorin che la Municipalità di Parigi lascii una proclamazione acciò siano rispettate le nostre carrozze e le nostre livree, ed abbiamo nel tempo istesso dichiarato, che a fine di avere una marca

che ci faccia conoscere, faremo portare ai nostri servitori a livrea una canna con pomolo, siccome si praticava altra volta a Parigi. Veramente il motivo per cui fu proibito allora di portar la canna ai domestici dei Ministri forastieri, fu perchè bastonavano assai spesso con essa, ma anche a Madrid vi è l'uso della canna senza che nascano tali inconvenienti. Il Conte di Montmorin si è riservato a darci la risposta.

Parigi, li 28 giugno 1790.

N. 240.

Portano i Francesi la discordia e la demenza in tutte le parti del globo. La città di Tabago è ridotta in cenere per opera dei suoi propri abitanti, la truppa che vi è in guarnigione ed i patriotti si accusano scambievolmente di essere gli autori dell'incendio. Quel battaglione ritorna in Francia di sua propria autorità. Due donne di quelle che vendono in piazza con permissione e con passaporto si sono incamminate per Torino, e queste erano le ambasciatrici che dovevano far venire a Parigi il Conte d'Artois ed il Principe di Condè per la festa dei 14 luglio a prestar il giuramento civico alla nuova Costituzione. Per loro fortuna dicesi, che dopo essere state a Lione alcune Municipalità le abbiano impedito di passare il confine francese. Ma un fatto più serio e quasi incredibile è il seguente: Ad Aoste nel Delfinato, due leghe lontano dal territorio Sardo, quella Municipalità ha arrestato il Conte di Cordon, parente del Marchese di Cordon Ambasciatore di Sardegna a questa Corte, e lo ha arrestato credendolo l'Ambasciatore. Lo spogliarono nudo per levargli tutte le carte che potesse avere e quindi deliberarono fra essi se dovevano impiccarlo, o se dovevano solo mandarlo a Lione in prigione. Non fu che sulla certezza ch'egli non era l'Ambasciatore che lo misero in libertà, ma spedirono tutte le lettere trovate sopra di lui all'Assemblea Nazionale. Il Re di Sardegna, istrutto del fatto dalla voce medesima del Conte di Cordon, ha subito

ordinato al suo Ambasciatore di partire in via di congedo, e di presentare innanzi una nota di doglianza al Conte di Montmorin. Questo degno Ambasciatore, estimabile per tutti i riguardi, produrrà domani la carta, e partirà fra pochi giorni tenendo la via della Lorena. È ben da credersi che si prenderanno tutte le precauzioni per la sua sicurezza, onde garantirlo dall'odio ingiusto della canaglia.

Parigi, li 5 luglio 1790.

N. 241.

Avvicinandosi il 14 luglio, giorno anniversario della libertà, che si dee festeggiare nel campo di Marte, dove il Re medesimo, i cittadini della Capitale ed i Deputati di tutto il Regno presteranno il giuramento civico alla Costituzione, il Duca d'Orleans ha calcolato che questo era il momento per lui di ritornar a Parigi con onorato pretesto. Scrisse una lettera al Re per annunziargli che si disponeva di ritornare a Parigi, ma non avendo avuto una risposta soddisfacente scrisse all'Assemblea Nazionale un'altra lettera, in cui partecipava di aver scritto a S. M. che la sua missione a Londra era finita, e che già aveva anche preso congedo dal Re d'Inghilterra, quando l'Ambasciatore di Francia è andato da lui insieme con un ajutante generale che lo scongiurava di diferire il suo ritorno, poichè le stesse ragioni che avevano reso necessaria la sua missione a Londra esigevano ch'egli continuasse a restarvi. Che il sig. de la Fayette fu quello che gli fece sapere la sua missione aggiungendo che la sua absenza restituirebbe la tranquillità, che per altro egli ha accettato questa commissione, ma che la tranquillità non si è ristabilita. Finalmente domandava che l'Assemblea Nazionale pronunziasse nel suo ritorno, e preveniva che, se ella non avesse voluto pronunziare, egli prenderebbe il di lei silenzio per una permissione formale. Dopo la lettura di questa lettera, il sig. de la Fayette montò sull'arringo, e ripetendo quanto aveva fatto dire al Duca d'Or-

leans, spiegò timori sulla pubblica tranquillità quali ogni buon cittadino desidera allontanare in un giorno di confidenza e di felicità comune. Qualche altro Deputato parlò in favore del Duca d'Orleans, sostenendo che sopra semplici sospetti non si può rimanere privo della libertà e che in una costituzione libera sino a che non si è giudicato e condannato si è innocente. Ma dopo vari dibattimenti l'Assemblea Nazionale non volle deliberare cosa alcuna su questa lettera. Si credeva dalla maggior parte che senza permissione dell'Assemblea Nazionale, nè del Re, egli non fosse così audace di ritornare, quando ieri mattina egli comparve alla Corte, e sparsa nel pubblico una cattiva giustificazione di se stesso andò subito dopo all'Assemblea Nazionale a riprendere il suo posto fra i Deputati, e nell'atto di fare il giuramento civico fece un discorso apologetico, che fu applaudito da quelli del suo partito. Ecco come in un'anarchia si fa tutto impunemente e riuscì uno spettacolo di commiserazione vedere un Sovrano costretto a baciare chi voleva torgli la vita. Per rendere ogni giorno più umiliante la situazione del Re, l'Assemblea Nazionale ha decretato, che nella festa del giorno 14, che darà poi regola a tutte le cerimonie publiche, il Presidente dell'Assemblea Nazionale prenderà luogo sopra del Re, così che il Presidente sarà alla dritta ed il Re alla sinistra senz'alcun intermediario. E così si decreta dopo di aver stabilito con legge costituzionale che la Francia è un Governo Monarchico. Par veramente che non solo si cerchi in tutte le cose una nuova creazione d'idee, ma che anche si studj di cader nel ridicolo. Il Maire di Parigi ha scritto una lettera al Ministro degli affari forastieri, in cui, prevenendolo di avere preparato per la festa della Confederazione un posto distinto, lo prega d'invitare per quel giorno tutto il Corpo Diplomatico. Il Conte di Montmorin non fece più che comunicarci questa lettera, sulla quale delle circostanze estraordinarie hanno chiamato a consultazione. Noi tutti Ambasciatori e forastieri Ministri primieramente considerassimo che nelle cerimonie publiche gli Ambasciatori devono essere invitati per parte del Re, e che devono andare in corpo preceduti dal loro introduttore. Che l'invito che ci

deriva dal *Maire* di Parigi non dobbiamo in conseguenza riguardarlo che come una di lui politezza particolare. Che si aggiungono poi delle altre ragioni d'indecoro e d'incomodo. Proibite per quel giorno le carrozze in tutta la città e proibito anche di andar a cavallo, bisognava necessariamente andar a piedi al Campo di Marte con lungo viaggio, per sucide strade ed in mezzo alla folla di un infinito popolo, a camminar in abito di spada con la scorta pericolosa di persone di livrea. Tutti questi riflessi, abbiamo deciso all'unanimità che avressimo ringraziato e che nessuno sarebbe andato, ma che per corrispondere alla politezza del *Maire* di Parigi ognuno di noi gli avrebbe lasciato un biglietto di visita in casa sua.

Parigi, 12 luglio 1790.

N. 242.

La mattina dopo dell'antecedente mio dispaccio, cioè la vigilia del giorno 14 mi pervenne l'inserto biglietto circolare del sig. di Sequeville, che per commissione del Conte di Montmorin mi previene in nome della Municipalità e dell'Assemblea Federativa che gli Ambasciatori e Ministri Esteri, egualmente che i forastieri che li accompagneranno, averanno alla cerimonia del patto federativo dei posti riservati nella galleria stessa in cui sarà il Re e l'Assemblea Nazionale. Innanzi di vedere il Ministro degli affari forastieri in quella mattina medesima abbiamo conferito fra noi, se a un doppio invito anche della Nazione, di cui propriamente è la festa, dovessimo sorpassare tutti gli altri riguardi, ma abbiamo concordemente opinato di tener fermo su questi due punti, di esser certi di far cosa grata al Re coll'intervenirvi, e di andarvi con tutto quel decoro che si conviene alla nostra Rappresentanza. Il Conte di Montmorin ci tolse subito il primo obbietto, ed avvisato il Re della ricerca degli Ambasciatori, S. M. gli ha risposto sull'istante con un biglietto di sua mano, in cui gli dice, che ha veduto sempre con piacere gli Ambasciatori e Mini-

stri forastieri a canto di lui e che in quel giorno li vedrà ancora più volentieri. Ma noi, facendo conoscere al Ministro l'inconvenienza di andar a piedi al Campo di Marte e di presentarci mal propri in faccia a S. M. ed in faccia al pubblico, abbiamo ringraziato anche l'invito del Re, poichè la dignità non ci permetteva di andare in quel modo. Questo secondo punto però sorpassava il suo potere e quello del Re. Si era già resa publica sin da principio la risoluzione presa dal Corpo diplomatico di non intervenirvi, e stava troppo a cuore della Municipalità di Parigi che i Rappresentanti di tutti i Sovrani di Europa fossero colla loro solenne presenza tanti testimoni di una cerimonia che io definisco *L'Incoronazione del Popolo* il Re Capo di questa festa. Per farci intervenire alla confederazione non ci avrebbero negato alcuna cosa. Da principio vi fu questione sul modo in cui la stessa Famiglia Reale assisterebbe alla festa, ma poichè hanno con bontà permesso al Re ed alla Regina di andare in carrozza, hanno voluto essere generosi anche verso di Noi, e per toglierci persino ogni pretesto di non andarvi hanno spontaneamente offerto ad ogni uno di Noi, per garantirci da ogni timore d'insulto, un Cavaliere che con la spada ignuda ha preceduto tutto quel giorno le nostre carrozze. Non si poteva veramente presentarsi con più onore in mezzo a quella solennità, di cui, senza farne una dettagliata inutile descrizione, dirò solo che il colpo d'occhio era superbo. Senonchè questa festa democratica restò grandemente disturbata e guastata da una dirottissima pioggia aristocratica. Tutti quelli che erano a cielo scoperto nelle scalinate a noi sottoposte, non potendo più sopportare un diluvio d'acqua e di vento, già prime le donne cominciarono a rampicarsi ed a sforzarsi un ingresso nella nostra Galleria, che contenendo più di 600 persone non era occupata che da 30, la Guardia Nazionale veramente vi si oppose con forza e vedendo questo conflitto noi altri Ambasciatori per umanità e per prudenza abbiamo detto alla Guardia Nazionale di non far più alcuna resistenza e ritirarsi nei posti in dietro, abbiamo lasciato entrare quante persone potevano capire nella nostra loggia. Allora non si sentirono intorno di noi che rin-

graziamenti ed applausi. La cerimonia durò quasi tutta la giornata con un cattivo tempo continuo e con un freddo insopportabile. S. M. giurò secondo la formula già prescrittagli dall'Assemblea Nazionale in questi precisi termini: *Io Re dei Francesi giuro d'impiegare tutto il potere, che mi è delegato dalla legge costituzionale dello Stato, per mantenere la costituzione decretata dall'Assemblea Nazionale ed accettata da me.* Ordinate illuminazioni generali per cinque giorni continui, non dubito che approveranno VV. EE. che io mi sia uniformato all'esempio di tutti gli altri forastieri Ministri, illuminando in tale occasione estraordinaria tutte le sere questa publica casa con la spesa di franchi 570.

Ma tutte queste allegrezze, in mezzo a tanti e giusti soggetti di rammarico, contaminano piuttosto che consolano le persone savie ed amorose bel ben pubblico. Si fa consistere la libertà nel non pagare e nel non ubbidire, e basta una di queste cose a perdere uno stato. Le imposizioni continuano a non riscuotersi in una gran parte del Regno. Più di 23.000 Municipalità non solo non hanno pagato la contribuzione patriottica, ma nemmeno hanno fatto la dichiarazione della rendita. Gli assegnati non compariscono sin'ora, e la cassa dello sconto, lungi dall'essere stata pagata con essi al primo di luglio, siccome fu promesso, ha dovuto invece sottostare a nuovi esborsi per far camminare l'Amministrazione. Lione e molte altre città commerciali e ricche non vogliono ricever gli assignati, e non si sente che i Beni Ecclesiastici facciano voglia ai compratori. Gli effetti publici tornano a ribassare considerabilmente. A Lione non vogliono più pagare i diritti d'entrata e la città è in necessità di sospendere i suoi pagamenti. Già hanno atterrato ed abbruciato tutte le barriere per far entrare liberamente ogni cosa; i Commessi delle Dogane per salvar la vita hanno dovuto fuggire, in somma il disordine è estremo. L'Assemblea Nazionale ha decretato che siano fatte passare a Lione delle truppe sufficienti a ristabilir l'ordine e la percezione delle imposte. Delle altre truppe si fanno partire ad Orange, acciò quella Municipalità possa con esse mantenere la calma e l'ordine in Avignone. Il popolo di questa

città vuol darsi alla Francia, ma però senza il consentimento delle oneste persone. Il contado Venassino vuole bensì la costituzione della Francia, ma però vuol restar sotto alla Santa Sede. L'Assemblea Nazionale è imbarazzata nell'accettare le offerte Avignonesi, non tanto in vista di non essere generali, non tanto in vista della sua dichiarazione di non voler far conquiste, quanto più assai per non dar un esempio alla Lorena ed all'Alsazia, già scontente, adottando questo principio che sia permesso ad una città di cambiar dominio e sovrano.

Parigi, li 19 luglio 1790.

N. 243.

Una supplica anonima di molti Ecclesiastici presentata all'Assemblea Nazionale domanda, che il celibato dei Preti non sia più sforzato. Questo affare non è veramente sin'ora deciso, ma secondo le apparenze fra non molto tempo questo augusto Senato finirà per decretare di propria autorità, che tutti i religiosi possano maritarsi. Diecimila uomini si sono fatti passare a Lione, dove gli spiriti si sono esaltati a segno, che sembrano disposti a voler resistere a queste truppe spedite per la percezione delle rendite publiche. Anche ad Avignone e ad Orange crescono le turbolenze. Uno sconvolgimento totale di tutte le cose, una legislazione rabbiosa non possono formar il bene di una Nazione. Il nuovo ordine di cose, che rende assai più dispendioso il mantenimento dello Stato che colla creazione di tante autorità rivali, erigge altare contro altare, che coll'insegnare a chi deve ubbidire una perfetta eguaglianza di tutti gli uomini tende a distruggere la necessaria subordinazione. Un tal ordine di cose non può durar secoli. Più di 44.000 municipalità che lacerano la monarchia sono come tante republiche indipendenti le une dall'altre, le quali non hanno nè le stesse viste, nè gl'interessi medesimi, e sarebbe contro l'ordine delle cose umane che senza divisioni fra esse vivessero lungamente in una perfetta armonia. Alcun

corpo politico, alcun Governo non potendo sussistere senza imposizioni, quale sarà quella forza che possa far pagare per forza un popolo armato? L'amministrazione presente costando assai più della passata, forse che i Francesi acconsentiranno di buon grado di essere divenuti liberi per essere più aggravati di prima? Questi in rapidi cenni non sono che una parte dei vizi intrinseci della costituzione attuale, che in ordine alle leggi devo far conoscere al terminar di questo offizio, ma certamente sono i più capitali. Restituitomi quanto prima per breve spazio di tempo fra VV. EE. in un ozio tranquillo, farò nella mia relazione per iscritto il quadro della Francia prima e dopo la rivoluzione, seppure il mio rozzo pennello saprà farlo. Ancora una volta bisogna osservar bene i Francesi di nascita oscura che vanno inoculando per tutta la terra l'odio dei sudditi contro i governi e contro i sovrani. Ma l'Ecc.mo Senato ha diritto, innanzi ch'io cessi dall'onore di servirlo a questa parte, che lo trattenga politicamente, massime nelle circostanze presenti, sullo stato interessantissimo degli affari principali di Europa. Sin dal principio della guerra, anzi sin dall'intervista di Cherson, il progetto dell'Imperatore e dell'Imperatrice Czarina era di discacciare il Turco dall'Europa. Questi due Sovrani cercarono di far entrare il Re di Prussia nelle loro viste, ma il Re di Prussia domandava troppo e voleva render troppo cara la sua neutralità. Allora pensarono di cambiar sistema e di contrapponere all'alleanza dell'Inghilterra, Prussia ed Olanda, ed a quella della Lega Germanica un'alleanza ancora più forte. Questa doveva essere una quadruplice alleanza delle due Corti Imperiali e di quelle di Versaglies e di Madrid. L'Imperatore era alla testa per formar quest'Alleanza. La Francia era in quel tempo una Monarchia, e la Regina sua sorella sotto il principal Ministro di allora aveva tutta l'influenza negli affari. Non restava che guadagnar la Spagna, la quale dal Regno di Filippo V ha sempre ricevuto l'impulso della Francia. Ma la fortuna, che mai secondò i progetti di Giuseppe II, sconcertò anche questo coll'improvvisa rivoluzione successa in questo Regno, attesa la quale questo piano non ebbe effetto. Così le due Corti Im-

periali, abbenchè vittoriose, spossate dalla guerra che bisognava continuare, non si trovavano più in giusto equilibrio contra le alleanze del Nord e della Germania. Il Re di Prussia d'accordo coll'Inghilterra si è posto a giocar un gran ratto per mantenere la bilancia di Europa, a cui la guerra sfortunata dei Turchi dava il tracollo, e cominciò dal tirare nei suoi interessi la Svezia e la Polonia, che innanzi riceveva poco meno che la legge della Moscovia. Fu facile il muovere un Re intraprendente ed ardente di desiderio di gloria, ma vi voleva più tempo per far decidere una repubblica che aveva in casa propria le Armate Russe e i di cui Magnati erano in gran numero venduti alla volontà della Russia. Ecco come il Re di Svezia entrò improvvisamente in campo senz'aver prima fatto bene i suoi conti, ma tutto contando sulle promesse del Re di Prussia, malgrado le quali questa è la terza campagna che fa la guerra nel Nord senza essere sostenuto che con parole. Finalmente il Re di Prussia a forza di larghe promesse riuscì a tirar nel suo partito anche la Polonia con una solenne alleanza, ma il primo prodotto di queste promesse fu di volerle levar Danzica e Thorn, al qual progetto finse in allora di rinunziare in vista dell'irritamento dei Polacchi in un tempo che il trattato di alleanza non ancora sottoscritto avrebbe potuto abortire e mentre i Turchi costernati dalle perdite di quella campagna erano già determinati a far una pace necessaria alla rovina dei loro affari. Egli li ritenne e gl'incantò magnificamente colla chimerica prospettiva non solo del ricupero dei paesi già perduti nella guerra, ma anche del riacquisto della Crimea, al qual effetto s'impegnò col primo articolo del trattato fatto con essi di dichiarar la guerra alle due Corti Imperiali nei principj della campagna. Dopo tutte queste promesse e trattati egli fece bensì tutte le dimostrazioni di far la guerra, ma col fine d'intavolar una negoziazione vantaggiosa ai suoi interessi, e lasciando in guerra la Porta e la Svezia intraprese una lunga negoziazione con il Re Leopoldo, scopo della quale in sostanza è di aver Danzica e Thorn, ed il di cui risultato è il congresso che ora si tiene a

Reichembac (1). Il successo di questo non è sin'ora definitivamente deciso, ma i principi promettono molto, e pare convenuto che il Re d'Ungheria sarà per ritenere sopra i Turchi quanto possedeva la Casa d'Austria in forza del trattato di Passarovitz. Non si sa poi con qual natura d'indennizzazione possa seguire per parte del Re di Prussia lo spoglio di Danzica e suo distretto sopra la Polonia non già sua nemica, ma sua alleata, grande esempio ai principi di non mescolarsi in guerre forestiere e di non far trattati con Principi più grandi di se. Con una politica che non onora molto il secolo della filosofia, la Prussia obbliando i suoi impegni sagrifica tutti i suoi alleati, ai quali non resta se non l'espediente peggiore di tutti, quello delle inutili lagnanze. Non so se la Porta sarà molto contenta dopo i trattati recentemente fatti, ma so di certo che la Polonia è già pentita della sua precipitanza e che il Re di Svezia altamente si lagna della sua credulità. Questo Sovrano è ora ridotto in pessimo stato, poichè la sua squadra sottile comandata da lui in persona è stata completamente battuta nel giorno 3 luglio dalla Squadra delle galere Moscovita nelle vicinanze di Wibourg. I veri dettagli sinora non si sono ricevuti, ma la fama forse esagera la sua perdita, che si fa consistere in 35 bastimenti leggieri caduti in mano dei Russi, oltre alcuni altri saltati in aria, nulla sapendosi del Re. Nei Paesi Bassi è arrivato quasi tutto il rinforzo di truppe, spedite dal Re Leopoldo per sottomettere coll'armi i suoi sudditi ribelli, e quanto prima le truppe austriache passeranno la Mosa, anzi è sparso che siansi già impadroniti di Namur, ma questa notizia però merita conferma. Le cose fra la Spagna e l'Inghilterra restano nell'incertezza. Ogni raziozinio persuade che la guerra non avrà luogo, e, se si attende questa prudenza dalla Spagna, con tutto ciò continuano gli armamenti da una parte e dall'altra, e questo prova almeno che la negoziazione a Madrid incontra degli scogli. La questione sulla California veramente non è prezzo dell'opera di una guerra, però un oggetto più importante per gli Inglesi è

(1) Reichenbach.

quello, siccome ho altra volta scritto, di poter fare il commercio interlopo nel Perù. Ma credesi generalmente, che più di tutto stia a cuore all'Inghilterra di devenire ad un Trattato di Commercio colla Spagna. Lo spirito dell'Assemblea Nazionale è di non riconoscere alleanza, nè patto di famiglia, ed il Conte di Montmorin ha creduto più prudente non sottoponere alla di lei decisione la nota domanda del Re di Spagna di quanto contar poteva sulla Francia in caso di guerra coll'Inghilterra.

Parigi, li 26 luglio 1790.

P. S. Arrivato appena in questa Capitale ho l'onore di rassegnarmi per la prima volta a V. S. e VV. EE. Il mio viaggio tanto nelle tranquille Provincie della Spagna quanto in mezzo al più fervido orgasmo di quelle della Francia c'ho dovuto traversare per rendermi all'obbedienza dell'Ecc.^{mo} Senato non poteva essere più prospero e felice.

ANTONIO CAPELLO *p.º Cav.ʳ Amb.ʳ*
ALMORÒ PISANI *p.º Cav.ʳ Amb.ʳ*

N. 244.

Una flussione con febbre sopraggiunta al Re a San Cloud, che l'ha impedito di venir domenica a Parigi, ha in conseguenza ritardato la mia visita di congedo e la successiva presentazione dell'Ecc.^{mo} mio successore, e questa circostanza fa che io continui anche in oggi nell'onore di scrivere all'Eccellentissimo Senato. Una nuova fermentazione nella Capitale, delle calunnie sopra oggetti della maggior distinzione, dei consigli incendiarj sparsi negli scritti e nei luoghi pubblici, finalmente anche del danaro sparso per accrescere sempre più i terrori ed i disordini che nascono dalla licenza e dall'anarchia, tutte queste colpevoli manovre hanno determinato il Comandante Generale Marchese de la Fayette a raddoppiar di vigilanza ed a prendere dei provvedimenti sulla publica tran-

quillità. L'Assemblea Generale dell'Isola di S. Domingo tende a separarsi dall'Assemblea Nazionale di Francia ed ha decretato che il potere legislativo in ciò che riguarda il regime interno di S. Domenico risiede nell'Assemblea dei suoi rappresentanti e che i decreti emanati da questa non possono essere sottomessi ad altra sanzione che a quella del Re, perchè a lui solo appartiene questa prerogativa inerente al Trono.

Se l'Assemblea Nazionale con grave senso vede minacciata l'obbedienza dei suoi Decreti nelle Colonie, vede anche con sommo timore i preparativi di guerra di molte Potenze. I Francesi credono che tutte le Corti siano occupate unicamente della loro rivoluzione, ed abbenchè in questa ipotesi siavi assai più superbia che verità, non credo però che s'ingannino per intiero così che non esista attualmente un progetto contro di essi. È vero che vi sono delle Potenze che hanno interesse di lasciare la Francia nel rovinoso stato presente, ma ve ne sono dell'altre, che hanno un interesse contrario, e che hanno stretti rapporti con il Re di Francia, la di cui causa finalmente e quella di tutti i Re, ed i Francesi che non sanno essere nè servi, nè liberi, divenuti ebbri dalla rivoluzione hanno provocato molti principi o col disprezzare i vigenti trattati e le alleanze con essi, o collo spogliarli dei loro diritti. Per tutte queste cose io reputo fermamente che la Francia non sarà tranquilla nemmeno al di fuori. Sarebbe lungo e nón sarebbe forse prudente esponere in dettaglio tutti i motivi che concorrono a farmi entrare in questa opinione dopo maturi ragionamenti e confronti. Ciò che oggi devo coprire di un velo misterioso per non affidare ad una lettera, potrò fra poco, restituitomi fra VV. EE. ragguagliare più cautamente. Qui non si fa che indisponere tutte le Corti. Le truppe austriache, in conformità dei trattati con questo Gabinetto, hanno domandato nei Paesi Bassi il passaggio sulle terre di Francia. Questo passaggio, sebbene di poche truppe, allarmò l'Assemblea Nazionale ed il Ministero ha rivocato la permissione dopo di avergliela accordata. E, quanto ai trattati della Francia con le Potenze Forastiere, l'Assemblea Nazionale ha instituito

un *Comité* di 6 Deputati per esaminarli. Il nuovo ordine giudiziario solleva molte città, le quali domandano almeno la conservazione di una Corte Sovrana. Gli affari della finanza vanno sempre più male, ed il maggior imbarazzo, al detto di Necker, sarà al principio dell'anno prossimo. Questo Ministro va sempre annunziando il suo vicino ritiro dal mondo e dagli affari.

Parigi, 2 agosto 1790.

ANTONIO CAPELLO *p.º Cav.r Amb.r*

ALMORÒ PISANI *p.º Cav.r Amb.r*

DISPACCI DI ALMORÒ PISANI

N. 1.

Serenissimo Principe,

Dopo le prime visite di formalità fatte al Ministro degli affari stranieri, presentato ieri a questo Monarca ed alla Regina, al Conte e Contessa di Provenza ed a Mad.ª Elisabetta, che sono tutta quella parte della famiglia reale che esiste oggi giorno nella Capitale, mi trovo già posto in corso della nuova difficile mia carriera. La cagione del ritardo della mia presentazione, dopo 15 giorni del mio arrivo, è già nota a V. S. ed a VV. EE. per il passato dispaccio dell'Ecc.mo mio predecessore. Mi fo dovere di accertare V. S. che li cambiamenti arrivati in questa Corte non hanno però portato niun cambiamento riguardo ai metodi ed onorificenze solite a praticarsi alla rappresentanza in tale occasione, la quale sempre si suole riguardare con più minuta delicatezza dall'occhio dell'etichetta. Le risposte dei due Sovrani al mio complimento, che esprimeva li sentimenti da VV. EE. segnati nelle mie commissioni, contennero il più gentile ricambio di sensibilità e d'amicizia loro verso la Repubblica. L'Ecc.mo mio predecessore, alla cui esperienza e zelo debbo tutte le istruzioni direttrici di questo mio primo ingresso alla Corte, avendo preso la sua udienza di congedo riportò dai Sovrani non meno che dai Principi e Signori della Corte tutte le più lusinghevoli marche di quella vera stima che ha saputo colla costante condotta nel suo ministero conciliarsi.

Al passo di dover in ora umiliare a V. S. ed a VV. EE. qualche dettaglio sopra li correnti affari di questo Regno, faccio volentieri un sacrificio del mio amor proprio all'amor della verità confessando che dopo 16 giorni di dimora in questa capitale mi ravvolgo ancora in una tal nebbia di idee, che

non mi lascia discernere nulla di chiaro nel caos confuso e torbido in cui si van ravvolgendo e tra lor combinando le scomposte masse della macchina immensa di questo Impero. Partito da una Corte, dove la scontentezza, se esiste, morde le labbra e tace, e dove la subordinazione ancora violenta rappresenta la tranquillità; al mio primo metter piede nelle Provincie di Francia, non potei a meno di essere colpito dal clamoroso strepito cagionato dalle fermentanti idee di libertà; — uniformi, coccarde, pattuglie per ogni dove, anzi che enunziare le malinconiche disposizioni per una guerra, parevano da pertutto significare i lieti preparativi per una festa. Li malcontenti ritirati, il popolo inebriato dalle speranze di futura felicità dava mostre di congiungere alla esterna allegrezza la più esatta subordinazione. Infatti, trovandomi a Bordeaux il giorno 14, in cui si celebrò la festa della confederazione generale, alla quale credetti non inconveniente di assistere distinto nel posto vicino al Presidente dell'Assemblea dei Deputati, non potei non rimarcare la somma tranquillità con cui passò tutta la funzione in mezzo a 18.000 uomini armati di truppa nazionale e più di 60.000 spettatori raccolti nel medesimo piano. Il medesimo prospetto di cose mi si andò ripetendo nelle provincie che dovetti traversare, la Guienna, la Angumese, il Poitù, la Turenna, l'Orleanese, fino ad entrare nell'isola di Francia ed alla Capitale. Qui vedo cambiare il quadro. Un'aria di scontentamento in alcuni, di sospetti negli altri. Li signori inaspriti, la classe media divisa, il popolo montato nei sembianti alla ferocità. Complotti e timori, discorsi d'interne congiure e di esterne invasioni, uno sciame di libelli d'ogni partito, incendiari e calunniosi, che esce ogni giorno e avidamente letto da ogni classe di persone, tiene le menti degli imparziali in una fluttuazione e dei partitanti nell'entusiasmo. Cerco dei lumi dalle persone che credo istrutte, ed ognuno me le dà secondo il suo modo di vedere, cioè ognuno diversi, e spesso diametralmente opposti gli uni a quegli degli altri. Io non trovo in me superiori risorse nè di cognizioni nè di penetrazione per potere da queste nubi trasportate da venti di passioni tanto contrarie, ricavare una luce d'idee che

mi rischiari, e molto meno che sia degna di essere presentata al trono di V. S., dove credo non abbia diritto di penetrare che o la chiara verità, o almeno la più fondamentale verosimiglianza; perciò astanendomi per ora dall'entrare nello spirito delle cose non abbozzerò che il nudo esterno degli accidenti che vanno arrivando.

Parigi, 8 agosto 1790.

Almorò Pisani, *p.º Cav.re Amb.re*

N. 2.

Dopo li funesti avvenimenti e li massacri seguiti a Versailles il 6 ottobre dell'anno scorso, è noto a V. S. che dalla stessa Assemblea Nazionale, come da Corpo Legislativo, è stato autorizzato il Tribunale, qui detto dal Chàtelet, a formare inquisizione e processo per iscoprire li colpevoli di quelli attentati e punirli giusta il rigor delle leggi ancora esistenti. In ora, avanzate le procedure e trovandosi il Tribunale in grado di emanare le prime sentenze, si trova contrarrestato nel suo cammino criminale da una legge della stessa Assemblea Nazionale, la quale dichiara inviolabili durante la presente sessione ciascuno delli suoi membri. Due di questi Membri sono principalmente indicati nel processo come autori della cospirazione che scoppiò in quel giorno funesto; perciò il Procuratore del Re alla testa di quel Tribunale si è portato alla barra dell'Assemblea esponendo con un dettagliato discorso la circostanza e chiedendo una dichiarazione della legge della inviolabilità, dalla quale dichiarazione deve dipendere o l'arrestarsi o l'avanzare della criminal procedura. Al tempo stesso, coprendo con un discreto silenzio li nomi delle persone processate, depose tutti gli atti dei processi fino ad ora formati sulla tavola del Presidente. Il silenzio dei nomi inquisiti fece onore alla prudenza della Magistratura, ma non servì a velare le persone già note a tutta l'Assemblea e pubblicate colle stampe, cioè il duca d'Orleans ed il conte di Mirabeau; grandi e calorosi dibattimenti seguirono sopra il gra-

vissimo argomento, sostenendo quelli del partito del Duca e del Conte che si dovesse rimettere tutto il processo al *Comité* di ricerche dell'Assemblea, il quale ne farebbe la relazione all'Assemblea med.ª e questa giudicherebbe se aveva o non aveva luogo l'accusa, e questa era la mozione fatta dal med.° conte di Mirabeau. Gli altri al contrario appoggiavano che si dovesse dichiarare che la legge della inviolabilità dei membri dell'Assemblea non contemplava i casi di delitto, come si era già dichiarato che non riguardava li casi di debiti civili, e che sì nell'una come nell'altra supposizione, d'essere un membro dell'Assemblea o criminoso o debitore, dovesse essere soggetto alle leggi ed ai Tribunali ordinari. La mozione del conte di Mirabeau passò. Furono lasciati li processi al *Comité di ricerche* ed il Tribunale è per ora fuori dell'affare. La tranquillità con cui i due membri assistevano giornalmente a tutte le sessioni fa credere che sieno assai sicuri, o almeno si lusinghino d'esserlo sulla preponderanza del loro partito. Grazie.

Parigi, 16 agosto 1790.

N. 3.

Le sessioni dell'Assemblea Nazionale di questa settimana sono state giornalmente marcate o da funesti avvisi provenuti da diverse parti del Regno, e che minacciano una rivoluzione di tutta l'armata, o da interne clamorose dissensioni. A Nancy, in Lorena, tre reggimenti componenti quella guarnigione sono interamente rivoltati: non ostante un decreto loro intimato dall'Assemblea, fondati sopra li appresi diritti, colla sciabola alla mano si sono impossessati delle casse militari dei loro corpi, e perchè il danaro in esse contenuto non pareva corrispondente a quanto immaginavano, hanno obbligato gli uffiziali, minacciandoli della vita, a rifondere il di più che parve loro bene il prescrivere. Siccome però questi non avevano le esorbitanti somme domandate, così per sottrarsi alla morte fu necessario che parte la Cassa della Municipalità, parte qualche pietoso cittadino fornissero il contingente da

costoro richiesto, che fu di 12.000 lire, oltre le casse e 100 luigi d'oro che obbligarono il comandante S.r Moirian a sborsare a titolo di ridennizzazione a due soldati svizzeri da lui posti all'arresto. Di questo danaro si valsero a spargere una parte tra la bassa classe del popolo, che mediante queste liberalità divenne loro fautore ed amico, ed ora sono essi per certa guisa al possesso di tutta la città ed il distretto.

A Hesdin il reggimento di Real-Campagna presso poco ha ripetuto le medesime scene, e quella municipalità ricorre esponendo le più pressanti sue angustie.

A Metz il reggimento di Salm si è presentato alla casa del suo colonnello sig. de Bouillè per impossessarsi della cassa militare, e, sulla negativa di questo Comandante di volerla loro consegnare, già avevano inarcato gli archibugi per ucciderlo — gli Uffiziali del suo Corpo lo salvarono, ma fu necessario che si cottisassero a fornire una somma di 22.000 franchi. Mentre questo arrivava, il sig. de Jacour colonnello comandante del reggimento di Condè voleva raccogliere la sua truppa per accorrere al disordine, tutti li suoi soldati già sotto l'armi si sbandarono, nè gli rimasero che i soli uffiziali ed un dragone — ecco un altro reggimento rivoltato.

A Toulon il sig. de Castelet, nipote del celebre Balè de Suffren é secondo comandante di quella marina, ritornato colà dopo qualche assenza, fu dai suoi soldati uniti al popolo inseguito per appiccarlo, si rifugiò in osteria, dove a stento riuscì a due uffiziali del reggimento di Barrois di salvarlo dalla morte, non però da contusioni che lo tengono in qualche pericolo di vita. Questi fatti mettono orrore, ma l'esempio mette spavento, tutta la frontiera delle Fiandre fino all'Alsazia contiene per 80.000 uomini di truppa ripartiti in quel cordone a non grandi distanze tra loro, se il contagio colle nuove si diffonde, la Francia può contare d'avere in una settimana non più 80.000 soldati, ma 80.000 banditi provveduti d'armi entro il suo seno e pronti al saccheggio. Su questo riflesso specialmente grandi furono li dibattimenti, intanto fu decretato che il presidente si porterebbe dal Re e pregherebbe S. M. a dare gli ordini per unire il più di truppa regolata e

di truppa nazionale dei contorni che si credesse necessaria per sottometter e quei rivoltosi, e che a questo effetto volesse S. M. nominare un Ufficial generale che prendesse il comando e dirigesse le operazioni. Considerando però questo come un provvedimento interino e parziale, il sig. di Mirabeau, mettendo in vista la generalità del male che viene comprovata dal trovarsi attualmente in Parigi 34 Deputazioni di Reggimenti, ha fatto la proposizione di licenziare in un giorno solo tutta l'Armata, e sciolto così il vecchio sistema, posti in libertà ufficiali e soldati, promulgare le nuove leggi militari, e aprire reclute per la nuova armata, che dovrà formarsi sotto nuove discipline. Questa, tuttochè violenta mozione, fu ricevuta con applauso, e quasi decretata sul momento, ma dopo un poco di riflessione fu rimessa a doversi tra poco deliberare.

In mezzo a questi timori esterni, non meno forti furono le interne concussioni dei due partiti aristocratico e democratico all'occasione dell'essersi presentato alla *Barra* in atto di reo l'Abate de Bermond, sorpreso nella stessa vettura e arrestato col sig. de Bonne-Savarin, mentre questi fuggiva dalle carceri del Chatelet, dove era detenuto come inquisito di delitto di lesa Nazione e l'altro si portava alla sua patria. Il partito che qui chiamano della parte diritta sosteneva che l'abate di Bermond, come membro dell'Assemblea, e solo remotamente indicato per fautore forse innocente d'una fuga, non doveva presentarsi per fare le sue difese al luogo di rei e molto meno poi essere tenuto di guardia in sua casa. La parte sinistra sosteneva che si.

Il sig. de Frondeville, già presidente del Parlamento, fece in difesa dell'Abate un eloquente discorso e formando il parallelo tra le accuse che si potevano imputare all'abate di Bermond ed i delitti di cui erano indicati il Duca d'Orleans ed il Co: di Mirabeau, pesò con frasi assai energiche sopra la *infamia di cui andava in faccia a tutta l'Europa coperta l'Assemblea per tenere non solo impuniti ma liberi nel suo seno de' traditori*, concludendo che l'abate de Bermond doveva essere posto in libertà o tutti li sospetti dovévano es-

sere messi sotto guardia. Le personalità ed i clamori furono violentissimi, nè si limitarono ad un sol giorno. Il signor de Frondeville fece stampare il suo discorso e lo diffuse — nuovi clamori e dibattimenti e si arrivò a grado che uno dei Membri aristocratici propose di metter fine alle disputazioni gettandosi sull'altro partito colla spada alla mano. Allora l'imminente pericolo atterrì, corsero mediazioni, ritrattazioni, partiti moderati. Fu dato per otto giorni d'arresto a casa al Presidente di Frondeville, e gli astii rimangono per intanto sopiti, ma ben lontani dall'essere estinti.

Fino dai 9 giugno essendo stata per acclamazione decretata la richiesta fatta da S. M. di 25 milioni annui, con di più la rendita dei parchi, dominii, foreste e case di piacere che vorrebbe conservarsi. con un decreto, di questa settimana l'Assemblea per il suo presidente ha fatto pregare S. M. a dichiarare quali sono li luoghi che è di suo piacimento di conservarsi. S. M. per il mezzo del suo Ministro ha indicato li seguenti: Il Louvre, le Tuilleries e le case che ne dipendono, li Campi Elisi, Vincennes, Choissy le Roi, Versailles, Marli, S. Cloud, Meudon, S. Germain con le case e terre che ne dipendono, Fontanebleau, Compiegne, Rembouillet con li beni ecclesiastici che vi sono inclusi, il bosco dell'Abazia di Bordeaux, Chambord, la terra del Pain in Normandia, la terra di Pompadour nel Limosino, queste due ultimo sono destinate per conservare le razze di cavalli che vi sono stabilite.

La molta estensione territoriale, che occupano questi beni, ed i grossi prodotti che ne risultano, non mancano d'interessare la curiosità sulla determinazione che l'Assemblea sarà per prendere.

Parigi, 23 agosto 1790.

N. 4.

Due importantissime materie hanno occupato questa settimana le discussioni dell'Assemblea Nazionale e l'attenzione di questo pubblico, e francese e forestiere. Le notizie venute

dall'interno del Regno, dove di qualche insubordinazione di reggimenti, dove di opposizioni e di alterazioni delle nascenti municipalità, appena hanno destato riflessione o mosso discorso in confronto di questi due soggetti principali.

Il primo di essi è stato l'esame del famoso patto di famiglia e la risposta da darsi alla Corte di Spagna, che ne reclama l'esecuzione. Il conte di Mirabeau portando la parola a nome del *Comité*, ossia Collegio Diplomatico, ne ha aperto la discussione proponendo un decreto, parte di massima e parte di esecuzione nei seguenti cinque articoli. *Primo*, che tutti li trattati precedentemente conclusi continueranno ad essere rispettati dalla Nazione francese fino al momento in cui ella avrà riveduto e modificato questi diversi atti conseguentemente all'esame che ne sarà fatto ed alle istruzioni che il Re sarà pregato di dare ai suoi Ministri presso le differenti Potenze d'Europa. *Secondo*, che preliminarmente a questo esame il Re sarà pregato a far conoscere a tutte le Potenze con le quali la Francia ha degli impegni, che la giustizia e la pace essendo le basi della costituzione francese, la Nazione non può in verun caso riconoscere nei trattati che le stipulazioni pienamente difensive e commerciali. *Terzo*, che in conseguenza il Re sarà pregato di far sapere a S. M. Cattolica che la Nazione francese, prendendo tutte le misure proprie a mantenere la pace, osserverà gli impegni che il suo Governo ha contratti con la Spagna. *Quarto*, che il Re sarà pregato inoltre di incaricare li suoi Ambasciatori in Ispagna a negoziare con li Ministri di S. M. Cattolica all'effetto di stringere per un trattato nazionale di legami utili alli due popoli e di fissare con precisione e chiarezza tutte le stipulazioni che non fossero interamente uniformi alle viste di pace ed ai principii di giustizia che saranno d'ora innanzi la politica dei francesi. *Quinto:* considerando gli armamenti delle diverse Nazioni d'Europa ed i loro progressivi accrescimenti, la sicurezza delle colonie ed il commercio nazionale che sarà il Re pregato perchè le flotte in commissione sieno portate a 30 vascelli di linea, dei quali almeno otto saranno armati nei porti del Mediterraneo.

Questa proposizione di decreto fu dal conte di Mirabeau appoggiata con un lungo discorso sparso di principii filosofici e politici, brillanti i primi e solidi i secondi. Dopo avere dispiegato con pompa dei luoghi comuni di umanità, di libertà, di orrore nelle conquiste del sistema pacifico di una Nazione libera e potente, per comprovare li primi articoli di massima, venne poi al concreto e stabilì che, intanto che questa vaga filosofia metteva radici in Francia e si propagava tra gli altri pòpoli d'Europa, conveniva temere che le altre Nazioni non ancora tanto filosofe, nè guidate da principii di tanta giustizia, non profittassero del momento per invadere le Colonie e per attaccare il commercio francese, quindi che la Spagna essendo e per l'attuale posizione d'Europa l'unico alleato naturale della Francia e per esperienza un alleato costante e fedele ai suoi impegni, conveniva più che mai di tenersi uniti con lui. Con un assai colorito quadro d'Europa fece vedere la prima asserzione e provò la seconda con gli esempi delle ultime guerre del 1761 e 1779, in cui la Spagna accorse alla richiesta della Francia anche con manifesti suoi sacrifici e pericoli; e di qua venne a concludere per un pronto e valido armo in favore degli alleati spagnuoli. Aperta così la discussione seguirono dei forti dibattimenti che durarono per due intere sessioni. Molti si opposero ai primi articoli, come inutili ed allarmanti, fuori di proposito le Nazioni forestiere che hanno trattati sussistenti con la Francia. Quasi niuno contradisse agli articoli che riguardano la conferma dell'alleanza e l'armamento da farsi, anzi più d'uno parlò perchè, in vista dei progressivi aumenti che dava l'Inghilterra alle forze sue, gli armamenti della Francia fossero portati ad uno stato anche più rispettabile. Il conte di Mirabeau ed il Collegio Diplomatico, di cui era l'organo, che non avevano in vista che d'indurre l'Assemblea a confermare il trattato con la Spagna e ad armare, e che avevano esposto innanzi tutte le riserve filosofiche come pezzi morti per captivare alcune teste esaltate e per avere che cedere agli opponenti, s'adattarono a tutto e finì l'importante deliberazione con un decreto ridotto nei termini seguenti. L'Assemblea Nazionale, deliberando sopra la

proposizione formale del Re, contenuta nella lettera del suo Ministro del primo agosto, decreta che il Re sarà pregato di far sapere a S. M. Cattolica che la Nazione francese, prendendo tutte le misure proprie a mantenere la pace, osserverà gli impegni difensivi e di commercio che il suo Governo ha precedentemente contratto con la Spagna. Decreta di più che il Re sarà pregato di fare immediatamente negoziare con li Ministri di S. M. Cattolica ad effetto di stringere e perpetuare per un trattato dei legami utili alle due Nazioni, e di fissare con precisione e chiarezza ogni stipulazione che non fosse interamente conforme alle viste di pace generale ed ai principii di giustizia che saranno sempre la politica dei francesi.

Di più, l'Assemblea Nazionale, prendendo in considerazione gli armamenti delle differenti Nazioni d'Europa ed i loro aumenti progressivi, la sicurezza delle Colonie francesi e del commercio nazionale, decreta che il Re sarà pregato di dare gli ordini perchè le squadre francesi in commissione possano essere portate a 45 vascelli di linea con un numero proporzionato di fregate ed altri bastimenti.

L'attenzione che interessava tutti li Gabinetti d'Europa sopra questa deliberazione ora è soddisfatta, però su questa stessa deliberazione due nuovi oggetti si destano a nuova curiosità: I. come prenderà la Spagna le restrizioni attuali e le nuove limitazioni che si propongono di fare nello stato di famiglia; II. per fare di sì forti armamenti, quali sono i decretati, e farli prontamente d'onde si trarranno le risorse del danaro necessarie.

Questo secondo riflesso entra in parte nella seconda vastissima materia di cui si è incominciata la trattazione sabato scorso, come ho accennato a Vostre Sig.[e] Ill.[me] nel principio di questo mio reverente numero. Il *Comité*, che io chiamerò Collegio sopra le finanze, dopo aver pubblicato due parti del suo lavoro sopra la liquidazione dei debiti del Regno e lo stato di spesa, ha aperto in piena Assemblea la discussione sul modo di effettuare il pagamento dei debiti e di mettere tra loro in equilibrio l'uscita e l'entrata delle spese e delle rendite della Monarchia. Incominciano dal distinguere debito esigibile e de-

bito non esigibile. Per debito non esigibile intendono tutti li vitalizii che si vanno estinguendo col mancar delle vite e tutti gli imprestiti fatti a termine fisso da dover esser rimborsati entro tanti anni a tanto l'anno. Questi propongono di lasciarli come ora sono a carico delle spese annuali. Li debiti esigibili poi comprendono la soppressione degli uffici di giudicatura e di altre cariche che si comperavano, e delle quali si è promesso come di giustizia il rimborso, le decime infeudate e li contratti di rendite perpetue o sieno imprestiti in seno pubblico. Di questi secondi si propone il rimborso presentaneo per isgravarsi dei frutti cedendo in pagamento di questi tutti li beni detti nazionali, composti dei fondi del clero e di parte dei dominii del Re e degli appannaggi dei Principi. Per effettuare questa operazione si progetta di creare dei segni uniformi, che in sostanza saranno viglietti, ossia assignati alla concorrenza della somma di questi debiti. Ora questi debiti nello stato del debito pubblico stampati dallo stesso Collegio montano ad 1 miliardo 339 milioni 741813 franchi, perciò questa sarebbe la somma dei viglietti da crearsi, la quale unita a 400.000.000 che sono già in circolazione e ad altri 200 che saranno necessari a crearsi a quanto rappresenta il Ministro di finanza per soddisfare ai bisogni dell'anno corrente, formerebbero in tutto l'enorme somma di un miliardo 939 milioni di numerario fittizio. Si propone poi, che solo questi viglietti potranno essere presi in pagamento nelle compere che si faranno dai particolari dei beni nazionali.

Si è stabilito, dopo i caldi dibattimenti del primo giorno, che sarà aperta ogni giorno la discussione fino alli 10 di settembre. Io non mancherò di rassegnare a V.e E.e come le nozioni che i corti miei lumi mi permetteranno, così anche con sollecito modo li voluminosi conteggi, quando saranno com piti di pubblicare colle stampe.

Parigi, 30 agosto 1790.

N. 5.

Le deliberazioni dell'Assemblea sopra la gravissima materia della finanza e del pagamento del debito nazionale, che va ad essere forse il colpo decisivo di tutto il nodo di questi affari, è stata in questa settimana interrotta più volte da incidenti se non di maggiore importanza almeno di più pressante urgenza. Queste sono state le conseguenze in diverse parti del Regno, le intestine più guerre che discordie della Isola di S. Domingo e gli ultimi suoi reclami, per li quali, se l'Assemblea non ritratta alcuni dei suoi decreti, quella Colonia minaccia di staccarsi da ogni subordinazione. Sopra tutto viene ferito l'interesse di quei coloni dalle illimitate dichiarazioni dei diritti dell'uomo senza distinguere tra uomo bianco e uomo negro, dalle quali illimitate dichiarazioni inferiscono di perdere il commercio e la schiavitù dei negri, che formano il nerbo ed il fomento principale delle loro ricchezze.

Principale soggetto per altro alle discussioni dell'Assemblea sono state le continue ed alternanti notizie che generalmente arrivarono sulla insurrezione dei reggimenti di guarnigione in Nancy. Giovedì finalmente arrivò sulla notte la nuova che tutto era finito in un massacro. Il signor di Bouillè, generale destinato dal Re a richiesta d'un decreto dell'Assemblea a mettere colla forza in dovere quella ribelle soldatesca, raccolta la truppa nazionale di Metz e dei luoghi circonvicini ed alcuni corpi di truppa li linea, si presentò alla città di Nancy e chiamò quella guarnigione a mettere tosto in libertà i due generali sig. di Malseigne (1) e sig. de Noue (2) che tenevano prigionieri, e consegnare quattro per reggimento dei più colpevoli per il castigo e ad arrendersi. Sulla negativa essendo incominciato il foco per parte dei ribelli, seguì l'attacco, fu presa la città, il massacro fu grande, il reggimento svizzero di Chateau-vieux fu quasi disfatto, non essendo rimasti di vivi che 400 prigionieri. La truppa nazionale ebbe

(1) **Maréchal de camp de Malseigne, lieutenant-colonel des carabiniers.**
(2) **Maréchal de camp de Noue, gouverneur et comandant de Nancy.**

il maggiore onore nella fazione. Questa nuova sulla notte stessa si sparse per Parigi e con essa il fermento. I più tenaci dei principii democratici incominciarono al palazzo reale, alle Tuillerie, per le strade a declamare contro la violenza e l'atrocità. Li discorsi chiamarono gli attruppamenti, gli attruppamenti la commozione. Fu tosto posta quella notte stessa sotto l'armi maggiore quantità di truppa nazionale, furono trasportati i cannoni in luoghi di maggiore difesa e specialmente alle Tuillerie, furono chiusi prima del solito li ingressi del Palazzo reale e mediante queste diligenze, usate per due giorni, si è impedito fino ad ora ogni disordine.

Sebbene questi incidenti abbiano fatto ritardo alle trattazioni della materia economica, non hanno però impedito che se ne proseguisca interrottamente il discorso. La connessione tra la emissione d'un numerario fittizio, quale sono i viglietti e il numerario reale, ha portato a trattare la materia della bassa moneta, ossia moneta di vellon, che è necessaria ai piccioli contratti del basso popolo e di cui abbisogna questo regno, avendone assai poca e molto logora, si aperse questa trattazione con la proposta di fare 30 milioni di tal moneta, usando a questo effetto del metallo delle campane. La immalleabilità di questo metallo, composto di rame e stagno e d'un poco di antimonio, resiste ad un'operazione. Due progettisti si esibivano, l'uno a renderlo malleabile, l'altro a formare della moneta fusa. Il *Comité* di finanze propose di vendere il metallo delle campane a due compagnie, una Inglese ed altra Francese, che offerivano in concorrenza tra li nove e dieci soldi per libbra e poi formare per 24 milioni di vellione composto al solito di rame e di argento. Il vecchio vellione era di quattro quinti di rame e d'un quinto d'argento. Il titolo del nuovo sarebbe di 5/6 di rame e d'uno d'argento, che formerebbe un valore intrinseco di 9 lire, 8 soldi, 6 denari al marco con il decremento nella fondita, con le spese di conio ed un beneficio di 19 soldi per il tesoro pubblico, valerebbe 12 lire al marco. Il tesoro sopra 24 milioni beneficierebbe sopra l'intrinseco e sopra li due remedi di peso e di alliaggio due milioni e settecento mila lire.

Prodotte queste proposizioni all'Assemblea il sig. de Coussy, già direttore della Zecca di Caen, le abbattè tutte con un discorso nel quale stabilisce sopra solidi ed evidenti principii la necessità delle proporzioni delli intrinseci valori tra loro delle monete in corso, altrimenti la moneta di maggior titolo viene estratta, quella di minore viene fabbricata nel forestiere ed introdotta in concambio. Provò questo coi fatti e con uno recentissimo d'uno Stato vicino alla Francia, il quale avendo ritirato tutto il suo vellione vecchio e fabbricato uno nuovo di minor titolo, alla somma di due soli milioni, dopo 8 anni trovò di avere da dieci milioni di questo vellione nuovo in circolazione, e d'aver perso tutti li suoi scudi di buon argento. Concluse proponendo che si formi nei due *Comité* di finanze e di commercio un *Comité* di monete, il quale sarà specialmente incaricato di approfondire questa materia. A questo saranno unite delle persone della Corte Superiore delle Zecche e tre Deputati delle città di commercio presso l'Assemblea, scegliendosi tra i più versati nel conoscimento dei cambi forestieri e nel commercio delle paste. Fu ordinata la stampa di questo discorso e ammessa e decretata la proposizione.

Sopravvenne poi un ricorso di tutte le città di commercio all'Assemblea nel quale pregano che si sospenda ogni decretazione in materia monetaria, tanto di moneta reale quanto d'emissione di viglietti, prima a che abbiano presentato le loro riflessioni. Questo ricorso fu ammesso, non ha però impedito che si prosegua la dilicidazione della materia sulla emissione degli assegnati. La materia è assai oscura, l'apprensione nelle provincie e nella capitale va ognora crescendo — pericoli delle conseguenze spaventano.

Il signor Necker ha preso il suo partito come V. S. e VV. EE. rileveranno dalla lettera da lui diretta all'Assemblea Nazionale, la quale mi fo onore di trasmettere la traduzione.

Parigi, li 6 settembre 1790.

N. 6.

Il giorno dieci, destinato alla decretazione sul pagamento del debito pubblico, già passò, e la grande questione non è tuttavia decisa. Le inquietudini delle provincie, le agitazioni turbolente della capitale, i ricorsi delle città di commercio ed altri incidenti arrivati ne hanno ritardato la definizione. Avanti ieri fu decretato che si proseguirebbe l'esame della materia fino al giorno 17, prima del quale non si verrebbe a definitiva decretazione. Dopo tante discussioni per altro omai si incomincia chiaro a vedere in che le opinioni dei più convengono e in che si dividono. Convengono che avendo la Francia dei debiti e trovandosi in ora ad avere dei fondi, quali sono i beni del Clero e della Corona, conviene convertire questi fondi in pagamento dei debiti, conviene farlo tosto per isgravarsi delli interessi, conviene farlo al miglior concambio possibile per estinguere maggiori somme; conviene farlo nel modo più vantaggioso alla Nazione cercando di dividere i latifondi e moltiplicare i possessori. Per estinguere per altro questi debiti con li fondi fa d'uopo effettuarne la vendita, ora l'intermedio necessario, e all'Erario per pagare li debiti, e ai compratori per acquistare li beni è il denaro, e questo denaro ora manca in Francia. Come dunque si debbono effettuare questi concambi? ed effettuarsi sotto le condizioni che si contemplano? Qui è dove si dividono i pareri e si ripartono le opinioni. Le mozioni, o sieno proposizioni fino ad ora fatte, sebbene molte, sostanzialmente si riducono a tre. La prima consiste a convertire la totalità del debito esigibile in tanti *assignati* che sono biglietti di credito di maggiori o minori somme aventi per ipoteca una corrispondente parte di beni. Questi *assignati* chi propone che portino e chi propone che non portino interesse, questi assignati dovranno essere ammessi in concorrenza col danaro effettivo, o come altri vogliono, anche ad esclusione del danaro effettivo per le compere dei detti fondi. La seconda poi converte la totalità di questo stesso debito in semplici biglietti sopra il Tesoro portanti il

cinque per cento d'interesse, li quali saranno ammessi alle compere concorrentemente colli assignati già creati e che ora sono in circolazione e col danaro contante. La terza consiste a seguire l'uno e l'altro di questi due metodi, dando o semplici viglietti o assegnati a volontà dei presentatori dei crediti.

La terza di queste proposizioni praticamente coincide colla seconda, giacchè il creditore, che presenterà il suo credito al Tesoro per essere rimborsato, certamente preferirà il viglietto che gli frutta il cinque per °/₀ all'assegnato o sterile o di minore profitto, sebbene l'assegnato abbia la qualificazione forzosa di non poter essere rifiutato in un pagamento. Dunque considerando le due come una, si vede bene che la emissione di questi biglietti coll'interesse del 5 p. °/₀ soddisfa alla giustizia e contenterà il creditore, ma si obbietta fortemente primo che non isgrava subito la Nazione dal pagamento degli interessi, secondo che non facilita, anzi difficulta la vendita dei beni nazionali, perchè molti preferiranno di avere il loro danaro investito in un viglietto, che produce il cinque senza pensieri, all'acquisto di un fondo che dopo mille cure non renderà forse il quattro, e da questo stesso principio oltre il ritardo delle vendite nascerà anche il ribassamento dei fondi. Esaminandosi poi la prima proposizione dai fautori delle altre, si dimostrano in essa obbietti anche maggiori. Questi assignati sono stati dichiarati moneta dello Stato, che deve avere valore al pari dell'argento e dell'oro in tutti i contratti, dunque un'emissione immensa di due mila milioni di questa carta forzosa farà scomparire tutti li metalli, sì perchè vieppiù si occulteranno dai possessori, sì perchè finiranno nel forestiere per il saldo dei pagamenti, chè saranno meno vantaggiosi a farsi con la specie che con li cambi. Di più tutti li prezzi dei generi, anche della prima necessità, in proporzione di questa nuova massa di cui si aumenta il numerario in circolazione, dovranno crescere e crescere tutto di salto e senza gradazione per la immissione subitanea. Che se mai da un giorno all'altro un timore o d'interne convulsioni o d'esterni attacchi farà che questi assegnati perdono di credito dalla mattina alla sera, per conseguenza dalla sera alla mattina li venditori di

commestibili, che non potranno per la forza ricusarli, alzeranno li prezzi e quindi o non si troverà pane a comperare o si troverà da un dì all'altro alzato di un quarto o d'un terzo. È in questi casi, che possono avvenire, anzi che le circostanze indicano che probabilmente avverranno, che sarà del basso popolo? E chi lo conterrà dai subitanei furori? Una delle più forti ragioni in favore degli assignati è di consolidare la presente Costituzione attaccando ad essa tutti li creditori, e forse si prova con li soprapposti riflessi che l'emissione delli assegnati è il mezzo più valido per far rinvenire il popolo a distruggerla. La certezza che, qualunque sia la disposizione della legge, questa moneta di carta circolante in tanta copia dovrà perdere contro l'argento e l'oro, l'agiotaggio che ne deve seguire, l'ingiustizia ai creditori dello Stato che vengono privati delli interessi, finchè possano impiegare questa sterile carta, mentre molti di essi non hanno somme da poter fare acquisti di terre; l'ingiustizia ai creditori dei creditori che saranno egualmente obbligati a prendere carta per metallo imprestato, le angoscie del villano, che per prezzo dei suoi generi si troverà avere una carta a cui non è mai avezzo a prestare una fede, l'alzamento dei cambi, lo scoraggimento del commercio, l'annichilamento delle manifatture ed altre di più minuto dettaglio, sono le ragioni con cui si combatte questa altrettanto gigantesca che ardita operazione.

Siccome la base per i calcoli delle proporzioni di questa emissione o di assignati o di biglietti, ed i titoli dei creditori del debito esigibile dipendono dal conto di tutto il debito nazionale presentato dal *Comité* di Finanze all'Assemblea, così dopo umiliato a V. S. ed a VV. EE. questo rozzo ed imperfetto abozzo delle opinioni e dei ragionamenti che in essa fino ad ora dominano, faccio dovere della mia esattezza nel pubblico servizio l'immediatamente trasmettere unito a questo riverente numero il conto stesso impresso ed uscito per intero in questa settimana.

La gran questione che si agita nell'Assemblea, egualmente si va agitando nelle pubbliche piazze e nei pubblici passeggi. Alcuni popolani o oratori o lettori, uomini, fanciulli ed anche

qualche donna, montano sopra una sedia e con uno scritto alla mano od anche d'improvviso leggono o perorano al popolo che s'attruppa loro d'intorno sull'argomento. Il loro tema è ordinariamente in favore delli assegnati. Questi oratori contribuiscono non poco a mantenere e ad aumentare la fermentazione degli spiriti. La truppa nazionale è più che mai sulle guardie, li posti sono guarniti, e le rinforzate pattuglie giorno e notte battono le città, e siccome, e fuori dell'Assemblea nelle Tuillerie, era stata fatta la mozione e proclamata ad alta voce di tagliare la testa al marchese de la Fayette, e nell'Assemblea stessa una sua proposizione relativa ad un ufficio da passarsi alle guardie di Metz era stata ricusata, così la Guardia nazionale in corpo pensò bene di prendere una deliberazione, che fu di assicurare il detto marchese del loro attaccamento, e di andare battaglione per battaglione sotto l'armi con le bandiere spiegate a sua casa per prestargli un nuovo giuramento, per cui si obbligano a vivere sotto lui e morire con lui. Questa funzione si effettuò ne' due giorni di venerdì e sabato.

Il signor Necker, partito colle marche della più grande indifferenza non solo dell'Assemblea, ma di tutto questo popolo, arrivato ad Arcy-sur-Aube, fu arrestato da quella Guardia nazionale, non ostante li passaporti, come ex Ministro che non avendo reso li conti, non aveva soddisfatto ancora alla legge della responsabilità. Partecipata all'Assemblea la notizia con un corriere di quella Municipalità e con lettera del signor Necker al Presidente, dopo alcuni dibattimenti fu decretato: primo, che quelle Guardie nazionali lo potrebbero lasciare in libertà; secondo, che il Presidente gli enuncierebbe il Decreto con una lettera particolare.

Parigi, 13 settembre 1790.

N. 7.

La discussione dell'argomento del pubblico debito e della creazione degli assegnati tuttavia prosegue. La somma importanza ed oscurità della materia nei suoi complicatissimi rap-

porti, e sopra tutto l'estremo pericolo anche di vita al quale l'Assemblea vede sè stessa esposta, se mai viene a mancare nelle conseguenze di questa azzardosa operazione, fanno che di giorno in giorno si frappongano più maturità e lentezza alle focosità delle prime proposizioni. La decisione che si era fissata al giorno 17, cioè lo scorso venerdì, si è trasportata a un termine indefinito, cioè a dire fino che l'Assemblea giudicherà che la trattazione ne sia per intero esaurita.

L'intima connessione, che di sua natura esiste in ogni amministrazione tra il fondo di rendita ed il pagamento di debiti, ha fatto prendere un'altra determinazione, ed è, che prima di venire ad una decisione finale sul modo del pagamento si debba fissare la quota d'entrata, che con il nuovo piano d'imposte si formerà la Nazione, e di questo piano d'imposte si sono già proposte le basi.

Si propone di fare un piano generale, il quale sia di tale configurazione che per la massima parte con l'aumento di bagattino per lira si possa annualmente o accrescere o diminuire secondo le esigenze dello Stato, tagliando così la odiosità ed il disquilibrio che portano le creazioni dei nuovi imposti nei casi di straordinari bisogni.

Questo nuovo imposto poi si vuole che conservi possibilmente proporzioni non solo di giustizia, ma di mutua utilità tra le diverse classi o di persone o di cose aggravate. Eccellente metafisica nei principii.

Per ottenere questi oggetti s'incomincia dal distinguere tra proprietà immobili, che si definiscono tutte proprietà visibili e legalmente conosciute, e proprietà mobili, cioè tutte quelle delle quali non si può avverare nè la quantità, nè il prodotto con modi legali.

Per le prime si stabilirà un'imposizione diretta sulle cose: le seconde si procurerà di assoggettarle a delle contribuzioni indirette.

Per fissare le proporzioni tra le dirette e le indirette, e specialmente di queste seconde tra loro, si stabilisce un totale per approssimazione, che debba servire di base.

Si prova che, ragguagliati li debiti con l'alienazione dei beni nazionali, il piede di spesa di tutto il regno potrà ab-

bondantemente supplirsi con 500 milioni. Dunque per ora 500 milioni sieno la base. Su questo dato le proporzioni saranno:

Imposta su i beni immobili, duecento milioni.

Sulle facoltà mobili o industriali da ricavarsi in gran parte per mezzo di carte bollate, cento milioni.

Diritti domaniali, mutazioni, donazioni, successioni, ecc., sessanta milioni.

Rendite di acquavite, bibite ed altri generi simili, 50 milioni netti, attese le spese di questi nel ricoverarli.

Tabacchi, polveri, salnitri, ecc., 45 milioni.

Poste di lettere, poste di cavalli, messaggerie, ecc., 20 milioni.

Dazi alle barriere o dogane d'entrata e sortita dal Regno, 25 milioni.

Totale cinquecento milioni.

Anche fissata questa scala di proporzione, che non è tuttavia decretata, il formare li piani di ciascun articolo è immenso travaglio, e molto più grande ancora per intanto è il farne le esazioni, giacchè alcuni paesi, specialmente alla campagna, vi si ricusano e sarà necessario in molti luoghi il costringerli con la forza, per il quale oggetto si stanno concertando le più forti misure con il mezzo delle truppe di linea e delle milizie nazionali.

Le nuove che vengono dalle Antille sono delle più funeste. L'Isola di S. Domingo è già in un'aperta guerra civile che non può più spegnersi, che con il sangue dell'uno o dell'altro dei due partiti.

L'Assemblea Coloniale, che tiene la sua residenza in San Marco, una delle più popolate parrocchie dell'Isola, ha già scosso ogni dipendenza da questa Assemblea Nazionale. Si è dichiarata il solo vero corpo legislativo della Colonia, legato bensì con il Re, dal quale dipenderà per la sanzione dei suoi Decreti, ma in tutto libera dalla legislatura del Continente. Un'altra Assemblea ch'è in Porto Principe, unita al Governatore sig. de Peinier (1), sostiene il partito di quest'Assemblea

(1) Il conte de Peynier, il governatore dell'isola, abbandonò il suo posto nel novembre 1790.

Nazionale. Sono già nati degli attacchi e dei massacri. L'una e l'altra ha già un corpo d'armata, parte delle truppe e degli equipaggi, che erano nei vascelli di guerra colà stazionati hanno preso il partito dell'Assemblea di S. Marco, contro i loro stessi Comandanti che sostengono quella di Porto Principe. Le due piccole armate erano in campagna, la tranquillità non potrà più essere che il frutto d'una vittoria che costi sangue, ed assoggetti i vinti.

Essendo stati commessi dei notabili guasti nei parchi di Versailles da gente che attruppata in numero di 200 e più persone armate di fucili e bastoni si sono introdotti non a cacciare ma a distruggere quelle caccie; il Re ha preso il partito di disfarsi dei suoi equipaggi di caccia e riformare la sua veneria. L'Assemblea istruttane e temendo l'odiosità che poteva sopra lei ricadere, ha decretato una Deputazione di 12 membri con alla testa il suo presidente per dichiarare a S. M. il proprio dispiacimento, pregarla a spiegare tutta la forza anche militare per reprimere e punire li colpevoli di questi eccessi, ed insieme supplicarla a non volersi privare d'un divertimento vantaggioso alla sua salute, ed a questo titolo sommamente a cuore alla sua Assemblea. La risposta del Re, della quale si è ordinata dall'Assemblea la pubblicazione alla stampa, fu che vedeva con soddisfazione l'interesse che prendeva la Assemblea per reprimere li disordini arrivati a Versailles, che per altro questi non erano la cagione che lo determinava a sopprimere la sua veneria, che non avendo cacciato già da un anno non si proponeva di cacciare per ora, e che differiva a riprendere questo divertimento a quando avesse il cuore più soddisfatto.

Parigi, li 20 settembre 1790.

N. 8.

Sebbene le sessioni di questa Assemblea sieno state ogni giorno di questa settimana consacrate alla trattazione dell'argomento delli assegnati, non perciò se ne è ancora maturata

la deliberazione. Opinioni in bilancia con opinioni, autorità con autorità, calcoli con calcoli tengono sospesi e gli animi degl'indifferenti ad una decisione e tutta l'Assemblea a dare il colpo che può determinare o una risorsa, od un crollo. Li due *Comité* di commercio e di agricoltura riuniti sulla commissione, data loro con decreto dell'Assemblea di dover raccogliere il voto delle principali piazze del Regno sulla emissione delli assegnati, hanno presentato venerdì il rapporto delle opinioni che erano state loro trasmesse. In somma enunciarono che sopra 33 città consultate, 26 erano contrarie e sole 7 favorevoli a questa operazione. Su questa asserzione di fatto nacquero dei violentissimi dibattimenti. Alcuni membri pretesero che l'asserzione in pieno era falsa, e che il modo tenuto dai due *Comité* per raccogliere le opinioni era stato caprioso, che si presentava all'Assemblea come risultato dei pareri d'una Piazza il giudizio di pochi negozianti e delle ditte meno forti, e che si offerivano alcuni a far constare che in molte delle città nominate le più case di commercio e le più solide erano del sentimento contrario a quello prodotto dal *Comité*. Questa essenziale questione di fatto degenerò in questione di ordine, se potessero dei pareri raccolti da particolari individui fare autorità contro quelli prodotti da un Corpo commissionato. Con queste altercazioni per altro si riuscì l'esitanza sulle menti di quelli che volendo il bene della cosa attendevano una determinazione al proprio sentimento da questi voti raccolti. Nel popolo di questa Capitale e nel commercio, l'opinione favorente l'emissione degli assegnati va ogni giorno più acquistando di credito. A forza di piccoli impressi a portata della bassa plebe e di mozioni fatte nei luoghi pubblici, si è avuto l'arte di far credere questa operazione connessa colla salvezza della nuova costituzione, stante che con essa si assicura e la irrevocabile alienazione in particolari proprietà dei beni del clero, ed il rimborso delle cariche dei soppressi Parlamenti, con che non solo li due corpi vengono ad essere sicuramente estinti, ma di più il secondo, che va a divenire vantaggiato possessore dei beni del primo, diventerà con ciò stesso ancora tanto interessato a conservarne la distruzione,

quanto lo è in ora per comunione d'interessi a procurarne il rilevamento.

Il contrasto ed il riscaldo di queste opinioni va di più in più aumentando ogni giorno per guisa che sabato il signor Dupont Deputato, di Parigi e uomo accreditatissimo presso lo stesso partito democratico, dopo avere parlato contro gli assegnati, esponendone gl'inconvenienti ed i pericoli, all'uscire dell'Assemblea fu circondato ed arrestato da una truppa di popolo che lo afferrò per gittarlo entro uno stagno d'acqua nelle Tuillerie, se l'attività e la prontezza della Guardia nazionale non accorreva a trarlo dalle loro mani.

Le nuove che arrivano dalle Antille sono ogni giorno peggiori. Il vascello di guerra il *Leopardo* che era in stazione a S. Domingo è arrivato a Brest con a bordo parte dei Deputati di quella Assemblea Coloniale di S. Marco. Rimane ancora un mistero il sapere, se il timore delle forze superiori raccolte contro loro dai Comandanti del Re e dell'Assemblea di Porto Principe li abbia obbligati, o se sia volontario loro pensiero. Questo è il vascello, il di cui equipaggio era stato da loro subornato, il comandante di questa nave da guerra signor de la Galissonière è rimasto colà e la nave è comandata da un secondo ufficiale chiamato Santo Domingo. Essi dicono d'essersi imbarcati spontanei per portare al Re ed alla Assemblea le loro doglianze. Il fatto è poi che l'arrivo di questa nave in porto di Brest è stata l'opera di una quasi generale insurrezione di tutti li equipaggi degli altri bastimenti e specialmente della nave il *Patrioto*. Il signor Marigni Maggior generale della marina ha corso pericolo della vita sulla sola indicazione di due lettere intercettate, nelle quali indicava che se fosse spedito a S. Domingo con due navi basterebbe per mettere al dovere i rivoltati. Li due ufficiali generali conte di Ector e signor d'Albert chiedono la loro dimissione non volendo più sopra sè la responsabilità di quel porto e di quelli arsenali.

Un forte decreto è emanato per supplicare il Re a far disarmar il *Leopardo*, a formare processi, a punire i colpevoli

ed a far venire alla Barra dell'Assemblea li venuti da San Domingo.

Un'altra notizia, arrivata posteriormente dalla parte del Sud di S. Domingo, reca il massacro arrivato a Cages del signor de Caudere, Maggiore del reggimento del Capo, di cui avevano scoperto la corrispondenza col signor de Coustard, che lo avvisava delle misure prese dal Governo contro l'Assemblea Coloniale.

Parigi, 27 settembre 1790.

N. 9.

Le sessioni di questa Assemblea Nazionale nella scorsa settimana hanno dato finalmente esito a due dei più importanti affari che abbiano fino ad ora interessato la pubblica aspettazione e tranquillità, cioè l'emissione dei nuovi assegnati e la decisione sulla ulteriore procedura criminale contro i delitti commessi il giorno 5 e 6 ottobre dell'anno scorso a Versailles.

Dopo li più sottili discorsi e le più minute indagini premesse per più di un mese e dopo li più violenti ed animati dibattimenti agitati negl'ultimi giorni, finalmente si divenne giovedì ad una decisione, chiamando l'*appello nominale*, cioè a dire, dando ciascuno dei membri la propria opinione e sottoscrizione al tavolino del Presidente. Li voti così raccolti furono 508 in favore del decreto che si promulgò, e 423 contro. Il decreto emanato è il seguente: L'Assemblea Nazionale decreta che il debito non costituito dello Stato e quello del fu clero saranno rimborsati secondo l'ordine che sarà indicato in assegnati-moneta senza interesse. Non si metteranno in circolazione più di 1200 milioni d'assegnati, compresi li 400 milioni già decretati. Li assegnati che rientreranno nella Cassa dell'Estraordinario sarano bruciati. Non potrà farsi una nuova emissione senza un decreto del Corpo legislativo, e sotto la condizione che non possono eccedere il valore dei beni nazio-

nali, nè potranno trovarsi in circolazione più di 1200 milioni al tempo stesso.

Vede V. S., colle nozioni che mi sono onorato di umiliare, che il decreto è stato un conciliatorio delle opinioni opposte. Li contrari alli assegnati, li meno violenti hanno sacrificato alla imperiosa necessità delle circostanze. Li protettori delli assegnati, li meno arditi hanno ceduto alle impulsioni della paura, che una macchina diretta ad abattere li loro nemici per una esplosione troppo violenta non potesse ritorcere un colpo sterminatore sopra di loro. Una media proporzionale tra li due estremi, di non creare altri assegnati o di crearne 2000 milioni, ha parso indicare una via di conciliazione e questa si è abbracciata.

Rimangono tuttavia due importantissime questioni a decidere, la prima, la qualità di questi nuovi assegnati, ossia in che somma saranno divisi, opinando alcuni che debbano non essere minori di 200 lire tornesi ciascuno, e pensando altri che per la comodità dei pagamenti si abbiano a formare di cento, di 50 ed anche meno. La seconda, il modo e la preferenza dei rimborsi.

Il *Comité* di finanze è stato incaricato a formare e presentare all'Assemblea un ragionato progetto su questi due articoli, il quale fornirà argomento a nuove discussioni. Gli effetti di questa decretazione si sono resi sensibili sul momento. Li pubblici fondi hanno aumentato di valore fino ad un dieci e più per cento, ciò che parerebbe argomento di confidenza, ma proporzionatamente ha cresciuto il valore dell'argento, ciò che fa certo indizio del discredito, in che va a cadere questa carta moneta, e li generi di consumo che non sono sotto tariffa, come li panni, hanno di colpo aumentato fino a 4 lire per *auna*.

Deciso appena questo importante affare si è impresa immediatamente la trattazione d'un altro non meno interessante sotto altri rapporti.

Già è a notizia di VV. EE. che questo Tribunale del Châtelet, dopo prese le prime deposizioni sulli attentati dei giorni 5 e 6 ottobre, trovando che in esse erano gravemente indicati due membri dell'Assemblea, che per legge godono della

inviolabilità, prima di ulteriormente procedere aveva presentato all'Assemblea stessa tutti gli atti del processo incoato, chiedendo direzione alli ulteriori passi da dare. L'Assemblea ha rimesso tutti questi atti al suo *Comité* di rapporti, il quale presa tutta la procedura in esame dovesse farne il rapporto e su questo l'Assemblea deliberare se v'era o non v'era luogo ad accusa. Il rapporto fu fatto, ed al tempo medesimo fu resa pubblica colle stampe in due volumi la procedura del Tribunale. Questa contiene null'altro che le deposizioni dei testimoni esaminati. Queste deposizioni montano a 398 — 200 di esse sono vaghe ed insignificanti, 70 sono riservate per modo a non fornire niun lume, 120 formano un seguito ed una connessione di fatti sufficienti a formare un'abbastanza provata e dettagliata istoria di quel giorno famoso. Da essa tre cose risultano. *Prima,* la prova degli errori e massacri succeduti in Versailles. *Seconda,* che esisteva un piano formato di toglier di vita la Regina, di disfarsi del Re almeno con una fuga, di assicurarsi della persona del piccolo Delfino, e di creare un Consiglio di Reggenza. *Terza,* che questo piano è stato da secreti emissari promosso a forza di danaro sparso, e colla subornazione dei soldati del reggimento di Fiandra. Gli autori principali vengono bensì chiaramente indicati, ma non del tutto provati, come in un semplice principio di processo.

Il rappporto fatto dal *Comité* dei rapporti dell'Assemblea ha mostrato supporre che questo dovesse essere un processo compito, e quindi facendo forza che si davano delle asserzioni, ma non delle prove, propose che non aveva luogo ad accusa. Seguirono nell'Assemblea fortissimi dibattimenti, non si mancò per parte dei membri aristocratici di rimarcare l'equivoco, sul quale si voleva fare l'illusione che non era un processo finito, ma un'introduzione a processo, che non si trattava ancora di prove contro le persone, ma di forti indizi, che non si deliberava se si dovesse condannare veruno, ma bensì se si dovesse sottoporre a giudizio onde uscirne o condannato o assolto. Tutto fu clamore vano. La maggiorità adottò la proposizione del *Comité* di rapporti, fu decretato che non aveva

luogo ad accusa contro il signor d'Orleans ed il sig. Richetti primogenito, già Mirabeau.

Parigi, li 4 ottobre 1790.

N. 10.

Proseguendo il piano dell'organizzazione economica di questo Regno, di tre argomenti relativi a questo oggetto si è occupata l'Assemblea Nazionale nella cadente settimana. Il primo di questi oggetti è stato di fissare il valore dei nuovi assegnati che si dovranno formare. La sostanza del decreto emanato è che si formeranno dei viglietti di 2000, 500, 200, 100, 80, 70, 60 e 50 lire, si fissa il numero che dovrà formarsene di ciascuna classe, la somma del quale in totale monti a 800 milioni, si stabiliscono delle cautele contro la contraffazione e delle differenze per la distinzione. Non ha potuto non rendersi rimarcabile per le conseguenze di confusione e di monopolio che ne deriverebbero, la diversità tra li 400 milioni di assegnati già in corso che portano interesse di 3 p. °/₀, e di 800 milioni di nuovi che sono senza interesse. Si è giudicato dunque necessario il ridurre tutta questa massa circolante alla uniformità, e quindi è nato altro decreto che ordina che l'interesse dei vecchi assegnati cesserà il giorno 16 di questo mese, in cui compie il semestre di loro creazione. Questo interesse che è di 15 lire nei viglietti di mille, di 4 1/2 di quelli di 300, e di 3 in quelli di 200 sarà pagato a parte nei modi che si indicano ed il viglietto seguirà il suo corso d'ora innanzi confuso nella massa comune.

La carta moneta ha fatto adito a trattare della moneta di metallo. In pieno è fissata la massima della precisa ed urgente necessità d'una nuova fabbricazione, ma quanto ai dettagli, siccome si è progettato e discusso e nulla determinato e concluso, mi riservo a farne argomento da sottoporre alla cognizione di V. S. e VV. EE. al momento della decretazione.

Per via di avvisi, di discorsi, e di stampe è corso rumore d'un progetto combinato di far evadere il Re da Parigi e trasportarsi in Roano, la qual città diverrebbe la piazza d'arme ed il punto di riunione del partito realista, e di tutti li contrari alla maggiorità dominante nell'Assemblea. In mezzo ad un giornaliero sciame di diffamazioni, di voci, di scritti che fanno nebbia all'intelletto dei più veggenti, molti hanno giudicato questa voce per una favola, ed altri stanti ai dettagli e li indizi che se ne davano non hanno mancato di darle qualche peso di considerazione. Quando d'improvviso si è vista comparire all'Assemblea lo scorso giovedì una Deputazione della Municipalità e Guardia nazionale di Roano in atto di giustificare la propria città dalle imputazioni di che veniva gravata e confermando in questo proposito la propria adesione ai principii dell'Assemblea.

Questa escusazione di una grande città estemporanea non ricercata, anzi che diminuire li dubbi, li ha aumentati e l'Assemblea stessa, ancorchè ne ha parso contenta, non però ne ha sembrato essere del tutto tranquilla. L'istessa Deputazione si è presentata con un complimento al Re, di cui S. M. si è mostrato non poco commosso. Dopo questo fatto e le insurrezioni di Brest, ai più ora pare certo che sia sotto travaglio qualche mina, ma se sia per potere scoppiare e dove e come niuno di quelli che posso fino ad ora avvicinar io, nemmeno per congettura lo intende.

L'Assemblea Coloniale di S. Domingo si è presentata assai intrepidamente alla Barra ed ha pronunciato un discorso forte e di massime non troppo nel gusto della rivoluzione. Al Re poi, ieri che fu presentata, a S. M. ha tenuto un linguaggio corrispondente. Intanto non solo il vascello che ha portato quell'Assemblea d'America, a cui hanno posto il nome di salvatore dei francesi, ma tutti gli altri del porto di Brest hanno già scosso ogni subordinazione. Gli equipaggi concordemente negano di volersi sottomettere al nuovo Codice di marina pubblicato dall'Assemblea. Quindi gli ufficiali, veggendo esposte tutte a un tempo in pericolo le loro autorità, il loro onore e la loro vita, rinunciano al comando. Il sig. Albert di Rioms,

Comandante in capite di quelle forze navali, ha mandato la sua dimissione a questo Ministero di marina. Questa era accompagnata da 7 altri pezzi, tra li quali il processo verbale della municipalità, che spiega tutta l'anarchia e l'onerosa situazione di quel porto e di quelli arsenali, a grado che l'Assemblea non ha voluto che se ne faccia la lettura in pubblico.

Parigi, 11 ottobre 1790.

N. 11.

Il Parlamento di Parigi, capo, o primo tra i Parlamenti del Regno, celebre per 5 secoli non meno nella storia della Giurisprudenza che in quella della politica, alternativamente ora sostegno ed ora contrasto della reale autorità in questa Monarchia, finalmente venerdì passato fu interamente estinto coll'annullarsi ogni sua autorità, sopprimersi tutte le sue funzioni, chiudersi il palazzo delle sue udienze, del quale, non meno che dei suoi Archivi, furono consegnate le chiavi e dato il possesso al nuovo Comune della città. Sebbene questi atti sieno passati con tutta legalità, pure fu, credo io, della prudenza tanto dei rassegnati quanto dei rassegnatari il mettervi il meno d'apparato possibile per timore di tumulti. La caduta di questa Corte Sovrana di giudicatura è stata preceduta da quella di tutte le altre nel Regno. Il solo Parlamento di Tolosa prima della sua separazione ha pubblicato una protesta nei termini li più energici contro tutti gli atti dell'Assemblea, fino ad ora emanati o da emanare, attentatori alle proprietà, alla religione, all'autorità del Re e dei Tribunali già esistenti nella Nazione. Questa protesta ha chiamato tutta l'attenzione e la collera dell'Assemblea, la quale con un suo decreto li ha dichiarati rei di lesa Nazione e pregato il Re come tali a farli arrestare ed inquirire per li nuovi Tribunali che vanno a formarsi. Da molti si crede che il passo fatto dai Membri del Parlamento di Tolosa sia meno pericoloso che non pare, attese le disposizioni del popolo della loro vasta provincia in

loro favore. Gli altri Parlamenti tutti a norma di questo di Parigi non hanno opposto altra difesa che il silenzio. Forse che internamente tengono il sentimento espresso in alcuni versi che si trovarono il giorno dopo sopra il sigillo apposto alle gran Porte, li quali chiudono l'iscrizione dicendo *crediamo la resurrezione.*

Estinti li Parlamenti e li altri Tribunali, rimane in ora questa monarchia interinamente senza giudicatura, forma presentemente la premurosa materia agli incessanti travagli dell'Assemblea. Decreti sulla materia giudiciaria, discussioni sulle imposte occupano, anzi assorbono, tutte le lunghe sessioni di questo Corpo legislativo, appena rimanendogli pochi momenti per alcune a così dire distrazioni, che vengono infrapposte dalle insubordinazioni e insurrezioni che arrivano giornalmente o enunciate o minacciate nelle Provincie.

Parigi, li 18 ottobre 1790.

N. 12.

Gli affari di Brest, che in questi momenti di bilanciamento acquistano giornalmente un grado d'importanza più decisiva, sono stati la scorsa settimana portati alla discussione dell'Assemblea Nazionale. Quattro *Comité* riuniti, cioè quello delle colonie, quello della marina, il diplomatico ed il militare, dopo raccolti li monumenti ed esaminata la materia, hanno portato all'Assemblea una proposizione di decreto nei seguenti sensi: Primo, che il Re sarà pregato ad inviare altri due nuovi commissari muniti di tutte le facoltà, li quali di concerto con li altri e coi comandanti della squadra metteranno in opera tutti li mezzi di conciliazione e di forza, usando a quest'effetto di tutte le truppe nazionali e di linea che crederanno necessarie ad effetto di ridurre e di costringere li equipaggi rivoltati alla subordinazione, puniendo e licenziando quelli tra li marinari che crederanno convenire e richiamare le cose alla debita calma, faranno inalberare a tutta la squadra il paviglione

nazionale a tre colori, invece del bianco che fino ad ora è stato il paviglione francese.

Secondo, che il Procuratore del Comune e la Municipalità di Brest saranno chiamati a rendere conto dell'ingerenza che illegalmente si sono assunti di prendere negli affari della flotta.

Terzo in questi precisi termini: L'Assemblea Nazionale, dopo avere prese le precedenti disposizioni, portando li suoi sguardi sopra la situazione attuale dello stato e riconoscendo che la sconfidenza dei popoli contro i ministri occasiona questo difetto di forza nel Governo, decreta, che il suo Presidente si porterà innanzi al Re per rappresentare a S. M. che la sconfidenza, che li popoli hanno concepito contro li ministri attuali, apporta li più grandi ostacoli al ristabilimento dell'ordine pubblico, all'esecuzione delle leggi, al compimento della costituzione. Questo III articolo non riuscì inaspettato, giacchè si sapeva da qualche tempo che il progetto di domandare la dimissione dei ministri era stato adottato dal Club detto dei Jacobins, che è il partito in ora dominante, ma appunto per questo, che maggiore ne era l'aspettazione, più violenta ne fu l'esplosione nell'Assemblea. Per due giorni continui si dibattè la materia ed il calore dei dibattimenti non permise sempre agli oratori di misurare le loro espressioni. Gli aggressori dei ministri volsero far cadere sopra essi la colpa di tutti gli attuali disordini. Li difensori non assunsero la difesa delle persone, ma si restrinsero a sostenere la massima che non si poteva nè limitare nè imbarazzare la libera facoltà del Re a scegliere le persone sulle quali voleva collocare la sua confidenza. Che se erano li ministri rei d'un delitto articolato e provato si potevano e dovevano punire dopo un legale giudizio, ma l'Assemblea non aveva autorità a ingerirsi di più nella Amministrazione esecutiva. Intanto più si voleva ridurre la questione alla massima per evitare il sospetto delle parzialità personali e meno si risparmiarono le persone. Gli uni gli accusarono di maliziosa manovra per rendere oziose ed inefficaci le leggi dell'Assemblea, gli altri d'infedele debolezza nel sostenere l'autorità del Re contro le intraprese del-

l'Assemblea medesima: il basso popolo già commesso incominciava con grida incondite fuori della sala a domandare la loro espulsione. Dopo due giorni di lunghi, caldi, alternati discorsi si venne alla decisione. Si premise una dichiarazione che tra li ministri di cui si domandava la dimissione non si intendeva compreso il conte di Montmorin ministro degli affari forestieri e si fonda questa eccezione sopra due ragioni: prima, che attesa la natura del suo ministero, che non portava ingerenza nella amministrazione interna, non si poteva sopra lui volgere la diffidenza del popolo; seconda, perchè era per altri argomenti cognito il suo patriottismo e la sua adesione ai principii dell'Assemblea. Venuto già a notte, giovedì si stabilì di prendere per appello nominale e fu rigettata la proposta di 400 voti contro 340.

Sebbene il partito che si riguarda come partito del Re abbia in questa occasione ottenuto la superiorità, non è però fissata in loro favore la sorte dei quattro ministri, alla condotta dei quali questo partito medesimo si è dimostrato in gran parte contrario. Ben essi lo hanno sentito, ed effetto di questo sentimento è la lettera da essi diretta al Re.

Parigi, li 25 ottobre 1790.

N. 13.

Sebbene dalla lettera di questi ministri al Re e dalla risposta ad essi fatta da S. M., la quale mi sono onorato di trasmettere annessa al passato mio numero, avrà V. S. rilevato le disposizioni di questo Monarca a sospendere per ora la loro dimissione, contuttociò l'infelicità delle circostanze e la fermentazione popolare degli spiriti hanno determinato il marchese de la Luzerne ministro della marina a rinnovare presso della M. S. le sue istanze, ed ànno indotto S. M. ad accettarle. Questo ministro dunque è stato dimesso dalla sua carica, ed in suo luogo è stato dal Re nominato il signor de Fleurieu. Siccome la nuova supplica di questo ex ministro al

Re per la sua liberazione dall'impiego contiene dei dati e sparge dei lumi sullo stato attuale della marina di Francia, che giudico meritevoli, e per la qualità delle enunciazioni e per l'autorità dell'enunciate, d'essere sottoposti alla cognizione di V. S. e di VV. EE., così mi fo dovere di trasmettere ancora questa unita alla risposta fatta da S. M.

L'allontanamento di questo ministro dalla segretaria di marina e la rinuncia del comando della flotta fatta dal signor Albert de Riems sono state contemporanee al tranquillamento dei tumulti di Brest. Questa contemporaneità d'avvenimenti fa ben vedere della connessione tra la insubordinazione della flotta e l'esistenza nel ministero e nel comando di queste due persone, lascia indeciso se l'allontanamento di queste due persone dal comando e dal ministero abbia cagionato la tranquillità, o se l'insurrezione sia stata cagionata da secreti agenti per ottenere il loro allontanamento. Voci popolarmente sparse volevano far credere che il desiderio della marinaresca, che oggi molto conta, designava al comando il conte d'Estaing, ma la nomina del Re è caduta sul marchese di Bougainville, noto ai filosofi per le sue opere sul calcolo, ed ai marini per i suoi viaggi intorno al globo.

Li principi di Germania possessori di feudi in Alsazia non solo non hanno riconosciuto, ma sempre hanno reclamato contro li Decreti dell'Assemblea Nazionale soppressivi dei loro feudi e diritti feudali in quella Provincia. Considerando questi loro feudi e diritti annessi come possessi garantiti dal trattato di Utrecht, per cui viene dall'Impero ceduta l'Alsazia alla Francia, alla giustizia ed alla forza dell'Impero sono ricorsi domandando l'esecuzione della loro garanzia. Più le vie di discorso si sono andate incamminando verso quelle del fatto e più ha creduto l'Assemblea Nazionale di non tardare a volger tutta la sua attenzione a questa materia. Ha inviato alcune persone secretamente commissionate a Francfort per entrare in amichevoli trattazioni con li principi interessati, colà riuniti per l'elezione del nuovo Imperatore. Questi commissionati hanno trovato di là del Reno le idee ben diverse da quelle di qua. Sono stati alle prime aperture di discorso riguardati

come emissari e consigliati dal pensiero di lor sicurezza a riprendere il loro cammino. Al tempo stesso si sono prese in Germania delle deliberazioni per richiedere dall'Imperatore e da altri principi come Con-Stati gli appoggi della forza. Tutto questo ha determinato la prudenza dell'Assemblea a non perdere più di tempo, ed a prendere delle determinazioni. Discussa la materia dal *Comité* diplomatico e feudale, e dibattuta nell'Assemblea, fu formato giovedì il Decreto, il quale, per la relazione esterna che porta e per le conseguenze che in tempo possono risultarne, credo dovere di trascrivere ne' precisi suoi termini.

« L'Assemblea Nazionale, dopo inteso il rapporto del suo *Comité* feudale e diplomatico, considerando che non può essere nella estensione dell'Impero francese altra sovranità che quella della Nazione, dichiara che tutti li suoi decreti accettati e sanzionati per il Re segnatamente quelli dei 4, 6, 7, 11 agosto 1789 e 11 marzo 1790 ed altri concernenti li diritti signoriali e feudali devono essere eseguiti nei dipartimenti dell'alto e basso Reno, come in tutte le altre parti del Regno. Nondimeno, prendendo in considerazione la benevolenza ed amicizia che da sì lungo tempo uniscono intimamente la Nazione francese ai principi di Germania possessori di beni nei detti Dipartimenti, decreta che il Re sarà pregato di far negoziare con li detti principi una determinazione amicabile delle indennità che loro saranno accordate per ragione dei diritti signoriali e feudali aboliti dai detti decreti, ed anco l'acquisizione de' detti beni comprendendo nella loro valutazione li diritti signoriali e feudali che esistevano al tempo della riunione della fu provincia d'Alsazia, pèr essere sopra il risultato di queste negoziazioni deliberata dall'Assemblea Nazionale la forma del decreto costituzionale dei 22 maggio ult. ».

Così per ora sull'Alsazia, è stato introdotto all'Assemblea l'affare dell'accettazione d'Avignone per riunirlo alla Francia. La trattazione e determinazione di sì interessante materia sarà della ventura settimana e probabilmente di domani.

Parigi, 1° novembre 1790.

N. 14.

Il partito rivoluzionario d'Avignone pare che aumenti gli sforzi in proporzione delle difficoltà che incontra nell'esecuzione de' suoi disegni. Il giorno 28 dello scorso, uniti li presidenti dei nove distretti, in cui si è divisa quella città, al Consiglio municipale, hanno formato un nuovo decreto, per il quale invocando il beneplacito di questa Assemblea Nazionale rinnovano la loro determinazione d'unirsi al Dipartimento delle Bocche del Rodano, che sono una parte della Provenza, riconfermano la confederazione colle guardie nazionali d'Orange e si dichiarano incorporati a quel distretto, e finirono con tumultuose grida ripetute per tutta la città di viva la Nazione, la legge, il Re, e viva la Provenza. Qui però si rimarca, che al tempo stesso che quei faziosi più s'incaloriscono nella loro fermentazione, questa Assemblea Nazionale più si raffredda nelle misure a loro favore. La deliberazione di questo affare era stata fissata al martedì scorso, siccome mi sono onorato di rassegnare a V. S. Delle nuove allegazioni, che si dissero sopravvenute al *Comité,* ne hanno fatto sospendere la trattazione, la quale in ora è differita ad un tempo illimitato. Se questo affare sfumerà in un decreto in cui si dirà che non vi è luogo a deliberare, come da molti s'inclina a credere, non sarà certamente nè rispetto, nè timore del Principe sovrano di quella città che consiglierà questa prudenza di direzione all'Assemblea, ma la paura che l'esempio contagioso non s'applichi ad una gran parte d'Alsazia, la quale con assai più forti titoli reclama l'antica sua unione al Corpo Germanico.

La notte dello scorso lunedì è passato di qua il corriere già atteso che riportava a Londra le risposte della Corte di Madrid. L'ambasciatore di Spagna fu a farne comunicazione in persona al conte di Montmorin e tutti e due uniti entrarono a darne parte al Re. La sostanza della risposta è che la Corte di Spagna cede o riconosce nell'Inghilterra il diritto di fare uno stabilimento nella Baia di Nootka e su tutta la costa occidentale dell'America settentrionale fino al Capo Meudocin, che è il capo più settentrionale della California. Questa ces-

sione o ricognizione è la base fondamentale dell'accomodamento. In conseguenza di questo si considera la pace come ristabilita, con tutto ciò si attende un'altro corriere che deve portare l'*ultimatum*.

Si sa che l'Inghilterra oltre lo stabilimento nella Baia di Nootka domandava la libera pesca della balena nei mari del Sud, e delle indennizzazioni per le enormi spese fatte nelli armamenti. Li dispacci portati dal primo corriere non fanno parola nè dell'uno nè dell'altro di questi articoli, e di più non lascia di rendersi rimarcabile, che il Co: di Montmorin non ha ancora comunicato officialmente all'Assemblea una notizia tanto interessante — egli che il mese di luglio comunicò immediatamente le prime dichiarazioni e contro dichiarazioni, ed in questi momenti in cui più che mai si manifesta la gelosia dell'Assemblea di tenere li ministri nella sua dipendenza. Questi riflessi non li azzardo io già come bastanti per far credere che la pace non sia per concludersi, ma solamente per far dubitare che non sia ancora interamente conclusa.

Il partito contrario all'attual ministero, dopo provati vani li maneggi tenuti all'Assemblea Nazionale per far chiedere la loro dimissione, ha trovato il modo di mettere in opera li distretti di questa città e ad animarli ad una insurrezione contro di loro. Alla richiesta d'uno di questi distretti tutti gli altri si sono convocati, e di 48 che sono, la pluralità di 36 contro 12 ha preso parte di domandare la dimissione degli attuali ministri. Quindi il Maire, alla testa di 48 deputati, uno di ciascun distretto, si porterà all'Assemblea domandando in nome della città che l'Assemblea ne presenti la supplica al Re. In mezzo a leggi non meno nuove per la loro data che per la loro idea, non è facile il giudicare della legalità di tali passi. Il fatto sussistente però è, che la parte più numerosa della città essendo animata contro di loro, sarà probabilmente della cautela delle persone, de' ministri e della prudenza del Re l'evitare degli urti violenti e quindi tra breve si formerà un nuovo Ministero.

Dicevasi che la Corte dovesse ancora per qualche settimana dilungare il suo soggiorno a S. Cloud, ma in ora si fissa a

Parigi ed una delle cagioni può forse esserne il prossimo cambiamento a farsi di Ministero. Un libro che porta per titolo *Stato della Francia presente e avvenire*, composto dal signor de Calonne in Inghilterra, di cui in un momento si sono sparse in questa settimana migliaia di esemplari con moltiplicate edizioni al tempo stesso, ha chiamato a sè imperiosamente non la curiosità solamente, ma l'attenzione di tutti li partiti. Questo libro, dopo avere esposto le misere condizioni in cui si trova la Francia attualmente e le sempre peggiori in cui va ad immergersi di giorno in giorno, finisce stabilendo che l'Assemblea non ha mai avuto maggiore autorità che quella concessa a ciascuno dei suoi Membri dai mandati dei rispettivi Balliaggi lor committenti. Di qua inferisce che tutti li decreti o al di là dei mandati o contro li mandati sono nulli, e ammette per validi solo li conformi. Mostra che questi decreti emanati conformi ai mandati formano per sè soli un corpo di costituzione analoga ai desideri spiegati della Francia, ai bisogni della Francia, alli interessi di tutti li partiti. Anima dunque tutti questi diversi partiti, o almeno la parte più sana di loro a riunirsi, a sciogliere l'Assemblea ed alla testa di questa riunione propone il conte di Artois, pronto ad unirsi ad essi ed a marciare con essi. Le ultime pagine portano tutto lo spirito e sentono tutto lo stile d'un manifesto. Un libro tale non può che essere trovato da alcuni detestabile, da altri eccellente, animare in chi le speranze e in chi li timori, e tenere sempre più viva la combustione. L'Assemblea Nazionale ne fa il più grave caso, ma non ha ancora preso partito.

Parigi, 8 novembre 1790.

N. 15.

Un biglietto del Re al marchese de la Fayette, divulgato con esagerazione e commentato con malignità, ha eccitato in chi delle vane speranze ed in altri dei furiosi timori, e posto la città e forse le provincie in nuova fermentazione. Il viglietto

del Re, quale fu poi presentato dal marchese de la Fayette alla Municipalità è in questi termini: « Vi prevengo che quando formerò la mia casa militare a piedi, mia intenzione è di ammettere, come voi me ne avete parlato, li granatieri della guardia di Parigi ed una parte delle compagnie del centro.... e poi: voi sapete che mia intenzione è sempre stata che le guardie nazionali facessero il servizio presso della mia persona nei differenti luoghi dove mi troverò ». Dal tenore di questo scritto, che si pubblicò in parte mutilato, si inferiva che dunque il Re andava all'istante a formare un corpo di sei mille uomini, il fiore della truppa veterana esistente in Parigi già guadagnata alle viste della Corte, che il comandante generale era negli stessi interessi che a questa come a centro d'armata s'unirebbe tutti li malcontenti della nobiltà, che la Assemblea e la città non avrebbero altra difesa che la truppa cittadinesca, nulla in confronto dell'altra, che si parlava apertamente di passare nelle provincie con quelle parole *nei differenti luoghi dove mi troverò.* Su questi discorsi la confusione in poche ore comprese il popolo, il timore l'Assemblea. Le mozioni le più violenti dei più timorosi si fecero nei Club. Siccome però tutto era ombra e nulla realtà, il marchese de la Fayette si diede il più gran movimento per sciogliere questo nuvolo, si presentò alla Municipalità e fece una esposizione di quanto aveva dato luogo alla lettera responsiva del Re — si fecero stampare e correre dei moltiplicati scritti in dichiarazione di tal proposito e si ottenne tanto di calma da dar tempo alle riflessioni. La esposizione fatta dal marchese porta in sostanza che, mosso dalle agitazioni interne e quasi astretto dalle richieste dei suoi soldati, per evitare dalla lor parte qualche aperta infrazione alla subordinazione militare, si era portato a parlare a S. M. del desiderio che spiegava la sua truppa di avere l'onore di tenere alla guardia della sua persona, e su questa esposizione verteva il biglietto responsivo il quale non contemplava che il tempo indefinito, quando S. M. formerebbe la sua nuova casa militare, che tanto ciò era vero che posteriormente su dei nuovi allarme essendosi gli ufficiali, bassi ufficiali e soldati dei granatieri e parte delle altre com-

pagnie invitate tra loro con biglietti riuniti al deposito delle armi, non aveva avuto altro modo di sciogliere la loro unione e rimandarli contenti, che mostrare loro questa lettera del Re. Si è ammessa la giustificazione del Comandante e si è ammesso di parlare della disposizione della truppa. L'Assemblea si occupa di stabilire delle leggi costituzionali sulla casa militare del Re. Il timore dell'Assemblea, il sospetto della città, l'inquietudine della truppa veterana, a cui non pare onore essere al soldo e al comando di alquanti municipali, stanno in secreto covando e per tutto ora è silenzio.

Il signor Carlo Lameth, uno dei capi del partito democratico, sfidato a duello dal sig. Slat-Chauvigny ricusò di dargli ragione fino che durasse l'Assemblea, per essere egli in ora persona publica, e dovere la sua vita prima alla patria che a lui. Stante questa ragione di rifiuto, fu il giorno dopo sfidato dal sig. de Castries, figlio del maresciallo di Castries, deputato egli pure all'Assemblea e nelle stesse circostanze che il sig. de Lameth, non si ricusò a questo secondo invito. Si batterono alla spada, ed il sig. de Lameth per parare una ferita al cuore ne rilevò una al braccio fin presso il gomito. Divulgato il fatto, si commentò nei caffè e nei gruppi popolari come una congiura dei membri aristocratici che, in dettagli sfidando per lievi cagioni li capi del partito popolare, pensavano a trucidarli, ed a privare il partito del loro appoggio e l'Assemblea della loro influenza. Non fu d'uopo di più: il giorno dopo in mezzo giorno si portarono 5 o 6 mila persone al palazzo del marchese de Castries, entrarono nell'appartamento del sig. de Castries, senza però toccare nè la parte del palazzo abitato dalla marchesa, nè l'appartamento del maresciallo, fecero a pezzi e gettarono dalle finestre tutti li mobili e se ne partirono. Fu chi propose d'incendiare la casa o di demolirla, ma fu rigettata la proposta, ed un grosso corpo di ammutinati che si impossessò della porta ebbe cura di esaminare quelli che uscivano dalle case dopo la devastazione, perchè non esportassero cosa alcuna, onde poter essere imputati di rubamento. La guardia nazionale accorse sul luogo per mettere ordine, quando già tutto era compito.

Li ministri del Re hanno creduto di non poter più lungamente contrastare l'animosità popolare eccitata contro di loro. Il solo conte di Montmorin, essendone eccettuato, persisterà nel suo posto. Il ministro della guerra, quello della marina, ed il conte di S. Priest hanno fatto la lor dimissione. Il guarda sigilli, che è l'arcivescovo di Bordeaux, invoca la legge stessa fatta dall'Assemblea della responsabilità dei ministri e domanda un giudizio. Questo passo coraggioso e robusto garantisce il suo onore, ma non assicura il suo posto in questi momenti. Sul dubbio che non possa essere ancora pervenuta da altre parti a V. S. ed a VV. EE. la convenzione segnata li 28 ottobre fra la Corte di Madrid e quella di Londra, mi onoro di trasmetterne in traduzione una copia.

Parigi, 15 novembre 1790.

N. 16.

La giusta gelosia della pubblica pace minacciata dalli imprudenti discorsi e dalla sospetta condotta di qualche francese, o domiciliato o viaggiante nelli esteri Stati, ha obbligato alcuni Governi, e specialmente quello di Napoli, come sarà noto a V. Ser., a prendere delle efficaci misure contro alcuni individui ed in generale delle cautele verso ciascuno di questa Nazione. Essi ne hanno portato dei lamenti alle loro Municipalità e segnatamente la municipalità di Marsiglia ne ha avanzate doglianze alla Assemblea Nazionale, imputando li mali trattamenti, che al loro dire si facevano alli sudditi di Francia nel forestiere, alla indolenza e forse alla connivenza dei rispettivi ambasciatori e ministri della Nazione residenti nelle Corti straniere. L'Assemblea ha assunto l'affare e ne è risultato un decreto, il quale per la relazione che tiene con li Governi d'Europa, dove risiedono ministri di qualunque titolo della Corte di Francia, credo mio dovere di sottoporre per intero alla cognizione di V. S. e di VV. EE.

Non meno interessante a sapersi credo la marcia tenutasi nell'affare della riunione d'Avignone. Dopo molti giorni di dibattimenti si trovarono costantemente divisi li pareri dei Membri del *Comité* formato per questo oggetto e fluttuanti le determinazioni dell'Assemblea. Chi voleva che si ammettesse il ricorso delli Avignonesi rivoltati, dichiarando nulli li titoli di acquisto e di possesso del Papa su quello Stato e libero il popolo d'Avignone a sottomettersi a quel governo che più gli piacesse. Chi sosteneva, al contrario, che il possesso dei pontefici e l'assenso di quei popoli per tanti secoli formavano un titolo legittimo di dominio senza internarsi in più ricerche, che, avendo più volte li Re di Francia preso e poi restituito Avignone, le loro stesse restituzioni provavano il diritto dei Papi, finalmente che, avendo l'Assemblea nella sua dichiarazione dei diritti rinunciato solennemente ad ogni conquista, non poteva impossessarsi d'Avignone senza una manifesta contraddizione ai suoi principii. In mezzo a queste opinioni esterne se ne introdussero destramente delle altre che parevano mitigate e conciliatorie, sempre però sulla base che li diritti della Francia su quella parte della Provenza erano imprescrittibili, che si potevano non ammettere li ricorsi di quelli insurgenti, ma pregare il Re a mettere questo affare in negoziato col Papa per la comune tranquillità. Questi pareri mitigati, che, scostandosi dai più violenti nell'uso dei mezzi, concordavano però con essi quanto al fine a cui miravano, incominciarono a far travvedere l'esito dell'affare. Finalmente avanti ieri fu presa nell'Assemblea una determinazione che si è qualificata per provisionale e decretata in questo tenore. Che esistendo nella città di Avignone e contado delli stabilimenti francesi, quali sono alcuni depositi di sali, magazzini di tabacchi, ecc., sarà pregato il Re ad inviare in quello Stato un corpo di truppe di linea, giudicato sufficiente a proteggere li proprii stabilimenti in questi momenti d'insurrezione e di torbidi, e che allo stesso tempo questo corpo di truppe e di officiali che le comanderanno saranno alla disposizione di quella municipalità per conservare nel paese la calma. La sorpresa della proposta portata dal conte di Mira-

beau a materia già stanca ed una apparenza di moderazione e di equità ha fatto passare la proposizione anco presso quelli del partito contrario, li quali certamente non sono stati in grado di approfondirne tutta la insidiosa malignità. Hanno bensì rimarcato che l'inviare delle truppe senza il consenso del Sovrano territoriale, molto più l'inviarle alla disposizione dell'attuale municipalità, la quale agli occhi del Papa oggi giorno non rappresenta che una combricola di rivoltati, era una violenta lesione della sua Sovranità; ma con la risposta che queste misure non erano che provisionali, che questo passo non decideva dei diritti, ma solo del bene della Provincia, e che tutto si farebbe sotto il beneplacito di una negoziazione che dal Re si intavolerebbe colla Corte pontifizia, questo obbietto se non fu interamente sciolto, almeno parve in parte appagato. Una fortuita combinazione d'una confidenza mi ha messo in grado di sapere le più profonde viste che si contemplano dalli autori della proposizione, e che destramente si fecero e si fanno sfuggire alla vista dell'Assemblea. Il discorso del conte di Mirabeau e degli altri compartecipi del suo segreto è il seguente: Le truppe entreranno in Avignone e si dichiareranno custodi della pubblica tranquillità, intanto se ne imputeranno a carico del legittimo Sovrano le spese, si tratterà col Papa, si negozierà e tutto questo si farà tirare in lungo. Al fine del negoziato, o resterà Avignone alla Francia e si sarà ottenuto l'intento, o si dichiarerà appartenere al Papa, ed a lui si domanderà la indennizzazione di spesa per la custodia, questa si farà montare a tal somma che non possa più il Papa ricuperarlo, insomma si farà come della Corsica, della quale si è citato l'esempio, la quale costerebbe oggi giorno alla repubblica di Genova, se volesse secondo il trattato ricuperarla, il doppio o il triplo di quello che potrebbe mai ricavare.

L'arcivescovo di Bordeaux, guardasigilli, cedendo finalmente alla imperiosità delle circostanze ed ai consigli dei suoi amici ha presentato al Re la dimissione della sua carica, alla quale è stato da S. M. sostituito il sig. Duport du Tertre. Il ministero della guerra è stato pur conferito al signor du Portail.

Ambedue questi nuovi ministri, il primo presidente che fu del *Comité* di Ricerche della Città, il secondo già ufficiale del genio in America con il marchese de la Fayette e poi sempre legato con lui di principii e d'amicizia, paiono non dover per ora incontrare li sospetti e le censure della Assemblea.

La devastazione del palazzo de Castries ha incusso nuovo timore a molti di questi signori che qui chiamano aristocrati, moltissimi dei quali sono già partiti da Parigi nella decorsa settimana. Nuova desolazione per il paese, nuovo aumento per la miseria.

Parigi, 22 novembre 1790.

N. 17.

Li decreti dell'Assemblea Nazionale sopra la spogliazione del clero di tutti li beni fondi, e la sua nnova organizzazione in nuova forma di elezioni e nuove diocesi, quando furono pubblicati da prima cagionarono novità e stordimento, ora che vanno a mettersi in esecuzione producono turbamento e fermentazione specialmente nelle provincie. Il clero d'Alsazia è stato il primo a dare l'esempio della opposizione quando è venuto il momento che le municipalità si sono presentate ad esercitare il nuovo possesso sui loro beni ed archivi. Il capitolo di Strasburgo, il quale oltre i diritti puramente ecclesiastici si è creduto forte di titoli signoriali fondati sulla sua antica incorporazione al Corpo Germanico, e su li trattati al tempo dell'acquisto dell'Alsazia, li quali trattati mettono la sua esistenza ed i suoi privilegi sotto la garanzia dei Principi contrattanti, non solo si è valso di tutte quelle forme di opposizione che la legge somministra contro la forza, ma ha scritto due lettere, una a questo Re Cristianissimo, l'altra all'Imperatore, le quali per l'energia dei sentimenti e delle formule con cui li espongono giudico meritevoli d'essere poste in intero a notizia di V. S. e di VV. EE., tanto più che pos-

sono col tempo aggiunger fomite a non piccolo incendio in quella Provincia.

L'esempio del capitolo di Strasburgo fu seguito da quello di Cambray, di Douvai, di Lion, di Quinper, di S. Brieu, di Vannes ed altri, reclamando tutti dei motivi generali e ciascuno dei titoli particolari per la loro sussistenza. Molti vescovi poi, le di cui diocesi devono essere o smembrate o soppresse secondo il nuovo piano, hanno pubblicato nel medesimo spirito delle pastorali, per le quali dichiarano il loro dissenso a qualunque alterazione che indipendentemente dall'autorità ecclesiastica voglia farsi nella limitazione della spirituale loro giurisdizione, ricusando o di riconoscere per soggetti alla loro autorità spirituale quelli, che prima non lo erano, o di permettere ai loro sudditi di riconoscere altra autorità che la loro. Dietro ai principii pubblicati dai vescovi si sono spiegati o con iscritti dati alle stampe o con discorsi dai pulpiti anche molti parrochi e così la unione del clero va ognora più prendendo corpo e la turbazione passa nelle coscienze con imminente rischio di qualche violenta esplosione specialmente nelle provincie meridionali. L'Assemblea Nazionale ha appreso in tutta la sua estensione il pericolo delle conseguenze ed ha creduto, appena avuti li primi sentori, di opporre tutta la celerità delle misure e tutta la forza delle più robuste determinazioni per sopprimere con un violento colpo d'autorità questo incendio nascente. Sabato a sera in una straordinaria sessione sul rapporto fatto da quattro *Comité* riuniti, cioè ecclesiastico, quello di rapporti, di alienazione e di ricerche, ha preso il seguente decreto che mi onoro di trasmettere in traduzione. Le viste di questo decreto e li risultati una volta sottoposti alla sapienza di V. S. e di VV. EE. non lasciano adito alle troppo deboli mie riflessioni, solo credo poter aggiungere, che qui l'attenzione delle persone mature e imparziali è divisa tra li avvenimenti che qui ne deriveranno e la condotta che la Corte di Roma sarà per tenere. L'autorità del capo supremo della chiesa è reclamata dai vescovi, come l'unica che possa render legittime le nuove ripartizioni di diocesi, siccome l'unica che possa delatare e restringere la spirituale giurisdi-

zione, ma questi principii non si vogliono dall'Assemblea nè apertamente per ora contraddire, nè molto meno apertamente riconoscere, si vorrebbe ottenere obbedienza ed evitare questioni: e per ottenere più prontamente l'intento si crede meglio che la persuasione ed il maneggio di usare la forza e l'autorità.

Le truppe austriache fino dai 21 di questo mese entrate nel Brabante su le Colonne, una che marciava verso Tillemont, una seconda che la seguiva sullo stesso cammino, ed una terza verso Namur. L'armata dei Brabanzoni comandata dal generale Baulieu che s'era portata ad Ardennes è stata battuta, e gli austriaci hanno preso il campo di Ardennes e di Labat. Una lettera poi di Namur portata per un corriere estraordinario reca, che già gl'imperiali sono entrati in Namur e che quella guarnigione si è resa prigioniera di guerra. Si sa che in Brusselles gli Stati erano uniti nel palazzo della città, circondati da un immenso popolo che non voleva che si separassero prima d'aver preso una determinazione, ed in questo momento incomincia a girare una nuova non bene ancora avverata che Brusselles ancora sia caduta, chi dice a patti, e chi di forza.

Parigi, 29 novembre 1790.

N. 18.

La severità del decreto emanato contro del clero, che mi sono onorato di trasmettere a V. S., ha incusso timore e alli inimici insieme e alli amici dell'Assemblea. Il prospetto delle conseguenze ed il rischio imminente di far degenerare nelle provincie ed alla campagna le dissensioni civili in partiti di religione ha fatto mettere più di moderazione nell'eseguire, che non si era posto di veemenza nel decretare, si è cercato di dare tempo alli ecclesiastici per concertarsi nelle loro misure senza compromettere l'autorità dell'Assemblea, perciò si è sospeso di presentare il decreto al Re per riceverne la san-

zione reale che sola gli può dar forza di legge attiva. Intanto la Corte ed il Clero hanno spedito un corriere straordinario a Roma e si stanno attendendo dalla autorità del capo della chiesa quelle sanatorie che possano conciliare la quiete delle coscienze e gli interessi del clero colle difficoltà delle circostanze, e pare certamente che prima del ritorno di questi corrieri e della concretazione nei partiti da prendere, il decreto non sarà presentato a S. M. Si lascia per altro, e per voce e per iscritto correre, che il decreto sia già sanzionato e ciò per tenere, se non più tranquilli, almeno più fluttuanti gli spiriti dei più fanatici.

Di tutte le discussioni tenute nell'Assemblea la decorsa settimana, le quali discussioni hanno versato o sulla organizzazione dell'armata o sulle imposizioni, la più interessante è stata quella in cui si è deliberato, se si dovesse o no mettere una tassa sulle rendite che si pagano dallo Stato ai creditori. La materia era della più grande delicatezza non solo in via di giustizia, ma specialmente in via politica. Li grandi creditori dello Stato sono o ricchi domiciliati di Parigi o forestieri. L'interesse dichiarato delle Provincie è, che siccome sono tassate colle imposte territoriali le rendite che provengono dai beni fondi, così siano egualmente tassate quelle che provengono da capitali deposti in seno pubblico, che si devono considerare egualmente come fondi produttivi. L'interesse della Capitale e dei forestieri è decisamente il contrario. L'argomento poi di giustizia si riduceva a che pagandosi da ciascun possessore allo Stato le imposte a titolo della protezione che la forza pubblica accorda ai propri possessi era di tutto rigore ed equità, che siccome lo Stato egualmente li protegge, così egualmente tutti contribuiscono per la protezione. Bilanciando però l'Assemblea tra questi argomenti e questi interessi, finalmente l'imperiosità delli interessati potenti e vicini ha dato il crollo alla bilancia, e si è deciso che le rendite su li fondi pubblici non debbano portare peso di tassa veruna. Alli argomenti di ragione poi si è risposto, distinguendo tra la rendita ed il possessore della rendita, e dichiarando che il possessore può essere tassato, ma la rendita no, come se la

stessa distinzione non potesse aver luogo nei beni fondi, quanto poi alla protezione che lo Stato accorda ai possessi tutti egualmente, si è detto chė li beni fondi sono protetti dalla forza pubblica, che si paga, e li capitali sono sotto la protezione della lealtà nazionale che non ha prezzo che l'onore. Queste ragioni non hanno avuto la fortuna di destare gran persuasione, con tutto ciò hanno fatto passare il decreto con grande contentamento dei parigini e degli agenti forestieri. Se ne sta attendendo con qualche interesse l'impressione delle provincie, specialmente che si tratta di lasciare 200 milioni d'annua rendita senza imposta.

Avendo in altro mio numero indicato a V. S. una forte protesta pubblicata dal Parlamento di Tolosa prima della sua dissoluzione contro l'Assemblea, mi sono insieme onorato di accennare un decreto dell'Assemblea medesima, per il quale pregava il Re a fare arrestare i membri di detto Parlamento che avevano segnato la protesta ed a farli processare giusta tutto il rigor delle leggi, come rei di lesa Nazione. Credo pertanto, che tutto ciò che col tempo possa mai derivarne dal filo di questi avvenimenti, di proseguire a notizia di V. S. e di VV. EE. che li membri indicati di codesto Parlamento hanno prevenuto gli ultimi effetti di questa procedura contro di loro, e si sono tutti uniti con li loro uscieri e persone immediate alle loro cariche trasportati in territorio spagnuolo sul confine del loro distretto, lasciando una memoria esponente e le ragioni della loro partenza ed il luogo del loro ritiro. Così, quando arrivò l'ordine segnato dal Re alla Municipalità ed alle guardie nazionali per il loro imprigionamento, non fu arrestato che un vecchio consigliere signor Perrez, che era stato d'opposto avviso alle deliberazioni dei suoi colleghi, ed il presidente Maniban, che per lunga infermità ed assenza non vi aveva mai assistito. Così l'Assemblea ha decretato la libertà di ambedue.

Le nuove d'ieri del Brabante portano il possesso preso tranquillamente delle truppe austriache della citta di Brusselles. La notte antecedente al loro ingresso nella città, li confede-

rati armati spogliarono li magazzini delle provisioni e ne asportarono il bottino e se ne andarono. Li capi Vaudernoot e Van Cupen dicesi che si sono rifugiati in Olanda.

Parigi, li 6 dicembre 1790.

N. 19.

Tutta la pubblica curiosità ed attenzione è rivolta alla risposta che si sta aspettando da Roma sull'ultimo decreto dell'Assemblea contro gli Ecclesiastici. È certo che il nuovo guarda sigilli ha esposto al Re con la più gran forza tutte le ragioni che secondo lui potevano e dovevano determinare S. M. a sanzionare questo decreto, ma è altresì certo, che il Re ha apertamente negato di dargli la sua sanzione prima d'avere una risposta dal Papa. Intanto l'Assemblea, forse per marcare con più chiarezza li proprî principii e per incutere maggior timore alla resistenza, ha pubblicato un decreto per il quale richiama ed invita tutti li Religionari francesi, volgarmente detti Ugonotti, espatriati dopo la rivocazione dell'Editto di Nantes a ritornare alla antica lor patria, ordinando la restituzione di tutti li beni in allora confiscati.

Di tutti li beni che appartenevano alli emigranti refrattari in allora prese il possesso il Fisco Reale, e ne fu formata una amministrazione a parte, il di cui prodotto si versava nel pubblico tesoro. Con tutto ciò molti di questi beni, o nel tempo medesimo si fecero passare a dei branchi cattolici della stessa famiglia, che rimanevano in Francia, o nei tempi successivi si restituirono a delli individui finti o veri convertiti, che ritornando in Francia seppero procurarsi asilo nella religione e protezione nella Corte, o finalmente si concessero dalla Corona a delle nobili famiglie a titolo o di compensazioni o di gratificazioni o di permute. Oggi giorno si calcola che l'amministrazione di questi beni monti a non più di due milioni di fondo. Il decreto pertanto ordina che tutti codesti originarii francesi, in qualunque parte del mondo domiciliati, rientrino

nelli antichi diritti, sieno e debbano essere considerati come cittadini attivi francesi, e ritornando in Francia e presentando li legittimi loro titoli debbano essere posti in possesso dei primi loro beni. Dettaglia poi le forme legali da osservarsi per la verificazione sì dei titoli, che dei beni, e per la ripresa di possessione con la rindennizzazione da fare alli attuali o possessori o locatari. Due oggetti in un colpo solo si credono contemplati, cioè d'abbattere col timore per la religione il clero, e ferire coll'interesse la nobiltà che sarà o impoverita con spogli o almeno cessata con liti.

Dentro le ultime due settimane li pubblici fondi alla borsa sono aumentati di più di 10 °/₀, in modo che la maggior parte d'essi sono non solo al pari, ma alcuni di essi tre o quattro per cento sopra del pari. Questo straordinario aumento, non è dubbio che nasce dall'accrescimento della pubblica fede e questa pubblica fede si fonda sopra un favorevole prospetto dell'avvenire. Molti però si domandano, se questo favorevole prospetto dell'avvenire è poi tanto sicuro, quanto si crede. In un paese dove è diversità di partiti non può non essere diversità d'opinioni in ogni genere, ed in questi momenti di fermentazione, ed in questa Nazione, qualche volta la fantasia prende il luogo della ragione, con tutto ciò li fondamenti, su li quali questa confidenza appoggia, sono in parte fondamenti di fatto, cioè le lettere venute dalle provincie ed una relazione presentata dal *Comité* di finanza all'Assemblea Nazionale sullo stato attuale del tesoro. Le lettere delle Provincie scritte dai differenti distretti e municipalità portano che nella massima parte dei luoghi la vendita dei beni nazionali si fa con un aumento considerabile sopra le stime e che li pagamenti dei vecchi arretrati e delle nuove imposte non incontrano difficoltà e li esborsi si eseguiscono dal popolo dei contribuenti colla migliore disposizione. Il *Comité* di finanze poi domandando all'Assemblea che sieno versati nella cassa del tesoro 45 milioni per compire le spese dell'anno, come era stato innanzi fissato, insieme riflette, che questa somma in gran parte sopravvanzerà alli bisogni, attesi li continui versamenti di danaro che cominciavano ad entrare dalle Casse provinciali,

per li quali, oltre li viglietti esistono nella cassa 13 milioni e 400.000 lire in specie effettive d'oro e d'argento, li quali il *Comité* proponeva di conservare facendo li pagamenti in assegnati al fine di non aver poi bisogno di comperare le materie, la quale operazione farebbe l'effetto, che il valore dell'argento e dell'oro abbasserebbero sulla piazza, e infatti l'effetto corrispose alla idea, essendo l'argento e l'oro in questi pochi dì ribassato d'un 4 p. °/₀. Non ostanti queste prospere viste economiche, non diminuiscono con tutto ciò, non dirò gli odii, ma nemmeno li torbidi rumori e le sorde minacce del partito abbattuto, per il quale in mezzo al variar delli eventi la sola ragione di quiete può essere l'impotenza di muoversi. La tranquillità restituita alle Fiandre coll'ingresso delle truppe austriache cagiona dei movimenti e delle inquietudini sulle frontiere francesi. Molti delli sbandati patrioti brabanzoni fuggiaschi e ramminghi entrano a truppe nel territorio di Francia, proclamato nei loro paesi come l'asilo della libertà. Le Provincie sentono il peso di questi ospiti che seco portano la miseria, e ciascuno dei sospettosi partiti cavilla sull'impiego da dare a questa gente disperata e venale.

Parigi, li 13 dicembre 1790.

N. 20.

Le torbide minaccie che da qualche settimana si sentivano sordamente romoreggiare e nella Capitale e nelle Provincie, hanno incominciato a dare qualche scoppio e se ne sono avute le notizie nella settimana trascorsa. Perpignano è stato il primo, dove alcuni del partito aristocratico hanno tentato di scuotere il giogo, ma immediatamente oppressi dalla Municipalità unita e dal popolo sono stati la vittima dei mal concertati loro movimenti. In Aix di Provenza lo scuotimento fu ancora più grande. La vicinanza dei Principi rifugiati in Torino, le voci false, o vere sparse per altro ad arte tra tutto il popolo di quei contorni, che si formassero piani d'inva-

sione, che si cercassero in Genova denari, che si assoldassero secretamente truppe, avevano già posto gli spiriti nella più grande esaltazione. In questa disposizione di cose avvenne che nella città di Aix, dove da più d'un anno esistevano due società, che qui col nome inglese si chiama club, una detta Club delli amici della Costituzione, l'altra il Club anti-politico, tutti e due delli stessi principii democratici. Li fautori del partito aristocratico si avvisarono di formare essi pure un Club col titolo di amici del Re e del Clero. Ciò bastò a formare divisa, e di partigiani accetti a riconoscersi tra loro per inimici aperti: nè mancava più agli odii che una occasione. Una deputazione dei due Club patriotici passando innanzi al caffè detto dei Nobili fu, o, apprese di essere insultata ed il passaggio fu pronto dalle parole all'armi. Molti furono feriti nella mischia, la guardia nazionale accorsa, che arrestò alcuni, e gli ufficii della Municipalità, se non rimisero la calma, almeno sospesero i furori per quel giorno. La mattina dopo il popolo furibondo si portò alle carceri, la resistenza delle guardie fu inutile, ne estrassero due delli arrestati il giorno innanzi, il signor Pascalis, ed il signor Morlet e li afforcarono. Di là si portarono ad una casa di campagna dove s'era rifuggiato il signor Guiraman, a cui fecero subire la stessa sorte. Saziata con queste tre vittime, la furibonda collera popolare prese alcuna pausa. Intanto la Municipalità di Aix è ricorsa alle vicine per avere dei rinforzi di truppe ed al momento chè ne rendeva conto all'Assemblea dava lusinghe di ristabilita tranquillità.

Sopra tutti interessante per le esterne relazioni che si accennano è la detenzione fatta a Lione di tre persone chiamate Guillain de Pougele, Terrasse e d'Escarts. L'arresto è seguito per ordine di quella Municipalità, l'accusa portata contro loro da quattro testimoni nominati in processo, siccome è stata presentata all'Assemblea Nazionale dal sig. Voidel relatore a nome del *Comité* di ricerche, è del seguente progetto di controrivoluzione, il quale consisteva a guadagnare con danaro e promesse gli operai di Lione, ridotti oggi giorno alla miseria, facendo loro vedere che se li Principi e li altri signori

francesi rifugiati in Torino ed altre parti d'Italia si ripatriassero in Lione, porterebbero con loro la ricchezza, lo smercio delle manifatture arretrate e l'abbondanza per le loro liberalità verso il popolo. Che perciò un giorno fissato doveva questo popolo attrupparsi al palazzo pubblico e domandare il ribasso del pane e del vino ed il ritorno dei Principi: che per rinforzare le loro domande e metter freno alla guardia nazionale si sarebbe unita a loro la guardia della truppa di linea comandata dal signor de la Chapelle, consistente in tre mila uomini, e si sarebbe avuto cura di mettere innanzi tutte le donne del popol basso per assicurarsi sempre più che la guardia nazionale non farebbe fuoco, che intanto li Principi di Torino avvisati già sarebbero pronti al confine con una scorta di truppe a loro e che il popolo incorporato con li reggimenti comandati dal sig. de Chapelle andrebbe ad incontrare la piccola armata dei Principi, li quali prenderebbero possesso di Lione, vi spargerebbero molto denaro e farebbero il punto di unione di tutti li ricchi signori francesi, inviterebbero ed avrebbero modo di farvi venire il Re stesso colla Corte, e ne farebbero la Capitale di tutta la Francia, assicurando la felicità in avvenire del popolo lionese. Questo rapporto all'Assemblea fu munito con le corrispondenti deposizioni. Molti dibattimenti insorsero sulla legalità delle prove addotte, li quali protrassero la sessione molto avanti nella notte di sabato scorso, ma finalmente fu preso il seguente decreto.

L'Assemblea Nazionale, dopo aver inteso il suo *Comité* di ricerche, decreta come segue:

Articolo I. Essa incarica il suo presidente di portarsi dal Re per pregarlo di dare gli ordini necessari affinchè li signori Guillain detto de Pougelon, d'Escarts e Terrasse sieno condotti separatamente sotto buona e sicura guardia dal castello di Pierre-en-Cise, ove sono attualmente detenuti, nelle carceri di Parigi.

II. La municipalità di Lione manderà incessantemente al *Comité* di ricerche dell'Assemblea Nazionale tutti i lumi che potrà procurarsi sulla congiura di cui si trovano prevenuti li signori Guillain, d'Escarts e Terrasse unitamente alle loro carte.

III. Il processo sarà fatto a questi particolari dalla Alta Corte Nazionale incaricata della giudicatura de' delitti di lesa nazione, o da qualunque altro Tribunale provvisionale che la Assemblea Nazionale giudicherà convenevole.

IV. Il Re sarà pregato di rimpiazzare il sig. La Chapelle comandante delle truppe di linea a Lione e di dar gli ordini necessari per la conservazione della tranquillità in quella città.

V. Decreta, che tutti li francesi funzionari pubblici o che hanno pensioni, o appuntamenti qualunque dallo Stato, e che non saranno presenti e residenti nel Regno, e che non avranno prestato il giuramento civico nel termine di un mese dopo la pubblicazione del presente decreto, senza essere ritenuti in paesi esteri da una Commissione del Re per gli affari dello Stato, saranno immediatamente decaduti dai loro gradi e impieghi e privati delle loro pensioni, appuntamenti ed onorari.

In mezzo a queste agitazioni, uno di questi fogli periodici, che non manca di conoscere nè gli uomini, nè le cose, dà descrizione della situazione presente che non credo immeritevole di occupare anche un posto in un dispaccio a V. S.

« *Le paure ridicole di un partito*, le minaccie e gli intrighi » dell'altro spopolano la Capitale. La vanità, l'ambizione, la » vendetta hanno cominciato la rivoluzione, la paura l'ha fi- » nita. La paura è restata padrona sovrana e di quelli che » trionfano e di quelli che si abbattono. L'Assemblea Nazionale » ha paura dell'opinione, il popolo ha paura dei forestieri, i » realisti hanno paura dei demagoghi, i demagoghi hanno » paura dei malcontenti, in fine si potrebbe dire, che tutto *il* » *mondo ha paura di tutto il mondo* ».

Parigi, li 19 dicembre 1790.

N. 21.

Il decreto di cui mi sono onorato di avanzare a V. S. la notizia nel passato mio numero, il quale richiama tutti li profughi che hanno pubblico impiego a restituirsi in Francia

entro lo spazio d'un mese, sotto pena di perdita degl'impieghi ed emolumenti, ha naturalmente portato una più delicata discussione, cioè se sotto il nome di pubblici funzionari ossia impiegati debbano comprendersi li Principi del sangue reale, e siccome l'oggetto di questo richiamo è di obbligarli a dare, siccome hanno fatto gli altri, il giuramento civile, per il quale accettano e si obbligano ad osservare e difendere la nuova Costituzione, così si è passato ad esaminare se ciascuno dei Principi debba essere obbligato a questo giuramento nella sua specialità, sotto pena di perdere ogni diritto alla successione, oppure se considerandosi come membri della dinastia regnante, basti per tutta la famiglia il giuramento dato dal Re che ne è il capo. La gravità della cosa ed il peso delle conseguenze ha fatto rèmora alla decisione e se ne è demandato l'esame al *Comité* di costituzione.

Successivamente nella settimana si è fissato con un decreto in più articoli lo stato delle famiglie degli attuali Principi del sangue. Privati delli appannaggi, o sieno beni dominiali loro assegnati dal Re, li quali beni si sono come gli altri incorporati ai beni nazionali sottoposti alla vendita, si è stabilito di assegnare al conte di Provenza, oltre un milione di rendita a titolo di appannaggio ed un altro milione di trattamento, 500.000 lire di più all'anno, le quali andranno calando di 25.000 lire per ciascun anno fino alla estinzione, e questa somma sarà affetta ai suoi creditori. Al conte di Artois sarà pagata egualmente una rendita come appannaggio d'un milione, ed il trattamento d'un altro milione e inoltre la Nazione dichiara d'incaricarsi, senza tirare a conseguenze, del pagamento delle rendite vitalizie, delle quali con permissione del Re il conte s'era gravato. Al duca d'Orleans, oltre il milione d'appannaggio, sarà pagata la somma d'un altro milione durante venti anni a titolo di rindennizzazione dei miglioramenti fatti dai suoi maggiori sulli fondi appannaggiati della sua famiglia. Questo milione sarà sborsato anche in caso di seguire entro il termine del ventennio la sua mancanza e sarà sotto ipoteca immediatamente passato ai suoi creditori. Al caso della morte di questi Principi non sarà più pagato che il solo

milione di appannaggio da ripartirsi tra li loro figli maschi per parti uguali ed in contemplazione delle speciali loro circostanze e della buona fede sotto cui sono entrate in Francia, sarà assegnato un mezzo milione annuo a ciascuna delle due principesse attuali, al caso e durante il tempo della lor vedovanza.

La dilazione posta dal Re a sanzionare il decreto dei 17 novembre contro del Clero aveva incominciato a destare della agitazione, la malignità di pochi aveva saputo mettere in movimento il fanatismo di molti e dalla Assemblea si era, per il mezzo di violenti scritti, fatto passare l'incendio nelle fantasie popolari. In tali disposizioni di cose si fece nell'Assemblea la mozione di inviare il Presidente al Re per domandare a S. M. la sanzione, protestando che questo ritardo del consenso reale era nelli attuali momenti del più grave pericolo per la tranquillità, e del più gran danno per l'avanzamento della Costituzione e della consolidazione del credito nazionale. Ben si sapeva, che S. M. non attendeva che una risposta da Roma per tranquillare la propria e l'altrui coscienza, ma la Assemblea non volendo deliberare sulla necessità del concorso del Papa ad un tale oggetto, anzi li più riscaldati volendo che almeno col fatto si dimostrasse un tale concorso non essere necessario, anche innanzi all'arrivo del corriere spedito si voleva accelerare questa determinazione di S. M. Il Re alla prima istanza fattagli dal Presidente rispose in termini generici, spiegando la propria adesione alle deliberazioni della Assemblea, ma riservandosi a determinare. Dopo una tale risposta, anzi che tranquillarsi crebbe l'agitazione ed il fermento. Fu dopo pochi giorni ripetuta una nuova istanza, chiedendo a S. M. una risposta determinata per il sì o per il no segnata di propria mano e controsegnata dal Ministro. La risposta per il tutto insieme e della accettazione del decreto e dei termini con cui si spiega è degna di essere sottoposta ai sapienti sguardi di V. S. e di VV. EE.

Ciò che in Parigi è agitazione mediante la somma pieghevolezza del Re, in alcune Provincie è orrore. Nelle colonie si sa che tutto è in fuoco e in sangue. In S. Domingo un certo

Auger alla testa di 300 mulatti mette tutto a devastazione. Egli s'intitola colonnel generale della Colonia, è venuto dalla America Settentrionale sopra un vascello americano e pare che ambisca non meno che il dominio dell'isola, la sua testa è stata messa a prezzo di 35.000 lire e dicesi anche che sia già stato ucciso. Nel Quercì una insurrezione di malcontenti e vagabondi ha già abbruciato più di 30 castelli e tutta la piccola provincia è un teatro di stragi.

Nella Provenza le teste provenzali sono esaltate sul timore d'una prossima invasione dalla parte di Nizza. Tutti quelli distretti sono in armi. Ognuno ride di questa guerra chimerica, con tutto ciò l'Assemblea ha decretato di pregare il Re a mandare colà dei rinforzi di truppe di linea e di comandanti.

Parigi, li 27 dicembre 1790.

N. 22.

Dopo la sanzione data dal Re al decreto dei 27 novembre relativo al giuramento che deve prestarsi dal clero, la curiosità e l'interesse del pubblico sono tutti rivolti alla risposta di Roma ed alla condotta di questo corpo ecclesiastico. Più volte si è detto che sia venuto un corriere, e certamente dei corrieri sono arrivati, ma la risposta chiara e decisiva atta se non a tranquillare, almeno a decidere le opinioni e le coscienze, si sta tuttavia attendendo. Intanto molti parrochi, segnatamente di quelli che essendo membri dell'Assemblea Nazionale sono del partito della maggiorità, hanno alla tribuna dell'Assemblea medesima prestato pubblicamente il giuramento. Fra i vescovi non si contano fino ad ora che due, e sono: il vescovo d'Autun e quello di Lidda. La massima parte del corpo episcopale si è pubblicamente dichiarato nei sentimenti opposti alla accettazione del decreto.

Il vescovo di Clermont, essendo montato alla tribuna per fare in nome suo e forse anche dei suoi colleghi una dichiarazione de' suoi sentimenti, appena ebbe detti pochi periodi,

per li quali si venne a conoscere che non era nella idea di prestare semplicemente il suo giuramento, che fu con rimproveri e schiamazzi impedito di proseguir oltre ed obbligato a discendere. Questa renitenza degli ecclesiastici di sottomettersi al decreto, anzi che riguardarla come una recredenza delle loro coscienze, si procura farla passare presso il popolo per una ostinazione negli antichi principii sotto la speranza di cagionare colla resistenza una controrivoluzione e riacquistare i perduti possessi. Nulla più ci vuole per eccitare contro di loro il cieco furor popolare ed a questo appunto si travaglia, dicendosi apertamente che la consolidazione della costituzione richiede ancora alcune vittime. Il popolo si va rianimando alla effervescenza, questa maligna politica tende a fare o degli apostati o dei martiri, evitandone l'odiosità ai Tribunali.

Fra le molte unioni che corrono con il nome di Club, e sono tutte egualmente sotto la protezione non delle leggi ma della licenza, una si è elevata ultimamente con la denominazione di Club monarchico. Il nome di monarchico ne ha fatto, se non il delitto, almeno il sospetto, e tanto più che questa nascente società ha con un prospetto distribuito colle stampe pubblicato li propri principii, li quali consistono ammettendo per base li primi decreti stabiliti dall'Assemblea Nazionale sulla monarchia di Francia contro tutte le innovazioni o alterazioni che con posteriori decreti si volessero introdurre. Il Club detto degli amici della costituzione, che è composto dei democrati li più violenti, ha veduto con gelosia e con timore elevarsi un contro altare al loro culto, e tanto più che la nuova società si è fino dal suo comparire enunciata numerosissima di persone, estesissima di relazioni e potente d'autorità, avendo alla sua direzione molti dei più accreditati alla Assemblea Nazionale ed alla sua presidenza il conte di Clermont-Tonnerre, stato più volte presidente dell'Assemblea e di alto credito nel loro stesso partito. Dopo esauste tutte le occulte manovre per abbattere questo nascente edificio si è posta in opera la solita macchina della fermentazione popolare. Si è commosso il popolo: il distretto come in pericolo d'insurrezione è ricorso alla Municipalità e questa ha inviato l'or-

dine al Club di sciogliersi. Intanto gente armata era pronta per difendere il Club, ed altra accorreva per attaccarlo in caso di resistenza. Prudentemente deliberarono di cedere intanto all'ordine della Municipalità, ed ora chiamano la Municipalità stessa in giudizio dinanzi all'Assemblea Nazionale per avere con un decreto arbitrario violato la libertà de' cittadini, li quali tenendo pubbliche le loro sessioni hanno diritto d'unirsi come e dove lor piace, e quindi chiedono che o tutti li Club sieno chiusi o il loro sia riaperto come gli altri. Il diritto li favorisce, la forza li minaccia, e li prudenti non augurano nulla di bene per la pubblica tranquillità da questo contrasto, specialmente riflettendo che li comandanti dei battaglioni delle guardie nazionali sono divisi tra l'uno e l'altro partito.

In questa settimana si è finalmente proposto all'Assemblea Nazionale ed è stato decretato un lungo elenco di materie che si dovranno trattare e decidere nell'Assemblea, dopo le quali si intimerà la dissoluzione della presente, e si convocherà la nuova legislatura. Non bene si vede se la marcia naturale delle cose o il torbido delle circostanze abbia determinato questo passo, che per parte dell'Assemblea è un'impegno a finire tra pochi mesi. Certo è che i lamenti della troppa lunghezza di dì in dì più si moltiplicano e chi conosce l'indole e gli interessi di questa Nazione augura che tra non molti mesi l'attuale Assemblea deve o finire od esser finita.

Parigi, 3 gennaro 1790, m. v.

N. 23.

Proclamato solennemente il decreto del giuramento per li ecclesiastici di Parigi il giorno 2, fu stabilita la domenica entro l'ottava della pubblicazione per termine perentorio, nel quale ciascuno dei parrochi, vicari, cappellani, superiori dei seminari, o comunità, infine tutti quelli che essendo addetti al servizio d'alcuna chiesa esercitano pubblico sacro ministero, dovesse nella rispettiva chiesa in mano degli ufficiali munici-

pali a ciò destinati ed in presenza del popolo prestare il solenne giuramento di fedeltà alla Nazione, alla Legge ed al Re, e di accettare, riconoscere e difendere la nuova civile costituzione del clero. La prima parte di questa formula di giuramento non ammettendo la più leggera difficoltà, tutto l'obbietto concentravasi nella seconda, e passò tutta la settimana in discorsi, maneggi, minaccie per ismuovere e determinare specialmente li parrochi come li più influenti coll'esempio a dare il richiesto giuramento. La mattina della domenica, che cadde ieri, tutta la guardia nazionale fu sotto l'armi, e le chiese parrocchiali ridotte come piccoli forti con guarnigione e dentro e fuori alli ingressi per garantire e le persone ed i luoghi da qualche sanguinario tumulto. Tra li 54 parrochi, 27 si erano già dati in nota alla Municipalità come consenzienti alla prestazione del giuramento, ma due tra questi al momento di doversi portare alla chiesa inviarono una fede di sanità per cui si scusarono dal comparire. Tutti gli altri fino ad ora si niegano ad un tal atto, che giudicano non componibile colle loro coscienze. Molti del clero subalterno delle parrocchie, cappellani di reggimenti e di case pubbliche o di castigo o di educazione, hanno accettato e giurato il formulario, e tra questi si rendono rimarcabili segnatamente per la autorita dell'opinione la maggior parte degli ecclesiastici della università. Mediante le precauzioni prese, la buona condotta della truppa e la moderazione degli ufficiali municipali, la mattina di ieri fu meno burrascosa che non poteva temersi. Solo nella chiesa di S. Sulpicio, parrocchia principale della città, il di cui parroco dopo fatto il consueto sermone al popolo s'avviava alla sacrestia, fu dal popolo ad alte grida richiesto del giuramento. Non facendo egli veruna risposta, si scagliarono contro di lui e lo afferrarono, ma messo in libertà dalle guardie accorse e ritirato nella sacrestia fu compresso il tumulto. Lo stesso avvenne nella chiesa di S. Rocco con altro ecclesiastito che aveva fatto il sermone invece del parroco, il quale fu dalla truppa per acquetare il popolo condotto alla Municipalità e di là trasportato in propria casa sotto guardia per garantirlo. Ad evitare maggior effervescenza e per dare

maggior tempo alle persuasioni ed ai maneggi, la Municipalità ha dilatato il termine fino alla ventura domenica sotto il pretesto, che dentro la mattina della domenica scorsa non erano interamente compiti li otto giorni. Così è conservata la speranza di ridurre altri al partito, e tranquillano l'inferocita plebe colla idea che chi non ha giurato, poi giurerà. Potrebbe far meraviglia, come l'infimo popolo prenda tanta parte in tale affare, ma questa plebe irreligionaria e viziosa è sempre stata nella presente rivoluzione il giuoco della ignoranza e della seduzione, e li principali nel partito dominante nell'Assemblea non possono non vedere che l'attuale momento è del tutto decisivo per le conseguenze avvenire, e che l'esempio di Parigi va ad essere decisivo per il momento nel restante delle provincie. Perciò non si tralascia mezzo, dove di dolcezza con li maneggi e colle spiegazioni, e dove di terrore eccitando e poi minacciando il furor popolare.

La scissione delle opinioni nel clero del secondo ordine è già certa. L'unione tuttavia si conserva nel corpo episcopale, e poichè gira impressa una lista di tutti li vescovi che hanno o segnato o aderito alla esposizione dei principii sulla costituzione del clero, li quali vescovi in conseguenza ricusano di ricevere la nuova costituzione stabilita dall'Assemblea, credo non inconveniente il trasmetterla a V. S. e a VV. EE. per la cognizione dei caratteri e delle persone.

Questa unione quasi intera di tutto il corpo episcopale non lascia di chiamare le oppressioni e le misure dell'Assemblea. In previsione per tanto che volendo proseguire di forza l'avanzamento della nuova costituzione, molti vescovadi rimarranno senza vescovo, obbligato o a rinunciare o ad assentarsi, si è pensato a facilitare la reclutazione di nuovi vescovi da introdurre nel posto degli esclusi e di nuovi parrochi da rimpiazzare nelle cure abbandonate. Quindi, derogando per ora ad alcuni articoli del primo decreto della costituzione del clero, li quali esigevano un tempo determinato di servigio nelle cure per essere abilitati ad essere eletti vescovi ed un tempo di servigio come vicari per esser parrochi, per l'anno venturo 1791 si fissa che ogni prete francese potrà esser eletto par-

roco, ed ogni parroco o vicario che conti 5 anni di servigio potrà essere eletto vescovo.

Parigi, 10 gennaro 1790. m. v.

N. 24.

La decorsa settimana si è passata tutta per il popolo in discorsi e per l'Assemblea in maneggi sulli vertenti affari del clero. Niuna decisiva risposta essendo ancora venuta da Roma la quale fissi le opinioni e determini l'assoluta resistenza e la condiscendenza per parte delli ecclesiastici, sono rimaste le menti e le cose nel medesimo stato di fluttuazione. Li vescovi, di cui mi sono onorato di trasmettere a V. S. i nomi, li quali sono in sostanza tutti li vescovi di Francia fuori di otto, sempre fermi nella adesione ai loro principii, li curati di Parigi, quelli che si sono negati al giuramento la prima domenica, egualmente costanti nel loro rifiuto, non ostante tutte le pratiche fatte per subornarli ed ismuoverli, cosicchè li maneggi messi in opera dalla Municipalità non hanno servito a far comparire che pochi preti oscuri e qualche frate. Questa fermezza per parte del corpo ecclesiastico pare che ne acciti altrettanta per parte dell'Assemblea e del Corpo municipale della città. Si prevede che sarà necessario usare della forza per venire a termine dei proprii progetti, e se ne fanno li preparativi. S'incomincia dal preparare gli spiriti singolarmente nelle Provincie con una quantità di scritti sotto nome d'istruzioni, d'indirizzi, di lettere, di avvisi che giornalmente si stampano e si fanno disseminare a migliaia tra il popolo. L'oggetto di tutti questi è di far vedere che li cambiamenti decretati dalla Assemblea sono di lor natura indifferenti alla Religione cattolica, la quale non solo dalla Assemblea si venera e si rispetta, ma anzi si vuole colle nuove leggi richiamare al più augusto splendore, che la resistenza del clero è perciò del tutto e capricciosa e fondata solo sopra motivi di interesse a fine d'intorbidire le coscienze, di animare le dis-

sensioni, e se potessero tanto di eccitare una guerra civile per potere in mezzo alle stragi ed alla rovina della Nazione ricuperare parte almeno dei loro possessi. Il partito ecclesiastico non manca di valersi delle armi medesime a sua difesa, e col mezzo di fogli periodici, di istruzioni, di dichiarazioni, di consulti procura di mettere a portata di tutti li motivi della loro resistenza, li quali si riducono, quanto alla nuova ripartizione delle diocesi, a non poter riconoscere questa nuova distribuzione dalla sola temporale autorità dell'Assemblea, stante che non potendosi circoscrivere o dilatare l'autorità puramente spirituale del vescovo sopra li sudditi esistenti in essa, questa spirituale autorità non si può conferire o togliere dalla Assemblea, e perciò è necessario il consenso della Chiesa e del visibile suo capo. Quanto alle nuove elezioni, essendo in esse escluso il clero, e ammessi tra gli elettori gli eretici ed ebrei del distretto, non solo non sono conformi alle elezioni dell'antica Chiesa, alle quali concorrevano li vescovi vicini, tutto il clero secolare e regolare delle diocesi, ed il popolo cattolico, ma sono del tutto nuove e contrarie allo spirito di tutti li antichi canoni.

Molti vescovi hanno pubblicato le loro lettere pastorali, nelle quali questi principii sono stabiliti ed esposti. Però più si moltiplicano li scritti e più si aumenta nel popolo la fluttuazione ed il fermento, e già si vede chiaro, che non le ragioni e le passioni saranno quelle che decideranno nel fatto questa importante operazione, quando si perda ogni lusinga di componimento. La parola scisma e divisione dalla Chiesa romana sarebbe stata una parola di minaccia, già non atterisce niuno del partito, e quando gli interni ostacoli non si oppongono, il partito è già preso, e si marcia verso questo passo colla maggiore intrepidezza e tranquillità.

Dei nuovi torbidi sono sopravvenuti ad Avignone: dopo il decreto dell'Assemblea che rispettava col suo silenzio il possesso del Papa, e dopo entrate in Avignone le truppe francesi inviate cola dal Re sotto il pretesto di conservare la tranquillità e di custodirvi alcuni stabilimenti francesi, quella Municipalità pensò di far rimettere le armi pontificie in al-

cuni luoghi pubblici, d'onde erano state levate dalli faziosi. Li più turbolenti presero questa occasione per ammutinarsi di nuovo e cagionarono nella città il più grande scompiglio.

Si sospese ogni mutazione e si procurò di rimettere la calma, ma avendo preso più coraggio dalla dolcezza ed avendo subornato alquanti soldati dei reggimenti francesi ad unirsi con loro, sono usciti d'Avignone armati con alcuni pezzi di cannone per portarsi a devastare il Contado Venassino che si conserva fedele alla Santa Sede e ad assediare la città di Carpentras che ne è la capitale. Non si sanno ancora più minuti dettagli di quanto sia arrivato di funesto in questa spedizione, ma l'Assemblea, informata avant'ieri di questi primi disordini, ha subito decretato di supplicare il Re a ritirare le truppe colà spedite.

Fra li molti decreti usciti in questa settimana relativi alla costituzione interna di questo Regno, uno contempla li attuali bisogni del numerario ed ordina la fabbricazione di 15 milioni di nuova moneta ad uso delle giornaliere commutazioni del basso popolo. Dopo lunghi dibattimenti essendosi stabilito di non toccare per ora l'attuale moneta, per non esporre ad un maggior crollo il credito nazionale, si è adottato il progetto d'una moneta provisionale la quale sia di diverse frazioni di tutta l'altra. Perciò si conieranno 7 milioni di pezzi di valore di 30 soldi, 7 milioni di pezzi di 15 soldi ed 1 milione di pezzi di rame. Il titolo di pezze di 15 e di 30 sarà dello stesso titolo che lo scudo di 6 franchi per non infirmarne il credito.

Parigi, 17 gennaro 1790. m. v.

N. 25.

Le inquietudini dell'Alsazia ormai divengono turbolenze e l'aspetto di quella Provincia si copre di giorno in giorno di un nuvolo più oscuro e minacciante. Le relazioni che se ne

portano all'Assemblea Nazionale e che si spargono sono semicoperte d'un velo d'incertezza e di dubbietà che invece di diminuire l'importanza fa vedere il timore che cagionano. Il fatto è, che si raccolgono pubblicamente delle sottoscrizioni delle persone principali per opporsi alla esecuzione dei decreti dell'Assemblea relativi alla alienazione dei beni ecclesiastici ed alla nuova conformazione del clero, che queste sottoscrizioni passavano di 2000, che il popolo spiegava chiaramente il suo malcontento di queste innovazioni, che il dipartimento della Provincia e la municipalità di Strasburgo erano nel più grande timore di una insurrezione generale, che perciò avevano sospeso ogni esecuzione dei decreti e che il sig. Klinglin comandante della piazza nell'ultima sua lettera avvisa l'Assemblea a non attendere un nuovo corriere per inviare dei commissari, stante che scriveva nel momento che tutto il popolo si andava affollando ed era circondato da un concorso immenso del quale non sapeva che rispondere per gli effetti. L'Assemblea sul momento ha deliberato di pregare il Re a spedire a Strasburgo tre commissari con ampia plenipotenza per usare tutti li mezzi proprii a calmare e conciliare li spiriti, a prendere li rischiaramenti relativi alle turbolenze arrivate li giorni 15, 16 e 17 di questo mese ed insieme, in caso di bisogno assoluto, d'usare della forza valendosi delle truppe di linea e delle guardie nazionali non solo d'Alsazia, ma anche dei Dipartimenti vicini. Essendo proprio del timore l'accrescere gli oggetti come della securità il minorarli, così in questa occasione si fa gran caso d'una lettera scritta dall'Imperatore al Re, nella quale esponendo le petizioni dei Principi dell'Impero interessati nelle feudalità d'Alsazia, come capo del Corpo germanico appoggia li loro titoli e giusti reclami dei diritti feudali aboliti dall'Assemblea Nazionale contro la fede dei pubblici trattati e segnatamente di quello di Westfalia. Le persone più tranquille e conoscitrici per altro riguardano questa lettera come una formalità d'ufficio, alla quale S. M. I. non poteva negarsi sulla richiesta della Dieta di Ratisbona, alla quale detti Principi sono ricorsi esponendo li loro gravami e domandandone la rintegrazione, nè da una let-

tera puramente ufficiale inferiscono in S. M. I. un'intenzione bene determinata di meschiarsi in questi affari in questi momenti per la sua famiglia e con così poche viste di proprio interesse.

Tutto questo per altro, unito alla costanza non solo del corpo episcopale quasi pieno, ma dei subalterni ecclesiastici, dei quali in alcune provincie intere non si contano che pochissimi che abbiano voluto prestare il richiesto giuramento, ha rallentato il fervore dell'Assemblea su questo proposito, e mentre il termine per il giuramento era stabilito per termine perentorio, dopo il quale dovevano rimanere civilmente sospesi dall'esterno esercizio delle loro funzioni e dalla percezione dei loro emolumenti, con un decreto esplicativo hanno in ora dichiarato, che anche quelli che non hanno compito alla legge del giuramento seguiranno interinalmente nell'esercizio delle loro funzioni e diritti fino a nuovo ordine.

Il popolo di Parigi si è mostrato furioso di questa moderazione dell'Assemblea e nella effervescenza del suo zelo per l'esatta osservanza delle leggi ha voluto impedire perfino li sacerdoti che non avevano prestato il giuramento dal dir la Messa, ma le baionette della guardia nazionale ben disposte, più che la buona ragione, lo hanno persuaso, senza che ieri sia per questo motivo nato verun rimarcato inconveniente.

L'invasione del Contado Venassino ha avuto l'esito il più deplorabile. La piccola città di Cavallon è stata presa dalla truppa di masnadieri più che di soldati, che è andata ad invaderla, il numero delle persone ferite non si sa di preciso, ma le più moderate relazioni li fanno montare tra 30 e 40. Il Vice-Legato del Papa e le persone principali del paese si sono rifugiate nel territorio francese; la città di Carpentras per non subire una sorte più lagrimevole si è resa. Questo esercito di conquistatori non ha generale che lo comandi, così conserva nella sua purità lo spirito di perfetta uguaglianza. Il Direttore delle operazioni è un granatiere delle truppe francesi. La truppa è composta di circa 80 soldati sbandati dai due reggimenti, che furono mandati ad Avignone da alquanti del popolo della città e da un numero che ogni giorno

si aumenta di malviventi e facinorosi delle circonvicine provincie di Francia, che si fanno chiamare patrioti, li quali a truppe concorrono all'onore della conquista e si degnano della ricompensa del bottino.

Alla occasione che alcuni contrabbandieri volevano introdurre oggi alquante merci di contrabbando entro la barriera, nacque un'attacco tra questi ed un distaccamento di cacciatori della guardia nazionale, si sostenne il foco delle fucilate da parte e d'altra per lungo tempo, il popolo accorse in folla e vi prese parte, alquanti, nè ben se ne rileva il numero, rimasero morti e molti feriti d'ambe le parti e delle persone accorse, ma, sopravvenendo nuovo rinforzo di truppa, finalmente tutto si richiamò alla calma fuori che gli spiriti, li quali sulla scoperta fatta poi, che alcuni erano in aspettativa e in avviso che queste fucilate oggi dovevano arrivare, sulli movimenti, contemporaneamente successi in altri quartieri remoti della città, per li quali fu messa in opera la guardia nazionale, sulla insurrezione di molto popolo che al tempo stesso portavasi al palazzo della Municipalità per chiedere un ribasso di pane, sospettano che il caso arrivato non sia accidentale, e che la mina sia male scoppiata, ma non del tutto sventata.

Parigi, 24 gennaro 1790. m. v.

N. 26.

Le agitazioni incominciate lo scorso lunedì colla zuffa tra un corpo di soldati cacciatori e di contrabbandieri e di popolo senza sortire in effetti funesti non mancarono di tenere in continuo tumulto questa Capitale la scorsa settimana. Degli emissari accortamente sparsi dai diversi partiti si valsero della occasione per diffondere la diffidenza e il sospetto. Si fece con false relazioni credere al popolo che il corpo dei cacciatori era stato con danaro guadagnato dal partito aristocratico, si faceva al tempo stesso passare avvisi al corpo dei cacciatori che stesse

sulle difese, perchè l'ordine di piombare sopra lui e di massacrarlo, al tempo stesso si parlava di un corpo di gente occulta e assoldata per tentare un colpo di mano ed impossessarsi della persona del Re e della Regina e trasportarli fuori di Parigi. Si correva alle armi da tutte le parti senza sapere dove dirigersi, nè perchè. Il sobborgo di S. Antonio, dove sono li detti vincitori della Bastiglia, aveva già baricato le strade con carri pieni di fieno per impedirne l'accesso alla cavalleria della guardia nazionale, d'altra parte una truppa di popolo era accorsa alla casa del conte di Clermont-Tonnerre come capo del Club monarchico per incendiarla. Si moltiplicano di notte le guardie al palazzo del Re ed al giardino delle Tuillerie con dei corpi avanzati di cavalleria, ma finalmente mediante la ferma e leale direzione della Municipalità e l'insinuante attività del marchese La Fayette tutto si rischiarò, e si calmò, e tutto questo minacciante apparato di vari giorni finì con la sola morte di un infelice, però mal uomo, che preso a sospetto di spia fu dai vincitori della Bastiglia così maltrattato a colpi di bastone che ne morì. Oggi la calma può dirsi rimessa, ma i semi delle acrimonie e degli odii sono incruditi più che mai.

L'Assemblea non potè non risentire l'agitazione della città e li dibattimenti furono in alcune sessioni violenti fino allo scandalo. Effetto forse di questo nuovo inasprimento di spiriti è stato il decreto proposto, decretato, riprodotto, corretto e finalmente stabilito di immediatamente procedere alla elezione dei vescovi e dei parrochi nuovi in luogo di quelli che non hanno prestato il giuramento. Così, se il decreto sortirà il suo effetto, dentro un mese 120 vescovi saranno espulsi e 80 vescovi nuovi saranno creati in Francia. Due domande nascono naturalmente e vengono fatte da tutte le persone imparziali e prudenti: la prima se questo decreto sarà egualmente messo ad esecuzione in tutte le provincie del Regno, la seconda, chi consacrerà tutta questa truppa di vescovi in una volta, e chi darà loro almeno apparentemente l'istituzione canonica. Siccome il rispondere alla prima di queste domande dipende dal conoscere l'intima disposizione dei popoli in cia-

scun cantone di questa vasta monarchia, così pochi sono in grado di deciderla e tanto più che ciascuno vede le cose più conformi al desiderio che alla realtà. Quanto alla seconda delle consacrazioni ed istituzioni corre voce che l'Assemblea conti sulle disposizioni del vescovo d'Orleans, il quale, avendo già dato il giuramento, dicesi che sia disposto a divenire il Padre e Patriarca di questo pullulante episcopato. Prese queste misure ecclesiastiche, non ha però creduto l'Assemblea inopportuno di associarle ad alcune misure militari. Li timori esterni hanno fornito un pretesto, ma chi vede più addentro può fondatamente assicurare che le paure dell'interno hanno contribuito più che quelle dell'esterno alla decretazione presa di fare un aumento dell'armata di cento mila uomini che si nomineranno ausiliari, saranno incorporati ai reggimenti permanenti e faranno il servigio per soli tre anni, ed intanto il Re sarà pregato a portare subito trenta reggimenti d'infanteria sul piede di 750 uomini per battaglione e 25 reggimenti di cavalleria sul piede di 175 uomini per squadrone, ripartendo queste truppe sulle frontiere e che il ministro della guerra formerà il piano di spesa straordinaria per il loro mantenimento.

Le notizie delle Colonie, segnatamente della Martinica, sono delle più desolanti. Quella florida isola in preda alle dissensioni di due partiti è giornaliero teatro di devastazioni e di massacri. Le isole vicine di Guadalupa, di S. Lucia, di Tabago hanno inviato dei commissari per conciliare gli spiriti alla tranquillità, ma inutilmente. Alcuni deputati di S. Pietro della Martinica, che vollero accompagnare li commissari della Guadalupa, al loro ritorno avevano incominciato a spargere il fermento della dissensione ancora in quella fino ad ora pacifica colonia, ed incominciato degli atti di violenza, cosicchè gli abitanti della Guadalupa furono costretti a rimbarcarli sulla fregata l'*Imboscata* e farli ripartire per conservare intatta la preziosa loro tranquillità. Una lettera del generale Mattews responsiva al consiglio della città di S. Pietro della Martinica, della quale questo generale medesimo ha mandato copia al signor Damas comandante dell'isola senza spiegare

dettagli, fa vedere che avevano cercato appoggi nelle isole inglesi.

Ginevra è stata al momento di rissentire li più funesti effetti della sua vicinanza colla Francia. Le antiche e fatali dissensioni tra li nativi ed i cittadini di Ginevra erano state terminate e quasi assopite colla ultima regolazione, e l'intervento delle due Corti di Torino e di Versailles.

Il fermento di libertà francese aveva rieccitato gli sopiti spiriti. Li nativi della città esclusi dai diritti di eguaglianza s'erano sparsi per li villaggi, e valendosi delli ragionamenti, e più dell'esempio dei loro vicini, avevano animato dello spirito d'insurrezione li contadini, facendo con essi causa comune, così una congiura s'era fòrmata e stabilito il giorno in cui li nativi della città dovevano prendere le armi, quelli della campagna accorrere a sostenerli, e cagionare una nuova rivoluzione nel governo. Il Consiglio, pervenuto a scoprire la trama, ha pubblicato un lungo editto in cui facendo pubblici tutti questi maneggi, invita li cittadini alla difesa della costituzione attuale e tutti gli altri alla legale subordinazione. Il proclama è in data dei 19 gennaro, e le ultime lettere portavano la lusinga che la trama una volta scoperta fosse anche sventata.

Parigi, 31 gennaro 1790. m. v.

N. 27.

Li scorsi giorni sono passati tranquilli senza veruna di quelle popolari agitazioni, che turbano le fantasie più che gli affari, e questa stessa tranquillità in questi momenti è sommamente riflessibile per il partito degli ecclesiastici entro Parigi. È stata già fatta la elezione di tre parrochi di tre delle principali parrocchie della città, e non si attende che lo spirare del termine fissato dalla Assemblea ai vescovi assenti fuori del Regno per divenire alla elezione d'un nuovo arcivescovo di Parigi. Alcuni pochi si lamentano e gemono. Li più riguar-

dano la cosa come indifferente e necessaria alla tranquillità, il basso popolo segue l'impulsione dei più, e la quiete con cui seguono le elezioni pare decisiva. Le disposizioni che si vanno manifestando nelle Provincie sono presso a poco simili a quelle della Capitale. Fino ad ora sono stati eletti già cinque vescovi compreso quello di Rouan, nè niuna delle elezioni è stata turbata dal più leggero commovimento. La forza armata delle guardie nazionali è per tutto vigilante: le opinioni in una materia ecclesiastica sono titubanti, le opposizioni sono senza credito, e senza concerto. Così, tutto considerato, pare che non abbia torto l'Assemblea Nazionale a persuadersi di giorno in giorno più di poter arrivare a termine di questo gran cambiamento, almeno nella massima parte del Regno. Come la gran macchina in questa materia deve essere la persuasione, così non si ommette mezzo per ispargere le proprie opinioni, e per allontanare le contrarie; appena esce qualche pastorale dei vescovi per esporre ed inculcare al popolo le dottrine fino ad ora accettate dalla Chiesa, che immediatamente si dichiarano scritti incendiarii e si procurano d'impedirne la divulgazione. Si è proposto un decreto questa settimana, e si è stabilito che tutti li predicatori devono considerarsi come funzionari pubblici e quindi obbligati a dare il giuramento, così non sarà d'ora innanzi aperto il pulpito che ai preti addetti al partito.

Il cardinale arcivescovo di Sens, già ministro, ha inviato all'Assemblea il suo giuramento. Chi giudica questo prelato sopra le epoche corse della sua vita, attribuisce questa sua deserzione del corpo degli altri vescovi alla ambizione di diventare Patriarca della Chiesa Gallicana, parendo che non possa negarsi questa primazia alla doppia dignità della sua sede come metropolita, e della sua persona come cardinale. L'Assemblea ha accettato volentieri questo suo passo valutandolo dalla influenza sulle circostanze; ma le opinioni tengono ancora più al suo ministero ed a tutti gli avvenimenti passati che al presente suo cambiamento.

Le due Principesse zie del Re, madama Adelaide e madama Vittoria, agitate dai correnti affari e forse turbate di co-

scienza, avevano preso la determinazione di lasciare la Francia per trasferirsi a Roma, e dopo iterate istanze ne avevano ottenuto dal Re la permissione. Li preparativi di questo viaggio, non potendo essere occulti, avevano fornito materia a discorsi popolari; pertanto per assicurare la tranquillità della loro partenza e del loro passaggio per le differenti municipalità del Regno si sono rivolte a chiedere il passaporto dalla città di Parigi. Resa certa e pubblica così la loro idea di partenza, sulle rimostranze di diversi distretti fu obbligato il Maire a sospendere di dare il passaporto e portarsi dal Re alla testa di una deputazione, rappresentando a S. M. il dispiacere della città di perdere queste Principesse. Espose le ragioni della inquietudine pubblica, terminando col supplicare la M. S. in nome del suo popolo di farle smontare da tale idea. Non è ancora deciso il partito, che queste Principesse sieno per prendere.

Dopo la dimissione del conte di S. Priest dal ministero degli affari interni, questo dipartimento non era stato assegnato a persona. In ora S. M. viene di partecipare all'Assemblea Nazionale d'avere confidato interinalmente questa parte d'interna amministrazione al sig. De Lessart ministro delle finanze, il quale in questa qualità prestò il giuramento in mano del Re.

Le ultime lettere di Port-Orient hanno recato l'infausta nuova che il vascello l'*Anfitrite* proveniente dall'Indie, battuto da grossa tempesta contro la costa, aveva naufragato con perdita di 105 persone. Tra li periti si contano li deputati dell'Isola di Francia che venivano dall'Assemblea Nazionale.

Le nuove d'oggi di Brusselles parlano di nuovi torbidi, e minacciano esplosioni nuove in quelle provincie, ma li dettagli sono confusi e lo spirito di partito deve generar diffidenza su tutte le prime notizie di quei paesi.

Parigi, 7 febbraio 1790. m. v.

N. 28.

Le rappresentazioni fatte al Re dalla Municipalità contro la partenza delle Madame Reali sue zie, o non fecero o non parvero fare assai d'impressione sull'animo di queste Principesse, nelle quali lo stesso contrasto accresceva la voglia di allontanarsi da un paese divenuto per loro oggetto di funestamento e di timore. Le voci sparse tra il popolo della fissata loro partenza e le conseguenze dei mali immaginari ed esagerati, che dal loro allontanamento dovevano derivare, fornirono un modo di opposizione egualmente valido ed apparentemente meno violento. Fomentata ad un certo punto la effervescenza degli spiriti, s'immaginò d'inviare a Bellevue, dove le due Principesse risiedevano, una numerosa deputazione di donne popolane in truppa a supplicarle di desistere dalla loro idea di abbandonare Parigi. Questa deputazione, che aveva l'aria più d'una truppa che va all'assalto, che d'una ambasciata, era in pronto la sera del venerdì. Il Re, instrutto di quanto andava arrivare, prevedendo non tanto il pericolo, quanto il timore, che potrebbono le sue zie ritrarre, fece immediatamente loro tenere avviso ed ordine di venire ad unirsi con lui a Parigi, lo che eseguirono sulle dieci ore della stessa notte nella più gran fretta e costernazione. La truppa fanatica delle deputate ritornò dalla sua inutile commissione avendo ritrovato già vuoto il palazzo di Bellevue, con tutto questo non si desiste dalla idea di fare delle nuove deputazioni per supplicare le due Principesse a non abbandonare in questi frangenti un popolo che le ama; e ben si sa che vi sono delle circostanze le quali talvolta danno alle preghiere tutta la forza di comandi ed' anche di minaccie. Contemporaneamente alla idea di fissare colle preghiere e colle suppliche in Francia le due Principesse zie, taluno forse immaginò di richiamarvi con un diverso modo il principe di Condè che da tanto tempo ne è assente. Una truppa di villani armati, e certamente sommossi, si scagliò contro il vastissimo parco ed i superbi giardini di Chantillì. Abbatterono, incendiarono, devastarono. Le

genti del Principe difesero il palazzo che rimase intatto, e la Mengaria fu salvata dalla riputazione dei bravi abitanti che rinchiudeva, tra i quali un lione ed alcune tigri che si guardarono dal mettere in libertà.

La funesta situazione, in cui si trovano le colonie francesi, specialmente S. Domingo e la Martinica, in preda a tutti gli orrori della guerra civile e della anarchia, hanno determinato l'Assemblea ad inviare colà un forte rinforzo di truppe e di marina per tranquillare i disordini ed allontanare il pericolo della perdita di tanti preziosi stabilimenti. Le forze che si spediscono sono 5 navi di linea di 74 cannoni, 2 fregate di 18, 9 di 12, 2 flutte e 3 gabarre, in tutto 21 bastimenti, sopra li quali si imbarcheranno 12 battaglioni di truppa e li commissari conciliatori. Questa spedizione porta una spesa di 8 milioni e 991.248 lire che è stata già decretata.

Li commissari spediti in Alsazia hanno incontrato in quella Provincia un ricevimento se non diverso dalla aspettazione, certo contrario ai loro desideri.

In Strasburgo li amministratori del Dipartimento, che sono nella forma il Consiglio supremo della Provincia, si sono mostrati contrari alla esecuzione dei decreti, in Colmar il popolo uscito in folla dalla città fu al loro rincontro gridando: *Viva Artois e li Commissari alla Lanterna.* Il critico dei momenti ha consigliato loro la prudenza, non è arrivato nessun disordine fino ad ora, e si sono limitati ad usare dei modi persuasivi ed a dare parte di tutto all'Assemblea. Questa giudica d'avere assai di forza per potere usare della fermezza, come si vede dal decreto emanato nei seguenti articoli: I. che li amministratori ed il procuratore sindaco del dipartimento saranno interinalmente sospesi; II. che li commissari avranno la facoltà di nominare altri in loro luogo; III. sarà immediatamente proceduto alla nomina di due nuovi vescovi nelle nuove diocesi dette dell'Alto e Basso Reno; IV. che sarà soppressa la compagnia di cacciatori di Colmar.

Parigi, 14 febbraio 1790. m. v.

N. 29.

Più i travagli dell'Assemblea Nazionale avanzano e più crescono li malcontenti e li torbidi. La distruzione dell'antico sistema e la forma della nuova costituzione fece dei nemici, la distribuzione dei poteri e la composizione dei tribunali e dei giudizi li accrebbe, la rifusione dell'armata di mare e di terra con leggi tutto nuove, e principii fino ad ora sconosciuti, ne aggiunge molti di più. La costituzione civile del clero esaltando le fantasie fluttuanti ed agitando le coscienze ne preparò altri moltissimi. Restava ancora una materia di tutte più interessante e pericolosa, perchè commune a tutti, e quella che attaccando l'interesse di ciascheduno può unire con un vincolo comune tante passioni particolari e di tanti fuochi sparsi e mezzo spenti formare un incendio generale. Questa è la materia delle finanze, alla quale ora sono diretti tutti li studi e consacrate le sessioni dell'Assemblea.

Le basi di massima, che sembrano fino ad ora adottate, sono di dividere l'imposte metà sopra le terre ed i beni fondi, e metà sopra le ricchezze mobili e la industria, e di preferire le imposizioni dirette, cioè quelle che immediatamente si pagano dal contribuente, alle indirette che sono quelle che si tirano dal contribuente per terza mano del daziere e dell'appaltatore. Questo genere d'imposizioni si dichiarano immorali, vessatorie, gravose al popolo per dar profitti ai particolari, in conseguenza di queste massime di economia-politica-filosofica si è decretato: I. la libera coltura del tabacco per tutta la Francia; II. la soppressione di tutte le corporazioni di arti e mestieri, cosicchè ciascuno possa esercitare qualunque arte e commercio in grande e in dettaglio a sua volontà; III. l'abolizione di tutte le barriere e porte della città ad effetto che sia dentro tutta la Francia interamente libero l'entrare, il sortire, il portare qualunque effetto ed ovunque senza render conto, nè contribuire di nulla. Queste distruzioni non possono non piacere, ma la necessità delle spese annue domanda delle sostituzioni. Le sostituzioni sono: I. La carta bollata. II. Una licenza o patente che ciascuno vorrà esercitare un'arte qua-

lunque od un commercio domanderà ad un cancello stabilito, la qual patente sarà tassata ad un 10 p. °/₀ o un 15 dell'affitto della casa che abita. In sostituzione poi delle barriere si progetta una tassa di più sulle case. Il gravame di queste sostituzioni, torto o ragione che sia, si rende ad alcune classi del popolo più sensibile che il beneficio delle soppressioni. Quindi tra li operai di Parigi esiste da alcuni giorni una fermentazione che cagiona il più vivo allarme. La guardia nazionale ha gli ordini più precisi di tenersi continuamente pronta, nè niuno degl'ufficiali di detta guardia può allontanarsi dalla città.

Le nuove delle provincie aumentano le inquietudini della Capitale. Nella Bretagna, a Vannes, a Treguier, a S. Paul, a Morbihan molti villaggi si sono sollevati e attruppati sono andati a Porto-Orient per avere dei cannoni; presentano le loro domande, perchè non si esiga il giuramento dai preti, perchè si conservi intatta la religione, perchè le spese della municipalità e dei distretti sieno a carico del Tesoro, ed altre simili petizioni. Si è decretato di pregare il Re d'inviare commissari e truppa e si sono chiamati a comparire alla barra dell'Assemblea li vescovi di Vannes, Treguier e S. Paul, come indicati fautori di questi torbidi.

A Beaume in Borgogna sono state arrestate tre persone, una dama e due ufficiali, come accusati di fare delle reclute, ed il loro processo rimesso al tribunale di Besançon. Le nuove d'America seguono ad essere sempre funeste, e la piccola isola di Tabago, fino ad ora tranquilla, è in una generale insurrezione e desolazione: un lungo decreto è stato emanato, che in tanta distanza avrà il valore che hanno avuto gli altri, cioè di comporre li dissidi, quando a forza di stragi e massacri saranno già stanchi delle discussioni. A maggior accrescimento di riscaldo nelle fantasie è arrivata sabato notte alle 10 la notizia della partenza di Madame Reali. Sparsa la voce della loro ultima determinazione, una truppa di donne popolane con alquanti uomini di scorta si sono mosse all'entrar della notte dal palazzo del Duca d'Orleans, detto volgarmente palazzo reale, per portarsi a Bellevue dove erano di nuovo le

Principesse, colla intenzione di ritenerle dal partire con modi rispettosi alle lor persone, ma efficaci. La distanza di due leghe, l'oscurità della notte doveva render lenta la loro marcia. Le Principesse furono avvertite del pericolo, e all'istante si misero in vettura e partirono. Alle 10 della notte lasciarono Bellevue, e la truppa delle avventuriere non arrivò che alle 12; furono a tempo di arrestare alcuni delli equipaggi destinati al seguito, fecero una perquisizione dentro tutto il palazzo, e si fecero fare un processo verbale per il quale constasse, che non vi avevano commesso verun disordine. Si sa che Madame Reali erano già arrivate a Fontainebleau, si parla che sieno arrestate e si teme che lo saranno. L'interesse di questa partenza, e degli avvenimenti che sieno per susseguirla, non può essere maggiore.

Parigi, 21 febbraio 1790. m. v.

N. 30.

La partenza di Madame Reali seguita sabato notte ed eseguita nei modi che mi sono onorato di significare a V. S. e a VV. EE. lasciò nelli animi del partito che voleva trattenerle la rabbia e lo scontento, negli altri il timore di qualche sinistro che potesse loro arrivare in cammino, in tutto il popolo l'inquietudine ed il fermento. Martedì si seppe, che pervenute a Moret, piccola città a cento leghe circa da Parigi, quella Municipalità s'era avvisata di mettere a scrupoloso esame li passaporti di che andavano munite, e mentre deliberava se dovesse o no lasciarle passare, aveva fatto chiudere le porte per impedirne l'uscita. Una partita di soldati del reggimento di cacciatori, irritati di questo procedere a lor parere nuovo ed irriverente verso di persone reali, pensò bene di accorciare le deliberazioni della Municipalità, messa mano alle sciabole si lanciarono contro la porta, l'aprirono, ne fecero sortire le principesse, e alla Municipalità non rimase più che fare, se non inviare il suo processo verbale del-

l'accaduto all'Assemblea. Questa notizia, che si dipinse come una violenza fatta alla Costituzione, si fece valere per rimontare li spiriti, ed al tempo stesso si fece correre la voce che *Monsieur* il fratello del Re, conte di Provenza, andava egli pure a partire; mentre queste voci si disseminavano per Parigi, e si accrescevanò, sull'entrar della notte una truppa di donne accompagnate da alquanti uomini si mossero dal solito palazzo del Duca d'Orleans per portarsi al palazzo di Luxembourg, dove alloggia il conte di Provenza. La distanza di questi due luoghi essendo grande e traversando la parte più popolata della città, li mali intenzionati e gli oziosi, che di mano in mano si aggiunsero ai primi, fecero montare la truppa a molte migliaia prima che arrivassero al fine della marcia. Il palazzo di Luxembourg fu dunque tutto d'un colpo investito da questo piccolo esercito. La guardia presentò un buon contegno di resistenza, nè arrivò verun disordine. Fu destinata una deputazione di donne, ed il Principe sortì dal suo gabinetto nella sala a riceverle. Il loro discorso fu, che esse e tutto il popolo, amando tanto gli individui della famiglia reale, non intendevano perchè fossero sì poco riamate, che tutti volessero abbandonare loro alla miseria, ed il Re alla solitudine. Il Principe rispose corrispondendo con cordialità al loro attaccamento, ed assicurandole che era falsissimo che ne avesse mai avuto assunto intenzione veruna di abbandonare nè il popolo di Parigi, nè molto meno il Re suo fratello. Allora ripresero, che se era così, venisse dunque con loro alle Tuillerie ad unirsi con il Re, e che volevano esse stesse condurlo, ed in questo migliaia di voci furono all'aria, e dentro il palazzo, e nell'immenso popolo che era di fuori gridando: alle Tuillerie, alle Tuillerie! Il Principe riprese: ben volentieri. Le carrozze furono pronte ed il Principe e la Principessa, la quale mostrò non solo la più grande serenità, ma fece anche uso con sommi applausi del popolo della naturale sua gaietà di spirito, si trasportarono alla residenza del Re scortati, accompagnati, seguiti da questa folla. In questo frattempo la guardia nazionale era accorsa ed il palazzo del Re era tutto circondato di truppa con li cannoni montati contro gli ingressi ed i ponti.

La carrozza dei Principi entrò, ma il popolo fu obbligato a restare. Con questo solo, la notte avanzando, l'esercito che era più di spettatori che di attori sommossi o pagati, poco a poco si sciolse ed in poche ore tutto fu in calma. Si esitò un momento, se Mons. dovesse restare in palazzo delle Tuillerie la notte, ma il Re troncò risolutamente ogni dubbio, dicendo al signor Baillì maire di Parigi che risponderebbe egli d'ogni nuova inquietudine che potesse arrivare a suo fratello, e che voleva che la notte ritornasse al suo alloggio del Luxembourg. Così fu, e ritornarono li due Principi dopo la una nella maggior tranquillità.

Appena questo, che arrivò mercoledì il conte di Narbona colle lettere di Madame Reali al Re ed al Presidente dell'Assemblea Nazionale, nelle quali davano parte del loro arresto seguito in Arnai-le-Duc. — Arnai-le-Duc è più un villaggio che un borgo della Borgogna. Il distretto e la municipalità del luogo, sia ragione o rispetto, erano d'avviso di lasciar passare queste Principesse, ma la comunità, che è a dire li villani del luogo, vollero trattenerle. Questo nuovo incidente non poteva mancare di dar nuovo fomite a del fermento. S. M. fece fare immediata comunicazione dell'accaduto all'Assemblea Nazionale. Li dibattimenti nell'Assemblea furono lunghissimi, tutti convenivano, anche li più riscaldati del partito contrario, che non esistendo legge veruna che proibisce a chi che sia l'uscire di Francia, niuno aveva legale diritto d'impedire il viaggio a Madame: ma chi esagerava il pericolo delle circostanze per mostrare l'inconvenienza di questo viaggio in questi momenti, chi malignava sulle intenzioni, chi declamava contro il ministro degli affari stranieri che aveva segnato un passaporto, mentre la materia di massima sulle emigrazioni era pendente. Gli altri al contrario sostenevano che dovevasi reprimere l'insubordinazione della Comunità ai suoi magistrati municipali e far sentire l'autorità. In mezzo a queste opinioni diverse fu preso un partito medio nel decreto, il quale fu, che non v'era luogo a deliberazione, e che il Rė aveva l'autorità di fare come meglio gli pareva. Il giardino delle Tuillerie, attenente alla sala dell'Assemblea, era pieno di popolo diviso in

gruppi, dove oratori probabilmente pagati dell'uno e dell'altro sesso andavano esagerando li mali della Francia e più della Capitale, esausta di denaro effettivo per le continue emigrazioni specialmente dei Principi, e si mettevano in vista li tesori immensi a lor dire trasportati da Madame Reali. Fatto pubblico il decreto dell'Assemblea favorente in sostanza alla partenza delle Principesse, il zelo patriottico parve avvicinarsi al furore; chi propose d'abbruciare l'Assemblea, e chi di obbligare il Re a richiamarle. Tutto era fluttuamento ed agitazione, ma l'impulsione ad un movimento determinato doveva venire dal centro di direzione, che è il palazzo reale. Non mancò infatti a muoversi di colà la truppa in parte donnesca colle istruzioni ed il giardino vastissimo delle Tuillerie ed i circondari del castello furono inondati di popolo che si faceva montare a più di 30.000 persone. In un momento tutto fu in allarme, si battè la generale, e si unì la guardia nazionale, si montarono le batterie; la truppa, entrando con baionetta in canna per diverse porte, allontanò il popolo dalla immediazione del palazzo, e successivamente marciando con una linea assai estesa di fronte, lo fece a poco a poco retrocedere dal giardino e dalle vicinanze, con tutto ciò si continuò a stare tutta la notte sulle armi, e si ordinò una illuminazione delle case di tutti li quartieri vicini al Louvre ed alle Tuillerie. In questo frattempo le anticamere del Re erano piene di gente accorsa in qualunque modo od abito si trovava, il sig. Baillì ed il marchese de la Fayette erano nel numero. Il Re ringraziò tutti del loro attaccamento alla sua persona, e rivolgendo la parola al sig. Baillì gli disse: che ormai era stanco di tanti rumori, e rispondendo l'altro che in fine tutto era tranquillo e che si era procurato di usare tutti li modi di dolcezza, ripigliò il Re con un tuono di forza non ordinario al suo carattere: — Dolcezza sì, ma debolezza no, sig. Baillì, gran differenza passa tra l'una e l'altra e rivolse le spalle. Il marchese de la Fayette non attese che l'allontanamento del Re per ripigliare il discorso, e sulla indolenza degli ufficiali civili, sulla vessazione continua, a cui si sottometteva la truppa,

sulle sorde commozioni che si andavan mettendo nel popolo, disse al Maire le cose più forti. Intanto il conte di Narbona, cavaliere al seguito di Madame, era partito per portare loro li primi avvisi ed era poi stato susseguito da un corriere col decreto dell'Assemblea sanzionato dal Re ed un ordine di S. M. di lasciarle partire.

Il dì susseguente successe nel popolo la calma alla agitazione, che tutta si raccolse nell'Assemblea, la quale deliberò e fissò un termine per determinare con legge apposita le obbligazioni delle persone della famiglia reale riguardo alla residenza nel regno, come pare dalle leggi sulli emigrati. Riprodotta questa mattina all'Assemblea la materia delle emigrazioni e delli emigrati, diede adito ad una delle più burrascose e tumultuose sessioni che sieno state dopo la rivoluzione. Una gran parte, e tra questi alcuni dei principali nel partito democratico, erano per la libertà indefinita ai cittadini, non occupati in impieghi pubblici, di andare ovunque loro paresse, e quindi deducevano una indulgenza e connivenza per quelli attualmente esistenti nel forestiere. Altri volevano la proibizione delle emigrazioni e il richiamo delli emigranti sotto penali severe. Alle ragioni successe il tumulto, ed ai discorsi le strida e le minaccie, aumentate dalla gente del popolo accorsa intorno e dentro la sala. Vari tentativi fatti per raccogliere li voti, ora sedendo e levandosi, ed ora coll'appello nominale, furono vani e convenne finire ed aggiornare la questione ad un altro giorno.

Mentre ciò accadeva all'Assemblea, nuovo incidente aumentò l'allarme fatto già generale. Una persona di decente forma, abbigliato di nero, e con un nastro rosso alla bottoniera, dinotante cavaliere di S. Luigi, s'era introdotto nella gran sala, che forma anticamera all'appartamento del Re. Quivi rimarcato da un cameriere come persona che avesse delle armi, fu da un usciere avvicinato e esaminato ed arrestato; condotto nell'appartamento basso del prevosto di palazzo, fu ritrovato avere sopra sè due pistole ed uno stile tra l'abito e la fodera. Trasportato quindi al quartiere della gran guardia presso la sala dell'Assemblea Nazionale, fu incominciato dal commissario

l'interrogatorio ed il processo verbale, dal quale poi constò che era un onorato militare, il quale sul timore d'una insurrezione popolare contro la persona sacra del Re era stato dal suo zelo condotto colà per difenderlo colla propria vita. La sua discolpa parve sì chiara che fu posto in libertà; e solo si ritardò a rilasciarlo tanto che si calmasse il furor del popolo accorso per affocarlo. Altri sei furono egualmente arrestati con armi in palazzo e posti in libertà per lo stesso motivo.

Pareva pure che per un giorno vi fosse assai di tumulto quando si seppe che il sobborgo S. Antonio, abitato da più di 100.000 persone, la più parte operai, era in sovversione e si portava a mano armata a Vincennes, che è un castello di forza ad una piccola lega dalla barriera di Parigi, colla determinazione di distruggerlo. Il marchese de la Fayette ed il Maire di Parigi giudicando colà il pericolo più imminente vi sono accorsi con molta truppa, lasciando intanto gli ordini, perchè tutta l'armata nazionale di 36.000 uomini stesse sotto l'armi. Arrivarono che la demolizione era già incominciata ed abbattuta tutta una galleria: riuscirono a fermarne il progresso, arrestarono 36 dei più ardenti e rivoltosi, disciolsero gli altri. L'attruppamento finì, ma il fermento sussiste, ed ora chiedono la liberazione dei loro compagni minacciando la città, la quale è sulle guardie ed ha le strade illuminate a prevenzione di una sorpresa.

Parigi, li 28 febbraio 1790. m. v.

N. 31.

Se il giorno 28 febbraio fu fertile in torbidi, la notte che lo susseguì presentò e coprì uno dei maggiori pericoli della presente rivoluzione. Entrata la notte, quando li signori di Corte e la nobiltà che ne ha il diritto concorre a quello che qui chiamasi *Couchè du Roi,* le anticamere erano ripiene di gente tratta anche in maggior numero del solito, forse dalle circostanze e dalli avvenimenti della giornata. Una voce fu

fatta spargere e fuori e dentro di palazzo per le guardie nazionali che tra le persone, che erano nelle anticamere del Re, molti erano armati con pistole e pugnali. Con tal voce si sparse l'allarme e quantità di guardie che non erano quella notte di servizio entrarono in palazzo portando la confusione ed il tumulto. Arbitrariamente incominciarono a mettere le mani addosso ad alcuni che discendevano e sfortunatamente trovarono che avevano delle armi nascoste sopra di loro, non ci volle di più, s'incominciò a parlare di tradimenti e di congiure, di progetti di levare il Re, ed esagerare il numero di quelli che si dicevano nascosti in palazzo, e molto di più di quelli che si rappresentavano appostati nei contorni. Gli ufficiali che comandavano quella notte entro il castello misero tutto in opera per calmare gli spiriti, ma ciò non potè impedire che alcuni non fossero maltrattati ed arrestati. Il marchese de la Fayette, appena arrivato da Vincennes colla truppa stanca dalla marcia e dalla inedia della lunga giornata, senza aver potuto nè riposar nè mangiare, ricevette la nuova di quanto arrivava a palazzo, accorse con alquanti che lo seguirono, e trovò tutto in tumulto ed in subordinazione e la guardia che minacciava di entrare nelle anticamere del Re per massacrarvi quanti trovasse colle armi indosso. Cercò di inculcare la quiete senza però che le sue parole producessero un grande effetto. Entrò dal Re, ed esposto a S. M. il pericolo imminente del momento, determinò il Re ad uscire egli stesso a deporle all'istante. Il rispetto e forse anche il timore disposero all'obbedienza, le armi, che erano pistole e pugnali, furono deposte in una cesta, e la guardia di fuori, assicurata di questo disarmo e quindi delle non male intenzioni delle persone che le portavano, si dispose ad intender ragione. Poco a poco si ristabilì l'ordine, le guardie che non erano di servizio, e che vi erano accorse o probabilmente mandate per aumentare il tumulto o causarlo, furono fatte sortire e le persone che empivano le anticamere ebbero così il modo di ritirarsi con piena sicurezza. Con tutto questo li primi arrestati, li quali certamente non erano rei, che della stessa imprudenza

che gli altri, furono trasferiti alle prigioni dell'Abbazia e sono stati decretati a subire il giudizio dell'Alta Corte Nazionale.

Finalmente il giorno 4 Madame Reali sono state poste in libertà ad Arnai-le-Duc ed hanno ripreso il loro viaggio verso Italia. Li tumulti però dei quali questo viaggio è stato il movente, se non la cagione, sono tuttavia al loro colmo. Dalla partenza delle Principesse è nata l'idea di fare la legge contro le emigrazioni, e questa legge contro gli emigranti è in ora il fermento che agrisce gli spiriti ed il pretesto che divide le fazioni. L'esistenza della pubblica quiete non è mai stata da molti mesi tanto precaria quanto in questi momenti. Il Direttorio del dipartimento, che è già installato e posto in attività, la Municipalità di Parigi ed il Comandante delle guardie nazionali hanno già spiegato le più rette intenzioni per conservare e proteggere la pubblica quiete, ma li fanatici esaltati, il Club dei Giacobini e le fazioni ed i faziosi che li guidava, e che veggono nella quiete la morte della loro ambiziosa esistenza e dei loro progetti, sono ancora troppo forti per cedere il campo senza difesa.

Si rende rimarcabile che nel vicino Brabante la presenza di 45.000 uomini di buona truppa non abbia ancora rimessa la tranquillità, ma più rimarcabile ancora che le agitazioni ed i tumulti popolari che vanno arrivando non mostrino di causare una vera inquietudine al Governo, e non chiamino l'assistenza della soldatesca a calmarli. Si sa che li Stati generali uniti nel loro palazzo a Bruxelles furono attaccati dal popolo, obbligati ad uscire, maltrattati, rotte le loro vetture e costretti a rifugiarsi nelle case vicine. Li vescovi ed i frati dall'alta venerazione ed influenza sono decaduti nella diffidenza e nel disprezzo. Li Cappuccini, che mesi fa erano gli araldi al popolo della nuova costituzione, ebbero pena a salvare la vita nella presa e devastazione del loro convento. Si parla dell'alta nobiltà come d'un corpo oppressivo, ed il Governo usa moderazione nella condotta e popolarità nei discorsi. Si è rimesso in attività il Consiglio composto di quasi le stesse persone che erano avanti la rivoluzione ed il popolo ne è parso contento. Molti credono che non sia più un mi-

stero che la Corte di Vienna pensi di profittare del momento e valersi della fermentazione popolare per abbattere l'alto clero, restringere la preponderanza della nobiltà e comporre una nuova forma di rappresentazione nelli Stati generali del paese, più equilibrata tra nobiltà e popolo, e più analoga alli interessi della Nazione ed alla influenza del Sovrano.

Parigi, 7 marzo 1791.

N. 32.

Non è stato certamente il pericolo della malattia del Re che ha eccitato l'inquietudine di tutte le classi di persone, ma il terrore delle conseguenze d'una perdita in questi momenti che ha reso l'interesse per la sua persona sommamente vivo e generale. Li biglietti dello stato di S. M. segnati dai medici si stampavano a migliaia e si distribuivano per tutta la città e si rimarcò che le nuove di sua salute di giorno in giorno migliori cagionavano anche nel basso popolo la più forte sensazione. Il male di S. M., che non fu mai pericoloso, non lasciò però di essere per tre giorni grave, esso consistè in un attacco putrido bilioso con della infiammazione alla gola, onde poi derivarono li sputi tinti di sangue che apparvero per tre o quattro giorni. Ora tutto è finito e S. M. è già entrata in convalescenza, essendosi anche per qualche ora levato dal letto. Non è alcuno che non ripete la cagione di questa malattia da principii morali, li quali alla lunga non possono non affettare il fisico, qualunque sia la resistenza d'una robusta e paziente natura. Intanto gli affari interni del paese, bene o male che sia, vanno progredendo. La nuova formazione del clero in mezzo alle proteste ed alle inquietudini delle coscienze si va avanzando. Una gran parte dei nuovi vescovi è stata già eletta, e se ne contano quattordici già consacrati. È vero che in varie provincie molti delli elettori ed in alcune la maggior parte di essi non hanno voluto concorrere alle elezioni, credendo di non poter in coscienza usare di tale

facoltà, ma con tutto ciò l'elezione è stata fatta da quelli, molti o pochi che fossero, li quali si trovarono presenti. Ieri è stato eletto il nuovo vescovo di Parigi e la elezione è caduta sul vescovo di Lidda. Questo è un tedesco, suddito del vescovo di Basilea e suo suffraganeo, il quale colla autorità di vicario generale governava quella parte di diocesi di Basilea che è inchiusa dentro l'Alsazia francese. Come deputato del clero d'Alsazia è stato eletto all'Assemblea Nazionale, ha seguito il partito democratico, è stato dei primi a prestare il giuramento e nella dignità di vescovo di Parigi ha conseguito il premio della sua adesione ai principî patriotici della non sua patria.

Le inquietudini per l'Alsazia divengono di giorno in giorno maggiori e l'Assemblea Nazionale unitamente al Ministero moltiplicano le cautele verso quella parte e prendono le più valide misure. Si sono spediti fino dalla scorsa settimana gli ordini per mettere tutte le fortezze di quella frontiera in difesa, come in tempo di guerra, specialmente a Landau si è commesso di ristabilire le fortificazioni facendo tosto i piccoli ripari necessari e mostrando tutte le artiglierie come alla vigilia d'assedio e d'un attacco, e se ne è accresciuta la guarnigione. Il Re ha nominato al comando della armata che si forma nella Provincia il signor Gelb antico tenente generale, ufficiale di conosciuta esperienza e bravura, il quale da qualche tempo viveva ritirato nelle sue terre. L'armata destinata alla difesa sotto il suo comando consiste in 15.000 uomini di truppa di linea che già sono o arrivati o in marcia, e in 10.000 di guardie nazionali della Provincia che debbono unirsi a questi. Le notizie che questo ministero tiene da quella parte di Germania di là del Reno, siccome le ha comunicate al *Comité* diplomatico dell'Assemblea, sono, che il principe di Condè è attualmente a Worms, che nei villagi circonvicini sono sparsi a 8 o 10 per villaggio delli uomini arrolati a suo nome da suoi agenti e pronti a riunirsi al primo ordine, che si sono formati dei magazzeni di viveri, che si parla, che sia per tirare un rinforzo di truppa regolata, che si fa montare a circa 3000 uomini dal Landgravio di Hassia, e che la sua idea sia

di entrare in Francia con questa piccola armata, tentando un colpo di mano sopra qualche città o fortezza, entro la quale abbia delle secrete corrispondenze, sulla speranza che, una volta eseguito questo primo passo, sarà poi raggiunto da tutti li malcontenti francesi e messo in istato di proseguire la guerra a forza aperta. Senza nulla toccare alla verità e solidità di questi progetti alle persone che più profondamente meditano questi affari, si rendono molto rimarcabili alcune riflessioni accennate anche in qualche scritto che si è fatto correre, le quali per le loro conseguenze credo degne di essere sottoposte alla sapienza di V. S. e di VV. EE. È fatto certo che esiste in Parigi da varii mesi un certo Efraim, ebreo, figlio di quello, che sotto il morto Re di Prussia diresse le zecche e la finanza in parte di S. M. Questo è uomo ricco, ha delle grosse somme depositate in un Banco sotto il pretesto di avere dei negozi qui, e di voler fare delli acquisti e di tratto in tratto ne ha tirato del danaro, nè vive però splendidamente, nè fa acquisti; mostra d'essere un furioso democratico ed è intimamente legato con quanti sono più ardenti capi del partito, non mette limiti alla sua libertà di parlare e di agire ed è con tutto ciò in continua corrispondenza con Berlino. Come egli, alcuni altri sudditi Prussiani fanno pompa di zelante democrazia ed il ministro stesso del Re sig. Barone di Goltz non dissimula la sua affezione ai principii democratici con quella sola marcata riserva che deve esternamente coprire la rappresentanza d'un governo monarchico. Questi Prussiani che mostrano di essere li più ardenti hanno per cooperatori alcuni agenti inglesi, che col credito nazionale non poco contribuiscono nei Club e nelle conversazioni ad esaltare i principii di libertà. Al tempo stesso si sa, che le speranze di molti delli intriganti aristocratici sono rivolte verso la Corte di Berlino, ed ora ultimamente si osserva che avendo voluto il Ministero entrare in negoziazione con li Principi dell'Impero aventi dei diritti in Alsazia per fare delle composizioni, la facilità si è trovata con quei Principi che si conoscono per dipendenti da Casa d'Austria e tra questi il Duca di Wirtemberg, il quale fino da avanti ieri è arrivato in Parigi in persona, e la renitenza si

è scoperta in quelli, che sono appoggiati dalla Corte di Prussia. Il Principe di Condè spera li più forti sussidi dal Lantgravio colle Corti di Prussia e d'Inghilterra. Dunque che concludesi da tutto ciò? Che un grave sospetto è invalso e invale in alcuni dei più veggenti che il progetto dei due Gabinetti sia di eccitare ed aiutare sotto mano li due partiti per continuare l'anarchia, e forse accendere la guerra civile in questo misero Regno. Il loro evidente interesse viene all'appoggio di questa idea. La Francia una volta straziata da fazioni e da guerre, il suo commercio diviene la preda delli occupanti, il Levante si apre all'Inghilterra, la Casa d'Austria non ha più appoggi, la Spagna è sfiancata dal solo alleato marittimo naturale. Queste viste e questi fatti combinano per modo da ingenerare persuasione, specialmente a chi ha seguito passo passo la politica adottata da quei due Gabinetti in questi ultimi quattro anni.

Parigi, 14 marzo 1791.

N. 33.

Lo stato di salute del Re è andato migliorando di giorno in giorno ed ora si può riguardare, come interamente ristabilito, tanto che S. M. già si propone di partire di Parigi e trasportare la Corte a S. Cloud per mercordì prossimo. In questa occasione si sono date da tutti gli ordini di persone le più marcate dimostrazioni di gioia. Giovedì, giorno, in cui col cessare di più pubblicarsi li bollettini della malattia si è enunciata la entrata convalescenza del Re, si è fatta una illuminazione generale a tutti li luoghi pubblici e case di Parigi. Domenica poi si è ordinato dalla Municipalità un pomposo *Te Deum* alla Cattedrale colla assistenza di una solenne deputazione dell'Assemblea Nazionale e di tutti li corpi pubblici della città, e la notte una nuova e più splendida illuminazione per tutti li quartieri di Parigi. Queste clamorose dimostrazioni si vogliono riguardare nel momento come protesta-

zioni d'amore e d'interesse che ciascuno dei partiti vuole far vedere verso la persona del Re e le quali ciascuno poi imputa ai suoi contrari come affettate, con tutto ciò l'affettazione stessa prova che niuno si tiene sicuro dell'opinione del popolo e della adesione delle Provincie senza la base di questo inviolabile attaccamento alla persona sacra del Re, alla quale idea è da tanti secoli abituata la massa di questa Nazione.

Una di queste gazzette intitolata *Gazzetta Universale* ha pubblicato due scritti come provenienti di Germania, dei quali scritti si sono al tempo stesso fatte disseminare migliaia di copie impresse separatamente dalla gazzetta. Li titoli dei scritti erano uno: *Avviso requisitoriale dei Consiglieri, Ambasciatori, Inviati delli Elettori, Principi e Stati dell'Impero uniti alla Dieta dei 2 febbraro 1791.* L'altro poi: *Decreto della Commissione Imperiale sull'avviso Requisitoriale.* Il primo conteneva li gravami dei Principi dell'Impero aventi feudi in Alsazia, e chiedeva alla Dieta l'appoggio della forza del Capo dell'Impero e del Corpo Germanico a sostenerli. Il secondo poi spiegava li sentimenti dell'Imperatore favorenti una tal domanda e proponeva alla Dieta d'incominciare dal raccogliere l'armata dell'Impero, intimando a ciascuno delli Stati la quota di contribuzione di truppe e di danaro secondo le leggi ed usi del Corpo Germanico.

L'apparizione di questi impressi mise la più grande costernazione nel popolo e nella borsa, nè l'Assemblea Nazionale si difese dalla impressione. Il *Comité* diplomatico fece tosto ricerca al conte di Montmorin, e la risposta del detto conte fu immediatamente letta all'Assemblea. Il biglietto di questo Ministro delli affari stranieri portava che nulla di quanto contenevasi in quelli scritti era a sua cognizione, che il Ministro del Re presso la Dieta di Ratisbona non gliene aveva mai scritto parola, e che nemmeno in Vienna non ne aveva mai avuto il più legger cenno, non ostante la continua comunicazione con quel Gabinetto, che d'altra parte considerando la esposizione di questi impressi la trovava ben lontana dallo stile usato e dalle formule solite della Cancelleria dell'Impero, dal che inferiva che fossero supposti e tanto più che il gaz-

zettiere ricercato delle fonti d'onde gli aveva tratti non aveva citato che una sua corrispondenza di Strasburgo. Questa riferta calmò ma non assopì per intero li timori, tanta è la generale propensione a temere in questi momenti.

Forse questi stessi timori, e li gravi sospetti che si spargono d'una invasione hanno non poco contribuito a far nascere il decreto che spoglia il principe di Condè di 600.000 lire d'annua rendita che gli veniva pagata dal tesoro reale per la cessione da lui fatta alla Corona dei suoi beni di Clermont. Questo contratto di cessione fu passato l'anno 1784 sotto il ministero del signor di Calonne, argomento ad odiosità. Il dominio della Casa di Condè era fondato sopra una donazione fatta al Gran Condè dal Re Luigi XIV l'anno 1648. Ora il *Comité* ed i contrari del principe di Condè pretesero che questo principato, che innanzi apparteneva alla Casa di Lorena, e che era stato poi conquistato dalla Francia ed incorporato alla monarchia, era divenuto un bene della Corona, e quindi inalienabile, come qualunque altro dei dominii assegnati in appanaggio alli altri Principi del sangue, dal che inferivano che l'attuale principe di Condè non aveva diritto di venderlo come un bene di stretta proprietà, e cadeva di conseguenza il contratto da lui fatto con la Corona. Li fautori del Principe al contrario si appoggiavano che quando fu disposto di questo principato dal Re Luigi XIV in favore del Gran Condè non era esso incorporato allo Stato, e lo provano con le diverse transazioni e trattati seguiti nel 1641, 1643 e 1644, che però il Re poteva disporne ancora liberamente, e che se lo aveva disposto in favore della Casa di Condè doveva riguardarsi come un pagamento ai segnalati servigi prestati da quel grand'uomo allo Stato. Le ragioni però non bilanciarono li partiti. La maggiorità era prevenuta e fu decretato che il dono e la cessione fatta nel 1648 a Luigi di Bourbon principe di Condè delle terre, signorie ecc. sono e restano rivocati, il contratto passato in nome del Re tra li Commissari e l'attuale principe di Condè li 15 febbraio 1784 dichiarato nullo. In considerazione alli servigi resi allo Stato dal Gran Condè la somma dei 7 milioni e mezzo di lire contata all'attual Principe al tempo del detto

contratto ora annullato gli resterà in memoria dei suddetti servigi.

Nella scorsa settimana la Capitale è stata più apparentemente tranquilla che le provincie, in alcune delle quali sono arrivati dei movimenti e delle piccole insurrezioni, segnatamente a Douai, dove il popolo attruppato, sotto il pretesto di impedire la estrazione de' grani, ha posto alla forca due persone, e tra questi un ufficiale della guardia nazionale.

Il Breve del Papa diretto al cardinale di Lomenie, nel quale S. Santità condanna la condotta tenuta da questo prelato nel prestare il giuramento, e lo minaccia delle pene canoniche e della privazione della dignità cardinalizia, se non lo ritratta, è stato già reso pubblico colla stampa. L'altro Breve più voluminoso e generale a tutto il Regno è già arrivato e quanto prima si spargerà. Non si augura ancora la condotta che sia per tenere il Re e l'Assemblea Nazionale, nè quali impressioni sieno per cagionare nel comune del popolo queste pastorali ammonizioni di Sua Santità.

Parigi, 21 marzo 1791.

N. 34.

Non mancherò di valermi delle occasioni che sieno per offrirmisi per risaltare verso questo Monarca le direzioni sapientemente tenute da V. S. e VV. EE. verso codesto di lui fratello, concilianti insieme li riguardi dell'incognito con le significazioni dell'attaccamento della Repubblica per lui e per la sua Reale Famiglia.

Segue la tranquillità a Parigi. Il partito aristocratico di giorno in giorno più avvilito, non che abbattuto. Li faziosi ognora più minorando di credito e di danaro, oltre che da vicino spiati e repressi, lasciano omai il campo libero al partito democratico dominante, il quale al minorare delli ostacoli, come più acquista di consistenza e di forza, così meno abbisogna di violenza e più ammette di moderazione. Essendosi

in questa settimana trattata nell'Assemblea l'importante materia della minorità del Re e della reggenza, si è rimarcato nelle discussioni una promiscuità di pareri, cosicchè molti delli oratori li più caldi dei partiti opposti si sono incontrati a sostenere le stesse opinioni, e le leggi emanate si sono risentite della imparzialità delle deliberazioni. Si è stabilito in sostanza che, in caso di minorità del Re, la reggenza del Regno sarà separata dalla tutela e guardia della persona del Re minore. Che la reggenza appàrterrà di diritto al Principe del sangue maschio più prossimo che abbia passati li 25 anni, e la tutela, custodia ed educazione del Re pupillo sarà confidata alla Regina madre. Nel caso poi che nè esistesse principe del sangue abile per la reggenza, nè regina madre per la tutela, in allora la Nazione convocherà una Assemblea elettorale straordinaria diversa dall'Assemblea legislativa, che in quel tempo sarà per nominare o il reggente o il tutore secondo le circostanze.

Forse a questa, se non unione, almeno moderazione di partiti, concorre temporaneamente il molto timore e sospetto, in cui si è delli attacchi e dei maneggi esterni. Li timori per parte dell'Alsazia crescono, e due volte in questi ultimi giorni si sono ripetutamente richiesti dal ministro della guerra li più minuti dettagli dello stato delle fortezze e dell'armata di linea in quella Provincia. Sia un a caso, o più probabilmente un consiglio, molti di questi fogli hanno incominciato a parlare delle sorde emissioni e subornazioni dei Gabinetti di Londra e di Berlino, quali mi sono onorato di dubitantemente accennare a VV. EE. nel passato mio numero. Ciascuno dei partiti è separatamente in grado di giudicare se le cose, che si avanzano per sua parte, sieno vere e tutti e due congiuntamente possono o riconoscer l'inganno, o tenersi nella diffidenza. Questi diplomatici, che stanno sullo spiare la minuta ed occulta marcia di questi affari più da vicino, credono di vedere nel ravvicinamento dei partiti medesimi, e singolarmente nell'abbattimento di coraggio della porzione aristocratica, una conferma di quanto si sparge. Io non mi lusingo ancora di

vista tanto fina per travedere assai chiaro in tanta caligine e specialmente in mezzo a menti tanto esaltate.

Il Breve del Papa al cardinale di Lomenie arcivescovo di Sens, ancorchè da molti giorni circoli per la Capitale e per le Provincie colle stampe, non par che produca veruna impressione sopra gli spiriti. Il cardinale, richiesto dal Direttorio del dipartimento, se aveva egli ricevuto un tal Breve, dicesi che abbia risposto che sì; che per altro persisteva nei suoi sentimenti non trovando che rimproverare alla propria condotta, e che quanto alla minaccia che gli veniva fatta di spogliarlo della dignità cardinalizia egli era disposto a fare questo sacrificio d'una onorificenza di più al suo patriottismo.

L'altro Breve poi diretto a tutti i vescovi non è ancora uscito al pubblico. Il pretesto di questa tardanza è una traduzione che se ne sta preparando per unirla all'originale nella stampa che si farà, ma la vera cagione pare consistere in qualche difficoltà nata tra li vescovi stessi sull'accettarlo, riguardante alcune espressioni del Breve medesimo. Già è noto che questo clero e questo regno hanno sempre trovato nella libertà della Chiesa gallicana la chiave per escludere o per ammettere, delle bolle e brevi di Roma, quelli soltanto che nelle circostanze hanno creduto lor convenire. Se li vescovi fanno nascere delle obiezioni, oltrechè la loro divisione non prepara favorevolmente gli spiriti in lor favore, aprono e facilitano la strada ai loro avversari a valersi del loro esempio e questo appunto sta in ora contemplando il partito detto Giansenistico, che è al capo del *Comité* ecclesiastico dell'Assemblea.

Il nuovo vescovo di Parigi essendo inutilmente ricorso all'arcivescovo di Sens ed al vescovo d'Orleans per ricevere da loro l'istituzione canonica che lo mettesse in possesso della giurisdizione della sua diocesi, sulle negative date da questi due prelati, fondate sopra ragioni loro particolari, finalmente con un ordine del Dipartimento l'ha ricevuta dal fu vescovo d'Autun, ed in conseguenza ieri prese il solenne possesso alla cattedrale. Questa funzione fu enunciata al popolo con tiro di cannone e suono di tutte le campane, e persona non diede segno di prendere verun interesse.

Le nuove che vengono dalle Colonie francesi nelle due Indie non possono essere più funeste. Nell'Isola di Francia hanno barbaramente trucidato il signor di Macnamara, ufficiale di prima considerazione in questa marina, il quale ritornava dall'Indostan d'una commissione del Re verso Tipoo-Saib. Egli essendo a Pondichery aveva esposto a quel comandante generale li disordini nati dalla insubordinazione del reggimento coloniale dell'Isola di Francia; al suo ritorno sotto la buona fede procurarono d'invitarlo a scendere a terra e traditoriamente lo massacrarono, senza che potesse esser difeso dal suo equipaggio, che lo amava, e che lo voleva vendicare, nè si sa di più. Nella Martinica poi si enuncia una quasi generale insurrezione di negri che mette al più grande pericolo tutta quella Colonia.

Parigi, 28 marzo 1791.

N. 35.

In sequela de' decreti sulla reggenza, dei quali mi sono onorato di umiliare a V. S. il trasunto, è passata l'Assemblea a versare sulla residenza di quelli che essa denomina funzionari pubblici, primo dei quali per la eminenza delle sue funzioni e per la sua stessa dignità è costituito il Re.

Art. I. Il Re primo funzionario pubblico deve avere la sua residenza a 20 leghe al più dalla Assemblea Nazionale e, quando questa è separata, il Re può risiedere in qualunque altra parte del Regno.

Art. II. Se il Re sortisse dal Regno, e se dopo essere stato invitato per una proclamazione dal Corpo legislativo non rientrasse in Francia dentro il termine fissato da questa proclamazione, in tal caso sarebbe presunto d'aver rinunciato alla dignità reale.

Sottoponendo questi decreti alla sapienza dell'Ecc.mo Senato crederei temerità, e non diligenza, il corredarli con mie riflessioni, mentre le deboli mie viste non aggiungerebbero cer-

tamente lume alle dilatate riflessioni, che saranno formate da V. Serenità e da Vostre Eccellenze sulle molteplici conseguenze che devono nel tempo essere l'effetto di questi decretati principii. La sessione della Assemblea nella quale si portarono questi decreti fu, come doveva essere, estremamente torbida e tumultuosa e d'incerto esito fino alla fine, riguardo specialmente al primo decreto, ma il partito prevalse, e non l'opinione. Il giorno dopo non ebbero piu contrasto le decretazioni che fissano sulli stessi principii l'obbligo di residenza per il Delfino, la Regina madre ed il Reggente, e si finì col dichiarare che tutti gli altri Principi del sangue si debbono riguardare nella condizione di qualunque altro cittadino, e quindi liberi a sortire e rientrare nel Regno a loro piacimento.

Dovendo supporre che esista per altra parte presso V. S. la copia del Breve spedito dal Santo Padre a questo cardinale di Lomenie, riprovativo della sua condotta e rinunciante le pene canoniche e lo spoglio della dignità cardinalizia, del quale ho già fatto cenno, in ora mi affretto di trasmettere in copia la risposta fatta dal cardinale medesimo al detto Breve, con la volontaria rinuncia del cappello accompagnata da un suo viglietto al conte di Montmorin, tanto più rimarcabile quanto che può far epoca almeno in queste parti sull'opinione della porpora romana.

Il conte di Mirabeau dopo quattro giorni di malattia ha cessato di vivere. Il momento rende interessante e renderà celebre una morte, che ad anni e ad epoche indietro sarebbe stata forse più che oscura. Nel tempo della breve sua infermità, la sua casa è stata non che frequentata, ma assediata da ogni genere di persone e di partiti, e tale è l'impero delle circostanze, che la sua perdita ha cagionato un vero senso di doglia universale. Finì d'essere sulle dieci e mezzo della mattina di sabato ed il popolo attruppato ai teatri obbligò quel giorno a sospendere tutti li spettacoli. L'Assemblea si è occupata delli onori da decretargli, le sessioni della città domandano che sia sepolto al Campo di Marte, detto il Campo della federazione. La Municipalità ha presentato all'Assemblea una petizione perchè sia trasportato a S. Genovieffa, nuovo

e magnifico tempio che si propone di destinare per Panteon alla memoria ed ai mausolei dei grandi uomini. Il Corpo municipale ha preso il lutto per tre giorni, il Dipartimento per otto. Oggi si fu l'interramento e l'accompagnamento funebre condecorato colla presenza di tutta l'Assemblea, di tutti li Tribunali e Corpi pubblici della guardia nazionale, presentava la pompa d'un funerale d'un Sovrano. L'entusiasmo è in questo paese indivisibile dall'interesse e certamente è interessante in questi momenti la perdita di quest'uomo. A grandi talenti naturali, a cognizioni politiche assai fondate, egli univa una somma audacia ed una ben maneggiata popolarità. Gli altri cercano il popolo, ed egli aveva ormai accostumato il popolo a cercar lui. Era stato legato alli interessi delle fazioni e le conosceva, possedeva lo spirito e in gran parte il partito dei giacobini, era meno che gli altri odiato dalli aristocratici che lo sapevano più impressibile alla ragione e più docile ad altri mezzi. In questi ultimi tempi, entrato già nel Direttorio del dipartimento, e per l'ascendente dei suoi lumi e del suo talento divenutone lo spirito animatore, il proprio interesse lo legava al pubblico bene, e le sue viste erano tutte dirette a ricondurre la tranquillità rimettendo la subordinazione, e abbattendo le fazioni, che non la vogliono. La morte gli ha troncato il corso per incominciare a far bene, e corre come avverato, che prima di morire abbia detto, che egli portava seco nel sepolcro la monarchia. Fortuna è stata che il suo male non abbia lasciato sospetto a veleno. Se ciò mai fosse stato, niuno delli intelligenti nelli affari avrebbe dubitato da qual casa partiva, ma gli aristocratici ne sarebbero stati accusati, e si sarebbero preparati delli onori. Per togliere ogni dubbio fu aperto il cadavere in mezzo al gran cortile della sua casa colla assistenza dei più abili professori, presenti li comandanti di battaglione della guardia nazionale e tutto il popolo di spettatori che potè capirvi.

Parigi, 4 aprile 1791.

N. 36.

Formato già quasi per intero il nuovo Corpo episcopale colla consacrazione ed installazione della maggior parte dei nuovi vescovi, di mano in mano che la nuova Chiesa va crescendo d'autorità, va sempre più spiegando lo spirito di dominazione e per conseguenza quello di persecuzione contro la antica. Le persone che rimangono per persuasione attaccate alla vecchia religione dei loro padri rifuggono di aver comunicazione con questi nuovi pastori che considerano come intrusi e scismatici, confermandosi alle istruzioni pastorali pubblicate dai vescovi antichi. Questi al contrario vorrebbero obbligar tutti a riconoscere la loro autorità, di qua una formal divisione di tutto il Regno, misto di spirito di religione e di furor di partito. Le Municipalità, dove sono nel senso della rivoluzione e cercano di appoggiare colla forza le misure di violenza dei nuovi prelati, e tutto mettono a combustione, dove sono composte di persone addette ai vecchi principii, le quali nè per timore si oppongono ai nuovi stabilimenti decretati dall'Assemblea, nè per persuasione vogliono favorirne l'esecuzione, tutto lasciano alla anarchia. Dove sono titubanti e deboli, e colla incertezza delle loro misure scontentano ambo le parti ed accrescono la confusione. Quindi in alcuni luoghi li vecchi vescovi sono stati perseguitati e inseguiti a morte, come a S. Paul in Bretagna, il di cui vescovo a stento ha salvato la vita gittandosi a mare sopra un bastimento contrabbandiere che per caso si trovò alla rada e che lo portò a salvamento in Inghilterra, e quello di S. Claud in Borgogna che travestito e fuggiasco a piedi per le montagne, cercato dai paesani per afforcarlo, dopo tre giorni di stentato cammino finalmente guadagnò Nyon nei Svizzeri, dove fu salvo. Al contrario poi in altri luoghi li nuovi furono obbligati ad abbandonar l'ovile dove vedevano che niun profitto li attendeva e molto pericolo li minacciava, e dove furono cacciati dalla lor nuova sposa, anche a colpi di bastone, come toccò al nuovo vescovo dell'Alto Reno che si è in ora rifugiato in Parigi. In questa Capitale le cose non sono venute a tanta estremità,

con tutto ciò il nuovo vescovo va sempre più spiegando un pericoloso spirito di intolleranza e la persecuzione contro li ecclesiastici che non hanno prestato il giuramento va di dì in dì più crescendo. Cacciati questi dalle Chiese parrocchiali già occupate dai nuovi parrochi s'erano ritirati a celebrare le messe nelle chiese delle monache, le quali sono tutte costantemente addette al legittimo loro prelato. A queste chiese per la partecipazione ai divini misteri concorrevano tutti quelli che volevano rimaner perseveranti nei vecchi principii della Comunione romana. Veramente niun decreto dell'Assemblea poteva opporsi legalmente a questa condotta, stante che la celebre legge del giuramento degli ecclesiastici non esige questa formalità che dai funzionari pubblici che sono vescovi, vicari, superiori di seminari e predicatori, ed altronde la dichiarazione dei diritti dell'uomo e li decreti dell'Assemblea stessa stabiliscono una perfetta tolleranza in materia di religione, dal che ne verrebbe, che un semplice prete può dir la messa ovunque senza obietto legale, in mancanza però di legale appoggio si è trovato un modo di violenza tanto nuovo quanto barbaro — si è sommossa dai noti faziosi una parte della canaglia al loro soldo con alla testa delle donnacce di mal affare, che falsamente si chiamano donne della Halle; queste si sono portate in truppa nelle chiese ed in qualche convento ed hanno inverecondamente incominciato a battere con verghe o colla mano delle oneste donne e fanciulle ed anche delle religiose. L'orrore ha raccapricciato la gente onesta, e la costernazione ha compreso gli spiriti di tutto il sesso divoto. La indolente e debole municipalità, invece di prevenire il disordine, ha preso come misura per evitarlo in avvenire la deliberazione di far chiudere tutte le chiese delle monache che non vogliono riconoscere il nuovo vescovo. Di qua la necessità per la gente del partito cattolico romano è d'astenersi dalle messe, o di procurarsene nelle private loro case.

Io veramente sono sempre stato lontano dal credermi di occupare li preziosi momenti dell'Ecc.^{mo} Senato col parlare dei miei privati riguardi, e tanto più che porto e professo l'intima persuasione che qualunque o dispendio o inquietudine,

od anche pericolo che fino ad ora abbia corso o sia per correre, non formano che una parte del mio dovere nell'onorevole posto di che mi onora la confidenza della mia Patria; e certamente la pubblica sapienza non può non vedere che tutte queste cose interpolatamente devono arrivare a chi la serve in un paese dove regna l'anarchia, e dove in mezzo alla debolezza del Governo domina la canaglia, che non distingue persone e non conosce diritti di gente; con tutto ciò non posso in questa circostanza dispensarmi dal rimarcare a V. S. ed a VV. EE. la necessità nella quale la quiete mia e dei miei mi costituisce di formarmi una domestica cappella per l'esercizione dei necessari atti di religione, conformandomi all'esempio di quanto vanno a fare tutti gli altri ambasciatori e ministri delle Potenze cattoliche. Rispettando in questa casa, come casa di V. S., non mi credo lecito di prendermi arbitrii senza pubblico consenso. Per ora non penso di farla che privatissima, e nel caso però che a comodo universale di tutti quelli della Comunione romana, come si pratica nei paesi protestanti, gli altri ambasciatori sieno per dare alle lor cappelle una maggior pubblicità, come ho sentito essere il parere d'alcuni, in allora supplico VV. EE. di comunicarmi le istruzioni che possono dirigermi alla esecuzione delle sapienti e religiose pubbliche intenzioni.

La responsabilità de' ministri e la facoltà testamentaria sono state in questa settimana le materie che hanno occupato le deliberazioni ed eccitato dei gran torbidi all'Assemblea. Quanto alla facoltà di testare, la quale in sostanza si voleva del tutto togliere, non lasciando ad un padre che il potere di disporre liberamente d'un decimo dei suoi beni, fortunatamente dopo vari giorni di disputa è poi stata aggiornata indefinitamente, che vuol dire messa a parte, e tutto intanto rimane come è. Quanto alla responsabilità dei ministri non è ancora finita la discussione. Questa per altro ha dato occasione ad una denunciazione fatta contro il conte di Montmorin sulla nomina da lui proposta al Re dei nuovi ministri alle Corti, li quali sono, a Peterbourg il sig. d'Oxmond, a Roma il signor Segur, a Stokolm il sig. de Vibraie, all'Aja il sig. Gouvernet,

a Dresda il sig. di Montesquiou-Fezenzac ed a Liege il signor di Bonne-Carrere. La sua lettera di discolpa che spiega l'accusa, ed insieme contiene le sue giustificazioni, mi pare non immeritevole d'essere sottoposta alla cognizione di V. Serenità e di VV. EE.

Parigi, 11 aprile 1791.

N. 37.

Un popolo ardente e tumultuoso è sempre più facile a sommovere che a frenare. Li pochi faziosi del solito partito furono li primi ad eccitare la bassa canaglia contro le persone addette ancora alli vecchi principii del culto cattolico romano, spingendole a commettere le prime violenze contro le persone ed i luoghi sacri già da me accennati a V. S. nel passato mio numero. In pochi giorni lo spirito d'intolleranza, di persecuzione, di odio contro l'antico culto guadagnò tanto la massa generale della moltitudine popolare, che ormai l'arrestarne gli effetti non è più nemmeno in potere di quelli che li hanno commossi. In un popolo generalmente immorigerato e irreligioso non può veramente esistere un fanatismo di religione che lo spinga ad eccessi, e di tal genere non è in realtà il furore che oggi giorno domina il popolo di Parigi, ma invece è uno spirito di rabbia contro quelli che colla loro fermezza nei vecchi principii pare a lui che formino un continuo rimprovero al suo cambiamento. Di qua è che tutte le dichiarazioni e spiegazioni, o dei decreti dell'Assemblea o dei principii di tolleranza e di libertà religiosa, sono inutili a calmare un furore che viene da un più invitante e profondo motivo. Il Dipartimento ha pubblicato un arresto in 17 articoli concernente le chiese parrocchiali, cappelle ed altri edifici religiosi. La sostanza porta che tutte le chiese, fuori che le sole parrocchiali, saranno chiuse e vendute a conto della Nazione a qualunque uso vorranno farne li compratori. Se chi le compera vorrà destinarle ad un uso religioso di qualunque o re-

ligione o setta sarà libero a farlo, solo che dovrà inscrivere a gran carattere sulla porta l'uso a che la destina. Dentro le proprie case ciascheduno potrà formare un luogo di culto di qualunque religione a solo privato suo uso, nè metterà perciò inscrizione veruna sopra la porta. Le monache che non vorranno dipendere dal vescovo potranno colla permissione della Municipalità formarsi una cappella interna entro il loro chiostro tutto separata da ogni esterna comunicazione ed esercitarvi il culto che vorranno a lor modo. Insinuazioni poi alla tranquillità e proibizioni di ogni atto d'intolleranza.

L'ordine fu immediatamente eseguito quanto al chiudere tutte le chiese, ed essendosi una società di persone del culto romano cattolico presentata per prendere ad affitto la chiesa dei Teatini a loro uso, al tempo stesso che il Club dei Giacobini domandava quella dei Domenicani, fu formato con ambedue il contratto d'affitto; in conseguenza la mattina della domenica la chiesa delli Teatini fu aperta con sopra la gran porta un'inscrizione che portava: *Chiesa ad uso d'una società particolare. Pace e libertà.* Ma pace e libertà non fu che in iscritto. Il popolo si attruppò minacciando li preti e le persone che erano entrate per ascoltarvi la messa. Il signor di Baillì vi accorse per rimettere la calma, ma la sua presenza fu inutile, e appena si ebbe tanto di rispetto alla sua dignità da non insultare la sua persona. Intanto a palazzo, essendo il Re per portarsi alla cappella, s'era nella guardia nazionale incominciata una fermentazione di discorsi già comuni nel popolo sull'avere il Re cambiato di confessore, dopo che questo prestò il giuramento, e sul non avere al servigio che preti refrattari, per modo che si formava il progetto d'impedire a S. M. il passaggio, o almeno di non volerlo accompagnare alla cappella. Avvertito il marchese de la Fayette, venne a Corte e, procurando destramente che S. M. tardasse l'uscire dalle stanze, diede l'ordine di rilevare tutta la guardia, facendo entrare la nuova. Così fu interinalmente evitato ogni disordine, non però cessarono di tutta la giornata li parlari, li attruppamenti, le mozioni, al Palazzo reale ed alle Tuillerie e nelle strade, soliti preparativi alle insurrezioni.

Il giorno d'oggi era fissato da S. M. per trasportarsi a San Cloud. Arrivata a un dipresso l'ora, ecco un immenso popolo che affluiva da tutte le parti per impedire al Re la partenza. Nella certezza delle intenzioni di questa furiosa moltitudine si suonò la generale, si toccarono le campane a martello. La guardia accorse, il marchese de la Fayette già era a Corte, in poco tratto di tempo erano le Tuillerie assediate da 30 e più mille persone di popolo e da 10.000 uomini di guardia. Il Re fermo a partire entrò in carrozza, ma appena nella gran corte il popolo si gettò su i cavalli, la guardia nazionale ricusò al generale di obbedire e di far forza. Così fu costretto a S. M. di rientrare e rimontare al suo appartamento. Tanto bastò per cagionare una sospensione d'ulteriore tumulto, ma non per finirlo.

Finalmente si è terminata per decretare l'organizzazione del Ministero che formerà il Consiglio di Stato. Il guardasigilli sarà incaricato d'inviare le leggi ai tribunali e di quanto ha rapporto alla giustizia civile e criminale. Sei saranno li secretari di Stato. Il primo sarà incaricato di tutti li oggetti relativi alla instruzione generale, case d'educazione, seminari, accademie, spettacoli e infine tutte instituzioni morali e politiche. Il secondo sarà incaricato delle contribuzioni e di tutte le rendite pubbliche fino a versarle nelle Casse della Tesoreria. Il terzo di tutti li atti d'amministrazione interiore. Il quarto della marina e delle colonie. Il quinto dell'armata di terra. Il sesto degli affari forestieri. Il segretario di Stato delli affari forastieri avrà un assegnamento di 150.000 franchi, gli altri di 100.000 ciascheduno. Ciascuno sarà responsabile nella amministrazione del suo dipartimento. Gli articoli e le clausole della responsabilità e le leggi stabilite per ciascuna delle amministrazioni formano un codice e non breve di legislatura ministeriale.

Seguono le provincie in inquietudine, specialmente l'Alsazia e la Linguadoca e tre reggimenti dell'armata in insurrezione, avendo chi derubato la cassa, come quello di Linguadoca, chi commesso delle violenze contro li proprii uffiziali.

Tutta l'armata è stata divisa in 22 divisioni, ed al comando di ciascuna divisione è stato nominato un tenente generale. La nomina fatta dal Re è uscita dopo lunghi contrasti. S. M. nella scelta si è prestata ai desideri del *Comité* militare dell'Assemblea, ma li desideri del *Comité* militare non sono stati conformi a quelli dell'armata, così si prevede che queste nomine non contribuiranno gran fatto alla tranquillità.

Fino a notte anche avanzata prosegui il popolo ad assediare il palazzo sul timore che il Re fosse per profittare delle tenebre per coprire la sua partenza, ma vedendo tutto tranquillo finalmente si ritirò. La giornata di domani e le seguenti, che si preveggono dover essere burrascose, metteranno più in chiaro li principii e li moventi di questa quanto torbida tanto pericolosa insurrezione che egualmente mette timore e sospetto a tutti li partiti.

Parigi, 18 aprile 1791.

N. 38.

Dietro a quanto mi sono onorato di rassegnare a V. S. nel passato mio numero, credo necessario il rimettermi sopra alcuni dettagli della giornata 18 aprile, li quali per la brevità del tempo e per la confusione non mi erano ancora pervenuti sicuri entro la notte. Fatto certo è che il marchese de la Fayette, che aveva non solo il consenso, ma l'ordine espresso del Dipartimento e della Municipalità di proteggere colla forza della guardia nazionale la libera partenza del Re per S. Cloud, fu fino all'ultimo momento persuaso talmente e della obbedienza della sua guardia e della non resistenza del popolo, che non solo assicurò S. M., ma quasi lo determinò ad entrare in carrozza per partire, non ostante il furioso tumulto già incominciato. Il Re stette nella carrozza colla Regina, col Delfino e con madama Elisabetta per interi sette quarti d'ora, nel qual tempo, e vidde con brutale violenza allontanare da lui li gentiluomini della sua camera che avvicinavano la sua vet-

tura, ed udì tutti li insani e li sediziosi discorsi di un popolo fanatico. Si assicura che in mezzo a questo popolo per attizzarlo erano sparse in abito trasvestito, chi di servitore e chi di cavalcante, delle persone attaccate ad una cognita fazione. Intanto il marchese de la Fayette in atto più di predicatore che di generale andava pure esortando la numerosa sua guardia percorrendone le file ed animandole a fare il loro dovere. Li più erano per lui, e già ad un suo ordine avevano abbassato li fucili per incominciare il foco contro la folla popolare; allo stesso istante la parte della guardia che ricredeva inarcarono li loro contro li loro compagni e fu un momento che non incominciasse il massacro, ed intanto, siccome li primi battaglioni erano sulla diritta, gli altri sulla sinistra della carrozza del Re, le persone del Re, della Regina e del Delfino si trovarono tra migliaia di fucili pronti a far fuoco, di cui le palle si sarebbero incrociate sopra di loro. Questo fu, che finalmente determinò a cedere, che il Re, che tutto udiva e tutto vedeva, non lasciò la carrozza che quando il marchese gli rappresentò l'inutilità di restare esposto a maggiore pericolo e li municipali aggiunsero le sue preghiere a S. M. di ritirarsi. Si rese rimarcabile il contegno della Regina, che stette tutto quel tempo immobile con il ventaglio alla bocca, ed ancora dopo disceso il Re fu l'ultima a muoversi per uscire dalla carrozza, facendo nel rientrare la porta le solite cortesie a tutti li vicini, come se rivenisse di viaggio.

Il martedì mattina, giorno 19, il Direttorio del Dipartimento fece stampare una proclamazione per la quale invitava tutte le sessioni ad unirsi per deliberare sopra la seguente proposta. Se convenga pregare il Re di proseguire nel suo primo progetto di portarsi a S. Cloud, oppure convenga ringraziarlo di aver preferito di restare a Parigi per non turbare la pubblica tranquillità. Di questa proclamazione diedero parte all'Assemblea, la quale si guardò dal fare risposta. Il Re tre ore dopo, cioè sulle due dopo mezzodì, venne all'Assemblea ricevutovi colle solite forme e vi presentò un discorso che trasmetto a VV. EE. esponendovi la sua intenzione di portarsi a S. Cloud e le ragioni per cui una volta spiegata conveniva eseguire

questa sua determinazione. Il Presidente fece la risposta che parimente trasmetto, e l'ingresso e la uscita del Re dalla sala furono accompagnati dai più vivi applausi e gridi di viva il Re.

Alle 6 della sera le sezioni della città si unirono sulla convocazione fatta dal Dipartimento e infine dopo li più tumultuosi dibattimenti conclusero che alla pubblica tranquillità conveniva che il Re sospendesse la sua andata a S. Cloud ed allontanasse da sè tutte le persone sospette al popolo, come refrattarie alla legge del giuramento e come dichiaratamente addette al partito aristocratico. Così il Dipartimento che credeva trarre la Comunità nella propria opinione fu imperiosamente tratto nella loro. Abbandonati il Dipartimento e la Municipalità dalla opinione e dalla forza non ebbero più altro espediente che di rivolgersi a determinare il Re pure a cedere ad ambedue. Le due carte che includo, portanti il titolo *Adresse du Départlement* e di *Adresse de la Municipalité au Roi* non solo spiegheranno a VV. EE. li loro sentimenti, ma di più faranno rimarcare il tuono con cui li esprimono. Il Re si è prestato letteralmente a tutto. Le persone le più vicine a S. M. tanto ecclesiastiche che secolari osservabili per li posti che coprivano, quali erano il cardinale di Montmorenci grande elemosiniere, il vescovo di Senlis vice elemosiniere, il duca di Villequier e il conte di Duras primi gentiluomini della camera hanno risparmiato a S. M. il dispiacere di licenziarli, ed hanno immediatamente dato la loro dimissione. Giovedì S. M. ha fatto la solita cerimonia a palazzo della Lavanda dei piedi ai dodici poveri, e domenica si è portato alla messa nella parrocchia di Corte, che è la chiesa di S. Germano d'Auxerre, servita da preti che hanno fatto il giuramento. Nell'andare e rivenire dalla parrocchia è stato accompagnato dalle solite grida di *Viva il Re,* come se nulla fosse innanzi arrivato. Il conte di Montmorin ha comunicato alla Assemblea Nazionale una lettera circolare che sarà inviata a tutti li ambasciatori e ministri del Re presso le Corti estere, che è stata ricevuta coi più vivi trasporti d'applauso. Tutto questo si è fatto per riguadagnar l'opinione, ma l'opinione non è ancora la forza, la

quale legalmente e totalmente oggi giorno si concentra nella guardia nazionale. Il marchese de la Fayette il martedì si presentò alla Municipalità e fece la dimissione del suo comando, si ritirò dopo in sua casa, ringraziò gli ufficiali e soldati che facevano la guardia al suo palazzo, fece levare le guardie delle sentinelle e si fece inscrivere per semplice granatiere nel battaglione del suo distretto. Questa nuova eccitò la più grande commozione in tutte le guardie, si convocarono li battaglioni, e tutti dentro il mercoledì, alla eccezione di soli due, deliberarono di portarsi a sua casa a tamburo battente, a bandiere spiegate a pregarlo di riprendere il comando. Tutta la notte del mercoledì non si udirono che battaglioni in marcia sotto un'acqua dirotta fino dalli estremi della città. Il marchese non era in casa, e non rientrò che verso mezzanotte in abito nero da semplice cittadino. Tutta la casa, il cortile e le strade adiacenti piene di truppa, e la Municipalità in corpo con il Maire e tutta l'ufficialità maggiore nella sala. Ricevette le loro istanze e per prima risposta, rivolgendo il discorso alla Municipalità, disse che non essendo egli che un semplice cittadino trovava troppo l'onore che il Corpo municipale e la truppa gli facevano di venire a sua casa, che per un rispetto troppo dovuto alla loro rappresentanza li pregava a permettergli di venire egli in persona al palazzo della municipalità per portarvi la sua risposta. Il giorno dopo in effetto si portò al detto *Hotel de Ville* e, dopo esposta la sua sensibilità alle dimostrazioni di onore e di amore che gli davano li suoi concittadini e fratelli d'arme, concluse, che trovava che troppo facevasi per la sua persona e nulla per la legge, che essendo certo dell'affetto dei suoi compagni conveniva che lo fosse egualmente della uniformità dei loro sentimenti sulla obbedienza alla legge e sulla disciplina, e che, finchè non si desse un giuramento più esplicito sulla obbedienza e non fossero puniti quelli che avevano mancato, preferirebbe l'onore di servire al pericolo di comandare. Su questa dichiarazione nuove istanze dei battaglioni e nuove marcie alla sua casa; tutti, fuori quattro, sono andati per prestare a lui un nuovo giuramento, e li quattro sono disposti a farlo, ma la difficoltà consiste in pu-

nire li disubbedienti di lunedì dopo che le sezioni hanno in certo modo approvato la loro condotta ed alcune li hanno anche ringraziati. Spargesi che li più delinquenti siano già fuggiti, e questo sarà l'ultimo mezzo termine della conclusione.

Parigi, 25 aprile 1791.

N. 39.

Il marchese La Fayette, dopo le consigliate e replicate resistenze che diedero adito a replicate istanze e ad uno spiegato desiderio della maggior parte della città, riprese finalmente il comando e ricevette un nuovo giuramento di obbedienza da tutta la guardia nazionale. Questa cerimonia si corredò di tutta formalità di battaglione per battaglione alla sua casa, dentro la giornata del martedì. Il mercoledì poi riprese in pieno le funzioni della carica, dietro ad una denonciazione fatta alla Municipalità cassò colle formalità militari tutta una compagnia di granatieri della guardia soldata, facendoli circondare dalla truppa e deporre armi e casacca. Questa era la compagnia che nel giorno 18 s'era mostrata la più rivoltosa, e tra la quale alcuni soldati s'erano permessi dei discorsi violenti ed indecenti segnatamente contro la persona della Regina. Questo colpo d'autorità e di moderato rigore non incontrò veruna resistenza per parte della truppa, ma fornì bensì nuovo motivo alli faziosi per disseminare della nuova fermentazione nel popolo. La notte stessa incominciarono discorsi e scritti contro il giuramento dato dalla guardia nazionale e contro l'esecuzione fatta, si pretese inconstituzionale il primo e la seconda arbitraria. Si stabilisca che non si può dar giuramento che alla legge, alla Nazione ed al Re come capo del potere esecutivo e che tutto altro giuramento ad un individuo particolare è destruttivo della costituzione e lesivo della pubblica libertà, stante che l'individuo potrebbe abusare della potenza conferitagli dal giuramento contro la sicurezza pubblica. Sulla esecuzione poi si declamava, che la cassazione di

una compagnia era un castigo senza giudizio e giudizio pubblico. Li discorsi, ed uno sciame di scritti e di affissi aveano già rimontato gli spiriti alla effervescenza, e venerdì sulla notte tutto era di nuovo attruppamenti e fermento prossimo a scoppiare in un nuovo tumulto. Il sopravvenir della notte ed il fermo contegno della guardia, irritata, perchè individualmente attaccata, lo sciolse e represse; il giorno dopo si fece il trasporto fuori del quartiere della compagnia cassata sulla piazza del Louvre, della quale gli individui non colpevoli si riammisero al servizio in un nuovo corpo, riconcentrando il castigo contro quattordici dei più rei. Una truppa di popolo che si calcolò presso a poco a due mila persone erano accorse al quartiere per impedire l'uscita della compagnia, con grida e minacce di voler afforcare il generale, ma appena poche compagnie accorse bassarono le baionette ed incominciarono a battere la marcia d'attacco, seguendone il passo incominciò la folla a rincullare con precipizio, alquanti furono rovesciati per terra e con appena qualche leggera ferita tutto si dissipò, ieri ed oggi riparve un'esterna calma.

L'oggetto delle barriere assorbe in ora l'attenzione di questo popolo che in mezzo ai suoi effimeri furori non lascia mai d'essere distratto e leggiero ad ogni nuova impulsione. E questa qualità che porta un fervore nelle fantasie ed una esagerazione nelle apprensioni è tanto comunicativa, e per così dire contagiosa, nelli scritti che pullulano e nei fatti che arrivano in questo paese, che io facendo un ritorno di riflessione sopra me stesso e sopra l'esatta esecuzione dei miei doveri non mi trovo mai abbastanza cautelato colla freddezza delle idee, e colla maturità delli esami contro questa velenosa invasione di spirito. Vedo bene, e so che li fogli anche li più accreditati e le nuove che circolano nel forestiere sentono questo spirito di romanzo che di qua viene, che inventa, che accresce, che adorna e con li fiori della fantasia rende più interessante la storia di quanto qui arriva, ma quelle finalmente sono relazioni, che si destinano al trattenimento degli oziosi e forniscono materiali alli politici del caffè; considerando io però il molto diverso e più sublime fine a cui sono destinati li

miei dispacci, cioè di mettere l'Ecc.^{mo} Senato al giorno dello stato vero ed imparziale delle cose di qua, senza nè detrarre al pericolo nè aggiungere al fermento, mi trovo nella necessità di non contare sopra niuno di questi scritti, che so essere o esagerati o bugiardi, di trar le nozioni delle fonti immediate e di mettere tutta la fredda imparzialità d'un forestiero a correttivo della troppo perdonabile effervescenza dei nazionali, li quali non possono non essere d'un partito. Se mi sono permesso questa breve digressione supplico l'Ecc.^{mo} Senato a riguardarla come un'umile sommissione della mia condotta ai superiori suoi lumi per implorarne la correzione o il perdono, quando mai, in mezzo o alla apprensione dei pericoli in cui talvolta posso trovarmi, o alla esagerazione dei partiti, non fossi abbastanza fortunato di cogliere nell'unico fine che mi propongo di scoprire e di enunciare sempre la semplice e nuda verità.

Ieri primo maggio fu il giorno in cui giusta il decreto mesi fa emanato dall'Assemblea Nazionale furono tolte le barriere, cioè a dire aperta la città di Parigi, non solo, ma quelle di tutto il Regno al libero ingresso e sortita di qualunque genere. Questo detto beneficio della Assemblea fu celebrato con pubbliche dimostrazioni di gioia e con solennità della musica militare di tutti li battaglioni, che ciascuno nel suo quartiere fece il giro delle barriere del suo circondario levando tutte le insegne della antica clausura. Il tempo piovoso minorò il concorso allo spettacolo e forse contribuì alla quiete e all'ordine almeno tanto quanto le precauzioni già d'avanzo prese dalla Municipalità. Le barriere di Parigi producevano 35 milioni almeno d'annua rendita netta e pesavano sul popolo quasi per 40, se si metteva in calcolo il mantenimento delli impiegati, le spese d'amministrazione ed il profitto delli fermieri. Si è pubblicata una tariffa di quanto viene sollevato ogni genere di comune consumazione a regola dei compratori contro l'avarizia dei venditori. In mezzo al beneficio reale che questa operazione fa singolarmente al basso popolo ed alla esultazione che ne dimostra non può non essere per un uomo di Stato una sorprendente lezione la fermentazione e il disordine che

questo avvenimento ha portato tra li operai della città. Questi hanno incominciato a fermentare tra loro, e poi si sono uniti in corpo all'arcivescovato e là tumultuosamente hanno spiegato le loro pretese, le quali sono che debbono loro essere accresciute le paghe sotto il pretesto che molti tra loro non trovando oggi giorno impiego, il travaglio degli impiegati deve concorrere al sostentamento di quelli che sono senza lavoro, o almeno devono compartire il lavoro tra loro, e quindi il guadagno di pochi giorni deve loro fornire per il mantenimento della settimana. Il fatto è, che avendo la città stabilito per occupare tanta gente oziosa e disperata dei lavori pubblici detti attelieri di carità, nei quali a chiunque presentasi si pagano 24 di questi soldi al giorno; siccome dall'una parte la moltitudine e la qualità di questa gente raccolta mette paura alli ispettori e quindi travagliano o poco o nulla, se non quanto vogliono, e d'altra parte colla notabile diminuzione dei prezzi nei generi di primi necessità, 24 soldi loro bastano, preferiscono questo vitto ad un altro più penoso. La Municipalità spende 30.000 franchi al giorno, siccome ella stessa il denuncia, e li maestri artisti sono tiranneggiati dai loro subalterni colle domande d'indiscrete paghe e colle minaccie. Si studiano dal Dipartimento e dalla Municipalità colla più grande apprensione le misure da prendere per ovviare queste funeste conseguenze di due ottimi principii, cioè sollievo d'imposte e soccorsi di carità.

Il Breve del Papa è stato finalmente sparso in pubblico ieri. Mi onoro di trasmetterlo a V. S.; gli spiriti già da molto tempo si erano preparati e non ha fino ad ora cagionato la più leggera sensazione, come se fosse uno scritto dei tanti che escono. Ieri si gridava ad alta voce e si vendeva alle porte dell'Assemblea insieme cogli altri fogli del giorno. La molta moderazione con cui termina e si restringe nell'uso delle clausole comminatorie non ha nulla che possa inasprire ed irritare gli animi maggiormente; con tutto ciò non mancherà di aggiungere un ultimo determinativo a decretare la occupazione di Avignone e del Contado. Questo infelice paese è in preda a

tutti gli orrori non solo della anarchia, ma della più sanguinaria guerra civile.

Parigi, 2 maggio 1791.

N. 40.

Per tracciare una giusta idea della prevalente disposizione degli animi di questo paese in tutto ciò che riguarda il Pontefice e l'antica cattolica religione, non so qual più debba calcolarsi, se l'indifferenza, con cui dall'Assemblea e dall'Amministrazione si è lasciato correre il Breve, come un libello, che appena meritasse la pubblica riflessione o li indecenti insulti che il popolo e non il più vile si è permesso in questa occasione contro la persona del Papa. Martedì mattina nel giardino pubblico del palazzo reale si produsse una statua di paglia al naturale, vestita di tutti li distintivi della dignità pontificia, tenente nell'una mano il Breve, nell'altra un pugnale, come simbolo del fanatismo e della guerra, che voleva col Breve eccitarsi, si rappresentò come una farsa di giudizio, nella quale venne accusato, convinto e condannato il Pontefice, e si proseguì alla esecuzione della sentenza, spogliandolo delli ornamenti pontificali e consumando col fuoco la statua ed alquante copie del Breve. Questa scandalosa scena, preparata ed eseguita da una società di fanatici, non ebbe veramente nè tumultuoso, nè numeroso concorso di spettatori, non ostante la somma pubblicità del luogo e dell'ora che fu alle 10 della mattina, ma quello che mancò alla pubblicità del fatto si supplì poi con moltiplicate relazioni sparse nel popolo, le quali manifestamente si rimarcò che eccitavano in molti l'approvazione, nei più moderati un maligno sorriso, e solo in pochi o savi o religiosi il ribrezzo d'una rivoltante violazione d'ogni legame di convenienza e di rispetto.

Intanto il giorno stesso uscì un secondo Breve, che mi onoro di trasmettere, nel quale il S. Padre dichiara nulle le elezioni dei vescovi nuovi, illecite lè loro consacrazioni, e ai vecchi

vescovi poi, o preti che hanno prestato il giuramento, concede 40 giorni di tempo, entro il qual termine debbano ritrattarsi, o li dichiara sospesi dall'esercizio d'ogni funzione ecclesiastica, riservandosi nel caso d'inobbedienza delli uni e delli altri a procedere alle ulteriori pene canoniche. Di questo secondo Breve appena si è fatto parola, ed in massa li due si sono dal popolo considerati come uno solo, tanto si affetta di non fare niun caso a questi passi di Roma. La somma irreligione di questa popolazione, che di giorno in giorno più si dichiara, e la destrezza che in questo affare mettono alcuni dei capi dell'Assemblea non può essere a meno che non riesca a rendere inutili li mezzi tutti della autorità pontificia che finalmente non sono che armi di persuasione. Il fu vescovo di Autun in un discorso fatto ieri all'Assemblea, discorso che fu a più riprese estremamente applaudito, e per il quale si decretò la più illimitata libertà in materia di religione, proscrivendo fino il termine di tolleranza religiosa, perchè questo termine suppone che una religione sia preferita all'altra parlando degli affari vertenti col Papa, consacrò come principio che il capo della Chiesa non aveva facoltà di separar da lui chi non voleva esserne separato, e che quindi la Chiesa costituzionale di Francia non aveva che a voler conservare la Comunione spirituale con quella di Roma, che malgrado, buon grado che se ne avesse il Papa, questa comunione sempre sussisterebbe, di qua inferendo che ognuno poteva tranquillamente procedere nei suoi principii non dandosi per inteso di quanto l'altro facesse. Intanto si è decretato che quelli che vorranno Chiese a parte a loro uso le avranno, che li preti che non hanno prestato il giuramento pótranno non ostante dire la messa dovunque vogliano, e infine per massima generale che un prete romano, un prete gallicano, un ministro calvinista, un rabbino ebreo, debbano essere tutti in Francia riguardati come perfettamente eguali agli occhi della lègge.

L'affare d'Avignone ha seguito ad agitarsi col più grande calore nell'Assemblea. Dopo tre giorni continui di dibattimenti e dopo moltiplicate proposizioni finalmente tutta l'Assemblea

si trovò divisa in tre partiti. L'uno che appoggiava la proposta del *Comité*, il quale voleva che si dichiarasse Avignone ed il Contado integrante della Francia e come tale all'istante si riunisse al territorio francese. L'altro che sosteneva Avignone come legittima possessione del Papa, un terzo partito medio tra i due che proponeva che per ora si prescindesse dal decidere sul diritto o del Papa o della Francia, ma che si prendessero delle misure per sospendervi gli orrori della guerra civile, riservando la decisione ad altro momento. In mezzo a tanta confusione e fervore di partiti si stabilì l'appello nominale — si trattò poi la questione d'ordine quale di queste proposizioni sarebbe messa ai voti, e vinse il partito che appoggiava il *Comité*, cosicchè fu chiamato l'appello nominale per sì o no sulla proposizione in questi termini: *L'Assemblea Nazionale dichiara che Avignone ed il Contado Venassino sono parte integrante dell'Impero Francese.* Tutti li giacobini e quelli del partito il più violento credettero d'essere assai forti di numero per vincere d'un colpo solo e togliere di netto Avignone al Papa, ma si ridusse alla necessità di prendere una determinazione estrema e preferirono quella che lasciava ancora adito a rivenire sulle loro idee. Raccolti dunque li voti si trovarono 316 per la proposizione, 496 per il no e 67 senza prender voce, che io dirò *non sinceri.* Il partito nimico del Papa fu più sorpreso che abbattuto: il giorno immediato dopo, quando si rilesse la mattina il decreto fu fatta la mozione, che essendosi in virtù del decreto di ieri deciso che Avignone ed il Contado attualmente non appartengono alla Francia, si deliberi sulle misure da prendere per acquietare li tumulti che devastano il paese con pericolo dei vicini dipartimenti francesi e sulle risposte da dare a quelle comunità che hanno spiegato desiderio d'unirsi alla Francia. Tutto questo con decreto è stato rimesso ai *Comité* riuniti che porteranno le loro proposizioni alla Assemblea.

Intanto il misero paese segue ad essere un teatro di devastazioni. Le ultime notizie che si fan circolare, non però bene avverate, portano che l'armata detta Avignonese, composta di disertori, di ladri e di vagabondi delle vicine provincie fran-

cesi, sia stata respinta dalli assediati di Carpentras, e che Avignone stesso abbia cambiato partito, sicchè al loro ritorno abbia loro chiuso le porte. Qui dopo il decreto dell'altro giorno l'affare o sarà abbandonato, o va a prendere un nuovo aspetto anche più interessante, che fino ad ora non era, giacchè il modo con cui intendon promuoverlo va a fondarsi sopra principii generali di massima che non riguarderanno più il Papa solo, ma egualmente chiameranno le giuste riflessioni di tutti li Principi. La loro idea è dietro ai pretesi loro diritti dell'uomo di stabilire che quando la maggior parte degli avignonesi e contadini sieno concordemente e liberamente d'avviso di cambiare Governo lasciando il Papa e unendosi alla Francia, e il popolo ha questo imprescrittibile diritto di fare un tal cambiamento e la Nazione francese quello di accettarlo. In conseguenza di ciò non rimane alla Francia se non rimettere in quel paese la quiete con li mezzi che verranno indicati, affine di poter raccogliere li voti liberi di ciascuna di quelle comunità e tutto sarà fatto. Ben veggo che debbo io risparmiarmi riflessi su questa dottrina, mentre la sapienza di V. S. e di VV. EE. è molto più in grado che la mia debolezza di misurarne le fatali conseguenze per la quiete di tutta Europa, quando venisse posta alla pratica. La condotta del S. Padre nella spedizione dei due Brevi è stata riguardata come regolare nella forma di curia, ed accompagnata da uno spirito di moderazione, ma non ha lasciato di sorprendere al tempo stesso anche li indifferenti la negativa data di ricevere il sig. conte di Segur per ambasciatore, sotto la ragione d'aver questo ministro prestato il giuramento civico, giuramento prestato oggi giorno da ogni ministro del Re, anzi dal Re medesimo, che li invia, giuramento senza il quale niuno può essere mandato ministro, cosicchè l'escludere il conte di Segur è escludere ogni ministro del Re. Io non ho potuto avere in mano li termini originali della lettera di S. Santità e quindi non posso a V. S. asserire se la proposizione del Papa sia una assoluta negativa, come alcuni pretendono, oppure una semplice rimostranza. Il biglietto del conte di Montmorin diretto a mons. Nunzio e comunicato all'Assemblea parve o indicare o supporre questa

seconda. Mi fo dovere di trasmettere questo biglietto a VV. EE. il quale meglio che tutt'altri spiega lo stato attuale di questa vertenza.

Parigi, 9 maggio 1791.

N. 41.

Le sessioni dell'Assemblea sono state per 5 interi giorni di questa settimana tutte occupate delli affari delle colonie. La somma importanza dell'argomento, e sopra tutto il pericolo forse imminente delle conseguenze delle determinazioni prese, mi fanno un dovere di presentare a V. S. ed a VV. EE. un prospetto delle cose di colà e dell'affare, conciliando per quanto mi sarà possibile la moltiplicità delli oggetti colla brevità dell'esposizione.

Li primi bastimenti che fino dal 1789 portarono in quei paesi la notizia delle novità che arrivavano in Francia ne portarono pure lo spirito ed il fermento. All'istante là pure si formarono delle Assemblee primarie, queste elessero delle Assemblee provinciali e nell'isola di S. Domingo, che è la più estesa e la più popolosa, le Assemblee provinciali concorsero a formare un'Assemblea coloniale che fissò la sua residenza in San Marco, luogo nel centro dell'Isola. Li interessi particolari, e le gelosie degenerate in partiti introdussero la divisione tra queste Assemblee. Le città di commercio di Francia vi presero parte, il Governo d'allora e l'Assemblea Nazionale protessero quelli, che come più deboli si mostravano più docili e ricorsero a loro. Tutto fu confusione negli ordini, e contraddizioni nei racconti. Quì si discusse, e là si combattè. Le truppe là cambiavano partiti, ed ora trucidavano gli uni ed ora gli altri, quì l'Assemblea ed i *Comité* cambiavano opinioni ed ora parevano appoggiare le pretese delli uni ora quelle delli altri. Infine l'Assemblea coloniale di S. Marco, sul momento d'essere investita dalle truppe e massacrata, prese la fuga, ed avendo guadagnato l'equipaggio d'un bastimento di guerra, detto il

Leopardo, che era alla rada, vi si imbarcò, e sotto il felice augurio d'aver cambiato nome al vascello, chiamandolo il *Salvator dei Francesi*, arrivò a Brest in numero di 83 deputati. Il loro arrivo cambiò poco a poco aspetto alle cose, fornirono dei lumi, portarono delli avvenimenti. La loro stessa partenza, e l'ascendente delle persone tutte delle più ricche e principali delle colonie prevenne gli spiriti, intanto colà pure l'arrivo delle ultime truppe inviate d'Europa portò un cambiamento. Il colonnello Mauduit fu ucciso dal suo stesso reggimento. Questo colonnello non era reo che di aver eseguito gli ordini del Governo e dell'Assemblea Nazionale, e la soldatesca operò una vera ribellione, ma questa fu in favore dei coloni, e la tranquillità per ora si è ristabilita nelle colonie. Questo è lo stato delle cose, passo a quel delli affari.

La grande pietra di scandalo per quei passi è stata la dichiarazione dei diritti dell'uomo. Proclamare che tutti gli uomini sono liberi e tutti eguali in diritto in un paese, dove 5/6 della popolazione sono schiavi, e quasi la metà dell'altra sesta parte appena gode della libertà individuale, essendo esclusa da tutti gli impieghi ed onori, è lo stesso che proclamare la politica distruzione del paese. La dichiarazione dei diritti doveva essere la base della nuova legislazione dell'Assemblea Nazionale, dunque all'istante inferirono le colonie che era impossibile, che la nuova legislazione potesse lor convenire, di qua li primi semi di scissione. L'Assemblea sentì tutta la forza di questo discorso, e per evitare una subita separazione dei coloni dalla madre patria fece dei decreti per i quali lasciò loro intendere che si lascierebbe alle loro stesse assemblee la piena facoltà legislativa di tutte quelle materie che riguardassero l'interna loro organizzazione. Questi decreti, ripieghi del momento per acquietar le colonie, non furono mai che decreti vaghi. Ora è venuto il momento di stabilire sopra basi chiare e fisse il destino di quelli importanti stabilimenti e lo stato delle persone. Li partiti e li intrighi non si sono mai incrociati con maggiore energia. Li principii di libertà erano contrari apertamente ai coloni, l'utilità delle colonie era manifestamente contraria ai principii. Tutti gli aristocratici ne-

mici dei principii illimitati di libertà erano per il bene della cosa. Molti democratici che hanno dei fondi nelle isole erano per il loro interesse, molti altri erano atterriti dalle conseguenze e dalle ferme e minaccianti proteste dei coloni, ma temevano il popolo, il quale nel destino dei mulatri e dei negri potrebbe leggere il suo proprio e finalmente vedere che li grandi assiomi di libertà non erano che parole quando si trattava di metterli in confronto delli interessi politici o particolari. Si discusse, si dibattè, si cercò di venire a composizione coi principii e colli interessi, e finalmente ieri si promulgò il decreto, come mi onoro di trascriverlo.

Articolo primo. L'Assemblea Nazionale decreta come articolo costituzionale che veruna legge sullo stato delle persone non libere non potrà esser fatta dal Corpo legislativo per le colonie, che sulla richiesta spontanea e formale delle Assemblee coloniali.

Secondo. L'Assemblea Nazionale decreta che il Corpo legislativo non delibererà mai sullo stato politico delle genti di *colore* che non fossero nate da padre e madre libere senza avere prima il voto libero e spontaneo delle colonie; che le Assemblee coloniali attualmente esistenti sussisteranno, ma che le genti di colore nate da padre e madre libere saranno ammesse in tutte le Assemblee parrocchiali e coloniali future se d'altronde hanno le qualità richieste.

Questo decreto, che cerca di conciliare, non ha poi contentato nè l'una nè l'altra parte. Molti del partito democratico hanno perduto della loro popolarità e li coloni manifestano il più alto disgusto, primo, perchè essendosi con altri decreti loro promessa la piena iniziativa delle leggi spettanti all'interno delle colonie, questa promessa contro ogni fede viene violata con il decreto attuale; secondo: perchè la linea di demarcazione tra li negri e li bianchi formata dalle genti di colore rimane troppo debole per incutere ai negri il rispetto necessario per tenerli tranquilli nella servitù.

Dall'accennato finora estraendo la questione generale di massima dai dettagli particolari di fatto che la circondano e che possono confonderla, mi basta di porre sotto i riflessi di V. S.

che la questione viene ad essere di sua natura la stessa, che quella che venti anni fa si agitava tra il Parlamento d'Inghilterra e le sue colonie. Li incidenti d'allora e quelli di ora sono diversi. Là si' trattava d'imposte di the e di rappresentazioni, qui si tratta di genti di colore e di diritti di cittadinanza, ma la sostanza è una, che le colonie inglesi non volevano nell'interna loro organizzazione dipendere dalla immediata assoluta legislazione del Parlamento; e qui le colonie francesi non vogliono per il loro interno ricevere l'immediata legislazione dell'Assemblea Nazionale, ma avere esse l'iniziativa, che è quanto dire fare esse a sè stesse le loro leggi. Questa verità tanto bene si vede, che di qui si inferiscono le conseguenze, che si temono d'un distaccamento delle colonie dalla metropoli. Li coloni ne parlano colla più grande libertà, molti credono che già l'Inghilterra vi cooperi. Uno delli oratori avendo letto nella Assemblea la lettera dell'ambasciatore di Francia in Londra, per la quale comunica al conte di Montmorin la risposta data dal sig. Pitt al Commercio, sul potervi sicuramente far navigare il Baltico dai bastimenti mercantili fino a tutto luglio, ne inferì che dunque le viste del ministero britannico coi grandiosi armamenti fatti erano dirette ad altra parte, sopra tutto facendo riflesso non solo a questa risposta, ma alla natura dei bastimenti ed alla qualità dell'ammiraglio che li comanda, che è conosciuto per esser l'uomo dei mari d'America.

Lasciando a questi timori ed a questi discorsi tutto quel peso che le circostanze possono loro dare, solo mi fo lecito di riflettere che ammettendo nelle colonie francesi la medesima disposizione alla rivolta, che 20 anni fa era nelle colonie americane, non può però ammettersi in questa Assemblea Nazionale la medesima fermezza che in allora spiegò il Parlamento d'Inghilterra. L'Assemblea ad ogni spiegata resistenza abbraccierà qualunque termine di composizione e quindi si può credere che la sua stessa debolezza salverà la Francia, come la forza e la fermezza perdettero l'Inghilterra.

Il sig. di Thevenard è stato nominato al Ministero di marina e delle colonie. Una voce corre, che il conte di Montmorin

sia per lasciare il posto di ministro degli affari stranieri, al qual Ministero pretendesi essere fino ad ora nominato il signor di Choiseul-Gouffier attuale ambasciatore di Francia alla Porta. Il conte di Montmorin non rimarrà perciò senza impiego ed occuperà l'importantissimo di governatore del Delfino, del quale si va ad organizzare la Corte e l'educazione.

Parigi, 16 maggio 1791.

N. 42.

Il malumore e le scissioni prodotte tra li diversi partiti dal decreto sulle Colonie di giorno in giorno vanno crescendo e minacciando delle conseguenze sempre peggiori. Li deputati delle Colonie alla Assemblea Nazionale hanno scritto al presidente di questa un biglietto assai conciso, dicendo che davano parte ai loro commettenti del decreto emanato, e che intanto credevano doversi astenere dal partecipare alle deliberazioni dell'Assemblea. Li ministri plenipotenziari d'una Potenza assoluta e sovrana non potevano scrivere di più ad un congresso. L'Assemblea ha ben compreso il significato di questo passo, ma ha preferito di dissimularlo, e senza fare risposta a questi deputati ha ordinato un'instruzione per le colonie, che è insomma una giustificazione dei motivi ed una esplicazione modificante della legge.

Lo scontento ed il timore nelle città di commercio è quasi generale, ed ora trasparisce che l'idea ed i maneggi dei coloni sieno rivolti ad impedire che il Re dia la sua sanzione a questo decreto, al qual effetto pretendesi che sabato notte si sia tenuto un consiglio presso S. M. Contemporaneamente al decreto sulle colonie, sia accidente o sia malizia, è arrivata un'improvvisa eccedente aumentazione sul prezzo del denaro. La perdita delli assegnati che era stata al 7 per cento contro l'argento, tutto d'un colpo, lo stesso dì passò al 12 e poi al 15, al 18, al 20, fino a non trovarsi denaro. Il popolo diede in furori, si lanciò contro li venditori d'argento, che

volea afforcare, ed alcuni a stento salvarono la vita. La guardia nazionale fu in forza, la Municipalità in movimento, l'Assemblea in deliberazioni, ma il fatto è che l'argento e l'oro sono scomparsi. L'Assemblea, dopo molte consultazioni, ha autorizzato delle Società particolari solide con debite cauzioni a fare l'emissione di biglietti di confidenza di piccola somma, ha poi decretato la creazione di molti milioni di assegnati di 5 franchi l'uno, ed ha pregato il Re a far coniare fino a 40 milioni di lire in tanti soldi di rame per servire alle frazioni dei viglietti di 5 lire. Quando tutto ciò sarà fatto, si metterà certo in un movimento più facile l'interna circolazione, e la Francia diverrà come la Svezia; ma intanto questo conio d'una somma sì grande non si giudica tanto facile dalle persone intelligenti quanto ha mostrato crederlo l'Assemblea, giacchè, stando al peso adottato per le monete di rame di questo Regno, richiederebbero per 200 mila quintali di rame puro, i quali a giudizio di pratici non esistono oggidì in questi arsenali nè nei magazzeni e converrà ritirarlo dal forestiere, a meno che non si trovi il modo di separarlo dal metallo delle campane. La carta poi di diverse emissioni con diverse marche e segnature facilitando le moltiplicate indiscernibili contraffazioni genererà la diffidenza ed il discredito, nè certamente farà che l'argento e l'oro, che si compera per inviare nel forestiere o per conservare la propria fortuna in un effetto solido, si paghi meno, essendo questo una merce, che quanto più diverrà rara e ricercata, tanto monterà più di prezzo. Questa verità di economia politica è stata contemplata con un decreto apposito nel quale l'Assemblea dichiara libero il commercio dell'oro e dell'argento e mette li venditori d'oro e d'argento sotto la protezione della legge, il popolo non ha mostrato molto di approvare questa filosofia legislativa, e fino ad ora è stato più rispettato, o almeno più temuto il popolo che la legge.

Tutti li movimenti e tutte le disposizioni della Assemblea paiono veramente diretti a finire le loro sessioni, e ad installare la nuova legislatura. Si rimarca un discioglimento nei partiti, una debolezza nelle opinioni, uno scoraggiamento nel corpo ed una stanchezza nelle persone. L'abbandono, o almeno

il rallentamento dell'opinione pubblica in favore dell'Assemblea, le moltiplicate difficoltà che di giorno in giorno più si manifestano nella marcia delli affari secondo il nuovo sistema, ed il timore dell'avvenire sempre torbido e minaccioso, contribuiscono a questa determinazione.

Pertanto l'occupazione principale di questa settimana è stata l'organizzazione delle nuove legislature. Tutta la materia è stata presentata alla deliberazione e divisa in nove sezioni che compongono 99 articoli, per li quali cominciando dalla elezione dei membri si passa progressivamente fino alla pubblicazione delle leggi. Prima però di entrare nella discussione di questo codice fondamentale dei nuovi corpi legislativi è stato proposto di dichiarare che niuno dei membri dell'Assemblea attuale potrebbe essere eletto alla nuova legislatura, adducendosi dal proponente per ragione principale di questa esclusiva la imparzialità nella quale era necessario che si trovasse ciascuno dei votanti in una materia di tanta importanza per le generazioni venture, la quale imparzialità non poteva ottenersi che quando fosse esclusa ogni speranza o vista ambiziosa. Non ostanti le violenti reclamazioni e gli sforzi fatti da pochi per ritenere l'Assemblea dal prendere una determinazione precipitata senza previa discussione, la proposizione passò a quasi pieni voti. Così ora resta fissato, che il nuovo corpo legislativo sarà composto di persone tutte nuove, e che niuno di quelli che fino ad ora hanno figurato negli affari potrà avervi ingresso. Li giudizi sullo spirito di questa legge e sulle conseguenze sono diversi. Li moderati, lasciando a tutto il corpo l'onore di patriotismo nell'aver escluso sè stesso da tutte viste d'ambizione, credono per altro, che la determinazione presa sia stata il risultato di molte passioni particolari, e segnatamente d'invidia dei molti contro i pochi, che avrebbero potuto essere rieletti, e di timore di alcuni d'essere più lungamente esposti a personali pericoli. Tosto che sia compita la decretazione di questa sì interessante parte di codice, non mancherò di umiliarlo anche separato dal resto a V. S. ed a VV. EE.

Non mi estenderò sulle novità arrivate nella Dieta di Polonia riguardo alla nuova costituzione data a quel Regno, le quali quì sono state ricevute, pubblicate e proclamate con entusiasmo, come se fossero una emanazione dei lumi filosofici che si spargono di qua. L'entusiasmo popolare di questo paese non merita che disprezzo, ancorchè meriti molto riguardo. Il ministro plenipotenziario di Polonia a questa Corte, appena ricevuta la notizia di tali cambiamenti nel suo paese, immediatamente ne ha fatto comunicazione a tutto il Corpo diplomatico.

Parigi, 23 maggio 1791.

N. 44.

Compiuta già l'organizzazione delle nuove Assemblee legislative, mi onoro di trasmettere a V. S. li capitoli. Qualunque sia per essere il destino di questo Regno, tuttavia coperto di un assai nebuloso avvenire, sarà questo certamente deciso in gran parte dalla composizione e dalla natura di questi corpi rappresentativi della Nazione e depositari della sua primitiva autorità, almeno per quanto e starà lontana l'estrema forza, e sapranno essi conservarsi la nazional confidenza. Per poter sopra ciò formare un qualche giudizio, essendo necessario il conoscere l'interna costruzione, perciò è, che mi affretto di sottometterla ai lumi ed ai riflessi della pubblica sapienza.

Queste Assemblee legislative, e per la derivazione della loro autorità, e per l'esercizio dei loro diritti, sono unicamente considerate come corpi rappresentativi di tutta la massa nazionale. In ciascun individuo questo diritto ad essere rappresentato non è stato riguardato solo in ragion di persona, ma coassunto in ragion d'interesse di ciascheduno alla conservazione dello Stato, cioè a dire in ragione della fortuna che ciascuno nello Stato possede. Di qua son derivate le conseguenze di dare a ciascun dipartimento le rappresentanze in proporzioni composte della popolazione e delle contribuzioni.

L'elenco che mi onoro di avanzare a VV. EE. farà vedere quale è stata l'applicazione fatta dal *Comité* di costituzione ed approvata dall'Assemblea di questi principii. Da esso risulta, delle 83 parti in cui è diviso il Regno, la popolazione, la contribuzione, e la rappresentazione di ciascheduna, per le quali in massa sopra trecento milioni d'imposte sui beni stabili e mobili risultano 747 rappresentanti all'Assemblea legislativa. Da tutto questo si vede, che non si poteva devenire alla convocazione delle Assemblee primarie per fare le nuove elezioni senza prima avere fissato questo imposto, e questo imposto fu decretato nello scorso mercordì. Non lasciò di fare sorpresa a molti, che una materia tanto importante e tanto aspettata fosse stata decretata senza la minore opposizione nel giorno stesso, e fu questo per molti un argomento di più del vero desiderio, che in ora anima l'Assemblea Nazionale a mettere pronto fine ai suoi lavori. Infatti si è conseguentemente decretato che debbano tosto convocarsi le Assemblee primarie, le quali dovranno essere tutte raccolte tra il giorno 12 e 25 del prossimo entrante giugno. Nominati da queste gli elettori, li Corpi elettorali saranno in attività per li primi di luglio al più tardi, e per evitare il ritardo che potrebbe recare alla nomina la tardanza di alcuni elettori a portarsi ai luoghi destinati alla unione di detti Corpi elettorali, perciò con un decreto apposito si è stabilito che la mancanza di alcuni elettori non dovrà essere ragione per sospendere le nominazioni dei membri alla legislatura. Conseguenza di queste affrettate determinazioni è che per li 8 luglio tutti li componenti la nuova legislatura saranno eletti. E in allora la presente Assemblea Nazionale potrà fissare il giorno della sua dissoluzione. Non ostante le forti sollecitudini, che agitano l'Assemblea e le interessanti materie che pressano le sue risoluzioni, il partito nimico di Roma ha trovato il modo di risvegliare e di avanzare a suo grado l'affare d'Avignone. Pareva che il primo decreto emanato con una sì eminente superiorità di voti avesse già deciso il destino di quell'infelice paese, dichiarando che esso non faceva parte di questa Monarchia. Quando improvvisamente venne, o si fece venire, una lettera di quella Muni-

cipalità, la quale, esagerando li mali della anarchia e li orrori della devastazione a cui si trovava esposta, implorava l'umanità dell'Assemblea Nazionale a tirarla di tanto abisso coll'incorporarla al territorio francese e metterla sotto la protezione delle leggi di Francia. Su questa lettera e sul rapporto fattone a nome del *Comité* fu proposto un decreto di dichiarare che Avignone farà parte dell'Impero francese. Il decreto fu combattuto e rigettato alla pluralità di 384 contro 364. Non fu la persuasione, ma il timore che aveva minorato il numero dei votanti, stante che si era posta in opera la consueta macchina della effervescenza popolare contro li difensori dei diritti del Papa. Il giorno dopo sulla lettura del processo verbale del giorno innanzi, profittando della mancanza di molti membri e dell'intimidamento di alcuni altri, con il cavilloso pretesto che due decreti negativi non istabilivano nulla di positivo, si propose un nuovo decreto il quale passò, mediante il quale si fissa per ora l'attuale stato di quel paese. Il decreto è il seguente: L'Assemblea Nazionale decreta, che essa incarica il suo presidente di portarsi dal Re per pregarlo:

1° Di mandare dei mediatori che interpongano li buoni uffici della Francia tra li Avignonesi e li contadini, e facciano tutti li loro sforzi per condurli alla cessazione di ogni ostilità, come a un provvisorio necessario, prima di prendere verun partito ulteriore relativamente ai diritti della Francia su quel paese.

2° Di impiegare le forze che sono in suo potere per impedire che le truppe, che si fanno la guerra nel contado Venassino, non facciano qualche irruzione nel territorio di Francia.

3° Di reclamare tutti li francesi che hanno preso partito nell'una o l'altra delle due armate, e di pubblicare a tale effetto una proclamazione che fissa un termine, e assicura una amnistia ai militari francesi che rientreranno nel termine prescritto, e che dichiara disertori al forestiere quelli che non rientreranno.

4° Di fare processare e punire come recrutatore chiunque farà reclute per l'uno o l'altro partito.

Intanto le nuove che provengono dalle Provincie di confine verso la Germania sono di giorno in giorno di più torbido aspetto. Non è più a dubitare che la maggior parte dell'Alsazia è nella maggior fermentazione; la fuga della nobiltà, lo scontentamento nelle persone delle città, l'inquietudine per le opinioni religiose nella gente della campagna fanno temere ai direttori di quei dipartimenti di non avere più nè mezzi per impedire una rivoluzione, nè forza per sottometterla. In questi sentimenti il Direttorio dell'Alto Reno ha scritto all'Assemblea domandando rinforzo di truppe e segnatamente 5000 uomini di guardie nazionali. L'Assemblea ha subito nominato dei commissari e specialmente ha incaricato il duca di Noailles, come zelante democratico, colonnello di un reggimento che è colà in guarnigione e conosciuto nella provincia, a portarsi subito sulla faccia del luogo per prendere e suggerire le più adattate e urgenti misure.

Non saprei dire a V. S. se il numero di quelli che fondano le loro speranze su questi torbidi sia maggiore o minore di quello delli altri che concepiscono e spargono nel popolo dei continui timori. Il certo è, che unendosi gli uni alli altri per diversi fini nello stesso oggetto, qui non si parla che di armata di principi che sono per entrare in Francia, di ribellioni di provincie, di congiure pronte a scoppiare. Cercando per altro di concentrarsi da tante grida funeste in seno ad una esaminatrice imparzialità e domandando dei fatti, dei monumenti, delle prove per dare o non dare credenza a tante voci, infine non si raccoglie che della nebbia e della dubitazione. Se qualche cosa fuori di Francia si ordisce in questo propòsito, io crederò che non isfugga questo ai lumi penetranti di VV. EE. ed alle diligenti ricerche dei suoi accreditati ministri, e guarderò io dalla temerità di farne domanda. Se una voce ripetuta da molti fosse prova, direi, che qualche prova ne esista, stante che la voce è universale, ma esaminando poi le prove, che qui si danno, dirò che non esiste niuna fondata prova, e aggiungerò di più, che quando mai una invasione in Francia fosse generale, ben concertata, contemporanea con diversi eserciti tutti numerosi di truppe agguerrite, po-

trebbe sortire un esito felice; diversamente non farà che incominciare una guerra civile, di cui il segnale sarà il massacro di molte innocenti vittime ed il maggior dei pericoli per le persone anche più rispettabili e sacre, giacchè, nell'attuale acciecamento di questi spiriti, il partito a combattere è troppo numeroso, diffuso, armato e violente.

Domenica notte è partito questo Nunzio pontificio e chiese dal ministro degli affari forestieri un passaporto per la ragione di portarsi a prendere le acque e lo ricevette accompagnato d'un biglietto di detto ministro nei termini della maggiore cortesia. Infatti il suo cammino è diretto ad Aix di Savoia, dove si arresterà fino a che un qualche cambiamento di cose rechi un cambiamento di direzione. Qui però è rimasta tutta la sua famiglia, e la Nunziatura aperta con l'uditore che fa da internunzio. Egli così è il quinto ambasciatore che manca a questo Corpo diplomatico.

Parigi, 30 maggio 1791.

N. 45.

Nonostanti li principii stabiliti per legge d'una illimitata libertà di coscienza e d'una perfetta eguaglianza tra tutte le religioni, tanta filosofia dell'Assemblea Nazionale è al disopra della portata del popolo, e tanta indifferenza non combina colli interessi e colle passioni del nuovo clero costituzionale, quindi è che tuttavia dura la persecuzione contro li cattolici addetti alla unione della Chiesa romana. Avendo una società di questi presa ad affitto a loro uso una chiesa per farvi celebrar gli ufficii divini da preti della loro comunione, il popolo di nuovo, come già un mese fa, accorso in folla mise tutto sossopra, disfece l'altare ed obbligò quei fedeli alla fuga. La Municipalità credette compromessa la pubblica autorità a dar mano forte alla esecuzione della legge. Il signor Bailli ed il marchese de la Fayette con un grosso distaccamento di truppa il dopo pranzo assistettero ai vesperi, li quali, sebbene fossero interrotti da indecenti fischi e da incondite strida, pure arri-

varono a fine d'essere cantati colle solite cerimonie della chiesa. Ma se le baionette poterono tanto fare da difendere i pochi preti che cantarono li vesperi, non però poterono ieri ottenere da lasciar celebrare delle altre messe. Al momento d'aprirsi la chiesa, il popolo fanatico accorso si trovò essere in tanto numero, e così determinato a venire ad ogni eccesso, che il comandante generale ed il maire credettero meglio far rimanere la chiesa chiusa che devenire ad un'esecuzione di forza che avrebbe costato del sangue e dato principio a chi sa quali orrori. Due preti, solo perchè si avviavano alla chiesa, corsero estremo pericolo, l'uno d'essere gittato a fiume, l'altro d'essere ucciso, e per metterlo in salvo fu d'uopo trarlo alle prigioni dell'Abbadia. Questi furori di fanatismo non sono solo di Parigi, ma di altri luoghi delle Provincie, dove il partito costituzionale prevale. Una pittura in parte di questi mali vedranno VV. EE. tracciata nella lettera di trenta di questi vescovi cattolici, deputati della Assemblea, scritta al S. Padre in risposta al primo Breve inviato da S. Santità. Essi finiscono col fare in mano della S. S. una intera rinunzia delle loro Diocesi, giustificandola sul motivo delle desolazioni, sotto cui geme la Chiesa di Francia, per por rimedio alle quali può forse essere d'impedimento la loro perseveranza nelle cattedre episcopali. Questa conclusione rende una tal lettera sommamente interessante per l'impressione e per gli effetti che potrà produrre tanto qui, quanto a Roma, e perciò mi fo dovere di immediatamente trasmetterla sotto i riflessi sovrani di V. S.

Tuttavia si sostentano i discorsi che spargono timori d'una invasione nell'Alsazia. Lo scontentamento della maggior parte di questa Provincia e la prossimità del principe di Condè, il quale è dall'altra riva del Reno ed ha un corpo di truppe, a lui sono il maggior fondamento di tali discorsi. Quali sieno le intenzioni di quei Principi io non saprei azzardarlo sopra i troppo deboli monumenti che ne ho, ma so bene che le loro forze fino ad ora non sono tali da secondare le loro intenzioni, se mai intendessero di sottomettere il partito oggidì quì dominante. Pretendesi pure, che il Re stesso inviando persona espressa abbia scritto per dissuaderli da qualunque passo che

sarebbe inconsiderato per il momento, perniciosissimo per loro, e pericoloso per la persona stessa del Re e per la sua famiglia. Ed aggiungesi che un deputato stesso dell'Assemblea del partito aristocratico siasi portato per abboccarsi di là del Reno con quei malcontenti, esortandoli almeno a sospendere ogni precipitata misura, fino a vedere, se col maneggio, in ora che debbono rivedersi tutti li decreti sul terminare dell'Assemblea, potrà ottenersi da essa qualche cambiamento o modificazione alle cose fatte.

A questi timori dal lato della Germania, altri continuamente si accrescono dal lato delle Colonie. La parte più sana delle persone di commercio, cioè a dire quella di cui le menti sono meno esaltate dai metafisici principii di libertà, si trova nelle più grandi angustie, considerando che una rivoluzione in quelle parti porterebbe la rovina delle più accreditate piazze e delle più forti famiglie, cagionando per 200 milioni di fallimenti. Le rappresentanze, gli scritti, le memorie all'Assemblea si moltiplicano di giorno in giorno più, ma il passo è dato, e la opinione popolare, che sempre si rispètta e spesso si teme, mette un insormontabile ostacolo a rinvenirne. In mezzo a tutto questo le armate di mare e di terra sono in una intera dissoluzione, essendo quasi per ogni paese sciolti i legami della subordinazione che tengono il soldato ed il marinaro uniti ai loro ufficiali. Alcuni reggimenti hanno essi stessi deposto li loro ufficiali, e varie Municipalità hanno dimandato all'Assemblea la dissoluzione intera dell'armata. Si pretende che la cagione di tutto il disordini sia lo spirito di aristocrazia che domina nella ufficialità, e quello di democrazia che esalta la soldatesca, dal che conchiudesi che non è più possibile di unirli insieme, e di qua viene un progetto di dare a tutti li ufficiali una formula di giuramento, la quale non potendo essere ammessa dalli ufficiali aristocratici, questi saranno obbligati a lasciare il servizio, e allora non si avrà che una armata tutta animata dallo stesso spirito democratico nella quale potrà introdurre la subordinazione. Questo progetto è stato rimesso all'esame del *Comité*.

Il Codice criminale ha occupato gran parte delle sessioni di questa settimana. Si è discussa la questione se dovesse o no abrogarsi la pena di morte. Finalmente si è concluso di conservarla per alcuni delitti, ma riducendola alla semplice privazione della vita col taglio della testa, senza tormento o infamia veruna. Si è poi discusso se dovesse o no perpetuarsi il diritto di fare grazia, e dopo il dibattimento di due giorni si è finalmente abbracciata l'opinione negativa, e abolita per intero questa prerogativa reale.

Siccome l'Assemblea ammette memorie, libri, lettere, offerte di qualunque persona a lei si presentino, l'abate Raynal, celebre per il suo nome letterario e spesso citato nell'Assemblea medesima per li suoi scritti, ha creduto di presentare egli pure l'omaggio de' suoi liberi filosofici sentimenti al Corpo legislativo con una sua lettera. Enunciata dal presidente, di questa lettera ne fu concordemente chiesta la lettura. La lettera è scritta con tutta la precisione del ragionamento e con tutta l'autorità d'un legislator de' legislatori, non risparmia all'Assemblea niuno delli errori in cui è caduta e fa un terribile quadro dei mali in cui ha immerso la Francia. La sorpresa fu estrema per il partito che si attendeva un compendio di elogi delle sue operazioni, ed invece ne dovette asciugare la censura la più amara. Li rumori furono grandissimi, ma infine la lettura era fatta e non rimase altro rimedio che quello di farsi merito della moderazione di averla intesa e di animare poi gli scrittori addetti alla fazione dominante a moltiplicare contro il vecchio abate le ingiurie e le risposte.

Parigi, 6 giugno 1791.

N. 46.

Gli affari del clero seguono nel piede che innanzi, e le inquietudini delle coscienze in proporzione alle ritrattazioni del loro giuramento che vanno facendo alcuni de' nuovi parrochi, li quali riconoscono il loro torto, o protestano d'essere stati

sorpresi ed ingannati. L'Assemblea tutto ciò dissimula, e come se la corrispondenza con la Corte di Roma per le materie ecclesiastiche fosse tuttavia aperta e libera come per lo passato, ha fatto una legge riguardante la accettazione delle bolle e dei Brevi della Curia romana modellata sulli soliti principii delle libertà gallicane, come erano sostenute e praticate già dai Parlamenti. La legge dice così: Primo: L'Assemblea Nazionale decreta che ogni Breve, Bolla, Rescritto, Decreto e niuna istruzione della Corte di Roma possa essere ricevuta per tale, stampata, affissa e pubblicata se non è stata riconosciuta dal Corpo legislativo, adottata con un decreto particolare sanzionato dal Re. Secondo: Li vescovi, parrochi, vicari ed ogni altro funzionario pubblico, ecclesiastico o laico, che in contravvenzione al presente decreto faranno leggere, distribuire, stampare, affiggere o mettere in esecuzione qualche Breve, Bolla, Rescritto, Decreto o istruzione della Corte di Roma, non autorizzato da un decreto del Corpo legislativo sanzionato dal Re, saranno perseguitati come perturbatori del riposo pubblico e puniti della pena della degradazione civica.

Crescendo di giorno in giorno più le voci di estremi attacchi e d'interni ammutinamenti, disseminate le inquietudini nelle Provincie e quindi moltiplicati li timori, li ricorsi delle Municipalità e dei Dipartimenti all'Assemblea Nazionale, questa ha ordinato un'unione straordinaria dei suoi *Comité*, di quelli cioè, li quali potevano avere per loro incombenze una relazione immediata con tali materie, acciocchè raccogliessero tutti li lumi pervenuti dall'estero e dall'interno del Regno, e ne facessero una relazione alla piena Assemblea, proponendo le misure che giudicassero convenienti per la sicurezza del Regno e ne facessero una relazione alla piena Assemblea, proponendo le misure che giudicassero convenienti per la sicurezza del Regno, ed opportune a mettere in calma li spiriti agitati della Nazione. La relazione fu fatta sabato, e da essa in sostanza risulta nulla più di quanto era a cognizione ed a veduta delle persone le più intese insieme ed imparziali. Le frontiere del Pireneo per parte della Spagna guarnite d'un cordone piu numeroso di truppe che prendono dalla Catalogna per tutta la

Navarra, fino alla estremità della Biscaja, affine d'impedire la comunicazione dei due Regni e il libero ingresso delli emigranti francesi, ma questa precauzione del Governo spagnuolo, lontano dall'avere viste offensive contro la Francia, non è che in vista di garantire sè stessa dalla affluenza dei malcontenti e dalla divisione e fermentazione d'opinioni. Egualmente la Savoia dalla parte opposta, bensì più numerosa di truppe che non il solito, avendo la Corte di Torino fatto passare varii reggimenti del Piemonte verso la frontiera di Francia, ma queste mosse ancora non hanno altra vista che di cautela per la conservazione della propria interna tranquillità. Nelle Fiandre le truppe austriache sono ben oltre 40.000 uomini, ma oltre che sono noti li motivi dell'Imperatore per averle colà inviate e per mantenerle in un piede così rispettabile, è certo che non sono oggidì più di quello che fossero sei mesi fa, anzi meno, essendo diminuite per molta diserzione, ed essendo avverata falsa la voce che sia stata data dalla Corte di Vienna la marcia a 12.000 uomini di più verso quella parte. Dunque di tutta la frontiera di Francia non può chiamare la attenzione della Assemblea che il tratto del lungo Reno.

Colà è vero che il cardinale di Rohan ed il principe di Condè, appoggiati da alcuni piccoli principi dell'Impero, sembrano fare dei preparativi di provvigioni e di truppe, con viste se non apertamente ostili, almeno ragionevolmente sospette. Tutti li espatriati malcontenti, che erano sparsi per diverse contrade d'Europa, colà affluiscono e aggiungono al bollor dell'età la imprudenza, tengono apertamente li discorsi li più minaccianti contro la loro patria.

Sulla base di questa relazione li *Comité* hanno proposto e l'Assemblea ha adottato li seguenti decreti, di portare sul piede di guerra tutti li reggimenti destinati a coprir le frontiere, di fornire tutti gli arsenali d'armi a grado di poterne somministrare il bisogno alle guardie nazionali che fossero per marciare in campagna, e di fare una conscrizione militare delle guardie nazionali, prendendo uno sopra venti per incorporarli alla truppa; prese queste misure viene l'articolo IV in questi termini: L'Assemblea decreta che il suo presidente si porterà

dal Re pregandolo di far notificare nel più corto termine possibile a Luigi Giuseppe di Borbone Condè che la sua residenza vicino alle frontiere, circondato da persone le di cui intenzioni sono notoriamente sospette, annunzia dei progetti colpevoli.

Quinto. A contare da questa dichiarazione a lui notificata L. G. di Borbone Condè sarà tenuto di rientrare nel Regno nel termine di 15 giorni, o di allontanarsi dalle frontiere dichiarando formalmente, nell'ultimo caso, che egli non intraprenderà mai nulla contro la costituzione decretata dall'Assemblea Nazionale, sanzionata dal Re, nè contro la tranquillità dello Stato.

Sesto. E in difetto di rientrare nel Regno, o allontanandosene di fare la dichiarazione di sopra espressa dentro li 15 giorni dopo la notificazione, l'Assemblea lo dichiara ribelle, decaduto da ogni diritto alla Corona, e lo rende responsabile di tutti li movimenti ostili che potessero essere diretti contro la Francia. Decreta che li suoi beni saranno sequestrati, interdetta ad ogni cittadino francese senza distinzione ogni corrispondenza con li suoi complici o aderenti sotto pena d'essere perseguito e punito, come traditore alla patria, e nel caso che si presentasse sul territorio francese, ordina ad ognuno di corrergli sopra e di arrestare la sua persona e quella dei suoi complici.

Dopo questo si passa ad ordinare le più severe ricerche contro li subornatori o ingaggiatori della truppa. Le misure fino ad ora esposte contemplano l'esterno, ma un'altra importantissima sorgente d'inquietudini nascono dall'interno, cioè dalla quantità di persone vagabonde di mal affare introdotte nel Regno e segnatamente a Parigi, e tra queste, a dire del Relatore, *alcune di quelle figure d'intrigo e di furberia che hanno tutto imbrogliato nelli anni scorsi in alcuni paesi poco lontani*, e dalle dissensioni della armata tra sè e della Municipalità e Distretti contro l'armata. Si è posto pertanto in deliberazione, se si dovesse licenziare tutta l'armata e per rifonderla su nuovi principii, ma li inconvenienti infiniti e palpabili di questa fantastica più che fanatica proposizione la

ha fatta rigettare unanimamente, e si è creduto bastante a rimettere la calma il decreto seguente, il quale è passato malgrado le più forti opposizioni delle persone più veggenti in questa materia e più moderate.

« Il Re sarà pregato di far adempire in tutte le divisioni e corpi dell'armata e nel più corto termine dalli ufficiali d'ogni grado in attività la formalità che sarà qui sotto spiegata.

» Ogni generale d'armata ed ogni ufficiale generale comandante in capite una division militare firmerà la seguente dichiarazione: Io prometto sul mio onore d'essere fedele alla Nazione, alla legge e al Re, di non prendere parte diretta nè indiretta, ma al contrario di oppormi con tutte le forze mie ad ogni cospirazione, trama, o complotto che giungeranno a mia cognizione, e che potessero essere dirette o contro la Nazione o contro il Re o contro la costituzione decretata dall'Assemblea Nazionale e accettata dal Re, d'impiegare tutti li mezzi che mi sono confidati dalla Assemblea Nazionale e dal Re per farli osservare da quelli che mi sono subordinati da questo medesimo decreto, consentendo, se manco al mio impegno, d'essere riguardato come infame, indegno di portare le armi e d'essere compreso nel numero de' cittadini francesi.

Parigi, 13 giugno 1791.

N. 47.

Le misure dell'Assemblea sono giornalmente dirette ad accelerare la sua marcia verso la fine, quindi ogni giorno si moltiplicano li decreti sopra diverse materie e si tagliano e si abbreviano le discussioni, altre volte una semplice decretazione costava delle dispute per più giornate, oggi giorno un'ora basta a qualche cinquantina di decreti, quanto porta una lettura corrente e qualche riflessione passeggera. Tra li decreti emanati questa settimana si rende rimarcabile uno che ordina la soppressione di tutti li così detti attelieri di carità nella città di Parigi. La scossa data dalla rivoluzione al com-

mercio ed ai lavori aveva consigliato, anzi costretto la Municipalità a prender questo partito di stabilire alcune fabbriche o travagli a conto pubblico, nelle quali qualunque si presentava era ammesso ad una occupazione proporzionata alle sue forze o abilità, e pagato del suo giornale. Questa misura fu benemerita dell'aver salvato Parigi dalli incendi e dalle devastazioni, ma non lasciò insieme di cagionare delli altri gravissimi disordini, oltre quello d'una esorbitante spesa per il pubblico erario, verificata montare oltre 12 milioni all'anno, essendo questa gente al numero di più di 30.000. Li disordini erano una stabilita oziosità, non avendo forza che potesse obbligare tanta gente riunita a travagliare più che non volevano essi spontaneamente, di qua l'abbandono delle utili fabbriche, perchè tutti li malviventi operai preferivano quel semi ozio con una sufficiente paga al laborioso impiego delle loro arti ordinarie, il concorso di molti vagabondi e del forestiere e finalmente il germe delle continue insurrezioni, giacchè li noti partiti, quando volevano far nascere qualche o insurrezione o devastazione non avevano che a inviare i noti emissari in questi luoghi e, mediante li giornari già convenuti in proporzione delle espedizioni, le armate dei vagabondi erano in campo e tutta la città in soqquadro, così questa armata, che oggi giorno si chiama *armata senza calzoni,* si è veduta servire egualmente tutte le fazioni del partito democratico secondo le diverse occasioni. Ora la pace che dai più, e sopra tutti dal Dipartimento, si vorrebbe ristabilire, esige l'allontanamento da Parigi di questa incommoda e pericolosa canaglia. L'Assemblea ha appoggiato queste viste e misure con un decreto, per il quale si stabilisce che al primo di luglio tutti questi detti attelieri rimarranno soppressi, si conservano però alcuni piccoli stabilimenti e lavori per occupare li più indigenti della città, si assegnano a quelli che partono tre soldi per lega per ritornare nelle loro Provincie e case; le intenzioni sono buone, le disposizioni a molti paiono deboli, e quindi se ne attende l'esito con molto dubbio o di nullità o di pericolo.

Intanto per supplire alle spese enormi che giornalmente si ricercano, non solo per il rimborso già decretato dei capitali

dei frutti scaduti del 89 e del 90, e delle cariche, ma di più per il giornaliero ordinario e straordinario, si è proposta e presa la determinazione di fare una creazione nuova di 600 milioni d'assegnati, li quali si metteranno in circolazione alle occorrenze di nuovi bisogni. Così li assegnati già creati ed ormai tutti spesi sono mille e duecento milioni: di questa somma sono già rientrati ed abbrucciati 170 milioni, e prima che escano li nuovi passeranno li 200, così che 1600 milioni, meno quelli che andranno di mano in mano rientrando. Li beni nazionali montano certamente almeno al valore di 2400 milioni, e l'opinione costante ed anche imparziale li valuta nella vendita sopra li 3000 milioni. La finanza dunque, non ostante tutta la dilapidazione, non è ancor disperata e potrebbe avanzare a miglioramento, quando si incominciassero li pagamenti delle nuove imposte, ma questo è il gran problema, su cui variano le opinioni.

Fino da giovedì si sono incominciate in Parigi a tenere le unioni delle Assemblee primarie in ciascun distretto per la nomina delli elettori, li quali devono poi eleggere li deputati alla nuova Assemblea. Si è rimarcato che quelli del partito aristocratico non si sono presentati a queste sessioni e che in generale sono state assai scarse in proporzione del numero di quelli che avevano diritto ad entrarvi. Di qua viene un principio di gravissimo mal augurio per le cose avvenire, giacchè, non concorrendo che pochi della buona cittadinanza e dei più fanatici nei principii delle presenti innovazioni, le scielte fatte da loro saranno di gente del loro calibro, e le nomine poi dei deputati alla nuova legislatura cadranno egualmente sopra persone della medesima tempera; così se accadrà nelle Provincie, come nella Capitale, che le persone d'animo ben disposto e di principii almen moderati si ricusino a portarsi alle elezioni, il nuovo corpo legislativo può minacciare il partito aristocratico e tutta la monarchia di mali anche maggiori che li passati.

Senza distendermi sopra li dettagli della insurrezione arrivata nella città di Bastia in Corsica, essendo un'inutile ripetizione di quanto deve già essere a piena notizia di V. S. e

di VV. EE., mi fo onore di rassegnare le misure prese da questa Assemblea Nazionale per sottoporre alla obbedienza quei tumultuosi e ristabilire l'ordine. Queste consistono a fissare per ora il dipartimento e la residenza del vescovo nella città di Corte, in pregare il Re ad inviare colà un rinforzo di truppe di terra ed una fregata da guerra con qualche altro legno armato per usare la forza al momento che fosse necessaria, in nominare dei commissari civili per trasportarsi colà, ed in ingiungere al comandante militare dell'isola, che si trova in Francia, a subito trasferirsi al suo comando per agire di concerto colli commissari nelle misure militari che si giudicheranno opportune.

Parigi, 20 giugno 1791.

N. 48.

Il riverente mio numero darà a V. S. il quadro dello stato di Parigi fino alle ore 8 della mattina del giorno 21. Al momento d'inviare li pieghi alla posta, alle otto è sortita da palazzo una voce, che niuno più della famiglia reale vi si trovava. La guardia sorpresa, l'Assemblea e la Municipalità costernata, il popolo furibondo. Risvegliato io con questa notizia ho subito inviato, per quanto l'angustia del tempo e la gelosia delle circostanze lo permettevano, a fare le ricerche che più si poteva in differenti luoghi e da tutte le persone che credetti poter avere qualche nozione. Tutti fino ad ora sono nella più grande ignoranza del fatto e non si parla che di congetture. L'unica cosa avverata è che il Re, la Regina, madama Elisabetta, madama reale ed il Delfino sono partiti segretamente. Il Re certo dopo la mezzanotte, giacchè fino a quell'ora fu veduto in palazzo, la Regina poi con il Delfino, mad. reale e mad. Elisabetta ci è chi pretende che sieno partiti innanzi. *Monsieur* il fratello del Re e madama sua consorte sono egualmente partiti dal loro palazzo di Lussemburgo. Sulla direzione del viaggio è tutta oscurità, come sul modo della fuga. Intanto

l'Assemblea è raccolta e tutta circondata di popolo. La Municipalità con il marchese de la Fayette egualmente uniti al palazzo della città. Tutta la guardia in armi, tutto il basso popolo per le strade furioso, tutta l'altra gente costernata e molta piangente, le botteghe chiuse, le strade guardate, li cannoni trasportati a luoghi di difesa. Una voce popolare corre, che il Re sia arrestato a Meaux.

Parigi, 21 giugno 1791.

N. 49.

Le notizie certe sulla partenza del Re e della famiglia reale fino ad ora si riducono a sapere, che fino dopo la mezzanotte la più piccola novità non era arrivata a palazzo, che il signor Gouvion ufficial generale e comandante in seconda della guardia nazionale sotto il marchese de la Fayette, essendo stato da tre giorni indietro avvisato che si tramava una fuga del Re e che doveva partire per l'appartamento del duca di Villequier, in ora vuoto per la sua assenza, aveva sul sospetto raddoppiato da tre notti le guardie, ed egli in persona s'era appostato a detto appartamento, che scoperta la partenza non si è trovata a mancare nessuna guardia, nè per diligenze che si sien fatte non cade nessun sospetto ragionevole fino al presente sopra nessuna sentinella, che per altro la fuga si deve essere eseguita tra le 12 e la una della notte, che probabilmente questa fuga ha avuto luogo per il mezzo di qualche sotterraneo non ancora bene avverato. Fuori di questo tutto il resto è oscurità di vaghe congetture. Verificata la mattina tra le sette e le otto ore la partenza, la sorpresa per un momento generò confusione nel Governo e diffidenza e furore nel popolo, che incominciò a sospettare le persone più accreditate di complicità, quindi attruppamenti e grida contro il signor Baillì ed il marchese de la Fayette, dei quali si domandava la testa, ma essendosi raccolte l'Assemblea e la sua Municipalità, si rimarcò che l'importanza del caso e la gravità delle conse-

guenze per tutti riunì li partiti ed il timore generale raffreddò e calmò gli spiriti.

Quindi un'armonia in questi corpi non ancora vista dopo molti mesi. L'Assemblea decretò che le sue sessioni sarebbero continue giorno e notte, che prenderebbe le misure per perseguire il Re e trattenerlo, ed insieme veglierebbe all'interna tranquillità; assicurò con una proclamazione il popolo che si incaricava di tutti li suoi interessi, e che sopra tutto s'applicherebbe a custodire a ciascuno indistintamente le proprietà e le persone. Chiamò il Maire signor Baillì ed il comandante de la Fayette per avere li loro rinsegnamenti, che giustificarono pienamente della loro innocenza, e per raccomandare loro le misure per la tranquillità, la quale, stante la confidenza rinata nel popolo verso questi due magistrati e l'Assemblea. fu tale, che sul mezzodì tutta la città fu nella più gran calma, e l'ordine pubblico e la quiete non fu mai più custodita che in questi tre giorni. Rimessa la calma nel popolo, proseguì l'Assemblea unita di sentimenti nella attività delle sue misure. Chiamò a sè tutti li ministri del Re, dei quali ciascuno si giustificò per sua parte, formò di tutti essi un Consiglio di Stato, il quale dovesse tenere le sue unioni in una sala vicina alla sala dell'Assemblea per la facilità della comunicazione. Intanto uno di essi ministri, detto il ministro degli affari interni diede parte, che per il mezzo del signor de la Porte, intendente della Casa del Re, gli era stato comunicato una apostilla scritta di mano del Re medesimo, per la quale, e a lui, ed agli altri ministri veniva proibito di non segnare alcuna carta a nome del Re, nè di usare del suo sigillo. Fu adunque fatto venire all'Assemblea il signor de la Porte, il quale presentò una lunga memoria scritta tutta di pugno del Re, la quale memoria disse esser stata a lui portata la mattina sulle otto ore da un domestico di un cameriere del Re, il quale cameriere era già partito. Questa memoria è troppo interessante, perchè non sia immediatamente nota a V. S. e d'altra parte la strettezza del tempo, in cui scrivo, è troppo grande per poterne far fare copia, perciò supplico di perdono se la trasmetto tratta da un pezzo di stampa in cui fu pubblicata. Al fine di

questa memoria è la postilla indicata. L'Assemblea di qua prese occasione a dichiarare, che in questo caso di assenza e d'incertezza, in lui ricadeva, come in corpo rappresentante la sovranità nazionale, tutto l'esercizio del potere esecutivo, e quindi delegò e abilitò li ministri ad agire, ed a segnare i decreti. Sul principio di questi avvenimenti sia prudenza, sia apprensione, alcuni di questo Corpo diplomatico sospettarono che le loro case, il rispetto dovuto alla loro rappresentanza non fossero in piena sicurtà. Il sig. conte di Fernan-Nuñez pertanto s'incaricò di scrivere al conte di Montmorin un viglietto, chiedendo per tutto il Corpo diplomatico mezzi di sicurezza per le loro case e persone, e direzioni in caso d'avere a trattare affari. Il conte di Montmorin rispose al sig. ambasciatore di Spagna che si rivolgerebbe all'Assemblea. L'Assemblea con un decreto abilitò il signor conte a trattare con li ministri, e quanto ai mezzi di sicurezza da dare, non trovò la domanda fondata su giusti sospetti. Io trasmetto a V. S. e a VV. EE. le carte, quante furono a me comunicate. Non avendo io fino ad ora avuto in tutto questo niuna parte, se non di ricevere delle comunicazioni, o a bocca, stante l'ottima amicizia che corre tra l'ambasciatore di Spagna e me, o per iscritto, e non trovando di precisa necessità di fare un'immediata risposta al signor conte di Montmorin, credo di sospendere per ora di riconoscerlo nella sua nuova qualità di ministro del potere esecutivo concentrato nell'Assemblea Nazionale, e tanto più che i nuovi gravissimi avvenimenti che vado a dire sono sul cambiare a momenti l'aspetto delle cose. Non posso però dispensarmi dal supplicare V. S. e VV. EE. a volermi prescrivere delle norme fisse di operare dietro alle sapienti loro viste ed intenzioni nei casi che vanno a succedere e nel conflitto d'autorità che può nascere tra il Re e l'Assemblea.

Seguendo il filo delli eventi si stette tutto il martedì e tutto il mercoledì fino alle otto dopo mezzogiorno nella più gran calma, come nella più grande oscurità. Niun certo filo del cammino e della meta del Re guidava le congiunture, quando arrivarono due corrieri con la nuova che il Re e la famiglia reale erano stati arrestati a Varenne a sei leghe della fron-

tiera della Germania e che teneva il cammino verso Metz. L'allegria e li abbracciamenti per le strade e per le case furono come dopo la nuova della più grande vittoria. Il rapporto fu subito fatto all'Assemblea sempre sedente, e li dettagli poco più, poco meno, sono: che S. M. tenne il cammino per li boschi di Compiegne, di Senlis e delle Ardenne, che il sig. Bouillè comandante generale nella Lorena e nell'Alsazia all'uscire S. M. dal bosco gli aveva mandato incontro una scorta di soldati a cavallo, li quali erano in quelli contorni da qualche giorno, dicendo, che attendevano un convoglio di denaro per l'armata, il quale dovevano scortare a Metz; le carrozze con il Re arrivato, l'ufficiale che a quanto si crede non aveva che la metà del secreto, cioè sapeva scortare persone senza conoscerle e non danaro, riconosciuto il segnale che quelle erano le vetture a cui doveva fare scorta, fece far alto al suo distaccamento, e voltar faccia alla sua truppa e seguì. Arrivati ad una posta fuori del bosco detta S. Menehould (1), cambiando cavalli le persone si tennero ben chiuse nelle carrozze. Il maestro di posta sulla qualità dei legni, sulla gelosia delle persone, sulla contrarietà delle voci formò dei sospetti, ma non ardì a negare li cavalli, ma mentre si attaccavano inviò innanzi un postiglione con un viglietto a prevenire il Maire della terra vicina della Varenne dei suoi sospetti, acciocchè prendesse in tempo le misure per arrestarli. Infatti, entrate le vetture e la scorta dentro Varenne, furono circondati dalla guardia nazionale del luogo e da paesani armati, li quali di momento in momento si andavano aumentando in virtù dei messi mandati dal Maire di Varenne a tutte le vicine comunità chiedendo soccorso. La scorta, ignara di quanto era e senza ordini, vedendo ingrossar sempre gente, alla intimazione del Maire depose le armi ed il Re e la reale famiglia rimasero arrestati. Questa relazione era accompagnata da tre lettere, una dalli amministratori del distretto di Clermont, che invitano le vicine truppe nazionali per portarsi a Varenne a custodire delle persone arrestate della più grande importanza, un'altra della

(1) Sainte Menehoude.

municipalità di Varenne col ragguaglio, e delle altre del signor di Bouillè che danno ordini diversi per la scorta di un convoglio di denari.

Presi tutti questi lumi l'Assemblea formò li due decreti che trascrivo: « L'Assemblea Nazionale decreta che le misure più attente e le più attive saranno prese per la sicurezza della persona del Re, dell'erede presuntivo della Corona e delle persone che li accompagnano e per proteggere il loro ritorno a Parigi, in conseguenza decreta: che il signor La Tour Meaubourg, Pethion e Barnave si porteranno a Varenne in qualità di commissari dell'Assemblea, richiederanno le guardie nazionali e le truppe di linea, faranno generalmente tutto ciò che converrà fare per l'esecuzione del presente decreto, e perchè il rispetto dovuto alla Maestà Reale sia mantenuto; il signor di Barras aiutante dell'armata accompagnerà li commissari per eseguire li loro ordini.

» L'Assemblea decreta, che il sig. di Bouillè è sospeso dalle sue funzioni militari, proibisce agli ufficiali di riconoscerlo per loro comandante e di eseguire i suoi ordini, ingiunge a tutti li corpi amministrativi di farlo arrestare e condurre a Chalons, autorizza li commissari a sospendere gli uffiziali subalterni, se è necessario, e ordina a tutti li corpi amministrativi, truppe di linea e guardie nazionali di loro obbedire ».

Parigi, 23 giugno 1791.

N. 50.

L'arrestazione del Re a Varenne seguì tra la mezzanotte e l'una dopo la mezzanotte del martedì 21 entrando il mercoledì 22. Le male misure, non meno che il mal destino vi concorsero. Li piccioli distaccamenti di truppa inviati dal signor di Bouillè furono assai in numero per mettere le genti di quei paesi in sospetto, non assai in forza per contenerle dal mettere impedimento, e poi non essendo per intero al segreto non erano animate ad uno sforzo estremo. Il maestro di posta di

San Menehould chiamato Drouet è un antico soldato, che ha servito tra li dragoni di Condè, ed aveva veduto altra volta il Re e la Regina, in guardando li forestieri che erano nella vettura la fisonomia di questa fu che ravvisò, e mirando più attentamente, e riflettendo ad un uomo che sedeva rincontro a quella signora, parvegli raffigurare il Re, e siccome teneva sopra sè un viglietto di 50 franchi, nei quali viglietti sta impressa l'immagine del Re, rientrò in sua casa a ben riesaminarlo per ben riscontrare l'effigie sebbene imperfetta coll'originale, di che gli si accrebbero li dubbi e gli divenne quasi certezza. Fu ciò fu che determinò portarsi egli stesso a Varenne per ordinarne l'arrestazione. Prese seco a compagno un detto Guglielmo, stato già soldato nei dragoni della Regina.

È Varenne un piccolo villaggio a sette leghe dal confine verso il Lussemburgo austriaco, nel qual sta appostato un distaccamento d'ussari di Lauzun per formare scorta a queste vetture, d'onde si accresceva la difficoltà di arrestarle — con tutto ciò quest'uomo ardito e fermo nella sua impresa non solo risvegliò gente del villaggio quanto potè, e prevenne il sindaco del Comune, ma di più trovando un gran carro carico di merci, unito al compagno suo lo trasse sulla via e lo rovesciò per barricare il cammino, sapendo che nel villaggio esistevano due piccoli pezzi di cannone li postò in sito, quale più li parve opportuno ed alle vetture già arrivate si presentò, come uomo nuovo, e chiese li passaporti. La Regina uno ne presentò segnato dal conte di Montmorin al nome della baronessa di Korff. Preso il passaporto disse che per verificarlo era necessario che mettesse pie' a terra e si portasse dal sindaco del Comune. Così tutti fecero. Il sindaco tra il passaporto e le asserzioni di Drouet esitava, ma l'animoso uomo riprese: E come dunque, se voi signora non siete che una forestiera, tante scorte per voi e da tanto tempo? La Regina tardando la risposta ..... infine riprese l'altro: Vostra Maestà confessi pure d'essere la Regina, e Voi, sire il Re, ed io che ho servito nelle vostre truppe vi riconosco. Il Re perduto a tale improvviso, confessò d'essere il Re e quella la sua famiglia, solo chiedendo che si ricordassero del rispetto che ogni buon

francese aveva sempre avuto ai suoi Re: lo che tutti riverentemente promisero e mantennero. Li ussari, che erano già usciti di quartiere per formare la scorta, quando udirono che entro la casa del sindaco era il Re, e lo credettero, vollero entrare alla casa, ma la guardia nazionale già in numero lo negò, e l'animoso Drouet gittatosi sopra l'ufficiale con una pistola alla mano, minacciando la poca truppa con li due cannoni e colla protesta che in ogni evento non avrebbero il Re che morto, li confuse e li atterrì, e l'ingrossar continuo di gente e di armati non permise più loro di nulla tentare. Divulgata la nuova fu tutto il paese fino alla frontiera austriaca tutto in armi, il direttorio del Dipartimento, che risiede in Clermont, messo in timore dalla debolezza del luogo e dalla vicinanza del confine, ordinò che il giorno stesso del mercoledì fosse S. M. trasportata a Chalons, dove passò la prima notte, e contasi per cosa certa, che quella notte tra il confine austriaco e Chalons fossero in armi di truppe nazionali e villani armati per 130 mila uomini. Non ostante questa difesa, le voci, che si spargevano, che truppe forestiere venissero al soccorso del Re, fecero di gran mattino affrettare la marcia verso Parigi, e la sera del giovedì arrivò tutta la comitiva a Dormans, il venerdì da Dormans si proseguì con eguale sollecitudine la marcia, e tra Dormans ed Espernai fu che li commissari inviati dalla Assemblea la incontrarono. Una prima carrozza aveva il Re, la Regina ed il Delfino, alla parte superiore, alla inferiore madama Elisabetta, mad. reale e mad. di Toursel. Sulla serpa erano tre persone vestite in corriere, che dissero essere tre antiche guardie del corpo e i loro nomi Valori, Dumoutier e Malsan. Dietro veniva una seconda vettura con due donne di servizio, una del Delfino, l'altra di madama reale; la scorta era numerosissima e in tre colonne di guardie nazionali, le più a piedi, ciò che metteva lentezza al marciare. Li commissari presentatisi al Re lessero a S. M. il decreto dell'Assemblea, il Re mostrò approvare la cura che la Assemblea prendeva di sua sicurezza e soggiunse che sua intenzione non era di sortire del Regno, nè ritirarsi sulla frontiera. Intanto crescendo il rumore, e il timore d'una invasione di

truppe tedesche già entrate nel Regno, e di movimenti che si facevano nell'interno per tagliare la marcia del Re, li commissari rappresentarono a S. M. come necessario in ogni evento per maggior sicurtà di sua persona che si ponessero due di loro dentro la stessa vettura, che questa si alleggerisse delle tre persone ch'erano sul sedile innanzi. Il Re assentì alla prima proposta, si negò alla seconda, sul timore che una volta fuori de' suoi occhi e della sua carrozza le tre guardie non fossero più sicure dal furor popolare. Il signor di Dumas venuto coi commissari, che aveva già preso il comando di tutta la truppa di scorta, fece le disposizioni delle genti a piedi appostandole per assicurare li cammini, riservò per iscorta la sola cavalleria e la marcia si riprese con celerità. Così poterono portarsi la sera di venerdì a Meaux ed il giorno dopo sulle 5 dopo mezzodì entrare a Parigi. Corrieri sopra corrieri tenevano l'Assemblea instrutta di quanto d'ora in ora passava. La tranquillità ed il buon ordine mantenuto in Parigi durante i 5 giorni dell'assensa del Re non assicuravano del momento della sua entrata. Li fanatici per la libertà erano egualmente a temere che quelli per il dispotismo. Nella uccisione del Re li uni contemplavano una vendetta, li altri miravano che morto il Re, M.r suo fratello essendo già in Fiandra, avevano il Re, ed il reggente almeno nel forestiere. Delle secrete denunciazioni al *Comité* di ricerche accusavano e delli uni e delli altri. Pertanto oltre la scorta di circa 15.000 uomini a pie' ed a cavallo con 12 pezzi di cannone, che si fece rinserrare a più ranghi intorno alle carrozze, si pose una doppia ala di tutta la guardia nazionale dalla barriera fino a palazzo e si ordinò la marcia per modo, che prendendo lungo li baloardi che erano le vecchie mura per li Campi Elisi, ed entrando per la porta del giardino, evitò tutte le strade onde poter essere offeso o da tetti o da finestre. Inoltre avendo fatto inculcare e credere alle guardie nazionali ed al popolo, che il silenzio era il modo più espressivo del suo discontento e del suo disprezzo: Un aiutante di dette guardie a cavallo precedeva di molti passi le carrozze e gridava che si tenessero in silenzio profondo e che

niuno si movesse e meravigliosamente sortì effetto, che in tre miglia di cammino e d'un'ora di tempo, nè una voce uscì, nè un movimento si fece al passaggio delle vetture. Entrò il Re al palazzo sulle sette ore, e fu quello un momento di pericolo per le tre guardie del corpo scese dalla serpa della carrozza che si volevano mettere a pezzi, ma che la forza del marchese de la Fayette e l'autorità di alcuni deputati salvò. Il Re messo pie' a terra prese a braccio un suo vecchio uffiziale, s'avviò alla gran scala in mezzo alla doppia spalliera di guardie con volto sereno e sguardo tranquillo. La Regina portava in faccia l'abbattimento ed il dolore. Arrivata alla scala diede indietro come per ribrezzo, ed entrata alla anticamera del suo appartamento si gittò sul primo canapè che ebbe incontro e si sciolse in pianto.

In questo frattanto l'Assemblea era sempre raccolta, giacchè in virtù del decreto preso fino dal primo dì non aveva mai interrotto che di poche ore le sue sessioni nè di giorno, nè di notte. La mattina stessa l'Assemblea aveva decretato che ciascuno dei domestici e servitori del Re riprenderebbe il suo posto, per guisa che ciascun appartamento sarebbe in pronto di servigio e di servitù, che si condurrebbe ciascuna delle persone reali alle proprie stanze e si darebbe a ciascuna una guardia a parte, che si nominerebbe un governatore per il Delfino, che le persone di loro comitiva sarebbero tenute in palazzo in istato di arrestazione, che il comandante generale della guardia nazionale risponderebbe di ciascuna di dette persone. Tutto ciò si eseguì.

Nel frattempo dell'assenza del Re nulla fu che alterasse la piena calma della città, se non l'arrivo della nuova e della copia del passaporto che avea la Regina, sotto il nome di baronessa di Korff, segnato dal conte di Montmorin. Il popolo sospettò questo ministro, dal sospetto passò al furore e fu alla sua casa per trucidare lui e mettere la casa a fuoco. La guardia accorse e fu condotto all'Assemblea. Quivi si giustificò, si fece pubblica colle stampe e con proclamazioni a suon di tromba la sua innocenza, e la calma rinacque. Era da molti anni in Parigi una baronessa Korff, vedova d'un uffiziale russo morto

sotto Bender nell'altra guerra, si volse al signor di Simolin ministro di Russia per far chiedere un passaporto al ministro delli affari stranieri. Fu chiesto e concesso in data del giorno 15 giugno per un mese. Tre giorni dopo scrisse un viglietto nuovamente al sig. di Simolin dicendo d'avere smarrito il passaporto, chiedendone una duplicata. Il sig. di Simolin invia lo stesso viglietto della dama al ministro degli affari stranieri, e la duplicata viene concessa. Una di queste due copie è in mano della Regina, ed il come s'ignora. Li viglietti esistono nella segreteria delli affari stranieri, le deposizioni concordano, non rimane più luogo a dubbio sulla innocenza del ministro, il quale riacquista la confidenza della Assemblea e del popolo.

La partenza del Re da Parigi seguì al tempo stesso che quella di Monsieur suo fratello con madama sua moglie. Il loro viaggio ebbe diverso termine e diverso destino. Dalle lettere che vengono di Fiandra all'Assemblea pare che marito e moglie abbiano tenuto in parte diverso cammino. Monsieur era il giorno 22 a Mons alloggiato all'*Albergo della Corona.* Madama con più dame fu a Tournai all'*Albergo dell'Imperatrice.* Ambedue andavano a Brusselles.

Lo spirito di concordia che in questa occasione si è spiegato a Parigi, si è egualmente spiegato in tutte le grandi e piccole città del Regno delle quali sono ritornati li corrieri. Dappertutto le guardie nazionali hanno preso le armi, dappertutto li villani si sono pure armati, dappertutto si è rinnovato il giuramento di fedeltà alla Nazione e di difendere la libertà, e dappertutto è regnata la quiete. Questa diffusa e non certo concertata uniformità di sentimenti e di direzione mostrerebbe quasi una massa d'opinioni, di volontà e di forze insormontabili e come tale la riguarda il partito democratico, ma riflettendo che la partenza del Re si è presentata come un abbandono del Monarca, ed un prossimo attacco del forestiere, l'unione d'opinioni, quanto al difendersi da una forza appressiva ed esterna, non conduce seco la stessa unione, quanto agli oggetti interni. Almeno sarà necessario esplorare più attentamente gli effetti e singolarmente nella gran questione

che forma in ora le inquietudini, e deve presto formare le discussioni della Assemblea sul partito che debba prendersi sulla persona del Re. Ieri si è decretato che il Re e la Regina saranno interrogati da tre deputati sulla loro partenza. Non la cosa, ma le parole posero l'Assemblea nelle angustie volendosi evitare termini che indichino prigionia e giudizio, e volendo poi nel fatto l'uno e l'altra.

Iera sera fu presa la dichiarazione del Re, questa mattina fu presa quella della Regina, e mi fo dovere d'inviarle ambedue fedelmente tradotte dall'originale che si è letto oggi all'Assemblea.

Parigi, 28 giugno 1791.

N. 51.

Per quanto si sieno colla maggior accuratezza esaminati e lisciati li termini con cui esprimere nei decreti la posizione del Re, non è però meno vero che S. M. si ritrova in un vero stato di prigionia. Egli non meno che la Regina sono guardati a vista tutto il giorno, e durante la notte per alcune notti due ufficiali di guardia sono stati seduti sopra un canapè nella camera stessa del letto, dove dormivano le due persone reali, separatamente ciascuna nel proprio appartamento, e quando si è creduto di loro permettere una maggior libertà hanno dormito colla porta aperta e li ufficiali sedenti nella immediata anticamera; non si permette l'ingresso alle Loro Maestà che a poche persone e per clamanti ragioni. Avendo l'ambasciatore di Spagna chiesto al conte di Montmorin in nome suo speciale e del Corpo diplomatico interpretativo quando potrebbero presentarsi a far la corte al Re ed alla Regina, questo ministro disse che ne parlerebbe alle MM. LL., ma non ha ancora fatto risposta. Si concede ai Reali coniugi di vedersi tra loro e di passare l'uno nell'appartamento dell'altro accompagnati però sempre dalla doppia guardia. Madama Elisabetta gode d'un maggior grado di libertà, ed ha veduto più

persone di sua conoscenza, il Delfino anche più e si è fatto sortire al passeggio nel giardino delle Tuillerie. Il Re si occupa dei tristi pensieri della sua posizione e della lettura dei fogli e libelli correnti, che gli forniscono intertenimento alle curiosità e forse accrescimento al suo dolore. Le persone della lor comitiva sono severamente guardate come rei di Stato. Questa severità e quasi asprezza di condotta viene dai più membri della Assemblea giustificata per la imperiosità delle circostanze, affine di togliere dal popolo tutti li sospetti e di ricondurlo dal furore alla compassione.

La condotta della Assemblea, quanto alla armonia tra li differenti partiti che la compongono, alla quiete nel prendere le determinazioni provvisionali, ed allo spirito ed alle viste che ha spiegato per il bene della causa pubblica, non è mai stata migliore che in questi tempi. Di qua è che ha ripreso una grande preponderanza sulle opinioni ed ha riguadagnato la confidenza che andava di dì in dì perdendo, ma non può ancora contarsi per assai forte, onde dare la legge al torrente popolare, quando volesse contrastarlo di fronte, e specialmente se avesse contrarii una gran parte dei voti delle provincie. Di qua viene che ha preso il partito di temporeggiare, onde dar tempo a sfervorare il bollor delle fantasie e ad esaminare e preparare lo spirito generale della Nazione. Dopo la dichiarazione presa dal Re e dalla Regina si è destinato un Tribunale a prendere tutte le informazioni e deposizioni ed a formare i processi sopra li autori, istigatori e complici di quanto è avvenuto per formarne i confronti, e di là stabilirsi dall'Assemblea se vi è luogo ad accusa e contro chi. Questi processi chiedono tempo e portano lunghezza.

Denunciato all'Assemblea uno scritto incendiario republicano, essa passò all'ordine del giorno dichiarando che spettava alli ordinari magistrati a procedere giusta le leggi, stante che essendo già stabilito per la Costituzione il Governo monarchico, quello scritto era contrario alli principii costituzionali e l'Assemblea non aveva di che occuparsene. Trasmetto a VV. EE. una copia di questo scritto anche per la ragione che esso evita a me la pena di esporre che dopo il fatale av-

venimento della fuga del Re domina in molte persone della Capitale, e specialmente si dissemina nel basso popolo, e viene sostenuto dalla opinione riscaldata di alcune delle Provincie. Di questo scritto in una notte si sono trovate coperte le muraglia della città nei luoghi più frequentati. Esso contiene dei sentimenti che sono estremamente sparsi, e che si vorrebbero rendere dominanti, ma tutta la condotta dell'Assemblea fa vedere che essa è già ferma a sostenere fino all'ultimo la monarchia, e per quanto potrà ancora la persona dell'attuale Monarca, non ostante la fluttuazione di alcuni spiriti quanto alla prima, e la contrarietà delli animi presentemente contro il secondo. Infatti le disposizioni di questo popolo, e specialmente dell'infima classe contro il Re e la Regina, non possono essere più avverse. Le nere immagini delle devastazioni, delli incendi, dei massacri sopra Parigi, che la loro ignoranza e l'altrui malizia fa loro credere che il Re e la Regina meditavano contro di essi, accende continuamente il lor furore e vendetta e non è senza fondamento il sospetto che una vera fazione dei più disperati del partito aristocratico, sotto mascherate apparenze di smodata libertà e di republicanismo, formenti ed appoggi queste furie plebee. La vista finale di questa raffinata condotta per parte delli aristocrati sembra di tentare un colpo, onde estinguere al tempo stesso colla nobiltà ereditaria anche l'autorità e la persona del Re, contemplando che estinte queste due cose insieme, e dovendo col tempo per le ragioni inerenti alle qualità e quantità di questo popolo e di questo territorio necessariamente risorgere la reale dignità, risorgerebbe insieme la nobiltà ereditaria, la quale una volta separata dalla esistenza reale rischierebbe di non essere più mai ristabilita. Così in ora contro la dignità e la vita dell'infelice monarca cospirano li interessi e le trame di tutti li partiti estremi, non rimanendo per lui che la maggiorità dell'Assemblea e la parte più moderata della Nazione, che ancora però non si vede bene se sia per essere la più numerosa. Infatti le dichiarazioni, le proteste, le assicurazioni venute in folla ed a centinaia all'Assemblea in nome dei dipartimenti, delle municipalità e fino delle società particolari, quanto tutte

convengono nei principii di voler difendere la loro libertà fino all'ultima goccia di sangue contro qualunque invasione od oppressione, altrettante molte specialmente dalle provincie sulla Loira e sulla Garonna straboccano in eccessi di illimitata libertà, ed indicano dei sentimenti antireali. In Parigi entro 24 ore dalla partenza del Re si sono veduti scomparire da tutte le muraglie e insegne dei tabacchi e delle botteghe li nomi di Re e di Reale e le immagini che erano sommamente moltiplicate, e ciò, già per opera di alcuni, ma per impulsione di ciascun bottegaio a scancellare la sua, lo stesso dicesi arrivato nei villaggi non popolati di intere provincie. Sopra menti tanto esaltate, ed in momenti di tanta agitazione non è facile il congetturare quale sia per èssere o il beneficio del tempo, o il maleficio di tante fazioni, e cabale d'ogni genere che continuamente e sordamente travagliano e soffiano.

L'apparto delle forze esterne, sulle quali tanto predicavasi da questi aristocrati, che dovesse il Re contare, di giorno in giorno si discopre più debole e nullo almenò per ora. Il signor di Bouillè, dopo essersi posto in salvo colla fuga nel Luxemburgo austriaco, ha di là inviato all'Assemblea una lettera minacciosa della quale rassegno la copia a V. S., della quale lettera ha fatto poi disseminare molte copie stampate per tutto il Regno. L'Assemblea fece fare in pubblico la lettura di questa lettera, la quale ascoltò senza dar segno di emozione, e poi passò all'ordine del giorno, volendo con questo indicare il disprezzo con che riguardava le sue minaccie. Se li fatti realmente corrispondono alle espressioni di questa lettera, parrebbe che delle grandi ed agguerrite armate dovessero essere pronte ad entrare nel territorio francese, ma tutte le relazioni che vengono dalla frontiera all'Assemblea, e dalle moltiplicate spie inviate nellà vicinà Germania, assicurano del contrario e riducono nelle loro riferte tutti li preparativi attualmente esistenti a poche truppe e sbandate, e capaci a fare bensì qualche incursione, ma non a tentare delle conquiste ed a formare nell'interno del Regno delle campagne. Non ostante questo il *Comité* militare ha raddoppiato le sue diligenze, le piazze frontiere lungo la Mosa ed il Reno si sono poste in difesa,

aumentati li reggimenti, data la marcia verso quella parte ad otto mila uomini di guardie nazionali volontarie tratte dall'interno del Regno. Le disposizioni dei soldati e bassi ufficiali di tutti li reggimenti si mostrano le più favorevoli alla causa pubblica, ma quanto si guadagna per parte dello zelo, tanto e più si perde per quella della subordinazione. Molti uffiziali in questa occasione sono fuggiti, e quelli del reggimento Colonnello, che era comandato dal principe di Condè, hanno portato con seco le bandiere, molti altri sono stati dai loro stessi soldati o dimessi o cacciati od arrestati, cosicchè può ripetersi con verità il detto del signor di Bouillè, che la Francia ha in ora delle soldatesche, ma non un'armata. Il torbido per se stesso è assai grande, eppure le fantasie riscaldate concorrono a farlo comparire anche maggiore. Avanti ieri corrieri di diverse municipalità di Bretagna che portavano la comparsa d'una flotta inglese sopra le coste verso San Malò per tentar uno sbarco. Si avverò poi che non erano che alquante barche venute dalla isoletta di Jersei che approdavano per prendere viveri e per tragittare alquante persone che atterrite dai tumulti presenti volevano colà rifugiarsi. La guardia nazionale e li villani in arme sbandarono quei miseri nobili e preti che stavano sulla spiaggia attendendo.

Parigi, 4 luglio 1791.

N. 52.

Quantunque le notizie che giornalmente arrivano dalle diverse Provincie non parlino che di castelli abbruciati, di nobili uccisi, di ufficiali o massacrati o imprigionati o cacciati dai reggimenti, e sopra tutto li preti perseguitati, banditi da alcuni distretti, inseguiti a morte in altri, con tutto questo, comparando gli avvenimenti dei dì antecedenti ai susseguenti, e dalle Provincie alla Capitale, pare che possa compararsi lo stato attuale di questo Regno a quello di un mare in una tempesta che cessato il colpo di vento che l'eccitò, si va a

poco a poco calmando. La pieghevolezza dei moltiplicati discorsi e scritti che si sono andati facendo sopra la necessità della monarchia e sopra la persona, la situazione, la condotta e le intenzioni del Monarca (sic). In proporzione che il furor calma, la ragione va prendendo più luogo, e già sembra potersi augurare con certezza che le viste moderate dell'Assemblea, per rimettere le cose e le autorità nello stato in cui erano, non incontreranno più una sì forte opposizione per la parte maggiore di questo popolo. Il partito republicano ed antirealista giornalmente perde, e le proteste che vengono da alcuni dipartimenti, che prima chiamavano riflessione e mettevano terrore, ora non destano più che disprezzo. Affine però che V. S. e VV. EE. possino formare un'idea di questi scritti venienti da Corpi pubblici dei quali ho l'onore di ragionarle e quindi misurare il fermento di queste menti, crederò fare cosa non disaggradevole all'Ecc.mo Senato col solo trascrivere le prime linee con cui incomincia una rappresentanza di Perpignano.

Rappresentanti della Nazione, eccovi la nostra opinione: Per essere Romani non ci mancava che l'odio, e la espulsione dei Re. Noi abbiamo il primo, e aspettiamo la seconda dal vostro patriotismo.

In questo o simile stile si esprimono pure molte altre Municipalità. Ciò non ostante la pluralità par già decisa, ed il partito della Assemblea ormai non è più incerto. 290 membri del partito aristocratico hanno pubblicato una protesta. Il conte di Clermont Tonnerre ne ha formato un'altra nella sua specialità, che per la concisione dello stile e ravvicinamento delle idee si è anche più conciliata l'approvazione ed adesione del pubblico. Alcuni del partito democratico hanno essi pure creduto di giustificare la loro condotta con una dichiarazione dei loro principii che forma una specie di protesta contro quanto si è fatto nella Assemblea dopo il ritorno del Re. Tutti questi scritti, sebbene emanati da diversi partiti ed alquanto diversi tra loro nelle forme, convengono però in un punto sostanziale il quale è, che, durante la sospensione della prerogativa reale per la attuale situazione del Monarca, non intendono di riconoscere per costituzionali e validi niuno degli atti fatti

in questo frattempo dalla Assemblea. Giudico necessario, non che opportuno alla chiara nozione delle cose di qua, di trasmettere queste diverse carte, le quale non solo spiegano le opinioni, ma vanno preparando il cammino a quanto sarà per farsi.

Intanto si è già concessa al Re ed alla Regina una maggior libertà, si permette l'ingresso alle persone che hanno titolo per portarsi alle Maestà Loro per far ad esse la corte, sebbene in numero determinato al tempo stesso. La guardia ha l'ordine di presentare le armi al passaggio, come guardia d'onore, e non di custodia. Non si è per altro ancora fatta risposta all'ambasciatore di Spagna, nè inviato viglietto d'avviso alli altri ambasciatori o ministri per poter presentarsi alla Corte.

La nuova divulgata della partenza e dell'arresto del Re, siccome portò il commovimento nelle Provincie, così produsse la più grande dissoluzione nei reggimenti. Combinata questa con il giuramento d'onore che si esigeva dalli ufficiali in virtù del decreto della Assemblea, da me rammemorato nel rispettoso mio N. 46, produsse l'effetto che una gran parte di questi, mossi dalli interni loro dettami contrarii allo stato nuovo di cose, e lusingati da apparenti speranze di cambiamenti migliori, hanno lasciato il servizio e si sono o scappati o rifugiati nel forestiere. Posti quindi in luogo di sicurezza, per animare li soldati dei rispettivi loro reggimenti a seguire il loro esempio, si sono avvisati di far circolare delli scritti nei quali, asserendo che il Re aveva dato al fratello conte di Artois pieni poteri di agire in suo nome, invitavano tutti li militari addetti alla persona del Re, e fedeli ai primi loro giuramenti, a lasciare la Francia ed unirsi con loro sotto le insegne ed ordini di questo Principe. Questi scritti facevano il più gran torto al Re, essendo in aperta contraddizione con quanto S. M. aveva affermato nella sua dichiarazione e valevano ad eccitare contro la condotta della M. S. li più odiosi sospetti e pericolosi. Il Re avvertitone ha scritto una lettera all'Assemblea, l'oggetto della quale è di smentire queste voci calunniose e folli nel momento. Non azzarderei ad asserire a V. S. se abbia o non abbia esagerazione nel numero, ma la

voce che corre e che si ripete anche dai prudenti è che 5000 ufficiali circa abbiano in questa occasione lasciato l'armata e siensi rifugiati nel forestiere, li più in Germania ed in Fiandra. Questo ha determinato infine l'Assemblea a fare un sacrificio alla opinione ed a contentare li clamori e le grida popolari formando una legge contro li emigranti. La legge porta, che qualunque francese fuori che le persone impiegate per il servizio della Nazione, o quelle che viaggiano per affari di commercio, il quale entro un mese non rientrerà nel Regno, sarà obbligato a pagare la tripla contribuzione della tassa di questo anno 1791. L'oggetto e le circostanze, non li termini o la eseguibilità della legge, meritano d'essere considerate.

Appena arrivato a Madrid il corriere partito di qua il giorno 21, il quale portava al Re cattolico la notizia della partenza del Re cristianissimo da Parigi, S. M. cattolica fece stendere una memoria genericamente estesa alla Nazione francese. Nel frattempo pervenne a Madrid un secondo corriere estraordinario colla nuova dell'arresto del Re a Varenne, ma trovandosi che, non ostante questo nuovo gravissimo incidente, la memoria già estesa ottimamente conveniva, per non ritardare d'un momento l'invio, si spedì per estraordinario, il quale arrivò qui la notte del venerdì 8 del corrente. Fu presentata e letta ieri all'Assemblea pubblicamente. L'impressione eccitata da questa lettura fu varia, e dopo una lunga deliberazione si stabilì che si riserverebbe l'Assemblea a fare una risposta a questa, allora dopo che si fossero concretate e fissate le determinazioni relative alla persona ed autorità del Monarca.

Parigi, 12 luglio 1791.

N. 53.

Finalmente dopo una settimana delle più burrascose è ancora fissato lo stato di questo paese in monarchia e la condizione di Luigi XVI in Monarca. Martedì mattina si aprì all'Assemblea la discussione di questo interessantissimo oggetto

col rapporto fatto in nome di sette *Comité* riuniti su quanto era arrivato la notte dei 20 ai 21 di giugno. Il rapporto, dopo aver esposto e il fatto della partenza ed arrestazione del Re e li dettagli, come risultano dai differenti esami e processi, passava a stabilire l'opinione generale della giunta del *Comité*, la quale opinione era, riguardo al Re, che la sua partenza da Parigi per portarsi in una città del Regno non era un'azione in faccia alla legge criminosa, che, quand'anche lo fosse, il carattere sacro ed inviolabile della sua persona stabilito per la costituzione lo metteva al disopra d'ogni giudizio. Quanto poi alla protesta del Re lasciata alla sua partenza, e presentata alla Assemblea, oltre la illegalità della carta, per non essere contrassegnata da alcun ministro e la illegalità della presentazione per non essere l'Intendente della Lista Civile che la presentò abbastanza autorizzato per questo atto, la Giunta dei *Comité* trova di più, che li sentimenti contenuti in quello scritto non sono in diretta contrapposizione con li principii della costituzione e che l'Assemblea per li suoi stessi decreti non ha mai inteso che le parziali accettazioni del Re fossero obbligatorie sotto condizione di rinunzia al Regno, il che sarebbe solo quando avendo il Re accettato e giurato la costituzione già formata e perfetta, volesse poi agire contro di quella. Pertanto, non essendo nulla che deliberare sopra del Re, restava solo ad indagare quali fossero stati li autori, fautori e complici del disordine arrivato e quindi discendeva la Giunta a fissare le persone contro le quali per le prove fino ad ora raccolte conveniva di procedere. Appena finito il rapporto, risultò chiaro che l'opinione della massima parte della Assemblea era già determinata, contuttociò il partito opponente non perde animo, e per guadagnare tempo alla cabala domandò che si aggiornasse, che è quanto dire che si stabilisse altro giorno per trattarne, ma la maggiorità al contrario sostenne che si deliberasse sul momento. S'incominciò adunque battaglia di discorsi dall'una e dall'altra parte sull'argomento. Sebbene il partito antirealista fosse scarso e li oratori pochi, con tutto ciò la discussione durò per tre giorni, nè si venne ai decreti che il giovedì. Trasmetto a V. S. tutti li decreti

emanati in questo proposito. Alcuni di essi sono di massima, e non si debbono riguardare che come piccioli ed allusori sacrificii fatti alle opinioni del popolo, gli altri poi non contemplano che le persone particolari, molte delle quali non sono già rimesse al Tribunale dell'Alta Corte in vista di volerle condannare, ma solo all'oggetto di farle assolvere legalmente e di sottrarre sè alla imputazione di connivenza e di parzialità.

Il furore, a che l'ignoranza popolare sommossa dalli continui ed infiniti maneggi del partito antirealista ha eccitato questo popolo, non è credibile, a forza di discorsi, di scritti sparsi *gratis* per le case, di sermoni e di lettere nelle strade e nelle piazze sono pervenuti a far credere a queste teste vacue di senso ed inflammabili di collera, che il Re è il più grande loro nemico. Questo partito antirealista è oggi giorno tanto più potente, quanto che in esso convengono tutti li due partiti estremi e tutti li faziosi. Li esaltati republicani, li arrabbiati aristocrati, li male intenzionati, li vagabondi e li emissari forestieri, per diversi fini tutti lavorano al medesimo oggetto di perpetuare li torbidi e di aumentare la confusione fino a portarla alla guerra intestina. Li primi perchè contemplano nella distruzione della Costituzione attuale la loro immaginata Republica, li secondi, perchè mirano nella futura republica un germe sicuro di anarchia che poi necessiterà la Nazione col tempo a tutto rimettere, li terzi, perchè nella guerra intestina sperano li rubamenti e la lor fortuna. Li ultimi, perchè seguono le loro secrete commissioni, che vi sono in generale all'abbassamento e desolamento della Nazione. La Assemblea tutto questo vede e sa, e la necessità del tempo in opposizione a tutte le passioni particolari collega li due partiti che fino ad ora l'hanno divisa e stringe l'Assemblea con l'ombra della dignità reale ancora esistente. Questa stessa necessità la spinge ad usare di tutta quella autorità che essa stessa si è assunta, dichiarando in sè provisionalmente concentrato il potere esecutivo, autorità, che l'opinione ed il consenso fino ad ora le lascia. Pertanto sulle informazioni avute della continua fermentazione di Parigi, delle petizioni e mo-

zioni che d'ogni parte di questa Capitale si andavan formando contro li decreti emanati, ha fatto chiamare a se il Dipartimento, la Municipalità, li ministri e li giudici dei differenti Tribunali, ed ha loro ordinato di procedere con tutta la forza depositata in loro mano dalla legge contro tutti e qualunque convinto come perturbatore della quiete pubblica.

Ieri si è visto il primo effetto di queste più forti misure; da due giorni nel Campo di Marte concorrevano a miliaia persone a consegnare una detta petizione contro la opinione che stabilisce l'inviolabilità del Re. La mattina di ieri essendosi due persone, non si sa per qual fine, introdotte sotto l'altare della patria, sulla apprensione insussistente che volessero dare il fuoco a quel legname, li presero e li ammazzarono e esponendoli colla testa fra le gambe. Il dopo pranzo crescendo il numero e proponendo di attaccare il palazzo del Re, ed alcune case particolari per fare essi quella giustizia che a lor vedere l'Assemblea dinegava. Si spiegò infine dalla Municipalità lo stendardo rosso, che è il segno della pubblicazione della legge marziale, e si portarono il Maire in persona colla Municipalità ed il marchese de La Fayette con circa 4000 uomini della guardia per intimare l'ordine di andarsene, o se no usare la forza. Non fu avuto rispetto, nè alle persone, nè allo stendardo. Due colpi di pistola furono tirati contro il Maire che andarono a vuoto, uno contro il marchese, ma la palla non fece che sfiorare la fronte d'un suo aiutante. La guardia nazionale fu accolta a sassate, dunque si venne al fuoco. Dodici circa stesi sul campo e 30 a 40 feriti bastarono per mettere in fuga tutta quella moltitudine. Il timore ha fatto il suo effetto, ma la rabbia contro l'Assemblea e l'odio contro la guardia nazionale fermenta intanto. Corrieri, così per parte delle autorità legittime, come per parte delli faziosi, vanno e vengono dalle Provincie, delle quali l'opinione dovrà finalmente decidere questa gran lite, nella quale si tratta nulla meno, che se sia, o non sia per aversi una guerra civile.

Parigi, 18 luglio 1791.

N. 54.

Le decretazioni dell'Assemblea sulla dignità e sulla persona del Re, rischiarando più nettamente li principii e stabilendo le basi della monarchia, hanno fissato e concentrato le opinioni. Le misure di forza prese contro i tumultuanti e li facinorosi uniti nel Campo di Marte, da me rassegnate, hanno o dissipato o abbattuto per ora le fazioni. Così è avvenuto che in questa settimana è ricomparsa almeno l'apparenza della tranquillità. Le risposte che vengono dai diversi dipartimenti e municipalità del Regno, che hanno già ricevuto li decreti, significano la più perfetta adesione ai principii di unità e di inviolabilità stabilite nei decreti medesimi, cosicchè si vede, che o l'Assemblea si è veramente investita dello spirito di tutto il Regno, o che tutto il Regno ha ricevuto e riceve la impulsione dello spirito dell'Assemblea. Dopo l'esecuzione di domenica scorsa segue tuttavia a tenersi spiegato lo stendardo rosso al palazzo della città, e quindi è tuttavia in rigore la legge marziale. Moltissime persone sono state arrestate successivamente in questi giorni: tra queste, alcuni delli scrittori folliculari dei più arrabbiati dell'uno e dell'altro partito, tanto democratici che aristocratici e non pochi forestieri. Di questi arrestati, dopo li primi esami alquanti sono posti in libertà, ma li più sono detenuti. Avanti ieri nell'Assemblea nazionale si è fissato il Tribunale detto della sesta divisione per dovere giudicare criminalmente di questi prigioni. Si è pubblicato un ordine, per il quale non solo le locande ed alloggi pubblici, ma qualunque anche privato cittadino debba dare in nota al suo distretto entro 24 ore dell'arrivo il nome, cognome ed altre qualità di qualunque forestiere che anche come ospite tenga in casa sua.

Il Club detto dei Giacobini, che tanta influenza ebbe sempre nelli avvenimenti occorsi dopo il principio della rivoluzione, è quasi disciolto. Li membri dell'Assemblea nazionale che vi concorrevano se ne sono separati, dichiarando di disconoscere una società, la quale per l'admissione di molti forestieri di sospette massime, e per il concorso di persone di esaltati prin-

cipii e violenti, aveva deviato dallo spirito della sua istituzione, che doveva essere di eseguire e difendere la costituzione ed obbedire ai decreti dell'Assemblea. La separazione dei deputati ha tolto al Club l'autorità, questa dichiarazione lo ha spogliato del credito. La massima parte dei componenti o per persuasione lo ha abbandonato, o per interesse ha cercato di unirsi alli deputati li quali hanno trasportato le loro sessioni nel convento dei Foglianti. Li pochi rimasti non ardiscono riunirsi. Li Club dispersi nelle Provincie sono o nella confusione o nella determinazione d'unirsi al partito più luminoso insieme e più autorevole che è quello dei membri dell'Assemblea. La quiete e l'ordine pubblico non può che molto guadagnare a questa dissoluzione e più se si effettuasse per intero. Questi cambiamenti nello spirito e nel corpo politico interno non ne hanno però portato ancora veruno nella situazione del Re. Tuttavia nel suo palazzo senza mai uscirne, nemmeno al passeggio nel giardino delle Tuillerie, non presta agli affari che il nome, che seguita ancora a mettersi alla testa delli editti; guardato dallo stesso numero di guardie e con li stessi metodi, vede la mattina al suo *levé* qualche numero maggiore di persone che innanzi, facilitandosi a dare qualche maggior numero di permissioni d'ingresso: non parla regolarmente a niuno delli astanti, vive pienamente tra i suoi dell'intimo servigio e cerca di supplire al moto esterno, a cui era accostumato, con l'esercizio del biliardo con il duca di Brissac, il quale come capitano della guardia dei 100 svizzeri sta continuamente con Sua Maestà. Lo stato suo di salute non mostra deterioramento, quello della Regina è abattutissimo. Si congettura che non avrà mutazione a questo piede di cose, fino a che non sia compita la carta costituzionale e presentata ed accettata da S. M., ma quando e come si farà questo è tuttavia nella incertezza ed anche nella fluttuazione.

La marcia della Assemblea verso il suo fine è manifestamente rallentata. Si vanno facendo dei decreti che non sono che leggi subalterne di quelle che innanzi s'erano intieramente rigettate e rimesse per le venture legislazioni. Da questa condotta, senza spiegare di più, risulta chiara la massima presa

per ora di perpetuarsi, la qual perpetuazione da molti, e forse dai più moderati ragionatori, si pensa essere non solo comandata dalle circostanze del Regno, che domandano un corpo che avendo raccolto dei lumi e godendo di un certo grado di confidenza e di credito abbia assai di autorità per richiamare tutte le forze ad un centro, ma di più che sia resa necessaria per escludere li faziosi, li quali, stante le qualità dei corpi elettorali già formati sotto l'influenza dei giacobini, sarebbero quasi sicuramente in ora introdotti nella nuova legislatura.

Le notizie di coalizioni tra li Principi esteri e di prossime invasioni per parte delli emigranti si diffondono e si accreditano ogni giorno di più in più. Il conte di Montmorin ha fatto delle comunicazioni al *Comité* diplomatico, che possono accrescere del peso a queste voci. Con tutto ciò, senza nulla derogare alla verità, che possa essere in fatto, non è fuor di proposito il credere che dalle persone savie si ami e si fomenti l'esagerazione a fine d'incutere un sempre maggior timore, essendo il timore l'unico che può sempre più conservare nella Nazione l'unione e nell'Assemblea la saviezza. La enumerazione fatta all'Assemblea delli emigranti francesi che si trovano alle frontiere con li Principi si fa montare a 3500 compresi in questi 306 consiglieri o presidenti di Parlamento e molti canonici e preti e le loro forze in tutto si calcolano a 6000 uomini. Non ostante questo, gli ordini dati e le misure che si prendono sono quali convengono in una prossima apertura di campagna. Oltre le misure anteriormente prese nell'Alsazia, nella Lorena e nelle Fiandre per mettere le piazze in istato di difesa ed aumentare e completare le guarnigioni, venerdì, dietro ad un lunghissimo rapporto politico-militare fatto dal signor Alessandro Lameth a nome del *Comité*, si è decretato: Primo, che si debbano mettere in campo 97.000 guardie nazionali, compresi tra questi li 26.000 che sono già stati reggimentati per virtù di anteriori decreti; a questi 97.000 uomini si assegnano nel decreto stesso li dipartimenti a cui debbono portarsi. Secondo, si fissa la somma di 4 milioni da essere immediatamente posta in mano del ministro della guerra

per li restauri ed ammeliorazioni da farsi alle fortezze con ordine di doversi da detto ministro nominare una deputazione di ufficiali ingegneri che vadano ad esaminarle ed ordinare e dirigere li lavori da farsi. Terzo, che li cavalli per il servigio dell'artiglieria sieno portati al N. 3000. Quarto, che si nomineranno dalla Assemblea dei commissarii presi tra li suoi membri per portarsi nelle Provincie come sopraintendenti alla esecuzione di questi decreti.

Così si spera di avere in breve le piazze in istato di difesa, li magazzini con provvisioni per più d'una campagna, e l'armata per ora al piede di 243.000 uomini, cioè 97.000 guardie nazionali e 146.000 di truppe di linea: le quali truppe di linea, avendosi anteriormente ordinato di mettere in completo di guerra, saranno in tutto 213.000, ed in allora tutta l'armata in caso di attacco nell'anno venturo sarà di 310.000 uomini.

Parigi, 25 luglio 1791.

N. 55.

Dopo avere nell'antecedente mio numero esposto a V. S. lo stato dei preparativi di guerra e dell'armata, quali esistono nei decreti dell'Assemblea nazionale, credo necessario di proseguire tracciando un'idea della loro esistenza nel fatto per non confondere le intenzioni colle realtà, e non dare alle forze attualmente esistenti di questa monarchia un grado o di consistenza o di debolezza d'immaginazione.

Il piede presentato all'Assemblea di circa 130.000 uomini di truppe di linea veramente sussiste, ma questa armata, composta di soldati francesi o forestieri a piedi o a cavallo, ormai non può più chiamarsi divisa in reggimenti, ma in masse di uomini compartite qua e là e uniti tra loro per li colori dei loro uniformi. 60 reggimenti si trovano attualmente senza colonnelli, ed alcuni sono ridotti a non avere più che due o tre ufficiali in tutto il corpo, essendo gli altri o ritirati per non dare il giuramento, o fuggiti nel forestiere, o cacciati dai

loro soldati medesimi; cosicchè, applicato il *Comité* militare a riparare questo enorme disordine, anche dopo fatte tutte le possibili riduzioni nel numero della ufficialità in ciascun reggimento, trova che gli mancano da 4 in 5000 ufficiali per rimontare l'armata. Si sono già fatti più decreti su questo proposito per facilitare agli ufficiali il ritorno nei loro corpi o in altri reggimenti, con li stessi gradi che innanzi, ma oltre l'incertezza dell'esito di queste misure, non si vede misura certa per ristabilire la mutua confidenza tra ufficiale e soldato necessaria alla subordinazione e specialmente in tempo di pericolo. Le guardie nazionali, quando pure saranno portate al numero di 97.000, ciò che non sarà difficile ad eseguirsi per il molto ardore che tutte spiegano alla difesa della libertà, non formeranno mai che un'armata di reclute, e le loro forze per resistere alla fatica, e la loro abilità militare sarà sempre al disotto del loro zelo, il qual zelo riuscirà loro inutile fuori che in qualche azione d'impeto. Gli ufficiali, tratti dal loro corpo e scelti da loro medesimi, avranno la loro confidenza, ma non l'abilità. Deboli nel comando avranno l'amore, ma non la disciplina dei loro corpi. Forti ed esatti rischieranno l'obbedienza di gente che si crede ognor loro eguale.

Il corpo dell'artiglieria, che è stato uno dei più democratici dell'armata e che ha sempre goduto d'una accreditata riputazione in Europa, nonchè in Francia, ha in gran parte abbandonato il servigio, malcontento dei cambiamenti fatti nella loro organizzazione, e molta parte di esso, non ostante il patriotismo, è passato fuori del Regno.

Le proviste d'armi e di munizioni da guerra sono almeno dubbie e per non offendere le asserzioni del ministro e del *Comité* all'Assemblea v'è chi sostenta che il ministro e il *Comité* sono ingannati. Delle provvigioni da bocca si ammette la realtà, ma si rimarca, che li contratti fatti, alcuni con l'obbligo di pagare con lettere sul forestiere, sono estremamente onerosi. L'angustia del numerario e la difficoltà del basso veglione rende o gravosa o penosa o impossibile la paga delle truppe in contanto, e la paga in assegnati, ancorchè piccoli,

sarà un germe di scontentezza nella soldatesca e un pericolo d'insurrezione. Il generale Lukner, uomo di fortuna, Hannoverese, entrato come partitario al servigio di Francia, d'onde, dopo acquistati denari e onori s'era ritirato nel suo paese, ritornato in ora nel Regno tratto da un'ardente democrazia è stato sostituito al comando del marchese di Bouillè. L'Assemblea crede al suo patriotismo, quanto si può credere all'amor della patria d'un forestiere, gode il credito di un buon militare, ma non si è ancora acquistato quello di un gran generale. Il conte di Rochambeau ha il comando dell'altra armata che fronteggia le Fiandre. Il conte di Rochambeau è conosciuto per aver comandato in America, e il suo comando in America, sebbène fortunato, non gli ha però fatto un nome tra i generali. Tutto questo che mi onoro di esporre a VV. EE. non è un secreto per li veggenti dell'Assemblea e sopra tutto per il *Comité* militare e diplomatico; così se tutto da lor dipendesse, sono essi ben lontani dal rifuggire le vie di composizione a qualunque costo, ma le cognizioni e la prudenza sono concentrate ed il furore e l'entusiasmo dominano tuttavia nella Nazione e trascinano l'Assemblea. Era stata progettata una spedizione segreta del cav. di Coignì ai Principi emigranti per trattare con essi sopra qualche ragionevole piano di conciliazione, ma dopo tre giorni che doveva mettersi in viaggio non ha avuto luogo la sua partenza, nè mi è fino ad ora noto il perchè, forse in grazia dell'ultimo decreto passato contro gli ordini di cavalleria, di cui quanto prima farò parola. L'esaltazione degli spiriti popolari è tuttavia nel più alto grado violenta e diffusa, ed in questo momento è quella e la unica che forma la forza reale di questo Regno nel caso di esterne aggressioni. Non rimane più luogo nè a inganni, nè a dubbii; ogni angolo della Francia, a forza di scritti, di discorsi, di sermoni dai pulpiti, e di club, è invaso dello spirito di libertà. Ogni villano ora ha verificato, che, anche pagando l'imposta, paga molto meno che non pagava, si trova sciolto da tutti i legami feodali dove esistevano, e da tutte le vessazioni e ricerche fiscali, si sente a dire d'essere libero, e gli pare con questo solo nome d'essere nobilitato. L'illusione e la

realtà concorrono a renderlo fiero, ed il fatto fa vedere in ora, che da un mese all'altro, dall'Alpe al Pireneo, tutte le classi dal banchiere e commerciante in giù, chi per vanità, chi per invidia, chi per entusiasmo e chi per interesse, sono tratti nel medesimo spirito e disposti alle estreme difese per conservare la detta loro libertà, cosicchè raccogliendo li pareri delle persone prudenti di qua, anche tra li moderati aristocratici, trovo li più pensare che considerati li molti vizi della attuale costituzione sia a credere che più facile sia vederla cadere per una intrinseca dissoluzione di quello che abbattuta per una estrinseca forza. Intanto la gran carta che deve contenere li articoli costituzionali è già formata, e si sta rileggendo ai *Comité*. Dentro la settimana sarà portata all'Assemblea, poi presentata al Re, il quale in quell'istante sarà posto in libertà. Non è ancora certo se S. M. partirà da Parigi per trasportarsi altrove, dove esaminarla ed accettarla. Così si ragiona, ma io ancora dubito, se in caso, che volesse portarsi altrove, non lo consiglierebbero efficacemente a restare, mettendo in gioco il timore del popolo.

Avanti ieri è passato il decreto che porta la soppressione di tutti li ordini cavallereschi in Francia. Non credo poter meglio esporre a V. S. e a VV. EE. le misure prese, che trascrivendo gli articoli del decreto:

1° Ogni ordine di cavalleria, o altro, ogni corporazione, ogni decorazione, ogni segno esteriore, che suppone distinzioni di nascita, sono soppressi in Francia. Non si potrà stabilirne simili per l'avvenire.

2° L'Assemblea nazionale si riserva di stabilire se vi sarà una distinzione nazionale unica, che potrà essere accordata alle virtù, ai talenti e ai servigi resi allo Stato, e nulla di meno, finchè essa stabilisca su tale oggetto, li militari potranno continuare a portare e ricevere la decorazione militare attualmente esistente.

3° Nessun francese potrà prendere veruna delle qualità soppresse, sia col decreto 19 giugno 1790, sia col presente, nemmeno le espressioni di *per lo innanzi*, o altre equivalenti. È proibito ad ogni ufficiale pubblico di fare qualunque atto

tendente alla prova delle qualità soppresse con il decreto 19 giugno 1790 e con il presente. Li *Comité* di costituzione e di giurisprudenza criminale presenteranno incessantemente un progetto di decreto sulle pene a fissare contro quelli che controverranno alla presente disposizione.

4° Ogni francese che domandasse o ottenesse l'ammissione o che conservasse l'affiliazione a un'ordine di cavalleria o altra corporazione stabilita in paese forestiero, fondata sulle distinzioni di nascita, perderà la qualità ed i diritti di cittadino francese, ma potrà essere impiegato al servizio della Francia come ogni forestiere.

Parigi, 1° agosto 1791.

N. 56.

Finalmente terminato il lungo e tanto aspettato lavoro dei *Comité* riuniti è sortita al pubblico la gran carta costituzionale portante per titolo: *La Costituzione Francese.* Atteso il sommo interesse che essa inspira, giudico mio dovere il trasmetterne una copia a V. S. e dopo averla in questo modo originalmente sottomessa ai sapientissimi lumi delle EE. VV. mi faccio egualmente un dovere di non aggiunger parola del mio sopra l'intrinseco merito di questa nuova politica produzione, rispettando con il mio silenzio il profondo giudizio al quale la sottopongo.

Mi restringo pertanto a parlare della impressione che essa qui ha fatto, la qual impressione nella generalità di questo popolo è stata sommamente favorevole. Li principii di giustizia naturale, di egualità, di libertà che hanno sempre allettato e spesso sedotto le menti popolari d'ogni paese e d'ogni secolo, vi sono talmente inculcati ed adornati che non possono mancare di cagionare una prima persuasione nelli animi sensibili e nelle menti meno discorsive. L'applicazione di questi belli principii al fatto d'un ben organizzato governo ed alla concatenazione delle parti di esso, e subordinazione nelle auto-

rità delle une alle altre, non è che di pochi il meditarlo, ed anche di molti, meno tra li individui di questa Nazione il mettere a calcolo il carattere nazionale, la impetuosità e mutabilità di questo popolo, al quale un tal Governo debbe addattarsi. Di qua è che li più si trovano contenti della carta, e li scontenti non hanno in vista del loro scontentamento che l'interesse loro personale offeso. Quelli che trovano li difetti nell'intrinseco della organizzazione sono pochissimi e questi stessi finiscono dicendo, che comunque difettosa possa essere questa costituzione, dopo tre anni di convulsioni e di torbidi, meglio vale avere una forma qualunque di governo che poi si andrà correggendo di quello che non averne niuno.

Entro la presente settimana sarà portata alla discussione della Assemblea e tanto si crede, che non sia per incontrare nelle discussioni dell'Assemblea veruna valida opposizione che il giorno stesso, in cui s'è fatta la lettura d'essa carta si è immediatamente dappoi decretato di togliere la sospensione che s'era posta alla convocazione delle Assemblee elettorali. Così si è stabilito, che il giorno 25 di questo mese di nuovo si convocheranno dette assemblee in ciascun Dipartimento e che per il giorno 5 di settembre tutte le elezioni dei nuovi deputati dovranno essere fatte, e di più che li deputati nuovamente eletti potranno immediatamente portarsi a Parigi per essere pronti ad entrare in esercizio della nuova legislatura al giorno che dalla attuale Assemblea sarà fissato.

Rimane in ora a vedere come abbiasi a procedere per mettere la persona del Re in uno stato di libertà e di dignità, quale è necessario almeno per l'apparente validità della sua accettazione. Sopra una mozione fatta dal march. de la Fayette è stato rimesso questo punto alla discussione dei *Comité* per farne riporto all'Assemblea quanto prima. L'argomento è sommamente scabroso. Il Re pienamente e veramente libero li tiene in timore, o di nuova fuga o di popolare commovimento; non libero rende, per la privazione stessa della sua libertà, di niun valore la sua accettazione; e poi, o il Re tutto pienamente accetta, e tra la Nazione resa già diffidente la sua accettazione passerà per una illusoria sommissione alle circostanze,

o muove delle difficoltà e ricusa e si preveggono nuovi torbidi e nuovi tumulti. Questi riflessi presentano ai più savi la vista d'un intrinseco male, per il quale si potranno bensì trovare dei palliativi, ma non dei radicali rimedi.

Contuttociò, dopo comparsa la carta, la confidenza è rinata, li fondi hanno rialzato, il danaro ha bassato di valore, li timori di aggressioni esterne almeno per ora vanno giornalmente diminuendo, ed attesi li esami fatti per tutto il tratto di confine lungo Reno e Mosa si assicura che, qualunque sieno le intenzioni dei Principi forestieri contro la Francia, le ostilità non potranno aver luogo per questa estate stante il non esservi in quelle parti assai validi preparativi per incontrare in ora una campagna.

Ieri è stata con solennità dal Palazzo del Pubblico ritirata la bandiera rossa e rimesse le cose nel pristino stato, riguardandosi come già pienamente restituita la calma.

Parigi, 8 agosto 1791.

N. 57.

Da che il progetto della costituzione ridotto dai *Comité* riuniti, quale mi sono onorato di umiliare a V. S. unito al passato mio numero, è stato portato alla discussione dell'Assemblea, tutte le sessioni della medesima sono state occupate dall'esame ad articolo per articolo di questo importantissimo soggetto. Molte questioni si sono eccitate sull'ordine e molti e caldi dibattimenti si sono agitati sul merito d'alcuni articoli in particolare. Il primo è stato sulla qualificazione che in questa compilazione si dà al Re di rappresentante della Nazione invece di dichiararlo primo funzionario pubblico, come si era fatto fino ad ora. L'opinione che lo investe della qualità di rappresentante, essenzialmente per la sua dignità, la forza e la Maestà della Nazione ha prevalsa contro l'altra, che lo riduceva nel loro intendere alla condizione d'un semplice primo magistrato. Calda disputa si è commossa poi sopra il quanti-

tativo della contribuzione che debbe pagarsi come condizione per la capacità nelle Assemblee primarie di essere nominato elettore, o nelle assemblee elettorali membro del Corpo legislativo. Innanzi erasi già decretato, che per poter essere deputato all'Assemblea legislativa era necessario pagare almeno un marco d'argento all'anno di contribuzione diretta. Veramente non era grande ricchezza che richiedevasi, giacchè questo equivale a dire che si debba pagare in decima di possesso tra mobili e stabili non più che 52 franchi, li quali 52 franchi suppongono poco più che 250 franchi di reddito o usufrutto, o sieno tra 8 in 10.000 franchi di capitale. Con tutto questo, come per entrare nel numero delli elettori non domandavasi che una tenue somma di giorni di travaglio, ciò che avrebbe empito le assemblee elettorali di troppo misera gente, si è creduto molto avanzare proponendo di portare a 40 giorni la condizione per essere elettore, nulla di più poi richiedendo per essere eletto al Corpo legislativo. Questa innovazione che verteva sopra 10 franchi di più o di meno da pagarsi di più per poter essere elettore, di meno per poter esser membro delle legislazioni, ha talmente calmato gli spiriti o a meglio dire li partiti che dopo tre giorni perduti in lunghi dibattimenti si è poi aggiornata, che è quanto dire trasportata a doversi dibattere di nuovo dopo finito l'esame di tutto il resto della costituzione. Di qua è nato, che mentre dai più credevasi che nel corrente della settimana tutto questo lavoro sarebbe a termine, rimane ancora di che riempire gran parte, se non l'intero, della settimana presente, e quindi la condizione del Re e della famiglia reale rimane tuttavia la medesima, e la medesima incertezza domina sulle opinioni riguardo al partito che effettivamente dalla Assemblea si prenderà sul modo di presentare la costituzione al Re e dal Re sul modo di riceverla. Intanto le animosità segrete delle fazioni e delli individui sempre più fermentano, le suspicioni delli uni verso delli altri sempre più s'accrescono e si ingrossano li timori e dell'interno discioglimento, e delle esterne aggressioni. Dopo che il partito aristocratico, volgarmente detto il lato dritto dell'Assemblea, per non deteriorare la causa del Re e sulle ra-

gioni addotte nella nota protesta, si è interamente condannato al silenzio, la divisione si è posta nel lato sinistro, il quale è suddiviso in due, una minorità composta di ardenti republicani, ed una maggiorità di moderati democratici favorenti la forma monarchica di Governo. Questa divisione egualmente tiene alla divisione nata nel Club dei Giacobini, dal quale una gran parte de' più temperanti si è separata per fare il Club dei Foglianti, e l'una e l'altra parte ha relazioni diffuse per il Regno, e già formano fazioni, tra le quali le animosità sono tanto maggiori quanto che le inimicizie tra amici sono nei loro principii più violente che le altre. Mutuamente si accusano di voler distruggere la libertà, gli uni col volerla sacrificata al monarchismo assoluto, gli altri col volerla far degenerare in anarchia, donde poi risulterebbe la necessità di ritornare sotto l'antico dispotismo. Perciò ciascuna parte imputa all'altra d'essere segretamente d'accordo con li emigranti che si chiamano li nimici dello Stato. Il numeroso stuolo dei popolani, indifferenti in queste fazioni, e ignoranti in queste cabale, non sanno ormai più a chi credere ed hanno indistintamente tutti in sospetto. Frattanto le lettere che dalle Provincie vengono non portano che nuove funeste. Dove le municipalità ed i distretti recredono, o a lasciare uscire grani, o a lasciare partire le truppe destinate a guarnir le frontiere. Dove li reggimenti desertano, come ha fatto il reggimento intero del Berwik, il quale si è portato a raggiungere il suo colonnello duca di Fitz James nel Luxemburgo. Dove quelli che rimangono niegano l'obbedienza ai loro ufficiali, e questo a grado, che pretendesi, che li due generali che comandano le due armate, il conte di Rochambeau nelle Fiandre ed il general Lukner nell'Alsazia e Lorena, abbiano ambedue scritto egualmente di non poter valersi delle truppe in questo stato d'indisciplina.

Ciò che si rende mirabile è, che questo contagio di spirito di divisione e di sospetto, che regna qui, abbia già preso possesso anche dalli emigranti che sono sulla frontiera. Il progetto della partenza del Re formato dal sig. di Bovillè colla intelligenza di qualche Corte forestiera era interamente sco-

nosciuto al conte d'Artois, il quale con altri appoggi aveva ideato un'altro progetto suo sotto la condotta del vecchio maresciallo di Broglio. Il maresciallo di Maillebois, che è in Dresda non senza partecipazione della Corte Statolderiana ne aveva egli pure uno suo. Lo svanimento del primo ha sconcertato, per le cose occorse, le misure di tutti gli altri. Di qua occasioni e lamenti e semi a gelosie d'autorità, dalle quali non può che nascere la mutua suspicione e la discordia, e tale infatti assicurasi essere la posizione delli affari e delli spiriti tra li principi del sangue e li principali signori emigrati.

Alcuni tra i più moderati, che compongono li *Comité* dell'Assemblea, pensano di profittare di queste stesse disposizioni di spiriti per intavolare e colla Corte qua e con li Principi là dei trattati di composizione e riconciliazione, ma li più veggenti augurano che, con le menti ancora troppo esaltate di questo popolo ebro tuttavia delle vaghe promesse di libertà, al qual conviene sacrificare, colle pretensioni dei due partiti che poco vogliono dare e tutto pretendono, con li mezzi che si mettono in opera per queste conciliazioni, si tesseranno bensì dei piccioli intrighi di Corti, ma non mai dei solidi trattati di accomodamento. Tuttavia persone ne sono incombensate e, oltre il cav. di Coignì, è partito, dopo una lunga conferenza avuta con il Re e colla Regina, l'abate Louis già membro del Parlamento, con una commissione segreta ai Principi in questo oggetto. Alcune lettere private del Luxemburgo già annunziano come certa la marcia di 18.000 prussiani, e le emigrazioni dei malcontenti di giorno in giorno crescono sotto la protezione dei villani delle frontiere, che fanno un commercio dello scortare per cammini detorti, mediante una somma di denaro moderata, chiunque vuole uscire dal Regno.

Parigi, 15 agosto 1791.

N. 58.

Da molto tempo non è passata una settimana tanto gravida di aspettative e vuota di avvenimenti. L'Assemblea ha finito la revisione per intiero di tutto il progetto di costituzione e dilaziona tuttavia a riprendere in discussione quei punti del progetto medesimo, sopra i quali si è riservata a deliberare dopo finita la revisione intera. Tutto va colla maggior lentezza, e quindi si dilaziona il momento che forma l'oggetto delle ricerche e della curiosità in cui sia per presentarsi al Re la costituzione e la libertà. Non si può dubitare, che questo Monarca da oltre 15 giorni si occupa lunghissime ore della giornata nel suo gabinetto tutto solo a scrivere, e su questo scrivere ognuno forma idee e progetti varii, li quali però non valgono più l'uno che l'altro. Chi pretende che stenda egli delle riflessioni sul progetto di costituzione, e chi immagina, che stenda un progetto di costituzione tutto suo, quello che pare non mettersi in dubbio sulli argomenti positivi, che ne tengo, è che S. M. è in immediata corrispondenza di lettere particolari con li Sovrani forestieri suoi più immediati parenti, quali sono il Re di Spagna e l'Imperatore. Questo conte di Fernan-Nuñez, ambasciatore del Re cattolico, il quale da molti mesi indietro aveva dalla sua Corte la facoltà di partirsene per congedo, ed era sul momento di maturare il suo viaggio è stato dal Re medesimo ricercato per intermedia persona di sospendere per ora la partenza e di non istaccarsi da lui. Su questa ricerca l'ambasciatore medesimo ha scritto alla sua Corte di Madrid, la quale per delle ragioni sue proprie non solamente approvava, ma sollecitava questo allontanamento del suo ambasciatore da Parigi La risposta che egli attende si congettura naturalmente conforme ai desiderii ultimamente marcati da S. M. Cristianissima. Del resto poi le apprensioni esterne e l'anarchia interna tengono il Regno ognora nel medesimo stato d'agitazione.

Il dipartimento dei Pirenei è ricorso all'Assemblea esponendo li più esagerati terrori d'una prossima invasione spagnuola, tanto che per acquietare e quella parte di Provincie, e tutto

il resto dell'Impero, l'Assemblea ha chiamato tutti li ministri pubblicamente. Dalle loro esposizioni è poi risultato che il cordone delle truppe spagnuole al confine non oltrepassava 6000 uomini, che fino ad ora la posizione e la condotta di quel cordone non aveva dato il più leggiero indizio di ostili intenzioni, e che le truppe esistenti su quella frontiera, tanto d'infanteria che d'artiglieria, ancorchè poche erano corrispondenti però ed anche abbondanti per un sì moderato numero di nemici. Ciò servì non a rischiarare le cose che già si sapevano, ma a rischiarare li spiriti, che di momento in momento si offuscano con i più irragionevoli e panici timori.

Riguardandosi la parte delle Fiandre francesi al confine delle austriache, come una delle parti più esposte in un pericolo di operazioni ostili per parte dei principi forestieri e degli emigranti francesi, è stato dal conte di Rochambeau formato alla Assemblea il progetto di rinnovare le famose linee di Meaubeuge che salvarono al principio di questo secolo la Francia contro le armi vittoriose in allora del principe Eugenio e del duca di Malbourgh. Il progetto è stato già da più settimane accettato e con tanta attività e celerità ridotto all'opera, che le nuove che di colà vengono assicurano essere già formato un campo con le sue linee sull'antico piano; dodici ridotti montati di tre cannoni l'uno che con li laterali formano un ben inteso ed eccellente eseguito punto di difesa. Non però ancora vi sono truppe a guarnirlo, per la grande ragione che, avendosi molti soldati, non si hanno ancor delle truppe per non aversi ufficiali.

Sono stati nominati già più che centinaia di colonnelli, tenenti colonnelli e gradi inferiori, li quali hanno bensì accettato gl'impieghi, ma molti di essi con la riserva di essere nominati dal Re, protestandosi di non riguardare come legale nè valida niuna altra nomina sola.

In mezzo alla poca quantità e poco interessante qualità dei decreti emanati della settimana, uno però ne è sortito, che si è reso rimarcabile per molti facendo vedere e l'altercazione dei partiti che a tratto a tratto trasportano l'Assemblea, e il carattere delle persone che li compongono. Si sono decre-

tati duecento mila franchi di premi da ripartirsi tra le persone che hanno avuto parte nell'arrestazione del Re a Varenne, proporzionando li valori al merito che si era fatto colla patria ciascuno di questi valorosi cittadini in una sì bella impresa; quindi si assegnano 30.000 franchi al sig. Drouet, noto abbastanza per essere il celebre maestro di posta di S. Menehould, primo movente e direttor principale d'un tale arresto, 20.000 al procuratore della comunità di Varenne, nella di cui casa sono seguiti tutti li avvenimenti che hanno accompagnato sì memorabile circostanza, ed altri 150.000 divisi in 18 persone, che più particolarmente hanno dimostrato il loro patriotismo contro il proprio Sovrano.

Uscito il decreto, si è publicamente sostenuto e sparso che era passato, senza nemmeno avere la pluralità dei voti, per intrigo e violenza d'una cabala; questa giustificazione dell'Assemblea spiega, come si riguardi la natura di tal decreto.

Parigi, 22 agosto 1791.

N. 59.

La medesima incertezza del fine ha portato ancora in questa settimana la medesima lentezza nell'avanzamento dei travagli dell'Assemblea, troppo essendo naturale, che chi non sa come terminare una cosa va lento ad avanzarla. Infatti nulla si è ancora non solamente statuito, ma nemmeno ideato con precisione sul modo nel quale l'atto costituzionale sarà presentato alla accettazione del Re. La difficoltà della nullità del suo consenso, se non è libero, e se è pienamente libero, del pericolo del suo rifiuto sono in tutto vigore; questi obbietti più si dibattono meno si sciolgono, e finalmente converrà venire ad una determinazione la quale, qualunque sia per essere, potrà tagliare il nodo, ma non sgrupparlo; si temporeggia pertanto, finchè si componga qualche palliativo e a forza di futili contestazioni si va progredendo ad ingrossare con delle aggiunte l'atto costituzionale.

Due decreti di questo genere hanno occupato e marcato questa settimana, il primo che riguarda la guardia del corpo che potrà avere il Re intorno alla sua persona, il secondo, che fissa li diritti che goderanno li Principi del sangue. Nel primo si stabilisce, che il Re, oltre una guardia d'onore composta di guardie nazionali del luogo, dove risiederà, avrà una guardia del corpo tutta a lui. Questa sarà pagata dalla lista civile, non potrà essere di più di mille e ottocento uomini, mille e duecento d'infanteria e seicento di cavalleria, ed indi seguono più dettagli sulla organizzazione, avanzamenti e prerogative di questo corpo della casa del Re, per le quali viene a S. M. tolta o ristretta la libera facoltà di ordinarla, come a lui sembri. Quanto poi alli Principi del sangue, con lunghe e calde dispute si è discusso se dovesse loro concedersi l'eminente qualificazione di cittadino attivo, per ottener la quale il duca d'Orleans, che in questa occasione non potè trattenersi dal montare la tribuna, arrivò nel suo arringo a dire che preferirebbe di rinunciare il suo diritto alla corona, anzi che essere privo di questa proprietà nazionale della cittadinanza attiva. Questo tratto di discorso non fu certamente quello che fece vincere l'opinione, ma infine il secondo giorno si decretò che li membri della Casa Reale sarebbero cittadini attivi, ma non capaci di voce passiva a niuno delli impieghi alli quali elegge il popolo, come amministratori, giudici, vescovi, ecc. Altro articolo, materia ad altri dibattimenti, fu se sarebbero distinti con qualche appellazione particolare, e ben discussa la cosa, fu decretato che si chiameranno col nome di battesimo e l'aggiunta principe francese senza più, cosicchè Re, Principe ereditario e Principe francese saranno li soli appellativi e distintivi della famiglia regnante. Egualmente è stata decisa definitivamente la gran questione sul marco d'argento, decretandosi, in conformità alla proposizione dei *Comité,* che per essere elettore si richiederebbe una rendita o un affitto di casa di tante centinaia di giorni annui proporzionatamente alla città, luogo o villaggio, di cui egli fosse, e nulla più si richiederebbe poi per poter essere nominato membro al corpo legislativo.

Mentre l'Assemblea va temporeggiando in discorsi e decreti, l'interna disorganizzazione dei corpi amministrativi e l'insubordinazione delle truppe sono al confine d'una vera e completa anarchia, o non apponendosi rimedi, o non trovandosi rimedi che apporvi. Il ministro della guerra in una lettera all'Assemblea, dopo esposto lo stato di aperta ribellione in cui sono tre reggimenti, e li tentativi fatti dai poteri legali per rimetterli al loro dovere, dichiara e dimostra che il potere esecutivo, cioè il Re o i suoi ministri, non hanno mezzi secondo i principii della costituzione più validi per frenare e punir la rivolta e li domanda all'Assemblea in questi termini, li quali per tracciare a V. S. uno stato genuino delle cose come realmente sono, credo non inopportuno trascrivere. Sarebbe ben inutile lo ristabilire le nostre fortezze ed il formare delli accampamenti, li quali si difenderebbero male se noi non avessimo che a mettervi dentro che delle truppe in preda alla disciplina, e per conseguenza senza istruzione, senza unione, senza volontà e rese per il libertinaggio incapaci di soffrire li travagli, le fatiche, le privazioni a che obbliga la guerra. In tale caso dovremo sempre tremare come facciamo al presente non solo delle Potenze di primo e di secondo ordine, ma perfino le male disposizioni dei Principi meno considerabili e li progetti, che in tutt'altra circostanza sarebbero insensati, di pochi fuggiaschi basteranno a tenere tutto l'Impero in continui timori. L'Assemblea non ha potuto non trovar vero tutto questo, ed ha rimesso ai *Comité* per suggerire rimedi. Il rimedio in sostanza proposto e adottato è di far fuoco sulla truppa ribelle, ma converrà cercare chi lo faccia.

Le nuove provenienti dalle colonie, specialmente da S. Domingo, sono funeste tanto da far temere una perdita totale e forse non lontana di quei ricchissimi stabilimenti per la Francia. Appena arrivata colà la notizia del decreto 15 maggio, quello cioè nel quale sono ammessi al diritto di cittadinanza attiva li mulatti figli di padre e madre libera, l'insurrezione tra li bianchi fu generale. Li mulatti sono minacciati ad un massacro sterminatore, specialmente se li negri, che sono oltre 80

mila nelle diverse fabbriche e piantagioni di zuccheri e caffè appartenenti ai bianchi, animati come sono d'odio e di gelosia contro questa razza media che riguardano quasi eguale a loro, sieno dai loro padroni eccitati e armati contro di essi. Il governatore dell'isola scrive all'Assemblea esponendo le tristi disposizioni delli animi, l'imminenza dell'estremo pericolo e l'insufficienza assoluta di mezzi in sua mano per impedirlo, conclude chiedendo almeno un decreto sospensivo del decreto anteriore, come rimedio unico al male, se pure arrivi in tempo. Due lettere posteriori in data dei 13 dello scorso aggiungono che già erano stati spediti alla Giammaica, lontana non più di 50 a 60 leghe di mare da S. Domingo, dei deputati li quali avevano innanzi di partire arborato paviglione bianco e coccarda bianca ed andavano caricati d'un progetto d'unione coll'Inghilterra. Ancorchè questa missione non sia ancora di tutta la colonia, è però essa sola un nuvolo capace a far temere qualunque scoppio.

Non ostante la lettera scritta da questo ambasciatore di Spagna alla sua Corte, contenente li desideri a lui fatti spiegare da questo Monarca della sua permanenza presso la sua persona, della quale lettera ho reso conto a VV. EE. in altro riverente mio numero, la risposta arrivata ieri l'altro da Madrid è stata fermamente e pienamente contraria ad una tale richiesta, persistendo quel Gabinetto che nelle attuali circostanze, o in quelle che ponno succedere, non è dell'interesse nè dell'onore del Re Cattolico il tenere più lungamente una persona col carattere di ambasciatore in Parigi.

Parigi, 29 agosto 1791.

N. 60.

L'Assemblea nazionale, sul momento di dar l'ultima mano al politico suo lavoro, non poteva non gittare un occhio sull'avvenire e, misurando dal passato la somma facilità, con cui

un popolo irrequieto e sommosso aveva crollato una costituzione monarchica di 12 secoli, non inferire, che con eguale e maggior facilità, al primo soffio d'una fazione che si facesse forte in una nuova legislatura, ne dileguerebbe una che non contava di data che appena poche settimane. Per prevenire nell'avvenire nuovi e continui cambiamenti, e dare all'edificio del nuovo governo da lor costruito la maggior possibile solidità, molti progetti si sono proposti, molti raziocinii fatti, molti principii filosofico-politici stabiliti. Ma qualunque puntellamento proposto per appoggiare e difendere dal crollo il nuovo edificio è andato in pezzi, quando si è misurata con il grande assioma, base della costituzione attuale, che il popolo ha inalienabile la sovranità, e che il diritto di cambiare e riformare il proprio governo è imprescrittibile in una Nazione. Dunque dopo tre giorni di discussioni si è divenuto a formare il seguente decreto:

« L'Assemblea nazionale dichiara che la Nazione ha il diritto imprescrittibile di cambiare la costituzione, e nulladimeno, considerando che è più conforme all'interesse nazionale di usare semplicemente con i mezzi presi nella costituzione medesima del diritto di riformarne gli articoli, de' quali l'esperienza avesse fatto conoscere gl'inconvenienti, decreta, che vi si procederà da un'assemblea di revisione nella forma seguente.

» Quando tre legislature consecutive avranno manifestato la loro opinione per la riforma di alcuni articoli costituzionali, allora vi sarà luogo ad un'Assemblea di revisione, la quale sarà composta della quarta legislatura accresciuta di 249 membri. Restano di più fissate altre formalità per la convocazione dell'Assemblea di revisione, come anche alcune condizioni particolari per quelli che la devono comporre ».

Con questo si è dato fine all'atto costituzionale, del quale per altro non è ancora uscita dalla stamperia nazionale copia corretta e legale; sabato mattina ne fu fatta per intero la lettura all'Assemblea, la quale occupò due lunghe ore di tutto, immediatamente e sul momento stesso si divenne a formare il seguente decreto in tre articoli: 1° che si nominerebbe una Deputazione di 60 membri per presentare l'atto costituzionale;

2° che si pregherebbe S. M. di dare li suoi ordini per la guardia che crederà conveniente alla sua dignità e libertà; 3° che se il Re si rende al voto dei francesi adottando l'atto costituzionale sarà pregato di disegnare il giorno e regolare le forme nelle quali accetterà in presenza dell'Assemblea la regia dignità costituzionale e prenderà il solenne impegno d'adempierne le funzioni.

L'adozione universale di questo decreto, e la sua esecuzione quanto al primo articolo non furono che un seguito solo. Il presidente fece all'istante la nomina dei sessanta deputati che dovevano portarsi dal Re, e l'Assemblea si disciolse alle una dopo mezzogiorno, intimando alli 60 membri destinati per la deputazione di riunirsi alle ore sei per compiere la solenne loro missione. All'ora indicata tutti erano pronti, ma le copie dell'atto costituzionale da farsi, e le legalità da adempirsi, non furono in pronto che verso le nove, entrata già la notte. La Corte era di tutto prevenuta, il Re aveva convocato presso di se tutti li suoi ministri, e molte persone di Corte erano spontaneamente concorse a formare corteggio a S. M. Si aprì con solennità la marcia notturna della deputazione illuminata con torcie a vento, preceduta da un corpo di cavallerià, scortata da molta truppa di guardia nazionale a piedi e seguita da numerosa retroguardia di gendarmeria. Il marchese de la Fayette e tutto lo stato maggiore della guardia parigina formavano la testa della deputazione. Le strade pubbliche per cui passò e la piazza e i cortili per entrare nella gran porta di palazzo tutti pieni di immenso popolo, il quale guardò spontaneamente il più alto silenzio in atto di sospeso, ed esitante. Entrò la deputazione a palazzo in mezzo ad una doppia ala di guardia nazionale, di guardia Svizzera e del corpo detto dei 100 svizzeri, che fecero gli onori militari. Il Re li ricevette nella sala del consiglio in piedi, attorniato da tutti li ministri e da numerosissimo corteggio di signori che si trovano ancora a Parigi.

Il sig. Thouret, oratore della deputazione, fece il seguente brevissimo discorso.

« Li rappresentanti della Nazione offrono alla accettazione di V. M. l'atto costituzionale, che consacra li diritti imperscrittibili della Nazione francese, che mantiene la vera dignità del trono e che rigenera il Governo dell'Impero ».

Il Re spiegando, o componendo un'aria contenta, e quasi ridente lesse la seguente risposta.

« Esaminerò la costituzione che l'Assemblea nazionale vi ha incaricato di presentarmi, farò conoscere all'Assemblea la mia risoluzione dentro il più corto termine che esigerà l'esame di un oggetto tanto importante. Mi sono deciso a restare a Parigi, e darò al comandante generale della truppa nazionale parigina gli ordini, che crederò convenienti per il servizio della mia gnardia ».

Letta questa risposta ne rimise la copia stessa scritta di propria mano al sig. Thouret, e la deputazione si ritirò nello stesso ordine, come era venuta.

Le opinioni di chi affetta di fare il ragionatore su questa risposta sono fluttuanti, e nell'uno e nell'altro partito, ma la impressione da essa formata sul generale delle menti popolari è stata accettevole e tranquillizzante. Intanto tutto si è rimesso a palazzo sullo stesso piede in che era innanzi alla celebre partenza dei 21 giugno, ristabilito il primitivo ordine e di guardie e di Corte. Domenica mattina fu *Levè* del Re al solito e quanti ne furono per azzardo consapevoli concorsero, cosicchè si trovò essere per questi tempi numeroso. L'ambasciatore di Spagna fu prevenuto d'un avviso della segreteria di Stato sulla mattina e vi assistè, così fu il solo tra tutto il Corpo diplomatico, stante al non essere stato niuno degli altri avvertito per una confusione e sorpresa delli introduttori, d'ambasciatori e segretario del Re per la introduzione degli ambasciatori e principi forestieri a cui appartiene. Se ciò fu errore, questo fu riparato col venire il sig. di Sequeville, segretario del Re per gli ambasciatori e ministri forestieri, in persona questa mattina di lunedì a portare di bocca con visita espressa l'invito per domani.

Ciascuno dei molti, che hanno veduto ieri il Re e la Regina, non hanno rimarcato in essi niun cambiamento, anzi hanno

rimarcato, che niun cambiamento appariva, se non in quanto il Re spiegava un'aria come contenta e di buon umore, e la Regina la consueta dignità di portamento, e cortesia ed affabilità di maniere. L'essere giorno di domenica portò che si trasferì il Re la mattina alla messa, il dopo pranzo alli vesperi, secondo lo stile, alla pubblica capella di Corte e fu dopo 70 giorni la prima volta che uscì dal suo appartamento e passò innanzi la guardia della propia porta, cosa, che sebbene avrebbe potuto liberamente fare, non fece però mai per non esporsi a che gli fossero negati li consueti onori della presentazione delle armi. Di qua è, che in tutto questo tempo persona che sia del popolo non l'aveva mai veduto. Ieri, al vederlo per la prima volta andante e veniente dalla cappella, pienissimo fu il concorso di gente e moltissime ed altissime le grida di *Bravo* e di *Viva* il Re. Tale è il popolo francese o una parte di esso.

Intanto l'Assemblea attuale si affretta sempre più al suo fine. Tutti li Corpi elettorali sono in attività di fare le elezioni dei nuovi deputati, e già una gran parte delle elezioni in molti dipartimenti è fatta. Si è chiesto prima dello scioglimento dell'Assemblea un rendimento di conti a tranquillizzazione della Nazione, ed a discarico dell'amministrazione attuale. Il marchese di Montesquieu, membro del *Comité* di finanze, ne ha promesso uno che si leggerà venerdì all'Assemblea, e si pubblicherà colle stampe. Sarà il quinto, contando li due resi dal sig. Neker, uno nella sua prima amministrazione ed uno nella seconda; quello reso dal signor Calonne, uno già reso dall'Assemblea prima della creazione delli assegnati, e questo. Pochi sono dei buoni calcolatori, che sperino di veder più chiaro in questi che in quelli, dopo che ciascuno di questi è stato dai successori tacciato d'oscurità e d'infedeltà. La Nazione per altro pazienta e spera. Li viglietti perdono il 20 p. °/₀ contro il denaro, l'oro e l'argento sono rari, ma ciò che fa più di meraviglia, tutte le piccole pezze di 6, di 12, di 24 soldi sono scomparse, il basso villione manca e tutto formicola di piccoli viglietti. Ognuno si fa lecito colla propria firma di formarne di somme fino di 10 soldi. Li gior-

nalieri contratti del basso popolo si difficultano e quasi s'impossibilitano. Fino li soldi di rame fanno agio. Li mercàti in ogni villaggio sono nella più grande angustia e confusione, ed il villano, che trova compratore, ma non modo di verificare il prezzo del contratto, è spesso costretto ad aver la povera sua merce invenduta e talvolta perita, se è corruttibile.

Con tutto questo (cosa meravigliosa) ognuno compiange, ognuno si lagna, ma ognuno sopporta e si consola, che queste angustie sono ben dolorose ed anche rovinose, ma che in fine passeranno, e che non è male, che non sia ben portato per avere la *bella santa* nuova costituzione e la libertà. Così si esprimono e in tutte le ville e nelle stalle, che sono le piazze di mercato di Parigi, fino le femminelle. Il fanatismo è all'eccesso, le speranze del povero basso popolo sono estreme, invincibili, se un esito felice le verificasse — guai se un repentino disinganno le fa degenerare in furore.

Parigi, 5 settembre 1791.

N. 61.

Con questo stesso corriere mi onoro di trasmettere a V. S. e VV. EE. la costituzione riveduta ed accresciuta delli ultimi decreti, quale è stata presentata dall'Assemblea all'esame ed all'accettazione del Re. Credo superfluo il rimarcare a VV. EE. la diversità, anzi contrarietà d'opinioni, che continuamente si sentono dibattere sopra di essa, non potendo essere altrimenti in tanta diversità e contrarietà di partito.

Chi vede per essa distrutta l'autorità reale per la forza preponderante delle Assemblee legislative e per le resistenze continue alla retta amministrazione che nasceranno nei dipartimenti. Chi al contrario rileva aperta la porta al più assoluto dispotismo col tempo, essendo gittate a terra tutte le valide barriere a temperarlo, colla distruzione delle classi intermedie, o sieno ordini del clero e della nobiltà, in modo che augurano che tra breve non esistendo che popolo e Re la bilancia an-

derà sempre più alternando trà una plebe rivoltosa ed un despota assoluto, e l'esperienza ha fatto ognora vedere che l'uno che ha avanzato un sistema seguito è sempre riuscito a sottomettere li molti. Infine chi trova tutto buono, chi tutto cattivo. Io crederei nonchè inutile, ma quasi irriverente il proseguire li dettagli delli discorsi che si fanno dalle teste esaltate e ferventi di questo paese nell'atto di sottometterla ai giudizii maturi e profondi dell'Ecc.^{mo} Senato.

Intanto la costituzione, tal quale essa è, da dieci giorni giace sul tavolino di S. M. e non si sa ancora qual sarà di preciso il giorno in cui il Re si porterà all'Assemblea. Li giudizii sono uniformi nel credere che il Re darà la sua accettazione, e tutt'al più la curiosità versa sul sapere, quali saranno li sensi, indizii del suo animo, con cui accompagnerà la sua accettazione. Li ministri, o nulla sanno, o guardano il più profondo silenzio, e nulla traspira.

In questi ultimi giorni la Municipalità essendo stata obbligata a fare un accrescimento nel prezzo del pane stante lo incarimento dei grani per la mediocrità o scarsezza di raccolto in alcune Provincie, questa alterazione del pane non mancò di cagionare dello scontentamento, e quindi del commovimento nel basso popolo; e li agenti delle diverse fazioni non mancarono di mettere a profitto colle consuete loro arti questa disposizione combustibile della plebe, a grado che, fatti delli attruppamenti nelle piazze di mercato, caricarono d'ingiurie il Maire della città presente e lo minacciarono ad alta voce di afforcarlo, facendo di lui come del signor di Foulon. Non manca chi sospetti li presentanei maneggi diretti al fine di far nascere una popolare insurrezione prima dell'accettazione del Re, per avere un titolo di più per reclamarla nel tempo come sforzata e violenta, ma il certo è che l'impressione popolare naturale si manifesta più chiaramente disposta a portarsi contro l'Assemblea e la Municipalità, che contro il Monarca e la Corte.

Il fermento eccitato per tutto il Regno, per gli affari delle colonie, va di giorno in giorno prendendo maggior piede e minacciando delle aperte scissioni. Tutte le città di commercio

più o meno interessate in questo grandissimo affare hanno diretto all'Assemblea delle rappresentanze, petizioni e memorie nelle quali la chiarezza e solidità dei raziocinii mercantili è accompagnata con il più gran calore di espressioni e in taluna ancora con delle minaccie. Il punto essenziale ora manifestamente provato è che tutta la bilancia attiva di questo Regno in questi ultimi anni ha dipenduto dalle importazioni in Francia ed estrazioni dei generi delle colonie, cosicchè se le colonie si staccassero in questo momento dalla madre patria, la Francia, che ha goduto per alquanti anni prima della rivoluzione un attivo di 52 a 54 milioni di lire tornesi, evidentemente verrebbe a trovarsi in un rovinoso partito, che aggiunto alle altre circostanze del tempo metterebbe questo paese in uno stato di rovina e di miseria. Queste cose fatte pubbliche e maneggiate con della popolarità hanno cambiato in gran parte i pregiudizi e le disposizioni degli animi, e certamente si farà ogni sforzo contro la fazione dei fanatici per rivenire sul decreto, lasciando le colonie in quella libertà che loro si era promessa di organizzare esse sole tutte le interne loro leggi.

Quando le notizie di Avignone facevano credere che quel misero paese già fosse più un ammasso di pietre che una città, di nuovo la cabala ha fatto comparire in campo quattro detti deputati che di nuovo vengono ad offrire e a chiedere la loro riunione alla Francia. Le dispute mosse all'Assemblea in questa nuova comparsa sono state caldissime, se ne è parlato per due interi giorni, e dimani si crede che sarà decretata la materia, ma non v'è niuno che abbia speranza che la giustizia e la verità in questo affare possano avere più forza per vincere la cabala e l'intrigo.

Duecento e più membri della parte aristocratica, prima di terminare la loro missione all'Assemblea nazionale, hanno steso e segnàto una protesta contro quanto si è fatto in questi due anni di contrario alle antiche massime e alla antica costituzione del Regno. I termini in cui è estesa sono della più grande energia, a grado, che gli ecclesiastici dello stesso partito non hanno giudicato opportuno di unirsi ad essi, e cento di questi hanno invece formato una carta di adesione ai medesimi prin-

cipii senz'ammettere, nè le medesime espressioni, nè le medesime conseguenze.

Parigi, 12 settembre 1791.

N. 62.

Dopo dieci giorni di silenzio, ch'era divenuto un arcano per l'uno e per l'altro partito, inaspettatamente martedì mattina il guarda sigilli in abito e formalità si presentò all'Assemblea nazionale, mentre era questa occupata nei dibattimenti sulla riunione d'Avignone, ed entrato, enunciò di venir portatore d'una lettera del Re, la quale rimise nelle mani del presidente. La sorpresa non meno che l'impazienza di sentirne il contenuto si mostrò da tutti i membri colla loro agitazione ed effervescenza, nel breve intervallo che frappose il presidente alla lettura precorrendola innanzi coll'occhio. Questa lettera, quale mi onoro di trasmettere a V. S. nel suo esatto originale, contiene sostanzialmente tre parti: Una giustificazione di coerenza nella propria condotta, un'accettazione motivata, sebbene piena, della costituzione ed un desiderio manifestato d'una generale amnistia per tutte le cose arrivate e verso tutte le persone dell'unò e dell'altro partito in tutto il corso della presente rivoluzione. Il silenzio più profondo enunciò la somma attenzione delli ascoltanti, ma al passo, dove il Re non solo accetta la costituzione, ma prende impegno di sostenerla e difenderla contro ogni attacco interno ed esterno, questo silenzio di colpo scoppiò in altissime grida uniformi di *Viva il Re,* e in clamori di gioia così prolungati ed intensi che tutte le vicinanze ne risuonarono, ed il popolo, che occupava o le prossime vie, o il contiguo giardino delle Tuillerie e che nulla, sapeva, accorse ai clamori. Ripresa la calma e la lettura, lo stesso si rinnovò con uguale e più prolungato intervallo, dove usa queste parole: *non essendo responsabile che alla Nazione, niuno altro, quando io rinunzio, non ha più diritto di lamentarsene.* Di là fino al fine della lettura tutto fu applausi,

battimenti di mani e di piedi, infine li segni tutti più convulsivi della estrema allegrezza.

Terminata la lettura e rimessa alquanto la calma il marchese de la Fayette prese la parola proponendo d'incominciare dal testificare al Re la somma soddisfazione dell'Assemblea coll'adempire l'espresso desiderio di S. M., col decretare un generale perdono di tutto il passato. La mozione fu ammessa ad acclamazione e rimessa ai *Comité* l'estesa, la quale fu poi proposta e decretata il giorno dopo nei seguenti articoli:

Primo: Un'amnistia generale e l'abolizione di tutti li processi nati dalla rivoluzione. *Secondo:* La rivocazione della legge sui passaporti e sugli emigranti.

Di qua si passò a decretare che una deputazione di 60 membri sarebbe nominata, li quali immediatamente si porterebbero a palazzo per ringraziare S. M. in nome dell'Assemblea della graziosa lettera e della piena accettazione con cui aveva colmato li voti della Nazione; ciò fu tosto fatto, e la deputazione in cerimonia si portò al palazzo. Accolta dal Re la loro arringa, e fattavi breve risposta, al momento entrò nella stessa stanza la Regina con il Principe reale e la Principessa, ed al loro entrare riprendendo la parola il Re disse: ed eccovi mia moglie ed i miei figli, che dividono meco li medesimi sentimenti, sulle quali parole la Regina proseguì: appunto siamo accorsi ancora Noi acciocchè possiate assicurare l'Assemblea e la Nazione, anche in nome nostro, che non abbiamo e non avremo mai altri sentimenti che quelli stessi del Re. Dopo la legge abolitiva di tutti gli ordini, segnatamente di quello dello Spirito Santo, molti cavalieri seguivano a portare le insegne sul riflesso che la legge dovesse riguardare l'avvenire non il passato. La mattina stessa nell'apertura dell'Assemblea era nato il decreto che dichiarava vietato a chiunque il portare le insegne del Cordon Bleu, fuori che al Re ed al Principe reale. Su ciò, nel momento che li deputati andavano a partire, il Re loro disse: Mi è nota già la legge fatta questa mattina. Di questa decorazione io non aveva piacere che in darla, ho determinato di deporla io pure e mi farete piacere d'instruire l'Assemblea di questa mia risoluzione.

La seguente mattina del mercoledì fu il Re all'Assemblea, e la Regina con li piccioli Principi occupò un tribuna a parte. VV. EE. vedranno annessi in inserta il brevissimo discorso pronunziato da S. M. e la risposta del presidente. Il concorso del popolo, gli applausi, gli evviva si rinnovarono. Ritornato il Re a Corte, l'Assemblea tutta in Corpo insortendo dalla sessione, con primo esempio si trasferì tutta intera con alla testa il suo presidente a presentare li suoi ringraziamenti a S. M. Il Re li accolse nella gran sala del consiglio e ricevette con compiacenza le nuove testimonianze di gratitudine delli rappresentanti uniti della Nazione.

La sera illuminazione per tutta la città, si sono decretate pubbliche feste per tutto il Regno. Domenica fu la pubblicazione in Parigi della costituzione con molta solennità, areostati lanciati, fuochi d'artificio, illuminazione ai Campi Elisei, liberazione di prigioni per piccoli debiti e solenni *Te Deum*. La Municipalità fu in corpo ad ossequiare S. M. Sabato sortì il Re a cavallo e fu accompagnato dalli evviva del popolo. Domenica nella grande illuminazione data ai Campi Elisei il concorso di popolo fu immenso, quale può essere in un boschetto di vasto terreno, tutto aperto e seminato di orchestre e di danze e di piccoli paviglioni opportuni per rinfreschi e per cene. Chi conta esservi state più di 400.000 persone, forse non eccede nel calcolo. Entrata già la notte e nel fervor della festa e dell'allegria, il Re e la Regina scortati da appena poche guardie, e accompagnati dal marchese de La Fayette, furono a vedere ed accrescere lo spettacolo. L'improvviso della loro comparsa e questa lor confidenza di mettersi in mezzo a tanta folla indifesi, ed in ora oscura e notturna, eccitò il più grande entusiasmo popolare, le grida, gli applausi, gli evviva, infine le dimostrazioni tutte del più violento affetto ed attaccamento furono spiegati e durarono non solo il lungo tempo che le Loro Maestà vi si trattennero, ma si ripeterono per intervalli tutta la notte. Domani la Regina andrà allo spettacolo della Grand-Opera, dove li posti sono già preziosi ad aversi solo per vederla.

Tale è l'aspetto esterno del momento, ma l'interno delle cose è ben lontano dal presentare l'istesso quadro. La rabbia e la vendetta è nel cuore di tutto il partito aristocratico, la inimicizia e la cabala domina ancora gli animi della fazione republicana, e la diffidenza tiene turbate ed inquiete le menti di molti del partito dominante.

Chi ben considera la seconda parte della accettazione del Re, stesa con tutta la copertela e finezza, la trova prevenuta di tutte le dichiarazioni e munita di tutte le proteste più cautelanti. Dichiara di non avere parte nella formazione della costituzione avendo rinunziato a concorrervi. Dichiara di trovarla mancante ad assicurare l'efficacia nel Governo e l'unità nell'Impero. Protesta di non prender sopra sè niuna responsabilità, e limita la sua accettazione come provisionale per metterla a prova ed appellare alla Nazione poi per la sua correzione. Nulla di ciò si è rimarcato, o si è voluto rimarcare. Ma quali intenzioni si coprono sotto sì densi e moltiplicati veli forma arcano, che il tempo collo svolgere delli avvenimenti svelerà.

Generalmente tutta la chiamata parte diritta dell'Assemblea ha spiegato il suo scontentamento e dissenso col profondo silenzio tutti questi giorni osservato in ogni occasione. Il dì, che il Re fu all'Assemblea, non vi assistettero che assai pochi e 200 di essi hanno pubblicato uno scritto segnato nominatamente da ciascuno, in cui protestano contro quanto è arrivato dalla unione delli Stati generali fino ad ora, adducendo le cagioni del loro dissentimento. Questa millesima loro protesta in ora non ha svegliato neppure l'attenzione, non è però che l'estesa non meriti dei riflessi, ed è per questo che mi onoro di trasmetterla a Vostre Eccellenze.

Tutto l'interesse insieme ed il tumulto dei grandi avvenimenti di questi giorni in Parigi non ha però distratto interamente l'attenzione del pubblico del congresso di Pilnitz, per le strette e somme relazioni che può portare con gli affari di qua. Circola in tutti li fogli una risposta che si dice data dall'Imperatore e Re di Prussia ai due Principi fratelli del Re di Francia. Persona qui non pare mettere in dubbio la sua

autenticità, nemmeno tra quelle componenti questo Corpo diplomatico.

Finalmente la cabala antipapale ha vinto, ed Avignone con il contado sono stati dichiarati uniti alla Francia. Per altro con ciò non hanno fatto che togliere un povero paese alli orrori dell'anarchia e della devastazione; nulla hanno tolto al Papa, che da due anni non più le possedeva, nè certo hanno o annullato o infirmato li diritti della Sede Pontificia ed hanno attirato un argomento di più di discussione contenziosa con li Principi forestieri. L'ambasciatore di Spagna è partito sabato prendendo la via delle Fiandre. La casa però rimane aperta, il sig. cav. d'Iriarte è rimasto incaricato d'affari.

Parigi, 19 settembre 1791.

N. 63.

Terminata l'organizzazione della nuova costituzione del Regno, e consolidati colla piena accettazione del Re li debiti della Nazione, e coperti colla assegnazione dei fondi corrispondenti, fissate le nuove imposte e determinati li modi di percepirle e di amministrarle. L'Assemblea nazionale, giudicando con ciò adempiti gli oggetti essenziali delle sue commissioni, ha fissato il venerdì prossimo, 30 del corr. mese, per termine della sua esistenza legislativa ed intimata la sua propria dissoluzione. Affine però che non rimanga niun vuoto nella sollecita marcia delli affari, tuttavia pressanti, ha con apposito decreto ordinato che sabato primo giorno di ottobre, immediatamente si raccoglierà la nuova Assemblea legislativa, della quale gran parte dei membri sono già a Parigi ed entrerà in esercizio delle nuove sue funzioni. Mesi fa egli era un problema, se arriverebbe mai questo momento, che un'Assemblea d'uomini turbolenti ed ambiziosi, che da per sè stessa s'era posta in possesso d'un'autorità illimitata, e che a poco a poco aveva oppresso ed invaso tutti li poteri anteriormente esistenti, vorrebbe mai spogliarsi di tanta potenza e ridursi

essa stessa in ciascuno de' suoi individui, ma dal mese di marzo a questa parte, come mi sono onorato di accennare a V. S. in altri riverenti miei numeri, parlando della dissoluzione delle segrete fazioni in allora arrivata, e delle nuove combinazioni che né erano emerse coi diversi partiti formati dai diversi capi popolari, niuno di quelli che erano al fatto di questi arcani d'intrigo e di cabala fu che non augurasse che l'Assemblea doveva entro non lungo termine o disciogliersi od essere disciolta, come infatti sarebbe arrivato anche prima d'ora senza l'improvviso incidente della partenza del Re. Ciascuno dei partiti si trovò troppo debole per sostenere tutta la massa dell'Assemblea.

Mirabeau fu il primo ad assicurarsi un'esistenza politica nel dipartimento di Parigi, di cui fu eletto uno dei primi membri, di là incominciò a dare li primi urti al fine della Assemblea, il quale fine doveva essere il principio della piena autorità del dipartimento. Li Lameth, Duport e Barnave suoi nuovi nemici, vedendo di non poter contrastarne la forza, abbandonarono l'idea di sostenere la potenza e l'esistenza della Assemblea, ma pensarono a formare una forza a sè, e ad unirsi per profittare delle circostanze, sempre tenendo gli occhi rivolti all'amministrazione ed alla Corte. Il partito d'Orleans, incerto dopo l'abbandono di questi, per se screditato ed odioso, fece dei movimenti senza più direzione e, svelato più chiaramente dai profughi, cadde nell'abbandono e nell'obbrobrio. L'Assemblea deliberante rimase dunque a se e ad una decisa pluralità di quei membri che, incapaci di condurre una cabala, stanchi delle lunghe tracasserie, paurosi della volubilità del popolo, e d'un oscuro avvenire, pensarono a profittare della qualunque fortuna che avevano fatta, o con posti ottenuti nelle loro Provincie, o con danaro guadagnato, e ad andarsene se pur potevano in pace. Non poteva esser dubbio, che il partito aristocratico non fosse per appoggiare questa determinazione, ed ecco assicurata una decisa ed eminente superiorità per la dissoluzione, come è avvenuto, che il decreto proposto è passato per acclamazione universale. Intanto hanno formato due importanti decreti: il primo che stabilisce che li procuratori

sindaci dei dipartimenti comunicheranno col ministro dell'interiore e dipenderanno dal Re e non dall'Assemblea, ciò che in loro linguaggio da insomma una maggiore e molto importante influenza al Re nell'amministrazione, togliendola all'Assemblea legislativa.

Quanto le altre misure prese hanno incontrato l'approvazione generale, altrettanto pare che il conto non satisfaccia alle domande dei più. La prevenzione contro le fortune rapide fatte da alcuni rappresentanti e la diffidenza in questa parte è troppo forte per essere calmata e appagata con un conto pieno d'asserzioni e vuoto di prove. È oggetto di curiosità il vedere se la nuova legislatura prima d'assumere l'amministrazione vorrà chiamare li conti ad esame e le persone a responsabilità, oppure preferirà di accostumare la Nazione ad una piena confidenza nella buona fede dei suoi rappresentanti.

Fino dallo scorso martedì circola sopra tutti li pubblici fogli una lettera del conte di Provenza e del conte d'Artois al Re seguita da un'altra di tutti gli altri Principi del sangue usciti di Francia, che forma come un manifesto contro la costituzione e lo stato attuale del Governo. Essa è troppo interessante per le proteste che contiene, per la coalizione delle Corti forestiere a sostenere la loro causa anche con l'armi, che asserisce, per le minaccie con le quali conclude, perchè io non mi affretti di trasmetterla immediatamente a V. S. Un forte partito è qui interessato a fare passare questa lettera per supposta, o almeno a spargerne dei dubbii nel popolo, ma li dettagli che si hanno delle persone che l'hanno portata e delle edizioni fattene in Fiandra e sparse colà tra li rifugiati francesi non sembrano lasciare ragionevole dubbio sopra la sua verità, della quale forse VV. EE. avranno dupplicate prove per altri canali.

Si parla di cambiamenti nuovi nel Ministero, e forse non senza fondamento. Il signor Thevenard ministro della marina ha rinunziato, il marchese di Bouganville nominato al suo posto dal Re si è scusato dall'accettare. Il primo ha addotto motivi di sanità, il secondo ragioni di avanzamento, ma il pubblico imparziale crede che la ragione sia una sola per tutti,

cioè la difficoltà e quasi impossibilità di rimettere la disciplina e l'ordine in un corpo del tutto disciolto e corrotto.

Il signor Baillì maire di Parigi ha offerto egli pure la sua dimissione in mano della Municipalità, e sulle istanze e rappresentanze fattegli da tutto il Corpo municipale si è prestato a continuare nell'impiego fino al prossimo S. Martino, tempo in cui cadono le altre elezioni municipali. Il rigore e la miseria del prossimo inverno ed il prospetto della scarsezza, se non della carestia, di grani, di cui è minacciata la Capitale per la indipendenza ed insubordinazione delle Provincie a lasciar partire o passare il loro soprabbondante, si crede essere la vera malattia di spirito, più che di corpo, che lo determina a fare alla sua quiete ed anche sicurezza il sacrificio dell'autorevole sua dignità.

Ieri notte si è ripetuta una nuova illuminazione ai Campi Elisei e nel giardino e palazzo delle Tuillerie; questa è stata di gran lunga superiore alla passata e per la magnificenza e per il gusto, ed è stata fatta a spese di S. M., essendo espresso in un viglietto scritto dal Ministro al Maire, che il Re dava questa festa al suo popolo della Capitale in riconoscenza delle significazioni d'affetto, che S. M. ne aveva ricevuto in questi ultimi giorni. Alla festa popolare fu aggiunto un ordine di distribuire 50.000 franchi in limosine.

Il Re e la Famiglia reale, già due volte sono andati ai pubblici spettacoli, la prima volta alla Grande Opera, oggi al Teatro Francese. Il concorso, gli applausi, le ripetute grida di viva il Re rinnovarono la memoria di quanto soleva farsi nei tempi della più florida autorità reale e del più vivo contentamento popolare.

Parigi, 26 settembre 1791.

N. 64.

L'Assemblea nazionale ha posto fine questa settimana alla sua esistenza legislativa ed ai suoi lavori in piena tranquillità. Li ultimi giorni sono stati ripieni di decretazioni che

ancor rimanevano per completare l'intero codice nelle diverse materie o di giudicatura, o di contribuzioni, o di amministrazione, o di commercio appartenenti ai diversi *Comité*, che ne erano stati incaricati. Gli articoli che hanno presentato qualche dubbio, e quindi materia a discussione, sono stati rimessi alla seguente legislatura, tra questi l'importante argomento della educazione nazionale, che comprende l'organizzazione di tutte le università, collegi e scuole pubbliche del Regno, il quale, nonostante un voluminoso progetto stampato dal fu vescovo d'Autan, e non ostante un rapporto lunghissimo di tre sessioni da lui fatto all'Assemblea, ha sembrato ancora assai oscuro e dubbioso per potervi dare precipitatamente una sanzione legale. Tra li decreti emanati, due hanno chiamato a sè sopra gli altri una maggior riflessione: il primo che contempla l'armata, e stabilisce il codice penale per la disciplina militare, nel quale è comparso, forse troppo tardi, un vero zelo di rimetterla con una nuova severità non corrispondente alla indulgenza fino ad ora usata. Un secondo, nel quale si stabiliscono delle leggi da osservarsi dai Club, e si statuiscono delle pene per chi le trasgredisce, mediante le quali si procura di loro togliere quella esorbitante influenza politica, che fino ad ora si sono usurpati.

Arrivato il giovedì, giorno precedente al fissato per l'ultima sessione, il Re con un viglietto al presidente lo incaricò di far sapere all'Assemblea che verrebbe egli in persona alla sala. Fu fissato con legge il modo da osservarsi d'ora innanzi dal Corpo legislativo nel ricevimento del Re. Si preparerà la sala con una sedia di Stato nel mezzo con strato, e cuscini; alla destra di S. M. il presidente, alla sinistra li segretari. Entrando il Re tutti li Membri in piedi e scoperti, arrivato il Re al suo trono, quando Sua Maestà si siede, tutti li Membri avranno dopo lui il diritto di sedere, quando si copre, potranno coprirsi.

Il venerdì mattina sulle tre dopo mezzogiorno S. M., scortato da numerosissima guardia di cavalleria ed infanteria, con tutto l'apparato di Corte e li suoi ministri fu all'Assemblea.

La guardia nazionale in doppia ala bordava le strade per cui passò Sua Maestà, e numeroso popolo le riempiva, come le case e finestre circongiacenti. All'apparire della carrozza risuonarono li soliti applausi di *Viva il Re*. Entrato il Re all'Assemblea pronunciò il discorso, che mi onoro di trasmettere a Vostra Serenità ed a Vostre Eccellenze. Non è esplicabile la sensazione che eccitò in tutta la sala, che era ripiena non solo dei deputati, ma di quanti forestieri e popolo potea mai capire; questa allocuzione di Sua Maestà fu interrotta a più riprese dalle grida, dalli applausi, dalle acclamazioni. Alcuno dei più arrabbiati del partito democratico non potè contenersi dal gridare, che questo era un linguaggio degno d'Enrico IV, e si rimarcarono alcuni altri commossi a grado fino da coprirsi loro gli occhi di lagrime. L'entusiasmo della sala si sparse immediatamente nei contorni affollati di popolo immenso: cosicchè terminata la cerimonia, quando il Re uscì e tornò a palazzo, fu un vero trionfo, non cessando per tutte le strade le continuate grida e le significazioni del più grande contentamento ed amore verso la persona di questo Monarca. Sparso il ragionamento nel popolo eccitò presso a poco in tutto Parigi li stessi effetti di confidenza e di attaccamento novello verso Sua Maestà, e non cessarono di rimarcarsi tutte le espressioni, che paiono indicare la verità dell'affetto del Re verso il suo popolo, e la sincerità delle sue intenzioni nel dare esecuzione alla nuova costituzione. Così per ora tutto è tranquillità e confidenza, e li pubblici fondi ne sono una misura, essendo aumentati momentaneamente, ed essendo ricomparsa d'improvviso in circolazione quantità di danaro effettivo che ha fatto rimontare in due giorni di sei per cento il valore delli assegnati.

Sabato la nuova Assemblea si è unita per la prima volta, e secondo il prescritto per la legge costituzionale formatasi provvisoriamente ha incominciato dal verificare li poteri di ciascuno dei suoi membri. Il primo giorno furono in numero di quattrocento e trentotto, ed ogni giorno vanno arrivando dei nuovi.

Verificati li poteri dei deputati presenti, si è già dichiarata legalmente Assemblea legislativa, ed incomincierà l'esercizio delle sue funzioni.

Ben si prevede che li primi giorni nulla presenteranno di rimarcabile per decidere interamente le opinioni fluttuanti sopra la natura e lo spirito di questo nuovo Corpo destinato a fissare in qualche modo il futuro destino della Francia. Il modo delle elezioni e la qualità di molti degli eletti fino ad ora presentano più timori che lusinghe. Veramente non tanto le fazioni e le violenze, quanto l'avversione di alcuni che professano un partito nemico alla nuova costituzione, e l'indolenza di molti altri, li quali nella moderazione dei loro principii, qualunque si sieno, a tutto preferiscono la loro pace e tranquillità, hanno fatto sì che la maggior parte delle Assemblee primarie è rimasta interamente in mano dei più attivi e più riscaldati democratici. Di qua è risultato, che gli elettori sono stati pressochè tutti nominati di questo partito, e le Assemblee elettorali per la stessa ragione non hanno scelto, per lo più, che gente del partito medesimo alla legislatura. Così si può a ragione riguardare, come un Corpo interamente consacrato alla democrazia, e di più, atteso il riflesso che si fa sulla fresca età della maggior parte di questi nuovi legislatori, ad una demecrazia che all'ardenza dei principii aggiunge tutto il fervore della gioventù.

Li ministri forestieri, indifferenti per il loro carattere a queste considerazioni nazionali, hanno rivolto le maggior loro ricerche e riflessi all'espressione del Re nel suo discorso, nella quale dice di aver comunicato alle Potenze forestiere la sua accettazione. In mezzo alla pubblicità di tutte le cose non può non farsi rimarcabile che questa carta, che il Re dice avere spedito alle Corti forestiere, sia stata e sia custodita con tanto secreto, che niuno del Corpo diplomatico, nè niuno dei Membri dell'Assemblea ne abbia potuto trapelare il tenore e le espressioni. Non immovo più su questo, giacchè non posso non supporre, che se è stata spedita a tutti li Sovrani, lo sarà stata pure a Vostra Serenità ed a Vostre Eccellenze,

ed una volta, che è nota, per qualunque si sia canale all'Eccellentissimo Senato, conto per ben indifferente la privata mia cognizione.

Parigi, li 3 ottobre 1791.

N. 65 *con un'inserta.*

L'Assemblea dopo la verificazione dei poteri, al numero già di cinquecento Membri dichiaratasi legalmente costituita, destinò una Deputazione al Re per far sapere a Sua Maestà, che essa era in grado di incominciare il corso dei suoi travagli legislativi. Sua Maestà fece risposta che per il venerdì e non prima, a cagione d'altre sue occupazioni, si porterebbe in persona a fare l'apertura delle loro sessioni.

In questo intervallo alcuni membri dei più riscaldati dalle idee popolari proposero di fare dei cambiamenti al cerimoniale fissato per l'Assemblea anteriore sul ricevimento del Re. Esagerando la Maestà del popolo Sovrano, di cui essi erano li Rappresentanti, e l'Assemblea tutta insieme l'immagine e l'organo proposero, e dopo molto tumulto e molti dibattimenti ottennero di strascinare le opinioni dei più fanatici, e dei più sciocchi, a formare il seguente decreto. *Primo,* che all'entrare il Re nella sala, tutti sarebbero scoperti ed in piedi, ma una volta arrivato alla sua sedia ogni membro sarebbe libero a coprirsi ed a sedere. *Secondo,* che si leverebbe ogni apparenza di trono, ed il Re sarebbe seduto in una sedia, come quella del presidente, ed allo stesso piano con lui. *Terzo,* che il presidente dell'Assemblea dirigendo la parola al Re non userebbe d'altro titolo che di quello di *Re dei Francesi,* abrogando interamente li due titoli di *Sire* e di *Maestà.* Questo decreto del fanatismo per avvilire ed abbattere la dignità reale fu il più felice avvenimento dopo ventotto mesi arrivato per rialzarla e ristabilirla. Appena si seppe il decreto, che si manifestò un'indignazione generale fino nella più bassa classe del popolo. Al sortire li deputati dall'Assemblea, chi fu insultato,

chi minacciato: li discorsi e li gruppi ricomparvero per tutto Parigi contro dell'Assemblea, come altre volte contro del Re; i deputati per la più parte nuovi di Parigi, mal conoscenti lo spirito di questo popolo, avviliti dal disprezzo, domati dalla opinione, impauriti dalle minaccie sopra tutto della guardia nazionale, non ebbero meglio che fare che la mattina dopo ritrattare immediatamente il decreto. Con ciò si rimise la calma; evitarono il pericolo, ma non riacquistarono nè la riputazione, nè la confidenza. Il venerdì fu il Re all'Assemblea, e si rese rimarcabile, che essendo le gallerie piene di popolo, quando si portò nella sala la sedia reale, risuonarono li battimani e gli evviva, ed entrando e sortendo il Re, mentre il solito grido d'applauso è solamente quello di *Viva il Re*, in questa occasione si gridò *Viva Sua Maestà, Viva Sire*, lo che si fece pure allo spettacolo sabato scorso, che il Re fu al teatro delli italiani. Il discorso recitato dal Re nell'apertura ha fatto sopra tutti gli animi la più grande impressione. Io lo trasmetto a Vostrà Serenità unitamente alla risposta fatta dal presidente. Sottoponendolo ai Sovrani riflessi, che è mio dovere di venerare, mi astengo dall'avanzare li pensamenti miei, nè quelli delle persone di qua, segnatamente sopra quelle espressioni, in cui Sua Maestà pare che assicuri il Regno della pace dalle Potenze forestiere, e tanto più mi guardo dall'entrare in questa oscura materia, quanto che le trattazioni facendosi fuori di Francia, Vostre Eccellenze abbonderanno certamente di lumi, li quali a me mancano per la contrarietà delle notizie, e per la passione con cui di tali cose si scrive, e si parla in Parigi. Intanto non è dubbio, che per il discredito in che con il primo passo falso si è posta l'Assemblea, e con la persuasione che il discorso del Re ha eccitato, l'autorità reale limitata bensì dalla costituzione, ma, quale esiste, ha in ora tanto ascendente d'opinione e di attaccamento d'ogni classe in Parigi sopra l'Assemblea, quanto mesi indietro la passata Assemblea aveva sopra l'autorità Reale. Tale è il violento flusso, e riflusso delle opinioni in questo paese, e tale l'indole di questi abitanti, che non conoscono limiti, che gli estremi. Li consigli, che sia per abbrac-

ciare in momenti sì delicati la Corte ed il Ministero, e le direzioni che sia per prendere, possono soli decidere nel fissare questa opinione, la quale, tuttochè dichiarata, non può per adesso riguardarsi che come un vento mutabile, il quale per altro una volta fissato potrebbe apportare dei cambiamenti per una serenità, che poi in fine da tutti si desidera.

Con tutto questo le emigrazioni verso la Fiandra e la Germania continuano in grande numero. Quella stessa nobiltà, che fino ad ora era rimasta tranquilla, ora mossa non tanto da persuasione, quanto da punto di onore per le continue incitazioni e le minaccie di quei di fuori, abbandona la patria, e va ad unirsi agli altri loro compagni. Qual sia per essere il risultato di tutte queste precipitate misure, giace tuttavia nella oscurità, e forma l'argomento alli raziocinii ed alla giusta curiosità di tutti li sensati francesi e dei forestieri. Qui internamente si aumentano li armamenti e li modi di difesa, e non è dubbio che l'accettazione ed i discorsi fatti dal Re, e divulgati per tutte le Provincie, singolarmente se Sua Maestà sia per unirvi una vera autorità nelle misure che vanno a prendersi nell'armata, non siano per accrescere l'unione e lo zelo di tutti.

Organizzata già sul nuovo piede la guardia nazionale, e terminato con questo legalmente l'impiego di comandante generale di detta guardia il marchese de la Fayette, d'improvviso per evitare il tumulto di ringraziamenti o di cerimoniali ha dato la notte alla Municipalità la dimissione della carica, ed è immediatamente partito per le sue terre, lasciando una lettera circolare da distribuire a tutti gli ufficiali e Corpi da lui comandati. Detta guardia sarà d'ora innanzi comandata per turno di mese da sei ufficiali generali, che si chiameranno comandanti di legione, essendo in sei sezioni compartito tutto il corpo di circa quaranta mila uomini, che formano la guardia parigina.

È già arrivata ieri la risposta della Corte di Madrid alla comunicazione fattale dell'accettazione del Re. La sostanza della carta responsiva, è che il Re di Spagna non può, attese le cose arrivate e la situazione attuale a lui nota, riguardare

il Re suo cugino come in uno stato di intera libertà, e quindi non può dare forza di validità a qualunque atto da lui fatto, o a qualunque assenso prestato, singolarmente se sia lasivo dei diritti e delle prerogative della sua Corona; che però Sua Maestà Cattolica si riserva ad ulteriori spiegazioni, quando a lui sia per constare della libertà fisica e morale della persona, e dei modi di pensare del Re Cristianissimo. Al tempo stesso commette al suo incaricato d'affari cavalier Triante di invigilare, se li cavalieri francesi decorati del suo ordine del Toson d'oro, proseguono a portare le divise: ed in caso che, alcuno d'essi fosse, che in vista dei decreti dell'Assemblea, le avesse deposte, lo incarica di ritirare a questo l'ordine in suo nome.

Parigi, li 10 ottobre 1791.

N. 66.

Le occupazioni dell'Assemblea nazionale nella decorsa settimana, siccome non hanno versato che sull'interna sua organizzazione, così nulla hanno presentato che renda molto interessanti le loro sessioni. Con tutto questo nelle cose medesime, che di loro natura paiono le più indifferenti, non lascia di trasparire alli occhi dei più attenti e dei più veggenti lo spirito esaltato del democratismo e della opposizione alla Corte, che domina una grande e forse la più attiva parte dei membri di questo nuovo Corpo. Si è dibattuto molto se si dovessero o no formare dei *Comité*, li quali sono a guisa di Magistrature e Collegi composti di persone tratte dal corpo e destinate a discutere ed esaminare pienamente le materie particolari demandate alla loro ispezione, per poi portarle preparate e ridotte con maggiore maturità al Corpo deliberante. Fissata la massima della necessità di tali Corpi subalterni; quanto al numero ed alle mansioni di ciascheduno, le opinioni si sono divise. Li più savi ed amanti dell'armonia e della tranquillità, non ne volevano che su tre materie, che sono le materie

della costituzione privatamente demandata all'Assemblea, cioè a dire Legislazione, Amministrazione e Finanze: escludendo tutto ciò che potesse avere una relazione immediata con le materie appartenenti al potere esecutivo del Re, ed alla direzione de' suoi ministri. Li democratici ed anti-realisti hanno vinto l'opinione, e così sono stati fissati tra gli altri un *Comité* diplomatico, uno di marina, uno coloniale ed uno militare, li quali versando sulli stessi oggetti che li ministri del Re nei loro Dipartimenti, non formeranno che continui inciampi ed argomento a decisioni tra li due poteri: o finiranno in un'intera subordinazione dei ministri all'Assemblea. Queste riflessioni e queste apparenze non forniscono certamente soggetti a felici pronostici. Il signor Duportail, ministro della guerra, tuttochè democratico, e portato al Ministero dal suo partito non sembra godere della confidenza intera di quest'Assemblea, e con continuate vessazioni e ricerche si cerca di disgustarlo del pericoloso suo impiego. Il conte di Montmorin è già deciso a lasciare il suo posto, e ne ha ottenuto il beneplacito di Sua Maestà, in modo che egli stesso ci ha detto a più persone del corpo diplomatico, che eravamo con lui, che dentro il mese sarebbe ad ogni modo libero di questi affari. Il Re aveva destinato la nomina a suo successore per il signor De Moustier ministro della Corte a Berlino, il quale si è anche, in vista della comunicazione fattagli, portato a Parigi; ma questi costantemente fino ad ora ricusa di sottomettersi a questo incarico. Il Re per altro, dietro alli medesimi principii per li quali ha aderito alla piena accettazione della costituzione, non lascia di avanzare sopra lo stesso piano, e di dare alla Nazione le più marcate prove del suo desiderio e della sua vera opera per rimettere l'ordine e la subordinazione in ogni classe di persone, e la tranquillità e la pace nel Regno. A questo lodevole e sommamente bramato fine sono diretti li due scritti fatti pubblicare da Sua Maestà, l'uno all'armata ed a tutto il corpo della marina diretto ai comandanti dei porti, l'altro alli francesi, qualunque sieno, compresi dallo spirito della emigrazione. Questo spirito d'abbandonare la Francia per portarsi sulle frontiere di Fiandra e di Germania è dive-

nuto in queste ultime settimane una quasi malattia epidemica, che ha attaccato le menti anche meno deboli. In alcune provincie pretendesi che nemmeno un solo nobile sia rimasto. Non è però in tutti persuasione che li determina a disterrarsi ed a subire la sorte di profughi — nelli più è una vergogna di fare diversamente da quello che gli altri loro compagni fanno: ciò che essi chiamano punto d'onore. Il ministro della guerra ha dato all'Assemblea nazionale il numero delli ufficiali, che a questo modo hanno abbandonato l'armata, e sono mille quattrocento e sessantotto d'infanteria e quattrocento sessantaquattro di cavalleria, in tutto quasi due mila ufficiali, che sono in ora presso li Principi, ma senza soldati. Queste due proclamazioni del Re, atteso lo spirito in cui sono fatte ed il modo della loro estensione, mi paiono troppo degne di essere sottoposte all'occhio di V. S. e di Vostre Eccellenze, e mi onoro di trasmetterle.

A queste credo interessante di unire la risposta venuta dalla Repubblica d'Olanda alla comunicazione fatta a quel Governo dell'accettazione del Re. Quella d'Inghilterra, che è egualmente arrivata è presso a poco nelli stessi sensi, solo che è più breve ed in termini più prescindenti in guisa di complimento, nè mi conviene di dubitare che Vostra Serenità non sia per averla esattissima per diretto canale. Ginevra e Berna hanno calcato le responsive loro con poca differenza di termini sullo stesso impronto. L'interesse e la curiosità sono in ora rivolti ad attendere quelle di Vienna, di Berlino e di Peterburgo. Tutto però concorre a far credere che quelle di Vienna saranno di un tuono o indifferente o moderato, attese le notizie che si hanno della condotta tenuta ultimamente con questo ambasciatore, ed il cortese ricevimento fatto dalli Arciduchi in Bruxelles al sig. Gravier ministro di Francia, quando loro enunciò ufficialmente l'accettazione e l'ordine pubblicato nei porti delle Fiandre Austriache di riconoscere il paviglione nazionale francese a tre colori.

Dopo la dimissione e la partenza per le sue terre del marchese de la Fayette, questa Municipalità e queste guardie nazionali hanno creduto della loro riconoscenza, per li servigi

da questo generale prestati alla città di Parigi ed alla Nazione, di occuparsi di dare ad esso qualche illustre testimonianza dei loro sentimenti. Quindi la Municipalita ha decretato: *Primo*, di far battere in onore del marchese de la Fayette una medaglia, della quale gli emblemi saranno forniti dalle Accademie delle iscrizioni e belle lettere. *Secondo*, di regalare al detto signore la bella statua in marmo di Washington fatta da Heudon. *Terzo*, di fare scolpire questo decreto sul piedestallo della statua del marchese, donata dodici anni fa dalli Stati Uniti d'America alla città di Parigi. La guardia nazionale poi gli ha destinato una ricca spada d'oro con l'iscrizione: *La Guardia Parigina riconoscente al suo Generale.* E considerando, che il comando di questi trenta mesi ha costato al marchese una gran parte della sua fortuna, ha stabilito di chiedere per lui dall'Assemblea nazionale un'indennizzazione della esorbitante spesa da esso fatta in servizio della Nazione.

Parigi, li 17 ottobre 1791.

N. 67.

L'Assemblea nazionale, tuttavia occupata a dare una forma regolare e costante alla interna sua organizzazione, passa le intere sessioni in ammettere ricorsi ed eleggere *Comité*. Così non offre nulla di interessante per il pubblico. Solo di qualche momento questa settimana è stata portata alla discussione la materia delli emigranti e per interi due giorni non si è discusso che in questo argomento. Quaranta membri si sono fatti inscrivere per parlare, ma si spera che non tutti vorranno poi dare corso intero alla loro eloquenza, altrimenti sarà prima terminata l'emigrazione che la discussione. Il signor Brissot di Varville aprì il primo l'opinione contro gli emigranti. Il signor Brissot di Varville è un violento democratico per mestiere, avendo fatto esercizio o traffico della sua democrazia prima in Inghilterra, poi in America al tempo della

rivoluzione di quelli Stati Uniti, e finalmente nella patria sua, dove accorse al primo sentore della rivoluzione presente. La sua conclusione è principalmente diretta contro li Principi della Casa di Borbone, e contro gli ufficiali che hanno abbandonata l'armata. Un solo tratto di questo discorso lo rende interessante per li forestieri, e specialmente per quelli che hanno l'onore di rappresentare nel Corpo diplomatico, per la indecente maniera e le non misurate espressioni con le quali parla dei differenti Sovrani. Tra quelli che si avvisa di nominare essendo compresa pure la Republica, questo solo basta, perchè creda io conveniente d'inviarlo in intero a Vostra Serenità, tanto più che accenna egli due fatti, singolarmente quello relativo all'Ecc.mo capitan estraordinario delle navi cav. e procurator Emo, divulgati qui con molto clamore da tutti questi fogli, dei quali fatti non ho io mai ricevuto niuna categorica cognizione, nè ho potuto dare altra risposta alle molte ricerche fattemi, che di non saperne nulla. Mentre nell'Assemblea si discute sulli emigranti, a tutto il confine di Fiandra e Germania seguono le emigrazioni, e va diventando di giorno in giorno un problema sempre più oscuro per le persone moderate e riflessive, se sia questo furore di portarsi fuori di Francia in questi momenti un acciecamento, oppure un vero piano. Li più per altro propendono a giudicarlo o un mal inteso od un panico, giacchè tutto concorre a persuadere che per ora niuna Potenza forestiera vuol mettere in azione armate per sostenerli, che essi soli non sono bastanti e non hanno mezzi a cagionare colla violenza delle armi un movimento retrogrado alla impulsione generale presente, e che le disposizioni attuali del Re e del suo Consiglio sono contrarie a tutte misure di violenza e di sangue. La loro condotta tra loro medesimi non è molto favorevole ad avanzare li loro progetti. L'imprudenza giovanile di alcuni, il bisogno di molti, va disaffezionando di giorno in giorno gli abitanti dei paesi dove si trovano. Le pretese di alta e piccola nobiltà, le rivalità di nobiltà e borghesia, essendo concorsi molti ancora, non nobili, hanno sparso li semi, e li vanno di giorno in giorno aumentando, non ostante tutta la buona condotta

e tutta la prudente attività e popolarità dei Principi per assopirle. Il Governo dei Paesi Bassi non è più tranquillo nè sul loro numero nè sulla loro condotta. Sfortunatamente di nuovo si sono riscaldati in quelle provincie gli spiriti, più che non erano mesi fa, sulle note contestazioni tra gli Stati ed il Governo. Tutto il paese è diviso in tre partiti che sono: quello delli Stati che è composto dei primi rivoltosi, quello della Corte ed un terzo detto dei Wonkisti, che è insomma il partito democratico, il quale, senza essere interamente sommesso alla Corte, è però contrario alli Stati. Questo partito considera gli Stati come un Corpo Oligarchico, che conviene riformare ed abbattere per dare al popolo una più giusta ed eguale rappresentazione nella legislazione e nelle imposte. Questo partito, assai numeroso specialmente nelle campagne, è molto conforme nei suoi principii, e quindi amico della democrazia francese, ed al tempo stesso molto rispettato ed accarezzato dal Governo dei Paesi Bassi, il quale di esso si fa forte contro le pretese e le resistenze del partito delli Stati. Ora gli aristocratici francesi, con la loro condotta di altura e di pretese alla Corte, hanno indisposto a loro riguardo alcuni della nobiltà brabanzona; così non possono essere amati dal partito della Corte; con li loro affettati principii e non misurati discorsi si sono resi sospetti, se non nemici al partito dei Wonkisti. Dunque non rimane per essi altro appoggio che tra li amici delli Stati, li quali in questo momento non sono gli amici del Governo. Questa breve esposizione dello Stato politico interno delle vicine Fiandre, sebbene sarà forse stata tracciata a V. S. ed a VV. EE. da mano più abile e più instrutta per la parte di Vienna, con tutto ciò la credo opportuna almeno a ripetere per l'intelligenza delli avvisi da quel Governo avanzati al duca di Uzez, che mi onoro di trasmettere.

La nave il *Tritone*, arrivata alla rada di Havre il giorno 20 di questo, è partita da Leagane, porto dell'isola di S. Domingo, il giorno 26 agosto, ha deposto d'aver rincontrato al sortire del golfo una corvetta, la quale gli diede la nuova che nelle pianure del Capo era nata un'insurrezione generale di

negri uniti ad alcuni bianchi e mulatti che avevano devastato già un'estensione di dodici leghe di paese; che le truppe di linea e li bianchi li avevano attaccati e battuti in modo che 10.000 erano rimasti sul campo tra morti e feriti, che con tutto ciò il numero de' rivoltati era ancora assai grande, e che essa corvetta era spedita dal governatore dell'isola a tutti i porti per mettere imbarco sopra tutti li bastimenti e dar ordine alli equipaggi di metter piè a terra per unirsi con gli altri bianchi alla difesa. Questa funesta notizia fu da Havre scritta al ministro di marina e partecipata al Re venerdì sera. Nonostante li dettagli di questo avvenimento, confrontando le lettere di date anteriori del dì 24, che non fanno cenno di niun sospetto, considerando il luogo del rincontro con la corvetta e misurando la mortalità che si dice, la quale non può arrivare che in una battaglia di truppe e ben numerose, dai più si riguarda la nuova come esagerata, e da alcuni si sospetta anche falsa.

Parigi, li 23 ottobre 1791.

N. 68.

Lo spirito di persecuzione inseparabile dal fanatismo e dall'interesse va guadagnando forza e coraggio ognora più tra il nuovo clero, detto costituzionale. Il rimprovero ch'essi fanno a se stessi della loro diserzione, il disprezzo in cui si veggono cadere presso del popolo, ed il continuo abbandono di molti tra loro, che ingannati o atterriti hanno da principio prestato il giuramento ed ora lo van ritrattando, li inagrisce, e mancando di mezzi di persuasione vorrebbero ad ogni modo usare di quelli della violenza e della forza per sottomettere li loro avversarii. Perciò è che avendo fatta unione non difficile a farsi, attesa la vicinanza dei principii della loro dottrina con tutti li calvinisti ed altri eretici sparsi per la Francia, e con tutti li giacobini fanatici, eccitano tutti li Club e tutte le Municipalità, nelle quali sono li più forti, a moltiplicare le

reclamazioni e le denunziazioni all'Assemblea nazionale contro li preti della comunione romana, imputando ad essi tutti li torbidi e tutti li disordini che accadono nelle Provincie, per determinarla, se potessero, a prendere contro loro delle misure di violenza ed anche di sangue. Questa settimana per due intere sessioni si è discussa questa materia, e non ostanti le violente declamazioni ed imputazioni del vescovo Fauchet e di qualche altro fanatico, lo spirito temperato fino ad ora è parso prevalere. La filosofia, che in ora per modo è dominante, domanda che tutte queste querele di religione si sopiscano col disprezzo, la sana politica, che non è che il buon senso, vuole che non si portino le cose alle estremità, che renderebbero li partiti sempre più violenti ed irreconciliabili. Per altro non si è ancora nulla decretato, e la materia seguirà a discutersi.

Attese le circostanze del momento, certamente più interessante è stata la discussione sulli emigranti. Il timore che il loro numero e la loro determinazione incutono, il risentimento che ingenerano le loro minaccie e li loro discorsi, avrebbero già determinato a prendere delle misure di violenza; ma la legge costituzionale è stata fino ad ora la barriera di difesa per loro. Per l'articolo primo dell'atto costituzionale si statuisce che qualunque persona, e cosa dovrà sempre godere di una illimitata libertà di restare, di ritornare, senza poter essere mai nè detenuta, nè arrestata, se non secondo le forme stabilite della costituzione. Di qua è che può bene farsi a ciascuno di loro un processo, se hanno delitto, ma non può formarsi un arresto, nè prendersi una misura generale; questo è quello che da molti vorrebbesi, ma fino ad ora non si è potuto ottenere. Pertanto li lunghi dibattimenti di questa settimana hanno terminato in un decreto, il quale non è in fatto che la esecuzione di un articolo della costituzione. Parlandosi in questa del Re e del Principe Reale, li quali sono obbligati a risiedere dentro del Regno, nè possono assentarsene senza la permissione del Corpo legislativo, si aggiunge, che il primo Principe del sangue chiamato per diritto alla reggenza, in caso di morte del Re, sarà egualmente tenuto alla residenza, sotto

pena di perdere il suo diritto alla reggenza, quando contro la volontà dell'Assemblea nazionale volesse stare lontano. Su questa base della costituzione, domenica si è decretato come segue: che dentro due mesi a contare dal giorno della proclamazione, che sarà fatta in Parigi, luogo delle sessioni del Corpo legislativo, la quale proclamazione sarà inoltre inviata a tutti li corpi amministrativi del Regno per farla proclamare dentro li rispettivi loro territorii, Luigi Francesco Stanislao Saverio primo Principe francese sarà tenuto di rientrare nel Regno.

Sebbene non sia ancora arrivata alcuna nuova ufficialmente diretta alla Corte nè dal Governatore nè dalla Municipalità della colonia di San Domingo, relativa alla insurrezione dei negri, con tutto ciò questo triste avvenimento si riguarda come certo non solo sulle deposizioni di bastimenti mercantili arrivati in Francia, che la danno come nuova di mare avuta da altri legni, ma più su dei riscontri avuti dall'Inghilterra, come provenienti dalla vicina Giamaica. La fluttuazione delle opinioni versa in adesso solamente sul più o sul meno dei discorsi, e dei devastamenti arrivati. Li più sensati e li più conoscitori di quel paese si limitano a credere solamente che qualche centinaio o al più migliaio di negri si è sollevato dalla parte di Limbè, che ha messo il fuoco ad alcune piantagioni vicine, e che forse a quest'ora sarà stato intieramente sottomesso o disperso. Il Governo ciò non ostante ha subito preso delle misure, ed il Re ha ordinato l'imbarco e la partenza il più prestamente possibile di duemila e trecento uomini di truppe di linea per rinforzare quelle guarnigioni. Il ministro della marina ha dato parte all'Assemblea delle determinazioni prese e delli ordini dati dal Re, chiedendo li sussidi necessari per questo armamento. L'Assemblea, dopo aver lungamente discusso sulla verità o falsità delle nuove, sulla malizia dei partiti e forse delli mercanti accaparatori di zuccheri e di caffè nell'accrescerle, finalmente non ha avuto nulla di meglio a fare che rimettersi in tutto al Potere esecutivo.

La misera città d'Avignone ed il contado sono di nuovo in preda all'anarchia ed a tutti gli orrori dei massacri. Centinaia di persone d'ogni età, d'ogni condizione, d'ogni sesso, e quello che è più rimarcabile d'ogni partito, sono perite nei più barbari generi di morte. Il Monte di Pietà è stato spogliato, e li generi trasportati in Francia e trafugati. La città non è più che un ammasso di case occupate da pochi schiavi tremanti, e da qualche migliaio di ladroni che ne sono i padroni. Questi massacri appena eccitano qui l'attenzione: tanto già vale l'abito: solo interessa il saperne di questi ultimi dettagliatamente l'origine, la quale fino ad ora rimane oscura: temendosi assai di qualche trama secretamente ordita per levare Avignone non al Papa solamente, ma ancora alla Francia, e farne un centro di partito per li repubblichisti, e loro aderenti facinorosi del Regno specialmente nelle Provincie meridionali.

La Corte di Svezia ha ricusato di ricevere dal ministro di Francia le lettere di partecipazione del Re della sua accettazione dell'atto costituzionale. La ragione addotta per ricusarla è stata che conoscendosi la situazione non libera in cui trovavasi Sua Maestà Cristianissima, il Re di Svezia non poteva riguardare niuna carta proveniente dalla Segreteria di Stato di Parigi, come cosa veramente proveniente dal Re. Lo spirito di questa risposta indica assai chiaramente li sentimenti in cui persiste quella Corte riguardo alli affari di Francia.

Il signor conte di Segur, già destinato all'ambasciata di Roma, era stato nominato dal Re al Ministero degli affari esteri, ed egli in questi ultimi giorni aveva accettato questo scabroso impiego. Ieri poi forse meglio consigliato da' suoi amici, ed atterrito dal modo indecente con cui vengono trattati dall'attuale Assemblea, ha scritto una lettera a Sua Maestà. Lo prega di accettarne la sua dimissione, ed è già partito per la campagna. Per conseguenza resta vacante questo importante Ministero, giacchè il signor conte di Montmorin, dopo aver fatto all'Assemblea un rapporto politico dello stato attuale della Francia riguardo alle Potenze forestiere, ha pure partecipato all'Assemblea che il Re gli aveva accordato la

grazia di sollevarlo di sì pesante posto. Si crede però che fino a tanto che il Re non nomini altro soggetto, il ministro dell'interiore sig. Delesart avrà il portafoglio degli affari esteri.

Parigi, 1° novembre 1791.

N. 69.

L'oscurità in cui versano le notizie di S. Domingo accresce sempre più li timori sopra lo stato di quella importantissima colonia. L'ambasciatore d'Inghilterra di commissione della sua Corte ha partecipato a questo Ministero quanto milord Effingham governatore della Giammaica ha in questo proposito scritto al Ministero di Londra, il che consiste in che la città del Capo s'era a lui diretta, esponendogli che una parte assai numerosa dei negri della colonia s'erano rivoltati, che avevano devastato ed abbruciato per cinquanta miglia di paese nelle pianure vicine al Capo; che li coloni della campagna, li quali avevano potuto salvarsi dal loro furore, s'erano colle famiglie rifugiati nella città del Capo; che si trovavano in numero di quindici mila tra bianchi e mulatti e trenta mila negri, che erano loro rimasti fedeli, che per difendersi abbisognavano di soccorsi di gente e d'armi, e per sussistere di viveri; le quali cose a lui chiedevano considerando la loro causa essere quella di tutti li bianchi e d'ogni Nazione d'Europa: che egli però, avuto riguardo allo stato della propria colonia della Giammaica, la quale non abbondava di truppe, e poteva non essere lontana dal pericolo per l'esempio, con dispiacere aveva dovuto negare il soccorso d'uomini, e si era solamente limitato ad inviare loro cinquecento fucili con corrispondente attrezzo di polvere e palle, e provvigioni da bocca per la sussistenza.

Questa nuova, ufficialmente portata in Inghilterra da un bastimento di quella marina reale, ha ben aumentato li timori, ma non sparso abbastanza di chiaro sopra la situazione

di quelli affari. Molti si domandano come mai un'armata di quindici mila bianchi e trentamila negri, che pure hanno delle armi e dei cannoni, e possono essere comandati da delli uffiziali, resta rinchiusa da una truppa, per numerosa che essa sia, di negri, la più parte disarmati, almeno certo senza armi a fuoco e senza artiglieria. E più si ha pena a spiegare, come dopo settanta giorni da che questo arrivava, cioè alla fine di agosto, il sig. di Blanchelande governatore dell'isola non abbia spedito una corvetta a recare qui nuove ed a chieder soccorso.

Da ogni parte si discorre, e da ogni parte si teme. Alcuni spingono la incredulità a credere, che non sia nulla, o quasi nulla, e che sia tutto un artificio di quei coloni per preparare sotto questo velo e con la sospensione d'ogni comunicazione colla Francia, intieramente li modi di sottrarsi dalla dipendenza almeno dell'Assemblea nazionale. Altri al contrario esagerano che la colonia sia a quest'ora tutta distrutta, ed un vasto deserto posseduto da un'orda di negri. È facile acquistarsi il titolo di prudente non prestando assenso nè all'uno nè all'altro di questi estremi. L'Assemblea nazionale, alla quale il ministro ha dato comunicazione delle notizie avute dal Gabinetto Britannico per il canale di questo suo ambasciatore, ha decretato che sieno in suo nome fatti dei ringraziamenti al Governatore ed alla Nazione inglese, ed al tempo stesso ha pregato il Re a volere aumentare le forze di vascelli e di truppa che Sua Maestà destinava d'inviare a quella parte.

Se crescono li timori dalla parte delle colonie, non punto diminuiscono quelli dal lato delle frontiere. Sicura ormai la Assemblea che niuna Potenza forestiera, per ora, nè spiega apertamente intenzioni ostili, nè forma preparativi per attaccare la Francia, non è però egualmente tranquilla da qualche colpo di disperazione che sieno per tentare li fuorusciti, li quali sul timore d'essere di un giorno all'altro abbandonati dai Principi fratelli del Re, sulla impossibilità di sussistere a loro spese nel lungo inverno in un paese che la loro stessa presenza rende carestioso, si teme che vogliano tutto azzardare per entrare in Francia e stabilendosi in qualche cantone, per vivere almeno a costo della nimica lor patria, preferendo

in ogni caso una disperata morte ad una vita penosa. Si stanno spiando con la più grande attenzione tutti li lor movimenti, e sopra tutto la curiosità è rivolta a saper le misure che sia per prendere il conte di Provenza dopo l'intimazione dell'Assemblea di dover entrare nel Regno.

Il fermento delle dissensioni religiose tra la Chiesa cattolica e la Chiesa detta Costituzionale, in grazia del noto giuramento va prendendo piede sempre più nelle Provincie. Sia rimorso, sia vergogna, sia timore, molti curati che per conservare o acquistare delle parrocchie avevano prestato il giuramento, lo vanno ritrattando. Il vescovo costituzionale di Rouen si è dimesso dal suo vescovado ritrattando il suo giuramento, e facendone con una pubblica Pastorale un'intera rinunzia, e pretendesi che dieci o dodici dei nuovi vescovi sieno uniti nelli stessi sentimenti con lui e si preparino a fare lo stesso.

Il partito giansenistico, che si copre dei sentimenti patriottici e filosofici, mette tutto in opera per determinare l'Assemblea a misure di forza, e ad un'aperta persecuzione; intanto il partito catolico incomincia già a prevenire la forza colla forza, e sono in arme, ed in alcuni luoghi hanno preso a mano armata possesso delle antiche lor chiese e respinte le guardie nazionali. Le relazioni portate all'Assemblea dai differenti Dipartimenti vi hanno incusso il più grande timore d'una prossima guerra civile di religione ed ha fissato di finire la discussione di questa materia domani martedì, stabilendo che non si leverà la sessione prima che si sia preso un definitivo decreto.

Il ministro della marina ha fatto partecipazione all'Assemblea d'alcune disposizioni non molto assicuranti per parte dell'attuale Bey d'Algeri. Fino dall'anno 84 fu stabilito un Trattato per cent'anni con quella Reggenza. Il presente Bey pervenuto al Governo parve approvarlo e chiese intanto una fregata per trasportare il suo ambasciatore a Costantinopoli. La fregata tardò ed egli ne prese una che era pronta del re di Spagna, che l'accordò volentieri. Su ciò sono fondati li lamenti e le minaccie avendo detto al console, che in ora li

francesi non erano più quelli di prima, con cui aveva li trattati, e che non serviva che scrivesse al suo Ministero, giacchè sapeva che non avevano più Re. Pertanto in precauzione di ogni sorpresa si è dato ordine da Sua Maestà di tener pronte in Tolone due fregate, quattro corvette ed altri piccoli legni, oltre la fregata la *Modesta* che è attualmente in Algeri; e si è anche più efficacemente ricorso al solito mezzo d'inviare un emissario con facoltà di negoziare a danari contanti.

Il conte di Montmorin ha già dimesso il suo impiego ed il portafoglio degli affari forestieri è interinalmente nelle mani del signor De Lessart ministro della giustizia. Dopo il rifiuto fatto dal conte di Segur, l'opinione sul successore al conte di Montmorin va fluttuando sopra molti nomi, tra li quali niuno vi è fino ad ora che abbia in suo favore più che la voce popolare. Siccome l'Assemblea ha fatto pubblicare colla stampa la relazione a lei presentata dal conte di Montmorin riguardante la sua attuale corrispondenza colle Corti forestiere. Questa carta originale mi pare assai interessante per essere sottomessa alla cognizione ed ai riflessi di Vostra Serenità e di Vostre Eccellenze, e perciò mi onoro di trasmetterla per inserta.

Parigi, li 7 novembre 1791.

N. 70.

Il decreto formato dalla Assemblea contro gli emigranti e segnatamente contro li Principi fratelli del Re, il quale mi onoro di trasmettere a V. S., nel generale ha eccitato e improvazione e meraviglia. Fino al principio della scorsa settimana lo spirito preponderante nella Assemblea era sembrato non equivocamente disposto alle misure di temporeggiamento e di placidezza. Dopo quattro lunghe discussioni su questo argomento, erano stati rigettati più progetti di decretazione, sempre preferendo per discutere li più miti alli più severi, e niuno trovandosi assai moderato insieme ed effettivo, pareva

quasi presa la massima di non farne niuno, non trovandosi modo di conciliare delle misure di efficacia e di forza con lo spirito e la garanzia di libertà stabilita dalla costituzione. Tutto in un tratto una rivoluzione generale di teste ha fatto proporre e instantaneamente decretata una legge incomparabilmente più severa di quante si erano fino ad ora immaginate o proposte. Il solo fatto fa ben vedere che questo decreto è la produzione d'un partito di cabala, e che il modo di ottenerlo è stato la sorpresa fatta tumultuariamente alla imperizia ed alla debolezza del maggior numero dei membri della Assemblea; ma non ben chiaro risulta se la primitiva intenzione dei capi partitari fosse diretta contro li fratelli del Re o contro la persona del Re medesimo. Contemplarono essi che l'atrocità stessa delle minaccie e delle pene ritirerebbe il Re dal sanzionare una legge di sangue contro li proprii fratelli; si lusingarono che il popolo riguarderebbe la negativa del Re come un rifiuto di prestarsi alle misure efficaci e necessarie per far rientrare li foresciti di Francia, e forse anche la prenderebbe per una connivenza tra lui e li emigranti; oltre che si promisero nel sequestro dei beni delli espatriati una specie di bottino da ripartire tra i loro amici sparsi nei differenti distretti e municipalità. Se tale è stato infatti il loro progetto, in ora è andato fortunatamente tutto a vuoto. Il Re ha ricevuto la sanzione, ed il decreto è nullo; ed il popolo, non ostante gli sforzi fatti per il mezzo di alquanti emissari sparsi per sommuoverlo, non solo non si è esaltato, ma al contrario per un fondo di buon senso ha parso trovare ragionevole e conveniente la negativa del Re. Ben è vero che la Corte ed il Ministero, nella necessità per la prima volta di spiegare un atto di autorità legale sopra l'Assemblea, ha troppo mostrato l'esitanza ed il timore, che ancora gli incutono le idee passate, sebbene cambiate sieno quasi del tutto dopo due mesi. I Ministri furono tutti in corpo all'Assemblea. Il Guardasigilli, dopo aver fatto parte della sanzione data da Sua Maestà ad altri decreti, segnatamente a quello che richiama il Conte di Provenza dentro del Regno, sotto la pena d'essere decaduto dal diritto alla Reggenza, finì col dire che sul decreto del 9

novembre *Sua Maestà si consiglierà*, formula marcata dalla legge, per dire che il Re ricusa. Ciò finito volle proseguire esponendo le ragioni, che avevano determinato Sua Maestà alla sospensione del suo assenso; ma l'Assemblea si pose in tumulto; molte questioni si eccitarono se e quando il Ministro aveva diritto di parola nell'Assemblea; e dopo assai di dibattimenti e di strepito il Ministro fu obbligato a tacere e ad andarsene. I veri amici dell'autorità reale trovano e illegale e debole la condotta del Guardasigilli, stantechè la costituzione chiaramente garantisce al Re la libertà di dare la sua negativa, senza rendere a chichessia ragione del suo fatto, e stabilisce la Maestà Reale nell'esercizio della sua prerogativa al di sopra di qualunque contestazione nemmeno coll'Assemblea. Il timore però d'una improvazione popolare, ed il desiderio di render giustificati e plausibili i motivi della propria condotta, ha suggerito ai ministri un altro modo di esporre le proprie ragioni. Hanno pubblicato e fatto affiggere in tutti i luoghi pubblici una proclamazione reale, ed insieme hanno pur resa pubblica la lettera del Re scritta ai suoi fratelli. Inviando io questi scritti a Vostre Eccellenze, mi astengo per titolo di giustizia e di modestia dal mischiare i deboli miei pensieri ai sapienti e profondi riflessi dell'eccellentissimo Senato. In mezzo a queste discussioni i timori e le emigrazioni dei malcontenti vanno alternando. Chi di essi ritorna in Francia disperando di poter nulla più fare nel forestiere, e chi parte dalla Francia per portarsi sulla frontiera. Le cose arrivate già, e che vanno di giorno in giorno arrivando, gettano nello spirito di molti di quelli che si trovano colà la più grande incertezza; con tutto ciò i più seguono sperando e altamente dicendo, che se non entro l'inverno, almeno per primavera saranno in grado di entrare in campagna. Continuano a formarsi in corpi e ad esercitarsi, e tengo per canale sicuro, che una Casa di Banco d'Olanda ha la commissione di far passare alli Principi un mezzo milione al mese di quei fiorini fino a nuovo ordine. Le sorgenti d'onde scaturisce questo denaro non mi sono note; l'effetto però se ne manifesta, perchè dopo un

tale ordine si è già fissata una paga mensuale di quarantacinque franchi al mese a tutti i reggimentati nei nuovi corpi formati a Coblentz, a Worms e nei contorni.

Non rimane più dubbio che non sia stato concluso il giorno 18 ottobre a Stokolm un trattato tra la Corte di Svezia e quella di S. Peterburgs. La negoziazione ne è stata condotta dal barone di Armfeld per parte della Svezia, e del conte di Stackelberg per quella di Russia. Se è certo il trattato, non però ne sono pubblici e sicuri gli articoli. Le più calcolate probabilità indicano che gli affari di Francia sieno in questo trattato compresi, se non per la maggiore almeno per qualche parte. Il figlio del conte di Stackelberg era ultimamente a Coblentz coltivando una corrispondenza seguita col padre, ed il barone d'Escars (1) fu a Stockolm inviato colà dal conte d'Artois. Le voci che corrono sugli articoli ancora segreti di questo trattato sono, che la Russia garantisce al Re di Svezia l'attuale forma di governo nel suo regno stabilita il 3 aprile 1789, anche in caso d'assenza dai suoi Stati, e che essa Corte si obbliga a fornirgli dodici mila uomini di truppa e trecento mila rubli al mese, pagabili in qualunque piazza che S. M svezzese indicherà.

Sulla colonia di San Domingo in questa settimana non si hanno avuto rischiarimenti maggiori. Si è fatta circolare una nuova consolante, che finalmente dopo alquanti combattimenti con differenti corpi di negri si era riuscito a sottometterli, e che si era ristabilita la calma; ma chiamate ad esame le sorgenti di tal novella, si sono trovate insussistenti. A Brest si accelerano gli armamenti ordinati dal Re, ma si ha pena a trovare truppa sicura che voglia imbarcarsi. Gli ufficiali si scusano ed alcuni rifiutano la commissione, tanto è il disordine della subordinazione in tutta l'armata e terrestre e marittima.

È arrivato in questa capitale il nobil uomo ser Alvise Zenobio, ed è stato domenica mattina presentato a questi Sovrani ed alla Reale Famiglia. Compiendo io questa doverosa

(1) De Cars

formalità, ho procurato che venga reso allo specioso carattere, che lo distingue, quei riguardi che gli sono dovuti.

Parigi, li 14 novembre 1791.

N. 71.

L'arrivo della nave il *Corriere del Capo*, entrata in bocca di porto a Nantes il giorno 14 di questo, e partita direttamente da San Domingo il giorno 7 ottobre, ha finalmente portato delle nuove, se non consolanti almeno assicuranti sulla conservazione di quella colonia. I negri erano già sottomessi dopo varie piccole battaglie date, per le quali erano stati successivamente battuti i loro corpi d'armata e forzati i loro trinceramenti, molti di essi uccisi, i più sottomessi, i restanti s'erano rifugiati nelle montagne dette le *Momes*. Ivi perseguiti, non ostante l'asprezza e l'inaccessibilità dei siti molti avevano capitolato ed altri sembravano disposti a capitolare sotto la condizione di rimettere in mano al Governo i loro capi colla salvezza delle vite per loro. Così pare posto un termine ad ulteriori infortunii. Non ancora si può formare nè un esatto quadro, nè un calcolo delle disgrazie e delle perdite passate. Si scrive di là che pressapoco si computava in allora la mortalità dei negri a quindici mila, e quella dei bianchi e mulati, tra massacrati nella insurrezione e uccisi nelle diverse azioni a quattro mila; le abitazioni e piantagioni o danneggiate, o incendiate, o distrutte a circa duecento; tutto il danno in perdita di schiavi, generi e fabbriche tra i centocinquanta e i duecento milioni. I coloni di qua sostengono che deve montare anche a più. Se ciò è la filosofia degli amici dei negri costa ben cara. Intanto si mette la più grande attività nell'inviare nell'isola d'ogni parte soccorsi. Oltre quelli della marina reale, la città di Nantes ha spedito già dei soccorsi particolari d'armi e munizioni. Bordeaux e Rouen fanno lo stesso. L'opinione della gente moderata e imparziale non esita nell'attribuire la cagione della insurrezione al fa-

natismo ed agli intrighi dei detti amici dei negri; questi cercano in ora di rifondere l'odiosità sopra i nemici della costituzione e sopra il Governo.

L'Assemblea ha fissato il primo dicembre per sentire una relazione che chiarisca le segrete cagioni e i moventi di questo disastro. Non è difficile che le dissensioni e gli aggravi di rimbalzo si ripeteranno qui, e tanto più che il dolore del male si farà più sensibile dentro alquante settimane per i frequenti e grandiosi fallimenti che gia si minacciano e dentro poco tempo si attendono, come risultati necessari della perdita di capitali francesi che esistevano in quell'isola.

Oltre le relazioni degli affari di San Domingo ed alcune incidenti mozioni ad essi relative ed una larga esposizione dei fatti e dei massacri arrivati ad Avignone fatta dall'abate Mulot, che fu uno dei commissari pacificatori colà spediti, l'Assemblea si è questa settimana singolarmente occupata di un decreto contro i preti detti refrattarii. Io non posso ancora sottomettere il decreto per intiero a Vostra Serenità non essendo compita la decretazione, e solo rimarco che si sta con qualche esitanza attendendo se il Re sia per sanzionarlo.

Il decreto incomincia per cambiare la formula del giuramento, sostituendo all'antico, che prometteva l'accettazione e l'osservanza della costituzione civile del clero, un nuovo, il quale non impegna che ad accettare, sostenere ed osservare la nuova costituzione dello Stato. Ora la costituzione civile del clero non è compresa come articolo costituzionale nella nuova costituzione dello Stato, e quindi il giuramento è essenzialmente differente. Con tutto ciò, come nella costituzione civile dello Stato sono rifusi molti articoli e stabiliti alcuni principii, sopra i quali posa anche la costituzione civile del clero, trattandosi di opinioni e di modi di vedere non risulta abbastanza chiaro quale sarà l'effetto di questa mutazione nelle menti dei più, singolarmente se alla varietà di sentenze si combini la varietà d'interessi, e direi anche di passioni e di partiti. Per altro quanto si riguarda in generale la mutazione del giuramento come una misura moderata e savia, altrettanto si considerano come violenti e non necessarii li ar-

ticoli che statuiscono le pene nei casi di semplice negazione del giuramento, ed impolitici, anzi contrarii alla costituzione quelli che rimettono la sorte di tutti li preti nell'arbitrio, anzi al capriccio di tutti li dipartimenti e municipalità nelle quali si trovano. Insomma risulta troppo chiaro che lo spirito di persecuzione, che non si è potuto mettere in esecuzione contro gli emigranti in grazia della negativa del Re, cerca in questo decreto uno sfogo contro dei preti, li quali, si suppongono uniti di partito con quelli.

Non ostante le sommazioni già fatte al conte di Provenza, le lettere scritte dal Re e la proclamazione da lui fatta, cose tutte già da me umiliate a Vostre Eccellenze, non si ha ancora notizia, nè risposta alcuna da Coblentz. Le emigrazioni seguono e lo stato delle cose in quella parte prosegue sullo stesso piede che prima. In proporzione che aumenta il numero aumenta ancora la dissenzione e la divisione e nei consigli e nelle persone. Pretendesi che il principe di Condè unito di pareri con il signor di Calonne, il maresciallo di Broglio ed il principe di Nassau, vorrebbe non consumare più inutilmente il tempo ed entrare in azione colle sole lor forze, tentando un qualche colpo di mano e dando qualche cosa alla fortuna per non lasciar rallentire l'ardore del lor partito, e non lasciar tempo di più a consolidarsi le cose e le resistenze nell'interno del Regno. Al contrario il conte di Artois, appoggiato dal consiglio del maresciallo di Castries e dai signori Flasclauden e di Jaucourt, sostengono l'opinione di non dar nulla all'azzardo ma di assicurarsi prima della unione e del concerto di tutti li malcontenti e dell'appoggio delle Corti forestiere con dei piani combinati e uniformi. Il maresciallo di Castries ha ultimamente fatto un viaggio a Brusselle, ed ha certamente parlato col barone di Breteuil e col conte di Mercy, e si assicura che l'oggetto era di riunire il primo con li principi, dacchè, come persona tutta addetta alla Regina, se ne era da qualche tempo separato, e di fare al secondo proposizioni per impegnare con più calore l'Imperatore nei loro interessi mediante qualche cessione, e ben s'intende, della Lorena. Mentre la divisione è nei consigli, la discordia e lo

scontento è tra le truppe. Circondati da un popolo di nobiltà, conveniva pur dar loro una qualche formazione militare. Dopo più progetti, ora dividerli per provincie, ora per corpi, infine si è fissato un piano di differenti corpi, e si è pubblicato un proclama, che dentro tre giorni chiunque vuole servire (e tutti lo vogliono) si faccia inscrivere in quel corpo che più gli piace, e si trasporta al luogo fissato per cantonamento del suo corpo. Questo stesso non piace a quelli che hanno del danaro proprio e che amano di spenderlo nel soggiorno a loro più gradevole. Le Guardie del corpo sono il solo corpo formato, essendo composto delle già vecchie Guardie del Re; non sono però ancora interamente equipaggiate ed armate. Le paghe di quarantacinque lire per tutti quelli che sono nei corpi di fanteria, e di sessanta per la cavalleria, sono puntualmente pagate, e sono stati saldati tutti gli arretrati. Intanto esiste una Casa del Re a Coblentz, ieri sera il Re ha nominato li ufficiali superiori della nuova Casa militare, che secondo il nuovo piano Sua Maestà va a formarsi qui. Chi non vede che queste due Case si batteranno tra loro, e non pochi credono che in fine si uniranno.

Non pare più dubbio che il sig. De Lessart passi dal Ministero dell'interiore a quello degli affari forestieri, e domani si attende la pubblicazione.

Parigi, li 21 novembre 1791.

N. 72.

Non ostante il zelo ardente dei vescovi costituzionali che sono nell'Assemblea, secondato dal partito Giansenistico, e da alquanti furiosi per accelerare una dichiarata persecuzione contro li preti della comunione romana, con tutto ciò la moltiplicità delli articoli introdotti nel decreto, e la varietà delle discussioni successivamente risvegliate, ne ha protratto in lungo la deliberazione, ed alcuni incidenti sopravvenuti ne

hanno del tutto interrotta la trattazione; così la decretazione non è ancora compita.

Li torbidi della Provenza e della Linguadoca, li quali di giorno in giorno più minacciano in quelle provincie una esplosione di aperta guerra civile di religione, eccitano li partitari alla vendetta, ma incutono alli indifferenti il timore. Secondo li interessi e le passioni di cui ciascuno è animato, attribuisce al partito contrario la cagione dei ripetuti sollevamenti e massacri che vanno arrivando; con tutto ciò il maggior numero delle persone, non dei cattolici solamente, ma dei filosofi e delli irreligionari, che affettano imparzialità in queste dispute, convengono che l'aggressione viene dalla lega formata tra gli Ugonotti, li Giansenisti e li Giacobini, li quali, sebbene minori in numero, vorrebbero pur sottomettere il contrario partito cattolico. In Montpellier erano già incominciati li massacri, ed al partire del corriere le porte della città erano chiuse, e tutto il popolo in arme, ma fortunatamente si è poi saputo, che tutto era terminato in una corta fucilata, e che non sono rimaste morte che tre persone, ed alquante ferite, dopo che si era rimessa una provisionale calma.

Mentre l'Assemblea è titubante ed inquieta sulla interna fermentazione dei partiti religiosi, è stata successivameute atterrita e sbalordita con moltiplicate denuncie di complotti, congiure e corrispondenze nell'interno del Regno colli principi emigrati. Il signor Wimpfen, generale comandante al Nuovo Brisak, fortezza di somma importanza sulla frontiera, ha denunciato di essere stato per parte dei principi ricercato di consegnar loro in mano quella piazza. Il signor Delattre, indicato per una lettera di corrispondenza con il signor di Calonne, è di inviare un suo figlio a militare sotto gli Principi. E ciò che ha incusso maggiore spavento, il sig. Varnier, già direttore in un dipartimento di Ferme, è denotato per una corrispondenza con molte persone impiegate nell'amministrazione dei dazii, per reclutare ed inviare a Coblentz quanti più potevano dei loro subalterni, ora disoccupati, ed indigenti dopo la soppressione delle Gabelle. L'oggetto era som-

mamente importante, giacchè questa classe sola di gente compone un esercito, e di uomini tutti determinati. Queste successive denuncie, forse fatte ad arte, hanno riscaldato al più forte grado le fantasie, e sul momento tumultuariamente si è decretata e composta l'Alta Corte Nazionale, Tribunale riconosciuto dalla costituzione per li casi straordinarii di pericolo dello Stato, il quale deve inquirire e giudicare di tutti li delitti di alto tradimento contro la Nazione. Non contenta di ciò l'Assemblea ha di più ordinato, e sul momento eletto un *Comité* di sorveglianza, il quale dovrà ricevere tutte le denuncie, portarne all'Assemblea le relazioni, e una volta che abbia luogo ad accusa fare arrestar le persone, e trasmetterle al giudizio dell'Alta Corte. Queste misure precipitate e violente dell'Assemblea hanno scosso tutte le persone. Li fatti con tanto apparato denunciati non si trovano abbastanza, e molto meno legalmente comprovati. E quanto all'accusa contro il sig. Vernier, il quale chiamato innanzi all'Assemblea ha negato e la lettera e il carattere, e ciò non ostante è stato posto in prigione; tutta l'apparenza fino ad ora è che l'accusa non sia che una calunnia, singolarmente, che le persone stesse che si citano, come primi denunciatori, negano di aver mai fatto veruna denuncia, nè di aver mai avuto conoscenza di alcun fatto relativo a questo affare. Dal che molti ben veggenti inferiscono, che tutte queste e vere, e false ed esagerate denuncie non siano che uno stratagemma di cabale dei faziosi per avvilire con un colpo d'atterrimento l'Assemblea, e strascinarla senza dar tempo a riflessione nelle loro misure. Intanto esiste un'Alta Corte Nazionale ed un *Comité* di sorveglianza. Ora si esamina contro chi sieno dirette queste due potenti macchine elevate in questa settimana. Niuno dubita che l'Alta Corte non sia principalmente diretta contro li emigrati, e contro li Principi fratelli del Re, e il *Comité* di sorveglianza non sia un passo dato per impossessarsi di tutta l'autorità, come nella passata Assemblea aveva fatto il *Comité* di ricerche, ed esercitare un intero dispotismo sopra le persone e le fortune di tutti. Mediante questo passo, qualunque sia, buona o cattiva la costituzione, essa non esiste già più.

Il partito repubblicano di giorno in giorno prende più di forza, e già decisamente domina l'Assemblea; non già che la maggior parte sieno intellettualmente convinti dei principii delli signori Condorcet e Brissot, che si riguardano come li due capi, ma l'ignoranza e la crassa inesperienza delli affari, fa che li più secondino le loro viste, senza intenderne l'oggetto, e li scellerati, che pur sono alquanti, non cercano che nuovi torbidi. Il club dei Giacobini, già depurato di quanto in esso esisteva di gente moderata ed onesta, e tutto rifuso di esaltati repubblicani e di faziosi è all'appoggio del partito dominante nell'Assemblea; le sue relazioni con gli altri club sparsi nelle provincie, li quali tutti egualmente sono stati abbandonati dalle persone temperate, e non sono più che la schiuma delli esaltati e facinorosi, sono sommamente estese, ed essi contano fino a milleseicento società affiliate. Non ostante il disprezzo, e quasi odio, in cui sono caduti presso tutta la gente dabbene, fanno come tutti li faziosi, disprezzano il loro disprezzo, poco curano le imbelli loro declamazioni, e camminano con un piano formato al loro termine. Spargono nel basso popolo tutti li orrori possibili contro il Re e la Regina, fanno credere che la Corte è d'accordo con li emigranti, imputano alla connivenza dei ministri tutti li disordini, che accadono e che dicono eccitati e pagati da essi per tenere in soqquadro il Regno, e per ricondurre l'antico dispotismo: li preti costituzionali li secondano.

Portato all'Assemblea l'affare dei massacri d'Avignone hanno fatto nascere un decreto, per il quale si istituisce un tribunale in Avignone stesso per giudicare li delitti commessi, ma si annullano tutte le procedure fino ad ora fatte: così si porta in lungo la giudicatura per aver tempo a preparare probabilmente circostanze per far evadere li rei; ed intanto un gran numero di briganti, che senza essere capi marcati avevano però composto in gran parte l'armata di scellerati che hanno devastato quel paese, insensibilmente si fanno venire a Parigi, e tengo di buon canale che più di trecento erano entrati in città dentro la scorsa settimana. Questa truppa scelta sarà all'ordine dei Giacobini e del *Comité* di sorveglianza. Fondano

la principale loro lusinga sulle false misure della Corte, e sperano di poter far tanto da metter timore al Re, e farlo di nuovo partire da Parigi: nel qual caso calcolano che tutti li patrioti costituzionali, che in adesso sono contro loro, in allora per la necessità si unirebbero con loro, e si adatterebbero a seguitare li loro piani. Frattanto che questa cabala travaglia di forza, la Corte segue il suo piano puramente passivo, nè lascia travedere le sue intenzioni.

Dopo molti rifiuti, e di molti, finalmente il sig. Cahier de Gerville ha accettato il posto di Ministro dell'Interiore, uomo nuovo nel Ministero non somministra fondamenti a giudizii sul suo carattere, nè a pronostici sulla sua condotta, in un posto del più grande pericolo come della più grande importanza, singolarmente se sia vicino, come alcuni preveggono, un qualche scoppio di fazione; previsione, sebbene forse affrettata, però in buona parte giustificata dall'intera anarchia in ora esistente per la debolezza delle autorità, dal dispotismo che prestamente va a nascere sotto il nuovo *Comité*, dall'inasprimento delli spiriti, che si vanno montando alle estremità e da un sordo apparato di pericolo, che non fu mai nè più universale, nè più vero.

Parigi, li 28 novembre 1791.

N. 73.

Finalmente dentro la scorsa settimana è stato terminato ed articolato per intero il decreto contro li preti della communione romana, chiamati refrattari, ed immediatamente portato alla sanzione del Re. La sostanza del decreto è rimasta quale mi sono onorato di esporla a Vostra Serenità nel riverente mio numero 71; se si è fatta qualche alterazione nei successivi dibattimenti non è stata che aggravatoria; lo spirito del decreto è di spingere questi ecclesiastici all'estremità e di mettere sempre più il Re nell'angustia sul sanguinarlo. L'opinione del pubblico è fluttuante, se il Re sia per dare o

quiete d'animo e di tranquillità. L'Assemblea per altro prosegue colla stessa violenza a far la guerra ai ministri. Il violente e turbolente vescovo costituzionale Fouchet ha fatto una formale accusa contro il sig. De Lessart, nuovo ministro delli affari forestieri, sulla sua passata amministrazione delli affari interni. Pareva che l'oggetto della sua filippica fosse non tanto di denunciarlo come reo di tradimento all'Alta Corte Nazionale, quanto di metterlo in mano del popolo e consegnarlo ad una esecuzione di giustizia popolare. Il ministro domanda soddisfazione delle calunnie contro lui avanzate, e delli orrori falsamente imputatigli, ma ciò potrà bene disgustarlo dal Ministero, ma non già fargli ottenere giustizia.

Non avendo ricevuto che ieri, per un ritardo di posta ordinario in questa stagione, le osseguiate commissioni di Vostra Serenità e di Vostre Eccellenze, e la ducale responsiva a questo Monarca, non ho ancora potuto dar loro esecuzione, ciò che farò dentro la ventura settimana incominciando dal vedere domani per la prima volta il nuovo ministro sig. De Lessart, al quale l'affollamento delli affari in questo ingresso al ministero, e le vessazioni dell'Assemblea, non avevano ancora permesso di ricevere e di abboccarsi con li ministri forestieri. Per altro mi felicito di aver prevenuto le intenzioni di Vostre Eccellenze nello spiegare li motivi del ritardo della risposta dell'Eccellentissimo Senato, giacchè a quanti, e forestieri, e francesi della Corte me ne chiedevano, ho sempre fatto intendere, che una necessità di ritardo nasceva dall'essere la lettera del Re caduta in tempo, che secondo li antichi nostri istituti non si raccoglie il Senato, per lasciare al benemerito cittadino occupato tutto l'anno dei pubblici affari un qualche intervallo di tempo per dedicarsi intieramente ai privati.

Parigi, li 5 dicembre 1791.

N. 74.

Fino alla domenica il corso della settimana era stato abbastanza tranquillo, senza che le deliberazioni dell'Assemblea avessero dato cagione o pretesto a straordinario movimento, ma nella sessione di domenica erano state presentate varie petizioni di differenti sezioni di Parigi concepite in termini smoderati e rivoltosi, tendenti ad accusare li amministratori del dipartimento, e spogliare il Re della facoltà sospensiva dei decreti, chiamata il *Veto reale,* ed interamente sovversive della stabilita costituzione, le quali petizioni sono state dall'Assemblea non solo accolte, ma di più approvate e trasmesse in virtù d'un decreto agli ottantatrè dipartimenti del Regno. Questo passo che svela chiaramente e le misure del partito rivoltoso, e le intenzioni dell'Assemblea, di attaccare direttamente la prerogativa reale, e di distruggere la nuova costituzione, e di assumere a sè stessa la facoltà di nuovo corpo costituente, ha gettato tutte le persone moderate nella più grande costernazione, ed ha messo negli spiriti il più forte grado di fermento. Ben si sa che queste petizioni delle sezioni, le quali sembrerebbero rappresentare l'opinione della maggior parte dei cittadini attivi di Parigi, infatti non sono che la cabala di pochi faziosi commossi e guidati dai Giacobini, li quali si uniscono nelle chiese destinate, e non concorrendo a quelle unioni che essi soli per la viziosa incuranza delli uomini moderati ed onesti, che se ne assentano, danno poi alle tumultuarie loro deliberazioni l'importante nome di *Parti prese* dalla sezione; con tutto ciò da questo vizioso metodo due mali chiaramente risultano: primo che li tristi agiscono e guadagnano forza e terreno, mentre li buoni stanno oziosi e lo perdono; secondo, che il voto delle sezioni rappresentando l'opinione della capitale, il basso popolo delle provincie, che non è al fatto di questi maneggi, è tratto in errore, e si precipita nel mal partito senza conoscerlo. L'apparato pertanto di tutte queste cose insieme presenta il nero prospetto, e vicino, d'una triplice guerra; *primo* di religione, giacchè il prin-

cipio nasce, dal volere gli uni mediante il decreto proposto dall'Assemblea, e non ancora sanzionato dal Re, o sottomettere al loro scisma, o distruggere la chiesa della comunione cattolica, e gli altri al contrario lasciarla libera e difenderla: *secondo* di guerra civile, volendo li primi restringere anche più ed annullare la dignità reale ed erigere una nuova costituzione ed una nuova Assemblea costituente; e li secondi al contrario conservare e rinvigorire le prerogative reali, e contenere l'Assemblea dentro li limiti di semplice corpo legislativo. Terzo finalmente di guerra esterna, essendo già prese le risoluzioni, e le misure per costringere li Principi confinanti a dare delle risposte decisive ed a levare entro un termine dalla frontiera ogni motivo d'inquietudine e di sospetto: dal che risulta che, o gli emigranti saranno nella necessità d'attaccare li primi per liberare li loro ospiti da ogni pericolo d'invasione, o passato un termine saranno essi attaccati. Così si riguarda già la guerra per inevitabile, ed il principio delle ostilità non lontano. Le lettere scritte dal signor De Lessart ministro degli affari stranieri in nome del Re alla Dieta di Ratisbona sono tali, che hanno incontrato la piena approvazione del *Comité* diplomatico. Ciò basta per fare l'elogio della forza e forse violenza del loro stile. Gli effetti presentanei di questa situazione di cose e della impressione che essa cagiona nelle menti non si può meglio misurare che col termometro delli interessi di danaro; tutti li cambii in pochi giorni sono alterati a grado che la perdita contro il forestiere va sopra trenta e con alcune piazze al quaranta per cento. Li assegnati già perdono contro l'oro fino al cinquanta per cento e contro l'argento il quarantasei e quarantotto.

Dopo dato questo breve e imperfetto cenno della convulsione e confusione interna, a maggior lume delle cose, credo conveniente di fissare un momento lo sguardo di V. S. e di Vostre Eccellenze sullo stato delle confinanti frontiere e sull'attitudine delli emigranti, quale risulta dalle giornaliere ed avverate relazioni che si hanno di là. Già da due mesi, come mi sono onorato d'accennare in altro rispettoso mio numero nel tempo, la Cassa militare dei Principi non solo non penuria

ma abbonda di denaro. La Casa Hoop di Amsterdam teneva a loro disposizione per sedici milioni. Li signori Heertmann di Francfort forniscono mensualmente l'occorrente. Il signor di Calonne già ministro di finanza dirige questo Dipartimento. Le fonti sono ancora oscure, ma le congetture non divagano molto tra la Russia, la Spagna, alcuni imprestiti sotto garanzia ed anche molto danaro dall'interno del Regno. Abbondando il denaro non possono più mancare nè le provvigioni di guerra, nè di bocca. Magazzini si formano in tutta forza e li contratti già fatti si calcolano un approvvigionamento per sessanta mila uomini. A Burmingham in Inghilterra sono stati ordinati venti mila fucili e se ne incominciano le spedizioni oltre quelli che in parte si sono tirati d'altre parti. Il Landgravio di Hassia ha loro venduto sessanta cannoni, delli quali si fa in ora la rifondita in Manheim per conformarli a più moderni calibri. La città di Francfort che aveva dei vecchi cannoni da vendere si è negata ad un contratto con li Principi per non dare sospetti di parzialità tra le parti belligeranti. Le rimonte si effettuano col più grande successo; cinque mila cavalli sono già arrivati di Olanda, di Frisia, e più migliaia per li carri e treni d'artiglieria di Germania. Il calcolo di tutta l'armata dei Principi nella settimana scorsa si faceva montare già a trenta mila uomini. Alcuni ufficiali tedeschi ed irlandesi si sono presentati ai Principi per levare dei reggimenti in loro nome; le loro offerte sono state accettate e le reclute concorrono. Ciò che non è ancora stabilito tra loro è l'armonia dei progetti. Quelli che sono tuttavia a Bruxelles con alla testa dei lor consigli il baron di Breteuil, opinano, che entrando in Francia converrebbe proporre alla Nazione una convocazione di nuovi legittimi Stati Generali e concretare una conveniente forma di Governo, cedendo alquanto al partito del Re più numeroso. Al contrario quelli di Coblentz, secondando il parere del sig. di Calonne, sono di avviso, che non convenga più temporeggiare colla Nazione, ma rimettere in esercizio la piena autorità reale, la quale una volta libera con l'esercizio della sua facoltà sovrana potrà dare alla Nazione quelle modificazioni di Governo e quella tempe-

ratura di leggi che creda più convenire. Forse la concordia dei discordanti loro pareri potrà divenire nn oggetto di buoni ufficii dei ministri delle Corti interessate, che sonosi di già resi presso dei Principi. Il barone d'Oczenstierne è a Coblentz in nome del Re di Svezia, come il conte di Romanzov per la Imperatrice delle Russie. Non è dubbio che dopo le straordinarie irregolarità della presente Assemblea, l'Imperatore, la Prussia e l'Olanda non abbiano ripreso il filo delle loro negoziazioni o interventi a questo riguardo. La Spagna vi concorre con tanto maggiore segreto, quanto che ha più interessi a guardare, ma la sua attività ed il suo impegno non sono per questo minori. Un singolare fenomeno però degno della più grande attenzione è che ciascuno dei due partiti non tanto può contare in ora sulle proprie forze, quanto sulle segrete corrispondenze, che crede tenere presso il suo nemico. Li Principi e li emigranti si lusingano e apertamente lo dichiarano che entrando in Francia una gran parte non della nobiltà e della buona cittadinanza, ma della bassa classe e della gente di campagna, stanca delle lunghe inquietudini e malcontenta delle continue ed affliggenti innovazioni, si rivolterà in loro favòre. Li patrioti poi, e sopra tutti quelli dell'Assemblea e li giacobini, mostrano non solo di credere, ma di tenersi sicuri che qualunque sia il numero e la disciplina delle loro armate che entreranno nel territorio germanico all'istante la sollevazione dei paesani e del basso popolo, si effettuerà in loro favore, che li castelli della nobiltà saranno abbruciati, le terre messe a rubba, che promettendo essi e guarantendo l'intera libertà a tutte le persone, l'esplosione dell'insurrezione sarà generale per li stati del lungo Reno, nel paese di Liegi, nelle Fiandre e nell'Olanda. Non si può dubitare che non abbiano delle seguite corrispondenze con tutti li malcontenti di questi paesi, ma si può ancora dubitare che le loro atroci idee di sovversione e di disordine generale non sieno per sortire l'immaginato effetto. L'aspetto però d'un tal quadro non può essere nè più funesto nè più tremendo.

Martedì scorso, nella mia prima visita al signor De Lessart nuovo ministro degli affari stranieri, ho presentato giusta lo

stile l'ossequiata Ducale. L'accoglimento del ministro, uomo di spirito ed elegante, fu condito di tutta urbanità e graziosità e per la mia persona e sopratutto per la dignità e sapienza della Repubblica. Caduto come per incidente il discorso sopra la immaginata notizia sparsa nei fogli in proposito del cav. e procurator Emo, mi mostrò il più grande desiderio di vedere li dettagliati documenti che ne comprovano la falsità; al che tanto più facilmente mi sono prestato, quanto che le sue espressioni e le mie anteriori notizie non mi lasciano dubbio delle sue buone disposizioni.

Parigi, li 12 dicembre 1791.

N. 75.

Lo stato delli affari di qua e la posizione momentanea di questa monarchia più che per le mie parole sarà chiaramente esposta a Vostra Serenità in questo ordinario dalle tre carte che mi onoro di trasmettere per inserta. La prima è l'allocuzione fatta dal Re all'Assemblea; la seconda il discorso tenuto alla stessa Assemblea dal ministro della guerra in conseguenza dell'allocuzione del Re; e la terza la risposta da una deputazione in nome dell'Assemblea medesima portata a Sua Maestà. Vedranno VV. Eccellenze la risoluzione presa d'intimare ai Principi dell'Impero confinanti una pronta dissoluzione di tutti gli attruppamenti ed armamenti che si formano sui loro territori dalli emigranti e malcontenti francesi, e la risoluta minaccia di attaccarli in guerra aperta se dentro un termine fissato alli 15 gennaro non dessero una risposta satisfattoria, e le misure già prese di formare tre corpi d'armata di cinquanta mila uomiui ciascheduno, per fare con essi una pronta invasione nella vicina Germania al caso d'un rifiuto. Li generali che comanderanno questi tre eserciti saranno il conte di Rochambeau, il general Lukner ed il marchese de la Fayette: alli due primi si destinano innanzi li bastoni di maresciallo di Francia. Le ragioni apparentemente giustifica-

tive di tali determinazioni e misure agli occhi della Nazione risultano dalle stesse carte, ma queste non sono abbastanza per liberare l'incarico del mio ministero dal procurare di fare egualmente noti a Vostra Serenità ed a Vostre Eccellenze li moventi segreti che hanno nel Consiglio del Re maturato ed accelerato questi passi di forza.

Il decreto dell'Assemblea favorente le sediziose mozioni contro la sospensione del decreto delli emigranti, ed in generale contro l'autorità sospensiva del Re, e reclamanti la promulgazione del decreto contro li preti, come aveva levato la maschera alla fazione che domina l'Assemblea, così aveva eccitato la più grande commozione di fermento in tutti gli spiriti e di tutti li partiti, e tanto mi sono onorato di accennare nell'ultimo mio numero. Ben è vero che l'indignazione generale, che un tale decreto, contrario alla costituzione destò in Parigi e le aperte e non infondate minaccie del numero eccedentemente superiore contro il quale nè i giacobini nè la fazione non potevano avere abbastanza di resistenza entro la Capitale, operò che l'Assemblea concepì un giusto timore dell'imprudente tentativo, rivenne sopra i suoi passi e virtualmente con un aggiornamento indefinito ritrattò il decreto già fatto. Ciò bastò per rimettere in Parigi un poco di calma, ma insieme chiamò la Corte, li ministri, ed in generale tutto il buon partito, che non vuole certo la distruzione del proprio paese, ad un'attenta inspezione dei pericoli che in questo momento li circondano. Ben calcolati gli sforzi dei faziosi, le loro adunanze nell'interno del Regno, la loro influenza sopra molti Corpi amministrativi, o di Dipartimenti, o di Municipalità, coperte da loro creature, e le disposizioni prossime di alcune Provincie, conclusero che era quasi impossibile, lasciando correr le cose, di evitare lo scoppio d'una guerra civile, la quale sarebbe tanto più pericolosa e crudele quanto che sarebbero commisti insieme li motivi e di partito e di religione, e di ambizioni e di odii particolari; che per evitar questo, che deve riguardarsi come il sommo dei mali, non rimaneva altro partito a prendere che quello di chiamare con un interesse maggiore tutta la massa nazionale ad un centro,

offerendole un grande oggetto alla riunione, il quale le facesse sospendere o dimenticare per ora li oggetti nuovi di divisioni particolari. Che questo grande oggetto non poteva essere che una guerra esterna, la quale tanto più contenterebbe il suo amor proprio, quanto che parrebbe diretta segnatamente contro gli emigranti; che intanto il Re con questo passo di forza, che sarebbe una prova delle sue rette intenzioni e del suo vero attaccamento alla costituzione, sventerebbe li maneggi dei faziosi che cercano spargere la diffidenza sopra di lui e farlo credere d'intelligenza con gli emigranti e le Potenze estere, e che in caso di guerra dovendo esser più intima l'unione della Nazione col potere esecutivo, il Re guadagnerebbe sempre più di adesione e di confidenza e quindi di forza per valersi dei mezzi che si presenterebbero per abbattere e forse distruggere una cabala nimica d'ogni ordine e d'ogni tranquillità. Che gl'inconvenienti che potrebbero risultare dal sistema di guerra in questi momenti non erano tali da controbilanciare li vantaggi che si contemplavano e sopra tutto il bene di evitare una guerra civile; giacchè tutti questi inconvenienti si riducevano a due, alla bancarotta, la quale potrebbe non già causarsi ma accelerarsi dalle spese straordinarie della guerra e all'esito sfortunato delle campagne che si sosterrebbero contro gli inimici esterni rinforzati dal numero delli emigranti. Ora il primo di questi mali non sarebbe più imputato al Re nè al Governo, che notoriamente non hanno veruna ingerenza nell'amministrazione delle finanze, e tutta l'odiosità ne ricadrebbe sull'attuale Assemblea; il secondo poi sempre in fine darebbe luogo ad una pace, nella quale, mediante qualche sacrificio comandato dalla necessità e dalle condizioni vantaggiose alli emigrati ed ai Principi, si riacquisterebbe forse più solidamente l'interna riunione e la tranquillità.

Il Re è stato all'Assemblea la sera del martedì e la sua allocuzione pubblicata la notte stessa ed il giorno dopo, quanto è stata ricevuta con un entusiasmo d'approvazione generale, altrettanto si rimarca che ha profondamente colpito il partito dei faziosi, li quali dopo avere e dalla tribuna dell'Assemblea

e della Società dei giacobini e nelli fogli del loro partito suonato fino ad ora la tromba di guerra e di distruzione contro gli emigranti, finchè credevano che il Re non li seconderebbe, ora dopo le forti misure prese dalla Corte e dal Ministero, ben vedendo che il colpo è più diretto contro essi che contro gli emigranti, vanno cambiando linguaggio ed insinuando nel popolo apprensioni e timori sulle conseguenze delli sforzi necessarii per una guerra esterna in un momento di tanti interni disastri. Per altro, mentre tutti parlano di guerra, niuno c'è che possa ancora, non che predire, ma nemmeno con fondamento congetturare se la guerra avrà luogo. Le persone stesse che in ora occupano li primi posti del Ministero, attesa la lor novità nelli impieghi e l'imperfette corrispondenze che tengono con li Gabinetti esterni, non hanno abbastanza dati per fondare delle solite congetture, e pare che li Principi di Germania confinanti, non volendo per la causa d'altri esporre li loro territori alla devastazione ed alli altri pericoli di una invasione, cederanno alla sommazione del Re, obbligheranno gli emigranti a disciogliersi e con tutto ciò sarà finito per ora. Se ciò accade si contempla come una disgrazia, giacchè tra le rivoluzioni della rivoluzione si vede anche questa, che dopo otto giorni si ha tanto timore della pace, quanto per otto mesi si ha avuto timore della guerra.

L'ora avanzata mi obbliga a chiudere questo mio riverente dispaccio e non ancora è arrivato il corriere di Milano che porta le ossequiate ducali di Vostra Serenità e di Vostre Eccellenze. Un ritardo sì straordinario non può essere che l'effetto di straordinarie cagioni.

Parigi, li 20 dicembre 1791.

N. 76.

Le medesime ragioni che hanno determinato Sua Maestà alla scelta dei nuovi ministri nell'interno del Regno, che gli hanno fatto addottare le misure di risoluzione e di forza verso

li Principi confinanti di Germania, già da me esposte nel passato riverente numero, dovevano di conseguenza far nascere dei cambiamenti in tutto il Ministero esterno. Molti di quelli che coprivano li posti diplomatici presso le diverse Corti d'Europa, o erano o si sospettavano essere addetti, non ostante tutti li giuramenti prestati, al partito dell'antica aristocrazia; e quindi la confidenza generale più non riposava sopra d'essi, nè sopra le relazioni che da essi venivano e molto meno sopra l'attività dei maneggi, che nel nuovo ordine di cose si possono rendere più che necessarii. Pertanto una lista è comparsa di richiami e di nuove sostituzioni, che cambia o altera quasi tutto il Corpo diplomatico francese. In questo lungo elenco di nomi non si rende interessante fuori che il sapere che non è cambiato l'ambasciatore presso V. S., e che le mutazioni le più luminose sono del conte di Choiseul-Gouffier ambasciatore a Costantinopoli, che viene trasferito a Londra, del signor Barthelemi, che era incaricato d'affari a Londra, ed è nominato ambasciatore straordinario presso gli Svizzeri, e del conte di Segur, già ministro a S. Peterburgo, destinato ambasciatore a Roma, e ricusato da quella Corte sotto il pretesto che aveva prestato il giuramento, che in ora è di formulario per tutti li ministri del Re. Questi, seguitando a conservare il titolo e gli emolumenti d'ambasciatore, è già partito come ministro plenipotenziario con commissione straordinaria alla Corte di Berlino.

Il sig. De Lessart ministro delli affari forestieri ha fatto parte all'Assemblea di tutte le risposte delle Corti alla comunicazione dell'accettazione del Re venute in questi ultimi tempi dopo il suo ingresso al Ministero, le quali sono con quella di Vostre Eccellenze le lettere del Re di Danimarca, del Re di Sardegna, del Re di Napoli, dell'Elettor Palatino, delli Arciduchi Governatori dei Paesi Bassi, del Landgravio di Hassia, dei Duchi di Meklembourg, di Wirtemberg, del Margravio di Baden, e delle Repubbliche di Genova e del Valese. Non si è mancato di riflettere che tutte queste risposte sono modellate sulli stessi principii, e presso a poco stese nei medesimi termini: spiegano dei sentimenti di attaccamento per il Re e la

famiglia Reale: due sole nominano la Nazione francese, ed il Re di Sardegna usa ancora la parola di sudditi di Sua Maestà. L'Assemblea non ha certo applaudito a questa espressione, ma con qualche leggero mormorio; tutto però è passato con decenza.

Dopo ciò è venuta la lettura del Diploma Imperiale diretto dall'Imperatore per la cancelleria dell'Impero al Re sulle vertenze dei feudi d'Alsazia e di Lorena, tradotto in francese dall'originale latino. Rendendosi interessante la misura delle ragioni, non meno che delle espressioni, mi fo dovere di trasmettere in intero la traduzione di questo scritto, come è stato presentato all'Assemblea, e con ciò mi limiterò solamente ad ossequiare il giudizio che ne formerà la sapienza di Vostra Serenità e di Vostre Eccellenze. In seguito del Diploma viene la Commissione imperiale, la quale annuncia ai circoli il *conclusum* della Dieta, ed intima a ciascuno di essi di prepararsi alle misure necessarie nelle circostanze per appoggiare colla forza li diritti dell'Impero, aggiungendo, che già a quest'ora S. M. Imperiale avrebbe messo in attività li mezzi di forza, se non fosse stato trattenuto dalla speranza, che la prudenza di Sua Maestà Christianissima fosse per rivocare le innovazioni del 1789; finisce col manifestare la sua indegnazione contro li scritti propagatori dello spirito d'insubordinazione e di rivolta sul proposito di questi scritti, viene in seguito una lettera diretta a tutti li Direttori dei Circoli, nella quale Sua Maestà Imperiale ingiunge loro l'osservanza e l'esecuzione rigorosa delle antiche leggi contro tutte le stampe tendenti a promuovere le insurrezioni ed i movimenti popolari. Tutto questo è dell'Imperatore, come capo dell'Impero, che parla dei diritti lesi dei Principi di Germania. Lo stesso Imperatore poi, come capo della Casa d'Austria, quando il Duca di Noailles gli presentò la lettera del Re, nella quale Sua Maestà domanda li suoi buoni ufficii per determinare li Principi dell'Impero a sciogliere gli attruppamenti ed armamenti delli emigranti, ha fatto a bocca la seguente risposta, che si è lasciata anche circolare pubblicamente nelle gazzette di Allemagna.

« La Francia non può più dubitare del mio modo di pensare: la mia ultima dichiarazione, e gli ordini che per mezzo del mio Governo dei Paesi Bassi ho fatto dare all'Agente delli emigranti francesi, provano che io riguardo mio cognato come libero, e che la mia intenzione è di non mischiarmi delli affari del suo Regno, finchè li francesi gli lascieranno tutto ciò che volontariamente gli hanno assicurato, e che volontariamente egli ha accettato. Ma che non si domandi da me di più. Se il Re di Francia ha dei lamenti a fare contro delli Stati particolari del Regno, li quali per la costituzione germanica sono Sovrani liberi, come io: che si dirigga a loro stessi, e che termini le cose, come la intende ».

Dal confronto di questi diversi modi di esprimersi, dalla sottile distinzione che si stabilisce tra Capo Supremo dell'Impero e Principe dell'*Impero libero come gli altri*, e tra li diritti della pace di Westfalia lesi nell'Alsazia e nella Lorena, dei quali si domanda anche con forza armata la reintegrazione, e le lagnanze e gravami particolari per gli attruppamenti e arrolamenti nei territori di Germania, dei quali si rimette la definizione ai mezzi qualunque, anche di forza, che il Re voglia prendere. V. S. potrà a un po' di presso disegnare e misurare il cammino che il Gabinetto di Vienna si prefige di prendere in questo affare. Intanto qui si proseguono a prendere le misure, come se la guerra fosse decisa ed imminente. Il conte di Narbonne ministro di guerra è partito per fare il giro delle frontiere ed assicurarsi della posizione delle piazze e della disposizione delle truppe. Il marchese de la Fayette è stato a Parigi per due giorni: si è presentato al Re ed all'Assemblea, dove ha ripetuto li consueti sentimenti di patriottismo che sono divenuti li complimenti del tempo, ed è stato ricambiato con li soliti applausi. La guardia nazionale gli ha dato le dimostrazioni d'un vero attaccamento e lo ha accompagnato per un tratto fuori di Parigi; d'onde è partito ieri mattina per Metz per concertarsi sulle operazioni con gli altri due generali e col ministro della guerra, e prendere poi il comando dell'armata.

La più grande massa popolare della Nazione in pieno pare contenta della guerra, e l'autorità reale risente un presentaneo accrescimento di forza dall'unione delle opinioni e in modo che avendo il Re mandato all'Assemblea il *Veto* sopra il decreto contro li preti, appena ci è stato chi ardisca muover parola, e la sessione è stata delle più tranquille. Ma questo contentamento popolare non passa però tra le persone di affari e di finanze. Il timore della *Bancarotta* ed il discredito vanno ogni di più guadagnando ed appena la guerra sarà incominciata, se pure si incomincierà, che sono già preparate sordamente dalli faziosi le macchine per disseminare il sospetto contro la Corte, la diffidenza delli ufficiali e la dissensione tra le truppe.

Parigi, li 26 dicembre 1791.

N. 77.

Affine di rendere più dedotta ed esatta l'esposizione dei fatti e delle transazioni che vanno in ora arrivando, le quali, se mai finiranno in una guerra, possono per le loro conseguenze divenire della più grande importanza, non solamente per questo Regno, ma per tutto il resto dell'Europa, e quindi fino allora meritano e domandano la più scrupolosa attenzione, mi fo dovere di seguire colla semplice narrazione le quattro carte autentiche delle quali umilio a V. S. ed a VV. EE. le copie in inserta. L'Elettore di Treveri, già prevenuto delle disposizioni che si andavano propagando in Francia contro delli emigrati con un viglietto del suo primo segretario di Stato barone De Dominique, avea fatto sapere a questi le intenzioni e desiderii suoi, che cessasse ogni giusto motivo di lamento della Francia contro di lui per loro riguardo, e quindi che si sciogliessero gli attruppamenti, che si sospendessero gli esercizi, che si interdicesse ogni arrolamento, che non si facessero più raccolte d'armi e munizioni. Arrivata poi la notizia più precisa delle determinazioni prese dal Re e della

spedizione a Coblentz del nuovo ministro sig. de Sainte Croix per significare le intenzioni di S. M. Cristianissima, fece l'Elettore immediatamente passare al sig. de Vergennes, ministro del Re, la Nota che umilio, in cui gli faceva parte di questo stesso. Al tempo medesimo immediatamente inviò uno straordinario corriere a Vienne per informare S. M. Imperiale, come capo supremo del corpo germanico, dello stato delle cose e per pregarlo come imperatore e come parente a volerlo garantire contro le violenze delle quali veniva minacciato per parte della Francia. Intanto che questo transigevasi a Vienna, il sig. di Vergenne aveva fatto passare la carta comunicatagli a questo ministro degli affari stranieri, e dal ministro era stata partecipata all'Assemblea. Non ostante, che questa nota indicasse le intenzioni moderate e le disposizioni pacifiche dell'Elettore, con tutto ciò all'occasione che si trattò nell'Assemblea la proposizione di accordare venti milioni domandati dal ministro della guerra per le spese straordinarie, il sig. Brissot divagò con un lungo immoderato ed irritante discorso sopra li principi e i gabinetti d'Europa, non facendo grazia che alla sola Inghilterra, ed il suo parlare, pedantesco in politica ed impudente in convenienza, fu accolto con approvazione; ed in sequela al discorso del sig. Brissot, il sig. di Condorcet fece la lettura d'una specie di manifesto contenente le ragioni ed i principii della Nazione francese nel fare una guerra. Questo scritto fu ricevuto con entusiasmo, ne fu decretata l'impressione, e la comunicazione al Re, e si progettava d'inviarlo non solo alli ottantatrè dipartimenti del Regno, ma di più a tutte le Corti d'Europa. Non si venne però a tanto, bensì si pubblicò, e ne fu portata al Re la comunicazione per una deputazione dell'Assemblea, alla quale il Re, senza entrare in materia, disse per tutta risposta, che assicurassero pure l'Assemblea, ch'egli avrebbe sempre e in ogni passo a cuore l'onore della Nazione. Siccome questo scritto spiega la loro maniera di pensare, e contiene li germi delli principii, e delli modi con cui intendono di spargere l'insurrezione e la rivolta in tutti li paesi, dove possano penetrare, mi pare degno di tutta ponderazione ed è in questa copia che lo umilio esso

pure ai sovrani riflessi di Vostra Serenità. Durante tuttavia l'agitazione di queste discussioni arrivò uno straordinario di Vienna con un dispaccio di quell'ambasciatore duca di Noailles, ed una nota ministeriale in nome dell'Imperatore, comunicatagli dal principe Kaunitz, per cui Sua Maestà imperiale fa sapere li ricorsi a lui fatti dall'Elettore, la protezione che crede accordargli, e l'ordine che invia al maresciallo Bender di far avvanzare verso Coblentz un corpo di truppe. Lo spirito di questa nota non potendosi ben calcolare che dai termini che riverentemente le trasmetto in intero.

Partecipata immediatamente questa carta per ordine del Re all'Assemblea, ingiunge insieme Sua Maestà al ministro della giustizia di far parte all'Assemblea medesima della risposta, che Sua Maestà a posta corrente con altro straordinario inviava a Vienna all'Imperatore, risposta che tutto risente quel sistema di energia che si è adottato in questo momento, e che può certamente accelerare le più gravi misure, le quali perciò non posso a meno di sottomettere alla cognizione di Vostre Eccellenze. Appena la lettera del Re all'Imperatore era partita, che sabbato notte si sparse la nuova che già la truppa imperiale era in marcia, ed un corpo di quattromila uomini era entrato nell'Elettorato. Questa notizia (che non è ancora bene avverata), preparata già per la Nota imperiale, ha fatto nessuna impressione sulli spiriti, siccome non ha alterato lo stato delle cose, le quali sono su tal piede di non subire niuna violenta mutazione sino alli 15 gennaro. Fuori dell'Elettorato di Treveri li altri piccoli Stati di Germania confinanti si sono già addattati a tutte quelle misure pacifiche che hanno creduto le più sicure a cautelarli. Il vescovo di Spira, l'Elettor Palatino, il duca di Wirtemberg, il margravio di Baden hanno assicurato il Re delle pacifiche e neutrali loro disposizioni. La città di Worms dipendente dall'Elettore ha con la permissione dell'Elettore preso le sue misure a parte e quindi, dopo avere in nome del Magistrato intimato al principe di Condè e suo seguito di partire, ha fatto pervenire al Re li suoi sentimenti li più sommessi, ed anche affezionati alla Monarchia, ed alla Costituzione francese. La truppa coman-

data ad Etheinem dal signor Mirabeau, ha sloggiato di là, e si è dispersa nell'interno della Germania. Alcuni delli emigrati prendono il partito di rientrare in Francia, e non pochi sono già a Parigi. Li più si ritirano nelle parti più interne di Allemagna. Non è ancora ben certo qual sieno per essere, non dirò il partito, che sieno per prendere, ma il luogo che sieno per scegliere li tre principi.

Ieri, primo giorno dell'anno, essendo scaduto il termine del tempo fissato per il ritorno dei tre principi fratelli del Re nel Regno, e dovendosi, come s'era già statuito, per un decreto anteriore mettere a discussione la protesta, se si dovessero o no accusare all'Alta Corte nazionale, come rei di delitto di Stato, fu portata dal *Comité* la proposizione d'accusa, la quale passò dopo breve deliberazione quasi alla universalità de' suffragi. Il decreto porta, che saranno denunciati, e fornite al tribunale le prove, contro *Monsieur*, il conte d'Artois, il principe di Condè, Mr Calonne, il marchese di Laqueille ed il visconte di Mirabeau, e si richiederà il ministro degli affari forastieri di comunicare le sue corrispondenze con li ministri presso le Corti estere, per vedere se da monumenti legali ed autentici resultino prove per accusare altri dello stesso delitto. Frattanto li preparativi di guerra seguono a tutta forza, ed il *Comité* della guerra ha presentato all'Assemblea uno stato delle forze del Regno così grandioso, che ha messo alcuni in diffidenza dell'intera sua veracità. Non è però a dubitare, che dopo li immensi preparativi fatti in questi ultimi tempi, se non adegua, almeno molto avvicina la verità del fatto. Anche in questa settimana sono tuttavia privo delli ossequiati ducali di Vostra Signoria e di Vostre Eccellenze, non essendo ancora arrivato il corriere di Milano.

Parigi, li 2 gennaro 1791.

N. 78.

L'avvenimento sembra giustificare la previsione di quelli che giudicarono, che una volta trasportata l'attenzione e l'interesse della Nazione sopra un grande oggetto esterno, si minorerebbero almeno per qualche tempo le interne agitazioni. Infatti, dopo che non si pensa, non si parla, non si calcola che di guerra, paiono un poco calmate le interne convulsioni dei partiti, e la stessa Assemblea nazionale rappresenta un aspetto di maggior compostezza, se non di maggior concordia.

Si è agitata in questa settimana una delle questioni del più grande interesse, e delle più alte conseguenze nel nuovo regime, cioè se il decreto, che stabilisce un'Alta Corte nazionale per li delitti d'alto tradimento, debba essere, o no, sottoposto alla sanzione del Re, il quale avrebbe con il *Veto* sopra tali decreti la facoltà indiretta, impedendo la erezione del tribunale giudiziario, di sottrarre chiunque alla severità del giudizio. Si è disputato per l'una e per l'altra parte, si è aggiornata la discussione, e ciò, che in altri tempi avrebbe dato luogo a clamori nell'Assemblea e ad insurrezioni nel popolo, ora appena ha formato luogo a discorso tra le persone le più interessate alla questione.

Parigi, li 9 gennaro 1791.

N. 79.

Il nuovo ministro della guerra, conte di Narbona, ritornato fino dal giorno 8 dalla rivista fatta alle frontiere, della quale già feci cenno a Vostra Signoria in un riverente mio numero, alla sessione di mercoledì scorso presentò, e lesse egli stesso all'Assemblea una lunga relazione dello stato attuale delle forze militari del Regno riunite sul confine di Germania, e di Fiandra, quali sono state da lui conosciute. La sua esposizione piena di dettagli, e di riflessioni proprie del mestiere

e del tempo, per quanto interessa il forastiere credo potersi ridurre a che: le piazze fortificate che bordano la prima e la seconda linea di quella lunga frontiera sono già tutte in stato di difesa, come in tempo di guerra, riabilitate di tutte le opere di fortificazione, rimontate di tutta l'artiglieria. Le principali, che riguarda come in stato di poter sostenere un assedio sono Lilla, Bouai, Valenciennes, Mauburge, Charlemont, Sedan, Metz, Landau, Strasbourg, Besançon. Lilla per le Fiandre e Strasburgo per l'Allemagna, oltre essere fortezze per la difesa, sono in vista di offesa vasti serbatoi di ogni genere di depositi, d'armi e di munizioni, sì di bocca che di guerra. Il travaglio delli arsenali è nella maggiore attività, è sopra tutto diretto ancora a fondere ed a montare dei numerosi treni d'artiglieria, come è stata inventata dai prussiani ed addottata dalli austriaci, per fornirne abbondantemente tutti li reggimenti. Da Dunkerque fino a Besançon l'armata è composta di duecento quaranta battaglioni, e di cento sessanta squadroni con l'artiglieria necessaria per duecento mila uomini. Li magazzini, tanto in viveri che in foraggi, sono per duecentotrenta mila uomini, e ventidue mila cavalli per sei mesi. Indipendentemente dalli effetti per li accampamenti, che si trovano attualmente presso la truppa, quanto prima ne saranno portati nelli magazzini di seconda linea per cento mila uomini. Su questi dati conchiude, che in caso di guerra, essendo necessarii ottantotto battaglioni, e quarantotto squadroni per la sicurezza delle piazze frontiere, e dei posti differenti da guardare, resterebbero per entrare al momento in campagna cento e cinquanta battaglioni e centotredici squadroni, li quali calcolati in piede di guerra presentano un totale d'infanteria cento e dieci mila uomini, e venti mila di cavalleria. Dopo questo confortante ragguaglio non dissimula tre cose: *Primo,* che le guardie nazionali risentono ancora di quello spirito di disciplina, che il soldato troppo facilmente confonde con l'uso della libertà. *Secondo,* che li ufficiali comandanti li reggimenti delle truppe di linea non tutti sono ugualmente nei medesimi sentimenti d'attaccamento per la nuova costituzione. *Terzo,* che sussistendo la realità del piano

di truppa già presentato, contuttociò a formare l'intiero delle truppe di linea, come sono state descritte per decreti dell'Assemblea, e commandate dal Re, e quali si renderebbero necessarie nel caso d'una guerra guerreggiata, mancano cinquant'un mila uomini, e che questi si rendono moralmente impossibili a reclutare nell'odierno stato di cose, mentre ciascuno, anzichè nei reggimenti di linea, preferisce di prendere servizio nelle guardie nazionali, che sono meglio pagate che le altre, e nelle quali ciascuno è libero di ritirarsi quando gli convenga. Questa relazione accolta dall'Assemblea con applauso, fu rimessa al *Comité* militare per l'esame di alcuni dettagli e per la consultazione di alcuni piani pei nuovi regolamenti in essa proposti dal ministro, il quale tra le altre cose aveva anche accennato, che essendosi in Metz per ordine del Re unito con li tre generali comandanti dei tre corpi di esercito, cioè li due marescialli Rochambeau e Luckner, ed il marchese de la Fayette, ad avendo allo stesso tempo ricevuto dal ministro delli affari stranieri la notizia dell'ultima Nota dell'Imperatore, si erano concertati di un nuovo piano di battaglia, sul quale la prudenza commandava il silenzio. Sul proposito appunto di questa Nota, la quale il Re ha fatto passare all'Assemblea dal suo ministro, congiuntamente al piano di risposta che S. M. vi aveva formato, la quale Nota dall'Assemblea era stata rimessa al suo *Comité* diplomatico per farne una più ampia relazione, mi sono già onorato di esporre a VV. EE. nel numero 77. Sabato il sig. Gensonné in nome del *Comité* ne fece il rapporto in un lungo discorso, tema del quale fu il provare che il trattato conchiuso l'anno 1756 tra la Casa d'Austria e la Francia era stato e per li suoi principii e per li suoi effetti fino ad ora utile solo alla prima e gravoso alla seconda; che la Casa d'Austria aveva colto tutto il frutto della considerazione e della forza, che le aveva dato la valenza della Francia, mentre questa non aveva risentito che il peso delle guerre e dei dispendi in cui questa alleanza l'aveva impegnata, e il sacrificio di migliori e più utili alleanze che in grazia di questa aveva dovuto fare, che questo presente era il momento nel quale l'unione colla Casa

d'Austria avrebbe potuto divenirle utile, consolidando in un momento di crisi interna l'esterno suo credito, e la sua autorità, ma l'Imperatore invece di appoggiare li veri interessi della Nazione francese non aveva fatto copertamente che favorire quelli dei suoi occulti nemici e dei suoi manifesti ribelli, e qui espone un lungo dettaglio della condotta di S. M. Imperiale e dei maneggi del Gabinetto di Vienna, datando da quando l'Imperatore aveva incominciato a Padova, proseguito a Pilnitz e terminato con la ultima nota a Vienna. Dedotte tutte queste cose, passa ad inferire che il piano dell'Imperatore è di formare una coalizione quasi generale di quasi tutte le Potenze che cingono ed avvicinano la Francia, di spogliare così la Nazione di appoggi, di circondarla di timori, di riempirla di malcontentamenti, di stancarla ed indebolirla con una prolungazione di dispendii e di discredito, e quindi poi necessitarla a devenire ad una specie di composizione con li suoi interni rivoltosi e nemici, proponendo un congresso nel quale le Potenze forestiere farebbero la legge alla Nazione, dandole o togliendole qual più o meno grado di libertà che loro convenisse, e per riguardo alla Casa d'Austria facendo del Re di Francia un vice-Re d'una provincia austriaca, che però per ovviare a tutte queste insidiose misure era necessaria fermezza e celerità, quindi veniva la proposizione del *Comité,* la quale è di fare una deputazione al Re per ringraziarlo della risposta ferma che aveva già fatto all'Imperatore e per pregarlo di più ad accelerare i preparativi di guerra ed a domandare a S. M. Imperiale una risposta chiara e precisa sulle sue intenzioni, cioè se si impegna a nulla intraprendere contro la Francia e a non mischiarsi nè direttamente, nè indirettamente nei suoi affari del Governo interno, e se, nel caso che la Francia in queste circostanze venisse attaccata da qualche nemico, se S. M. I. è pronta a fornire li soccorsi stipulati nel trattato del 1756, prevenendo di più S. M. I. che una negativa o un ritardo di risposta precisa e categorica prima del 10 febbraro sarà riguardato come un atto d'ostilità ed una dichiarazione di guerra. L'esposizione del Relatore d'un piano di congresso non aveva mancato di riscaldare gli spiriti sempre

pronti a montarsi all'entusiasmo quando si parla di violenza e di libertà, appena finito pertanto il discorso del signor di Gensonné, il sig. Guadet lasciata la sedia di vice-presidente si lanciò alla tribuna e riprendendo il tema d'un congresso in cui si regolerebbe il destino della Francia, dopo un breve discorso estemporaneo pieno di fuoco, di patriottismo e di luoghi comuni di libertà, propose il decreto seguente che passò a pieni voti sul momento, in mezzo alle acclamazioni ed alli applausi.

« L'Assemblea nazionale dichiara infami traditori della patria, rei di lesa nazione tutti li agenti del potere esecutivo, tutti li francesi che prendessero parte ad un congresso che tendesse a proporre una mediazione, o una modificazione della costituzione francese o un accomodamento con li principi francesi emigrati. L'Assemblea nazionale dichiara inoltre che essa non ammetterà nessuna negoziazione con li principi di Germania possessionati in Alsazia fuori che le negoziazioni delle indennità già decretate dall'Assemblea costituente ».

Decreta di più che il Re sarà pregato di notificare questa determinazione a tutte le Potenze forestiere e che la Nazione francese riguarderà come suo nemico qualunque principe che vorrà toccare o la sua indipendenza o la sua costituzione. Si stabilì di più d'inviare immediatamente al Re con una deputazione il decreto ed il processo verbale di quanto era nell'Assemblea arrivato. La deputazione di 24 membri con alla testa lo stesso sig. Guadet vice-presidente, fu da S. Maestà. La risposta del Re fu in termini generali così: Voi già conoscete il mio attaccamento alla Costituzione, assicurate l'Assemblea che non ommetterò niente di quanto può concorrere alla sua consolidazione.

La sera stessa del sabato tenendosi sessione dall'Assemblea, il Ministro portò il decreto sanzionato dal Re, ed aveva già fatto sapere che S. M. aveva già fatto spedire l'ordine alli ufficiali dell'armata del centro di tenere pronti li loro equipaggi di guerra per entrare in campagna.

Le nuove per altro che ufficialmente vengono dall'Alemagna sono, che li principi di Germania confinanti, segnatamente

l'Elettore di Treveri, si prepara ad eseguire quanto la Francia domanda e gli emigranti giornalmente partono. Il principe di Condè ed il conte di Mirabeau sono ad Etheneim con un corpo di circa 4000 uomini, solo corpo riunito di tutti li fuorusciti francesi. Etheneim è un piccolissimo balliaggio che appartiene al cardinale di Rohan sulla riva del Reno confinante a Strasburgo, la sua posizione lo rende sospetto, e lo può render pericoloso per dar occasione ad un principio di ostilità.

Il barone di Stael, ambasciatore di Svezia, ha ricevuto un congedo dalla sua Corte e parte quanto prima lasciando il suo segretario d'ambasciata per incaricato d'affari. Lo stesso farà il sig. di Simolin ministro plenipotenziario di Russia, il quale attende il sig. di Novikoff consigliere di legazione di Russia all'Aja, che viene in qualità d'incaricato d'affari, per mettersi in viaggio egli pure come per congedo.

Parigi, li 16 gennaro 1791.

N. 80.

Dietro alla proposizione del *Comité* diplomatico, già da me accennata nell'ultimo mio riverente numero, l'Assemblea fino da martedì ha aperta la discussione sopra la natura del trattato concluso a Vienna tra la Casa d'Austria e la Francia nel 1756, sopra li danni e vantaggi risultati da questo trattato sopra l'osservanza o inosservanza reciprocamente guardata dei suoi articoli, sopra la convenienza o la non convenienza di conservarlo. Le opinioni come era naturale si sono divise e contro e prò. Li discorsi pronunziati, come da oratori nuovi e nella politica e nella diplomozia hanno dimostrato più calore che profondità. Il sig. Brissot, che anco quando è senatore non sa dimenticare di essere di professione gazzettiere, ha ripetuto una lunga diatriba contro li principi. Altri parlatori della sua setta e della sua tempera hanno fatto delle frasi non molto misurate o per lo più vuote di senso, e la settimana è finita senza che ancora nulla si sia concluso. Per

altro per li affari del momento, qualunque sia la conclusione dell'Assemblea, sarà sempre inutile. Prima che si aprisse la discussione il sig. de Lessart con un breve ragionamento prevenne l'Assemblea della importanza della deliberazione che essa andava ad imprendere e le comunicò che il Re aveva già non solo fatto risposta all'Imperatore sopra la prima nota, nei sensi dei quali aveva fatto parte all'Assemblea, ma di più con una seconda lettera aveva domandato a S. M. I. una pronta e precisa dichiarazione dei suoi sentimenti e tale da mettere la Nazione francese in grado da potersi liberare d'ogni sospetto ed alleggerire del troppo gravoso peso di straordinari preparativi di guerra. Così è manifesto che prima della finale risposta della Corte di Vienna a questa seconda domanda del Re, qualunque cosa sia per dire l'Assemblea, il Re, che per la costituzione in queste materie non è obbligato dipendere da lui, nè legge nè direzione, non farà alcun passo ulteriore per ora con la Corte di Vienna.

Il sig. di Saint Croix il giorno 10 ha spedito uno straordinario da Coblenz con l'assicurazione che li attruppamenti erano disciolti, li depositi d'armi arrestati, li pochi magazzini di munizioni posti in vendita e li emigranti in mezzo alle nevi ed ai geli obbligati a marciare dispersi e che solo pochi di loro erano ancora fermati nell'Elettorato per la impossibilità ultimamente sopravvenuta di passare il Reno e la Mosella resi intransitabili per li ghiaccioni. Come nell'Elettorato di Treveri, così è stato fatto in tutti gli altri della frontiera. Etheneim stesso, appartenente in sovranità al cardinale di Rohan, per ordine dell'Imperatore come capo dell'Impero e del Duca di Wirtemberg, come direttore del Circolo, è stato interamente evacuato d'uomini e d'armi. Così una piena soddisfazione è data alla Francia ed è tolto ogni motivo d'aggressione sul pretesto delli emigranti. Con tutto ciò li spiriti non sono tranquilli, un senso della propria debolezza li rende timidi e quindi sospettosi, e non a torto. Veggono che li principi forestieri, se mai vorranno loro fare la guerra la faranno quando e come e per quei motivi ed oggetti che loro più converrà. Temono l'Imperatore e la Prussia

sospettano il re di Sardegna, veggono d'essere non amati dal Governo di Spagna, e tra li diversi Sovrani d'Europa non contano sopra un amico. Da questo stato di agitazione e quasi di disperazione è nato un progetto, il quale potrebbe essere più pericoloso, quanto è più oscuro. Fino da mercoledì il sig. De Talleyrand Perigord, già vescovo d'Autun, è partito per le Fiandre per abboccarsi in Valenciennes con il duca di Biron, dal quale deve prendere e consigli e persone per avanzare il progetto della sua missione a quella parte. È munito di sole lettere confidenziali del ministro per poter entrare in discorsi, non ha credenziali, giacchè essendo stato membro dell'Assemblea costituente, per legge non può essere in ora impiegato dal potere esecutivo. Egli è vero che va con un piano, o con più piani da proporre al Ministero inglese per formare un'alleanza con l'Inghilterra e la Francia. Quali sieno li progetti questo è il secreto, non sarà però a maravigliare se sieno estremamente favorevoli e tentanti per l'Inghilterra, dacchè è provato per esperienza che niuno è più generoso che l'uomo rovinato nei suoi affari, e come sono gli enti individui, così sono gli enti morali delli Stati. Da questa misura di entrare in negoziato e di cercare l'alleanza d'Inghilterra risulta la disposizione nella quale si è, dopo aver tutto cambiato, di cambiare ancora tutte le antiche relazioni politiche stabilendole su nuove basi e forse chimeriche. Quella per altro tra le Potenze che è più avuta in mira in questo affare, ed alla quale si vorrebbe fare il più di danno, o almeno mettere il più di timore è la Spagna, contro la quale ogni giorno più si moltiplicano li lamenti e li sospetti.

Intanto che li maneggi o li trattati nell'estero vanno a decidere della pace o della guerra con le altre Nazioni, li due partiti republicano e aristocratico nemici tra loro, ma più nemici dell'attuale situazione di cose, hanno ripreso con più attività le secrete loro cabale interne e rimesso in Parigi la turbolenza ed il pericolo che da qualche mese ne era lontano. Li emissari di tutti due questi partiti a vicenda vanno spargendo il rumore di una prossima partenza del Re. Li emigranti di fuori si assicurano come certa, li loro corrispondenti

di dentro si compiacciono farsene credere intesi, e complici per dare più di credito al loro partito. Li republicani e giacobini moltiplicano su ciò avvisi al popolo e pubbliche affisse. Molti dettagli di carri che si spediscono dalle scuderie di Corte e di persone che segretamente frequentano gli appartamenti di palazzo aumentano di sospetti. Ogni persona moderata e savia crede tutto questo combinazione di nere cabale, ma il popolo riprende una fermentazione d'inquietudine. L'altra notte fu appiccato il fuoco alla prigione detta *Bella Forza*, che tutta bruciò, ed al tempo stesso fu attentato di appiccarlo in qualche altro quartiere di Parigi. A mezzanotte si battè la generale e la guardia fu sotto l'armi, nel mentre li battaglioni si portavano al luogo dell'incendio e del tumulto, molti soldati ed ufficiali sbandarono e corsero al palazzo delle Tuillerie, il quale fu in ora circondato di ben 2000 uomini. Il Re ha fatto chiamare il direttorio del Dipartimento e si è lagnato di questa diffidenza che si cerca di spargere contro di lui, incaricandolo di usare li mezzi per tranquillarlo ed assicurarlo della sua buona volontà, ma queste assicurazioni del Re non assicurano il Direttorio, il quale teme non già le intenzioni di S. M., ma la violenza di due partiti potenti, uno per le sue aderenze nel Regno, l'altro per le sue intimità a Palazzo — interessati ambedue a strascinare il Re nell'estrema rovina, ed in ora tanto più che dopo il decreto che dichiara li principi fratelli del Re decaduti del diritto alla reggenza, un caso fatale del Re metterebbe ciascuno dei due partiti appunto nella situazione che più bramano con al capo gli uni il duca d'Orleans, gli altri li principi, e non può dissimularsi che dall'una o dall'altra parte non si alimentino li rumori, non si fomentino li riscaldi delle teste esaltate con delle viste ritorte della più profonda iniquità. Il Dipartimento per altro e li ben intenzionati sono, come segretamente nel più gran timore, così ancora nella maggiore vigilanza.

L'ambasciatore di Svezia ed il ministro di Russia si dispongono a partire dentro la settimana. L'incaricati d'affari che devono rimpiazzarli sono stati presentati al Re, ma non al ministro. Questa innovazione nella diplomazia fa ben ve-

dere l'intenzione con cui è fatta, ma li più vecchi e più esperti si domandano a che condurrà. Poche ore dopo la partenza del corriere dello scorso martedì ricevei la venerata ducale di VV. EE. del 31 dicembre, relativa alla condotta imprudente ed irregolare del giovine sig. Saint Sauveur, che nell'assenza del padre fa le veci di console di Francia al Zante. Sebbene nel corso della settimana abbia avuto più volte occasione di vedere il sig. De Lessart, pure non avendomi egli fatto verun cenno su tal affare, ho osservato io pure il più scrupoloso silenzio, conforme agli ordini sovrani dell'Ecc.^{mo} Senato.

Parigi, 23 gennaro 179/.

N. 81.

Finalmente dopo li discorsi e le declamazioni di oltre una settimana, stanca l'Assemblea di più divagare sopra una triviale politica, mercoledì è divenuta ad una conclusione in forma di decreto articolato nei seguenti sensi. *Primo:* Che il Re d'ora innanzi non potrebbe fare trattati con le Potenze forestiere in nome proprio, ma dovrebbe farli in nome della Nazione. *Secondo,* che S. M. sarebbe invitata a scrivere all'Imperatore per farlo dichiarare se intendeva di continuare in buona corrispondenza ed amistà colla Francia, e di conservare il trattato del 1756 o no, ed in caso di negativa, o di tergiversazione a rispondere prima del primo marzo, in allora di fargli sapere che questa sua condotta evasiva sarebbe riguardata come contenente delle intenzioni ostili e presa per dichiarazione di guerra. Passato questo decreto ad una grande pluralità, fu immediatamente destinata una deputazione per portarlo al Re. S. M. accolse la deputazione e sul momento nudamente rispose, che prenderebbe in considerazione. Arrivò poi ciò che mi era onorato di prevenire VV. EE., che il decreto, così questo, come qualunque altro, che avessero preso sull'argomento, sarebbe riguardato e tenuto per nullo, ma il Re non si contentò di questo solo, credette di profittare del-

l'occasione per richiamare di nuovo l'Assemblea ai limiti dei suoi doveri e la Nazione alla confidenza in lui facendo sapere che quanto era di ragionevole nei desiderii dell'Assemblea per la tranquillità, sicurezza e dignità nazionale era già stato prevenuto da lui medesimo in una lettera scritta all'Imperatore, nella quale, conciliando le premure del momento con li riguardi di rispetto dovuti ad un Sovrano, lo sollecitava ad una risposta decisiva sulle sue intenzioni. Le enunciazioni delle verità che contiene ed il tuono magistrale sopra l'Assemblea, con cui è steso questo messagio, lo rendono interessante ad essere conosciuto in originale, e questo basta, perchè immediatamente mi faccia dovere di umiliarlo in inserta a V. S. Portato sabato dai Ministri in corpo all'Assemblea, questo messaggio parve sorprenderla senza commuoverla e si passò all'ordine del giorno.

Intanto le nuove che vengono dalla Germania nè sono tali da far credere certa la guerra, nè però assicurano della pace. Il conte di Segur destinato ambasciatore a Roma, e spedito a Berlino per una commissione particolare, come già feci cenno a V. S., arrivato in quella capitale il giorno 8, dopo avuta la sua prima udienza del Re e parlato una volta con il ministro, scrive d'aver trovato già prevenuta quella Corte per modo che vede totalmente inutile la sua missione e domanda il suo rappello. Ancorchè precisamente non conoscansi le segrete commissioni date al conte di Segur, non si può molto aberrar dal vero congetturando che queste contemplavano un'unione a legare tra la Francia e la Prussia, alla quale unione in ora si oppone il trattato ultimamente concluso tra la Prussia e l'Austria, del che pare concludentemente doversi inferire che in caso di aggressione dei francesi in Germania, la Prussia e l'Austria agiranno almeno nel principio della guerra colle loro forze combinate e questo stesso sarà un motivo di più perchè la guerra o non si faccia, o si ritardi. Li torbidi del Brabante continuano, ed in certo modo aumentano, e siccome non è dubbio che non sieno fomentati tanto direttamente dalli emissari francesi che cercano di spargere lo spirito d'insurrezione, quanto indirettamente dalli rifugiati che

in generale eccitano l'inquietudine e lo scontentamento, così questi movimenti di sì vicine provincie non possono più riguardarsi come stranieri alla Francia. Ultimamente quel Governo, dopo molta tergiversazione e dolcezza si è creduto nella necessità di ricorrere a delle misure di forza: molte case sono state investite notte tempo dai soldati, e moltissime persone trasportate nelle carceri e nelle fortezze. Tra queste persone niuna di gran rimarco, la maggior parte della classe media e tutta del partito delli Stati, ossia dell'antico partito di Vandernot. Molti di questo partito sono emigrati in Francia, d'onde sotto la direzione o la condotta del conte di Bethune Charost, figlio del duca di questo nome, giovine signore di leggieri pensieri che immagina in un'oscura genealogia dei titoli al ducato di Brabante, minacciano un'invasione nelle Fiandre, come gli emigrati francesi dalle rive del Reno la minacciano in Francia. L'Assemblea nazionale ha intimato a questi barbanzoni di allontanarsi dalle città di frontiera e di internarsi nel Regno, come l'Imperatore nelli Stati dell'Impero ha ingiunto ai francesi. Il loro numero è poco, li loro mezzi disprezzabili, e possono ben inquietare il Governo delle Fiandre, ma non intimorirlo. In Francia non sono approvati per li loro principii perchè sono e aristocratici e religiosi, in Brabante sono odiati dai Wenkisti, che vogliono la libertà e la rappresentazione popolare, perseguitati dai partigiani della Corte che vorrebbero infine la sommissione e la tranquillità, con tuttociò, come sono faziosi, sono poi in segreto appoggiati da tutti quelli che vorrebbero dei nuovi torbidi e dei nuovi tumulti. Le persone arrestate, e sulle quali si darà forse un esempio, sono tutte scoperte in pericolose corrispondenze con questi fuorusciti. Gli emigranti olandesi, che sono numerosi in Francia, come in Brabante, sono stati ricevuti da questo partito per concertare d'accordo dei progetti combinati e delli sforzi comuni, ma li prudenti e ricchi olandesi si sono ricusati a tutta unione, troppo contando sul loro credito e di autorità e di danaro nel proprio paese e sulli disordini dell'attuale Governo Statolderiano, e perciò guardardosi dal dare di

sè, o mala idea o sospetto a niun governo forestiere e molto meno all'austriaco di Bruxelles.

Le provincie di questo Regno sul Mediterraneo da Perpignano fino ad Antibo sono tuttavia nel più grande pericolo di qualche interno scoppio di guerra intestina. Sebbene le misure forti prese dal Re e dal Ministero, ed il prudente *Veto* apposto al fanatico decreto contro li preti, abbiano sospeso per ora gli imminenti massacri, con tuttociò il fermento non è spinto, gli spiriti sono esaltati e le forze si preparano. L'ultimo rapporto fatto all'Assemblea sulle recenti nuove di là parla d'una come confederazione formata tra varie città, capo delle quali è Arles, e di un campo che andava di nuovo dai malcontenti a formarsi nelle montagne a Jalès.

Parigi, 30 gennaro 1791. modo veneto.

N. 82.

Un significante decreto dell'Assemblea nazionale ha marcato ancora questa settimana. Fluttuante questo Corpo legislativo d'una parte tra li timori d'esterni apparati di continuate emigrazioni, in ora frequenti anche nella classe più bassa del popolo, di interni scontentamenti e scissioni in diversi dipartimenti, e sopra tutto d'una considerabile moltiplicazione di scioperati e vagabondi che infestano la campagna e le strade; d'altra parte, tra la contradizione dei principii, la debolezza dei mezzi d'esecuzione e principalmente l'ignoranza e l'inesperienza dell'arte del buon governo, non fa che andare e venire sulli stessi decreti. L'anno scorso fu chiusa la sortita del Regno, ed ordinato che niuno potesse uscire dalle frontiere senza un passaporto che descrivesse e qualificasse la persona. Questo passaporto per altro non era necessario per chi voleva portarsi unicamente da un luogo all'altro dell'interno. Gl'inconvenienti che se ne rimarcarono e per la massima e per gli effetti fecero che si ritirò la legge e tutto fu posto in libertà. Il decreto di questa settimana lungamente steso

in molti articoli rinnova la legge dei passaporti e la applica specialmente a tutti quelli che vogliono ed abbisognano di viaggiare ancora nell'interno. Divisa la Francia in 83 dipartimenti che formano 83 piccole provincie, uno non può uscire dal proprio dipartimento per andare nel vicino senza passaporto, e più uno non potrà traversare un dipartimento vicino al suo per portarsi a poche leghe dal suo domicilio senza avere un passaporto del proprio Distretto o Municipalità e farlo rivedere dal vicino per cui trapassa. In fine la legge, che nell'antico sistema daziale era per li ballotti che di transito si facevano riconoscere a tutte le dogane, ora viene applicata agli uomini. Ogni Municipalità per cui si passi, ogni soldato della gendarmeria o guardia nazionale che incontri ha diritto di domandare il passaporto, e se questo non gli paia in ordine ha facoltà di arrestare e condurre alla Municipalità o al Giudice di Pace più vicino. Il doppio oggetto di minorare le emigrazioni di tanti illusi e ..... riconoscere sopra le strade pubbliche li malintenzionati e vagabondi non è che buono, ma il modo che si adotta non può incontrare l'approvazione della gente prudente, nè fa presumere bene della esecuzione sia per altro che si eseguisca questo decreto o no, in ogni caso si prevede che non sarà indifferente per la riputazione dell'Assemblea.

Parigi, li 6 febbraio 1791. m. v.

N. 83.

Il partito oggidì dominante nell'Assemblea va passo passo sempre più manifestando il progetto di far nascere un'aperta scissione tra l'Assemblea ed il Re, per la quale il Re perda la confidenza popolare, o stanco di contrasti e d'ingiurie ed intimorito dall'aspetto d'una nuova insurrezione, si abbandoni ai consigli di fuga nel forestiere, e lasci l'Assemblea dispotica nell'interno, come già fu l'altra. Dietro a queste viste

non v'è cavillo, a cui non si appiglino, non è decreto violento che credano contrario alle massime del Re che non abbraccino.

Le operazioni ed i decreti del Corpo legislativo, secondo la maggiore o minore importanza e gravità delle materie, sono portati al Re da deputazioni più o meno solenni e numerose, le quali in conseguenza sono ricevute con proporzionate formalità di maggiore o minore etichetta. Fra queste etichette una era, che le deputazioni di 24, o 60 membri erano introdotte a S. M. con il doppio battente delle porte aperto: alle minori non si apriva che un battente solo.

Sulla speranza che questa miseria potrebbe dar luogo a puntiglio, una deputazione di quattro membri destinata alla presentazione di pochi decreti, si avvisò di muover questione sulli due battenti. L'Assemblea adottò l'occasione d'un contrasto con fervore, ma il Re non dando alla cosa che il suo valore, e valutando il momento, fece esporre dal suo ministro le ragioni su cui era stata fondata la differenza di ricevimento e rimettere all'Assemblea stessa l'intera determinazione del cerimoniale. Essa decise, che il doppio battente sarà aperto sempre e così si farà, ed al tempo stesso sopra una maligna mozione del marchese di Condorcet, in ora presidente ed uno dei capi più profondamente maligni della fazione, stabilì che il presidente dell'Assemblea nello scrivere al Re partecipando a S. M. li decreti seguirebbe linea per linea lo stesso stile che usa il Re al presidente, il che fu eseguito nel momento stesso, comunicando la presa determinazione.

L'indecenza di un tal procedere ha eccitato l'indegnazione di tutte le persone di buon senso, ma questo buon senso è disgraziatamente al di sopra della portata del basso popolo. Nelle stesse viste e con la lusinga che il Re sia per ricusarsi a sanzionarlo, si deve riguardare il decreto proposto sopra li beni delli emigranti. Il *Comité* dopo una lunga enumerazione dei mali cagionati dalla emigrazione e di quelli molto maggiori che gli emigranti vorrebbero produrre alla loro patria, propone di mettere in sequestro, o, come egli si esprime, sotto la mano della Nazione li loro beni, e perciò d'incaricare ciascun Dipartimento e Distretto a riconoscere l'appartenenza di

questi beni esistenti dentro il loro territorio, e di assumere l'amministrazione riservandosi l'Assemblea a prendere sul prodotto di questi beni medesimi le somme che essa crederà convenienti per indennizzare la Nazione delle spese straordinarie, che la condotta ostile delli emigranti a loro proprie spese. La massima del decreto è stata adottata ed è stato rimesso al *Comité* solamente per la estensione delli articoli relativi alla esecuzione. Contemporaneamente non solo, ma corrispondentemente a questa torbida condotta dell'Assemblea si è resa sensibile da due o tre settimane un'inquietudine intestina e un sordo maneggio nel popolo per portarlo a qualche movimento d'insurrezione. Si è saputo che molta gente di mal' affare è stata da poco tempo fatta entrare in Parigi ed è pagata a 30 soldi il giorno, senza però che veruno d'essi sappia ne da chi è pagato, ne a che oggetto. Dànno il loro nome ed il luogo della loro dimora, e sono avvertiti di tenersi pronti alla chiamata delle persone per le cui mani ricevono il denaro. Al tempo stesso sono state fabbricate pubblicamente in varie parti della città molte migliaia di *picche* e si è già veduto qualcheduno di questi briganti passeggiare con una lunga picca alla spalla nel giardino delle Tuillerie, quasi per esplorare l'impressione del popolo. Ancorchè l'abitudine all'anarchia renda dopo tre anni quasi insensibili certi oggetti che in altro tempo avrebbero cagionato una profonda impressione, con tutto ciò li discorsi tenuti alle tribune di alcuni Club, li scritti sparsi, li movimenti popolari, la condotta dell'Assemblea, la fabbricazione e distribuzione di armi, tanti oggetti di giusto timore riuniti, hanno finalmente scosso dal letargo. Il Re ha fatto scrivere al Dipartimento per eccitarlo alla vigilanza, e la Municipalità ha pubblicato un proclama. La missione del già vescovo d'Autun a Londra non pare che sia stata più felice che quella del conte di Segur. Accolto con freddezza dal Re, con incuranza dalla Regina, ha ritrovato nel sig. Pitt, come particolare tutta la politezza d'un antico amico della sua famiglia di Tayllerand e riconoscente delle attenzioni che aveva ricevuto viaggiando in Francia dall'arcivescovo di Reims suo zio,

ma come in uomo pubblico e ministro niuna disposizione a secondare li progetti politici di cui era portatore. Così il suo viaggio per ora sarà riguardato per non arrivato.

Parigi, li 13 febbraio 1791. m. v.

N. 84.

Di mano in mano che le disposizioni dei principi di Germania verso la Francia o contro la Francia si rendono più minacciose e che nell'interno si accrescono lo scontentamento, la diffidenza e l'insubordinazione, l'Assemblea nazionale si rende sempre più inattiva e manifesta una specie come di stupore dal quale non esce che per intervalli ed a lanci convulsivi. Questa settimana è tutta passata in declamazioni, delazioni e decreti di niuna conseguenza. Il ministro di guerra giornalmente sollecita perchè si affrettino le misure necessarie per l'interno completamento dell'armata, e nulla si fa; appena avant'ieri a forza d'istanze si sono decretati li avanzi da farsi alli ufficiali per mettersi all'ordine di entrare in campagna e l'aumento di paghe in tempo di campagna.

La corrispondenza del Gabinetto con li Ministri nel forestiere sono o contrariate o ritardate e certo rese esitanti per il timore di essere di momento in momento scoperte. Un certo Belleport da qualche tempo serviva il Dipartimento degli affari stranieri, come agente segreto, ossia spia di Stato, nel forestiero e tanto più cautamente in ora quanto che godeva in Germania la riputazione d'un ardente aristocrato. Fu la scorsa settimana spedito dal Ministero per una commissione segreta, per la quale portava molte lettere a diversi particolari per la Germania, tutte persone nella corrispondenza, passando per Stenat fu da quella Municipalità arrestato, fermate le lettere, denunciata la corrispondenza, tutto fatto a quanto credesi sulla istigazione di qualche membro dell'Assemblea, giacobino e nimico o rivale della persona di detto Belleport. Il detenuto ottenne di scrivere una lettera al Ministro avver-

tendolò di quanto arrivava, e d'inviarla sotto coperta al Presidente dell'Assemblea nazionale per sicurezza. Portato il fatto al Corpo legislativo, fu il tutto dibattuto in piena Assemblea, nella quale a stento si ottenne che l'affare e la corrispondenza passasse al *Comité* diplomatico, il quale era già inteso di questa missione e cercò di tener coperto il di più. Ancorchè non sia del tutto svelato il maneggio sono però scoperte le persone e con ciò tagliato il filo ad un genere di negoziazioni che potevano essere utili e forse salutari in questo momento, il Ministero messo nell'impotenza e li suoi corrispondenti nel timore e nel sospetto. Il Ministro dell'interiore, ricercato da qualche tempo di presentare all'Assemblea uno stato del regno, sabato presentò un breve ma succinto dettaglio che contiene un quadro quanto viridico, altrettanto atterrente della situazione interna della monarchia. La verità strappò a forza l'approvazione. Fu ascoltato nel più grande silenzio e decretata l'impressione del suo discorso per esserne ripartita una copia a ciascuno dei membri da meditare. Egli ha ridotto a quattro le principali sorgenti dei mali e disordini che infestano e lacerano tutto l'interno della monarchia: la mancanza di numerario, la scarsezza di sussistenze, le scissioni d'opinioni religiose e le divisioni di partiti politici; attribuisce la mancanza di numerario alla troppa e troppo precipitata emissione fatta di carta moneta, alli accumulati rimborsi fatti nel forestiere, che hanno necessariamente fatto montare li cambi, alla diffidenza di molti che, sul timore, bene o male calcolato, di una perdita totale del pubblico credito, hanno voluto convertire la loro fortuna in effettivo e seppellirla, oppure trasportarla nel forestiere, all'agiotaggio di avidi speculatori, che, mettendo a profitto questo bisogno e miseria pubblica, accaparrano tutti li crediti sul forestiere e li vendono sempre più cari e rovinosi. A tutti questi mali non v'è che un rimedio solo, cioè di far rinascere la confidenza, ma questa si rende di dì in dì più difficile; non ostante propone qualche mezzo a riavvivarla.

Sulla scarsezza delle sussistenze, dopo avere osservato che questa nasce forse più dalla diffidenza e dalla insubordinazione, per la quale le parti abbondanti dei generi si negano

al soccorso di quelle che ne penuriano, di quello che venga da un'assoluta mancanza, passa a tracciare un quadro veemente, atterrente e lugubre d'una parte dei Dipartimenti meridionali, che si trovano minacciati d'una totale penuria in questi ultimi mesi prossimi alla raccolta, e quindi alla vigilia di tutte le conseguenze della miseria e della disperazione; e dei Dipartimenti settentrionali che, avendo delli abbondanti magazzini preparati per il trasporto, sono al momento di veder nascere dei massacri tra la forza pubblica, che ne vuole proteggere l'esportazione e il libero transito, ed il popolo rivoltato che vuole impedirlo. Dunkerque e Noyon sono in insurrezione aperta. A Dunkerque sono state già rubate e bruciate 14 case ed alcune persone uccise e si è pubblicata la legge marziale. A Noyon l'Assemblea ha inviato dei commissari ed il Re invia della truppa. Di 12 milioni accordati dall'Assemblea per soccorrere li Dipartimenti, dice di averne già consumato 7, insiste perchè li Dipartimenti bisognosi si procurino li sussidi necessarii dal forestiere, e propone delli eccellenti principii di amministrazione in tal genere, ma solo buoni dove la disciplina e la subordinazione l'appoggi. Quanto alla differenza di opinioni religiose, attribuendone tutta la cagione al fatal giuramento ordinato dall'Assemblea costituente, rimarca che la colpa delli effetti funesti si deve quasi egualmente ripartire sul fanatismo dei preti refrattarii che sulla persecuzione dei preti costituzionali, li quali, dove hanno potuto guadagnare l'appoggio delle autorità costituite in loro favore, non hanno risparmiato niun genere di orrore e di violenza contro li loro rivali, perseguitandoli non solo vivi, ma morti, fino dal far ritrarre dalla sepoltura nudi li cadaveri di quei cattolici che non avevano voluto ricevere li ultimi sacramenti da loro, e far punire di grosse multe li padri e le madri che non avevano fatto battezzare da loro i nati fanciulli ed altri eccessi simili. Di qua è che in alcuni distretti l'opinione è degenerata in odio e non si riguardano più come dissidenti d'opinione, ma come nemici, ed una guerra crudele non domanda più che una sola scintilla per iscoppiare.

Al seguito delle dissensioni per le opinioni religiose ha aggiunto quelle per le opinioni politiche, le quali per la prossimità e promiscuità d'interessi si uniscono insieme per andare allo stesso oggetto. Ha implorato come rimedi universali una gran libertà di culti religiosi ed un'unione e quiete nelle autorità; di qua l'argomento lo ha portato a parlare delle società delli amici della costituzione, ossia dei giacobini. Ha stabilito in principio che queste società, nate nell'incominciamento della rivoluzione, avevano compreso uno spirito di tutto distruggere che era stato utile finchè v'erano stati disordini dell'antico governo ad abbattere, ma che in ora, formata ed adottata una nuova costituzione, non conveniva più distruggere, ma consolidare, e queste società, continuando nel loro spirito distruttore, non potevano essere che fatali ad ogni governo. Ha citato delli scritti di questa società, nei quali direttamente attaccano la costituzione, e dei fatti per li quali si vede che in alcuni luoghi vogliono o contrariare o dirigere le autorità legali. Non si può ancora giudicar chiaramente quale sia per essere l'effetto che questo discorso produrrà sulla pluralità dell'Assemblea, la quale non è tanto stupida da non sentirne la verità e l'importanza, ma fino ad ora pare troppo vigliacca, per secondare l'impressione, contro il timore che ha dei giacobini e della fazione entro lei dominante. L'incredibile e quasi momentanea volubilità di questo paese fa che gli avvenimenti di una settimana si contano, come già avvenimenti di molti mesi. Li movimenti e le voci sparse contro il Re, che avevano messo in agitazione questa Capitale la settimana anteriore, furono intieramente tranquillati all'apparire d'una lettera del Re, per modo che non si è più nemmen fatto parola di quanto era arrivato.

Parigi, 20 febbraio 1791. m. v.

N. 85.

Li sintomi dell'anarchia nella Capitale, non meno che in tutto il Regno, si manifestano ognora più ed in conseguenza rendono la situazione delle persone agiate e ben intenzionate di qualunque partito sempre più inquietante e moltiplicano i discontenti dell'attuale ordine di cose. Li nuovi tribunali sono già in attività, ma, sia l'inesperienza dei giudici, sia la debolezza delle nuove leggi, o la lenta e troppo mite organizzazione delle loro procedure, la loro influenza è quasi nulla sul buon ordine. Li delitti in Parigi, che per altro ne fu sempre fecondo, si moltiplicano a vista, e li furti specialmente si rendono famigliari per modo che il piccolo rubamento pare ormai più industria che delitto. Li più enormi massacri e tradimenti appena si contano in mezzo alla rapidità e violenza delle idee che occupano le menti, e si rende cosa rimarcabile che di fatti atroci che arrivano giornalmente, e che farebbero altrove l'orrore d'una intera provincia, ora qui nemmeno se ne parla sulle gazzette, tutte assorte dalle contestazioni e timori nazionali. Parigi anche in questo genere non è che l'esempio delle provincie. Le pubbliche strade sono infettate di ladri, le campagne corse di briganti che assaltano e rubano le case ed i castelli della nobiltà ricca, che prima erano esposti alle insurrezioni della rivoluzione, ora lo sono forse con più pericolo alle depredazioni di queste bande d'assassini.

Nel distretto di Noyon, sul pretesto più che sul timore di penuria, furono arrestati molti mila sacchi di grano di transito. Li villani di molti villaggi vicini in arme se ne impossessarono ed avendolo trasportato e depositato in una vasta abazia detta di Ourscamp ivi lo guardarono contro tutti gli ordini e le insinuazioni, non solo del Distretto e del Dipartimento che sono le supreme autorità locali, ma contro le insinuazioni e ingiunzioni dei Commissari spediti dall'Assemblea, alli quali per tutto ricevimento non fecero che mettere tra loro a deliberazione se dovessero afforzarli ed esporre le loro teste sulle picche d'una guglia che chiude l'ingresso, oppure

lasciarli andare. Il Re inviò delle truppe di linea e di guardie nazionali sotto il comando del generale Wieteaucolf. Si dissiparono e posero basso le armi, ma già avevano ripartito tra loro e venduto 2000 sacchi di grano, con che non hanno inutilmente perduto la loro opera, e di quanto è arrivato non si parlerà più. Ciò che è avvenuto un poco più considerabilmente a Noyon, per il numero di 30 e più mila villani che si erano uniti in arme, il che richiese delle più forti misure, arriva giornalmente in altri luoghi e con peggiori effetti di qualche mortalità, ma non incutendo tanto timore, nè necessitando modi tanto estraordinarii si preterisce sotto silenzio. Nella Provenza e nella Linguadoca, senza essere minore il disordine dell'anarchia, li partiti sono più marcati tra costituzionali e anticostituzionali, cattolici e protestanti. La città d'Arles pare decisamente fatta il centro del partito cattolico e apertamente si preparano armi, difese e munizioni. Essa è in confederazione con Aigues-Mortes ed altre della Provincia, siccome Marsiglia, Nimes ed altre minori lo sono del partito opposto. L'Assemblea nazionale, che tuona contro li piccoli disordini, trema a parlare dei grandi. Li spettacoli, che fino ad ora erano stati in Parigi l'asilo della gente tranquilla ed una fonte di distrazione ai malinconici e di rinfrescamento d'idee alle teste bollenti di troppa democrazia, hanno incominciato da due settimane ad essere agitati da fermenti di faziosi e turbati da clamorose e violenti agitazioni. Essendosi la Regina portata al teatro detto degl' italiani, ancorchè le due opere rappresentate non presentassero certo luogo ad allusione veruna sulle circostanze del tempo, contuttociò il *parterre*, avido di prendere qualche occasione per attestare il suo attaccamento alla persona di S. M., afferrò un verso che poteva avere una rimota allusione per applaudire e gridare a più riprese *Viva la Regina.* Sfortunatamente qualche arrabbiato giacobino che era presente prese questo a male e mostrò il suo malumore, tutti piombarono sopra di lui, fu battuto e cacciato dalla sala dopo un lungo tumulto. Questo fu il segnale per le fazioni non solo politiche, ma letterarie, negli altri teatri ancora. Li meno pericolosi sono stati quelli, dove

un partito si è trovato eccessivamente dominante sopra dell'altro, perchè levando la speranza alla resistenza e lasciando vittoria decisa non ha dato luogo a clamorose approvazioni, ma dove si sono potuti bilanciare si sono battuti, come è arrivato ultimamente al Pantheon, dove più persone sono state maltrattate e ferite ed uno morto. Li teatri si sono moltiplicati in Parigi dopo la rivoluzione, e già se ne contano venti, tutti frequentati da spettatori, ed azzarderei quasi dire tutti necessari per il molto numero dei forestieri, per il bisogno particolare che ha questa popolazione di svagamento alle idee troppo nere, e singolarmente nel caso che lo divisioni di partiti hanno chiuso ed annientato molte diversioni delle società particolari. Il pericolo che un rimedio, o almeno lenitivo ai mali, diventi un incentivo ai disordini ha chiamato l'attenzione del Re, il quale ha su ciò fatto scrivere dal suo ministro al Dipartimento, eccitando la sua vigilanza ed un pronto rimedio, e della stessa Assemblea nazionale che ne ha fatto materia a deliberazione.

Li tre generali comandanti le tre armate sulla frontiera, il maresciallo Lukner, il maresciallo Rochambeau ed il marchese de La Fayette sono ora in Parigi, chiamati dal Re per consultarli sullo stato delle cose e sulli piani di difesa o di attacco a seguire nei casi che arrivar possono. Il maresciallo Lukner è stato ieri all'Assemblea per ringraziarla della favorevole disposizione con la quale aveva contribuito a procurargli dal Re la nomina di maresciallo di Francia, ha chiesto un'indennizzazione per gli ufficiali della sua armata, sulla perdita che erano costretti a sostenere negli assegnati, e l'ha assicurata sulla buona disposizione e subordinazione delle truppe al suo comando.

Parigi, 27 febbraro 1791. m. v.

N. 86.

Essendomi onorato successivamente nel tempo di umiliare a cognizione di V. S. le domande e li rischiaramenti, che questo Gabinetto sulle effervescenze e sulle istanze dell'Assemblea nazionale aveva fatto e richiesto alla Corte imperiale relativamente alle presenti sue disposizioni e misure verso la Nazione francese, in oggi che il ministro ha presentato alla Assemblea nazionale e pubblicato tutte le transazioni passate tra la Corte di Vienna e questa, contenute in sette carte originali ed un'ottava che è un'accessione della Corte di Prussia a tutte le misure di quella di Vienna del corrente, mi fo dovere di trasmetterle tutte unite a perfetta intelligenza di questi affari, la quale intelligenza non mai meglio risulta che dalla originalità stessa delle espressioni con cui sono trattati. Fra queste carte quelle che si rendono più rimarcabili ed interessanti sono tre. Il dispaccio confidenziale del sig. De Lessart al conte di Noailles ambasciatore di Francia a Vienna, nel quale lo incarica di richiedere un'ultima dichiarazione da S. M. Imperiale, tanto sulli ordini dati al maresciallo Bender, quanto sulle speranze oscure e minacciose dell'ultima memoria imperiale, nella quale si accennava una coalizione di Principi, la quale coalizione mostrerebbe quasi potersi prendere per una lega contro la Francia. Questa carta è in data 26 gennaro. La risposta di questo dispaccio comunicato dal conte di Noailes al principe Kaunitz sono: 1° una nota del principe Kaunitz allo stesso signor ambasciatore di Noailles e poi un lungo dispaccio del principe Kaunitz al signor di Blumendorf incaricato d'affari di S. M. Imperiale in Parigi, che contiene la dettagliata risposta che fa l'Imperatore alle domande della Francia ed un'esposizione dei suoi principii e del suo sistema nei correnti affari di questa monarchia. Tutto l'interesse ed il succo si concentra in questo dispaccio diviso in due parti. Nella prima spiega e giustifica ad evidenza gli ordini limitati e condizionati dati al maresciallo Bender; nella seconda poi, riprendendo le cose più d'alto, conviene che, quando nello

scorso giugno la Francia presentò l'aspetto d'una rivolta contro del Re, egli d'accordo con altre Potenze s'era unito per reprimere i ribelli e difendere la persona del Monarca e della sua famiglia e la sussistenza della monarchia, ma dacchè il Re, posto in libertà, aveva accettato la costituzione approvata ed appoggiata dalla più grande maggiorità della Nazione, S. M. Imperiale riguardando nel Re alla testa della Nazione un nuovo Governo ristabilito e in qualità di parente e in qualità di alleato, lontano dall'attaccare il nuovo regime stabilito dalla costituzione, non era anzi che per appoggiarlo. Che per altro S. M. Imperiale ben sapeva che la nuova forma di governo aveva due generi di nemici, gli emigranti e li republicani. Li primi, pochi per il numero, deboli per li loro mezzi, mentre nè egli nè altri principi di Germania presterebbero mai verun soccorso d'uomini o d'armi contro la loro patria, e solo meritevoli di compassione e di qualche aiuto pecuniario, assai giustificato dalle disgraziate loro combinazioni; non così indifferente o contendibile era la fazione repubblicana, e qui lungamente si arresta esponendo li principii, li artificii, gli oggetti ai quali tende questo partito egualmente nimico della Francia, che pericoloso a tutti gli altri Stati, e conclude che, quando mai questi faziosi arrivassero a tanto di rimettere di nuovo in pericolo la monarchia, la persona del Re e la Famiglia reale, S. M. I. conterebbe sulla stessa disposizione dei Principi a lui uniti e sulle loro forze combinate per combatterli ed atterrarli. Una tal lettera esposta in lunghe parole e discendente a particolari ragionamenti e dettagli non poteva destare in tutti li ascoltatori o lettori le stesse idee e le stesse impressioni. Gli aristocrati ne mostrarono malcontenti, li republicani furiosi, li costituzionali incerti del vero senso che dovesse ricavarsi dalla moltiplicità d'un sì lungo parlare. Nel tempo che ne fu fatta lettura all'Assemblea, in generale fu osservato un esatto silenzio, interrotto solo da qualche stordito che si permise qualche barzeletta o buon moto, come qui dicono ch'è o invettiva, o opposizione. Ma finita appena la lettura il tumulto si sparse in tutta la sala e già molti del partito giacobino alzavano la voce e si preparavano a delle

mozioni e a dei discorsi li più violenti. Questa impressione fu preveduta dal Re e dal ministro e fu prevenuta mediante la minuta di risposta già fissata da S. M. da fare a questo dispaccio imperiale che è l'ultima delle carte che invio, nella quale il Re, dopo mostrata una specie di sorpresa di vedere S. M. Imperiale entrare in dettagli interni, dei quali nè l'onore nè l'indipendenza della Nazione permettono al Re di rendere conto ad alcuna potenza forestiera, ammette le dichiarazioni amicali di S. M. I. e sopra tutto quella di non prestar veruna assistenza alli emigranti, e di più insta per un'intera dissoluzione di ogni apparenza di concerto contro la Francia e finisce in segno d'una reciproca fedeltà, impegnando a ritirare tutte le truppe dalla frontiera di Germania tosto che S. M. abbia ridotte le sue guarnigioni dei Paesi Bassi e della Burgavia allo stato di truppe in che si trovavano all'epoca del 1° aprile 1791. Questa minuta fu immediatamente letta all'Assemblea, la quale con ciò vide che avendo già il Re preso una determinazione, a Lei per ora non rimaneva che deliberare. Il presidente dell'Assemblea sig. Dumas, come di sani e modesti principii, secondò queste mire del Re e del Ministero levando immediatamente la sessione per tagliare il corso sul momento alla effervescenza ed intemperanza dei parlatori.

La sera dello stesso giovedì di nuovo vi fu Assemblea, non ostante l'intervallo di alcune ore. Alcune teste bollenti ancora rivennero sull'argomento e fecero delle violenti mozioni dirette singolarmente contro il Ministro delli affari stranieri, il quale accusarono di tradimento e di connivenza con la Corte di Vienna nell'aver concordato insieme la farsa di queste proposte e risposte per illudere la Nazione e farla travedere sulli veri suoi interessi animandola contro il partito patriottico. Tutto questo strepito di declamazioni e incendio di mozioni fu sopito con un decreto per il quale si ordinò di rimettere le carte presentate dal Ministro la mattina al *Comité* diplomatico, il quale ne farebbe l'esame e ne porterebbe una relazione ed opinione sulle mozioni relative. Li discorsi ora circolano nelle società, l'opinione fluttua e si va formando, non però ancora pare interamente decisa, singolarmente sussistendo

sempre ancora nella enunciazione delle opinioni lo stesso principio di disordine che è una grande o incuranza o freddezza nelle persone savie e moderate, una grande attività ed effervescenza nelli faziosi, li quali mediante questo hanno sempre in mano le leve che fanno muovere le fantasie e le braccia del popolo incapace di avere in questi affari un principio di moto da per se solo.

Li preparativi di guerra sempre seguono. Li tre generali comandanti delli tre eserciti sulla frontiera, che sono tuttavia in Parigi, giornalmente si uniscono a consiglio per concertare li piani di operazioni. Pretendesi che le loro opinioni sieno concordi, quanto al tempo di aprir la campagna, che non potrebbe effettuarsi che a maggio, e quanto ai piani da seguire in questa campagna prima, che sarebbero più difensivi che offensivi. Le reclute si fanno per tutto il Regno e contro l'aspettativa comune sono numerosissime, concorrendo d'ogni lato gioventù ad arruolarsi.

Voglio ben credere che ciò nasca in parte dalla miseria e dalla mancanza d'occupazioni utili, ma non può dissimularsi che non sia questa una terribile prova del gran fanatismo di libertà e di costituzione difuso nella bassa classe d'ogni genere, sì nella città che nelle campagne.

Parigi, li 5 marzo 1792.

N. 88.

La situazione sempre mobile e convulsa delli affari di questo Regno riceve una tale scossa improvvisa e violenta da questi tre avvenimenti combinati in un tempo solo, che, per seguire una traccia in quanto possa arrivare di successive combinazioni ed interne ed esterne, credo necessario di rimettere brevemente sotto gli occhi di V. S. e VV. EE. l'attuale posizione di questa agitata e crollante monarchia in tutti questi rapporti.

La diffidenza ed il sospetto nelle persone, la divisione e subdivisione nei partiti e l'anarchia in tutto il corpo va crescendo di giorno in giorno. La Corte, non ancora interamente decisa a prendere un partito tagliente ed estremo, fluttua almeno nell'apparenza tra li aristocrati che ama per abitudine e che compatisce, e li democrati che è in necessità di temere e di seguire. Questa condotta inspira coraggio e forse imprudenza ai primi, e illanguidisce il zelo e mantiene la diffidenza dei secondi, che sono li soli che in ora possono agire utilmente per Lei. L'Assemblea nazionale, composta di inesperti, di paurosi, di imbecilli e guidata da faziosi, non gode certo dell'opinione della Nazione, con tutto ciò come forma il solo centro d'unione per tutti quelli che, qualunque sieno le loro divisioni d'opinioni, vogliono però conservare la rivoluzione ed avere una costituzione, quindi è, che in proporzione che aumentano li sospetti interni e le minacce esterne, sono costretti a tenersi uniti a lei, e le di lei stravaganze ed il discredito sono contrabilanciati dal timore di abbandonarla e dal bisogno che si crede d'aver d'un corpo deliberante. Il discredito e il disprezzo dell'Assemblea, la diffidenza ed il timor della Corte, influiscono concordemente ed egualmente nella anarchia. Non rispettandosi li due supremi poteri non si possono rispettare nemmeno li subalterni. Ciascun Dipartimento e ciascun Corpo costituito si tiene più o meno a quello dei due, cioè al Re o all'Assemblea, secondo che in lui prevale o la diffidenza del primo o il discredito della seconda, le speranze dei faziosi sono egualmente trattenute dalla bilancia di questo discredito e di questa diffidenza, ed in ora non si può dubitare che li aristocrati, egualmente che li repubblicani, travagliano, come d'accordo, ad una dissoluzione, prefiggendosi lo stesso oggetto immediato, ma per tutte opposte viste avvenire. Così si possono ben riportare i fatti che non piu minacciano, ma provano l'anarchia, ma da niuno prudente se ne possono più assegnare le vere cagioni, ed eccone le prove le più convincenti.

A Marsiglia 400 uomini han preso le armi, si sono impossessati di 6 pezzi di cannone, sono partiti tamburo battente,

sulla strada si sono accresciuti di numero, sono arrivati ad Aix in più di 2000. La Municipalità sorpresa non ha, o saputo, o potuto loro impedire l'ingresso, in fine si sono impadroniti della città. Il reggimento svizzero d'Ernest, contro il quale la loro marcia era diretta, fu impedito dalla Municipalità e da' suoi ufficiali di veruna difesa ed obbligato a ritirarsi nelle caserme. Accresciuto il numero tra da cittadini d'Aix e da altri venuti dai luoghi circonvicini fino a 6000 con più pezzi di cannone si presentarono ad attaccar le caserme, contro le quali montarono li cannoni in batteria. Allora, vedendo che ogni difesa sarebbe inutile, il sig. di Barbantane ufficial generale comandante in Aix, per risparmiare il sangue, obbligò il reggimento a lasciar le armi nel quartiere e ad uscire disarmato per andare a Tolone. Dopo ciò questi briganti marsigliesi si portarono al palazzo dove risiede il Dipartimento, presero sotto sigillo tutte le carte per trasportarle con loro e dopo quattro interi giorni di dimora in Aix se ne ritornarono a Marsiglia. In questo fatto due cose si rendono sommamente degne d'osservazione: 1° che in tutta la confusione ed il disordine, che un tal esecuzione seco porta, come si vede dai processi verbali inviati da quella Municipalità, nè una persona sola fu ferita, nè una casa insultata, nè un ladrocinio commesso e ad Aix una tale violenza non costò che l'alloggio ed il mantenimento di questa gente; 2° che richiesti dal Maire e dai Municipali di nominare il loro capo o li loro capi, risposero sempre che non ne avevano, dunque li loro ufficiali, nemmeno almeno un caporale con cui parlare, dissero che non avevano caporali e che erano tutti eguali.

Contemporaneamente ad Estampes, piccola città a poche leghe di Parigi, sul pretesto di tassare il prezzo dei grani, 15 persone armate si portarono in un vicino villaggio, batterono la generale, suonarono campana a martello, ingrossarono come la truppa ed entrarono tutti armati nella città. Dopo lunga confusione il Maire si presentò sulla piazza in mezzo alla scorta di 80 soldati a cavallo armati di sciabola, ma senza fucile, si oppose ai faziosi. Si negò ad acconsentire l'ordine sulla tassa dei grani, fu in mezzo ai soldati, che non

lo difesero, ucciso con colpi di fucile e di bastone. Il Maire morto, li briganti disparvero, la calma si ristabilì e si verificò poi che nemmeno una sola misura di grano aveva mancato, che alcuni villani, avendo per la paura offerto di vendere il loro grano anche a più basso prezzo della tassa che si richiedeva, niuno s'era presentato a comperarne. Il reggimento d'Ernest in Provenza era tenuto dai giacobini di Marsiglia, ed il direttorio del Dipartimento è del sano partito e contrario ai faziosi. Ad Estampes il Maire era un furioso giacobino ed odiato dal contrario partito per la violenta esaltazione dei suoi principii. Così li disordini si moltiplicano, li pretesti, li motivi, li maneggi si confondono, le insurrezioni nella parte settentrionale sono giornaliere e in questa settimana sola più di dieci sono state portate all'Assemblea, senza contare una piccola armata di quasi 5000 che tengono la campagna e contro li quali sono state inviate delle truppe anche da Parigi. Nelle provincie meridionali le piccole insorgenze sono fino ad ora meno frequenti, ma li preparativi sono più forti e le mine che sembrano prepararsi sono più profonde. Nelle provincie settentrionali il bisogno dei grani non è che un pretesto, mentre esse ne abbondano, e non si tratta che d'impedire la esportazione, ma nelle meridionali la scarsezza è reale e va ad arrivare di giorno in giorno il vero bisogno e la penuria. La Capitale poi quasi, nello stordimento dei mali e dei discorsi, indifferente sulla sorte delle Provincie, non s'occupa che di se stessa. L'Assemblea nazionale od ha o mostra avere le più forti apprensioni sulla propria sicurezza. Questo timore, forse non ragionato, e certo non provato, con tutto ciò ad arte si diffonde nel popolo. Non si nominano li nemici, e quindi tutti si temono per nemici, non si sa contro chi si moltiplicano le difese. Si sono in questi ultimi tempi fabbricate e ripartite in diversi quartieri delle migliaia di picche; delle deputazioni nei sobborghi sono andate all'Assemblea ad offrire le loro braccia per difesa e li loro petti per scudo. Si sono messi in bocca alli ciclopi oratori di queste deputazioni li discorsi li più violenti per la libertà e li più minacciosi per la Corte. Fino 300 donne si sono presentate in equipaggio armato al-

l'Assemblea, chiedendo luogo ed ufficiali per addestrarsi alli esercizi militari. La risposta del Presidente fu ben galante e più diretta al loro sesso che al loro zelo guerriero, con tutto ciò queste sommozioni, o farse che voglian dirsi, provano le disposizioni popolari che si fomentano. Se l'Assemblea teme e fa le viste di temere, egualmente teme la Corte e forse con più ragione d'un contracolpo del vero o finto timore dell'Assemblea. Li due partiti e giacobino e aristocratico, ossia malcontento, spargono delle sorde minaccie e la paura di ciascheduno dà fede e forza alle minacce del suo contrario. Quindi è che questi minacciosi rumori, sparsi da alcuni e confermati da tutti, si ripercuotono come tanti echi, non si sa mai bene donde la voce venga, lo che contribuisce a formare la confusione e ad accrescere il panico in tutte le parti.

Per aumentare sempre più questa confusione interna concorrono gli avvenimenti esterni. Il dispaccio in nome dell'Imperatore che mi sono onorato di trasmettere a V. S. e del quale egualmente mi onorava di prevenirla che non si poteva anco pregiudicare l'effetto, ha prodotto un effetto contrario all'intenzione. Certo avrebbe generato rispetto e forse timore lungo, ha aperto adito a discussioni e sospetti: ha irritato un partito potente senza abatterlo: ha lusingato ma non animato il partito moderato costituzionale, è stato sospettato dai sciocchi e denunciato dai faziosi, come una collusione tra il Gabinetto di Vienna ed il Ministero di qui, il quale in conseguenza fu accusato di tradimento. Essendo, non all'occasione solo di questo dispaccio, ma sul generale degli affari, nata sfortunatamente nel Consiglio del Re una differenza in massima d'opinione tra il conte di Narbona e qualche altro Ministro, ed essendo state nei pubblici fogli pubblicate alcune lettere delli tre generali Luckner, Rochambeau e la Fayette al detto conte ed una sua risposta non del tutto misurata e prudente sulle divisioni del Consiglio, il Re venne a dare la sua dimissione al conte di Narbona. Il partito del conte, che era numeroso nell'Assemblea, se ne irritò. Pertanto il giorno dopo il sig. Brissot senza saputa e con tutte le idee e le misure del *Comité* diplomatico, a cui l'esame era rimesso, montò alla tribuna e in un'arringa

portò 13 capi, o a meglio dire argomenti d'accusa contro il sig. De Lessart, ministro degli affari stranieri, denunciandolo come di proditoria intelligenza col Gabinetto di Vienna e quindi reo d'alto tradimento; molti dibattimenti seguirono, niuno era preparato a parlare per la sorpresa. Fu messo il decreto a voci, a tutti li faziosi del partito di Brissot si unirono li partigiani del conte di Narbona ed il decreto passò ad una tale pluralità, che fu quasi universalità.

Il Ministro fu la notte stessa arrestato, posto il sigillo sulle sue carte particolari, e la mattina sotto una scorta numerosa di soldati a cavallo, chiesta da lui stesso, condotto ad Orleans, dove attenderà per vari mesi almeno la sorte del suo giudizio.

Dopo esposta il più fedelmente che per la mia diligenza si possa sotto li sguardi sovrani di VV. EE. la situazione, nel momento delle cose di qua mi guarderò bene dal permettermi nè discorsi nè pronostici sulla influenza che possano avere ad alterarle o a cambiarle, nè in meglio nè in peggio, li due avvenimenti esterni dei quali abbiamo ricevuto la notizia questa settimana. Il cambiamento di ministro in Spagna e la morte dell'Imperatore. Non solo è oscuro quale sia per essere il partito che inspirerà al nuovo Consiglio di Stato rimesso in attività il conte d'Aranda rispettivamente a questi affari di Francia, ma non era ben chiaro quale era quello che avesse adottato il conte di Floridablanca. Il bisogno unisce queste due Nazioni, le prevenzioni nazionali e in oggi l'opposizione dei principi le allontanano, in mezzo a questo bilanciamento di viste, di passioni e d'interessi quale sarà per essere il nuovo sistema che si abbraccierà per combinarle non è nè delle mie forze il presagirlo, nè del mio dovere l'occuparmene. Certo il conte d'Aranda non è uomo fatto per seguire traccie d'altri e deve battere un cammino tutto a lui e mettere una gloria nella celerità della marcia. Sebbene sia stato molti anni in Parigi, con tutto ciò si è fatto più rispettare, che lasciato conoscere. In generale tutti li partiti di qua sembrano contenti di questo cambiamento, ma fino ad ora è più una sensazione che fa a questa gente amare tutte le mutazioni di

quello che un ragionamento. E quale impressione ha loro fatto la morte dell'Imperatore. Gli aristocrati abbandonati, li giacobini minacciati se ne sono ambedue formati argomento a migliori speranze ed a discorsi vuoti di tutto buon senso. Il Re è stato sorpreso di sì trista ed improvvisa nuova, la Regina estremamente abbattuta. Si è subito fatto il lutto, e ieri è stato intimato il più gran lutto di Corte a tutto il Corpo diplomatico.

Parigi, li 12 marzo 1792.

N. 89.

Di giorno in giorno più si vanno svolgendo gli effetti dell'ultimo dispaccio della Corte di Vienna. Il partito giacobino intimorito, ma non indebolito, irritato, ma non oppresso, ha alzato le grida e moltiplicato gli sforzi. All'udire li clamori il popolo è accorso a lui e sentendo che era l'unico minacciato dai forestieri, che crede suoi nemici, lo ha per questo stesso riguardato e proclamato per unico suo vero difensore. Il partito forte di questa opinione, per consolidarla col terrore, ha cercato e cerca delle vittime. Il sig. de Lessart presentato il primo da una cabala ai suoi colpi è stato balzato dal Ministero in una prigione, come è già noto a V. S. Il sig. Bertrand ha rinunziato. Il Ministro della giustizia signor Duport du Tertre ne ha fatto altrettanto, gli altri sono appresso o a comporre o a abdicare. Così si faranno non solo dei nuovi ministri, ma a quanto pare tutto un nuovo Ministero, il quale sarà interamente e totalmente giacobino. Da molto tempo le persone le più prudenti vedevano che alla Corte di qui altro partito non rimaneva a prendere nelle burrascose attuali circostanze, che di seguire il sistema di quella di Londra, la quale forma sempre il suo Ministero tutto d'un partito perchè sia più forte coll'unione, e cedendo saviamente all'impero delle circostanze le prende sempre dal partito prevalente. Questo nuovo sistema aveva qui troppe difficoltà e di principii e di

attaccamenti antichi da superare, ma in ora sembra che la necessità del momento ed il pericolo imminente di seguire altro cammino abbia fatto adottare la massima. Li due ministri già nominati sono il sig. Dumourier per gli affari stranieri ed il sig. La Coste per la marina e ieri il Corpo diplomatico è passato alla posta del primo. Tutti li pubblici fogli nell'enunciarli al pubblico li hanno denotati colla qualificazione degli amici della costituzione, cioè membri del Club dei giacobini. Il sig. Dumourier è tenente generale delle armate del Re e comandante della piazza di Cherbourg. È stato sempre di professione militare, e come tale impiegato nelle guerre di Portogallo e di Germania. Nelli intervalli delle guerre fu impiegato segretamente in una specie di occulta diplomazia: ne incominciò il suo corso nelle confederazioni di Bar in Polonia e fu per tre anni in mezzo alli intrighi delle sanguinose rivoluzioni che lacerarono quel misero Regno. Corse come viaggiatore varie Corti di Germania e di Europa, avendo l'immediata e segreta corrispondenza di Luigi XV. Il suo carattere è assai marcato per il coraggio e l'ardire di cui porta molti segni sul suo corpo. Fino dal principio della rivoluzione fu uno delli pochi ufficiali generali che ebbero o mostrarono il più gran zelo per la nuova costituzione, si mise alla testa dei giacobini di Bretagna e come tale fu utile a risparmiare molto sangue in quella provincia. Il sig. La Coste ha occupato per molti anni il posto di primo commesso delle colonie nel Dipartimento della marina. L'anno scorso è stato inviato, come uno dei commissari dell'Assemblea costituente, alla Martinica, è stato sempre del Club dei giacobini e gode la confidenza dei giacobini, e del commercio per la sua conoscenza di quelli affari. Si nominano dal pubblico le persone per gli altri posti: non credo importante dei nomi altronde oscuri fuori di Francia, e tanto più, che qualunque sieno per essere gli individui, pare però fissata la classe d'onde si trarranno. Queste elezioni cagionano una specie di meraviglia nel popolo, ch'è una sospensione di giudizii. La società stessa giacobitica non sa quanto debba esserne contenta, prevalendo sempre nei corpi e specialmente nei faziosi il sospetto dell'autorità. Non discorrono

ancora, ma sentono, che l'ambizione è la prima delle passioni d'un uomo in carica, specialmente se ha una vera energia di carattere, e che l'autorità vuole sempre comandare, come la superbia si piega difficilmente ad obbedire. Gli avvenimenti decideranno del vantaggio del nuovo Ministero, adottato il quale dai più veggenti e moderati è ben considerato come l'unico partito che rimaneva a prendere nelle misere circostanze, l'unico che possa presentare qualche lusinga di salvezza, se però sarà seguito con convenienza.

Venerdì è stata posta in attività di servizio la nuova guardia di corpo. Questa è composta di 1200 uomini d'infanteria e 600 di cavalleria. Li discorsi sparsi dai sediziosi nel popolo, e la prevenzione contro una guardia del corpo faceva temere che, all'occasione di dover sortire di funzione la guardia nazionale ed entrare la nuova, non vi fosse qualche commovimento popolare; ad evitarlo si presero delle estraordinarie precauzioni, ma il fatto fece vedere che se furono prudenti, non però erano necessarie e tutto passò colla maggiore tranquillità. Dopo montate le guardie ed occupati li rispettivi posti, il Re sortì dal suo appartamento e fu a vederle e fece a ciascuna, tanto alla guardia nazionale, quanto alla nuova guardia del corpo, un breve discorso che credo dover inviare a VV. EE. a conoscenza dello spirito che contiene. Finito il breve dire di S. M., gli ufficiali dell'una e dell'altra guardia si abbracciarono, li due generali comandanti baciarono a più riprese la mano al Re, tutti gridarono e ripeterono Viva il Re. La più stretta unione parve stabilita tra li due Corpi, con tutto ciò, non più che 24 ore dopo, una piccola scintilla di divisione fu presso ad eccitare un incendio di disordine entro lo stesso palazzo. La guardia nazionale trovandosi nell'appartamento situata tra una prima guardia del corpo a piedi, ed una seconda guardia del corpo a cavallo, che occupa una terza stanza divisa solo con una tappezzeria, incominciò a cavillare se quello in mezzo a due fosse posto d'onore; dal discorso si venne alla decisione e dalla decisione al fatto, e si cominciò a gittare abbasso la separazione. In questo fatto incominciò il tumulto e si accerta che ciascun corpo chiamò all'armi; del popolo era

già accorso a palazzo, ma gli ufficiali accorsi, e sopra tutto la presenza del Re, impose alli storditi o ai sediziosi, si rimise la tappezzeria come era, ed il giorno dopo si disfece d'ordine del Re la separazione che aveva dato cagione al tumulto. Ciò per altro prova che tutto è camminar sulle ceneri.

Le nuove di Provenza sono di dì in dì più minacciose e le intenzioni e le misure dell'Assemblea riguardo a quelli affari sembrano più turtuose ed oscure che mai. Le lettere di ieri portavano che 8000 marsigliesi si preparavano ad uscire con armi e cannoni contro la città d'Arles, la quale non pare certamente disposta a subire la legge, come ha fatto quella di Aix.

Parigi, li 19 marzo 1792.

N. 90.

La breve nota con la quale il Re ha partecipato all'Assemblea la nominazione da lui fatta d'altri due ministri, spiega le intenzioni e lo spirito con cui è fatta questa nuova composizione di Ministero da S. M., così che non lascia più luogo a congetturare sul suo modo di pensare, ma chiaramente lo enuncia.

Le due nuove persone destinate, l'uno al ministero delle contribuzioni, l'altro a quello degli affari interni, sono il signor Clavière ed il sig. Roland de la Platière. Il primo di nascita ginevrino, esterrato dalla sua patria all'occasione delle ultime turbolenze che agitarono quella repubblica e furono composte colla forza armata della Francia, profondamente versato nelle materie di economia politica, autore di varii progetti, come della rifondita dei luigi d'oro sotto il sig. De Calonne, e della esecuzione delli assegnati con il sig. di Mirabeau. Il secondo poi fu fino dal Ministero del sig. di Turgot impiegato come intendente delle fabbriche del Regno, autore dei più delli articoli relativi a manifatture nella nuova *Enciclopedia metodica,* stabilito da molto tempo a Lione come intendente delle

fabbriche di quella città. Ambedue zelanti per i principii della libertà, ambedue membri del Club degli amici della costituzione e singolarmente il sig. Roland cognito per varii scritti assai ardenti e per avere uno dei capi del Club centrale di Lione, il quale ha avuto ed ha la più forte influenza. Quello che era stato nominato al ministero della giustizia si è ricusato ad un tal peso, ed a quanto si dice questo importante Dipartimento sarà offerto al sig. Duranton di Bordeaux, uomo dotto e di una radicata riputazione presso tutti li giacobini di Guienna. Così è già formato e cognito il Ministero, ma non perciò ancora cognita la marcia che sia per prendere. Il ministro degli affari stranieri, che figura in ora come il capo, è stato al Club dei giacobini, vi ha tenuto un certo discorso promettendo loro una pronta guerra o una sicura pace. Il linguaggio da lui usato è quello che conveniva a soddisfare una società popolare tumultuosa, ardente e vana, ma in un uomo certamente conoscitore degli affari e dei gabinetti queste promesse non possono venire dalla persuasione.

Intanto li preparativi per la guerra seguono e l'entusiasmo nazionale si manifesta di dì in dì più. Per portare l'armata al piede completo di guerra si domandarono 53.000 reclute e fu giudizio in allora comune, anche delli ardenti patrioti, che non volendo ritirarle dalle 96.000 guardie nazionali già impiegate sulla frontiera, si avrebbe della difficoltà a trovare un sì gran numero per arrolare.

Non è che un mese che si sono aperti gli arrolamenti in tutti li Dipartimenti e le reclute in nota già passano cento mila, cosicchè portatane la relazione all'Assemblea nazionale, essa ha dato questa settimana l'ordine di chiudere le liste e sospendere gli arrolamenti. Passano giornalmente per Parigi a truppe per portarsi alli rispettivi loro corpi cantando la loro aria patriottica e danzando come ebbri di gaietà; ed è bene da rimarcare che la maggior parte di questa gente vengono dalla campagna e portano lo spirito dei loro villaggi.

Tre decreti dell'Assemblea nazionale formeranno epoca di questa settimana, il 1° riguarda le cose arrivate in Avignone, e dichiara una generale amnistia per tutti li massacri com-

messi in quel misero paese. tanto nella città, quanto in tutto il contado, relativi alla rivoluzione fino alli 16 novembre del 1791. Lo spirito di questo decreto è non tanto di assolvere li scellerati che hanno riempito quel paese di devastazioni e di orrori, quanto di sottrarre ad una procedura criminale la inquisizione delle loro relazioni e dei loro complici. Non è dubbio che alcuni membri dell'Assemblea passata e li Club dei giacobini, tanto di Parigi quanto di Marsiglia, non abbiano avuto gran parte in dirigere e comandare le trame d'iniquità colà commesse, ora, o li monumenti ancora estanti di queste corrispondenze o le confessioni e le difese dei rei non avrebbero mancato di mettere tutto questo in una pubblica luce e legale. Tagliando il corso ai giudizii con un'amnistia, tutto quanto rimarrà nella oscurità, o almeno nella dubbietà, perciò si è apposta la clausola di delitti relativi alla rivoluzione, per dinotare che, se si possono le stesse persone condannare senza entrare in discussioni che portino corrispondenze, non si dà alcun interesse a difendere le loro persone dal patibolo. Così il mandante spesso non solo non difende, ma accelera la morte del suo mandatario per coprirne vieppiù il suo delitto. Qual sia per essere l'effetto di questo decreto in Avignone ancora non si sa e molti ne augurano dei nuovi massacri. In generale non si è fatto riflessione alla clausola di relativi alla rivoluzione e, riguardandosi come una impunità accordata ai più enormi delitti ed ai più sanguinarii scellerati, questo decreto è stato ricevuto con orrore anche dal popolo.

L'altro decreto steso in moltissimi e dettagliati articoli è contro gli emigranti. Si ordina il sequestro di tutti li loro beni mobili e stabili di qualunque natura, il pagamento di tutti li loro debiti mediante la vendita, la ripartizione da farsi con li parenti esistenti in Francia ed aventi diritto sopra li beni medesimi, come mogli, figli, ecc., li diritti di tripla imposizione da levarsi a beneficio del tesoro nazionale ed altre misure di dettaglio. Si fissa un mese di tempo dopo la publicazione del presente decreto per entrare in Francia e riabilitarsi al possesso mediante certe formalità legali o cauzioni

da darsi che si prescrivono. Si sa che già molti emigranti, segnatamente dopo la morte dell'Imperatore, si sono adattati a questo ultimo del ritorno in Francia, come al più saggio partito.

Il terzo decreto emanato sabato riguarda le colonie, revoca il decreto delli 24 settembre fatto dall'Assemblea costituente e rimette in pieno vigore li diritti di cittadinanza attiva per tutti li mulatti e negri liberi. Li colonisti riguardano o proclamano questo decreto come una nuova torcia d'incendio per finire d'incenerire la misera isola di S. Domingo e per mettere il fuoco a tutte quelle di sotto vento che fino ad ora se ne erano preservate. Li mali di quei paesi sono estremi, le cagioni in tanta distanza di luoghi, contraddizione di rapporti, opposizione e complicazioni d'interessi e di pareri, sono sì oscure che li più savi non sanno bene che giudicarne.

Il Cantone di Berna ha richiamato dal servizio di Francia il reggimento di Ernest, del quale mi sono onorato di accennare a VV. EE. l'avvenuto in Aix.

Parigi, 26 marzo 1792.

N. 91.

Uno straordinario di Vienna ha portato mercoledì scorso una seconda nota ufficiale del principe Kaunitz in nome del nuovo Re d'Ungheria a quell'ambasciatore di Francia. Il ministro sig. Dumourier immediatamente ne fece comunicazione all'Assemblea nazionale, la quale, prevenuta del contenuto con poche frasi in istile patriottico dal ministro medesimo, ascoltò il contenuto della Nota con silenzio e ne rimise il rapporto al *Comité* diplomatico. Sebbene l'Assemblea nel ricevere questo scritto abbia mostrato una decente moderazione, non è però che l'impressione da essa fatta non sia stata sul momento assai forte tanto sul Corpo legislativo, quanto sul pubblico di Parigi. Con tutto ciò il seguente discorso ha servito non poco a calmare la prima impressione. Rimarcate le date, questa

Nota è responsiva alla seconda lettera scritta in nome del Re dal sig. De Lessart, la quale lettera fu partecipata all'Assemblea al tempo stesso che fu presentata la nota prima, e questa seconda nota è stata spedita da Vienna al tempo che colà non poteva ancora sapersi la disgrazia del signor De Lessart e la mutazione arrivata, dal che si inferisce che quando mai sussistesse una segreta intelligenza tra li due Gabinetti, per fare delle pròposte e dare delle risposte minaccianti e indecise, questa seconda non vale più che la prima a fare conoscere le vere intenzioni della Corte Austriaca. Questo palliativo fondato sulla supposizione d'una rea intelligenza dell'ex ministro, il quale lusinga la vanità non meno che la passione della fazione dominante, ha tranquillato gli spiriti e tutta l'attenzione si porta ad attendere la risposta alla prima lettera scritta dal sig. Dumourier, della quale mi sono onorato di prevenire V. S. nel passato riverente mio numero.

Li violenti armamenti fatti, e che con calore si proseguono a fare, resi doppiamente costosi e dalla fretta e dal disordine di una nuova amministrazione, e lo stato cancellante e tenebroso delle finanze, rendono necessaria la pace, o almeno più sopportabile una guerra decisa. Partendo da questo principio non è dubbio che non sia sommamente desiderabile se potesse aversi un'assicurazione di intenzioni pacifiche delle Potenze circonvicine, ma un gran dubbio è se il modo si prende per domandarla e la confessione che al tempo stesso si fa della necessità di averla sia un mezzo opportuno per ottenerla. Nello stesso stile, presso a poco deciso e quasi minaccioso, pretendesi che il nuovo ministro abbia anche scritto al re di Spagna ed a quello di Sardegna, domandando anche a questi due Monarchi una dichiarazione precisa delle loro intenzioni, se vogliano cioè mantenere li trattati di amistà ed alleanza che hanno colla Francia, o no, dichiarando che qualunque risposta tergiversante ed illusoria sarà riguardato come negativa e quindi metterà la Francia in grado di prendere le misure che giudichi più convenire alla sua sicurezza e difesa. Corrispondente a questo modo di pensare del ministro degli affari stranieri, tutto a seconda del partito dominante nell'Assemblea, è

quello di agire. Li due primi uffiziali della segreteria degli affari stranieri, il sig. Hennin e Raineval, che da gran tempo occupavano e dirigevano quel Dipartimento, sono stati dimessi, ed è stato ricreato un posto che altre volte ha esistito di primo direttore del Dipartimento, ed a questo posto è stato promosso il sig. di Bonne Carrère, ardente giacobino, uomo di conosciuti talenti, di grande attività, che ha molto figurato nella rivoluzione di Liegi, per il che fu ricusato per ministro di Francia da quel principe vescovo fino dal tempo del ministero del conte di Montmorin. Ventiquattro subalterni hanno subito la stessa riforma e le persone destinate a rimpiazzarli sono egualmente tratte dal numero dei più ardenti patrioti. Non si dubita che presso a poco una riforma simile non sia per arrivare anche nei cancelli degli altri nuovi ministri. Nel Ministero esterno fino ad ora non è arrivata altra novità che la nomina del sig. de Chavelin, con il carattere di ministro plenipotenziario a Londra. La giovine sua età, non avendo che 25 anni, e la sua inesperienza, non avendo fino ad ora che coperto alla Corte la carica di gran maestro della guardaroba, giustificano la vicinanza del sig. Talleyrand, già vescovo di Autun, che anderà con lui e porterà il segreto ed il maneggio delli affari. Egual titolo di ministro plenipotenziario è stato conferito anche al sig. cavaliere de Bourgoine che è in Ispagna. Il maresciallo di Rochambeau è tuttavia a Parigi, ed una forte minaccia d'idropisia fa temere non solo della possibilità di fare una campagna, ma anche di conservare la vita. Questo aprirebbe al partito l'adito di sostituire al comando dell'armata verso le Fiandre un'altro generale di idee più analoghe alle loro, mentre il maresciallo sostiene che con l'armata che ha, non è in grado che di fare una guerra difensiva, ed essi non parlano che d'invasioni e di guerra offensiva.

Il sig. De Lessart ha subito già il primo interrogatorio segreto ed ora è in libertà di parlare con li suoi avvocati e li suoi amici. Le denuncie, o a meglio dire le declamazioni contro li ex ministri, si moltiplicano all'Assemblea e la cabala complicata di diverse passioni d'interessi e di vendette vorrebbe pure inviare ad Orleans qualche altra vittima del passato Mi-

nistero. Li più imputati sono il sig. di Narbonne ed il guarda sigilli sig. Duport du Tertre.

Animato dal zelo d'una pronta ed ossequiosa obbedienza ai comandi di V. S., e d'altra parte fatto riflesso alle sospettose ed insidiose circostanze del momento, non meno che alla totale sovverzione di tutti li metodi dell'antica etichetta, ho creduto dover mio valere d'un mezzo di Corte per avvicinare S. M. la Regina e farle parte dei sentimenti di VV. EE. Questa Sovrana li ha accolti colle espressioni della maggiore sensibilità e gradimento, si è ella medesima incaricata di farne parte al Re e mi ha commesso di presentare in nome d'ambedue a V. S. ed a VV. EE. le assicurazioni del continuato loro attaccamento e d'una vera riconoscenza verso la Repubblica.

Parigi, li 2 aprile 1792.

N. 92.

La nuova dell'assassinamento tramato contro al re di Svezia e della grave ferita rilevata da questo Monarca nella notte del 17 passato fu qua portata a Parigi da uno straordinario corriere spedito dal ministro di Spagna in Stockolm alla sua Corte di Madrid e passato per qua lo scorso martedì. Questa interessante e strana notizia eccitò più sorpresa e curiosità che commozione. Sebbene questo popolo, che da molto tempo sente nominare codesto Sovrano come protettore delli emigranti e nimico della Francia, fosse nella prima diffusione della nuova quasi tentato di mostrarne dell'allegrezza ed un barbaro compiacimento, con tutto ciò rimirandolo come un avvenimento lontano, distratto esso da oggetti più pressanti, diede in indifferenza e li fogli anche meno moderati ne hanno parlato con tutta moderazione. Non immorerò nei dettagli di questo fatto che devono essere già noti a V. S. per la diretta via di Germania, ma come forse il viglietto scritto al Re dal sig. di Lilienhorn, nel quale lo preveniva dell'assassinio pre-

meditato e preparato contro di lui e lo esortava alla precauzione non sarà forse stato presentato a VV. EE. nei termini originali precisi, mi lusingo d'incontrare il piacere dell'Ecc.mo Senato trasmettendolo nel suo intero. Le nuove che si hanno fino ad ora del suo stato non sono che del giorno 20 marzo, e sebbene lusinghino non però assicurano.

Questa settimana stessa sono arrivate le precise risposte della Corte di Torino alle pressanti e articolate ricerche fatte dal nuovo ministro sig. Dumourier. Sono ben certo che V. S. già da più settimane sarà al fatto del contenuto di tali risposte e delle disposizioni del Gabinetto Sardo riguardo alli affari di qua, ma come posso dubitare se al diligente cognito zelo del ministro di V. S. in quella Corte possa essere riuscito d'avere in mano le carte stesse nei termini in cui sono state esposte, termini che per una certa concisione di tuono e novità di stile meritano qualche riflessione, mi fo onore di trasmetterle come sono state dallo stesso ministro al sig. Dumourier presentate all'Assemblea ed al *Comité* diplomatico.

Tutta l'aspettativa è in ora rivolta alle risposte che di giorno in giorno possono arrivare dalla Corte di Vienna. Non è luogo a dubbio che l'unione tra il Gabinetto di Vienna e quello di Berlino, anche dopo l'avvenimento al trono del nuovo re Francesco I, non sia tanto stretta quanto lo era prima della morte dell'imperatore Leopoldo, e quindi non si dubita che relativamente a questi affari le misure dell'una saranno quelle dell'altra e che in generale porteranno seco la massa di tutto il Corpo germanico. Di qua è che le risposte di Vienna si rendono sempre piu interessanti, quanto che si possono considerare come quelle di tutta la Germania. Quanto più il momento d'una decisione si avvicina, tanto si rendono più sensibili li sintomi del timore e del furore. Tra li stessi patrioti la parte della Nazione la più agitata e moderata trema all'aspetto di una guerra che li minaccia della desolazione. Li giacobini stessi di buona fede esaltati nei loro principii, ma non corrotti nei raggiri della cabala, se ne spaventano, ma li faziosi, che fino ad ora tengono la dominazione nei Club non meno che nell'Assemblea, s'agitano per ogni senso, declamano, scri-

vono, sommuovono il popolo e non lasciano mezzo intentato per trascinare la Nazione ignorante e faziosa in una guerra di cui essa stessa non conosce la cagione e molto meno sa misurare le conseguenze. Ben veggono che il primo colpo di cannone tirato non si sarà più in tempo di dare addietro e tutti li loro sforzi sono diretti a far tirare questo primo colpo di cannone. Questo stesso spirito pare che tenda a dare sempre più delle nuove cagioni di disgusto alli Cantoni Svizzeri. Nella esemplare disciplina dopo tre anni di torbidi di tutta l'armata custodita dalli reggimenti svizzeri il solo reggimento di Chateauvieux l'anno scorso si pose in insurrezione a Nancy, di 260 rivoltati, 100 rimasero sul campo battendosi, 21 furono appiccati e 40 furono dal tribunale svizzero, che solo ha il diritto della giudicatura, secondo le loro capitolazioni, condannati alle galere. L'Assemblea attuale, appena entrata in esercizio, dominata dalle influenze dei giacobini, li dichiarò compresi nel decreto di amnistia generale, e li fece mettere in libertà. La prudenza dei Cantoni dissimulò fino ad ora un decreto che potrebbe riguardarsi come attentatorio alla loro giurisdizione, stante che li svizzeri in servizio sono sempre riguardati in Francia come sudditi dei Cantoni e giudicati dalle loro leggi come tali. In ora, per dare quasi un risalto all'ingiustizia pretesa della loro condanna, si prepara a questi galeotti una festa trionfale. Si vuol condurli processionalmente per Parigi sopra un carro eminente, ornato di figure allegoriche, e fare del loro ritorno una gioia popolare. La Municipalità con a capo il Maire, tutta addetta al partito, ha approvato ed appoggia questa festa. Il Dipartimento vorrebbe proscriverla, ma non ha con lui che il voto generale di tutta la gente savia, che è ben la più numerosa, ma la più indolente, ed in tempi di fazione la più inutile. La guardia nazionale in gran parte sente indegnazione come d'un affronto che cadde sopra lei stessa, giacchè le guardie nazionali di Metz sono quelle che in allora li sottomisero dopo molto sangue sparso, ma al tempo stesso sentì ribrezzo a spargere del nuovo sangue per impedire un'orgia popolare. Li spiriti vanno di giorno in giorno più esaltandosi ed inasprendosi e potrebbe finire in una ca-

tastrofe, ma la speranza rimane fondata sulla volubilità per la quale dopo tre anni si vede che gli avvenimenti anche li più funesti, quando lungo tempo si aspettano, mai non arrivano.

L'Assemblea, per dare un'epoca al Venerdì Santo, ha atteso quel giorno per decretare l'intera abolizione del vestiario di tutti li frati non solo, ma anche delli preti. Non sarà più permesso nelle strade che il vestiario secolare, nell'interno delle case e nelle chiese per le funzioni ecclesiastiche saranno liberi li vestiari dei rispettivi culti. Alcuni dei vescovi costituzionali, che si trovavano all'Assemblea, hanno regalato le loro croci e deposte immediatamente le loro calotte. La ragione che si adduce nel decreto è per togliere nel pubblico ogni esterna marca di corporazione tra i cittadini, per sempre più stabilire la perfetta eguaglianza.

Parigi, 8 aprile 1792.

N. 93.

In mezzo all'aspettazione che occupa gli animi e bilancia gli interessi di tutti in questo momento d'una decisiva risposta della Corte di Vienna, venerdì notte arrivò uno straordinario di colà colle prime risposte del marchese di Noailles al nuovo ministro. Il Ministro, dopo comunicato il tutto al Re ed al Consiglio, fu immediatamente la mattina del sabato a renderne conto all'Assemblea. Incominciò dal leggere la lettera da lui spedita al marchese di Noailles la notte del 18 al 19 marzo per estraordinario, nella quale, dopo fattogli parte del suo ingresso al Ministero, gli rimarca il suo scontentamento, tanto della debolezza delle commissioni del suo predecessore, quanto della tepidezza e tergiversazione di lui ambasciatore nell'eseguirle, quindi entra nelle ragioni pressanti per la Francia, che rendono necessario d'ottener dal re d'Ungheria una precisa e perentoria dichiarazione, tanto sulla coalizione indicata delle potenze che intendono occuparsi delli affari del Regno,

quanto della marcia delle truppe verso le frontiere; di qua si stende a far risaltare gl'inconvenienti, che una guerra intrapresa dalla Casa d'Austria contro la Francia porterebbe alli interessi di questa Casa medesima, anche nel caso che la sorte delle armi fosse contro li francesi, e finisce per insistere sopra una risposta pronta e decisiva. Nel giorno 27 marzo, coll'ordinario replica un secondo dispaccio presso a poco sulli stessi principii, insistendo sulla sollecitudine d'una risposta ed aggiungendo al di più del primo una giustificazione della condotta attuale del Re e della Nazione contro le calunnie sparse nel forestiere dalli emigranti, e cerca a disciogliere tutte le obiezioni ed i timori che potrebbe la Casa d'Austria mostrar di concepire delli armamenti e delle intenzioni della Nazione francese. Con questi due dispacci avendo posto in fatto lo stato della cosa, è passato il ministro a dar parte della risposta portata la notte dal corriere del marchese di Noailles. La prima lettera è del 1° aprile, nella quale, enunciando che la sua missione diplomatica essendo spirata colla morte dell'imperatore Leopoldo, e riconoscendo nelle attuali circostanze l'impossibilità di rendere alcun servigio utile alla sua patria, domanda la sua dimissione. La seconda lettera è del giorno 2 aprile, in questa giustifica la condotta del sig. De Lessart e la sua, rimarca che le disposizioni enunciate dalla nuova Corte, e fatte pubbliche con alcune note stampate, sono tali da dar poche speranze di riuscire in nulla per le persone addette alla costituzione, quindi che crede inutile di presentare le sue nuove credenziali, e le memorie trasmessegli, tanto più che non *ci è luogo a negoziazione.* Finita l'esposizione di queste risposte, il sig. Dumourier ha fatto rimarcare all'Assemblea che, in conseguenza di questa condotta dell'ambasciatore, le cose si ritrovavano dopo quasi un mese nello stesso piede in che erano li 20 marzo, che però il Re, volendo fare tutti li tentativi per evitare il flagello della guerra o almeno per farne cadere tutta la colpa sopra li nemici della Francia, aveva immediatamente nominato il sig. de Mauldes per suo ambasciatore. S. M. rimetteva una lettera scritta di proprio pugno al re d'Ungheria suo nipote, nella quale, dopo espressi li legami d'interessi e

d'onore che lo attaccano alla costituzione ed al benessere della Francia e li disastri incalcolabili della guerra che va ad accendersi, gli fa osservare che tutto il destino della pace e della guerra, e quindi di tanti milioni di uomini, è nelle sue mani e dipende da una sua risposta. L'enunciazione della lettera del Re fu accolta con ripetuti applausi e, dopo sortito dalla sala il ministro, incominciarono delle mozioni e dei dibattimenti sulla irregolare condotta dell'ambasciatore a Vienna, marchese di Noailles, li quali finirono a che fu portato quasi all'unanimità un decreto di accusa d'alto tradimento presso l'Alta Corte nazionale. Nella notte susseguente del sabato un nuovo corriere arrivò di Vienna con nuovi dispacci, per li quali la mattina, prima di aprirsi la sessione dell'Assemblea, il sig. Dumourier prevenne con un viglietto il presidente, che per le nuove lettere che veniva di ricevere entro la notte del marchese di Noailles, rilevava da lui in data 5 e 7 aprile che s'era determinato ad eseguire gli ordini e presentare li dispacci. Su questo viglietto fu sospeso di mettere nel processo verbale il decreto d'accusa contro il marchese di Noailles e al tempo stesso fu sospesa la partenza del signor di Mauldes ambasciatore estraordinario a Vienna.

Gli armamenti non solo, ma le ultime misure per entrare in campagna si proseguono con tutta attività. Questa settimana sono stati spediti gli ordini per pagare a tutti gli ufficiali il denaro per li loro equipaggi di campagna e dentro 15 giorni le armate saranno in grado di agire, perchè provvedute di tutto il necessario per tenere la campagna. Quelli che pretendono che la loro disorganizzazione viene dalla inesperienza delli uffiziali e dalla insubordinazione dei soldati sostengono che non saranno in grado di agire mai. Guai se una trista esperienza dovrà decidere della verità di questi pareri.

Ieri è stata eseguita la farsa popolare d'un carro trionfale con sopra le statue della fama e della libertà, per celebrare il ritorno dalle galere dei soldati di Chateauvieux. Dopo 20 e più giorni di dispute, di contrasti e di timori, tutto è poi finito in nulla. Vero è che la Municipalità fanatica di giaco-

binismo ha molto ribattuto delle prime progettate idee, e che in mezzo alla indegnazione delle guardie nazionali il timore stesso ha inspirato la moderazione. La Municipalità e la Società dei giacobini hanno molto perduto dell'opinione della gente moderata anche tra il popolo, ma essi ben calcolano che in tempo di fazioni le teste della gente savia e pacifica non vagliono le braccia della gente attiva.

Parigi, 16 aprile 1792.

N. 94.

Finalmente li desideril delli emigranti, e le cabale dei faziosi sono compite. La guerra è stata dichiarata venerdì notte contro il re di Boemia e di Ungheria. Non ostante la molta cautela che la prudenza prescrive in momenti di tanto sospetto, ed in un governo quasi popolare, e la distanza di tempo che so bene che deve passare tra questa decretazione di guerra e la sua esecuzione, come mi onorerò di rimarcare più avanti, con tutto ciò avrei bilanciato se dovessi valermi di qualche mezzo estraordinario per accelerare a V. S. l'avviso di questa interessante notizia, ma me ne è stata tolta ogni idea come ogni modo dalle rigorose misure che si sono prese per arrestare tutte le poste. A niun ministro forestiere di qualunque Potenza è stato permesso di spedire straordinarii, se non dopo che saranno spediti quelli che destina d'inviare il Ministero di qua, il quale li va spedendo ripartitamente, secondo li calcoli combinati del tempo d'arrivo che gli convengono. Al ministro di Prussia è già stato chiaramente detto che non gli saranno dati passaporti per far partire persona prima di mercoledì. Quindi mi rimetto alla posta ordinaria ed alla diligenza del ministro di V. S. in Milano.

Al momento della partenza del passato corriere erano già arrivate a Parigi lettere del signor ambasciatore Noailles, il quale dava conto d'aver poi presentato le nuove credenziali e

con esse il perentorio dispaccio speditogli dal sig. Dumourier. Tanto aveva di buon'ora il ministro comunicato al presidente dell'Assemblea, la quale aveva in virtù di questo sospeso il decreto d'accusa. Su questi dispacci del marchese di Noailles si deliberò segretamente nel Consiglio del Re. L'oggetto della discussione fu, se non ostante le risposte della Corte di Vienna si dovesse ancora una volta seguire la via dell'organizzazione e mandare la lettera che S. M. aveva preparata, e che doveva essere portata dal sig. de Mauldes, destinato ambasciatore estraordinario, del quale era stata sospesa la partenza, ovvero se, coerentemente alle intimazioni già fatte, in caso di risposta indecisa, si dovesse tagliare ogni ulteriore negoziato, e venire ad una dichiarazione di guerra. L'opinione del Re era per il primo partito, ma dopo più discussioni, quella dei Ministri essendo tutta riunita, il Re cedette al parere uniforme del suo Consiglio e fu giovedì con un viglietto avvisato il presidente, che la mattina del venerdì subito si porterebbe all'Assemblea, dove accolto secondo le già fissate formalità, dopo seduto ordinò al suo ministro di esporre le ragioni che lo avevano determinato al passo che andava a fare. Il ministro, rivolgendo il suo parlare al Re, espose li gravami secondo lui fatti a S. M. ed alla Nazione francese dalla Casa d'Austria e concluse a riguardare la guerra contro la Corte di Vienna come giusta non solo, ma come necessaria. Terminato il discorso del ministro, il Re riprese la parola volgendosi all'Assemblea e disse che sulle ragioni, che avevano intese dal suo ministro, e sull'opinione del suo Consiglio, sulle istanze che gli erano presentate da più parti del Regno e sul voto che gli pareva di veder generale nella Nazione, veniva in proporre la guerra al re di Boemia e d'Ungheria. Il presidente rispose che la proposizione di S. M. sarebbe immediatamente presa in considerazione. L'Assemblea e tutti li contorni erano ripieni di popolo, il silenzio con tutto ciò fu sommo e le mostre di rispetto non meno. Dopo uscito fu accompagnato fino al palazzo dalle grida di *Viva il Re*. L'Assemblea immediatamente si disciolse e si riunì alle cinque dopo il mezzodì. Si deliberò sulla proposizione. Qualche membro volle parlare contro la

guerra, ma appena fu inteso: li più sostennero la proposta e finalmente messa alle voci, alle nove della notte fu adottata alla quasi totalità. Si estese sull'istante il decreto, e dentro la notte stessa fu da una deputazione di 24 membri portato a S. M., il quale il giorno dopo lo sanzionò.

Oltre le carte di questa negoziazione, mi onoro di trasmettere le copie delle due lettere ultime del marchese di Noailles che rende conto della sua conferenza col conte di Cobentzel vice cancelliere, il discorso diretto al Re nell'Assemblea del sig. Dumourier, e l'allocuzione del Re all'Assemblea, ed in seguito l'estensione del decreto sanzionato dal Re, che contiene la dichiarazione di guerra. Su questi pezzi originali potrà V. S. formarsi un'esatta idea delle cose.

La guerra essendo già dichiarata, non si tratta più che di incominciare le ostilità, ma più questo momento fatale e forse decisivo per la quiete di tutta Europa si avvicina, più le idee si oscurano sul vero stato delle cose. Già da lungo tempo mi sono fatto dovere di prevenire VV. EE. che li faziosi di qua, che da molto tratto travagliano a strascinare la Francia in una guerra, con tutto ciò più sulli aiuti che tirerebbero dai torbidi eccitati in casa altrui che sulle forze proprie. Ora il momento è arrivato, o d'un tristo avveramento, o d'un felice disinganno. Parlano di rivolta nel paese di Liege, d'insurrezione nel Brabante, di suburnazione nei reggimenti tedeschi. Le misure prese, per le quali vogliono che le nuove arrivino prima per i corrieri loro, che per quelli spediti dagli altri, forse possono avere una relazione con questi piani. Il Manifesto che si va esaminando, composto dal sig. di Condorcet, è tutto di questo spirito filosofico di filantropia per la quale si vuol dividere la causa dei popoli da quella dei Re. Queste immaginazioni dei filosofi, e queste cabale dei faziosi, formano in gran parte le loro speranze, e non lasciano di dare delle inquietudini anche alli prudenti, specialmente se la guerra tirasse, e dèsse luogo allo svolgimento d'imprevisibili avvenimenti, ed a complicate combinazioni di passioni e d'interessi. Ma lasciando questi immaginati aiuti esterni, e volgendo l'occhio sulle forze interne non può dissimulare che le tre

armate che sono sulle frontiere sono bene un composto di circa duecento quaranta mila uomini, ma sono ben lontane da essere tre eserciti di duecento quaranta mila soldati. Molti sono guardie nazionali, che tutto al più possono guardarsi come milizie, molti sono reclute; ed è ben vero che per cinquanta mila, che si sono richieste, più di cento mila si sono offerte, cosicchè si ha una riserva di quasi cento mila reclute pronte ad ogni cenno: ma quello che è prova di buona volontà e di entusiasmo, non lo è di bravura, e molto meno di esperienza; dunque il meno numero è di soldati, e questi corrotti per la indisciplina, e poco sicuri a maneggiare per l'insubordinazione: due terzi delli ufficiali sono gente nuova, almeno nei lor reggimenti, per lo più bassi ufficiali innalzati di rango, che non hanno nè l'affezione, nè la stima del soldato. Alcuni ufficiali generali non vogliono impiego, ed alcuni di quelli che lo avevano lo dimettono. Quantunque si ponga tutta l'attività nelle spedizioni, e di carri e di bagagli, e d'ospedali, e di munizioni, e di attrezzi d'ogni genere; con tutto ciò la moltitudine porta lentezza ed a comune confessione delli ufficiali generali si potranno ben fare delle escursioni e delle parziali spedizioni, ma dentro un mese della data del decreto, ed una delle tre armate potrà entrare in campo d'esercito e tenere la campagna sul territorio nemico, e su ciò mi onorava di rimarcare al principio, che sarà una distanza fra il dichiarare, ed il fare la guerra, ed intanto le forze austriache, e con esse le prussiane, potranno aver prese delle misure di precauzione e di riunione.

Essendo il Principe reale arrivato già all'età di 7 anni, giusta lo stile solito della Corte, il Re ha nominato un governatore per sopraintendere alla sua educazione nella persona del sig. di Fleurieu, quello stesso che l'anno scorso ebbe per pochi mesi il ministero di marina. La sua nominazione partecipata dal Re all'Assemblea destò qualche leggera discussione che si sopì coll'esser rimesso al *Comité* di educazione pubblica.

Parigi, 20 aprile 1792.

N. 95.

Martedì scorso arrivò il corriere con la notizia di quanto era accaduto in Alessandria al sig. di Semonville, nuovo ministro destinato alla Corte di Torino, e questo incaricato di affari di Sardegna, sig. Della Porta, presentò al sig. Doumorier immediatamente una lunga e ragionata memoria contenente l'esposizione e la giustificazione dei fatti, non meno che le ragioni, per le quali il re di Sardegna non può avere accetta la persona del sig. di Semonville. Il ministro, dopo parlato e convenuto con il Re, fece la mattina immediata del mercoledì rapporto di tutto all'Assemblea nazionale, alla quale lesse anche la risposta, che aveva già preparata, alla Corte di Sardegna e che andava a spedire sul momento. Approvato e applaudito, giacchè questo è il tuono che in ora guadagna l'aura popolare. Non mi trattengo sulli fatti che la vicinanza dei luoghi e l'esattezza dell'abile ministro di V. S. avrà già resi nei più minuti dettagli e rapporti, ed invio la copia della lettera e delle commissioni date di qua, sì perchè spiegano lo spirito della cosa, come perchè nè sì prontamente, nè forse in copia conforme all'originale sarà facile averle di colà. Questo avvenimento, che non veggo ancor bene se sia a caso arrivato, o ad arte condotto, somministra dei nuovi appigli per l'equivoca condotta, che secondo le circostanze che saranno per presentarsi si intende tenere con la Corte di Torino. Le mire della gran cabala, quando gli avvenimenti secondassero le speranze, sono stese anche sulla Savoia, e non si è discontento di profondare e di agitare la Corte di Torino.

Il ministro intanto da questo incidente ha destramente ritratto un profitto certo per le sue viste. Già da tre giorni il Re aveva domandato all'Assemblea sei milioni per il Dipartimento delli affari forestieri, da impiegare in spese segrete senza rendimento di conto. La grandezza della somma ed il modo dell'impiego dovevano necessariamente far nascere delle forti opposizioni. Gli amici del ministro, dopo uscito questo dall'Assemblea, rimarcando l'entusiasmo di soddisfazione che

la sua condotta a lor parere ferma e dignitosa per l'onor nazionale aveva eccitato all'istante, fecero la proposizione di accordare li sei milioni al Re. L'inaspettato della proposta, la disposizione del momento, la mancanza di opponenti non preparati a parlare e non uditi fece passare il Decreto, e li sei milioni furono accordati. Non è chi non vegga l'uso, al quale se non tutti, almeno gran parte di questi danari vengono destinati in un nuovo genere di guerra, nella quale più si conta sulle insurrezioni, che sulle battaglie. Il resto di questa settimana è stato impiegato dall'Assemblea per lo più o in minuzie o in decreti relativi alla formazione di nuovi corpi o di provvedimenti per l'armata.

Non ostante la dichiarazione di guerra, il sig. di Blumendorf incaricato d'affari in Vienna, non è ancora partito, nè partirà prima di riceverne gli ordini dalla sua Corte. Il barone di Goltz, ministro di Prussia, è sulle mosse ed in aspettazione di ordini da Berlino di partire, sebbene in questo momento nè egli abbia fatto parola, nè parola sia stata fatta a lui da questo Ministero, egli però non dubita che la sua Corte non sia per agire di concerto con quella di Vienna, e quindi tiene per sicuro il suo richiamo. Già la voce è costante che 12.000 prussiani a quest'ora sieno entrati a Lovanio per rinforzare gli austriaci nel Brabante e 4000 nel paese di Liegi. Dalli movimenti, dalle armate sulle frontiere, dopo 8 giorni che la notizia della dichiarazione è arrivata colà, non si sa ancora nulla d' importante, e dentro domani con impazienza si stanno attendendo le prime nuove, giacchè la voce è sparsa che il giorno 29 era fissato per le prime operazioni, le quali dovevano essere combinate di movimenti interni per parte dei brabanzoni, e di attacchi esterni per sostenerli delle armate francesi. Le prime direzioni delle armate paiono fissate. Una colonna dell'armata del maresciallo Rochambeau si porterà sopra Mons: l'armata del sig. la Fayette verso Namur, e la prima operazione di quella del maresciallo Lackner sarà di prender possesso delle gole dei monti che vanno verso Porentrui. Le insorgenze interne che si promettono, e sulle quali tutto si conta, sono appoggiate alle parole ed alle corrispon-

denze di alcuni capi di malcontenti delle Fiandre e del paese di Liegi, che attualmente si sono ridotti a Parigi, e formano un *Comité* riunito in una casa cognita destinata alle loro regolari sessioni.

Questi si riguardano come muniti di legali poteri da tutti li partigiani dei loro paesi: vi tengono le corrispondenze, vi spediscono ordini, ed ultimamente hanno pubblicato un *Manifesto* lunghissimo, nel quale, dopo allegati tutti li aggravi fatti alli loro paesi dai rispettivi loro Principi, finiscono per richiamarli decaduti dalla sovranità, si dichiarano liberi e statuiscono un piano di Governo repubblicano. Il titolo di questo scritto è: *Manifesto* dei *Belgi* e dei *Liegesi* e finisce *Per il Comité Generale sedente a Parigi.* È ben noto a VV. EE. che un manifesto presso a poco simile fu pubblicato a Breda nella ultima insurrezione contro l'imperatore Giuseppe e servì di primo segnale, ma li partiti e li interessi sono ben cambiati da allora in poi. Gl'insurgenti d'oggi non sono più quelli di allora, anzi sono per principii contrari a quelli di allora. Appartenendo questi fatti al Governo austriaco, sono certo che Vostra Serenità li terrà con più dettagli dalla pura fonte del canale immediato, per la diligenza dell'Ecc.mo ambasciatore a Vienna; però mi limito ad osservare che li capi delli insurgenti, residenti ora qui, sono del partito detto delli Wonkisti. Le insurrezioni del 1787 furono cagionate dalli partigiani delli Stati contro quelli attacchi al Governo. Li stati appoggiavano il clero e la gran nobiltà: il Governo voleva reprimere gli abusi e abbattere il potere. In mezzo ai tumulti nacque un terzo partito che voleva l'uguaglianza e la libertà, il quale fu in seguito carezzato dal Governo per farsi d'esso forte contro gli Stati. Fu detto dei Wonkisti, da Wonck che ne fu il capo, e questo è quello che agisce in ora di concerto con la Francia e di qua è che gli Stati si sono in questi ultimi tempi pressati di unirsi al Governo, che hanno accordato al nuovo Sovrano tutti li sussidi, dopo tanto tempo disputati anche allo imperatore Leopoldo, che hanno consentito a pagare le indennità, che hanno votato trecento mila fiorini all'anno all'arciduca Carlo finchè dimorerà nei Paesi Bassi ed hanno spedito

a Vienna il marchese de la Vallette con queste graziose commissioni, solo supplicando per la conservazione dei cinque consiglieri che erano stati rimossi. Cosicchè pare che la riconciliazione tra li Stati ed il Governo debba essere intera.

Parigi, 30 aprile 1792.

N. 96.

La campagna si è poi aperta, tra li giorni 29 e 30 dello scorso, ma gli auspicii non ne sono stati felici per le armi francesi. Il piano di operazioni fissato per le tre armate era che l'armata dell'Alsazia comandata dal maresciallo Luckner incominciasse per prendere le infilate dei monti di Porentrui. Questa operazione, sebbene con qualche ritardo, fu eseguita sotto gli ordini del generale Custine, non avendo li pochi austriaci che guardavano quelle gole fatto opposizione, ed essendosi ripiegati per raggiungere la loro truppa nella Brisgovia. Il vescovo di Basilea, a cui appartiene Porentrui, ha abbandonato il paese e le truppe francesi ne hanno preso possesso per intero. L'armata sotto gli ordini del marchese de la Fayette doveva unirsi a Givet, di là marciare sopra Namur e sorprendere od attaccare quella città non forte di difese, e dopo questo appoggiarsi sulla sinistra al paese di Liegi, dove mediante le intelligenze che si coltivavano si sperava di far nascere un'insurrezione generale. Il marchese de la Fayette non ricevette che il dì 24 li ultimi ordini del Ministero. Immediatamente si pose in marcia da Metz, ordinò l'unione delle truppe ed il trasporto dell'artiglieria, si rimarca l'attività dei generali e l'ardore delle soldatesche in aver fatto in 5 giorni una marcia di 57 leghe, che ne domanda regolarmente 8. Fu il giorno 29 al campo di Givet e mentre si accingeva alle operazioni ulteriori, il riconoscimento fatto dalle truppe austriache, che erano già in Namur superiori di forza, a quanto gli era stato supposto. La notizia dell'arrivo dei prussiani in Liegi, le notizie contemporaneamente avute delli attacchi mancati

a Tournai e Mons lo hanno arrestato nella medesima posizione. Egli non aveva che un corpo di 12 mila uomini già raccolto in Givet, che si andava d'ora in ora aumentando. La sua vanguardia comandata dal signor Sourion era portata a Bouvines, villaggio entro il confine austriaco, d'onde aveva sloggiato pochi usseri che lo guardavano, con la morte di tre e la prigionia di quattro.

Le operazioni più avanzate e gli esiti più funesti furono nell'armata comandata dal maresciallo di Rochambeau. Questa armata, estesa su tutta la linea che fronteggia le Fiandre austriache, doveva formare l'attacco e prendere la città di Mons, e per distrarre l'attenzione e le forze dei nemici al tempo stesso, portare due falsi attacchi, uno sulla diritta di Tournay, l'altro sulla sinistra a Fournes. L'attacco di Tournay fu eseguito con un corpo di truppe cavate dalla numerosa guarnigione di Lilla e comandate dal maresciallo di campo Teobaldo Billon. Una parte della guarnigione di Tournay al comando del generale conte di Happoncourt marciò al loro rincontro ed appena al primo attacco avendo scoperto e fatto far fuoco a pochi pezzi d'artiglieria a mitraglia, li francesi sorpresi ed atterriti si diedero alla più disordinata fuga, incominciarono a gridare ch'erano stati traditi, nè fu più possibile arrestarli che a Lilla, dove arrivati, come il loro generale, il quale aveva mostrato tutta la bravura ed il sangue freddo possibile in tanto disordine, arrivava dietro alli ultimi, si gittarono a lui e lo massacrarono, aggiungendo al massacro l'orrore di farlo in pezzi, arrostirlo, e farne una festa. Cuè, ufficiale d'artiglieria, fu compreso nella stessa sorte. Pochi prigionieri tirolesi ed ulani furono egualmente le vittime dell'insensato furore della bassa canaglia del popolo, e li soldati furono assai vigliacchi per non difenderli. Il disordine si mise per tutta la città, e la notte sopra venuta, ed il giorno dopo bastarono appena per calmarlo. Intanto un corpo di 10.000 uomini comandato dal tenente generale duca di Biron, distaccato da Valenciennes, dove era il maresciallo di Rochambeau, marciava sopra Mons, s'era già impossessato di Quievrain, ed avanzando fino in vista del nemico, che era vantaggiosamente postato

in poca distanza da Mons, aveva incominciato alcune evoluzioni d'attacco.

Il disordine che incominciò a mettersi nella truppa sulli rumori sparsi d'un tradimento, la niuna apparenza di movimenti d'insurrezione in Mons, dalla quale sperava dell'appoggio ed una distrazione di forza del nemico, determinarono il generale ad una ritirata, la quale fu eseguita con della perdita, però senza molto disordine fino a Quievrain ed a Quievrain di ritirata si convertì in aperta fuga, e successivamente in terror panico fin dentro le mura di Valenciennes. Armi, artiglierie, tende, bagagli, tutto fu abbandonato. Invano il maresciallo di Rochambeau fu al riscontro dei fuggiaschi con due reggimenti per sostenerli e rimetterli dallo spavento. Invano furono dati gli ordini d'innalzare i ponti levatoi per impedire il loro ingresso ed il disordine nella città, tutto fu forzato, nè si tennero sicuri che dentro le mura di Valenciennes, dove arrivati, dallo spavento passarono all'ammutinamento e cominciarono a minacciare le vite dei loro ufficiali e generali. È stata più fortuna che consiglio, che fino ad ora niun grave disordine sia successo come in Lilla. Molti ufficiali, tanto generali che subalterni, domandano già la lor dimissione, e qui, risparmiando dei minuti dettagli, mi limito ad inviare le due lettere scritte dal maresciallo di Rochambeau al Re, le quali spiegano le cagioni, gli effetti, e l'andamento di tutti questi avvenimenti. Questo vecchio maresciallo, malcontento del Ministero non meno che dell'armata, avendo data la sua dimissione, è già nominato il maresciallo Lukner a rimpiazzarlo. Di tutte le operazioni componenti il piano d'aggressione rimaneva ad eseguirsi quella di Furnes, la quale, senza essere sfortunata, finì coll'essere del tutto inutile. Il maresciallo di campo sig. de Carles, partito da Dunkerque con 1500 uomini, si portò sopra Furnes, non trovando resistenza se ne impadronì, ma avendo poi ricevute le nuove di quanto era arrivato a Metz e Tournai, si rimise entro la sua guarnigione di Dunkerque. Queste nuove, portate successivamente a Parigi, non cagionarono il più leggier movimento nel popolo, bensì parvero fare un'impressione profonda nell'Assemblea.

Quando il ministro degli affari forestieri, giustificando come indirettamente la sua condotta e le commissioni segrete che aveva dato al generale Biron, accennò le sue corrispondenze per sollevare l'interno del Brabante e per subornare l'armata austriaca, questi suoi cenni furono accolti con un mormorìo assai esteso dell'Assemblea, che non bene si spiegò se fosse disapprovazione o disprezzo. Qualunque dei due sia, come l'esito presso i corpi popolari più vale che la ragione, certo è che il ministro ha molto perduto del suo ascendente ed è necessaria ancora tutta la forza del suo partito giacobino ancora assai potente per sostenerlo. Intanto sulle reiterate rappresentazioni del ministro della guerra si vanno formando delle leggi per garantire dai furori popolari li prigionieri di guerra, per assicurare la vita delli ufficiali e per dar della pronta attività sulla subordinazione dei soldati, ma si sa, che dopo la rivoluzione la Francia ha già molti volumi di leggi, e nemmeno un'intera facciata di esse che si osservi, e difficilmente si può sperare per ora che l'armata sia più docile all'obbedienza delle leggi che la Nazione. Si è rimarcato, come che l'armata, che li reggimenti detti patrioti, cioè quelli nei quali le idee del soldato erano più esaltate con li nuovi principii, così qui che li gruppi del basso e ozioso popolo, il più agitato dai discorsi e dai scritti dei giacobini, erano quelli che trovano patriottica e doverosa la condotta dei soldati nel sospettare e massacrare li loro ufficiali.

Sebbene la perdita d'uomini, in queste due più fughe che azioni, sia stata necessariamente leggera, con tutto ciò si è ordinata la leva di 40 altri battaglioni di volontari composti di 800 uomini l'uno. Non è la perdita fatta che può abbattere, ma le speranze, o svanite o di molto diminuite d'insurrezione e di appoggi esterni, che in questo momento chiamano delle altre riflessioni. Si sa che le truppe austriache marciano in forza, che le prussiane si muovono, ma non si hanno ancora riscontri positivi di quei Gabinetti dopo la dichiarazione di guerra. Il sig. di Blumendorf ed il conte di Golz sono tuttavia qui. Questo secondo ha già l'ordine di partire, quando e come partirà il primo, ed il sig. di Blumendorf non fa che

attendere di giorno in giorno li suoi dispacci di Vienna per mettersi in viaggio.

Dopo la dichiarazione di guerra fatta dalla Francia, essendo uscite nei Paesi Bassi due proclamazioni, l'una civile e l'altra militare, che contengono le viste e le misure di quel Governo, credo conveniente il sottomotterle alle sapienti cognizioni e riflessi di V. S. e VV. EE.

Parigi, li 7 maggio 1792.

N. 99.

Dopo l'incominciamento delle ostilità ed i primi infelici successi, che provano la dissoluzione dell'armata e minacciano dei mali sempre maggiori, l'attenzione alli eventi esterni, o la riflessione che precede il timore pare che tendano a calmare gli spiriti del generale e ad avvicinarli a più di ragionevolezza, o almeno che obblighi le persone più ragionevoli a mostrarsi con un poco più di fermezza e di attività in momenti di maggior pericolo. Questo effetto si fa sensibile nella Capitale non solo, ma ancora nelle provincie, fuori che quelle del mezzodì. Parigi non è stato da molto tempo più tranquillo e più calmo che in questi ultimi tempi, nelli quali le buone intenzioni della guardia nazionale non solo, ma di tutti gli onesti cittadini e del popolo stesso si spiegano con maggior forza per volere d'ordine e la tranquillità. Li faziosi, e alla lor testa li membri più clamorosi dell'Assemblea, non lasciano nulla intentato e di maneggi sordi, e di calunnie sparse per trattenere il timore e disseminare la diffidenza, la quale, tenendo li bene intenzionati disuniti tra loro per il sospetto, renderebbe il proprio partito il più forte, perchè il più unito secretamente.

Ultimamente per mezzo dei loro fogli scritti da Condorcet, da Brissot, da Carra e da altri hanno proclamato una specie di complotto sotto nome di *Comité* austriaco, che dicevano tenersi in una casa di campagna della principessa di Lamballe, a cui assistevano il sig. di Montmorin ed il sig. Ber-

trand già ministro di Stato e più altre persone, lasciando intendere che questa cabala formava una specie di Consiglio del Re e della Regina, che corrispondeva con la Corte di Vienna, e che tradiva tutti li segreti alli nemici dello Stato, imputanto a questa tutto il mal'esito delle passate operazioni militari. Il sig. Bertrand, uomo di fermo carattere, unito al conte di Montmorin, come nominativamente e pubblicamente calunniati, hanno chiamato in giudizio il libellista Carra. Questi ha deposto tenere i fatti da tre deputati dell'Assemblea, membri del *Comité* di sorveglianza. Il giudice ha citato a comparire li detti tre membri. Questi hanno accusato all'Assemblea il giudice, come d'un atto di violenza contro la inviolabilità di cui per la legge sono coperti li membri del Corpo legislativo. Il giudice comparso all'Assemblea ha giustificato colla costituzione alla mano ad evidenza la sua procedura legale contro le tre persone, che nella divulgazione dei pretesi segreti per mezzo d'una gazzetta avevano agito non come membri del Corpo, ma come particolari responsabili ai tribunali delle loro azioni private, secondo la chiara spiegazione della legge. Per due sessioni, di sabato notte e di ieri mattina, fu l'Assemblea agitata di discorsi, di grida, di clamori, ed infine, essendo partiti o cacciati una parte dei più deboli, fu il giudice decretato d'accusazione davanti l'Alta Corte di Orleans. Intanto il Re ha fatto spedir l'ordine all'accusator pubblico di perseguire davanti i tribunali li promulgatori di questo supposto *Comité* austriaco, e ne ha fatto dar parte all'Assemblea, chiedendo che sieno esaminati e posti in chiaro li argomenti di accusa che si dicono portati al *Comité* di sorveglianza sulla sua esistenza. L'attenzione è sospesa su questo affare, che attacca dall'una parte i personaggi li più eminenti, e dall'altra li emissari del partito li più facinorosi, e che quindi per l'urto può portare le più serie conseguenze. Li maneggi delli faziosi in questi momenti, che possono minacciare una crisi vicina, non si restringono a Parigi solo, ma tendono ad agitare fortemente la Francia nelle provincie del mezzodì. Da qualche tempo ho di consiglio ommesso di occupare V. S. delli avvenimenti che andavano arrivando in quelle Provincie, come non

connessi in allora con il quadro politico del momento, ma in adesso, che si avvicina l'epoca della quale occuperanno un gran posto nella catastrofe della presente rivoluzione, non posso più dilazionare a prevenire VV. EE. d'un piano da lungo tempo formato su quelle provincie, che ha dato nascimento, ed ora sempre più fomenta quanto va in esse arrivando. Fino dalli principii dell'Assemblea costituente, il partito nel tempo il più fazioso non si tenne mai tanto sicuro della superiorità, che non temesse un rovescio e non pensasse a procurarsi in caso di disfatta almeno temporaneamente un asilo. Nelle calde provincie del mezzodì le teste furono le prime a infervorarsi sulli novelli principii di libertà. Mirabeau aveva un grande ascendente sulli suoi comprovinciali. Il partito protestante, detto Ugonotto, era numeroso in Nimes e Montpellier, quasi dominante nelle Cevennes, e li capi giansenisti, dopo levata la maschera con cui coprono ne' paesi cattolici per l'uniformità dei principii, si unirono a questi e si trovarono più numerosi e forti in quelle parti che altrove. Da tutto questo si concluse che quella parte del Regno era quella nella quale in un sinistro di avvenimenti si potesse trovare più di appoggio e di asilo. Addottato un tal piano si riflettè che Avignone ed il contado vicino non solo, ma rinserrato in mezzo al paese, potrebbe divenire un centro di forze, quando si riempisse di truppe o francesi o forestieri, capaci a tagliar tutti li fili e discioglier le comunicazioni. Dunque si concluse ad incorporare Avignone ed il contado alla Francia, ed invece dei mezzi soliti, inviando delle truppe di linea, si preferirono li modi di cabala e di devastazione, mandando delle truppe di avventurieri e di briganti, perchè non si intendeva solo di conquistare, ma d'interamente mutare tutto il paese, per averlo composto di gente o abbattuta o addotta ai proprii principii. Di qua viene la spiegazione di tutti gli avvenimenti successi. Jourdan alla testa di tutti li facinorosi dei dintorni riempì quella misera città ed il paese di massacri — fu arrestato per dare un'apparenza di soddisfazione, più all'umanità che alla legge. La presente Assemblea dichiarò l'amnistia con un cavillo tra delitti relativi alla rivoluzione e non relativi, cercò

di mascherare al popolo l'infamia d'una tal legge, ed intanto le guardie nazionali di Nimes misero Jourdan ed i suoi complici in libertà. Le guardie di Marsiglia, ingrossate di tutti li malviventi della città, si misero in campagna come se fossero un'esercito legale con un grosso treno d'artiglieria levato dalla città, disarmarono il reggimento svizzero d'Ernest, perchè la sua condotta ferma e la sua disciplina incutevano loro timore, rovinarono la città d'Arles, non perchè fosse aristocratica, ma perchè non era del tutto nei loro principii, e sopra tutto contraria alli Ugonotti, minacciarono per la stessa ragione Mendes. Il generale conte di Wittgenstein, uomo d'alta nascita in Germania, di fermi principii, di ottima condotta militare, veduto che colle disposizioni date e coll'opinione di sè prendeva in quelle Provincie un'ascendente capace a ricondur l'ordine, fu tosto richiamato. Per continuare presso il popolo imbecille una farsa di apparente giustizia, si è rilasciato l'ordine di nuovo di arrestare Jourdan ed i suoi complici, ma Jourdan rientrato in Avignone vi comanda e vi spiega il titolo di generale. Il paese è corso e ricorso e devastato sotto pretesto di sicurezza da bande di guardie nazionali e di facinorosi sotto nome di volontari, tutti tratti dai paesi dove il partito Ugonotto domina; le truppe di linea sono poche, le più già corrotte e guadagnate e sopra tutto disperse. Gli armamenti ordinati dal re di Sardegna su quella frontiera, sopra tutto dalla parte del Varo, parevano domandare una riunione di truppe per difesa di quel confine, ma per evitare una formazione d'armata, che non si vuole colà, si è affettato di fare subito all'Assemblea un rapporto assicurante delle intenzioni niente ostili, e solo difensive del re di Sardegna, mentre che mesi fa il solo invio di pochi cannoni a Montmelian in Savoia si rappresentava come una quasi dichiarazione di guerra.

Parigi, 21 maggio 1792.

N. 100.

La Nota ministeriale della Corte di Vienna dello scorso dicembre, nominando li giacobini, e con ciò innalzandoli alla dignità di un nimico quasi degno di lei, diede a questa società, composta di fanatici, ingrossata dai sciocchi, e condotta dai faziosi, un ascendente di credito sulla opinione popolare, che non avrebbe avuto mai. In ora l'abuso da questi faziosi fatto del loro credito, e gli sforzi violenti di ogni genere, da essi messi in opera per strascinare la Nazione ad adottare la loro causa fino a dichiarare la guerra alla Corte di Vienna, gli ha per una necessaria reazione spossati, abbattuti, e quasi interamente perduti di credito nell'opinione popolare. Una volta sfogato il primo ingresso d'un movimento d'entusiasmo colla dichiarazione della guerra, gli spiriti sono divenuti più calmi ad esaminare le conseguenze. La lentezza delli apparecchi ha fatto meglio conoscere la mancanza, o la pochezza dei mezzi. Se i primi tentativi infelici hanno provata la mala condizione, composizione, o disorganizzazione delle armate, alla immaginazione è successa la riflessione, e se folli e lusinghevoli speranze hanno dato luogo a dei giusti, e ragionati timori, si sa dal popolo, che li giacobini sono quelli, che hanno determinato la guerra; quindi tutti li mali, che di essa già si veggono, e li più, che si presentano, non possono imputarsi che a loro. Di qua il discredito e l'avversione, in cui di giorno in giorno va cadendo la società. Li capi faziosi, che di essa si valgono e la guidano, ben sentono tutto questo, e vorrebbero rilevarsi. A questo oggetto due mezzi hanno immaginato: l'uno di tenere il popolo in continuo allarme di pericoli e di esplosioni interne, che lo distragga dalli oggetti delle frontiere; il secondo di torcere tutta l'odiosità dei sinistri avvenimenti, o arrivato, o probabile, ad arrischiare sopra la Corte, o sopra un partito adetto alla Corte, e disegnato sotto il nome di *Comité* austriaco. Nel riverente mio numero 99 mi sono onorato di esporre a Vostra Signoria quanto fino allora era arrivato, dalle misure prese dal signor Bertrand, già ministro

del Re medesimo, per dilucidare questo affare tenebroso, e per isventare questa macchina con cui si agitano le menti popolari. Li capi del partito, potenti nell'Assemblea colla violenza della sortazione distolsero il colpo, e di aggrediti si dichiararono aggressori, promettendo una denunciazione del *Comité* austriaco, ed una formale accusa dei capi che lo componevano. Infatti martedì il sig. Gensonnet, e dietro a lui il sig. Brissot, portarono con due lunghi discorsi l'affare all'Assemblea, concludendo a un decreto d'accusazione contro il conte di Montmorin, presso l'Alta Corte nazionale d'Orleans, ed un processo in esame della condotta del sig. Bertrand nel suo ministero. Li due discorsi non furono che due lunghe e vaghe declamazioni — si promisero delle prove, ma niuna se ne portò, e perfino li più pervenuti trovarono una tale debolezza nelli assunti, e vanità nei ragionamenti, che si formò anzi nel comune una prevenzione del contrario di quanto s'intendeva confermare. L'Assemblea pertanto decretò, che li due discorsi sarebbero stampati, e con essi le carte citate, e che se ne sarebbe ripartita una copia per ognuno dei suoi membri, e due giorni dopo la distribuzione sarebbe ripreso l'affare. Niuna persona reale è stata fino ad ora nominata in questa discussione. Quantunque il conte di Montmorin sia il principale attaccato, ognuno vede, che alle prove addotte non ha egli nulla a temere dalla ragione e dalla giustizia, e fino ad affare finito, nessuno può essere sicuro della preponderanza della cabala nell'Assemblea attuale.

L'altro mezzo di cui si fa uso per tenere il popolo in continua agitazione, è quello di far spargere, e di accreditare falsi timori, o di congiure di aristocratici riuniti in forza a Parigi, ora di nuova partenza del Re dalla Capitale. Il Maire di Parigi sig. Petion, ed il Procuratore generale sig. Manuel, che coprono le due prime magistrature della città, come intimamente legati d'interessi, e di viste colla fazione, non mancano di dare a tali rumori tutto il peso dell'autorità, mostrando di crederli, e di prendere le più attente cautele, con che stancano la vigilanza delle guardie nazionali, e fomentano ed ac-

crescono le inquietudini popolari. Per tranquillare il popolo, e per isvelare questa ipocrita macchinazione collo scoprirla, il Re ha diretto alla Municipalità una lettera, che fu tosto fissata in tutti li luoghi pubblici della città, la quale, non quanto per già che riguarda Parigi, ma per il tuono affermativo, con cui spiega le sue intenzioni nelle presenti circostanze, credo non immeritevole di passare sotto gli sguardi di Vostra. Signoria e di Vostre Eccellenze. Intanto le operazioni delle armate sulle frontiere stanno languendo, un attacco di non grave importanza è stato arrivato tra Bouvine e Philippheville, tra un corpo di austriaci e l'avanguardia dell'armata del marchese la Fayette, comandata dal sig. Gouvion. Forse Vostra Signoria avrà per altro canale la relazione, come è stata pubblicata dalli generali austriaci, nella quale so, che da Bruxelles si parla di duecento uomini ai francesi uccisi, di moltissimi feriti e prigioni, e di tutte le tende, ed il bagaglio preso con tre pezzi di cannone. Io invio la relazione come è stata letta all'Assemblea nazionale, segnata dal marchese stesso di La Fayette. Così l'occhio imparziale di Vostre Eccellenze potrà meglio discernere il diverso modo di vedere e di rappresentare le cose.

Parigi, 28 maggio 1792.

N. 101.

La sessione permanente dell'Assemblea, la quale mi sono onorato di accennare e di spiegare nell'ultimo rispettoso mio numero, ha durato per quattro interi giorni. Il motivo che l'ha determinata, e che era del tutto oscuro nel suo principio, è stato un gravissimo terrore d'una presentanea esplosione meditata contro l'Assemblea medesima, il risultato importante è stato lo scioglimento di tutta la nuova guardia del Re. Dopo una settimana di discorsi e pubblici nell'Assemblea e privati in tutti li circoli, dopo le indagini le più minute, una persona onesta ed imparziale non sa ancora decidersi ad un giu-

dizio. Pare che non possa prudentemente dubitarsi che qualche cosa di reale era, tramato, ma quale fosse il modo di esecuzione, quale l'oggetto non può ancora asseverarsi senza imprudenza. Per determinare la sessione permanente si fece correre tra li deputati da voce a voce il pericolo frangente nel quale trovavasi l'Assemblea, così si evitarono le pubbliche denunzie e le dispute ed ogni deputato, malgrado l'amor proprio che a notte avanzata lo invitava al riposo, atterrito e svegliato dalla paura votò per la permanenza. Dalli discorsi fatti, dalle carte lette, dalle deposizioni raccolte, risultò in oscuro l'esistenza di alcune intelligenze e di disposizioni già prese, ma nulla più. Sia però prudenza o malizia di non voler fare pubblico il di più, si diede alla cosa un aspetto forse più artificiale che reale, si lasciò travedere che la trama era di levare per forza il Re e trasportarlo fuori di Parigi e forse fuori del Regno, che la nuova guardia del corpo era nell'intelligenza, e quindi tutti li colpi s'indirizzarono contro questa guardia, si accusò come illegalmente organizzata nella sua composizione contro li decreti e come corrotta nel suo spirito tutto aristocratico, si produssero discorsi scritti e fatti li quali provarono ciò, di che piun dubitava, cioè che una gran parte d'ufficiali e soldati, che la componevano, erano più attaccati al Re che all'Assemblea, e molti di quei giovani gentiluomini assai imprudenti per non misurare le loro parole e coprire li loro sentimenti. Dopo ciò, senza articolare di più, si fece il decreto di cassare questa guardia e ricomporne una nuova e di mettere in accusazione davanti l'Alta Corte d'Orleans il duca di Brissac, capitano della guardia. Questo decreto tutto che contrario alla costituzione, la quale certamente non concede niuna autorità all'Assemblea sulla guardia del Re, ciò non ostante fu per ordine espresso del Re medesimo posto immediatamente in esecuzione. La guardia passò la mattina stessa con armi e bagagli alla scuola militare, scortata da alcuni distaccamenti di guardie nazionali per difenderla dagl'insulti del popolo, il quale era per altro ben accorso in gran folla ed armato, ma rimase poi, come per curiosità ad uno spettacolo, non come per mal animo ad un insulto. Il duca di Brissac fu il giorno

stesso trasportato ad Orleans. Fatto ciò si passarono gli altri giorni e notti in una quantità di discussioni e li decreti non però relativi a questo affare. Si è fatta la proposta di un piano d'inquisizione da stabilirsi nel *Comité* di sorveglianza, organizzandolo d'altra maniera e con altra autorità che ora non ha, abilitandolo a tenere un'immediata corrispondenza con tutti li dipartimenti e distretti, dando a questi una corrispondente facoltà per inquirire, arrestare e condannare dentro certi limiti. Questo progetto è stato aggiornato e non si dubita che riprodotto in tempo, con qualche limitazione passerà. Dopo ciò la sessione permanente è finita, lasciando le cose nell'oscurità, gli spiriti nella diffidenza, gli animi di più in più nell'amarezza e nel rancore.

Mentre in Parigi tutto passa in timori e discorsi, alle armate tutto consiste in disposizioni e preparativi. Pare certo che dal Ministero si vanno reiterando alli generali ordini di agire e tentar qualche colpo prima che le armate austriache ingrossino di più, ma è altresì vero che li generali si ricusano ad esporre sè al disonore, e le armate al macello, prima d'essere ben provveduti di tutte le armi e munizioni necessarie ad assicurare un'impresa; intanto, in mancanza di notizie vere ed interessanti, dalli gazzettieri e dalli oziosi se ne vanno fabbricando di piccole e lusinghiere per il popolo, le quali, sebbene false, forse circoleranno ancora su i fogli forestieri. Il duca d'Orleans è partito con il terzo suo figlio per Valenciennes, così il padre con li tre figli sono all'armata del Nord, comandata in ora tutta da amici di questa Casa, all'eccezione dell'indifferente e forestiere maresciallo Luckner. È corsa voce che il sig. Dumourier stesso dovesse in questi ultimi giorni portarsi colà per visitare un momento in persona quelle truppe, ed abboccarsi col maresciallo, ma attaccato qui con dei sordi maneggi e con dei sospetti seminati all'Assemblea contro lui, la necessità della difesa lo ha impedito dall'abbandonare nemmeno per ora Parigi.

Parigi, 4 giugno 1792.

N. 102.

Sopra una requisizione del signor Servan, attuale ministro della guerra, è stato proposto e dopo molti e caldi dibattimenti è stato formato un decreto per il quale l'Assemblea ordina la leva d'un corpo di 20.000 uomini, come di riserva, li quali saranno in proporzione della popolazione levati da tutti li 83 dipartimenti del Regno. Sopra cinque uno sarà di cavalleria, e quindi tutta l'armata sarà composta di 16.000 fanti e 4000 cavalli, saranno immediatamente raccolti, equipaggiati ed armati e si metteranno all'istante in marcia per essere a Parigi per li 14 luglio, dove formeranno una come ripetizione della famosa festa della federazione, celebrata due anni fa, e serviranno di maggior guardia alla Capitale e di rinforzo alle armate in caso di rovescio.

La semplice apparenza di questo decreto e tutte le ragioni di circostanza e di prudenza, con le quali si è cercato di palliarlo e di coonestarlo, non hanno bastato a coprirne la malizia, se non agli occhi, o d'un partito corrotto, o del popolaccio ignorante. Cosi la Corte è nel più grande abbattimento, tutti li buoni e ragionevoli nella maggior apprensione, la guardia nazionale in un attivo commovimento, il quale, in proporzione che aumentano li discorsi e li lumi, diviene maggiore e più esteso. Ad intelligenza però delle cagioni di tutto questo, mi è necessario di rivocare l'attenzione di VV. EE. a quanto mi sono onorato di avanzarle nel rispettoso mio dispaccio. Sopra le cagioni dei movimenti nelle provincie meridionali, sopra la condotta tenuta dalli faziosi nella presa e ripresa d'Avignone, l'occupazione d'Arles, l'armata marsigliese, il disarmo del reggimento d'Ernest, il massacro di Nimes, e li motivi e li oggetti segreti che il partito aveva avuto di assicurare con questa condotta oscura e crudele la dipendenza di quelle provincie, avanzandomi nello stesso numero a prevenire V. S. che non tarderebbero molto queste nozioni a rendersi necessarie alla intelligenza di quanto andrebbe ad arrivare. Ora, seguendo le traccie della stessa perfida cabala, il

momento è arrivato, nel quale dopo aver preparato a loro potere quelle provincie, per divenire il sicuro loro asilo in mezzo al partito protestante e giansenistico, amalganato con un numero assai forte di esaltati patrioti, giudicano della loro sicurezza il rifugiarsi tra quello. Contemplano la preponderanza delle forze, che si muovono contro loro, conoscono la debolezza delle loro armate, non contano sopra le buone disposizioni delli ufficii che le comandano, e di giorno in giorno più veggono la fluttuazione delle opinioni in Parigi, e la temperatura dei principii che guadagnano le menti della Capitale. Dunque per attendere più sicuramente gli avvenimenti, o almeno per dilazionare e rendere meno precipitosa la caduta, conviene mettersi dentro un trinceramento e circondarsi di partigiani determinati e di amici. Pensano che la Loire possa essere il loro trinceramento, e in caso d'essere colà inseguiti si porteranno dietro alla Geronne, ed incalzati di più, rimontando il corso di questa, sempre difesi si metteranno nella bassa Linguadoca e nelle montagne delle Cevenne, che sono state da due secoli la fortezza degli Ugonotti, così avranno tempo almeno a capitolare. La prima sicurezza la ripetono dai luoghi, ma ne vorrebbero una seconda di più e questa sarebbe l'avere il Re con loro, il quale loro servirebbe e di ostaggio contro li nemici e di centro di opinione e di autorità, presso il popolo. Una volta conosciuto questo piano, discende naturalmente la spiegazione delle intenzioni segrete del decreto. Qualunque sia la serie delli avvenimenti che vanno ad accadere, calcolano bene che, al momento che l'Assemblea decretasse il trasporto delle sue sessioni a Tours, che si denota come il primo punto di marcia sulla riva sinistra della Loire, quando essa fosse per partire e con essa il Re, la città di Parigi e la guardia nazionale vi si opporrebbero e qualunque movimento si dessero, li devoti loro giacobini e le picche dei sobborghi non sarebbero che dei clamori contro la guardia nazionale e la buona cittadinanza armata e determinata. Pertanto facendo venire a Parigi un'armata di ventimila uomini, i quali a loro intenzione, e secondo le misure che vorrebbero prendere, sarebbero ventimila giacobini ben determinati, pren-

dendo la guardia nazionale in mezzo tra le picche e li faziosi del loro partito che hanno già nella Capitale, e quest'armata nuova o la intimidirebbero a non opporre resistenza, o con un colpo di mano riuscirebbero a levare il Re, e chiudendosi in mezzo a questo corpo armato si trasporterebbero con sicurezza ovunque volessero.

Questo piano ordito nell'intrigo e coperto sotto il più denso velo del segreto, non potè però a meno di non traspirare, giacchè tutto segreto deve traspirare in un paese, dove sono tante donne di Stato, quanti uomini, e dove il tradimento tra senatori e senatrici dipende da un incidente di galeria e passa per un disgusto di opinioni. In questa occasione ciò che si sapeva e si ragionava da pochi, incominciò a divulgarsi di più. Ancorchè molti, trovando ciò non conforme alle loro idee, non lo credano, incominciano però a formare dei sospetti. La guardia nazionale, se anche il progetto fosse falso, si riguarda per disonorata, mentre l'Assemblea mostra non fidarsi della sua lealtà e della sua bravura, se poi il progetto fosse vero, si vede minacciata e messa in pericolo. Li clamori e le grida dell'Assemblea contro la calunnia sbalordiscono il popolaccio ignorante, ma non dissipano le ombre nemmeno del mediocre basso popolo. Gli agenti della cabala hanno sommosso dei miserabili di alcune sessioni, che sono come quartieri della città, e ringraziata l'Assemblea del decreto preso per la loro sicurezza, ma ieri la guardia nazionale ha presentato una petizione nella quale domanda all'Assemblea di rivocarlo. Questa petizione fu al principio della mattina portata all'Assemblea da alquanti individui della guardia stessa, li quali furono ricevuti con incuranza e rimandati con disprezzo. Due ore dopo fu la stessa petizione riportata da altri, munita da 8000 segnature. Al numero 8000 fu fatto quell'onore che si era negato alla petizione e li mandatari del numero 8000 furono ammessi alli onori della sessione, fu rimessa la petizione ai *Comité* riuniti di legislazione e di sorveglianza, ed immediatamente si disciolse l'Assemblea. In mezzo a questa importanza di interessi e fluttuazione di opinioni, il Re ha sospeso di dare fino ad ora la sanzione al decreto, e quando mai l'opinione

decisa della quasi totalità delle guardie nazionali si fissasse ad essere contraria, pare certamente che il Re negherà la sanzione.

Parigi, 11 giugno 1792.

N. 103.

Il Re tuttavia rimane fermo nel negare la sanzione al decreto che ordina l'unione in Parigi dei 20.000 uomini di guardie nazionali dei dipartimenti. Non le ragioni, che si adducono, ma le intenzioni segrete che mi sono onorato d'indicare a V. S. nel passato mio numero, delle quali non può a meno che S. M. non abbia e cognizioni e prove, sono quelle che lo confermano nella sua risoluzione. In mezzo alla lotta di opinioni e di maneggi, qualunque sia per esserne l'esito, la sola dilazione a poco a poco fa l'effetto d'una assoluta negativa. Arrivati già in oggi al giorno 18 giugno, si rende impossibile la riunione di questa armata rammassata da tutti li cantoni della Francia per il giorno 14 luglio, e difficile anche per li primi agosto. Quando le forze germaniche saranno riunite o saranno già entrate entro le frontiere, ognuno prevede che un nuovo ordine di cose precipiterà una serie di nuovi avvenimenti che in ora non si possono tutti ben calcolare. Li cambiamenti o, come qui dicono, emendamenti successivamente fatti al decreto dopo la prima proposizione, ne alterano in parte la natura e lo rendono meno pericoloso per la maggiore difficoltà apposta di far cadere la scelta in ogni dipartimento tutto sopra i giacobini. Il partito non lascia nulla intentato per sommuovere il popolo ed intimidire il Re.

Siccome tre dei ministri erano strettamente colligati con il partito e si enunziavano con calde opinioni per la sanzione del decreto, il Re, sul consiglio del sig. Dumourier, è venuto in dimetterli dal Ministero. Li tre dimessi furono il ministro della guerra sig. Servant, primo quale senza legale facoltà e senza saputa del Re aveva il primo fatto all'Assemblea la pro-

posta di convocare il campo a Parigi, secondo, il ministro degli affari interni sig. Roland de la Platière, il quale con una lettera diretta al Re, piena d'insidiosa malignità non meno che di arditezza, aveva appoggiato quella misura del suo collega e domandava la sanzione del decreto, il terzo, il ministro delle contribuzioni sig. Clavière, non meno attaccato al partito che gli altri e sospettato per equivoche speculazioni sull'impiego dei sei milioni accordati ad uso segreto del ministero degli affari esterni. Questa dimissione fatta pubblica mise in furore il Club dei giacobini e la fazione dominante dell'Assemblea. Tutte le minaccie aperte e tutte le macchine occulte si diressero contro il sig. Dumourier, riguardato in allora non solo come sospetto, ma come traditore. Questi però il giorno stesso, primo della esplosione, in mezzo alla più calda fermentazione si presentò all'Assemblea e con un tuono calmo e risoluto fece loro la più nera pittura dello stato delle armate e delle frontiere, mancanti le prime di ordine nella disciplina, di completo nelle truppe, e del necessario nelle provisioni e nelli attrezzi, sguarnite le seconde di fortificazioni e di magazzini, accusando quindi li rapporti assicuranti fatti all'Assemblea dal ministro della guerra, come falsi, e la sua amministrazione o come ignorante o come infedele. Una tale fermezza di condotta, unita alla sua riputazione già stabilita di estremo ardire non che di coraggio, per un poco loro ne impose. Passarono due giorni in discorsi e quasi in misurarsi l'un l'altro; ma probabilmente vedendo il sig. Dumourier che dopo tutto, con le misure che la fazione prendeva, non gli sarebbe possibile l'evitare una violenza arbitraria, che lo invierebbe ad Orleans, ieri diede egli pure la sua dimissione e con lui la diede il sig. Duranton ministro della giustizia, il quale ritiene però ancora il portafoglio finchè gli sia dato un successore. Cosi tutto il Ministero detto e creduto giacobino ha finito d'esistere. Li nuovi ministri nominati dal Re che lo rimpiazzano, fino ad ora noti, sono il marchese di Chambonas per gli affari forestieri, il sig. de la Jarre per la guerra, il signor di Montciel per gli affari interni. Pare non ancora fissata una determinazione su quelli della giustizia e delle contribuzioni.

In questo stato di cose posso ben dire a VV. EE. d'aver già consegnato al signor Dumourier al solito la copia, e passato alle mani di S. M. la ducale inviatami, ma è inutile che aggiunga che cambiato in ora il sig. Dumourier, divengono del tutto nulle le misure che aveva con lui combinate, e delle quali mi aveva anche giovedì prossimo ripetuto l'assicurazione intorno alla scelta da fare di persona di gradimento di V. S. e di VV. EE. per codesta ambasciata, la quale si conserverebbe nel suo intero. Io non conosco personalmente il sig. marchese di Chambonas, so che è un uomo di molta nascita, di ardenti spiriti, di irrequieta ambizione, che lo ha trasportato al più clamoroso giacobinismo, il quale giacobinismo ha reciprocamente trasportato lui ad essere Maire di Sens, comandante delle guardie nazionali ed in ora ministro. Egli è molto legato di consigli con il già cardinale di Lomenie, arcivescovo di Sens, li quali non so quanto gli possano essere opportuni nei tempi presenti. Io avvicinandolo non mancherò al mio dovere di esplorare li suoi sentimenti, e di non perdere di vista gl'interessi e li desiderii di VV. EE.

Parigi, 18 giugno 1792.

N. 104.

Fino dalla dimissione dei tre primi ministri giacobini Servan, Roland e Clavier, la fazione dominante dell'Assemblea e del Club si sentì attaccata nell'onore della dominazione e nell'interesse delli oggetti che contemplava e diede le mostre del più violento movimento. In quella occasione fecero pubblicare la lettera del ministro Roland al Re piena di ardite domande e d'indecenti minaccie, a questa lettera si contrapposе dall'altro partito la pubblicazione d'una lettera del dipartimento al ministro stesso Roland, nella quale viene denunciato il Club dei giacobini, come il centro e l'officina di tutti li disordini, e se ne domanda la dissoluzione. Questa lettera fu in seguito appoggiata da un'altra lettera scritta dal mar-

chese de la Fayette all'Assemblea, calcata presso a poco sulli stessi principii contro la fazione giacobina. A questa lettera la fazione oppose delle petizioni che faceva giornalmente portare all'Assemblea, ora d'una ora d'altra sessione di Parigi o di Municipalità del Regno, che chiedevano l'esecuzione dei due decreti, l'uno contro i preti, l'altro per la formazione del campo di 20.000 uomini sotto Parigi e sopra tutto due offerte, l'una diretta al sig. Petion Maire dei Club d'Anjou, nella quale si offrivano le legioni angiovine a marciare al soccorso dei patriotti di Parigi, l'altra dell'armata marsigliese, la quale esponeva all'Assemblea d'esser pronta con le forze del mezzodì a venire per sostenere la Costituzione e conservare l'ordine nella Capitale. Della autenticità di queste due ultime carte si può assai dubitare, e si possono credere per ora come cannoni di legno messi per la mostra in batteria. Intanto però che l'attacco e la difesa andava in iscritti, discorsi e minaccie, si pensò a fare nella Capitale un colpo il quale potesse forse portare una decisione. Il Re aveva già formato per intero il nuovo Ministero, ed il martedì aveva inviato all'Assemblea il *Veto* sopra li due decreti dei preti e dei 20.000 uomini. Egli s'era deciso, conveniva decidersi. Da molti giorni già la voce era pubblica, che per il giorno 20 ci sarebbe un attruppamento di popolo armato dei due sobborghi, Sant'Antonio e S. Marcello, il quale si porterebbe a fare una petizione all'Assemblea ed al Re in favore dei due decreti, ed a chiedere che si rimettessero i ministri dimessi. Il Dipartimento ne aveva prevenuto la Municipalità, ed aveva pubblicato un'ordine contro tutta la riunione di popolo armato e sulla certezza che se ne aveva la sera antecedente, si era dato l'ordine alla guardia nazionale d'essere il giorno dopo tutta pronta sulle armi. Infatti la mattina del mercoledì, sulle 7 della mattina, tutto il palazzo delle Tuillerie fu munito di doppia guardia. Sulle 10 si seppe, che la gente armata si disponeva dai sobborghi a marciare e si battè la generale. Tutti li battaglioni si portarono con li loro cannoni verso le Tuillerie. La cavalleria della gendarmeria nazionale si squadronò sulle tre piazze che circondano quel recinto, la piazza del Caurosel, la piazza Vendome

e la piazza di Luigi XV. Intanto la truppa dei sobborghi già era in marcia. Il Procuratore sindaco del Dipartimento signor Roederer si portò all'Assemblea e con un energico discorso espose quanto arrivava, chiedendo delle misure forti per sostenere l'autorità delle leggi, e sopra tutto per chiedere che questa deputazione armata di popolo non fosse ammessa. Questo discorso eccitò dei dibattimenti, la fazione potente in quel corpo deliberante con cavilli e con rumori ritardò una decisione, ed intanto la truppa era già alla porta dell'Assemblea, allora la paura precipitò la decisione che volevano e la truppa fu ammessa. L'oratore della deputazione chiedendo li due decreti e delle misure di sicurezza per il Regno, dopo che tutta l'armata incominciò a sfilare per la sala. Chi aumenta il numero, li fa montare a forse 20.000 persone, il probabile è che non oltrepassassero di dodici in 15.000. La voce popolare che sempre ama l'esagerazione li proclamava per 50 a 60.000. La truppa era composta di uomini, donne e ragazzi con in mano e sulle spalle delle picche di tutte forme, delli spiedi, dei bastoni con in cima qualche trista lama di coltello mal attaccata con una fune, pochi fucili, fuori che quelli di alquante guardie nazionali che erano incorporate con loro, alcune sciabole e spade, tiravano al loro séguito otto pezzi di cannoni, e che appartenevano alle guardie nazionali della loro comitiva. Incominciarono a sfilare nella sala dell'Assemblea alle una ed un quarto e finirono di passare alle 3 3/4. Uscendo dall'Assemblea per una porta all'estremità opposta a quella che entravano, passavano per il giardino delle Tuillerie e traversandolo per il largo, sortivano per una porta che mette al Ponte Reale. Fino alle 4 tutto questo non era stato che una farsa e le fisonomie di questo popolaccio niente animate, ma o indifferenti o ridenti come d'una truppa che va ad una farsa popolare, la enunciarono come tale. Sulle 4 la processione per la sala era finita, niuno aveva neppur dimandato d'entrare in palazzo guardati da numerosa guardia e difesi con più pezzi di cannone montati ad ogni ingresso.

Quando arrivò cosa che rimarrà forse sempre annebbiata della stessa oscurità che copre ancora alcuni dettagli della

giornata del 6 ottobre 1789 e dell'arrestazione dell'anno scorso a questa stessa epoca. Il fatto fu che tutto in un istante la truppa si lasciò entrare nella piazza detta del Carousel, si aprì la gran griglia che mette nella corte di Palazzo e questo popolo armato entrò in folla a palazzo, niuna resistenza fu opposta, si portarono verso l'appartamento del Re, il quale diede immediatamente l'ordine che si aprissero tutte le porte. Fortunatamente un'ora innanzi, su alcune voci riportategli, aveva fatto ringraziare tutti li gentiluomini e servitori fedeli che si erano portati a fargli la Corte. Per non essere stretto dalla folla si ritirò sopra un gradino in un cantonale di una finestra e mostrò di riceverli con l'aria la più tranquilla ed affabile. La voce più probabile che fino ad ora corre è che due municipali con indosso la loro sciarpa si presentarono alla guardia nazionale che difendeva la gran griglia e che domandarono che fosse lasciato passare il popolo, e la guardia obbedì all'ordine dei due municipali. Se ciò è non fecero che dividere fra molti l'infamia del tradimento, e tutto certo era preparato e combinato tra gli amici della fazione. Di tutto questo in ora si forma processo per ordine del Dipartimento, non meno che dell'Assemblea, ma è più probabile che per adesso, anzi che rischiarare, si oscurerà più la cosa e se cadranno vittime non cadranno che dissegnate. Intanto il popolo armato, accresciuto dalla folla immensa di tutti li curiosi che si trovavano nel giardino o nei contorni, s'era già reso padrone di tutto il palazzo. La Regina aveva abbandonato il suo appartamento e s'era col Delfino ritirata in una stanza vicina a quella dove era il Re. Il Re cantonato presso la finestra con al suo lato madama Elisabetta, che accorsa non volle mai staccarsi da lui, avendo al fianco due granatieri, più basso al gradino su cui era montato il vecchio ed imbecille comandante della guardia nazionale, signor de Romainvillers, e un poco innanzi 4 o 6 granatieri che sostenevano il popolo affollato da non pressarlo. Stava ascoltando quanto da lui chiedevano. Le petizioni erano grida incondite ed urli di tutta la parte, chi gridava li due decreti, chi diceva, che non volevano più *Veto*, chi domandava li loro ministri patrioti, ed

in mezzo a questo delle donne danzavano dicendo che erano contente perchè tenevano il Re, ed altri cantavano l'aria *ça ira,* uno pose sopra una picca una berretta rossa con attaccata la coccorda nazionale e la presentò al Re. Il Re la prese e se la pose sopra la testa, indi volgendosi contro uno specchio si pose a sorridere della figura che in quell'attitudine rappresentava. Intanto alcuni deputati giacobini accorsero, si avvicinarono al Re ed incominciarono ad arringare il poplo, il quale nè li intendeva in mezzo al rumore, nè voleva intenderli. Sopravvenne il Maire sig. Pethion con indosso le insegne della carica, fu un poco ascoltato senza produrne grande effetto, alcuni però, forse più per stanchezza che per persuasione, incominciarono ad andarsene. Intanto l'Assemblea che si era riunita inviò tosto una Deputazione di 24 membri per mettersi vicino al Re. Il Re dopo che a stento erano arrivati, li ringraziò e loro disse che per la sua sicurezza era inutile che si prendessero pensiero, giacche egli era persuaso d'essere sicuro in mezzo al suo popolo. Intanto il popolo sulle 8 ore essendo già in gran parte partito, il Re si mosse per ritirarsi nella stanza vicina con una nuova deputazione sopravvenuta dell'Assemblea e dicendo taluno che questa incursione aveva posto loro timore, il Re rispose: *a me no, giacchè chi ha la coscienza pura non ha mai timore,* ed afferrando la mano del granatiere che era alla porta se la pose sul cuore dicendo: *sentite che questo non batte.*

La Regina per lungo tempo fu occultata nella stanza in cui erasi ritirata, nè persona chiedeva di lei: essendo però il popolo, e singolarmente le donne ed i ragazzi sparsi per curiosità in ogni angolo, un a caso la fece scoprire e molte persone si portarono ancora a lei. Essa era con qualche dama e Madama reale sua primogenita ed il Delfino. Questo piccolo Principe era montato sopra un tavolino con attaccata sopra il petto la coccarda nazionale ed alla mano una berretta rossa offertagli da uno del popolo. La folla non fu mai grande in questa stanza come in quella del Re. In mezzo a molte domande, ingiurie, lamenti e grida, alquante donne finirono per voler baciare la mano alla Regina, la quale con molta dignità

loro la porse, guardando d'un'aria serena chi voleva o impedirle o dissuaderle. Dopo cinque ore di questa scena, infine la notte che sopravvenne disciolse tutto ed alle nove il palazzo fu senza che arrivasse il minore accidente nè alle persone reali, nè ad altri chi che sia. Nel primo furore dell'ingresso avevano fatto montare tutte le scale ad un cannone con la più meravigliosa celerità, che avevano già fracassato tre porte e portate via due serrature. Pretendesi che sia successo qualche furto, ma di leggerissima importanza.

L'Assemblea fece le mostre del più grande interesse: ieri ha fatto un nuovo decreto contro le unioni armate, ed ha ordinato ricerche e processi. La guardia nazionale, cioè la parte di essa che è stata tradita, è nel maggior furore del disonore che da questo fatto risulta su tutto il corpo. Il Re con il suo contegno fermo e tranquillo, pieno di bontà insieme e di coraggio, ha infinitamente guadagnato sulle menti popolari. Ieri ricevette al solito tutto il Corpo diplomatico, ed ognuno di noi rimarcò che la sua fisonomia non portava il segno del minore alteramento. Il risultato di questo avvenimento, che certamente ha cagionato una forte impressione nella Capitale, e a quanto pare maggiore sarà per cagionarne nelle Provincie, darà materia allo svolgimento di avvenimenti venturi, e per parte mia all'esercizio dell'ossequioso mio zelo nel procurare di riconoscerli e sottometterli alla pronta cognizione di Vostra Serenità e di VV. EE.

L'armata del maresciallo Luckner ha già preso Ipres e Courtray. La guarnigione di questa seconda piazza era di 800 in 1000 uomini, con tutto ciò la difesa fu poco o nulla, ed i tedeschi si sono ritirati con leggerissima perdita. La nuova arrivata in mezzo alli avvenimenti interni, appena ha dato materia a parlarvene.

Parigi, 22 giugno 1792.

N. 105.

Come la tranquillità nel pericolo ed il coraggio mostrato dal Re nella giornata dei 20, ha molto contribuito a rilevare l'idea del suo carattere in tutte le menti non corrotte di tutti li partiti, così la sua fermezza nel resistere alla sanzione dei due decreti e alla rivocazione dei ministri, anzichè acquetare ha di più in più irritato la turbolenta fazione eccitatrice di tutti questi disordini. La intenzione dei faziosi, a quanto pare, era non tanto di attentare alla vita del Re, quanto di avvilirlo e di abbatterlo, e mediante questo di ridurlo a cedere in tutto alle dispotiche loro volontà, ma la condotta sostenuta dal Monarca e in seguito appoggiata dal nuovo Ministero, li ha sconcertati, ma non però vinti. Dall'una e dall'altra parte si travaglia in adesso con la più grande attività. Il Dipartimento che appoggia il Re ed il Ministero, ed ha con lui quasi tutto il Corpo giudiciario, tanto dei tribunali quanto dei giudici di pace, si dà alle più esatte ricerchè per raccogliere deposizioni, far formare processi onde scoprire le trame che hanno cagionata l'esplosione del giorno 20. Al contrario li giacobini e la deputazione della Gironda, che sono li deputati di Bordeaux, la quale è alla testa del partito fazioso nell'Assemblea, sono unitamente al Maire ed una gran parte della Municipalità nel più attivo movimento, non solo per impedire lo scoprimento delle secrete molle delle loro macchinazioni, ma di più per ordirne di nuove, e per rinvenire alla carica con forze meglio combinate e maggiori. Dall'una e dall'altra parte in questi quattro giorni, oltre li fogli dell'uno e dell'altro partito che servono ad agitare ed a rinforzare le opinioni si sono pubblicati e a nome del Re e a nome dell'Assemblea e a nome del Dipartimento e a quello della Municipalità diversi ordini e proclami. Tutti tendono ad inculcare la tranquillità e la subordinazione, ma li segreti fini sono ben diversi e l'ipocrisia del linguaggio in quelli della Municipalità e dell'Assemblea non impone che al basso popolo e alle menti ignoranti.

Siccome uno dei pretesti allo scontento popolare era la negativa data dal Re alla formazione del campo dei 20.000 uomini per la sicurezza della Capitale, per isventare anche questa chimerica apprensione popolare, il Re ha fatto proporre dal nuovo ministro della guerra la formazione d'un'armata di rinforzo che sarebbe composta di 42 battaglioni di 800 uomini l'uno di volontari levati mezzo battaglione ogni dipartimento, che in tutto sarebbe un esercito di 33.600 uomini, il quale sarebbe campato tra Parigi e la frontiera a Soissons a portata di trasferirsi sulla frontiera e ripiegarsi sulla Capitale secondo l'urgenza. Quelli stessi che declamarono in favore del primo decreto fecero delle opposizioni a questo secondo che è stato rimesso all'esame del *Comité* militare. Imprudenza di più che scopre le ree loro intenzioni nel progetto del primo loro campo in Parigi. La vigilanza del dipartimento ha scoperto che avevano inviato delli emissarii per tutti li villaggi e Municipalità vicine di Parigi per sommuovere li paesani e farli entrare armati nella Capitale, per ingrossare il loro popolo, ma non trovarono nelli abitanti della campagna disposizioni assai favorevoli al loro progetto, e poco ha costato alle legali autorità per isventare questo tentativo. Con tutto ciò la giornata di oggi era indicata per un nuovo attacco, del quale fu prima svelato il piano al Dipartimento ed avverato poi dentro ieri con li più esatti riscontri. Pertanto ieri sulla sera essendo stato comunicato dal direttorio del Dipartimento al Re, si tenne uno straordinario consiglio, al quale furono anche chiamati li uffiziali generali, che comandano le guardie nazionali e le truppe di linea, che sono in Parigi, consistenti queste in tre reggimenti, un reggimento delle guardie svizzere, e 900 uomini di cavalleria della gendarmeria nazionale. Esaminato il piano d'attacco che era stato comunicato si formò e si adottò un piano di difesa, che fu quello del general Wittenkoff, che è il comandante dei tre reggimenti.

Il piano d'attacco contava sopra 30.000 uomini di rivoltosi, li quali sarebbero comandati da due ufficiali del partito del corpo del genio e l'altro d'artiglieria. La prima loro opera-

zione doveva farsi entro la notte, attaccando l'arsenale che appunto resta alla fine del sobborgo S. Antonio per munirsi là di polvere e cartocci e per prendervi 1500 fucili che sono stati messi in deposito, appartenenti alla soppressa guardia del corpo, di là con 15 cannoni, dei quali erano già in possesso, avanzare verso il palazzo delle Tuillerie, e per difesa della loro fronte in questa marcia avevano proposto di arrestare per la strada e per le botteghe tutte le donne e fanciulli che incontrerebbero e metterli nelle prime linee dinanzi a loro, contando che alla guardia nazionale non reggerebbe il cuore di fare fuoco sopra queste innocenti creature e forse loro parenti, interessando così a proteggere il loro delitto l'umanità ed il sangue.

Il piano di difesa concertato è stato di spedire tosto quattro battaglioni con tutto il rispettivo loro cannone alla difesa dell'Arsenale e poi di rinforzare tutti li posti, segnatamente il ponte reale e ponte nuovo per tagliare la comunicazione con l'altra parte della città. Dalla porta S. Martino fino alla Maddalena munire di soldati e cannoni tutte le alture dei bullevardi e prendere gli ingressi della strada S. Onorato, per portare così le prime difese su una linea lontana, indi munire tutti li ingressi della piazza del Carrossel e formare le difese ultime a palazzo.

Addottato appena questo piano furono sulle 8 della notte fatti tosto marciare li quattro battaglioni all'Arsenale e si stette in preparativo ed in attenzione del tutto. Il Re uscito dal Consiglio tranquillamente disse: che credeva che attese le precauzioni che si prendevano, nulla arriverebbe, che per altro, se mai cosa arrivasse e se superassero i primi posti, in allora era determinato a condurre la sua famiglia e consegnarla all'Assemblea nazionale ed egli mettersi a cavallo ed alla testa delle persone bene intenzionate che vorrebbero seguirlo e colla sua guardia svizzera andare ad attaccarli in persona. Se si considera la qualità della gente miserabile, indisciplinata, vigliacca, se le loro armi che consistono in pertiche con punte di ferro, alcune lancie mal costrutte e peggio aguzzate, soli 2000 in circa fucili e 3000, se anche avessero

presi quelli dell'arsenale, una tale armata, ancorchè di 30.000 uomini, può eccitare disprezzo, ma non timore, in confronto di 40.000 tra guardie nazionali e truppe, certo più agguerrite che loro, e tutte eccellentemente armate con un'artiglieria di cento quindici cannoni, ma la divisione dei partiti e delle opinioni che in questi momenti coonesta quasi il tradimento, poteva far tutto temere.

Mentre il Re teneva consiglio, la Regina teneva gioco all'ordinario delle domeniche. Tutto il Corpo diplomatico non mancò di assistere, nè la mattina alla Corte che fu straordinariamente numerosa, nè la sera al gioco di S. M. e potè assicurarsi della somma tranquillità esterna di questi Sovrani. Il giorno stesso il Re a cavallo e la Regina nella sua carrozza avevano assistito nei Campi Elisi alla rivista di alcuni battaglioni della sesta legione della guardia nazionale. Il piccolo Delfino era iu uniforme della guardia. Questo tratto di coraggio, di più, di esporsi in mezzo al popolo in faccia della guardia, può avere pure contribuito ad intimidire li primi e ad animare i secondi. L'avvenimento infatti fino ad ora ha comprovato la opinione del Re, che dentro il giorno d'oggi nulla arriverebbe, e due ore dopo mezzodì sono stati dati li ordini per far rientrare le truppe, riservandosi ad altra occasione che non sarà forse tarda.

Li dipartimenti della Sambre e della Somme che compongono la già provincia di Piccardia, avuta appena la notizia di quanto era arrivato il giorno 20, hanno scritto direttamente al Re attestando il profondo loro dolore, il loro attaccamento alla persona sacra di S. M. e richiedendo non più che li suoi ordini per mettersi tosto in marcia con 40 battaglioni di guardie nazionali dei loro distretti e portarsi a Parigi. Vi è tutta apparenza che simili offerte verranno ancor d'altre parti. Intanto è certo che la fazione fa essa pure sfilare a Parigi a pelotoni dei loro birbanti che vengono di Provenza e Linguadoca. Questi movimenti interni assorbono talmente l'attenzione tutta e li discorsi, che appena si parla di guerra come se non esistesse, e tanto più che ragionevolmente si pensa che fino all'arrivo delle grandi armate sulla

frontiera ed il loro ingresso nel Regno, il che non sarà prima d'agosto e forse in settembre. Qualunque cosa arrivi è quasi indifferente allo snodamento di questo grandissimo affare.

L'armata del maresciallo Luckner è accampata sotto Menin, e 7000 uomini della vanguardia e della riserva sotto il comando, il primo del marchese di Valenza, ed il secondo del generale Jarrì sono in Courtray, nè si crede che siano per passare più oltre, trovando troppo pericoloso da passare la Lis e serrarsi tra la Lis e la Schelda. Intanto nella inazione questi due generali hanno creduto bene di battersi ed il marchese di Valenza è stato ferito, ma leggermente, al braccio. Il marchese de la Fayette da Maubenge si è portato a Tenières, villaggio sotto Bovai, ed è in faccia al nemico che è sotto Mons. Le partite volanti dei due campi si fucilano di tratto in tratto. La fazione giacobina qui teme più li suoi movimenti politici, che non confida sopra le sue operazioni militari. Non può negarsi che il suo cammino non sia tortuoso. Intanto venerdì si doveva all'Assemblea fare il rapporto sopra la sua lettera, ma si è preferito il silenzio e la tergiversazione.

Parigi, 26 giugno 1792.

N. 106.

Intanto che il Dipartimento titubа e teme, la Municipalità ardisce e lo sfida, l'Assemblea copre colla dissimulazione i delinquenti e li protegge, la guardia nazionale si irrita e si divide, li buoni ma paurosi cittadini gemono, li più coraggiosi segnano delle petizioni, li tristi e facinorosi gridano, vilipendono, minacciano, il Club dei giacobini attaccato nella sua esistenza, e sempre più ardito nelle sue speranze, accumula tutti li mezzi di difesa insieme e di estrema difesa. Tutto d'un tratto fu enunciato mercoledì in Parigi l'arrivo del marchese de la Fayette. Giovedì mattina egli stesso diede parte con una lettera al presidente dell'Assemblea della sua venuta, chiedendo insieme la permissione di presentarsi alla barra.

Dopo la lettera che aveva scritto, ognuno vidde in questo passo d'un generale che abbandona di suo solo movimento e senza nè licenza nè avviso la sua armata, e viene in persona a spiegare i suoi sentimenti all'Assemblea, una dichiarazione manifesta ed una minaccia. Le speranze si animarono in un partito, li timori si accrebbero nell'altro, la sospensione tenne per tutta quella mattina gli animi in attenzione su quanto arriverebbe. S'incominciò nell'Assemblea a dibattere se dovesse o no essere ammesso, ma la voglia d'intenderlo, non meno che la difficoltà di ricusarlo prevalse. Introdotto all'Assemblea tra gli applausi d'una parte della sala, ed il mormorio dell'altra fece un discorso, del quale la somma fu, che sull'agitazione cagionata nella sua armata dalle cose arrivate a Parigi il giorno 20, egli per prevenire dei movimenti e dei reclami illegali che li differenti corpi andavano formando, e per portare solo i sensi e li desiderii di tutti si era determinato a venire all'Assembléa ed a nome dell'armata e suo chiedeva tre cose, primo, che gli estigatori e capi delle violenze commesse il giorno 20 alle Tuillerie sieno perseguitati e puniti come rei d'alto tradimento; secondo, che sia distrutta una setta che invade la sovranità nazionale, tiranneggia li cittadini, e nei pubblici suoi discorsi lascia vedere l'atrocità delle mire di quelli che la dirigono; terzo, che sieno dall'Assemblea prese delle misure efficaci per far rispettare le autorità legali, singolarmente quelle dell'Assemblea stessa e del Re. Terminato il suo discorso ed invitato ad assistere alla sessione, fu egli stesso testimonio delle violenti declamazioni che si levarono contro la sua condotta, difesa questa dai suoi partigiani e sopratutto sostenuta dalla sua stessa presenza, si venne a tanto mediante un appello nominale di far accettare dall'Assemblea la sua domanda e rimetterla per farne rapporto al *Comité* dei Dodici. Ciò è quanto dire che si accordò a lui dopo molta discussione, ciò che senza fare parola non si nega quasi a nissun individuo. Fu dal Re e si trattenne con S. M. a solo quasi un quarto d'ora. Una gran parte della guardia nazionale gli testimoniò il suo antico attaccamento, il basso popolo il suo disprezzo e quasi il suo odio. Dopo tre giorni d'inutile di-

mora, se ne partì la sera del venerdì per l'armata, lasciando un'altra lettera al presidente, nella quale come si lagna di non avere ancora sortito alcun effetto della sua petizione. La sua partenza nelle menti deboli e fluttuanti cagionò il contrario effetto del suo animo, cioè di abbattere nelli uni le mal concepite speranze e di rianimare nelli altri li mal contratti timori. Molti però d'ambi i partiti contando sulla sua tenuità e fragilezza del suo carattere non avevano dato nè nelle une nè nelli altri. Il passo fatto si crede più consigliato, che suo, ed il dipartimento di Parigi, che non ha il coraggio di abbattere, potrebbe con introdurre molti personaggi in campo intimidire, ma dopo tre anni di prova è ormai giunto il tempo che li fatti soli e non li discorsi possono cagionare dei cambiamenti. Dietro all'esempio del generale la Fayette, il maresciallo Luckner ha egli pure scritto o segnato una lettera presso a poco nelli stessi sentimenti, facendo egli pure parlare la sua armata. Se le armate avessero realmente quello spirito e quella disciplina che li generali loro attribuiscono, il loro silenzio sarebbe più eloquente per atterrire e la fazione e l'Assemblea che le loro parole. Con assai più veracità di sentimento hanno scritto molti Dipartimenti e al Re ed all'Assemblea, penetrati dei veri interessi del loro paese, compresi di non finto attaccamento alla persona del Re, animati d'un ragionevole sdegno contro l'anarchia e le fazioni. ma per infievolire presso l'Assemblea ed il popolo queste giuste ed energiche rappresentazioni, si fanno dalli faziosi comparire all'Assemblea in contrapposto delle petizioni o di Dipartimenti della loro lega, o di società, o di unioni di particolari, e così si confondono e si equilibrano le opinioni del popolaccio e dei sciocchi. Si attende dal Dipartimento di Parigi infine una qualche risoluzione, dopo li immensi processi fino ad ora raccolti. Essa sarà certo tarda per le disposizioni delli spiriti che di giorno in giorno si vanno illanguidendo, ma forse potrà ancora essere utile se sarà dignitosa e forte.

Intanto la fazione protegge ed avanza il suo progetto di far venire delle truppe o sieno dei briganti armati a sua disposizione a Parigi. Li giacobini di Brest, sotto il nome pacifico

di cittadini di Brest, hanno già dato l'avviso che un corpo di essi andava a mettersi in marcia per la Capitale. Il dipartimento dell'Alta Garonna residente in Tolosa scrive all'Assemblea in atto di scusa della troppa precipitazione che avevano posto nell'ordinare l'esecuzione del decreto dei 20.000 uomini e della confederazione prima di sapere la sospensione posta dal Re, ed avvisa che due battaglioni dei suoi volontari sono già in marcia e prega perchè sieno accolti nella Capitale. L'armata di Marsiglia di 12 in 15 mila uomini è essa pure in cammino, e ieri si è saputo che per fornire alle spese d'una sì lunga marcia, il Club di Marsiglia con alla testa il Maire, che è uno di loro, si era portato alla Camera di commercio e si era impadronito della cassa, la quale non conteneva in vero per il momento che 120 mila franchi, ma si erano con ciò impossessati del diritto di esigere gli introiti che giornalmente vanno arrivando. La marcia di questo corpo è lunghissima, contandosi quasi 200 leghe di cammino da Marsiglia a qua per Lione e niuno dubita che se non rincontra impedimenti per via e fa tanto di pervenire a Parigi, ingrossandosi per la strada di tutti li fanatici e malcontenti arriverà a noi forte almeno di 40 in 50.000 uomini, così è possibile il caso che, invece di 20.000 uomini, abbiano tra non molte settimane nella Capitale da 80 a 100.000 di questi banditi detti soldati della patria. Il Re su queste notizie ha preso una prima misura per impedirle ed arrestarle ed ha fatto scrivere dal ministro dell'interiore in suo nome una circolare nella quale riappellando le notizie che ha di gente che si attruppa e si mette in marcia verso Parigi sotto pretesti falsi e maliziosamente disseminati, ingiunge a tutti li corpi amministrativi di valersi della forza per dissipare tali uomini ed impedirne il loro avanzamento. In queste critiche circostanze non può molto contarsi nè sulla obbedienza, nè sulla forza, e saranno forse necessarii altri mezzi, o converrà vedere un primo urto e correre il sangue nella Capitale, giacchè in fine l'azzardo e non i consigli conducono in ora gli avvenimenti.

La vanguardia del marchese de la Fayette nel tempo della sua assenza è stata attaccata, e si è ben difesa, ma al suo arrivo il generale ha dato l'ordine di ripiegare e si è riportato col campo sotto Maubege. Forse questo movimento è stato in correlazione all'altro fatto del maresciallo Luckner, il quale ha ritirato le sue forze da Courtrai, lasciando insieme Ypres e Menin e si è rimesso nel campo della Maddalena sotto Lilla. In queste occasioni hanno avuto luogo dei piccoli attacchi e delle fucilate con perdita reciproca e reciprocamente alterata. Il partito incomincia già a gridare al tradimento, ma la necessità comanda e non tradisce e le forze austriache che aumentano non lasciano più speranze ad invasioni.

Parigi, 2 luglio 1792.

N. 107.

Nella opposizione delle viste e nella contrarietà dei principii, contuttociò l'uno e l'altro partito, cioè il fazioso, ossia Giacobino, ed il costituzionale detto Fogliante, il primo estremamente nemico, il secondo di giorno in giorno per necessità d'appoggio attaccato al Re ed al Ministero, guidati quasi da un simile istinto, più che da ragione, vanno battendo li medesimi passi. Quanto più un momento di crisi si avanza, ambedue temono, ambedue diffidano delle forze proprie, e si esagerano quelle dei loro avversarii, ambedue si limitano più a sventare le misure nimiche, che a prenderne di proprie loro. Sulla notizia che già miliaia di truppe di fuorusciti, anzi che di guardie nazionali, si mettevano in movimento nelle provincie meridionali e nella Bretagna per venire a Parigi, il Re aveva fatto inviare ai Dipartimenti un'ordine per arrestare li attruppamenti ed impedire li passaggi. Questa misura sconcertava le viste del partito fazioso, non potendo abbatterla, pensarono ad illuderla, e l'Assemblea fece un decreto, per il quale si permise indistintamente a qualunque volontario della guardia nazionale di portarsi a Parigi per il dì della confe-

derazione, che sarà il giorno 14 fino il giorno 18 e poi trasferirsi ai nuovi campi che si formeranno. L'effetto di questo decreto era bene di togliere le barriere che si volevano opporre alla venuta dei loro confederati del mezzodì, ma apriva insieme la porta all'ingresso di quanti altri volessero venire in arme dai Dipartimenti del Nord. La città di Parigi si vidde esposta a divenire un campo di battaglia, il Dipartimento ne tremò, ma le continue lettere e petizioni che giornalmente e in gran copia arrivano dai diversi Dipartimenti e Municipalità del Regno, tanto al Re, che all'Assemblea, le quali altamente spiegavano li loro sentimenti d'indegnazione su quanto era arrivato il dì 20, e la loro avversione contro il partito fazioso, li rinforzi che in conseguenza sperarono avere da questi Dipartimenti e le notizie che molti distretti non ostante il decreto non volevano lasciare passaggio a truppa numerosa ed indisciplinata di vagabondi sul loro territorio, li animò e diede sempre più coraggio al Dipartimento a proceder oltre nei processi che già formava e nelle misure che meditava contro li capi faziosi del giorno 20. Venerdì scorso il Consiglio generale del Dipartimento pubblicò un articolo per il quale sospende il sig. Pethion maire ed il sig. Manuel procuratore della comunità e li rimette ai Tribunali per essere giudicati, ed ordina all'accusator pubblico di proseguire in giustizia altre persone indicate per le ragioni che V. S. potrà rilevare dall'atto stesso che mi onoro di trasmettere.

Intanto il partito fazioso, sostenuto ancora dalla speranza di poter avere forze bastanti per dare la legge, aveva fatto passare nell'Assemblea un altro decreto per disorganizzare la guardia nazionale di Parigi, al qual fine aveva decretato la destituzione di tutto lo stato maggiore di detta guardia. Lo stato maggiore è composto di 18 ufficiali, che sono, come li generali in capo comandanti tutto il corpo, il quale senza essi rimane diviso in semplici battaglioni, senza avere più unità. Il decreto stesso stabilisce un nuovo modo di elezione, diverso dall'usato fino ad ora e per il quale il partito si lusinga di poter avere più d'influenza nella elezione, dovendosi questa praticare in un modo più popolare. La guardia nazionale, per

la più parte del buon partito, sente tutto questo, ed è oltrechè irritata, guardinga di evitare li lacci che le vengono tesi per incepparla. Fatto questo, alcuni oratori prodotti innanzi come truppe leggiere, avevano già incominciato a prendere la tribuna e ad empirla di vaghi clamori contro il Re ed il Ministero, parlando di tradimenti segreti, di concerti con li nemici, di anarchia voluta e di congiure protette, concludendo a che conveniva a misure straordinarie convenienti allo straordinario pericolo in che si trovava lo Stato. Il primo oratore sig. Vergniaux, dopo un'ingegnosa e maliziosa ipotesi, in cui spiegava come il Re colla costituzione alla mano poteva tradire e mettere in ischiavitù la Nazione, fece vedere l'insufficienza della costituzione a salvarli. Il secondo il vescovo di Bourges il dì dopo calò anche più la visiera ed accusando direttamente o il Re o il suo Consiglio, apertamente concluse: che, non bastando la costituzione, conveniva ricorrere alla sola legge, che è la suprema nei casi di necessità, secondo l'antico detto, che la salvezza del popolo è la legge suprema, ed in occasione di questo discorso si parlò appena di volo per la prima volta del progetto di trasportare l'Assemblea ed il Re in luogo più sicuro, in alcuna delle provincie del mezzodì, sul poco favore con che fu accolta questa opinione, il terzo che fu il sig. Condorcet, introdusse una cavillosa distinzione tra li poteri formati dalla costituzione, e quelli formati colla costituzione, è sempre un potere perchè rappresenta il Sovrano. Dal che concludeva che nei casi in cui la costituzione manca e li altri poteri o si crollano o si eclissano, l'Assemblea può interpretare lo spirito della costituzione come conviene al caso per il ben generale. Questo parlare non era che per allucinar gl'ignoranti e far credere che ogni violazione della legge non era che un'interpretazione della legge e quindi per più tortuoso cammino venire a stabilire lo stesso principio del vescovo di Bourges che l'Assemblea poteva fare quanto voleva.

Mentre però si andavano preparando con insidiosi discorsi le vie ai meditati progetti, continuamente si venivano diminuendo li mezzi della forza che infine sono li più validi per

eseguirli. Le disposizioni contrarie dei diversi Dipartimenti si manifestarono, quello di Parigi prendeva più animo, e le nuove delle provincie portavano che non potevano arrivare che poche truppe dal mezzodì e che molte più potrebbero per li 14 arrivare dalla parte del Nord. L'armata del maresciallo Luckner aveva abbandonato Courtrai ed una lettera di detto maresciallo esponeva le ragioni, per le quali aveva adottato un tutto nuovo piano fondate sulla vanità delle promesse di insurrezione nel Brabante, sul numero superiore di truppe che di dì in dì si andava accrescendo contro lui in Tournay, sulla certezza che già li prussiani e li austriaci arrivavano in forza sulle rive del Reno e sulla Mosella, e quindi sulla necessità di rimettere l'armata del marchese de la Fayette nella sua prima posizione per coprire Metz, Montmedì e tutta la Lorena, dal che veniva il bisogno di ritirarsi egli pure nel campo di Famaro, dietro le linee di Maubouge, per coprire la Fiandra francese. Li effetti di questa lettera fu tanto più profondo, quanto che non solo si vedeva il mal esito delle prime sognate operazioni, ma si vedevano con questa ritirata avvicinare di più le armate alla Capitale e, dopo la lettera e la venuta a Parigi del marchese de la Fayette, non si ama dal partito più che la vicinanza d'un nemico.

In questa posizione di cose si pensa a volger corso ed a sostituire alla forza un inganno. Sabato mattina l'abate Lamourette vescovo di Lione si presentò alla tribuna, dicendo che in fine li mali della Francia radicalmente si riducevano ad un solo, il quale era la dissensione che dominava sopratutto nell'Assemblea, che, questo tolto, ogn'altro disordine si ricomporrebbe coll'unione. Due partiti dominano, dei quali il primo imputava al secondo di tendere a voler rimettere la nobiltà e stabilire due camere, ed il secondo al primo di voler convertire la Monarchia in Repubblica, che non avevano che ad abiurare e la Repubblica e le due Camere, a giurare la sola costituzione e sacrificar le nimicizie private al bene pubblico, ed una volta stabilita la concordia tra li rappresentanti del popolo, da essi dimanerebbe nella Nazione, la quale, quando

fosse unita di cuore e di forza, si renderebbe invincibile a tutti gli esterni nemici. Su questo dire tutti li deputati si levarono alzando la mano e gridando che abiuravano la Repubblica e la doppia Camera, indi confusamente sortendo dai loro banchi corsero dall'uno e dall'altro lato ad abbracciarsi, e tutto fu confusione, tenerezza ed applausi. Decretarono all'istante d'inviare una deputazione di 24 membri al Re per fargli parte d'un sì fausto avvenimento. L'ottimo Monarca, credendo il meglio accolta la deputazione, disse di volersi rendere in persona all'Assemblea per partecipare egli pure ad un sì interessante momento. Venne all'Assemblea, fu accolto con le solite formalità e con le più esagerate dimostrazioni di giubilo, fece un breve discorso esprimendo la sensibilità del suo animo per una cosa che formava il colmo de' suoi desiderii. Gli fu risposto in sensi analoghi dal presidente e fu ricondotto a palazzo non solo dalla Deputazione, ma da un grande numero di deputati che lo seguirono. La notizia al momento sparsa per la città di questa improvvisa conciliazione rallegrò i creduli, non fece che leggerissima impressione nel popolo, e chiamò a gravi riflessi le persone più veggenti. Non può mettersi in dubbio la mala fede dei faziosi, e li scritti del loro partito posteriormente usciti, da ieri e da oggi ne danno la sicurezza a chi pur volesse dichiarare. Il loro oggetto in questa farsa è ancora oscuro, molti se ne congetturano, tutti maligni, ed alcuno di essi sarà. Intanto ciò che può inferirsi è che ora temono e che si trovano ingannati nei calcoli che avevano formato sulla forza aperta da usare per condurre a fine li loro piani. Pare egualmente che il giorno 14 sarà tranquillo, ma non può dissimularsi chi conosce li ripieghi dei scellerati, che quanto minora il pericolo della violenza, tanto cresce quello d'un tradimento, e che nelle fazioni civili, chi non può essere vincitore, talora diviene assassino. Il Re si è già spontaneamente con una lettera diretta all'Assemblea spiegato di essere disposto ad assistere con essa alla cerimonia della confederazione, non è però nulla ancora fissato su questo punto.

Avendo ufficialmente ricevuto dal ministro degli affari forestieri, sig. marchese di Chambonas, una doppia copia della

dichiarazione fatta dal Re alle Potenze sulle vertenze della attuale guerra, mi fo dovere d'inviarla a V. S.

Parigi, 9 luglio 1792.

N. 108.

Onorandomi di riscontrare la ossequiata ducale dei 30 giugno, nella quale V. S. e VV. EE. hanno la clemenza di farmi comunicazione a mio lume del promemoria presentato dalla Corte di Toscana, appoggiato con altro della Corte di Vienna, e della risposta ad ambedue fatta dalla pubblica sapienza, non meno che dalle notizie avanzate dal ministro residente in Napoli, mi faccio lecito di umiliare a V. S. un mio dubbio, ed è che le notizie della Corte di Tolone non sieno, se si parla del presente, alquanto amplificate, e che le intenzioni del marchese de la Fayette nel proporre l'amnistia per li Paesi Bassi non sieno state dalla Corte di Napoli interpretate con un raffinamento al di là delle naturali viste di questo generale. Già per principio, nel continuo cambiamento di Ministero, le viste di un mese non sono nè possono avere quelle d'un altro. A Tolone sono stati mesi fa dati delli ordini, dei quali le cose posteriormente arrivate e le insurrezioni in Tolone stesso hanno poi reso l'esecuzione impossibile. In ora si vorrebbe alle poche forze esistenti in quel porto aggiungere una sola nave da linea e due fregate, e so che si stenta a trovare li operai nei cantieri per allestirle e li marinai per equipaggiarle. Ho seguito d'appresso la marina sul Mediterraneo e, risparmiando dei minuziosi dettagli, credo poter assicurare VV. EE. che quanto alla marina reale li pericoli in ora sono nulli, lasciando qualche disperato armatore o pirata di quei cantoni. Quanto alle intenzioni del marchese de la Fayette sentono più la semplicità dell'offerta che la finezza della vista. Le forze della Francia non bastano a difendere la frontiera. Il marchese lo sente, e l'esperienza farà vedere che il marchese ha ragione, coll'amnistia delle Fiandre egli intendeva di raccorciare la linea di

frontiera da difendere per poter colle forze riunite sopra minori punti accrescere la sua difesa. Grazie.

Parigi, 16 luglio 1792.

N. 109.

La comica rappresentazione del riconciliamento tra li due partiti nell'Assemblea non è stata di lunga durata, il sipario fu tosto tolto, ed il sig. Brissot non levò, ma stracciò la tela con un violento discorso, nel quale, dopo avere stabilito che l'unione delli animi non doveva portare l'identità delle opinioni, quando si trattava della salute pubblica, fece un esteso e ben nero quadro dei mali che la Francia soffriva e dei più di cui era minacciata. Indagò di questi mali le cagioni ed i rimedi e trovò le cagioni di tutti i mali nella condotta dei Ministri e del Re, cosicchè ne venne tutto naturalmente che trovasse i rimedi nell'accusa e nella destituzione dei ministri e nella restrizione dell'autorità reale. Pertanto propose a decretare: 1° che attese le calamità da cui era travagliata e minacciata la Francia si decretasse solennemente che la Patria era in pericolo, 2° che si dichiarasse che li ministri del Re non avevano la confidenza della Nazione e si procedesse a decretarli di accusa, 3° che si instituisse una commissione di 7 membri dell'Assemblea, la quale dovesse esaminare la condotta del Re dopo la rivoluzione, e secondo il testo non solo, ma lo spirito della costituzione dovesse riferirsi se il Re aveva incorso niuno dei casi nei quali è proclamata la destituzione o l'abdicazione della Corona. Per allora nulla fu decretato, ma bensì riferito a deliberare in alta sessione; il giorno dopo li ministri, già parendo loro di vedersi alle porte delle carceri d'Orleans, diedero tutti concordemente le loro dimissioni e le nunciarono all'Assemblea, prima anche di fare un rapporto, ciascuno del proprio Dipartimento, come era stato loro dall'Assemblea domandato. Il rapporto fatto a nome del signor marchese di Cambonas, e letto da un membro del *Comité* di-

plomatico, per essere il detto marchese ammalato, contempla tutte le Potenze d'Europa nelle immediate loro relazioni in queste circostanze colla Francia. Mi fo dovere di trasmettere a V. S. ed a VV. EE. questa carta ministeriale, come fu letta all'Assemblea per intero, parendomi come necessario che Vostre Eccellenze sappiano quanto in essa con apposito articolo dice della Repubblica, così interessante che sia egualmente a cognizione quanto espone su tutte le altre Potenze d'Europa, e tanto più che questa stessa carta può fornire dei lumi a ben apprezzare le vaghe voci che da persone o timide o esagerate si sono fatte correre sulli pericoli di alcune parti d'Italia. Partiti li ministri passò il decreto che si dichiarerebbe che la Patria era in pericolo. Il presidente enunciò questa nuova e terribile formula e si stabilì che s'invierebbe per tutto il Regno ed all'armata, accompagnata con proclami, dei quali nella stessa sessione si lesse e si approvò l'estesa. Prima di divenire a questo passo, al quale l'Assemblea ha attaccato la più grande importanza e il quale molti non cessano di riguardare colla più grande indifferenza, aveva già essa formato un decreto in più articoli, col quale si ordinano le cose che devono dai differenti o corpi o individui farsi quando è proclamato che la patria è in pericolo, le quali si riducono ad una continua vigilanza dei magistrati e ad una preparazione di tutte le persone abili a portar le armi, cosa presso a poco solita a farsi in tutti li paesi dove non si dicono, e che probabilmente dove tanto se ne parla non si faranno. Questa proclamazione della patria in pericolo è stata pubblicata per la città con molta solennità ed affissa in tutti li pubblici luoghi, senza però cagionare altra emozione nel popolo di Parigi che quella della curiosità.

Intanto che il partito prendeva queste che a lui parevano misure di pubblica, e più di particolare sua sicurezza, non dimenticava niuno delli intrighi della cabala per sottrarre il maire Petion e gli altri complici delli avvenimenti del 20 giugno della petizione di cui erano minacciati. Il Dipartimento aveva già pubblicato il suo arresto, per il quale sospendeva il maire ed il procurator sindaco delle loro cariche e li sot-

tometteva ai tribunali, ordinando il processo contro tutti li altri. Il Re, dopo aver vacillato nella indecisione, aveva finalmente confermato l'arresto del Dipartimento. L'affare fu portato all'Assemblea, la quale, come il tempo pressava, volendosi al loro protetto assicurare l'onore di assistere in qualità di Maire alla confederazione il giovedì e venerdì, senza leggere nemmeno li processi, su una semplice difesa vaga e declamatoria fatta dallo stesso Petion ed una lettera del sindaco del Dipartimento sig. Rederer guadagnato da loro, pronunciò che il sig. Petion sarebbe reintegrato nelle funzioni di maire ed abolita ogni procedura contro lui, che si sospenderebbe ogni ulteriore atto contro il sig. Manuel sindaco della Municipalità fino ad udire le sue difese, che per il resto rimarrebbe il libero corso ai tribunali. Questi piccoli trionfi della cabala nell'Assemblea non però migliorarono la sorte della fazione nelli grandi affari di Parigi. Li federati delle Provincie, specialmente meridionali, su li quali tanto contavano, non arrivavano che in picciol numero. Alcuni Dipartimenti si opposero al loro passaggio in questi corpi, minacciandoli anche della forza; molti si delusero, facendo loro intendere che una volta che fossero arrivati a Parigi sarebbero poi obbligati a portarsi sulle frontiere, ed il patriottismo che li avrebbe condotti ad assistere a qualche battaglia. Così la prudenza dei Dipartimenti, la lunghezza delle marcie, il raffreddamento dell'entusiasmo, dopo 4 anni di conclusione fecero che di tante miliaia che si minacciavano, non si trovavano che 4 in 5000 al più confederati, e la Municipalità non fornì biglietto di tappa che per incirca due mila.

Qualunque fossero le intenzioni della fazione e le disposizioni di alquanti facinorosi tra questi nuovi arrivati, il numero fece loro necessariamente la legge e tutta la giornata di sabato passò colla maggiore tranquillità. Il Re e la famiglia Reale in mezzo a 1200 uomini della guardia nazionale, tutti scelti e ben determinati per lui, ed a 4 battaglioni di svizzeri si portò la mattina prima di mezzodì alla scuola militare sul Campo di Marte. Il corteggio, che incominciò a sfilare dalla Bastiglia, dove si pose la prima pietra per erigere una co-

lonna alla libertà, non incominciò ad entrare al Campo di Marte, che verso le tre, seguì sfilando davanti al Re per quasi due ore. Questo corteggio era composto di tutte le sei legioni della guardia di Parigi, tre reggimenti di linea, la gendarmeria a cavallo ed a piedi ed un battaglione di svizzeri. A questi corpi militari erano uniti tutti li federati delli 82 dipartimenti, ed incorporati ad essi marciavano al seguito di ciascuno dei 60 battaglioni le picche del rispettivo distretto. L'Assemblea nazionale, il Dipartimento di Parigi, la Municipalità, tutte le Magistrature giudiciarie occuparono gl'intervalli tra legione e legione delle sei in cui è divisa tutta la armata, seguivano alcuni carri emblematici con la figura della libertà e della legge. Poco dopo le cinque ore tutto era già entrato al Campo di Marte, ma invece d'un ordine rappresentava in quel vasto piano una confusione per essere gli uniformi misti alle picche e confusi li ranghi con truppe di donne e di fanciulli. Il Re si unì al presidente dell'Assemblea, montò all'altare della Patria, prestò il giuramento, ritornò, la musica suonò, li cannoni tirarono, mille confuse grida si alzarono all'aria. Pochi videro cosa si faceva, tutti si ritirarono dicendo che la festa era mancata, come fa sortendo d'un teatro, quando l'opera è caduta. Si calcolarono 300.000 persone che erano nel Campo di Marte, e tra queste più di 100.000 in armi, comprese le picche; con tutto ciò non arrivò nè il più leggiero disordine, e niuno non riportò altro dispiacere che quello di non essersi divertito quanto sperava. Tale è lo spirito in mezzo agli affari di questa Nazione, e di questo popolo. Il Re sulle sette ore rientrò al suo palazzo delle Tuillerie, dove le grida di viva il Re al suo scendere furono animatissime e caldissime. La gioia che brillava in faccia al Re ed alla Regina ed a tutta la Corte al loro ritorno faceva assai vedere che avevano misurato il pericolo da cui venivano.

Parigi, 16 luglio 1792.

N. 110.

Mentre le armate nemiche si accrescono e le misure le più imponenti e minacciose si prendono contro la Francia sulle frontiere, mentre nelle provincie gli animi, dove di più in più si scontentano e si abbattono, dove si inaspriscono e s'irritano, qui nella Capitale la cabala giacobina dominante nella Assemblea e nella Municipalità seguita a dibattersi e, senza perdere di vista li suoi piani principali, dà in continui accessi di convulsioni senza nè misure nè oggetto. In ora uno spirito di vendetta li anima singolarmente contro il marchese de la Fayette, che vorrebbero ritirare dall'armata ed inviare almeno alle carceri d'Orleans. Due giorni successivamente l'hanno accusato all'Assemblea, ma non hanno mai potuto ottenere la superiorità per condannarlo. Li deputati, che sempre cedono al timore che hanno dei giacobini, ora stretti tra questo e l'altro timore che hanno delle armate, se mai condannassero il marchese, avevano fatto proporre al maresciallo Luckner di marciare colle loro armate sopra Parigi contro l'Assemblea; e quello che constava da alcuni discorsi privati fatti in Parigi dal maresciallo, segnatamente in casa del vescovo di Parigi. Su questa denunzia si è sospesa la procedura e si è decretato che sarebbe chiamato alla Barra il sig. Bureau de Pazy che è la persona indicata per aver portato la parola, e che sarebbe scritto tanto al marchese de la Fayette quanto al maresciallo Luckner per domandar loro separatamente la confessione o la negativa di questo fatto. A questa occasione l'agitazione nell'Assemblea fu all'estremo, le tribune tutte coperte di confederati giacobini, che già a miliaia sono in Parigi, presero calda parte nel dibattimento ed essendo venuti alle minacce contro alcuni deputati, ed a sfoderare le loro sciabole, fu presso ad attaccarsi una zuffa tra essi e le guardie nazionali di guardia, il rumore passò nel popolo, si battè la generale, si suonò la campana a martello, nelle chiese del quartiere, si raddoppiarono le difese a palazzo, si separò l'Assemblea e sulla notte, riconosciuta la cosa e saputo il decreto di sospensione, tutto

rientrò nella calma. Con tutto ciò per tenersi la fazione più in forza e per assicurarsi la dominazione accelera la venuta in Parigi di tutti li federati loro dipendenti di Marsiglia, di Bordeaux, di Tolone, di Brest sul pretesto di portarsi questi al campo di Soissons, arrivati poi che sono, mette tutti gli ostacoli alla loro partenza. La Municipalità con segrete misure li appoggia quanto può, il Ministero quanto può pressa il loro trasporto al campo. La cittadinanza, di qualunque partito sia, vede tutto ciò di mal occhio, ma sopporta e tace, moltissimi in questi ultimi giorni sono partiti per trovarvi asilo altrove. Li soli passaporti dati dalla Municipalità oltrepassano li 30 mila, si rimarca però, che quelli che in ora più temono sono quelli dell'Assemblea costituente, dei quali le famiglie intere, e segnatamente le donne le più imbecilmente democratiche nel principio della rivoluzione, ora fuggono a rifugiarsi in Inghilterra.

Tutto il direttorio del Dipartimento, composto quasi tutto di membri dell'altra Assemblea, il duca de la Rochefoucault, il famoso vescovo d'Autun ed altri hanno dato le loro dimissioni. Il Re ha nominato due dei nuovi ministri, il signor Champion al ministero delli affari interni, ed il sig. Du Bouchage a quello della marina, gli altri interinalmente seguono non ostante la data ed accettata loro dimissione.

Ieri si pubblicò il Proclama del Re, che dichiara la patria in pericolo. Il proclama stesso che mi onoro d'inviare spiegherà a VV. EE. cosa significhi questa nuova invenzione. Si procurò di corredare la proclamazione con tutto l'esterno apparato. Molti battaglioni in piena marcia con li loro cannoni, il Maire e la Municipalità a cavallo, con delle bandiere spieganti che la patria è in pericolo, la musica che suonava delle arie lugubri corrispondenti alla cerimonia, il cannone d'allarme che tirava d'ora in ora. Il popolo fu per le strade e sulle finestre a vedere questa nuova processione con la calma d'una festa, e finì la giornata dopo veduto lo spettacolo, ai soliti luogi di passeggio e di danze pubbliche, come è di uso in questa stagione. Così tutta la detta filosofia colle sue sco-

perte può ben rendere il popolo di Parigi misero, e per eccessi crudele, ma non ragionatore nè mesto.

Parigi, 23 luglio 1792.

N. 111.

Il pericolo cresce e il tempo pressa, dentro il quale tutti li progetti delle fazioni debbono o sortire effetto o sventare. L'Assemblea nazionale di giorno in giorno vede crescere intorno a lei la diffidenza e lo scontentamento, le sue opinioni sono denominate dalla fazione giacobina e dal popolo, ma li suoi decreti non dominano più l'opinione della gran massa nazionale e della gente moderata. Parigi non è ormai più per lei soggiorno nè decoroso, nè sicuro. Questo è il punto che la fazione già da gran tempo innanzi aveva calcolato e per il quale aveva formato il piano di evasione dell'Assemblea e di trasporto del Re nelle Provincie meridionali, e per le quali aveva preparato le provincie meridionali con tutti li mezzi d'orrori e di massacri. Finchè da mesi fa, tutto questo concerto marciava nella oscurità e nel segreto, tutte le misure procedevano a vista dei loro desiderii, e già le esagerate loro lusinghe facevano tenere loro l'esito per sicuro, ma appena dalla profondità del segreto incominciò a trasparire, molte misure furono contrapposte, molti fili rotti, ed ora si trovano troppo avanzati per retrocedere, troppo poco appoggiati per avanzare. Il campo dei 20.000 giacobini mancato, il coraggio e la fermezza del Re nel giorno 20, che ha animato gli spiriti, le dichiarazioni dei generali e di quasi tutti li corpi amministrativi, sono stati tanti colpi portati se non per atterrarli, almeno per inflacchirli. È vero che molti federati sono arrivati e giornalmente arrivano a Parigi, ma non ostante tutte le arti messe in opera per trattenerli, tutti li banchetti e le paghe loro date per animarli, alcuni partono per il campo di Soissons, e le poche miliaia che restano sono abbastanza per cagionar molta inquietudine e molto torbido nella città,

ma non abbastanza per assecondare le loro viste con una forza imponente. Stretti tra queste angustie al primo progetto, non però del tutto abbandonato, di trasportare il Re, hanno sostituito un secondo di sospenderne l'autorità e concentrar nell'Assemblea tutti i poteri, e già dal fine dell'antecedente settimana e dal principio della passata non si parlava pubblicamente che di sospensione o di destituzione del Re, ma al momento di gettarsi in questo nuovo piano, misurandone il precipizio si arrestarono. Il riflesso della responsabilità, che tutta cadrebbe sopra di loro, li atterrì, e la dichiarazione fatta al *Comité* straordinario dal marchese di Montesquieu, generale dell'armata del mezzodì, il quale li assicurò, che nel caso di sospensione o di destituzione del Re, tutti gli ufficiali ed una gran parte dei soldati del suo esercito lo abbandonerebbero, e che a più forte ragione credeva che altrettanto farebbero quelli delle armate delle Fiandre e del Reno, li determinò a desistere per ora anche da questa misura. Avvenne pertanto, che già le prime proposizioni erano state avanzate alla tribuna dei giacobini, ed anche all'Assemblea, e con li soliti mezzi di scritti, di sermoni per le strade, di discorsi nelli attruppamenti popolari, le teste del basso popolo e della canaglia salariata erano esaltate. Quando il sig. Vergniaux prima, ed il sig. Brissot dopo, invece di appoggiare la mozione della sospensione del potere esecutivo, diedero un'altro giro alla cosa. Il sig. Guadet fece la proposta di formare al Re una petizione a nome dell'Assemblea, nella quale, dopo esposte le ragioni che l'Assemblea aveva di lagnarsi della sua condotta, lo pregasse ad unirsi con lei di spirito e di azione per salvare la Costituzione ed il Regno. Li due appoggiarono questa proposizione, sostenendo, che prima di venire a misure più forti conveniva usare di tutte le misure moderate possibili, ed intanto rinnovare la commissione di esaminare la condotta del Re, esplorare l'opinione di tutti li Dipartimenti che rappresentano la Nazione, e non divenire alla sospensione, o alla destituzione che quando sarebbero appoggiati da tutta la chiarezza della ragione e da tutta la forza dell'opinione nazionale. Il popolo, tuttochè sciocco, animato come era, vidde sul mo-

mento, e riconobbe in questa dilazione una ritirata dai primi principii, montò in furore, minacciò dalle tribune tutta l'Assemblea, gridò al tradimento contro il sig. Vergniaux, e parlò altamente di voler impiccare il sig. Brissot; fu molto tumulto quel giorno all'Assemblea e la notte li più facinorosi o tumultuanti tra li federati vi presero parte, si suonò campana a martello nei quartieri vicini all'Assemblea, si battè la generale, la guardia fu sotto l'armi, ma in fine tutto rientrò nell'ordine e per ora il progetto della sospensione del Re, come quello del suo trasporto, nè si abbandonano dalla fazione, nè si ha il coraggio a tentarli. Per tener però sempre animati gli odii popolari contro la Corte, si è fatto un decreto per il quale una parte del giardino delle Tuillerie, detto volgarmente la terrazza de' Foglianti, si dichiara proprietà nazionale per essere attinente al muro della sala, dove l'Assemblea tiene le sue sessioni. L'effetto di questo decreto è, che avendo il Re fatto chiudere al popolo questo giardino di sua proprietà ed immediato al suo palazzo, per evitare li tumulti, e lo scandalo di sentire sotto le proprie finestre vomitare e gridare le ingiurie più grossolane ed atroci contro l'autorità e la persona reale, in ora il popolo ha diritto di entrare e passeggiare sopra uno stretto viale di questo giardino, senza poter entrare nel resto dei molti viali e boschetti che non ne sono separati da alcuna barriera. Di qua la rabbia e l'animosità sempre crescenti, ed appunto qui fu che avanti ieri il signor Duval d'Espremenil, celebre parlamentario membro della passata Assemblea, fu dal popolo insultato, battuto, ferito, inseguito a lunga distanza fino al palazzo del duca d'Orleans, detto palazzo reale, dove lacero e nudo, coperto di ferite e di sangue fu salvato dalla guardia nazionale e trasportato al tesoro reale, e di là alle prigioni dell'abbadia per metterlo in salvo dal furor popolare. Quasi lo stesso era arrivato il giorno innanzi al sig. Champion nuovo ministro degli affari interni, il quale, essendosi trasportato sul terreno della Bastiglia per vedere una festa che colà si dava a dei federati, riconosciuto, fu assaltato con le sciabole nude, ed a stento potè salvarsi colla fuga, dopo rilevato un colpo di sciabola sulla testa. Tutti

questi avvenimenti provano che al tempo stesso, sempre più eccitato l'animosità popolare, che si tiene sempre con tutte le arti in fermentazione. Questa notte ha fatto alto a una lega della città, e domani entra in Parigi la famosa armata marsigliese, quella, che ha fatto le imprese di Avignone e di Arles. Essa non è composta che di 500 uomini tutti briganti e in parte forestieri, strascina al suo seguito due pezzi di cannone ed 8 carri. Ha dovuto marciare alla sbandata per gli impedimenti posti nei Dipartimenti per cui passò, e si è riunita presso Parigi. Terribile nei piccoli paesi, disprezzabile in uno sì grande, come è questa Capitale, non cessa però di cagionare delle giuste inquietudini, singolarmente sul riflesso che essa divıene il centro di 3 o 4000 federati di sinistre intenzioni e di tutti li briganti della città.

Il marchese di Montesquieux, dopo molti inutili tentativi fatti per sottrarsi al comando dell'armata del mezzodì, inviluppato dai suoi stessi maneggi e nelle sue relazioni col partito in or dominante, è stato costretto a continuare nel posto ed è oggi partito per la sua armata. È stato nominato al ministero della guerra il sig. d'Abonecurt maresciallo di campo, uomo di provata condotta e di noti talenti. Niuna nuova interessante è venuta, nè niun cambiamento è arrivato di tutta questa settimana sulle frontiere. Dopo la presa fatta dalli austriaci di Bavai, dove si sostentano e si rinforzano, la comunicazione tra Valenciennes e Maubeuges se non è ancora tagliata è però molto angustiata, quindi è che il marchese de la Fayette si è rinserrato più da vicino sull'armata del maresciallo Lucknen per essere a portata di sostenersi tra li due che occupa lo spazio indicato per pericoloso ad un'invasione tra Montmedì e Longwi. Da questa posizione risulta che tutta la frontiera di Fiandra non è più custodita che da un'armata di 15, che forse poi monterà fino a 20.000 uomini, sotto il comando del generale Arturo Dillon, e che tutte le forze di Francia in ora si possono riguardare come partite in 4 armate.

Compito già il termine di due anni in questo penoso mio ministero, profitto della clemenza della legge che mi permette

di ricordarmi alla munificenza dell'Ecc.[mo] Senato per implorare uno straordinario sussidio alla privata mia economia.

Parigi, 30 luglio 1792.

N. 112.

Mentre queste carte enunciano l'imminente asprimento della campagna, qui si continuano con furore più che con attività gli armamenti, e se l'ordine e la concordia potesse presiedere alle operazioni, non è dubbio che in ora si renderebbero assai temibili. D'ogni cantone e d'ogni dipartimento marciano truppe, si accumulano armi di tutto genere, le teste della gioventù già bollono. Il proclama del duca di Brunswick è stato per l'indolente parigino in generale più argomento di discorso che di mozione, ma in alcune provincie ha eccitato il più grande irritamento ed ha animato gli spiriti agli sforzi li più violenti per l'onore e la libertà nazionale. Tutto sarebbe a temere, se si perdesse di vista che il coraggio di questa Nazione è convulsione, la quale quanto è più intensa, tanto men dura, ed al primo rovescio finisce in abbattimento, così tutto va a dipendere dai primi avvenimenti. Il campo di 42.000 uomini stabilito a Soissons per guardia della Capitale va aumentando di giorno in giorno. Il generale destinato a comandarlo è il sig. di Custiène, mediocre militare, uomo violento in patriotismo e debole in ragione. Questo campo sarebbe ormai presso ad essere ordinato senza la cabala della fazione, la quale, perchè vorrebbe avere truppe in Parigi a sua devozione e non in Soissons, vi oppone tutti gli ostacoli trattenendole qui, pagandole essa del suo, facendo credere che in Soissons nulla è pronto e che li soldati sono esposti a tutto soffrire, divulgando fino delle storie puerili, che il pane è avvelenato e cose simili, e sempre terminando col far credere al popolo che tutta la colpa viene dal Re e suoi ministri, così il popolo si inasprisce e divien furibondo, credendo di vedere nella persona del Re la cagione di tutti li suoi mali. Di questa disposizione

popolare li faziosi si servono per portare sempre più avanti li loro disegni coll'incoraggiamento delli uni e coll'intimidamento delli altri.

Venerdì e sabato si unirono le 48 sezioni della città nelle rispettive loro chiese d'Assemblea per deliberare sopra gli attuali pericoli dello Stato. 43 di queste sezioni presero tra le altre la deliberazione di domandare all'Assemblea nazionale la dichiarazione dell'essere il Re decaduto dalla Corona. Fra queste, alcune delle più focose misero nella loro deliberazione che già riguardavano il Re per decaduto, e come tale non riconoscevano più Luigi XVI per il Re dei francesi, e si dichiaravano sciolti da ogni giuramento verso lui. Tutti questi voti delle 43 sezioni portati al *Comité* centrale delle comunità di Parigi formarono atto di tutta la città, e sabato mattina il sig. Petion maire di Parigi si portò con alcuni della Municipalità all'Assemblea nazionale, dove fece un dedotto discorso, chiedendo a nome di tutta la città di Parigi la decaduta del Re e di tutta la dinastia dal trono di Francia ed una convocazione nazionale per eleggere un nuovo Re, o fissare una nuova forma di governo. Questo discorso, che sarà una curiosità nella storia, come forma interesse in questo momento, non posso a meno di non trasmetterlo per intero a V. Serenità. Appena terminato il parlare del sig. Petion, il presidente, per evitare il pericolo momentaneo delle discussioni, levò la sezione, e tutto fu rimesso all'esame ed al rapporto da farsi al *Comité* straordinario. Ancorchè questa petizione della città di Parigi non sia che una ripetizione di centinaia di petizioni simili, che si sono fatte venire da società particolari, dai club, da piccole municipalità, le quali da quasi un mese dimandano ora la sospensione, ora la decaduta del Re, con tutto ciò questa di Parigi, e per l'autorità della Capitale e per la stravaganza dell'atto, per la solennità del portarla, merita a lume della cosa un dettaglio del come è arrivata. Dopo la dichiarazione della patria in pericolo, tutte le sezioni sono giornalmente convocate, l'onesta gente e tranquilla, o nemica dei tumulti, od occupata dalli affari, o distratta dai divertimenti, non vi mette piede. Quindi è che le radunanze sono per ogni chiesa

di sezione abitualmente composte di 50 a 60 oziosi o faziosi tutti scioperati e di mal talento che vi perdono il tempo a sragionare ed a disputare. La fazione, trovando di avere il di sopra nel numero di costoro, ha fatto loro prendere nello stesso giorno per mezzo dei loro emissari la suaccennata deliberazione. La Municipalità, ed il Maire sopra tutti venduto al partito l'ha appoggiata di tutta la sua autorità e solennità, e questo è il Parigi che domanda la decadenza dal trono del Re, il di più della *Dinastia intera,* vi si è fatto entrar dentro di soppiatto contando sulla ignoranza dei deliberanti, li quali hanno riguardato come indifferente una parola greca di più o di meno. Tutta la città riguarda questo passo con disprezzo non meno che con orrore, con tutto ciò esso è una forte arma in mano del partito ed il popolaccio in ora considera la decadenza del Re, come cosa fatta. Molte protestazioni sono state fatte in contrario, ma il tumulto e le grida cercano di assopirle. L'Assemblea, che si vede portata all'orlo del precipizio, misurandone le profondità ne trema. Essa ha incominciato dal disapprovare la deliberazione di una sezione, che ha di sua autorità già dichiarato il Re decaduto, poi dal prendere tempo dilazionando a giovedì prossimo la deliberazione su questo argomento, ma le minaccie dei marsigliesi e di altri federati armati che li appoggiano, li clamori della bassa canaglia, parte soldata e parte attaccata, la vigliaccheria di molti, anzi dei più membri che impallidiscono al nome della lanterna, la dissensione di opinioni e lo scontentamento della guardia verso l'Assemblea, e sopra tutto un partito occulto, il quale a questo momento si è unito sordamente con li giacobini per istrascinarli e farli cadere a forza nella fossa che si sono essi stessi scavata, tutto questo concorre a rendere molto dubbio l'esito della misura che dentro giovedì o venerdì andrà a prendersi. Alcuni de' faziosi stessi sperano su qualche avvenimento in questi pochi dì, che frastorni la direzione dell'impeto che li strascina, il quale vorrebbero, ma forse troppo tardi, o rallentare o divertire.

Anche un nuovo ministro è entrato al posto del ministro degli affari forestieri. Questi è il sig. Bigot de Sainte Croix,

uomo da lungo tempo nella carriera diplomatica, è quello stesso che fu l'anno scorso inviato in commissione straordinaria a Coblentz. Non può non far meraviglia che uomo, come è di antichi e moderati principii, ed abbia accettato il ministero in questa agonia di tutto Governo, ed entrato al Ministero sia poi lodato nei fogli del partito giacobino.

Parigi, 6 agosto 1792.

N. 113.

Anticipo a V. Serenità questo funesto mio numero per la via straordinaria di Milano, sulla speranza che esso possa recare più pronte costì le notizie interessanti di questa dolorosa giornata, la quale, sebbene preveduta innanzi e calcolata, adeguò ciò non ostante tutti gli orrori che si temevano. La fermentazione eccitata nel popolo di giorno in giorno cresceva, le misure che si prendevano per calmarla erano insufficienti o deluse dalla Municipalità. Martedì fu portato all'Assemblea l'affare del marchese de la Fayette, cioè se si dovesse o no decretare d'accusa all'Alta Corte nazionale come indicato di aver voluto marciare colla sua armata sopra Parigi. La decisione dell'Assemblea fu per dichiararlo innocente, grande clamore si eccitò nell'Assemblea e sopra tutto nelle tribune. L'Assemblea fu costretta a venire all'appello nominale e con 406 voci contro 220 fu preso il decreto che lo assolveva. Il popolo adiacente alla sala dell'Assemblea montò in furore e sostenuto dai federati delle Provincie meridionali, specialmente dai marsigliesi, si portò contro li membri stessi dell'Assemblea che avevano votato per il decreto. Niun veramente fu ucciso, ma moltissimi furono insultati, molti battuti e feriti, e taluno scappò di poco alla morte. Questo saggio del martedì, per essere mancata la condanna del marchese de la Fayette, fece prevedere quanto arriverebbe il giovedì se mancasse il decreto di sospensione o di decadenza del Re. L'Assemblea sulli riflessi di timore che mi sono onorato di esporre, che la

ritraevano da un passo sì pericoloso e sulle speranze che la lusingavano che restassero ancora in mano delle autorità costituite assai di forze per contenere il furore popolare, passò la giornata di giovedì in prendere altre misure per le circostanze e passò oltre senza prendere niuna deliberazione sull'argomento della decadenza del Re. Questo bastò per far vedere chiare alla fazione ed al popolo da lei condotto le intenzioni dell'Assemblea, e vennero alle misure di fatto da lungo tempo premeditate e disposte. Passata appena la mezzanotte del giovedì, incominciò a battersi la generale ed al tempo stesso suonarsi campana a martello in tutte le chiese. Tutto il mondo fu all'armi, e guardie nazionali e popolo, e corse verso il palazzo delle Tuillerie. Il palazzo per di dentro era guardato da circa 900 svizzeri, i soli che rimanevano di tutto il reggimento di guardie svizzere dopo che 300 sono stati ad arte fatti partire pochi dì fa per Meudon. Oltre questi il solito corpo di guardia nazionale rinforzato con due riserve, una sulla corte, detta corte reale, ed una all'altro lato sulla piazza di Luigi XV. Questi due corpi erano rinforzati d'una quantità d'ufficiali e di volontari che erano accorsi alla difesa del Re. Il di fuori era circondato d'una moltitudine confusa di guardie nazionali, di federati e di popolo armato di sciabole e di picche. La notte passò con questo apparato. Il Re prese qualche ora di sonno, la Regina vegliò, e la famiglia reale fu tutta svegliata e riunita appena comparso il giorno. A due ore di giorno il Re fece in persona la rivista dei posti nel giardino e nel palazzo tra le acclamazioni di *Viva il Re*, e la vista delle cose pareva quasi promettere che tutto passerebbe in minaccia. Sulle nove ore della mattina il pericolo aumentò col concorso di sempre maggior numero per assalire e forse anche colla titubanza che si mostrò nei difensori. Certo è che il Re, o per suo o per altrui consiglio, o su notizie avute, sulle nove e mezza si portò accompagnato dalla Regina e da tutta la famiglia reale all'Assemblea che si era già unita. Col Re furono tutti i ministri e gli ufficiali maggiori tanto della guardia nazionale quanto delli svizzeri. Il palazzo rimase con gli svizzeri, con le guardie nazionali, delle quali

molte dopo partito il Re partirono e con molti volontari. Tre quarti d'ora dopo partito il Re incominciò l'attacco di palazzo, la mancanza d'un comandante in capo che dirigesse la difesa, l'abbandono di molti, e forse il tradimento e l'accordo di altri fece che appena incominciato l'attacco, li cannoni stessi che erano alla difesa furono presi dalli attaccanti e molti contro il palazzo medesimo, la confusione si mise all'istante e già non fu più difesa, ma fuga, pochi perirono nell'attacco, nella fuga moltissimi, nè si può in momenti di tanto bollore ancora rilevarne il numero, essendo stati inseguitl per tutta la città. Dei soli morti, gittati ed ammontati sulla terrazza del giardino, si contano più di sessanta al palazzo pubblico della città, dove molti furono strascinati, v'erano più di cento sessanta cadaveri di svizzeri in un solo cortile, e questi senza i molti più d'ambe le parti fucilati, trucidati, impiccati in varie strade e piazze della città. La combinazione del ritrovarsi questa casa di V. S. attenente ed immediata al giardino delle Tuillerie, ha fatto che alcuni ufficiali generali e 4 o 5 soldati svizzeri abbiano cercato in essa asilo nella fuga, e sieno entrati malgrado gli ordini da me dati di tenere chiusa la porta. Sulla voce sparsa di questo ricovero dato specialmente a dei svizzeri, una truppa di popolo armato, misto a guardie nazionali, si presentò alla mia porta minacciando sulla opposizione che gli si faceva di attaccare la casa con il cannone; ordinai di aprire e ad un ufficiale di guardie, che accompagnato da altri sette tra guardie e popolo mi si presentò, parlai sulla qualità del mio carattere e sull'imparzialità che doveva io guardare nelle disgraziate differenze tra loro, sul non poter io rispondere in momenti di tanta confusione, sopra una casa vasta come questa, esibendo però loro di farne la visita se volessero. Tanto dissi, che in fine testimoniando il più grande rispetto per la mia persona, per la mia famiglia, per la mia casa, se ne partirono, consigliandomi essi stessi a lasciare anzi la porta aperta per non dare luogo a sospetti ulteriori. Viddi infatti che il loro consiglio era ben popolano, giacchè le pattuglie armate numerose che a tutto momento passavano si compiacevano di questa confidenza che in loro

mostravasi col tener tutto aperto. Intanto li svizzeri ed altri con loro s'erano posti in salvo per un'occulta finestra, che mette in giardino d'altra casa. Sebbene libero dall'angustia del momento, a prevenzione di altre simili visite, sul sospetto dei rifugiati, ho creduto bene di prevenire il Maire di quanto mi era arrivato e di chieder da lui delle misure di sicurezza. Il Maire, tutto che sospeso per un nuovo ordine di cose stabilito nel giorno stesso dal popolo, con tutto ciò rimise il mio biglietto al nuovo comandante generale della guardia, fatto oggi stesso, sig. Santerre, dal quale mi fu tosto comandato un picchetto di pochi uomini, non tanto per difendere questa casa, quanto per attestare al popolo che essa è cosa appartenente ad ambasciatore forestiero e quindi immune d'ogni sospetto nelle attuali civili dissensioni. Mentre questo passava per la città divenuta tutta un campo di battaglia, mentre seguivasi a battere col cannone il palazzo, mentre il fuoco già ardeva le case circumgiacenti dalla parte delle corti, il Re e tutta la famiglia reale erano riuniti all'Assemblea, la quale, trovando nella costituzione che mentre il Re era presente non era permesso di deliberare aveva fatto passare il Re con la reale famiglia in una tribuna, dove rimase tutto il giorno fino a notte inoltrata, quando ritornata colle tenebre un poco di tranquillità, fu il Re con la famiglia trasportato al palazzo del Lussemburgo posto in un'estremità della città nel sobborgo di S. Germano, dove sento che sia pervenuto senza verun sinistro avvenimento. Intanto per salvezza del Re e sua, non ha potuto più l'Assemblea negarsi a fare il decreto, che trasmetto con inserta a VV. EE.

Scrivo nella notte e dentro il giorno non ho veduto che l'incaricato d'affari di Spagna, così non posso rendere conto nè delle viste, nè delle misure che secondo le loro intenzioni sieno per prendere o consigliare gli altri ambasciatori o ministri del Corpo diplomatico.

Parigi, 11 agosto 1792.

PS. — Vengo positivamente assicurato, che questo infelice Monarca e la Reale famiglia non sono passati al Lussemburgo, ma sono tuttavia nella sala dell'Assemblea, dove passeranno tutta la notte veniente.

N. 114.

Dopo le più chiare nozioni acquistate sulli avvenimenti della funesta giornata dei 10 non posso che riconfermare in intero quanto mi sono onorato di affrettare a V. S. nella notte susseguente, solamente rimarcando che il Re e la Regina con la Reale famiglia sono rimasti non solo tutto il venerdì, ma tutto il sabato e la domenica all'Assemblea nazionale. L'Assemblea era permanente, e la sala non rimaneva vuota di deputati e vacua di deliberazioni, che poche ore dopo la mezza notte; in questo corto intervallo questa deplorabile famiglia si ritirava in poche e ristrette stanze d'un convento adiacente alla sala detta dei Foglianti, dove serviti ancora da poche persone permesse di restare al loro fianco, cercavano non sonno, ma riposo e qualche ristoro: la depredazione del palazzo e la confusione li faceva mancare di vestiti e perfino di camicie. Intanto si seguiva a deliberare di tratto in tratto dove trasportarli. Quantunque buone fossero le intenzioni dell'Assemblea, il fermento ed i sospetti popolari si opponevano a tutte. Il palazzo del Lussemburgo fu escluso per avere dei sotterranei vasti ed internati entro terra, per mezzo dei quali si temeva una fuga. Il palazzo dell'Arcivescovato per avere un giardino bagnato dal fiume e così altri per altre simili ragioni.

Infine dopo proposto e poi rigettato fu riproposto e fissato il palazzo detto del Tempio in mezzo alla città, nel quale fu oggi stesso trasportato tra una doppia ala della guardia nazionale tutta sfilata sotto le armi. La guardia comandata a custodire il Re e tutta la Reale famiglia è sotto gli ordini della Municipalità e l'ingresso non sarà permesso a chicchessia, che con un ordine ogni volta reiterato della Municipalità medesima. Siccome nel primo decreto che ho già trasmesso a

VV. EE., dopo dichiarata la sospensione del Re ed arrestate le paghe della lista civile, si era fissato intanto il trattamento a 4 milioni per anno, così dopo fatto l'altro decreto che convoca la convenzione nazionale, il quale pur crede dover trasmettere per intero, si è detto di pagare 500.000 franchi per il mantenimento del Re e della Reale famiglia fino alli 20 settembre, in cui si conta, che la convenzione si unirà, alla quale apparterrà poi il fissare quello che più convenga. La calma nel popolo si va ristabilendo, ma essa tiene più l'aria del pavido silenzio che della quieta tranquillità. Un consiglio composto di 144 persone scelte tre per sezione, con il sig. Petion maire alla testa, forma il corpo governante in ora Parigi. Un altro consiglio di 48, uno per sessione, forma il Dipartimento che dirige tutti gli affari del Distretto ossia circondario della città; il presidente di questo corpo è eletto tra loro. A questi due si è aggiunto un tribunal marziale composto di membri del primo Consiglio con una piena autorità inquisitoriale e diritto di vita e di morte e quindi le perquisizioni e gl'imprigionamenti sono continui specialmente le notti. Tutte le persone indicate di cospirazione e di essersi trovate in atto di resistenza il giorno 10 al palazzo sono sotto l'indagazione e il castigo di questo Tribunale. Già le prigioni rigurgitano di prigionieri e si crede che non tarderanno le esecuzioni. Forse si mette più di apparato che non si farà di realtà per acquietare il popolo. Dopo il massacro fatto delli svizzeri il giorno 10 e 11, l'Assemblea ha fatto quanto da lei dipendeva per cercare di salvare li superstiti. Il furor popolare si portava non solo contro li soldati ed ufficiali del reggimento delle guardie svizzere, ma contro tutti gl'individui della Nazione, e segnatamente contro quelli che per antico costume e privilegio della Nazione medesima custodiscono le porte delle gran case, alcuni furono vittima del primo impeto popolare, li più si salvarono nascondendosi. In ora l'Assemblea con un decreto espresso li ha dichiarati più immediatamente sotto la salvaguardia della Nazione, tutti li soldati fino ad ora salvati in numero di 300 a 400 con li ufficiali sono trasportati e guardati nel palazzo del principe di Condè e si è promesso al

popolo un giudizio per cui saranno distinti li colpevoli dai rei per punir col rigor della legge li primi e salvar i secondi. Il pericolo grande minaccia gli ufficiali. Li morti nelle due infelici giornate e notti delli 10 ed 11 sorpassano di molto quanto da prima si credeva; molte vendette particolari hanno aumentato in giorni di tanta confusione il numero dei massacri, mentre la morte d'un uomo non costava più che il dire, che era un aristocrato od uno svizzero travestito ed ucciderlo. Li cadaveri tutti snudati si sono parte gittati al fuoco, parte al fiume e parte sepolti, così di molti non si avrà più riscontro che dal tempo, quando non si vedranno più comparire.

Dopo la nuova organizzazione del governo della città si sono obbligati tutti li cittadini atti a portare le armi a fare il servizio in persona. Si sono incorporati ai battaglioni parigini tutti li nuovi venuti federati. Ogni distinzione tra cittadino attivo è stata abolita. Per maggiore difesa della città si è decretato dall'Assemblea un campo di 20.000 uomini sotto Parigi composto di federati, che arriveranno ancora e di parigini. Si è dato l'ordine di formare delle spianate e di stabilire delle batterie di cannoni e fortificarle su tutte le alture che dominano Parigi, singolarmente sulla collina detta di Montmartre.

Queste alture fortificate divengono tante cittadelle non solo per arrestare li nimici, ma di più per contenere in obbedienza tutta la città ed obbligarla colla forza a difendersi. L'armata parigina ha già 150 pezzi di cannone, 200.000 fucili, in ora il travaglio è tutto rivolto ad empire li depositi di polveri, di palle e di cartocci, ed a fornire di lunghe picche e di altre armi il basso popolo. Da ciò V. S. vede che in caso d'attacco si conta sempre un'ostinata difesa. Il timore non è solo contro le armate forestiere. Le proprie armate francesi sono in adesso un oggetto e forse più immediato se non di spavento, almeno di apprensione. Non si sa quale sia per essere l'impressione che riceveranno dalla notizia di quanto è arrivato il dì 10, e non è fuori dei casi possibili, che, o si rivolgano contro la

Capitale, o si battano tra loro, o passino al nemico, o si sbandino. L'Assemblea per prevenire questi funesti movimenti ha spedito 16 commissarii, 4 a ciascuna armata, con una facoltà dittatoriale di poter dimettere e fare arrestare tutti gli ufficiali e soldati ricredenti. Il colpo è principalmente contro il marchese de la Fayette, il quale non può più avere salvezza che o nella fuga o nella resistenza. Dalle armate austriache o prussiane non si ha ancora notizia veruna, se non di piccoli movimenti. Sei nuovi ministri sono stati nominati dall'Assemblea, li quali solidariamente sotto la loro individua responsabilità amministrano tutto il potere esecutivo. Essi sono li tre dimessi signori Servan, Roland e Clavière e li signori Danton, Monge e Lebrun. Tutte le statue di bronzo dei re Arrigo IV, Luigi XIII, Luigi XIV e Luigi XV che ornavano o ponti o piazze sono state abbattute come monumenti di dispotismo. Il corpo diplomatico fino ad ora ha bene deliberato insieme, ma nulla ha determinato, e questo era ben ragionevole a prevedere, conoscendo ciascuno le intenzioni delle proprie corti ed avendo fatto delle particolari istruzioni a seguire; l'unica misura in comune, che si era fissata prima di prendere, era di affissare ciascuno sulla propria casa in grandi lettere sopra la porta, come qui è l'uso nei gran palazzi, Hotel dell'ambasciatore, o del ministro di tal Potenza, ma al punto della esecuzione, questa stessa misura fu poi ommessa per riflessi sopravvenuti. L'ambasciatore d'Inghilterra dopo tre giorni ha potuto ieri spedire prima di notte un suo corriere per Londra ed è stato il primo che è sortito di Parigi. Forse il ritorno di questo corriere entro 4 o 5 giorni gli porterà qualche istruzione ulteriore. Fino ad ora non si è permesso a chicchessia di sortire dalle barriere della città, fuorchè ai corrieri del Governo. La vicinanza, tanto di questo ambasciatore quanto di quello d'Olanda, li mette in grado di attendere gli ordini in tempo dai lor gabinetti. La distanza mette al contrario me nella impossibilità d'implorare a tempo quelli di V. S. e VV. EE. Conosco il valor delle mie credenziali, e lo misuro con l'attuale stato di cose. Arguisco le benefiche intenzioni di V. S., ma appunto perchè conosco lo stato

attuale e nelle cose e nelle persone e mi lusingo di conoscerlo profondamente, non mi fo lecito d'immorare sopra tali riflessi, li quali non solamente per giusta cautela della mia famiglia, ma per gelosa custodia del pubblico decoro mi obbligano ad una determinazione. Pertanto in ora non valendomi d'altro argomento che di quello che mi fornisce la clementissima ducale di V. S. delli 2 luglio 1791, e riservandomi ad altro luogo e momento per umiliare gli altri di più, mi sono determinato a domandare un passaporto per trasferirmi in Inghilterra unicamente a titolo di congedo per qualche tempo, lasciando in Parigi la mia casa aperta con parte dei miei domestici, ed una persona in qualità di segretario privato per tenermi avvisato di quanto vada arrivando, come fa tuttavia l'ambasciatore di Napoli. Siccome ancora non vi sono dati passaporti a chi si sia, non posso arguire dei metodi che si adotteranno, ma ho tutta ragione di credere che questo mio sarà uno dei primi spediti.

Parigi, 13 agosto 1792.

N. 115.

Dopo ricevuti li miei passaporti per andarmene a passare qualche settimana in Inghilterra sotto una doppia nota da me rimessa delle persone che trasporto meco, e di quelle che lascio in questa casa di V. S., il venerdì mattina ben d'improvviso ho ricevuto dal sig. Le Brun, nuovo ministro degli affari forestieri, il viglietto che mi onoro di trasmettere in copia a Vostre Eccellenze, con annesse in copia le due lettere del signor di Semonville ministro di Francia in Genova e del comandante della fregata la *Giunone*. Fortunatamente al tempo stesso aveva ricevuto dalla diligenza del signor console Gervasone un'esposizione di quanto era arrivato in quel porto, e poche ore dopo la prima lettera del Gervasone datata del giorno sei, ne ricevetti una seconda datata del dì sette, alla quale molto prudentemente aveva annesso il promemoria che aveva pre-

sentato a quel Governo per il mezzo del segretario di Stato. Munito opportunamente di queste cognizioni deliberai il partito che mi conveniva di prendere. Pesava io bene tutta la difficoltà di riconoscere con un atto d'ufficio il nuovo Ministero costituito dall'Assemblea; ma d'altra parte non meno vedeva che una negativa di risposta e poi andarmene, era un gettar troppo dubbio sulle intenzioni e segrete istruzioni contro le precise commissioni dei due luglio 1791 e quindi aprir adito a credere equivoche ed insincere le mie misure, e tanto più che lo stile in cui è dettato il viglietto, il quale si renderà certo rimarcabile a Vostra Signoria, mi faceva credere che questo affare sarebbe almeno portato al *Comité* diplomatico e forse all'Assemblea nazionale e di là al popolo, che potrebbe in allora prendere in mala parte la mia partenza. Su ciò, fatto riflesso che se era straordinario il viglietto, non meno straordinaria era la comunicazione che mi si faceva delle due lettere in intero del signor Semonville e del comandante della fregata, legalizzandole come conforme all'originale alla maniera che si fa da inferiore a superiore, o da amico ad amico per confidenza. Da ciò presi il partito di riguardare il viglietto come una comunicazione amicale fatta ad oggetto di rischiarare la cosa francamente e lealmente e sullo stesso modello e stile, feci io pure il viglietto mio di risposta, inviandogli in ricambio la lettera del console Gervasone ed il suo promemoria a quel Governo. Sommetto umilmente alla sapienza di Vostra Signoria e di Vostre Eccellenze il mio viglietto responsivo per intero e sto attendendo dalla fortuita combinazione delli avvenimenti il progresso e la fine di questo affare, il quale per altro spero che non sia per alterare le altre mie misure.

Parigi, li 18 agosto 1792.

N. 116.

Dopo cinque giorni di detenzione all'Assemblea nazionale il giorno ed al convento dei Foglianti la notte, finalmente martedì sulle quattro dopo mezzodì il Re con la Reale Famiglia fu trasferito alla nuova abitazione destinatagli nel palazzo del Tempio. La carrozza in cui montò era una vasta berlina di parata della Corte. Il Re e la Regina sederono alla parte superiore ed in mezzo di essi il signor Petion maire: sulle ginocchia della Regina il Delfino, in faccia madama Elisabetta, la principessa di Lamballe e madama reale e ai due lati delle portiere madama di Tourzel governante dei figli di Francia ed una damigella della Regina. La strada che è lunga era tutta bordata di truppa nazionale e piena di popolo, il quale non mancò tratto a tratto di dare dei segni dell'animosità contro il Re. Tutto per altro fu tranquillo. Sceso il Re con la Reale Famiglia andò ad occupare l'appartamento preparatogli, che è nella torre. Questa torre è alta e vasta di recinti; essa ha tre piani ed ogni piano è diviso in sette stanze. Il Re occupa il terzo che è il più alto. La Regina il secondo; ed il primo, che è a pian terreno, gittate a terra le divisioni, si è ridotto ad un grandissimo salone che contiene tutto il corpo di guardia. Così è impossibilitato scendere alli appartamenti senza passarvi; si fa ora una scala segreta interna per far comunicare il secondo ed il terzo e così lasciar libero il vedersi tra il Re e la Regina. Il Re è guardato a vista, però gli si permette di passeggiare nel giardino con la Regina e con la sua famiglia. Al pranzo ed alla cena tutte le vivande e bibite che si presentano sono innanzi gustate dall'ufficiale di guardia. In questo stato di cose il Governo è amministrato da delli nuovi ministri, li quali uniti ad un segretario formano il consiglio amministrativo, per turno di settimana uno presiede — gli affari minori sono tutti spediti da loro — i maggiori si riferiscono all'Assemblea, e tanto più che la legge della responsabilità solidaria fa che nulla vogliono prendere sopra di loro. L'Assemblea regola tutto ciò

che riguarda il Regno; ma per quello che riguarda Parigi, essa stessa è regolata dall'opinione delle sezioni e del popolo. Non è bisogno di aggiunger di più alla sapienza di Vostra Signoria e di Vostre Eccellenze dopo aver esposta questa concatenazione di poteri e di dipendenze. All'occasione di aver preso tutte le carte che si trovavano nel palazzo e nelli secretari privati del Re e della Regina, come pure quelle che erano nelle casse di persone sospette o attuali o passate, si parla per esso di aver scoperto dei piani di corrispondenza con li emigranti al di fuori, e con li malcontenti di dentro, e di congiure. Su questi indizi il *Comité* di sorveglianza per sua parte ed il nuovo Tribunale per la sua ordinano continue ricerche ed arresti. La città di Parigi è sempre chiusa, e la notte le strade sono illuminate e battute da numerosi passeggeri. Si è cominciato a dar alcuni passaporti per alcuni forestieri ad uscire dal Regno. La confusione mista al timore fa che continuamente si esercitano e si distruggono le nuove delli arresti e delle morti delle persone. Tutti li preti che non hanno prestato il giuramento, e alcuni di quelli ancora che lo hanno prestato, sono arrestati e trasportati in conventi o chiese che loro servono come di reclusorio e di prigione. Il di più che intenda farsi di loro non è ancora noto. Pare che vogliano far sortire di monastero tutte le religiose o almeno metterne molte in pochi. Per interessare sempre più il basso popolo alla causa che deve difendere, si è fatta una legge, per la quale tutti li beni comunali sono ripartiti in piccole porzioni tra li cittadini poveri di ciascuna municipalità; e poi un'altra, nella quale li beni delli emigrati si mettono in vendita in piccole porzioni, ma a livello ricomprabile, cosicchè uno che non ha danaro può egli pure comprare una piccola terra pagando niente più che il tanto annuo che sarà convenuto valutando il capitale a tanto, e poi a poco a poco mettersi in caso di sborsare la somma e farlo suo. A queste disposizioni politiche si aggiungono le militari le più violente e celeri, e non vi è dubbio che di tutte le parti la gioventù elettrizzata non prenda le armi. Il campo destinato a coprire Parigi si è aumentato, e sarà portato a quaranta mila uomini.

Si è decretato di abbattere tutti li monumenti in bronzo di qualunque genere e fonderlo per ridurlo in cannoni. La disposizione dell'armata, per quanto è arrivato il giorno 10, è ancora in gran parte incerta. Il generale Dumourier è il solo che ha inviato all'Assemblea il nuovo giuramento di difendere la libertà, la legalità e di rimanere al suo posto, che in ora si esige anche prima d'esserne legalmente richiesto. Egli comanda al campo di Maulde. Il generale Dillon sull'avviso dell'accaduto a Parigi e dell'invio dei tre commissari aveva in prevenzione fatto ripetere alla sua armata accampata a Pont-sur-Sambre quello di difendere la costituzione, così le truppe che guardano la frontiera di Fiandra non paiono d'accordo. Li tre commissari inviati all'armata del marchese de la Fayette sono stati arrestati a Sedan per ordine di quella Municipalità, ed il Dipartimento delle Ardenne, che tiene la sua residenza in quella città, ha alla pluralità dichiarati incostituzionali e nulli tutti li decreti dell'Assemblea fatti il giorno 10. Questo passo pare enunciare le intenzioni del marchese de la Fayette che è in quelle parti. Anzi di più corre voce su alcune lettere particolari, che l'armata al suo comando sia nelle stesse disposizioni del suo generale, il quale ha dato l'ordine a tutti quelli che sono di altro sentimento di dichiararsi e di sortire dal campo. L'esito verificherà queste asserzioni.

L'Assemblea intanto, sulla notizia dell'arresto dei primi commissari, ha ordinato la spedizione di altri tre con poteri estesissimi di sospendere, cassare, far arrestare chiunque si opponga ai decreti, e richiedere a questo effetto la forza pubblica tanto delle guardie nazionali che delle stesse truppe di linea, ed intanto chiama alla barra tutti quei membri della Municipalità di Sedan e del Dipartimento delle Ardenne che hanno avuto parte o nell'arresto dei commissari o nella dichiarazione del Dipartimento. Dell'armata del maresciallo Luckner, di quella del Reno, nè di quella del mezzodì non si hanno ancora notizie, siccome non se ne hanno che assai dubbiose delle truppe prussiane ed austriache, ma di queste la ragione dell'incertezza è assai nota, stante che dopo li cambiamenti arrivati

non si lasciano più correr nel popolo, nè si portano alla piena Assemblea che le notizie che la prudenza permette di spargere e si tengono sotto silenzio le più.

Parigi, 18 agosto 1792.

N. 117.

Mentre credeva di poter scrivere a V. S. dall'Inghilterra e di là sottomettere alla pubblica sapienza più in disteso le ragioni che mi avevano determinato a valermi in questo momento della licenza contenuta nella ven. ducale dei 2 luglio 1791, un improvviso avvenimento mi obbliga a ripetere ancora questo ossequioso numero da Parigi e ad esporre quanto mi è sul momento della mia partenza accaduto. Munito fino dal giorno 14 dei passaporti per me e per ciascuna individualmente delle persone del mio seguito da questo ministro degli affari forestieri sig. Lebrun, sul dubbio posteriormente eccitato, attese le leggi che ogni giorno si fanno di nuovo, che fosse necessario ad ogni passaporto di aggiungere li segnalamenti di ciascuna persona, il giorno innanzi la mia partenza, che aveva fissato per il lunedì giorno 20, pregai lo stesso ministro a rinnovarli nella nuova forma, al che egli prontamente si prestò. Li passaporti guerniti della nuova formalità e riveduti e sottoscritti dal ministro non solo, ma ancora dal sig. Petion maire di Parigi, mi furono consegnati il giorno stesso del lunedì alle due dopo il mezzogiorno, ed io alle sei sul venire della sera mi posi in cammino per il mio viaggio. Il mio equipaggio consisteva in una berlina a sei cavalli ed in un calesse a due ruote e a tre cavalli con le persone di mio seguito, essendomi appunto ristretto al meno possibile, sì per la facilità di trovare cavalli, come per attrarre il meno che si potesse l'attenzione. Avanti di arrivare alla barriera detta di Clichy, per cui si sorte per l'Inghilterra, alcune persone che parevano appostate sulla strada incominciarono a gridare: «arresta, arresta», a queste grida il popolo delli opera-

che occupano quella lunga borgata incominciò ad accorrere e ad ingrossare. Pervenuto alla barriera consegnai li miei passaporti all'ufficiale di guardia, il quale si mise ad esaminarli. Intanto che egli non faceva che rivederli, il popolo era già in folla per modo che l'uffiziale mandò a domandare un rinforzo alla guardia dell'altra barriera vicina, la quale di pronto accorse per rinforzarlo. Le grida miste e confuse della moltitudine, era che li passaporti non erano buoni e che egli popolo non voleva lasciare sortire veruno, ma che esigeva che si dovesse andare per riconoscere le persone e passaporti al palazzo della città. Ogni ragione detta e dall'ufficiale e da me e da altri per calmare questa turba di acciecati e tumultuosi fu inutile. Intanto concorrevano sempre più e tutti li nuovi sopravvenivano armati con fucili, pistole, picche e sciabole. Allora fu che l'ufficiale, spiegandomi il suo dispiacere nel più, pulito modo, mi disse che io stesso già vedeva che egli non aveva assai forza per proteggere la mia partenza e che per non esporre me e le persone di mio seguito a qualche pericolo mi consigliava a prestarmi ai voleri del popolo ed a trasportarmi al palazzo della comunità. Mi diede per accompagnarmi il più che potè di guardia, alla quale si aggiunsero molti di quelli medesimi che erano venuti in arme per impedirmi, i quali di subito si voltarono in mia difesa per impedire il popolo di non avvicinar le vetture. Con questo corteggio traversai una parte lunghissima e sommamente popolosa della città. Le voci popolari tra l'immensa gente che d'ogni lato accorreva erano varie e confuse. Chi nominava l'ambasciator di Venezia, chi diceva che erano delli inquisiti fuggiaschi sotto il nome dell'ambasciatore di Venezia, chi credeva che io era il marchese de la Fayette arrestato e tradotto a Parigi e su queste diverse voci le grida e le compiacenze, o le disapprovazioni.

Infine pervenni al palazzo del Comune circondato dalla mia scorta, alla quale si erano aggiunti per la via due ufficiali municipali, li quali avendomi a caso incontrato nella strada avevano all'istante indossata la loro sciarpa per farsi riconoscere al popolo ed a piedi al lato della mia carrozza mi

avevano seguito un lungo tratto di via. La piazza della Grève al mio arrivo era ripiena d'un popolo immenso tratto dalla curiosità sulle varie voci sparse. Al mio metter piede a terra con li miei figli, con il segretario d'ambasciata e con le altre persone di mio seguito si fece silenzio, si aprì il popolo in doppia ala sostenuto dalle guardie ed accompagnati dalli due ufficiali municipali e dall'ufficiale di scorta che aveva con lui i passaporti montammo al gran salone del Comune, dove si tiene l'Assemblea in ora permanente della Comunità. Questo stesso salone, che è vastissimo e che ha delle grandissime gallerie in forma di anfiteatro, era tutto ripieno, come ripiene erano le sale ed i corridoi adiacenti. Qui li dettagli diverrebbero per V. S. forse altrettanto noiosi per la lunghezza e per la minuzia, che inutili per il risultato. La sostanza si riduce a che dopo aver io assicurato che era veramente l'ambasciatore di Venezia e non un finto personaggio, che nella intenzione di fare un viaggio per congedo, lasciando qui la mia casa e parte della mia famiglia, aveva chiesto li passaporti e partiva per l'Inghilterra, che le persone che conteneva meco tutte mi appartenevano, con le qualificazioni denotate nei passaporti medesimi incominciarono un rigoroso esame di interrogazioni a ciascun individuo, alli italiani le ricerche furono fatte in italiano, come le risposte, e così spiegate al popolo in francese, alli francesi in francese, sulli primi furono ben tosto sciolti i dubbi loro, ma spinsero più innanzi li sospetti e ricerche sopra li tre servitori francesi. Finalmente il procurator del Comune, che è il sig. Manuel, fece le sue conclusioni, stabilì che li passaporti erano di niun valore, stante che dopo li ultimi arresti fatti dalla Comunità il ministro delli affari forestieri non aveva facoltà di dare passaporti, nè il maire di contrassegnarli, ma dovevano essere dati dalle Assemblee delle sessioni e riveduti dall'Assemblea generale. Di qua dedusse le sue conclusioni che sul sospetto che in queste circostanze dava una partenza senza passaporti legali, proponeva che si dovessero eleggere dall'Assemblea 4 commissari, li quali sarebbero incaricati, primo: a fare una visita esatta alle mie vetture, secondo, che li tre domestici francesi sareb-

bero in arresto, terzo, che si porterebbero alla mia casa unicamente all'oggetto di visitare gli effetti appartenenti ai detti domestici. Queste tre proposizioni furono all'istante adottate e li 4 commissari nominati.

La mia idea, la quale umilmente sottopongo al giudizio non solo, ma alla convenzione di VV. EE., fino dal principio fu di riguardare quanto mi arrivava come proveniente da una massa popolare, la quale aveva per motivo d'agire il proprio interesse o sospetto e per ragione la forza, e quindi di non entrare mai in niuna discussione o di diritti o di privilegi, la quale discussione non si può fare mai a proposito che con dei corpi o persone che si riconoscono per autorità legale. Su questo principio, ancorchè essi facessero in mezzo a tutto questo un gran sfarzo di frasi sulla inviolabilità della mia persona che chiamavano un deposito sacro e delle cose a me appartenenti, che prendevano sotto la loro garanzia, nonostante che dicessero professare il più grande rispetto sul diritto delle genti, con tutto ciò io non mossi mai parola di discussione e buonamente e d'un'aria tranquilla mi prestai a che facessero quanto volevano. Diffatti, accompagnato dai quattro commissari che misti nelle nostre vetture ed in altre che si aggiunsero, sotto una scorta di cavalleria per mettere anche più rispetto nel popolo, il quale per altro, e per essere l'ora tarda e dopo udito il decreto della visita che lo tranquillò, s'era in gran parte dileguato, pervenni alla mia casa. Qua arrivato, fu all'istante incominciata e fatta la visita alle vetture ed alle stanze dei tre francesi Dal modo di farla si vide chiaro che la loro perquisizione tendeva a cercare se si scoprissero carte o relazioni con gli emigranti, o di persone della Corte con quelli, come per li domestici a verificare se fossero veri o finti servitori. Nulla trovarono, poichè nulla vi era, si accertarono che li servitori erano veramente tali e da lungo tempo domiciliati in mia casa, estesero il loro processo verbale che poi vennero nella mia stanza a leggere ed a parafare e dopo delli elogi alla mia persona e condotta per quanto rilevarono da ciò che avevan veduto, e dopo delle scuse individuali di ciascuno rifondendo sulle infelici attuali circo-

stanze la sgraziata necessità di prendere sì violente misure anche per acquetare il popolo già fuor d'ogni freno, alle tre dopo mezza notte partirono conducendo seco li tre francesi, li quali dopo letto il processo all'Assemblea sul punto stesso rimisero in libertà. Di questo processo verbale mi sono poi fatto dare atto autentico, una copia ne ho trasmesso al ministro degli affari forestieri, ed una egualmente non a titolo di giustificazione, troppo contando sulla clemenza di V. S. e di VV. EE., ma a titolo di esattezza mi onoro di trasmettere per inserta.

Appena li commissari avevano incominciato la visita, che io in tutta fretta estesi al ministro un biglietto il quale sottometto a V. S. e tosto lo inviai coll'ordine di rimetterlo subito in sua mano, ma l'ora essendo avanzata, il ministro si era ritirato nè potè averlo che la mattina ed in conseguenza non potei abboccarmi con lui che sulla notte di martedì quando sortiva dal Consiglio. Egli mi espresse non meno colle parole che con li atteggi d'una viva impressione il dolore di quanto mi era arrivato, e come io insisteva che ciò in ora riguardava più lui che aveva dato li passaporti che me, il quale sotto la buona fede li aveva ricevuti, mi riprese che ben sentiva tutto ciò, che sapeva d'essere stato già denunziato, ma che l'affare doveva essere portato all'Assemblea nazionale e che, ben persuaso che io meritava tutta la soddisfazione, mi prometteva di fare quanto mai dipendesse da lui per ottenerla. L'affare fu il giorno dopo portato all'Assemblea dal ministro, il quale trasmise il mio stesso biglietto al presidente. Il mio biglietto fu letto e so che un movimento generale spiegò, come un'improvazione alla cosa, così una piena approvazione del biglietto. L'affare fu tosto rimesso al *Comité* diplomatico, incaricandolo di presentare un progetto di legge su i passaporti da dare alli ambasciatori ed alli forestieri. Giovedì è stata fatta la legge che mi è stata comunicata dalla stessa persona del Dipartimento delli affari forestieri che aveva steso li miei primi passaporti. Fino ad ora non so nulla più. Io studiosamente mi sono guardato di non fare più nè parola nè passo,

giudicando questo appunto convenire alla dignità della mia rappresentanza.

Esposto il fatto, non crederei perciò d'avere interamente soddisfatto al dovere di quella esattezza che devo al mio ministero, se non procurassi di mettere Vostre Eccellenze il più che mi è possibile in grado di dare un esatto valore alle cose, dicendo anche quanto mi risulta sulle cagioni o motivi che hanno determinato un tale avvenimento. Egli è ben vero che il popolo di Parigi, dopo ciascuna violenta crisi arrivata, ha sempre veduto di mal'occhio tutte le partenze, riguardandole come cagioni della spopolazione non meno che della miseria della città e quindi le vetture o insultate od anche con forza e tumulto trattenute sono state di molti esempi. Egli è vero altresì che la rissa arrivata in Genova tra li marinai veneti e li francesi, sparsa su tutti questi fogli che in ora sono la lettura ed il discorso di tutto il popolo e dipinta con li più esagerati colori appunto nei due giorni precedenti al mio partire, aveva indisposto caldamente gli animi del volgo contro il nome della Nazione che mi onoro di rappresentare, con tutto ciò esaminate tutte le circostanze ho luogo a credere che nè l'una nè l'altra di queste due sole ragioni abbiano primariamente determinato quanto è avvenuto, ancorchè abbiano concorso ad aumentare l'effetto. Le persone che hanno incominciato il movimento popolare, che senza dubbio erano appostate e da qualche giorno, come è risultato dal loro stesso dire, l'incertezza delle loro deposizioni all'Assemblea del Comune, dove per timore d'errare, non conoscendomi sempre, abbinavano me con l'ambasciator d'Inghilterra, la qualità delle misure prese ed il modo di esecuzione nella visita, oltre mille altri incidenti e nozioni da me rilevate, mi portano a credere che questo arresto, che si è voluto far passare per una avventizia commozione popolare, sia il risultato di un piano preso. Le ricerche che in ora si fanno per assicurarsi delle persone implicate nelli ultimi avvenimenti, e delle carte che possono fornire lumi o corrispondenze, sono portate all'estremo. Si è immaginato che in mezzo a tanto rigor di perquisizioni ed a tanta esattezza di custodia alle barriere, se taluno vo-

lesse tentare o una fuga di persone o un trafugamento di carte, o almeno una segreta missione di lettere, si varrebbe sopra tutto o della coperta della livrea o della inviolabilità delle carte appartenenti ad un ministro forestiere e sopra tutto ad ambasciatore e quindi si riguarda come un colpo sicuro l'arresto e la visita d'un tal personaggio. Il farlo di qualunque altro modo che per un'insurgenza popolare era cosa troppo rivoltante, e forse niuna delle autorità in ora esistenti vi si sarebbe prestata. Si è pertanto avuto ricorso all'insurrezione popolare, che in ora è assai facile, e questa non aveva più in vista me che l'ambasciatore d'Inghilterra, giacchè il suo fu sempre unito al mio nome, e forse qualunque altro ministro fosse partito il primo. Da chi poi sia provenuto questo progetto, se da particolari individui, se da persone in autorità e da chi, non ho lumi per indicarlo, solo posso essere certo, che nè dall'Assemblea nazionale nè da ministri. Non saprei pertanto attribuire quanto mi è arrivato che all'accidente d'essere partito il primo, nè saprei rimproverarmi la diligenza fatta per affrettare il mio partire prima degli altri, dopo che aveva nella mattina del giorno stesso saputo che l'ambasciatore d'Inghilterra partirebbe il giorno appresso, e dietro a lui partirebbero quasi tutti gli altri del Corpo diplomatico, e parevami che questa partenza combinata e il passaggio per la stessa via d'Inghilterra di tanti ad un tratto potrebbe aumentare in diversi luoghi il mal umore e il pericolo. Il mio arresto è stato quello di tutti gli altri, essendosi subito dal ministro sospesi tutti li passaporti. Dopo la nuova legge fatta dall'Assemblea su i passaporti da darsi, ciascuno è in ora sul prender le proprie misure. L'ambasciatore d'Inghilterra è il solo che tiene ordini precisi di andarsene. In una nota d'ufficio a questo ministro delli affari forestieri egli ha fatto parte dell'ordine che tiene della sua Corte, per il quale gli vien detto che avendo S. M. britannica inteso la sospensione del Re Cristianissimo, verso il quale erano dirette le sue commissioni, gli si ingiunge di domandare tosto li suoi passaporti e partirsene, incaricandolo per altro prima di partire di rinnovare le assicurazioni della perfetta neutralità che

S. M. B. intende di conservare in tutto ciò che riguarda la interna amministrazione e l'indipendenza della Nazione francese. A questa nota è stata fatta e poi letta all'Assemblea una risposta per la quale, dopo spiegato il dispiacere per la partenza dell'ambasciatore, il qual dispiacere viene temperato dalle nuove assicurazioni di perseverante amistà tra le due Nazioni, si conclude col dire, che sperasi che la Nazione inglese non potrà che approvare che la francese imiti i suoi esempi nel difendere la propria libertà e mettere un freno all'autorità dei suoi Re. Questa risposta è stata ieri inviata all'ambasciatore, il quale è in ora come gli altri attendendo li passaporti e forse sarà il primo a partire.

Le perquisizioni proseguono e di giorno e di notte colla maggiore attività anche nelle case le meno sospette. Li processi avanzano, le prigioni si riempiono e se ne formano di nuove. Avant'ieri è stata alle nove ore della notte tagliata la testa nella piazza del Carousel, innanzi al palazzo delle Tuillerie, al signor d'Argemont. Oggi è stata tagliata alle sei dopo mezzodì al sig. Delaport, intendente della Lista civile; per domani e posdomani sono già preparate altre vittime. La principessa di Lamballe dopo tre ore d'interrogatorio nella sala del Comune in faccia a tutto il popolo è stata trasportata alla prigione detta *Hotel de la Force*, madama di Tourzel governante dei figli di Francia, la figlia sua ed una damigella della Regina egualmente interrogate, egualmente sono state tradotte alla stessa prigione. Dopo il trasporto di queste persone il Re e la Regina con la Famiglia reale sono rimasti soli nella torre; non si possono aver nuove di loro che dalle guardie e da queste si sa che la loro sanità si sostiene.

È stata decretata l'esportazione di tutti li preti che non hanno prestato il giuramento, si arrestano, si rinchiudono e poi si obbligano a fare dieci leghe per giorno e ad uscire dalle frontiere.

In virtù d'altro decreto si spogliano tutte le case appartenenti alli emigranti ed i mobili si confiscano. Si è ingiunto ad ogni cittadino, e segnatamente ad ogni notaro, di dichia-

rare gli effetti e i depositi di carte o danaro che avessero di ragione di alcun emigrante.

Il maresciallo Luckner è stato deposto dal comando delle armate, al quale comando sono stati sostituiti li due generali Kellerman e Biron. Del maresciallo non si sa ben ancora che sia arrivato; li più credono che sia già passato in Germania. Il marchese de la Fayette si è salvato da Sedan con quasi tutto lo stato maggiore della sua armata e con una grossa scorta di cavalleria, la quale a poco a poco si è andata dileguando. Dalle varie ed oscure relazioni che si hanno, pare che egli abbia uscendo dal confine preso la via dell'Olanda. La moglie che con il figlio s'era in tempo trasportata ad Havre è passata in Inghilterra. Più le armate con sì rapide e violente o fughe o mutazioni di generali si disorganizzano, più li nemici avanzano, e forse Longwi e qualche altra piazza sono già prese. Si usano per altro tutte le più diligenti precauzioni per tenerne le nuove celate al popolo, al quale non si lascia che trapelare che tanto di timore che basta per eccitare la sua attività, ma non tanto che valga a montare la sua disperazione. Nuovi partiti ogni giorno nascono, tutti per voler qualche cosa debbono valersi di lui, e tutti lo temono.

Parigi, 25 agosto 1792.

N. 118.

Non ostante il decreto dell'Assemblea nazionale sui passaporti, non ostante tutta la buona volontà del ministro per ispedirli, con tutto ciò la moltiplicità dei riscontri da prendere e dei testimoni, la contraddizione e la confusione dei diversi canali per cui conviene passare, fa sì che nè l'ambasciatore d'Inghilterra ne io, nè niuno dei ministri che hanno famiglia e comitiva li ha ancora avuti. Il momento in cui saranno finalmente spediti sarà presso a poco quello della partenza. L'incaricato d'affari di Spagna cav. Iriarte è partito tutto solo senza nemmeno un domestico, sei ore avanti un

corriere a cui ha lasciato dispacci ed ordine di partire dopo lui, il quale corriere egli conta di precedere a Madrid. La casa di Spagna per altro resta aperta. Il cav. Ocaris, già incaricato degli affari di commercio, con due giovani della segreteria di Stato sostiene in ora la missione e la corrispondenza. Sebbene la situazione di Parigi sia malinconica e trista non presenta però nulla per ora di minacciante che affretti l'allontanamento per la paura. Le disposizioni delli animi popolari si rendono di giorno in giorno più calme, le vittime che sono già cadute sul palco e le altre che vi si destinano, a proporzione che saziano il primo appetito della vendetta, sciolgono gli animi di quella prima ferocia e li ritornano allo stato loro naturale. Così si vede che le esecuzioni che giornalmente si fanno alla piazza del Carrousel sono meno frequentate e meno marcate di quella barbara gioia che rese tanto atroci le prime. Il conte d'Afri comandante delle guardie svizzere essendo stato assolto dal Tribunale, il popolo stesso lo accompagnò come in trionfo con grida d'applauso alla sua casa, ed ora non si parla più delli svizzeri, mentre prima si volevano a morte, non le guardie solo, ma tutti gl'individui della Nazione. Il furore che cessa fa a poco luogo a riflessioni sulla miseria della propria situazione. La chiusa delle barriere, che fa di tutta la città una prigione, già incomincia a pesare e se ne fanno reclami altamente. Quanto calma il primo entusiasmo, altrettanto minora l'illimitata confidenza che dal popolo si era data ad alcune persone. Li capi popolari già di molto cancellano dalla prima loro autorità, nè sarebbe meraviglia se da altri fossero soppiantati. L'Assemblea nazionale ha il nome di prima autorità, ma non ne ha più la potenza. Il potere esecutivo non è più che il cancello di sei persone che eseguiscono quanto vien loro imposto e dei quali li comandi non contano più che gli avvisi. L'Assemblea del Comune è la sola che ha un qualche vero potere, ma questo stesso vale quanto ciascuna sessione, che tiene un'Assemblea a parte, vuol farlo valere nel proprio distretto, e poi a tutti questi poteri il popolo dà la legge ogni volta che minaccia di

un generale scontentamento. Questo stesso popolo però, in proporzione che incomincia a raffreddare del primo impeto, pare che incominci anche a bilanciare tra il piacere della dominazione che esercita e gli inconvenienti dell'anarchia di cui ciascuno individualmente sente gli effetti. La somma gelosia e ristrettezza con cui di giorno in giorno più il Re e la Regina sono guardati rendono difficili le nuove che si possono avere di loro. Ieri si era sparsa la voce che il Re fosse un poco incomodato non meno che il Principe reale. Le deposizioni delle persone accusate per l'affare del giorno 10, sia verità, sia pretesto per propria discolpa, molte caricano in aggravio della Regina, in guisa tale che molti e non dei più riscaldati pensano che la Regina stessa sarà posta sotto processo. Non dubito che non sia per essere questa l'intenzione di alcuni capi del partito, ma forse le circostanze del momento ed uno sguardo sulle frontiere consiglieranno con maggior riflessione e tempereranno il troppo ardore dell'animosità. Qualunque sia l'attività ed il rigore con cui si cerca di mettere per aumentare le armate, completare il campo di Soissons, formarne uno sotto Parigi, mettere questa Capitale in grado di resistenza con istabilire delle fortificazioni e delle batterie su tutte le alture che dominano la città, con tutto ciò il tempo manca per cose che richiedono delle lunghe disposizioni e la confusione ritorna anche più. Il nuovo ministro della guerra propone ogni giorno delle nuove misure, l'Assemblea le decreta, ma tutto poi finisce in zelo di ben fare. Si è decretata la leva di 300 nuovi battaglioni, si sono disarmati tutti li bassi ufficiali del fucile, sostituendo uno spuntone per avere più fucili a dare ai soldati. Ieri si è proposto di formare un corpo di mille e duecento persone, che si ripartirebbero 400 per ciascuna armata, così sarebbero armati d'una carabina rigata, due pistole, una sciabola ed un pugnale, sarebbero riguardati come un corpo franco, che si chiamerebbe *li mille duecento* e la loro destinazione sarebbe di ammazzare li generali e li re delle armate nemiche. Il decreto era presso che passato, quando alcune riflessioni, quali la materia suggerisce, facilmente fatte da qual-

che membro, ne fece sospendere l'accettazione e fu rimesso all'esame del *Comité*.

Avanti ieri notte è arrivata la nuova della presa fatta dagli austriaci della piazza di Longwi e ieri la conferma ufficialmente spedita al ministro della guerra. Fino ad ora non si sanno più dettagli, senonchè, dopo 13 ore di bombardamento la piazza si è resa, e che sono state fatte buone condizioni di guerra a tutta la guarnigione di circa tremila uomini di truppe di linea. Il marchese de la Fayette con li marescialli di campo Alessandro Lameth e de Launais e molti altri ufficiali di suo seguito e servitori a cavallo in numero di 40 sono stati arrestati la notte del 19 al 20 sulle dieci ore della sera dai posti avanzati di Rochefort, comandati dal sig. d'Haunoncourt e trasportati a Namur. Egli con il seguito dei predetti ufficiali si era avanzato al di là di Bovillon sotto il pretesto di riconoscere la posizione dei nemici. Non bene risulta se la sua intenzione fosse appunto di farsi arrestare dagli austriaci, come seguì, o se nutrisse la chimerica speranza di traversare occulto il Limburgo e le Fiandre e passare in Olanda. Avendo nel passato riverente mio numero fatto cenno a V. S. ed a VV. EE. della lettera scritta dal Gabinetto britannico a questo ambasciatore d'Inghilterra per ordinargli la partenza e la risposta a detto ambasciatore fatta da questo ministro, in ora che mi sono potuto procurare le copie d'ambedue queste carte, mi onoro trasmetterle.

Parigi, 28 agosto 1792.

N. 119.

Alle dieci della mattina del 29 agosto ho ricevuto per mezzo di straordinario corriere inviatomi da Genova la ossequiata ducale dei 20 e la replicata dell'altra ducale dei 18 non ancora pervenutami per la posta ordinaria. Tanto nel tenore della ducale del 18, quanto nell'accelerazione dell'invio ordinata per la ducale dei 20, non posso che riconoscere uno di

quei tratti di sovrana clemenza, con cui la paterna sollecitudine del Senato istruisce insieme ed anima lo zelo dei cittadini dedicati al pubblico servizio.

Riconoscente pertanto nel più profondo dell'animo mio a queste marche soprabbondanti di non meritato favore, non posso che incoraggiarmi a seguire quel piano di condotta che avevo già divisato, del quale tuttavia mi riservo a rendere conto a V. S. dall'Inghilterra per quelle ragioni che mi farò onore di rassegnare. Intanto prima di partire mi affretto di domandare dei passaporti per questo stesso corriere, il quale rimetto a Genova per la via di Torino, ordinandogli di lasciare questo rispettoso mio numero a quel residente di V. S. per inoltrarlo sollecitamente a codesta parte. Le molte difficoltà e ritardi che questo corriere ha dovuto soffrire nella sua venuta, passando per mezzo le armate sarde e francesi e per delle scrupolose Municipalità, mi fanno presumere che molto maggiori sarà per incontrarle nel suo ritorno, essendo guardata in adesso con più gelosia la sortita che la entrata nel Regno, perciò mi limito a confidargli solo questa missiva di risposta per accertare V. S. e VV. EE. sull'arrivo delle due venerate ducali. Avendo oggi stesso ricevuti li passaporti guarniti di tutte le nuove moltiplici formalità e revisioni richieste, domani stesso imprenderò il mio viaggio per l'Inghilterra, d'onde al primo mio arrivo non mancherò di umiliare nel più sollecito modo quelle nozioni che possono interessare la pubblica sapienza.

Parigi, 29 agosto 1792.

OPERE STORICHE

Autografi dei Principi Sovrani di Casa Savoia (1387-1859) pubblicati da P. Vayra — 1 vol. in-4° leg. L. 2

Armerista delle famiglie nobili e titolate della Monarchia di Savoia, raccolte dal C.te A. Franchi-Verney della Valletta — 1 vol. in-4° . . . . » 25

Bianchi N. *Storia della Monarchia Piemontese dal 1773 al 1814* — 4 vol. in-8° (esaurito) . . . . . . » 50

Orsi - Manfroni - Chiapusso - Gabotto - Molineri. *Carlo Emanuele I duca di Savoia.* — 1 vol. in-8° » 6

Merkel C. *Adelaide di Savoia elettrice di Baviera. — Contributo alla storia civile e politica del 1600.* — 1 vol. in-8° . . . . » 3

Gabotto F. *Storia del Piemonte nella prima metà del secolo XIV (1292-1349).* — 1 vol. in-8° . . . . » 6

Carutti D. *Storia della diplomazia della Corte di Savoia dal 1494 al 1773.* — 4 vol. in-8° . . . . . . » 32

Carutti D. *Storia della città di Pinerolo.* — 1 vol. in 8° — *La Crociata Valdese del 1488 e la maschera di ferro* (Appendici) . . . . » 9

Boschi P. *La repubblica di S. Marino durante la rivoluzione e l'Impero francese.* — In-8° . . . . . » 2

De Castro G. *Cospirazioni e processi in Lombardia (1830-1835).* — In-8° . . . . » 2

